



La gentrification négociée : anciennes frontières et nouveaux fronts dans le centre historique de Mexico

Jeronimo Diaz

► To cite this version:

Jeronimo Diaz. La gentrification négociée : anciennes frontières et nouveaux fronts dans le centre historique de Mexico. Géographie. Université Toulouse le Mirail - Toulouse II, 2014. Français. NNT : 2014TOU20107 . tel-01140884

HAL Id: tel-01140884

<https://theses.hal.science/tel-01140884>

Submitted on 9 Apr 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Université
de Toulouse

THÈSE

En vue de l'obtention du

DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ DE TOULOUSE

délivré par l'Université Toulouse-Jean Jaurès

Spécialité : géographie et aménagement

Présentée et soutenue par Jerónimo DÍAZ

le 8 décembre 2014

La gentrification négociée. Anciennes frontières et nouveaux fronts
dans le Centre Historique de Mexico

Sous la direction de Marie-Christine JAILLET et Guy THUILLIER

École doctorale TESC (ED 327)

Centre interdisciplinaire d'études urbaines (LISST)

JURY

Jérôme MONNET professeur à l'Université Paris-Est

Vincent VESCHAMBRE professeur à l'École nationale supérieure d'architecture de Lyon
rapporteurs

Guénola CAPRON professeure à l'Universidad Autónoma Metropolitana-Azcapotzalco

Marie-Christine JAILLET directrice de recherche CNRS, Université Toulouse-Jean Jaurès

Modesta SUÁREZ professeure à l'Université Toulouse-Jean Jaurès

Guy THUILLIER maître de conférences à l'Université Toulouse-Jean Jaurès

Résumé | La gentrification négociée. Anciennes frontières et nouveaux fronts dans le Centre Historique de Mexico

Durant la première décennie du XXI^e siècle, le centre historique de Mexico a cessé de perdre ses habitants, amorçant un mouvement de revalorisation économique et symbolique dont on commence à peine à mesurer l'importance. Cette thèse retrace la formation de ce haut lieu patrimonial pour mieux appréhender la singularité du processus de gentrification qui s'y déploie. Deux postulats sont mis à l'épreuve.

D'abord, il est stipulé que la gentrification s'inscrit dans un *continuum* historique qui détermine la division sociale de l'espace urbain. On constate en effet que les "pionniers urbains" prennent place en des lieux spécifiques, en particulier le long des foyers "civilisateurs" établis depuis la période coloniale, où l'on retrouve actuellement une offre immobilière adaptée aux aspirations et aux besoins sécuritaires des nouveaux habitants.

Ensuite, la gentrification n'est pas le produit d'acteurs individuels mais elle implique des conflits d'intérêts entre des acteurs collectifs. Nourrie par de nombreux témoignages, cette recherche interroge le rôle que les élites politiques et économiques entendent attribuer au noyau historique de la capitale mexicaine ; elle expose la participation ambiguë des classes intermédiaires ainsi que les différentes formes de résistance exprimées par les populations exclues du projet urbain. Enfin, afin d'évaluer la prétendue pluralité du projet de "revitalisation", reprenant les débats autour de l'aménagement participatif, elle offre une description détaillée des différents mécanismes de patrimonialisation et de gestion sociale établis par le gouvernement local en guise de neutraliser les conflits inhérents au processus de gentrification.

Resumen | Negociar la gentrificación. Antiguas fronteras y nuevos frentes en el Centro Histórico de la Ciudad d México

Durante la primera década del siglo XXI, el Centro Histórico de la Ciudad de México dejó de despoblarse, dando paso a un proceso de revalorización económica y simbólica cuyas causas y consecuencias no han sido plenamente identificadas. La tesis abarca los orígenes de este importante sitio patrimonial y pretende analizar los territorios actuales de la gentrificación a partir de los postulados siguientes.

Primero, se estipula que la gentrificación se desenvuelve dentro de un continuo histórico que determina la división social del espacio urbano. De hecho, la investigación arroja que los "pioneros" tienden a apropiarse lugares específicos, que suelen ser los antiguos núcleos "civilizatorios" establecidos durante la colonia. Allí se concentra también la oferta inmobiliaria dirigida hacia estos nuevos grupos de población, más exigentes en términos de seguridad y de confort urbano.

En segundo lugar, se establece que la gentrificación no es el producto de actores aislados sino que implica conflictos de intereses entre diversos actores colectivos. Nutrida con testimonios diversos, esta tesis examina el carácter que las élites económicas y políticas quisieran imprimir sobre un territorio medular para la capital mexicana; expone además la participación ambigua de las clases medias y retrata las diferentes formas de resistencia puestas en marcha por los sectores excluidos del nuevo proyecto de ciudad. Con el fin de evaluar la pluralidad del proyecto "revitalizador" del Centro Histórico, y retomando discusiones en torno al ordenamiento territorial participativo, la tesis ofrece un panorama detallado de los mecanismos de patrimonialización y de gestión social, establecidos por el gobierno del Distrito Federal en su intento por neutralizar los conflictos inherentes al proceso de gentrificación.



Université Toulouse-Jean Jaurès, campus du Mirail
Centre interdisciplinaire d'études urbaines (LISST-Cieu)
École doctorale TESC

THÈSE

pour obtenir le grade de docteur de l'université
en géographie et aménagement

La gentrification négociée. Anciennes frontières et nouveaux fronts
dans le Centre Historique de Mexico

Jerónimo DÍAZ

Présentée et soutenue publiquement
le 8 décembre 2014

Sous la direction de Marie-Christine JAILLET et Guy THUILLIER

Jury

Jérôme MONNET	professeur à l'Université Paris-Est
Vincent VESCHAMBRE	professeur à l'École nationale supérieure d'architecture de Lyon
rapporteurs	
Guénola CAPRON	professeure à l'Universidad Autónoma Metropolitana-Azcapotzalco
Marie-Christine JAILLET	directrice de recherche CNRS, Université Toulouse-Jean Jaurès
Modesta SUÁREZ	professeure à l'Université Toulouse-Jean Jaurès
Guy THUILLIER	maître de conférences à l'Université Toulouse-Jean Jaurès



On ne peut pas éliminer la géographie car elle est la base du Tout. Si l'on s'en tient au Centre Historique, le tracé préhispanique a servi de base au tracé espagnol. Les anciens n'ont jamais quitté l'espace qu'ils occupaient avec leurs *chinampas* et les Espagnols ont utilisé cet espace en remblayant les canaux et en asséchant le lac. Tout cela est très géographique. À l'intérieur de cette géographie se donnent les relations humaines et en particulier la culture mexicaine.

Le Centre Historique est le noyau de la mexicanité, c'est à dire qu'il est fondamental pour tout le pays. Il ne suffit pas de savoir que le Zócalo existe : chacun fait de son mieux pour pouvoir venir jusqu'ici au moins une fois dans sa vie. C'est en cela qu'il constitue un noyau de formation nationale.

La culture qui se crée ici au quotidien implique bien sûr des affrontements et des situations harmonieuses. Rien que dans la zone où je travaille, j'observe chaque jour la richesse qu'apportent les uns et les autres avec leurs différents héritages culturels. On retrouve ces héritages dans les travaux universitaires mais parfois les gens ont aussi leur propre culture et dans n'importe quel quartier on peut t'apprendre plein de choses qui n'apparaissent pas dans l'histoire officielle. L'habitant du territoire recèle en effet une richesse incomparable qui se perd lorsqu'il est déplacé. Mais j'observe surtout un enrichissement mutuel, non pas exclusif, des différentes classes sociales et des lieux. Le Centre Historique est un être vivant qui évolue et nous ignorons encore la personnalité qu'il aura au bout du temps.

Don Miguel, président de l'Union des Mécanographes
et Typographes de Santo Domingo. Entretien

Remerciements

Cette recherche a été réalisée grâce à une allocation de recherche de l'Université de Toulouse-Le Mirail, désormais Jean Jaurès, grâce à laquelle j'ai eu l'opportunité d'apprendre puis d'enseigner la géographie. Je tiens à exprimer ma reconnaissance envers l'équipe de l'Institut Daniel Faucher, particulièrement envers Guy Thuillier pour m'avoir accompagné dans la réflexion scientifique, mais également dans le quotidien du travail pédagogique. En outre, l'aventure de la thèse engagée en 2008 n'aurait jamais abouti sans le soutien et la qualité de la direction de Marie-Christine Jaillet. Ensemble, ils ont assuré un suivi rigoureux et suffisamment flexible sur mes recherches, même lorsque j'étais à l'autre bout de l'Atlantique.

En ce sens, je remercie Guénola Capron pour m'avoir facilité le passage d'un univers à l'autre, d'abord, en m'associant depuis 2007 à ses recherches sur *La notion de confort dans les banlieues de classes moyennes et supérieures (Mexico/Toulouse)*, ensuite, en me présentant l'équipe mexicaine du Laboratorio de Análisis Socioterritorial (LAST), alors dirigé par Salomón González. La convivialité et les discussions tenues avec les membres du LAST, autour de la question de la gentrification, ont été aussi importantes que les échanges tenus au sein de mon propre institut de rattachement : le Laboratoire Interdisciplinaire, Solidarités, Sociétés, Territoires. Je remercie spécialement les membres de sa composante urbaine, le Centre interdisciplinaire d'études urbaines (LISST-Cieu), pour m'avoir encouragé à tout moment, y compris pour m'avoir permis de participer au séminaire *Gentrificación en metrópolis latinoamericana* organisé au Chili par Yasna Contreras.

Mes remerciements vont, par ailleurs, envers toutes ces personnes qui se sont prêtées au partage et à l'écoute, particulièrement Claudia Zamorano, David Mateos Escobar, Luis Fernando Granados, Anne Becker, Diana Silva, Víctor Delgadillo, Marco Madrigal, Marie Védie et Lila Oriard, entre autres spécialistes de la question urbaine à Mexico. Ces échanges ont déterminé le cours de cette thèse, tout aussi alimentée par les nombreux débats réalisés au sein de la communauté scientifique américaniste à Toulouse. Je tiens à saluer l'effort des jeunes chercheurs de l'Association Toulousaine pour la Recherche Interdisciplinaire sur les Amériques (ATRIA) ainsi que celui des professeurs qui participent à cette dynamique.

En dehors du cadre académique, l'émission radio Expression Latine a été pour moi une expérience collective formatrice, au même titre que le projet de journalisme Agencia SubVersiones auquel je participe. J'admire l'engagement et je remercie la camaraderie des gens qui m'ont entouré, en France comme au Mexique, au long de ce parcours militant. Merci également aux amis de la Casa del Pueblo pour leur soutien permanent.

Je voudrais remercier mes proches pour m'avoir accompagné sans relâche, en particulier ma mère Catherine Marielle, qui a relu le manuscrit à plusieurs moments. À mon père et mon frère, Marco et Lucio Díaz, ainsi qu'à ma chère Elena. À eux tous je dédie ce travail.

Enfin, mis à part un épisode malencontreux, lorsque j'ai dû courir pour garantir ma sécurité et celle de mon appareil photographique, le Centre Historique de Mexico m'a exceptionnellement accueilli dans ses rues et ses foyers. Je suis infiniment reconnaissant envers toutes celles et ceux qui m'ont invité dans leur intimité et qui m'ont généreusement prêté leur parole. Même si tous les échanges ne sont pas restitués dans cette thèse, j'espère qu'elle sera à la hauteur de la qualité humaine que chacun m'a professée.

Mode d'emploi

Afin de faciliter une lecture croisée des différentes parties de la thèse, nous avons créé cinq catégories d'illustrations : les cartes, les tableaux, les figures, les clichés (planches photographiques) et les encadrés (biographies et études de cas). En plus d'être référencés dans le corps du texte, ces éléments sont repérables dans la table des illustrations (p. 449).

Sauf mention contraire, les illustrations sont de l'auteur. Les vingt-neuf cartes mobilisées, y compris la carte synthétique détachée qui accompagne l'ouvrage, ont toutes été élaborées par l'auteur avec les logiciels libres QuantumGIS, Inkscape et le *gratuitiel* Philcarto, dont l'inventeur exige une mention légale à chaque utilisation.

Concernant l'usage des signes de ponctuation et la typographie, nous avons fait le choix de la police Adobe Garamond Pro, qui évoque –à l'image de notre travail– la continuité des œuvres du passé dans le monde présent (police recrée et commercialisée à partir des caractères établis par Claude Garamond, 1499-1561). En revanche, compte tenu du passage permanent de l'espagnol au français, il n'a pas été aussi simple de déterminer l'emploi des majuscules, des *italiques* et des guillemets :

- Les majuscules sont utilisées pour les noms d'institutions (ex : secrétariat aux Affaires Sociales). Une liste des sigles est disponible en fin de thèse, avec tous ces noms en langue originale. Le Mexique étant une fédération, soulignons d'emblée qu'une distinction est faite entre les ministères (instances fédérales) et les secrétariats (instances locales).
- Les *italiques* sont appliquées aux mots en langue étrangère (voir le glossaire pour les termes récurrents de *barrio*, *plaza*, *traza* et *vecindad*), aux néologismes (hormis gentrification), aux titres de publications et aux programmes gouvernementaux. En des cas exceptionnels, elles permettent de mieux distinguer des concepts composés (ex : *mode d'action sur la mémoire*).
- Les guillemets anglais (“ ”) introduisent des expressions familières ou servent à nuancer la portée d'un concept (ex : “revitalisation”). En revanche, l'usage des guillemets français (« ») est réservé aux citations d'auteurs et aux fragments de témoignages. Lorsqu'ils dépassent plus de trente mots, ces éléments sont séparés du corps du texte.

Toutes les citations utilisées sont présentées en français. Quand la source mentionnée est un texte étranger, la traduction a été faite par l'auteur. Enfin, le système de références bibliographiques adopté est celui de la *Revue d'histoire moderne et contemporaine*.

Sommaire

Introduction

1^{ère} partie

VERS UN NOUVEL ORDRE URBAIN

- I. Le patrimoine urbain
 - 1. Une notion moderne
 - 2. Le phénomène urbain en Amérique latine
- II. Théories et terrains de la gentrification
 - 1. Élaborer un concept pour changer de paradigme
 - 2. Circulations paradoxales du néologisme
- III. L'aménagement participatif en question
 - 1. Les degrés de la participation
 - 2. Vers un urbanisme collaboratif

2^{ème} partie

GENÈSE D'UN ESPACE PATRIMONIAL

- IV. La Nation dans la ville
 - 1. L'odyssée urbaine de Huitzilopochtli
 - 2. Une cité, deux républiques
 - 3. En quête d'une identité propre
- V. Le centre-ville face à la modernité
 - 1. Gouverner l'urbanisation
 - 2. Le réveil de la société civile
 - 3. La gauche au pouvoir
- VI. La reconquête du Centre Historique
 - 1. López-Slim : un partenariat contre-nature ?
 - 2. Les territoires de la politique sociale
 - 3. La lutte des places : confiner l'ambulantage
 - 4. La consolidation du projet urbain
 - 5. Retours en ville : un bilan contrasté

3^{ème} partie

RÉSISTANCES ET PARTICIPATIONS

- VII. L'archipel des "pionniers"
 - 1. Liens et lieux des nouveaux habitants
 - 2. Les activistes de la "revitalisation"
- VIII. Résistances populaires
 - 1. Permanence et mutations du MUP
 - 2. Témoignages de "la base"
 - 3. Le *barrio bravo* de Tepito : ultime frontière
- IX. Les nouveaux chemins de la participation
 - 1. EFCyCP : de retour à l'école
 - 2. Une participation dépendante

Conclusion

INTRODUCTION

Un couple de jeunes riches et sans enfants me reçoit dans l'appartement rénové qu'ils ont acquis dans le Centre Historique. Ils appartiennent à une famille d'agents immobiliers étasuniens et prétendent élargir le *buisines* vers le centre ancien de Mexico qu'ils comparent volontiers au New York d'avant Rudolph Giuliani. Le décor est impeccablement blanc, à l'exception d'une carte cadastrale colorée de punaises, chacune indiquant les immeubles qu'ils ont dans le collimateur. Une punaise rouge indique un immeuble transformé en entrepôt par les commerçants ambulants : en le rachetant, ils espèrent infliger un coup au commerce informel qui « enlaidit » le secteur.

Une femme indigène me raconte son histoire de vie. Elle est arrivée à Mexico à l'âge de huit ans pour se consacrer à l'ambulantage. La lutte qu'elle a entreprise à partir de 1977 pour se maintenir dans l'appartement qu'elle habite aujourd'hui, s'est radicalisée vers la fin des années quatre vingt, lorsqu'elle s'est incorporée à une organisation de locataires affectés par le séisme de 1985. Après avoir résisté à sept tentatives d'expulsion, elle a enfin réussi à ce qu'en 2003 le gouvernement de la ville exproprie l'immeuble en faveur des occupants. Elle imagine un avenir meilleur pour les six enfants qu'elle a élevé seule et souhaiterait qu'ils restent dans le Centre Historique qui les a vu naître.

Durant la première décennie du XXI^e siècle, le Centre Historique de Mexico a cessé de perdre ses habitants, annonçant un mouvement de « retours en ville »¹ dont on commence à peine à mesurer l'importance. La requalification de l'habitat et le repeuplement du site sont l'expression d'une revalorisation symbolique et économique qui appelle toutes les approches scientifiques, des évaluations variées permettant d'établir les causes et les effets de ce processus ainsi que différentes lectures critiques capables d'identifier les acteurs en jeu, les « gagnants » comme les « perdants ». Cependant, bien que la littérature apparaisse de plus en plus abondante, la question de la gentrification de ce haut lieu du patrimoine national n'a fait qu'effleurer le débat académique sans être vraiment posée en tant qu'objet de recherche.

L'objet n'est pas simple et la problématique n'implique pas un débat précisément neutre. L'hypothèse de la gentrification provoque des mécontentements et des réactions de la part des promoteurs de la « revitalisation » ou encore de la « régénération », des métaphores qui ont le mérite de mobiliser les consciences mais qui occultent des relations d'inégalité.² Elle dérange car elle se focalise sur ce qui ne va pas, elle sème le doute au lieu de célébrer une urbanité retrouvée, elle interroge la différenciation sociale au lieu d'intégrer le décor. En somme, elle vient à l'encontre d'une opinion publique construite par les promoteurs immobiliers, les médias, les habitants qui défendent la « revitalisation » comme une cause qui leur serait propre et les chercheurs ayant fixé certains compromis avec les pouvoirs publics.

L'argument privilégié par les détracteurs du concept consiste à dire que le terme correspond à une réalité culturelle spécifique, le monde anglophone, et qu'il n'a pas lieu d'être dans des pays comme la France ou le Mexique. Pourtant, dans les pays anglophones la polémique n'est pas moins vive. La gentrification a tour à tour été qualifiée de « concept chaotique » par les sociologues urbains, condamnée à mort par des géographes exaspérés, et l'on a même assis-

¹ Catherine BIDOU-ZACHARIASEN (éd.), *Retours en ville : des processus de « gentrification » urbaine aux politiques de « revitalisation » des centres*, Paris, Descartes & Cie, 2003.

² Mathieu VAN CRIEKENGEN, « Comment la gentrification est devenue, de phénomène marginal, un projet politique global », *Agone*, 38-39, 2008, p. 71-88.

té à des campagnes publicitaires payées par les promoteurs newyorkais afin de nettoyer sa connotation. Ce faisant, le terme n'a fait qu'acquérir de l'importance en se propageant de façon incontrôlée. Qu'on le veuille ou non, on le retrouve désormais dans les manuels scolaires de géographie française comme dans les pages des quotidiens mexicains. Mais de quoi s'agit-il ?

La gentrification implique des individus et des groupes issus de différentes classes sociales dont les projets de vie apparaissent opposés, voire contradictoires : les uns tendent à déplacer les autres. De nombreux auteurs s'accordent à dire qu'il s'agit d'une forme de colonisation des quartiers populaires par des secteurs plus aisés de la société.³ Cette "colonisation" moderne opère schématiquement à travers des "pionniers" qui, enthousiastes et volontaristes, s'occupent de "pacifier" et d'ouvrir le terrain à de nouveaux habitants, dans un mouvement soutenu par des groupes nationaux et internationaux ayant un pouvoir économique et politique. Par ailleurs, la gentrification se réfère aux effets pervers induits par la revalorisation d'un espace urbain donné et ce serait donc un contresens de la revendiquer comme un objectif programmatique.⁴ Pourtant, étant donné les nouvelles conditions d'accumulation du capital, la concurrence interurbaine globale et le remplacement du paradigme de l'État social par celui de l'État néolibéral, de plus en plus de villes entreprennent des politiques de "revitalisation" urbaine qui excluent –de fait– les groupes sociaux « inutiles à la croissance économique »⁵ en privilégiant les "classes créatives", souvent considérées comme un nouveau facteur de développement.⁶

Dans le cas qui nous intéresse, la problématique de la gentrification s'entrecroise avec la dimension affective d'un territoire caractérisé par plus de sept cent ans d'activité humaine et de centralité politique. Depuis l'empire aztèque jusqu'à la capitale du Mexique indépendant, en passant par le siège du vice-royaume de la Nouvelle Espagne, les Mexicains ont appris à se reconnaître dans ce palimpseste urbain que constitue le Centre Historique, inventé en termes administratifs seulement en 1980. Après plusieurs décennies d'opérations de "rénovation-bulldozer", les autorités locales ont fait de la patrimonialisation du noyau historique de la ville un objectif prioritaire de l'action publique, interdisant par la même occasion la possibilité d'un redéveloppement du site. Ce choix s'est imposé sous l'impulsion des premiers acteurs publics et privés de la conservation patrimoniale, dans un mouvement qui a permis de sauvegarder d'importants témoignages du passé. En effet, la problématique soulevée dans cette thèse s'avère d'autant plus pernicieuse qu'elle met en doute –non pas le bien-fondé de la sauvegarde des œuvres anciennes– mais bien les moyens de cette sauvegarde et les tensions inhérentes aux processus de gentrification/patrimonialisation. Pour reprendre les termes de P. Claval, il s'agit d'évaluer la possibilité d'une « gentrification du patrimoine » :

³ Neil SMITH, *The New Urban Frontier: Gentrification and the Revanchist City*, New York, Routledge, 1996 ; Rowland ATKINSON et Gary BRIDGE (éd.), *Gentrification in a Global Context: The New Urban Colonialism*, New York, Routledge, 2005 ; Paul WATT, « The only class in town? Gentrification and the middle-class colonization of the city and the urban imagination », *International Journal of Urban and Regional Research*, 32-1, 2008, p. 206-211.

⁴ Tom SLATER, « The eviction of critical perspectives from gentrification research », *International Journal of Urban and Regional Research*, 30-4, 2006, p. 737-757.

⁵ Philippe GERVAIS-LAMBONY et Frédéric DUFAUX, « Justice... spatiale ! », *Annales de géographie*, 665-666-1, 2009, p. 3-15.

⁶ Richard FLORIDA, *The Rise of the Creative Class and How it's Transforming Work, Leisure, Community and Everyday Life*, New York, Basic Books, 2002.

« Le mouvement de patrimonialisation qui concerne les témoignages du passé populaire est animé par des gens qui appartiennent aux classes moyennes ou supérieures. Les auteurs anglo-saxons emploient, pour qualifier le mouvement de retour des classes aisées vers les quartiers centraux des agglomérations qu'elles avaient longtemps fuis, le terme de gentrification [*dixit*]. Mais le mouvement est beaucoup plus général qu'ils ne le disent : il caractérise les rapports de l'ensemble des couches aisées ou moyennes au patrimoine, qu'il soit d'origine élitaire et populaire. Bien loin de conduire à une réappropriation du passé par les couches populaires qui y conforteraient leur identité, le mouvement contemporain de patrimonialisation correspond à un investissement paysager qui est essentiellement l'œuvre de la partie aisée et instruite de la population et lui bénéficie. [...] Les couches éduquées des nouvelles nations s'identifient volontiers à des monuments qui les rassurent sur leur passé. Cette identification s'accompagne d'une gentrification du patrimoine qui est généralement plus brutale que dans les vieux pays d'Europe. »⁷

Prise dans son énoncé, l'expression comporte une série d'éléments qui nous permettent d'affiner la problématique. D'abord, c'est à partir d'une lecture transversale des débats anglophones et francophones que P. Claval s'attaque au concept de gentrification (et l'instabilité orthographique montre à quel point le passage vers le débat francophone est difficile). Si l'auteur reconnaît la dimension de classe inhérente au processus de patrimonialisation, les modalités du processus restent pourtant floues, en particulier la notion « d'investissement paysager ». S'agit-il d'un investissement financier ou d'une récupération des lieux par les couches les plus aisées de la société ? Par ailleurs, si la proposition d'une « gentrification du patrimoine » apparaît prometteuse, elle reste opaque quant à l'échelle d'analyse du processus : s'agit-il d'une gentrification des monuments, des sites classés, des villes historiques, des périmètres de conservation ? Enfin, sous réserve d'explicitier les termes de cette formule, nous pensons avec P. Claval que cette gentrification s'opère de façon plus « brutale » dans les « nouvelles nations », c'est-à-dire dans les pays où les inégalités sociales sont les plus flagrantes et où le nationalisme y est le plus exacerbé.

La déconstruction du discours officiel de la « revitalisation » et l'analyse des dispositifs de patrimonialisation constituent nos principaux objectifs de recherche. D'une certaine façon, ces objectifs ne sont pas isolés des débats de société, puisqu'ils répondent au défi lancé par l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO) dans sa *Recommandation concernant le paysage urbain historique* de novembre 2011 :

« La recherche devrait cibler la stratification complexe des ensembles urbains afin d'identifier les valeurs qui s'y rattachent, de comprendre l'importance que leur attribuent les communautés et de les présenter aux visiteurs dans leur globalité. Les institutions universitaires et autres centres de recherche devraient être encouragés à développer la recherche scientifique sur certains aspects de l'approche centrée sur le paysage urbain historique, ainsi qu'à coopérer aux niveaux local, national, régional et international. Il est essentiel de documenter l'état des territoires urbains et leur évolution, de faciliter l'évaluation des propositions de transformation ainsi que d'améliorer les compétences et procédures de protection et de gestion. »⁸

⁷ Paul CLAVAL, « Sens patrimoniaux dans le monde », in Maria GRAVARI-BARBAS et Sylvie GUICHARD (éd.), *Regards croisés sur le patrimoine dans le monde à l'aube du XXI^e siècle*, Presse de l'Université de Paris-Sorbonne, 2003, p. 51.

⁸ UNESCO, *Actes de la Conférence générale. 36^e session*, Paris, 2011, p. 61.

Notre étude tient compte de la participation du Centre Historique au processus de construction nationale et interroge son inscription dans la ville moderne. La consolidation de l'espace patrimonial se présente comme une nécessité impérieuse visant à garantir le lien social dans un contexte de désaffiliation des individus et de renforcement des inégalités. En ce sens, la déconstruction du discours de la "revitalisation" passe par l'analyse des contradictions existantes dans le projet urbain –entendu comme « une œuvre de formalisation spatiale donnant à voir une entité et déclinant les bonnes intentions de sa régulation »⁹– et les effets concrets des politiques publiques. Ont-elles produit davantage de mixité sociale ? Ont-elles au contraire accentué la ségrégation sociale ? Comment s'expriment les tensions de classe et la gentrification dans le Centre Historique ?

Les réponses apportées dans ce travail s'articulent autour de deux hypothèses. La première stipule qu'il existe une revalorisation inégale du patrimoine qui privilégie certains aspects et certains espaces au détriment de l'ensemble du site classé. La seconde hypothèse, davantage explicative, prétend que cette différenciation spatiale est produite et récréée par des acteurs sociaux agissant dans différents domaines du processus urbain : travail, logement, commerce, mobilité et culture. Cependant, dire que l'espace patrimonial est un produit de l'activité sociale, serait se contenter d'emprunter une formule redevable à H. Lefebvre.¹⁰ Une explication plus détaillée des hypothèses qui nous guident s'impose.

Anciennes frontières et nouveaux fronts

Au-delà des facteurs économiques, sociaux et culturels, le processus de revalorisation du Centre Historique s'inscrit dans un *continuum* historique qui détermine la division sociale de l'espace urbain. Contrairement à la plupart des études portant sur la gentrification en centre ancien, nous souhaitons dépasser l'analyse des effets immédiats des politiques publiques pour porter notre attention sur ces « réalités que le temps use mal et véhicule très longuement », selon les termes de l'historien F. Braudel :

« Certaines structures, à vivre longtemps, deviennent des éléments stables d'une infinité de générations : elles encombrant l'histoire, en gênent, donc en commandent l'écoulement. D'autres sont plus promptes à s'effriter. Mais toutes sont à la fois soutiens et obstacles. Obstacles, elles se marquent comme des limites dont l'homme et ses expériences ne peuvent guère s'affranchir. Songez à la difficulté de briser certains cadres géographiques, certaines réalités biologiques, certaines limites de la productivité, voire telles ou telles contraintes spirituelles : les cadres mentaux, aussi, sont prisons de longue durée. »¹¹

Malgré les transformations spectaculaires du paysage urbain survenues durant les dix dernières années dans le Centre Historique, nous essayerons de montrer qu'il existe des continuités territoriales tout aussi surprenantes, presque indépendantes du temps présent et de la conjoncture. D'ailleurs, l'intuition et la volonté d'établir un lien génétique entre les formes de ségrégation urbaine à l'époque coloniale et l'ordre hiérarchique imposée par le ca-

⁹ Laurent DEVISME, « Projet urbain », in Jacques LÉVY et Michel LUSSAULT (éd.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, 2003, p. 747.

¹⁰ Henri LEFEBVRE, *La production de l'espace*, 4e édition, Paris, Anthropos, 1974. Nous assistons aujourd'hui à un regain d'intérêt envers l'œuvre du géographe et philosophe. Entre 2000 et 2002, Anthropos a réédité neuf ouvrages de H. Lefebvre (sur un total de cinquante sept). Depuis 2009, outre les nouvelles rééditions (notamment *La somme et le reste*), il semblerait qu'on assiste, en France, à un renouveau des études sur Lefebvre. Voir : Remi HESS, *Henri Lefebvre, vie, œuvres, concepts*, Paris, Ellipses, 2009 ; Laurence COSTES, *Henri Lefebvre, le droit à la ville*, Paris, Ellipses, 2009.

¹¹ Fernand BRAUDEL, « Histoire et Sciences Sociales : La longue durée » (1958), *Réseaux*, 5-27, 1987, p. 7-37.

pitalisme à partir du XIX^e siècle, n'est pas nouvelle : elle représente selon L. F. Granados une préoccupation majeure pour de nombreux historiens et sociologues.¹² Pourtant, compte tenu de la spécialisation du savoir scientifique, la mise en connivence de phénomènes en apparence distincts, aussi bien temporellement qu'ontologiquement, a rarement fait l'objet de propositions sérieuses.

Trois siècles durant, ce territoire inscrit en 1987 à la *Liste du patrimoine mondial*, a été régi selon la volonté civilisatrice de séparer les vainqueurs ibériques et les indiens vaincus de la guerre de colonisation initiée au tournant du XVI^e siècle. Le premier défi consiste effectivement à évaluer la teneur et la rigidité des frontières sociales établies à l'époque coloniale, entre 1521 –avec la chute de Tenochtitlán– et 1821, année de l'émancipation nationale. Nul n'a encore établi avec certitude les limites exactes entre la République espagnole et la République d'Indiens, comme il est convenu d'appeler le double régime de gouvernance qui a caractérisé la gestion vice-royale de la capitale, et nous savons que l'*apartheid* voulu par l'autorité coloniale s'est à maints égards révélé impossible.¹³ Nous ne serons pas les premiers à essayer de le faire. Cela dit, nous verrons que les traces de la séparation ethnique se reflètent dans la distribution des quartiers populaires (autrefois les faubourgs indiens), dans la concentration des activités financières et touristiques autour de l'axe Zócalo-Alameda et, surtout, dans l'imaginaire collectif des habitants qui véhiculent encore et pour longtemps les représentations construites au fil de cette première phase de la mondialisation.

Stigmate pour les uns, ressort de résistance pour les autres, la mémoire des lieux constitue un levier pour l'action collective et la formation des identités de classe. Ce postulat est essentiel au défi qui consiste à délimiter non seulement la division sociale de l'espace (réalité statistique) mais aussi les frontières de classe (réalité idéelle). Au sens propre du terme, nous savons pertinemment qu'aucune frontière matérielle ne divise la population du Centre Historique et que chacun est libre d'acquérir une propriété et de s'installer où il le souhaite, à condition de respecter le zonage établi. Cependant, en plus des différences économiques qui interdisent à un bon nombre de citoyens d'avoir une véritable liberté dans leur choix résidentiel, nous avançons que l'évolution de l'environnement urbain est déterminée par les représentations, les pratiques et les comportements de classe des agents sociaux. Pour reprendre P. Bourdieu :

« Si l'habitat contribue à faire l'*habitus*, l'*habitus* contribue aussi à faire l'habitat, à travers les usages sociaux, plus ou moins adéquats, qu'il incline à en faire. »¹⁴

Le Centre Historique n'est pas un territoire neutre, il est au contraire chargé d'un héritage social que ses occupants, anciens et nouveaux, tendent à reproduire. Ainsi, au risque de paraître redondant, son « historicité »¹⁵ détermine sa géographie sociale.

¹² Luis Fernando GRANADOS, *Cosmopolitan Indians and Mesoamerican Barrios in Bourbon Mexico City. Tribute, Community, Family and Work in 1800*, Ph.D, Georgetown University, Washington DC, 2008, p. 52.

¹³ Edmundo O'GORMAN, *Reflexiones sobre la distribución urbana colonial de la ciudad de México*, Editorial Cultura, 1938 ; Serge GRUZINSKI, « Genèse des plèbes urbaines coloniales : Mexico aux XVI^e et XVII^e siècles », *Caravelle*, 85, 2005, p. 11-35.

¹⁴ Pierre BOURDIEU, « Effets de lieu », in *La misère du monde*, Paris, Seuil, 1993, p. 259.

¹⁵ Je considère ici la définition d'A. Touraine pour qui « l'historicité n'est pas transcendance ; elle n'est pas ce qui échappe à la société conçue comme système. Au contraire. Elle est ce qui permet de concevoir la société comme système, mais sans avoir à le réduire à un autre type, moins complexe. Par l'historicité, l'activité devient sens et le sens redevient pratique ». Alain TOURAINE, *Production de la société*, Paris, Librairie générale française, 1993, p. 22.

Cela ne suffit pas à justifier l'utilisation des notions de front et de frontière. Dans *The New Urban Frontier: Gentrification and the Revanchist City*, publié en 1996, N. Smith a rendu explicite et opératoire l'analogie entre les processus de gentrification et de colonisation. Pour l'auteur, la gentrification reproduit à plusieurs égards le front pionnier¹⁶ qui a permis le développement économique des États-Unis aux dépens des peuples autochtones. D'une part, la gentrification s'appuie sur des mythes fondateurs qui exaltent la bravoure des colons face à une nature hostile et, d'autre part, elle s'organise moins par l'action individuelle des pionniers que par l'action collective des propriétaires du capital. Cela dit, N. Smith reconnaît la rationalité des acteurs individuels en soulignant –comme nous l'observons dans les premières lignes de cette introduction– que les « développeurs ont un sens aigu, îlot par îlot, de l'avancement de cette frontière ».¹⁷

L'idée d'un nouveau front urbain –ou d'une reconquête urbaine si l'on restitue la gentrification dans le contexte historique latino-américain– doit être prise avec précaution, au même titre que la métaphore biologique de la « revitalisation ». La notion de *front* relève avant tout de la stratégie militaire et de la géopolitique. Elle indique « une ligne de contact entre deux forces antagonistes » et se réfère, par extension, à une « ligne mobile d'interface entre deux espaces ».¹⁸ En ce sens, F. Tomas a par exemple utilisé les termes « stratégies socio-spatiales » pour aborder les conflits de classe et la vision des planificateurs sur l'espace central de la Ville de Mexico.¹⁹

La notion de *front pionnier*, en revanche, se réfère non plus à une ligne de démarcation mais à « un espace mobile marquant la limite provisoire de l'expansion d'une société au sein d'un espace plus vaste, en cour de mise en valeur ».²⁰ Cette notion est présente dans le travail d'A. Leal qui s'est récemment intéressée aux modes de socialisation des nouveaux habitants du Centre Historique. En offrant un portrait saisissant des gentrificateurs, A. Leal prétend étudier la « négociation des frontières » existantes dans l'univers urbain en voie de colonisation.²¹ Cependant, elle n'évalue qu'une partie des groupes sociaux présents sur le territoire, en l'occurrence les « pionniers urbains », une notion aussi populaire qu'obscur. Quelles sont leurs relations au pouvoir politique et économique ? Sont-ils représentatifs d'une classe sociale spécifique ? Les chercheurs qui mobilisent la notion de « pionnier » prennent-ils la mesure et considèrent-ils les implications de l'analogie avec le processus de colonisation ?

Notre travail interroge les différents fronts et la tendance des classes sociales antagonistes à dépasser les frontières imaginaires et performatives qui se sont installées dans la longue durée. Bien entendu, il ne s'agit pas uniquement d'évaluer le mouvement des nouveaux habitants qui emménagent avec tout leur bagage culturel et leurs comportements de classe. Nous considérerons également les facteurs de résistance et de continuité des classes populaires, elles aussi capables de gagner du terrain sur les anciens espaces de prestige et d'accumulation.

¹⁶ En anglais, la frontière se traduit par *border* et le front pionnier par *frontier*.

¹⁷ N. SMITH, *The New Urban Frontier...*, *op. cit.*, p. 23.

¹⁸ Georges PRÉVÉLAKIS, « Front », in Jacques LÉVY et Michel LUSSAULT (éd.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, 2003, p. 382-383.

¹⁹ François TOMAS, « Quartiers centraux et stratégies socio-spatiales à Mexico », *Revue de géographie de Lyon*, 63-1, 1988, p. 55-68.

²⁰ Denis RETAILLÉ, « Front pionnier », in Jacques LÉVY et Michel LUSSAULT (éd.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, 2003, p. 383.

²¹ Alejandra LEAL MARTÍNEZ, « Peligro, proximidad y diferencia: negociar fronteras en el Centro Histórico de la Ciudad de México », *Alteridades*, 17-34, 2007, p. 27-38.

L'exemple de l'*ambulantage*, cette pratique commerciale informelle en symbiose avec les lieux de circulation piétonne,²² est à ce titre édifiant : son éradication constitue un défi sempiternel pour les autorités publiques et se présente désormais comme une condition nécessaire à la "revitalisation" du site. Pourtant, de récentes études montrent que cette modalité d'infra-subsistance est plus vivante que jamais et qu'elle se maintient grâce à un complexe système de négociations dans le champ politique.²³

Les acteurs de la gentrification

Les auteurs qui se sont intéressés à la gentrification considèrent dans la plupart des cas l'opposition entre le courant culturaliste, cristallisé par la figure du géographe David Ley, et le courant marxiste, longtemps représenté par Neil Smith. Bien que cette opposition soit dépassée, il convient de signaler qu'il s'agit en réalité de théories explicatives complémentaires. D'une part, le désir d'urbanité et l'influence des « nouvelles classes moyennes » sur la politique de la ville qui intéressent D. Ley, constituent une donnée qu'on ne saurait écarter de l'analyse du cas mexicain. D'autre part, le rôle du grand capital dans la fabrication des nouveaux espaces propices à la consommation est aussi essentiel à l'étude de la revalorisation du Centre Historique, dès lors que la participation de Carlos Slim –un des hommes les plus fortunés de la planète– y est explicite et polémique.

En effet, malgré l'intention du gouvernement de conduire un processus pluriel et démocratique, M. Perló et J. Bonnafé ont défendu l'hypothèse selon laquelle « l'ingénieur Slim ainsi que d'autres investisseurs, ont dominé le sens et l'orientation du programme de financement pour la requalification du Centre Historique. »²⁴ De la même façon, C. Paquette a avancé que :

« Les logements qui appartiennent au groupe de Carlos Slim hébergent un certain nombre d'employés des différentes entreprises appartenant à l'homme d'affaires. Pionniers presque malgré eux : leur employeur impose à un certain nombre de ces salariés de résider dans le Centre Historique. »²⁵

Quelle est donc la part du mythe et de la réalité concernant la participation de l'homme d'affaire à la "revitalisation" de l'espace patrimonial ? Dans cette thèse nous considérerons que la gentrification n'est pas le produit d'acteurs individuels –ni la somme des activités des "pionniers", ni le produit d'un acteur économique majeur– mais qu'elle implique des acteurs collectifs réunis autour d'intérêts communs. Le concept de *coalition de croissance* mobilisé par M. Rousseau dans l'étude de la gentrification des villes françaises, offre en ce sens des perspectives fertiles dès lors qu'il permet de décrire une situation dans laquelle :

« L'orientation des politiques urbaines est déterminée par la structuration des intérêts économiques, notamment fonciers. En effet, les propriétaires et les acteurs économiques dont l'activité dépend directement ou indirectement de l'augmentation de la valeur des sols

²² Jérôme MONNET, « L'ambulantage : représentations du commerce ambulant ou informel et métropolisation », *Cybergeo : European Journal of Geography*, 355, 2006.

²³ Diana SILVA LONDOÑO, *Negociando la (in)-formalidad. Las contiendas por el desalojo del comercio ambulante en el Centro Histórico de la Ciudad de México (1990-2008)*, Tesis de doctorado, Colegio de México, 2011.

²⁴ Manuel PERLÓ et Juliette BONNAFÉ, « Análisis y evaluación de dos modelos para el financiamiento del Centro Histórico de la Ciudad de México », in Fernando CARRIÓN (éd.), *Financiamiento de los centros históricos de América Latina y El Caribe*, Flacso-Sede Ecuador, 2007, p. 113.

²⁵ Catherine PAQUETTE, « Des habitants pour le centre historique ? Mexico face à l'un des défis majeurs de la réhabilitation », in Hélène RIVIÈRE D'ARC (dir.), *Le pari urbain en Amérique latine. Vivre dans le centre des villes*, Paris, Armand Colin, 2006, p. 121.

(banques, promoteurs, investisseurs, agences immobilières) ont tendance à chercher à s'allier en vue d'exercer une pression sur les autorités locales afin que celles-ci engagent des projets de régénération urbaine d'envergure. »²⁶

Dans le cas qui nous occupe, il existe un univers d'acteurs culturels et de petits propriétaires qui participent également à la consolidation d'un projet urbain qui écarte, dans la pratique, un pan entier des habitants et usagers du Centre Historique.

Il faut ici rappeler que la gentrification n'implique pas que des acteurs favorables à la revalorisation économique et symbolique des lieux. Au contraire, l'identification des problèmes par les groupes qui sont exclus ou menacés par ce processus constitue non seulement l'objet central de la « nouvelle critique urbaine »²⁷ mais aussi une condition intrinsèque de la gentrification : si tout le monde gagne à la revalorisation du site, s'il n'y a pas de conflit ouvert ou subissant, alors on ne peut pas parler de gentrification. Dans cette perspective, l'analyse des continuités populaires interroge moins les « résistances produites à l'échelle individuelle », mises en évidence par M. Giroud,²⁸ que les résistances collectives qui s'organisent autour de revendications concrètes, notamment autour du droit à la ville, au travail et au logement.

Les chercheurs en sciences sociales ayant travaillé sur la Ville de Mexico seront probablement étonnés du retour sur la question du mouvement urbain-populaire (MUP).²⁹ Dans sa thèse sur le Parti de la Révolution Démocratique (PRD), qui tient la capitale du pays depuis 1997, H. Combes a mis en évidence la porosité des frontières entre le parti et le MUP, en dévoilant l'existence d'acteurs multi-positionnés qui garantissent le rapport entre gouvernants et gouvernés.³⁰ L'intérêt que nous portons à ce vaste sujet social tient en deux constats. D'une part, toute personne ayant fait l'expérience de se promener dans le Centre Historique a pu observer des banderoles indiquant la présence d'associations qui « protègent » les habitants. Une myriade d'organisations urbaines-populaires identifiées à la gauche partisane se maintient effectivement dans ce territoire, en particulier là où la dégradation du bâti est importante et où l'incertitude juridique autour de la propriété foncière implique des conflits potentiels. D'autre part, malgré sa quasi disparition des revues de sociologie urbaine, nous

²⁶ Max ROUSSEAU, « Gouverner la gentrification. Différentiel de loyer et coalitions de croissance dans la ville en déclin », *Métropoles*, 7, 2010.

²⁷ Christian LEFÈVRE et Emmanuel NÉGRIER, « La nouvelle critique urbaine », *Métropoles*, 7, 2010.

²⁸ L'hypothèse posée par M. Giroud est la suivante : « Les continuités populaires sont le résultat de résistances, non pas en termes de luttes collectives, mais produites à l'échelle de l'individu. Ces résistances s'appuieraient sur l'habiter des individus, c'est-à-dire sur leurs pratiques ordinaires, réalisées au cours de parcours biographiques et de cheminements quotidiens, ainsi que sur leurs représentations ». Matthieu GIROUD, *Résister en habitant ? Renouvellement urbain et continuités populaires en centre ancien (Berriat Saint-Bruno à Grenoble et Alcântara à Lisbonne)*, Thèse de doctorat, Université de Poitiers, France, 2007, p. 3.

²⁹ Ayant fait couler de l'encre et du béton durant le dernier quart du XX^e siècle, celui-ci a pratiquement disparu de la scène académique. Les universitaires mexicains ont pourtant maintenu d'étroites relations avec le mouvement et ils ont parfois assumé la direction d'importantes organisations régionales. De leur côté, les observateurs locaux et étrangers, notamment français, ont été amenés à se positionner par rapport à cet objet d'étude, toujours associé au processus de démocratisation du pays et, paradoxalement, à la reproductions des mécanismes de contrôle clientéliste de la société civile.

³⁰ Hélène COMBES, *Faire parti. Trajectoires de gauche au Mexique*, Paris, Karthala, 2011. « Par dirigeants multi-positionnés, nous entendons des acteurs qui occupent des positions de direction au sein d'une et parfois de plusieurs organisations contestataires (mouvements sociaux, organisations sociales, etc.) et mènent parallèlement une carrière politique au sein du PRD. Par reconversion militante, il est fait référence au fait que d'anciens dirigeants d'organisations contestataires, au moment de la fondation du PRD ou au cours de son existence, abandonnent leur militantisme associatif pour se consacrer à leur engagement au sein du parti. Ces deux phénomènes seront rassemblés sous le terme de multi-engagement », p. 14.

nous sommes rendus à l'évidence que le MUP jouait encore un rôle important dans la définition des politiques publiques et que les organisations qui le composent avaient leur mot à dire concernant la politique sociale et la protection des habitants moins bien lotis du Centre Historique.

Notre incursion dans le domaine de la sociologie politique n'est pas fortuite. La thèse d'H. Combes sur le multipositionnement des acteurs politiques et sociaux se révèle tout aussi utile pour comprendre les caractéristiques des organismes publics chargés de "revitaliser" le Centre Historique, dès lors qu'une partie des responsables politiques est précisément issue du PRD. Cela dit, l'administration de l'espace patrimonial n'est pas un bloc monolithique. Au contraire, c'est grâce à l'examen des divergences internes que l'on peut se donner une chance de comprendre le sens et la portée du programme de "revitalisation".

Cette sociologie de l'appareil gouvernemental que nous prétendons élaborer, vise à approfondir l'analyse des dynamiques exogènes et endogènes de la patrimonialisation, en apportant des éléments de réponses à deux questions fréquemment évoquées. D'abord, même si elles ont une certaine influence sur la définition des politiques locales, nous pouvons écarter l'hypothèse d'une ingérence patrimoniale exercée par les instances supranationales telles que l'UNESCO, dès lors que leurs modalités d'incidence se limitent à des recommandations qui sont souvent élaborées avec le consensus des États membres.³¹ En revanche, l'hypothèse contraire, qui prétend l'affirmation des pouvoirs locaux à travers la mise en valeur du patrimoine,³² mérite un examen minutieux.

Il est généralement admis que la décentralisation promue durant les dernières décennies a impliqué une concurrence interurbaine exacerbée et que les maires des grandes métropoles sont de plus en plus « tentés d'utiliser la ville comme tremplin pour un destin politique national ». ³³ De la même façon, la gestion des centres historiques et la possibilité de les mettre en scène constituent des revendications privilégiées par les gouvernements locaux face aux pouvoirs nationaux.³⁴ L'instrumentalisation politique du patrimoine urbain ne fait aucun doute pour M. Gravari-Barbas et V. Veschambre puisque « le fait d'invoquer le patrimoine contribue à susciter l'adhésion du plus grand nombre à un espace, et par là même à ceux qui y exercent le pouvoir. »³⁵

La recherche sur les modalités d'intervention dans les centres historiques interpelle effectivement les réseaux d'acteurs et le jeu politique qui découle de ces interventions. Plusieurs auteurs soulignent que l'on tend vers une gestion flexible de la demande sociale et que les professionnels de l'aménagement s'attirent des compétences en matière de négociation et de

³¹ Patrice MELÉ, « Sacralizar el espacio urbano: el centro de las ciudades mexicanas como patrimonio mundial no renovable », *Alteridades*, 8-16, 1998, p. 11-26.

³² Guénola CAPRON, Stéphanie RONDA et Elodie SALIN, « Les politiques municipales du patrimoine en Amérique latine dans les années 1990 : rupture ou continuité ? », in Maria GRAVARI-BARBAS et Sylvie GUICHARD (éd.), *Regards croisés sur le patrimoine dans le monde à l'aube du XXI^e siècle*, Presse de l'Université de Paris-Sorbonne, 2003, p. 551-570.

³³ Marie-France PRÉVOT SCHAPIRA, « Villes et territoires en Amérique Latine: changement de perspective? », in Marie-France PRÉVOT SCHAPIRA et Hélène RIVIÈRE D'ARC (éd.), *Les territoires de l'État-nation en Amérique latine*, Paris, IHEAL, 2001, p. 30.

³⁴ Stéphanie RONDA, « Estrategias de legitimaciones y discursos : la utilización de las políticas de rehabilitación de los centros históricos », in Fernando CARRIÓN (éd.), *Desarrollo cultural y gestión en centros históricos*, Quito, FLACSO-Empresa del Centro Histórico, 2000, p. 85-104.

³⁵ Maria GRAVARI-BARBAS et Vincent VESCHAMBRE, « Patrimoine: derrière l'idée de consensus, les enjeux d'appropriation de l'espace et des conflits », in Patrice MELÉ, Corinne LARRUE et Muriel ROSEMBERG (éd.), *Conflits et territoires*, Presses Universitaires François-Rabelais, 2004, p. 69.

facilitation, préfigurant ce que M-H. Bacqué et M. Gauthier appellent un « urbanisme collaboratif », ³⁶ qui s'introduit désormais dans la gestion des sites classés. ³⁷ Enfin, on évoque souvent la distance existante entre le discours de la participation véhiculé par les professionnels et la réalité des programmes de « revitalisation ». D'après J. Diamond :

« Les agences créées pour gérer et mettre en œuvre ces opérations de développement local sont souvent issues de l'extérieur, et il est ainsi apparu une armée grandissante de spécialistes « ambulants » de la revitalisation urbaine. » ³⁸

Malheureusement, la plupart des analyses offertes par la géographie et la sociologie urbaines restent superficielles et ne décrivent ni les origines des professionnels ni leurs relations avec le pouvoir et les partis politiques. S'ils sont « issus de l'extérieur », comme affirme J. Diamond, on peut se demander à quels réseaux spécifiques ils appartiennent. Par ailleurs, s'ils travaillent dans l'intérêt de propulser un élu au-delà de la scène politique locale, c'est bien parce qu'ils maintiennent une étroite relation avec le pouvoir. Mais laquelle ? Dans le cas qui nous occupe, qui sont les responsables de la « revitalisation » du Centre Historique ? Quels sont leurs liens avec les acteurs économiques et politiques ? Comment appréhendent-ils la problématique de la gentrification ? Ces questions sont rarement travaillées.

En somme, il ne s'agit plus de ressasser les causes culturelles ou économiques qui guident le processus en question mais bien d'analyser ses effets. Nous pensons avec E. Clark qu'il faut simplifier les termes du débat en se demandant pourquoi en certains endroits les tensions inhérentes à la gentrification se transforment en des conflits ouverts. ³⁹ L'hypothèse de l'informalité comme facteur aggravant de ces conflits –avancée par l'auteur– reste à prouver. Cependant, cette perspective s'avère particulièrement intéressante pour l'étude des villes latino-américaines, où l'informalité économique, l'injustice sociale et l'irrégularité de la propriété foncière produisent des situations de tension parfois explosives. D'ailleurs, en suivant E. Clark, les sciences sociales peuvent même contribuer à apporter des solutions aux conflits en étudiant la mise en œuvre des opérations d'aménagement afin d'identifier des situations dans lesquelles « les règles du jeu aient été posées, les voix de tous les acteurs aient été intégrées, et où l'on ait négocié ouvertement les conflits inhérents à la gentrification ». ⁴⁰

En ce sens, notre travail offre une description détaillée des acteurs sociaux en présence, des enjeux de l'aménagement participatif dans le Centre Historique et des mécanismes de médiation politique existant à l'heure actuelle.

³⁶ Marie-Hélène BACQUÉ et Mario GAUTHIER, « Participation, urbanisme et études urbaines », *Participations*, 1-1, 2011, p. 36-66.

³⁷ Grégory BUSQUET, Claire CARRIOU, Amélie FLAMAND et Héloïse NEZ, « La démocratie participative à Paris sous le premier mandat de Delanoë (2001-2008). Une nouvelle ère démocratique ? », in Marie-Hélène BACQUÉ et Yves SINTOMER (éd.), *La démocratie participative inachevée: genèse, adaptations et diffusions*, Yves Michel, 2010, p. 58.

³⁸ John DIAMOND, « Revitalisation urbaine et participation communautaire. Les leçons de l'expérience britannique », in Marie-Hélène BACQUÉ, Henri REY et Yves SINTOMER (éd.), *Gestion de proximité et démocratie participative : une perspective comparative*, Paris, La Découverte, 2005, p. 103.

³⁹ Eric CLARK, « The order and simplicity of gentrification : a political challenge », in Rowland ATKINSON et Gary BRIDGE (éd.), *Gentrification in a Global Context : The New Urban Colonialism*, New York, Routledge, 2005, p. 257.

⁴⁰ *Ibid.*

Questions de méthode

Les choix méthodologiques qui guident cette recherche résultent d'une triple exigence : répondre à des interrogations issues des débats universitaires et sociétaux (critère de pertinence) de façon créative (critère d'originalité), tout en adaptant les outils de la recherche aux conditions du terrain (critère de faisabilité).⁴¹ D'emblée, la question de savoir s'il y a ou non une gentrification du Centre Historique s'est révélée suffisamment récurrente (donc pertinente) pour qu'on s'attèle à y répondre. Au-delà du choix des indicateurs qui permettent d'en fournir une certaine mesure, nous avons voulu dépasser le questionnement initial pour pouvoir appréhender le processus dans sa complexité, problématisant tour à tour la réalité sociale observée. Autrement dit, au lieu de prétendre à l'adoption d'une réponse définitive, en faisant par exemple écho à des modèles de gentrification préétablis, nous avons tenté de pénétrer cette réalité, ne serait-ce que partiellement, afin d'en dégager les tensions et les enjeux.

Notre objet d'étude s'est donc constitué progressivement, dans une sorte d'exercice d'équilibriste entre les démarches déductive et inductive. Les allers-retours entre la réflexion théorique et la pratique du terrain ont impliqué de nombreuses hésitations et remises en question, toutefois salutaires et nécessaires à la construction d'un objet de connaissance. Ainsi, l'adoption initiale du paradigme structuraliste –qui met en avant l'importance des alliances entre le secteur entrepreneurial et l'État suivant la logique capitaliste de récupération de la rente foncière–, s'est plusieurs fois heurtée aux contradictions issues des enquêtes de terrain. Comment expliquer l'hostilité de certains hauts fonctionnaires chargés de la "revitalisation" envers les grandes fortunes qui occupent le Centre Historique ? Pourquoi, alors que leur profession est menacée, certains dirigeants du commerce ambulant manifestent leur soutien à l'amélioration de l'image urbaine ?

On aurait pu ignorer ces anomalies ou essayer de les minimiser afin de préserver la cohérence d'une posture préétablie. Cependant, nous avons décidé d'aborder les structures et les effets de masse sans exclure le facteur humain, en tout ce qu'il a d'imprévisible, de contradictoire et de subjectif. Nous avons effectivement commencé par nous débarrasser des acceptions monolithiques de ces acteurs sociaux majeurs que constituent l'État, la bourgeoisie ou les classes populaires, pour pouvoir avancer dans la compréhension des dynamiques sociales plus fines, celles qui opèrent à l'intérieur des institutions et des classes sociales, en reconnaissant une certaine autonomie aux individus qui évoluent dans les différents champs sociaux.⁴² Car la réflexivité n'est pas une capacité exclusive à celui qui mène une action de recherche. Elle est aussi à l'œuvre chez l'enquêté, capable de mesurer ses mots, de "balader" l'enquêteur ou de créer une atmosphère d'empathie propice à l'investigation.

Concernant les aspects opérationnels, l'objectif d'identifier les acteurs sociaux impliqués s'est avéré extrêmement compliqué. Comment reconnaître les acteurs formels et informels (qui ne constituent pas des entités publiques), leur position et leur modalité d'intervention sur un territoire vaste de dix kilomètres carrés, doté de deux milles monuments historiques classés, peuplé par 150 000 habitants, qui concentre les fonctions politiques locales et fédérales, qui accueille le siège de l'église catholique, le commerce populaire et près de deux millions d'utilisateurs quotidiens ? La faisabilité du projet de recherche était d'autant plus com-

⁴¹ Jacques LÉVY, *Le tournant géographique: penser l'espace pour lire le monde*, Paris, Belin, 1999.

⁴² La théorie des champs de P. Bourdieu ne va pas dans le sens d'une reconnaissance de l'autonomie des individus mais plutôt dans celui d'une autonomie des champs, entendus comme des « espaces sociaux physiquement objectivé ».

promise que nous ne disposions pratiquement d'aucun contact. Lors de notre première exploration de terrain, entre les mois de mai et octobre 2009, nous avons effectivement procédé par des entretiens exploratoires auprès de différentes instances publiques et privées tout en élaborant un programme de recherche-action qui s'est proposé d'aller à la rencontre des réseaux et des dirigeants communautaires actifs sur l'espace patrimonial.

Recherche-action

Dès le départ nous avons choisi de prendre le risque d'une exploration collective de notre problématique à travers la mise en place d'un atelier de production radiophonique appelé *Mapa al aire* (De la carte aux ondes), conduit chaque vendredi à Casa Talavera, un centre culturel appartenant à l'Université Autonome de la Ville de Mexico (UACM), dans l'ancien quartier de La Merced, pendant les mois d'août et septembre 2009. Nous avons d'abord mené des enquêtes auprès des animateurs du centre afin de connaître la situation des usagers : des habitants du quartier, des enfants de commerçants ambulants venus d'autres quartiers de la ville, ou encore des adultes en apprentissage continu. C'est en collaboration avec Laura Reyes, responsable de la salle d'alphabétisation technologique, et en accord avec la directrice de Casa Talavera, que nous avons élaboré le programme de l'atelier, intégrant des aspects techniques (utilisation du matériel d'enregistrement et du logiciel Audacity) et des expériences de terrains (entretiens, visites des quartiers). La promotion a été faite à travers des réseaux de l'Université Autonome Métropolitaine (UAM), de l'Université Nationale Autonome du Mexique (UNAM) et de l'UACM. Par ailleurs, grâce aux contacts du personnel du centre, nous avons pu inviter des associations de quartier, d'ambulants et même une organisation de prostituées indépendantes. Bien que nous n'ayons pas toujours obtenu leur participation, cette dynamique nous a permis d'approcher plusieurs acteurs sociaux.

Les huit séances réalisées ont compté sur la participation de quinze personnes : un plombier membre de l'association Los Olvidados, qui opère à Tepito, deux travailleuses sociales de l'ONG El Caracol, qui s'occupent des jeunes "en situation de rue", un représentant d'un important squat étudiant situé dans le quartier de El Carmen,⁴³ un enseignant du primaire, deux doctorants (l'une en sociologie au Colegio de México et l'autre en économie à l'UNAM), un étudiant en maîtrise d'études latino-américaines à l'UNAM, trois étudiantes en géographie humaine à la UAM et un quatrième à Aix-en-Provence, une étudiante en arts plastique à l'UNAM, un journaliste allemand en détachement, une journaliste de la radio pirate Ké Huelga, en plus de nombreuses collaborations externes.

La première séance a été l'occasion d'accueillir ces personnes –que l'on avait espérées encore plus diverses du point de vue sociologique– et de rappeler les objectifs de l'exercice : il s'agissait de produire une réflexion sur les causes de la revalorisation du Centre Historique et sur ses effets pour ses habitants, en tenant compte de la diversité des quartiers. La décision de produire des matériaux sonores allant à contre-courant du discours officiel de la "revitalisation", s'est faite de façon consensuelle.

Pendant deux mois nous avons réalisé des entretiens dans les quartiers et effectué toute sorte d'enregistrements avant d'aboutir aux sept programmes radiophoniques qui ont été diffusés à travers la station de radio de l'UACM,⁴⁴ puis présentés le 26 octobre 2009 au siège de

⁴³ La Maison des Étudiants (Honorable Casa Nacional del Estudiante) occupe un immeuble néoclassique qui est resté sans maître depuis la Révolution. Le squat abrite près de 150 étudiants qui gèrent les lieux de façon autonome depuis plusieurs décennies.

⁴⁴ Ces matériaux sont disponibles sur le site <http://jerodiaz.wordpress.com>

la fondation Rosa Luxembourg à l'occasion du débat *Présences gênantes et la manipulation des espaces publics*. Cette démarche nous a permis de mesurer la pertinence de notre problématique et, d'autre part, de recueillir d'importants témoignages auprès d'acteurs aussi divers que des promoteurs culturels du quartier de Tepito, des commerçants ambulants ou encore des agents immobiliers. Par ailleurs, nous avons pu poser publiquement les enjeux de la gentrification en obtenant des retours intéressants, y compris de sévères questionnements de la part de l'agence publique chargée de la "revitalisation" : le Fidéicomis du Centre Historique. Lors du débat public qui s'est tenu au siège de la fondation allemande, le directeur de l'organisme s'est empressé de démentir nos propos et de remettre en cause l'autorité morale du collectif informel d'étudiants-chercheurs que nous avons constitué. En tout cas, les propos des habitants relayés à travers les productions radiophoniques ont permis d'alimenter le débat sur l'avenir de l'espace patrimonial.

Observation participante

Durant la deuxième phase du travail de terrain, entre les mois d'avril et de septembre 2011, nous n'avons plus cherché à confronter le discours des promoteurs de la "revitalisation" mais nous avons essayé d'investir les lieux de production de ce discours, autrement dit, les espaces de socialisation et de politisation des différents acteurs du Centre Historique.

D'une part, nous avons pu assister aux réunions hebdomadaires d'une des principales coalitions d'organisations urbaines-populaires afin de mieux comprendre les activités du MUP dans le Centre Historique et d'évaluer son influence réelle sur la politique publique. En nous prêtant à différentes tâches (compte-rendu de réunions, analyse de texte de loi, formations techniques à la cartographie avec des logiciels libres, participation à différentes manifestations), nous avons gagné la confiance et l'accord des dirigeants sociaux pour nous introduire dans l'intimité des organisations et rencontrer ainsi les groupes "de base" : des familles pauvres en proie à l'expulsion qui se tournent vers les organisations urbaines-populaires pour tenter de se maintenir dans le Centre Historique. L'engagement militant nous a effectivement facilité des rencontres qui auraient été autrement impossibles.

D'autre part, au cours de ce travail d'immersion, nous avons pris connaissance de l'existence d'un dispositif d'aménagement participatif mis en place par le Fidéicomis du Centre Historique appelé École de Formation Citoyenne et Conservation du Patrimoine (EFCyCP). Avant de cerner la dynamique de cette étrange communauté faite de fonctionnaires et d'habitants du Centre Historique, nous avons cru qu'il s'agissait d'une expérience marginale de participation citoyenne qu'il fallait simplement surveiller de loin. Au cours de la première séance d'observation participante, en mars 2011, nous avons même eu l'impression qu'il s'agissait d'un dispositif improvisé, sans intérêt pour nos recherches. S'il s'est avéré que l'EFCyCP n'était pas clairement structurée, nous avons en revanche compris que son programme évoluait en fonction des priorités du gouvernement et que cela dévoilait une stratégie spécifique de gouvernance. Nous nous sommes alors formellement investi afin de documenter ce dispositif exceptionnel de patrimonialisation participative.

Enfin, tout en poursuivant nos investigations au sein du MUP et de l'EFCyCP, lors d'un séjour à Mexico entre février et septembre 2012, un troisième terrain d'observation a pu être conduit auprès d'un réseau de nouveaux habitants qui se sont proposés de faire pression sur les autorités publiques pour améliorer la qualité de vie dans le Centre Historique.

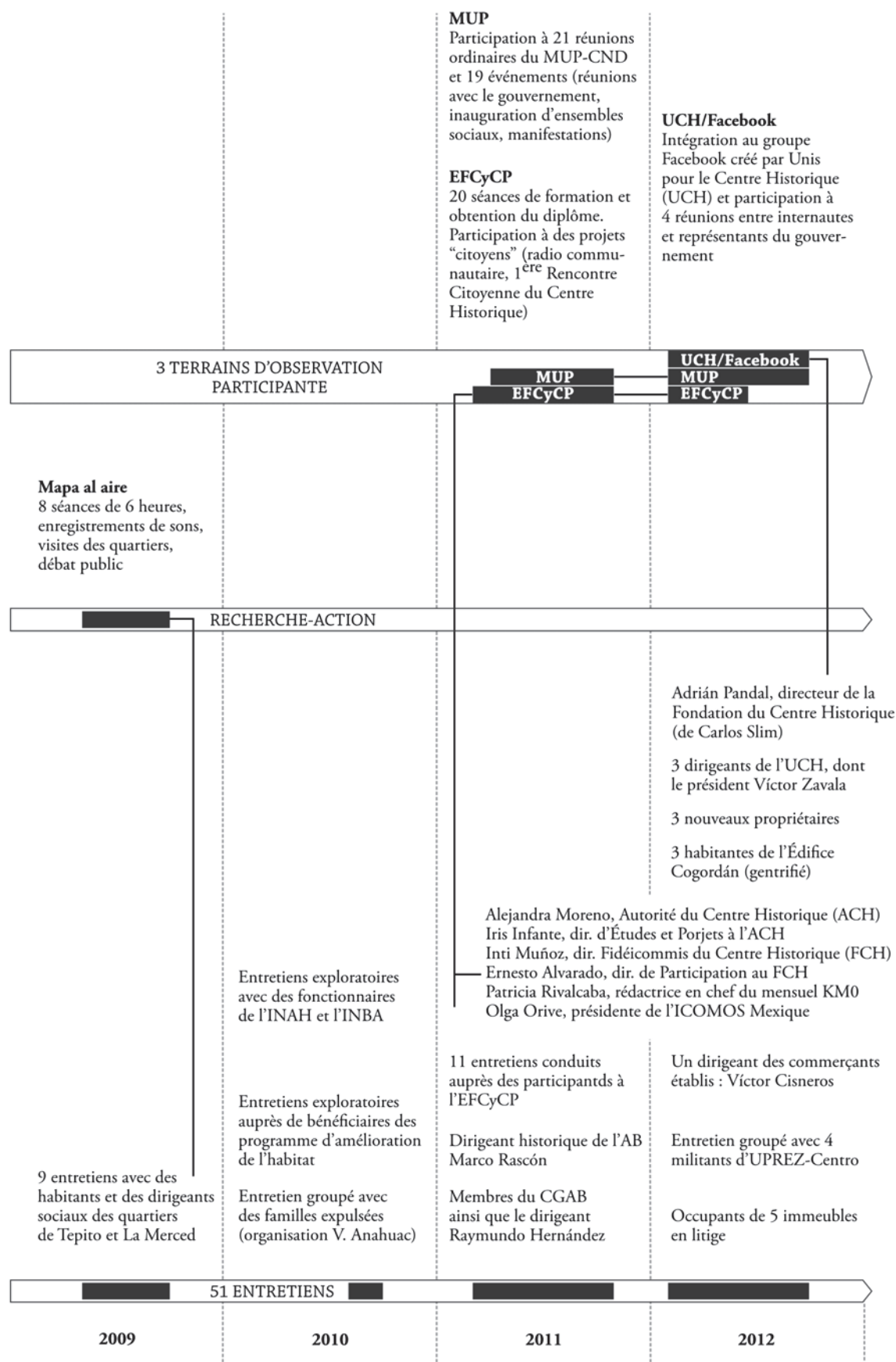


Figure 1. Chronologie du travail de terrain et matières premières

Partant du principe selon lequel les forums virtuels constituent désormais des lieux de production de l'opinion publique, nous avons utilisé les échanges tenus par 330 individus au sein d'un groupe exclusif créé dans la plateforme de Facebook (ils sont désormais plus de 600 utilisateurs). En préservant l'anonymat de chacun, nous restituons ici une synthèse de ces échanges en dressant une analyse des mécanismes de médiation politique qui commencent à se tisser entre les autorités et cette « nouvelle société civile » qui « défend les valeurs complexes du quartier et revendique le droit citoyen au centre historique ».⁴⁵ Car, au-delà du réseau virtuel, auquel participent désormais des hauts fonctionnaires, nous avons pu assister à quatre réunions informelles entre les autorités locales et les internautes, tenues à l'initiative des représentants d'une classe moyenne qui entend transformer le Centre Historique à son image.

En somme, bien que nous n'ayons pas réussi à couvrir l'ensemble des espaces de médiation des conflits inhérents à la gentrification, l'étude comprend une bonne partie du spectre social du Centre Historique, des acteurs et des classes agissantes sur l'espace patrimonial : avec le MUP, nous avons approché les groupes sociaux qui se reconnaissent dans la catégorie « populaire » ; avec l'EFCyCP, nous avons eu accès à des anciens habitants du Centre Historique, notamment des petits propriétaires qui se sont maintenus malgré la prolétarianisation des lieux et la catastrophe sismique de 1985, mais aussi à des individus d'origines diverses (des commerçants, des nouveaux locataires, des activistes religieux, etc.), qui entendent résister aux transformations urbaines en participant à plusieurs niveaux et à travers les différents dispositifs établis par l'État. Enfin, en abordant les réseaux sociaux des nouveaux habitants issus de la classe moyenne, nous avons pu dévoiler les intérêts d'une petite bourgeoisie qui participe consciemment ou inconsciemment aux objectifs portés par les principaux acteurs capitalistes.

Entretiens compréhensifs

Outre les différentes sources bibliographiques (articles scientifiques, presse écrite, documents d'urbanisme) et les enregistrements de terrain variés (forums, réunions, tables rondes), les matériaux qui ont servi de base à l'élaboration de cette thèse consistent en 9 entretiens radio-phoniques menés dans le cadre de *Mapa al aire*, 5 entretiens exploratoires, 25 entretiens semi-structurés conduits auprès d'individus côtoyés au long de l'expérience d'observation participante, ainsi que 12 entretiens ciblés auprès d'une série d'acteurs-clés identifiés généralement à travers la presse ou simplement de par leur position dans l'appareil gouvernemental.

Au sein de l'EFCyCP, nous avons pu conduire 11 entretiens rythmés par un questionnaire générique mais également par des interrogations individualisées issues du contact prolongé avec ces personnes. Au lieu de prétendre à l'élaboration d'une typologie de l'ensemble des participants, nous avons tenu à connaître les *itinéraires de vie*⁴⁶ de quelques uns en utilisant la méthode d'enquête déployée par M. Giroud.⁴⁷ Celle-ci consiste en des entretiens semi-structurés permettant de revenir successivement sur la vie de l'enquêté et, d'autre part, de dégager une chronologie de son parcours résidentiel tout en considérant l'évolution de sa situation socioprofessionnelle et les événements majeurs qui ont déterminé cette évolution. À

⁴⁵ Anne COLLIN-DELAUVAUD, Jean-Claude HERSCHON et Leo ORELLANA, « Dossier : nouvelles formes d'intervention dans la gestion du territoire patrimonial urbain », *L'Information géographique*, 70-2, 2006, p. 6-10.

⁴⁶ La notion de *parcours de vie* réduit l'expérience individuelle à une trajectoire prédéterminée tandis que la notion d'*itinéraire de vie* comprend la part d'imprévisibilité inhérente à l'existence humaine. Sur cette distinction voir : Claudia ZAMORANO VILLARREAL, « Los hijos de la modernidad: movilidad social, vivienda y producción del espacio en la Ciudad de México », *Alteridades*, 17-34, 2007, p. 75-91.

⁴⁷ M. GIROUD, *Résister en habitant ?..., op. cit.*

cette grille d'entretien nous avons rajouté une colonne concernant les activités politiques afin de comprendre le processus de politisation de chacun (annexe).

Cette méthode d'entretien a également été mobilisée auprès de 9 nouveaux habitants, dont cinq membres du groupe de Facebook et quatre fondateurs de l'association de riverains Unis pour le Centre Historique qui, comme nous le verrons dans la troisième partie, constitue l'expression politique la plus visible des nouvelles classes moyennes qui entendent transformer le territoire en question.

Par ailleurs, 6 entretiens ont été conduits auprès d'individus menacés d'expulsion et il nous est arrivé de focaliser les questions autour de cette problématique oppressante. Ainsi, nous avons parfois conduit des entretiens groupés, sans grille ni questionnaire, mu par l'intérêt de connaître les activités d'organisations telles que le l'Union Populaires Révolutionnaire Emiliano Zapata (UPREZ) ou encore le Collectif de Groupes de l'Assemblée des Quartiers (CGAB).

Nous avons finalement essayé de conduire des entretiens avec des représentants des différents acteurs institutionnels présents sur le territoire. Nos efforts pour contacter les hauts fonctionnaires n'ont pas toujours abouti et nous devons reconnaître des absences regrettables comme celle des responsables de la délégation Cuauhtémoc –où se situe le Centre Historique– ou la voix de l'UNESCO au Mexique. En revanche, nous avons eu l'occasion d'interroger à deux reprises le directeur du Fidéicomis du Centre Historique, Inti Muñoz, ainsi que le directeur de Participation Citoyenne au sein du même organisme, Ernesto Alvarado, qui est par ailleurs à l'origine de l'EFCyCP. Un entretien avec la rédactrice en chef de *Km.Cero*, l'important journal culturel créé par le Fidéicomis, nous a permis d'approcher les coulisses de cette fabrique d'opinion publique. Toujours dans le secteur gouvernemental, l'Autorité du Centre Historique –l'institution qui coordonne depuis 2007 les actions d'urbanisme dans le périmètre patrimonial– nous a ouvert ses portes. Nous avons pu conduire des entretiens avec la directrice de l'organisme, Alejandra Moreno Toscano, et avec la responsable d'Études et Projets, Iris Infante, qui nous a fourni de précieuses données.

Concernant les acteurs privés de la “revitalisation”, nous avons consulté des habitants-investisseurs, le président de l'association Unis pour le Centre Historique, ainsi qu'Adrián Pandal, directeur de la Fondation du Centre Historique, qui constitue une sorte d'extension philanthropique du groupe de Carlos Slim. Nous verrons que les activités de la Fondation ont largement déterminé le *boom* artistique et culturel du centre. Par ailleurs, l'entretien conduit auprès d'Olga Orive, présidente de l'ICOMOS Mexique, nous a permis de mieux appréhender l'influence des acteurs de la conservation patrimoniale dans le processus actuel.

Enfin, nous avons conduit des entretiens formels avec Marco Rascón, dirigeant historique de l'Assemblée des Quartiers (AB), devenu par ce biais député fédéral vers la fin des années quatre vingt dix. Raymundo Hernández, qui dirige une organisation urbaine-populaire fortement implantée dans le Centre Historique (CGAB), et Teresa González, dirigeante de l'Union des Riverains et Commerçants du Polygone du Centre Historique (UVCPC) –qui a souvent orchestré des manifestations contre l'expulsion du commerce ambulant et la mise en place du nouveau système de transport en site propre Métrobus– nous ont également ouvert leurs portes. Un dernier entretien avec Víctor Cisneros, représentant des petits “commerçants établi” (par opposition au commerce “ambulant”), nous a finalement permis d'aborder le Centre Historique dans toute sa complexité.

La structure de la thèse

La restitution de ce travail de recherche s'organise en trois grandes parties. L'étude du Centre Historique de Mexico est précédée par un exercice de cadrage théorique intitulé *Vers un nouvel ordre urbain*, où l'on offre une synthèse des débats scientifiques qui nous ont aidé à mieux appréhender la réalité observée. Cette première partie aborde les concepts-clés de notre thèse en trois chapitres : I) le patrimoine urbain, II) la gentrification et III) la participation.

La deuxième partie porte sur l'évolution de ce que nous avons appelé l'espace patrimonial, une notion qui se décline à trois échelles : celle du logement, celle du monument historique et celle du site classé. Considérant les prérogatives avancées par J. Lévy et M. Lussault sur les composantes essentielles de tout espace⁴⁸ —une substance, des échelles et une métrique—, cette partie s'intéresse à une dimension substantielle du patrimoine : l'identité nationale. Le chapitre IV) intitulé *La Nation dans la Ville* porte effectivement sur le processus de construction de cette mexicanité imaginaire qui englobe et remet au goût du jour le passé préhispanique, particulièrement la civilisation aztèque. Cette section revient sur les éléments constitutifs de l'urbanisme colonial et en particulier sur les préceptes idéologiques de la *traza* espagnole et son application concrète à Mexico.

Si la notion d'espace patrimonial se rapproche du concept normatif de paysage patrimonial adopté par l'UNESCO, elle s'en distingue sur un aspect fondamental : la notion d'espace patrimonial ne cherche pas à éliminer les délimitations établies par les urbanistes du XX^e siècle. Au contraire, il s'agit au chapitre V) intitulé *Gouverner l'urbanisation* d'étudier la mise en place des périmètres de conservation ainsi que leur inscription dans la métropole. Ce chapitre comprend une analyse des facteurs qui ont conduit au dépeuplement de la ville centrale —en particulier le séisme de 1985— ainsi qu'une approche générale des mécanismes de gouvernance établis au cours du siècle par le Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI).

Cette seconde partie se referme sur un sixième chapitre nodal qui s'attache aux opérations de requalification du Centre Historique conduites durant les dix dernières années. Nous y apportons des éléments d'analyse autour de deux aspects hyper-médiatisés de ce que nous appelons *La reconquête du Centre Historique* : la participation de Carlos Slim et l'imparfaite éviction de l'ambulantage du périmètre patrimonial.

La troisième partie s'articule autour d'une classification inductive des groupes sociaux auprès desquels nous avons pu mener nos recherches. Les lieux et des liens qui permettent aux nouveaux arrivants de se maintenir sur un territoire *a priori* hostile, sont abordés au chapitre VII) intitulé *L'archipel des "pionniers"*, qui décrits les modalités d'incidence des nouveaux habitants sur les autorités publiques.

Le poids politique des groupes de pression issus de la classe moyenne est ensuite confronté à celui des organisations urbaines-populaires qui se maintiennent dans le Centre Historique. Le chapitre VIII), intitulé *Résistances populaires*, montre que l'action du MUP sur l'espace patrimonial passe par les institutions qu'il a lui-même contribué à créer, notamment l'Institut du Logement du District Fédéral (INVI), et que bien qu'il existe une résistance avérée face au processus de gentrification, celle-ci ne va pas forcément à l'encontre des nouveaux habitants, qui jouent manifestement sur un autre terrain institutionnel. Autrement dit, ces acteurs se

⁴⁸ Jacques LÉVY et Michel LUSSAULT, « Espace », in *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, 2003, p. 325-333.

meuvent dans des arènes politiques différentes. En effet, ils se connaissent mal les uns et les autres.

Le neuvième et dernier chapitre de cette thèse aborde un dispositif original de patrimonialisation participative dans lequel se retrouvent des individus aux origines sociales relativement hétéroclites. Les objectifs et les aspirations des habitants qui se prêtent à l'École de Formation Citoyenne et Conservation du Patrimoine (EFCyCP) sont décrits pour ensuite aborder une série d'expériences concrètes qui illustrent les vertus et les limites d'une expérience conduite par les fonctionnaires du Fidéicomis du Centre Historique, dans un effort de socialisation des savoirs profanes sur le patrimoine.

1^{ère} partie
VERS UN NOUVEL
ORDRE URBAIN

Pas de lieu de loisir, de fête, de savoir, de transmission orale ou scriptuaire, d'invention, de création, sans centralité. Mais tant que certains rapports de production et de propriété ne seront pas changés, la centralité tombera sous la coupe de ceux qui utilisent ces rapports et en bénéficient. Elle sera au mieux "élitique", au pire militaire et policière.

Henri Lefebvre, *La révolution urbaine*, 1970

Introduction à la première partie

Au cours de son histoire, la ville a non seulement concentré des êtres mais aussi des institutions, des produits, des échanges, des monuments, en un mot : du pouvoir. Elle a connu des modes de production variés allant du despotisme oriental, identifié jusque dans les cités-États de la Mésoamérique, à l'apparition du capitalisme dans une myriade de villes méditerranéennes. Si la ville a pris comme un recul avec l'avènement des États-nations, tout indique que ce n'était que pour revenir en force à l'époque actuelle : elle concentre désormais la moitié de la population mondiale et, tandis qu'elle s'urbanise à sa façon, l'autre moitié lui procure ses moyens d'existence. Pour H. Lefebvre, l'ère urbaine qui se dessine –résultat d'une double négation de la nature, d'abord par la ville, ensuite par l'industrie– offre un terrain de possibilités pour l'émancipation des individus mais renferme aussi des risques inimaginables.

Le nouvel ordre urbain auquel on s'attaque dans cette partie relève d'une échelle de temps plus courte et d'un mouvement plus récent de « retours en ville »,¹ des retours qu'il convient de mettre au pluriel dès lors que la diversité des phénomènes observés dans les centres anciens suscite d'intenses débats. D'ailleurs, l'instabilité de la notion de gentrification impose de sérieux problèmes de définition conceptuelle, d'autant plus qu'elle s'emploie dans des contextes de plus en plus variés. Bien qu'elle constitue un élément central des études urbaines dans le monde anglophone, elle s'impose avec difficulté en tant que domaine de recherche en France et en Amérique latine. Non sans raisons, des auteurs s'opposent à une transposition trop rapide, jugeant que le phénomène urbain diffère d'une aire culturelle à l'autre. Mais qu'est-ce qui distingue au juste ces aires culturelles ? Le processus de patrimonialisation observé en Amérique latine n'implique-t-il pas, aussi, l'embourgeoisement des lieux et l'expulsion des groupes sociaux les plus démunis ?

Il s'agit dans cette première partie de montrer la complémentarité des processus en apparence distincts qui contribuent à la revalorisation des espaces centraux dans la plupart des villes d'Amérique latine. En effet, au lieu de nous focaliser exclusivement sur le concept de gentrification, nous proposons une revue critique de trois grandes thématiques transversales aux études urbaines : la gentrification, la patrimonialisation et l'aménagement participatif. Chacune de ces questions sera traitée de façon indépendante mais on comprendra très vite qu'elles convergent en une même problématique, associée à ce que P. Claval appelle la gentrification du patrimoine.

¹ Catherine BIDOU-ZACHARIASEN (éd.), *Retours en ville...*, *op. cit.*

LE PATRIMOINE URBAIN

La complexité de la notion de patrimoine ne fait aucun doute parmi ceux qui s'attachent à son étude. Pour V. Veschambre, « s'il est un objet transversal aux sciences sociales, c'est bien le patrimoine ».² L'enjeu est même plus large si l'on considère l'incursion des sciences naturelles et l'émergence d'une *géographie de la conservation* consacrée à l'étude des hybrides nature-société qui prolifèrent avec les programmes de gestion de l'environnement. Au-delà des questions scientifiques qu'il soulève, le mouvement de patrimonialisation est révélateur d'une crise du rapport nature-société soit, selon H. Lefebvre, une crise de la modernité.³

Dans un premier temps, ce chapitre interroge la notion de patrimoine en analysant son évolution et sa transposition vers l'univers urbain. À quel moment la ville est-elle devenue une œuvre ? Sa fixation à travers la législation patrimoniale n'amende-t-elle pas son authenticité ? La fétichisation du patrimoine urbain n'entraîne-t-elle pas une marchandisation de l'œuvre, une réduction de la ville historique à l'état de produit de consommation ?

Après avoir fourni des éléments de réponse, la singularité de la patrimonialisation dans les pays d'Amérique latine sera abordée en suivant une hypothèse fertile : contrairement à l'idée selon laquelle l'Europe serait à la principale exportatrice des préceptes de la conservation, nous essayerons de montrer que les sociétés du tiers-monde ont largement contribué à l'élaboration et à la mise en pratique de ces préceptes, comme un mécanisme d'affirmation de soi par rapport au géniteur occidental mais aussi comme une condition nécessaire à assurer le lien social dans des pays culturellement divers.

1. Une notion moderne

La volonté de préserver et de mettre en valeur un patrimoine commun n'est pas nouvelle, elle apparaît comme une constante dans l'histoire des sociétés impliquant des choix sur ce qui du passé mérite d'être conservé.⁴ Les artefacts qui constituent ce patrimoine (collections d'objets, monuments, etc.) n'ont *a priori* ni valeur d'usage ni valeur d'échange puisqu'ils accomplissent en première instance une fonction mémorielle nécessaire à la reproduction sociale. Qu'est-ce qui distingue alors la patrimonialisation contemporaine des pratiques anciennes ?

Certains auteurs considèrent que le mouvement de patrimonialisation s'institue comme une réaction moderne face au manque de repères culturels. P. Claval s'en tient à cette interprétation lorsqu'il affirme que « l'uniformisation des techniques, des métiers et des cadres de la vie quotidienne prive les gens des éléments matériels auxquels ils accrochaient leurs identités. Ils ne savent plus ce qu'ils sont ».⁵ En ce sens, F. Choay considère que l'avènement d'une culture de masse suscite « l'intervention d'un substitut qui pallie l'absence de culture

² Vincent VESCHAMBRE, « Patrimoine : un objet révélateur des évolutions de la géographie et de sa place dans les sciences sociales », *Annales de géographie*, 656-4, 2007, p. 361-381.

³ Henri LEFEBVRE, *La production de l'espace...*, *op.cit.*, p. 130

⁴ Jean-Michel LENIAUD, « Patrimoine, art et archéologie », in *Encyclopædia Universalis*.

⁵ P. CLAVAL, « Sens patrimoniaux dans le monde »..., *op. cit.*, p. 50.

réelle en conférant au patrimoine une attractivité artificielle au moyen d'un conditionnement (mental et matériel) qui le rende visible et désirable, propre à la consommation ».⁶

D'après F. Choay, il convient de distinguer le monument, qui est « une défense contre le traumatisme de l'existence », du monument *historique*, qui relève d'une invention occidentale issue du développement des mnémotechnies. Celui-ci n'est plus, comme le monument, « une création délibérée dont la destination a été assumée *a priori* et d'emblée » puisqu'il est au contraire « constitué *a posteriori* par les regards convergents de l'historien et de l'amateur ». Ce regard est nourri par les images et les représentations du monde, désormais reproductibles à l'infini, qui permettent aux sociétés occidentales de « cesser d'édifier des monuments et de transférer la ferveur dont ils étaient entourés aux monuments historiques ».⁷ Enfin, dès lors que les angoisses de l'existence humaine ne nous ont jamais quittés, le patrimoine accomplit les mêmes fonctions d'apaisement et constitue le ciment des identités régionales et nationales. Pour F. Choay, ce sont les changements des *modes d'action sur la mémoire* qui font évoluer la nature du patrimoine d'une période à l'autre, non pas ses fonctions.⁸

Dans une perspective davantage gramscienne, M. Andrade suggère que le patrimoine est une composante de la stratégie générale du pouvoir hégémonique qui tend à naturaliser les rapports d'autorité. Autrement dit, la notion de *mode d'action sur la mémoire* est remplacée par celle de *formation de la subjectivité*, mettant en cause la subordination des sociétés aux intérêts et valeurs des blocs sociaux dominants.⁹ Afin d'étudier le sens contemporain du patrimoine, l'auteur remonte à une période spécifique de l'histoire, la Renaissance, car c'est à ce moment-là qu'ont été données « les conditions pour que, sous l'idéologie de l'humanisme et un ensemble de pratiques protocapitalistes, surgissent les relations, les signifiants et les institutions qui définissent l'époque moderne ».¹⁰ Les relations auxquelles il se réfère sont celles existant entre le pouvoir, l'économie et l'art, qui déterminent le mode de production capitaliste survenu en Europe occidentale au tournant du XV^e siècle.

La désarticulation des corporations d'artisans, qui ont été à l'origine de la dynamique créative médiévale, fut simultanée à l'ascension sociale des peintres, des sculpteurs et autres cultivateurs des *Humanae Litterae*. La bourgeoisie, dominante en termes économiques mais dominée en terme de légitimité politique, tenait à se fondre dans le mouvement humaniste afin de consolider son pouvoir d'État. Pour cause, l'appréciation symbolique et pécuniaire des œuvres d'arts ainsi que le culte de la personnalité, deux caractéristiques de la Renaissance artistique,¹¹ convenaient à la philosophie bourgeoise en formation, qui prônait l'individualisme et le marché comme moyen d'attribution du prix aux objets.

M. Andrade soutient finalement que l'État moderne se caractérise par sa tendance à subsumer l'ensemble des aspects de la vie sociale. Suivant le modèle d'émergence de l'État proposé par P. Bourdieu, on peut ajouter que l'État cherche à concentrer les différentes espèces de capital, en particulier le capital symbolique qui couronne et consolide son pouvoir.¹²

⁶ Françoise CHOAY, *Le patrimoine en questions*, Paris, Seuil, 2009, p. xxxix.

⁷ Françoise CHOAY, *L'allégorie du patrimoine* (1992), Paris, Seuil, 1999, p. 21.

⁸ *Ibid.*, p. 15.

⁹ Mariano ANDRADE BUTZONITCH, « Poder, patrimonio y democracia », *Andamios*, 6-12, 2009, p. 11-40.

¹⁰ *Ibid.*, p. 13.

¹¹ Les peintres du *quattrocento* ont commencé à signer leurs œuvres et à dresser leurs autoportraits. Durant le *cinquecento* cette tendance individualiste s'est alourdie : « les artistes accèdent au rang de grands seigneurs et, peu après, il atteignent la divinité du génie, figure inédite dans le monde des arts, avec le cas paradigmatique de Miguel Angelo ». *Ibid.*, p. 16.

¹² Pierre BOURDIEU, « Esprits d'État », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 96-1, 1993, p. 49-62.

Le patrimoine, entendu comme un capital symbolique, serait donc *possédé* par l'État au double sens du terme. D'une part, en accumulant des collections d'objets appartenant aux différentes cultures, l'État assoit sa capacité à assujettir les populations hétéroclites qui habitent ses vastes domaines, en particulier durant les phases d'expansion territoriale. D'après J.-M. Leniaud, l'histoire violente de l'humanité indique que « la victoire s'accompagne souvent de la confiscation d'objets précieux censés posséder un pouvoir symbolique propre ».¹³ D'autre part, le transfert des collections privées aux musées nationaux permet à l'État de réifier sa puissance : le patrimoine national devient alors un objet fétiche qui occulte les relations de domination établies en amont. Car d'après Eduardo Grüner :

« Le nouvel ordre hégémonique consolidé dans cette modernité doit faire oublier les traces du parcours sanglant qui l'on conduit au pouvoir. Il doit effacer de la mémoire que ce pouvoir fut obtenu au détriment de certains autres à qui on leur a soustrait leur autonomie, leur "être", pour les incorporer en tant que propriété de "l'avoir" occidental. »¹⁴

Si l'origine occidentale de l'État moderne ne fait aucun doute chez les auteurs consultés, la question des origines du nationalisme reste cependant contestée. Sans rentrer dans leurs détails, nous allons esquisser les postulats qui polarisent le débat.

Substance de l'État-nation

À l'image du patrimoine, le phénomène du nationalisme interpelle l'existence humaine dans un contexte de désagrégation du lien social et de désenchantement du monde. D'après B. Anderson, la montée des nationalismes en Europe, associée à l'essor de l'imprimerie et à l'effondrement des idéologies d'Ancien Régime, se serait globalisée grâce au concours des élites créoles et indigènes, au gré de leurs « pèlerinages » entre les colonies et les métropoles.¹⁵

L'antithèse défendue par l'écossais T. Nairn, prétend au contraire que le nationalisme est advenu dans les pays périphériques comme une réponse nécessaire face à une économie foncièrement inégale.¹⁶ Afin de se soustraire au cycle de sous-développement induit par leur mode d'insertion dans le système impérialiste, les pays dominés auraient mis en œuvre des stratégies de développement originales comme le socialisme, ou calquées sur le modèle européen —synthétise R. Keucheyan :

« Or l'application de l'une ou l'autre de ces options a nécessité la mobilisation de puissances sociales colossales, qui ont pris forme du nationalisme moderne. Afin de mener à bien cette mobilisation, les bourgeoisies proto-nationales en cours de formation ont dû faire fond avec l'existant. Elles n'avaient à leur disposition aucune des institutions sociales caractéristiques du capitalisme dans les pays du centre. Ce qui, en revanche, était disponible étaient les particularismes locaux : coutumes, folklores, langues, religions. »¹⁷

Cependant, comment expliquer le succès de ces « communautés politiques imaginaires et imaginées comme intrinsèquement limitées et souveraines »¹⁸ face aux solidarités objectives

¹³ J.-M. LENIAUD, « Patrimoine, art et archéologie »..., *op. cit.*

¹⁴ Eduardo Grüner « La cosa política o el acecho de lo Real » cité par M. ANDRADE BUTZONITCH, « Poder, patrimonio y democracia »..., *op. cit.*, p. 22.

¹⁵ Benedict ANDERSON, *L'imaginaire national : Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme* (1983), Paris, La Découverte, 2002, p. 45.

¹⁶ Tom NAIRN, *Faces of Nationalism: Janus Revisited*, London, Verso, 1997.

¹⁷ Razmig KEUCHEYAN, *Hémisphère gauche : une cartographie des nouvelles pensées critiques*, Paris, Zones, 2010, p. 144.

¹⁸ B. ANDERSON, *L'imaginaire national...*, *op. cit.*, p. 19.

qui devaient relier le destin des prolétaires du monde ? Les éléments de réponse se situent encore une fois sur deux plans, celui des structures du pouvoir et celui de l'existence quotidienne des individus.

D'abord, en plus de s'assurer le monopole de la violence légitime, comme toute autre formation étatique, l'État-nation s'est caractérisé par sa vocation à consolider un « monopole sur le passé légitime »¹⁹ et, ce faisant, il a court-circuité les identités de classe *a priori* objectives qui soutenaient le projet internationaliste contenu dans le marxisme. Ensuite, B. Anderson a raison de souligner que l'avènement du nationalisme fut concomitant au déclin des formes de pensée religieuse, déclin et vide qu'aucune idéologie progressiste n'a su combler. Or « le siècle des Lumières n'alla pas sans ses ténèbres propres. Avec le reflux de la croyance religieuse, la souffrance qui en était une composante n'a pas disparu pour autant ».²⁰ Enfin, d'après R. Keucheyan, contrairement aux doctrines progressistes et matérialistes, les nations conçues comme des entités éternelles, auraient quant à elles procuré un certain « sens de la continuité » nécessaire à affronter la fatalité et les divers obstacles qui se présentent à l'existence humaine. Ainsi, les nations modernes ont su trouver leurs origines dans un passé immémorial et se projettent dans un avenir indéterminé, ce qui « permet aux citoyens d'un pays d'inscrire leur existence dans une totalité qui les transcende ».²¹

Du monument au site

Sans abandonner les considérations précédentes, c'est-à-dire le *continuum* historique qui caractérise la formation des États-nations modernes, nous pouvons envisager la mise en patrimoine des centres anciens comme un produit du XX^e siècle, au cours duquel vont se former les institutions et la doctrine conservationnistes. Face à l'urbanisation accélérée, il va se créer une nouvelle espèce de patrimoine, en l'occurrence le patrimoine urbain, occupant des territoires de plus en plus vastes et délimitant ses périmètres au cœur des villes.

La première étape de ce mouvement s'enracine dans l'idéologie civilisatrice qui prévaut au sein des empires européens. L'événement qui rend au mieux l'esprit de cette période est sans doute la Conférence sur la Conservation Artistique et Historique des Monuments, tenue à Athènes en 1931 à l'initiative de l'Institut International de Coopération Intellectuelle de la Société des Nations, confondue à tort avec la *Charte d'Athènes* élaborée par Le Corbusier à l'occasion du troisième Congrès International des Architectes Modernes (CIAM).²² Contrairement aux documents doctrinaux du CIAM, qui limitaient la conservation aux monuments majeurs stimulant par la même occasion la destruction des centres anciens,²³ la Conférence d'Athènes a précocement envisagé une conservation étendue au « contexte urbain » et aux « monuments mineurs », notamment grâce à l'influence de l'architecte Gustavo Giovannoni, inventeur d'après F. Choay de la notion de patrimoine urbain.²⁴

¹⁹ Paula LÓPEZ CABALLERO, « De cómo el pasado prehispánico se volvió el pasado de todos los mexicanos », in Pablo ESCALANTE GONZALBO (coord.), *La idea de nuestro patrimonio histórico y cultural*, México DF, Conaculta, 2011, p. 138.

²⁰ B. ANDERSON, *L'imaginaire national...*, op. cit., p. 25.

²¹ R. KEUCHEYAN, *Hémisphère gauche...*, op. cit., p. 142.

²² Yannis TSIOMIS, « Aventures et mésaventures de "la ville fonctionnelle" », *Revue Urbanisme*, 330, 2003, p. 37-41.

²³ Françoise CHOAY (éd.), *La conférence d'Athènes sur la conservation artistique et historique des monuments (1931)*, Besançon, Imprimeur, 2002, p. 8.

²⁴ C'est aussi sous son influence que des monuments mineurs des périphéries romaines seront détruits pour faire place à la monumentalisation. Durant cette période fasciste les catégories populaires de Rome seront expulsées

Nous pouvons relever deux préoccupations majeures issues des conclusions générales de cette conférence. 1) En matière de coopération internationale, empreints d'une vision clinique, les experts se sont accordés sur « l'analyse scrupuleuse des maladies des monuments » et la nécessité d'avoir une coopération internationale à la fois « technique et morale ». 2) En matière de législations nationales, ils ont rappelé l'importance d'intégrer le patrimoine dans les lois respectives des États « gardiens de la civilisation ». Suivant un principe de régulation libérale, ils approuvèrent à l'unanimité « la tendance qui consacre en cette matière un certain droit de la collectivité vis-à-vis de la propriété privée », estimant que les législations devaient « être appropriées aux circonstances locales et à l'état de l'opinion publique, de façon à rencontrer le moins d'opposition possible, en tenant compte aux propriétaires des sacrifices qu'ils sont appelés à subir dans l'intérêt général ». Finalement, laissant préfigurer un certain droit d'ingérence patrimonial, le rapport du président de l'Office International des Musées insista sur l'idée que la sauvegarde des chefs-d'œuvre impliquait « une restriction du droit de propriété nationale dans ce qu'il a d'égoïste ».²⁵

Dans un contexte de montée des nationalismes, les recommandations transmises aux États de la SDN en 1932 sont apparues réduites à la dimension pédagogique du patrimoine et à la vague promesse de coopération entre les Nations.²⁶ Malgré cela, de nombreux pays ont commencé à adapter leurs législations. Au Royaume-Uni, le *Town and Country Planning Act* de 1932 étendit la protection aux « édifices de valeur », dépassant ainsi la protection des monuments nationaux.²⁷ En France, la loi de 1913 sur la protection des monuments historiques fut complétée en 1943 par un article instituant un périmètre de 500 mètres autour de chaque bien.²⁸ De la même façon, l'Italie adopta en 1939 la Loi dite Bottai, plaçant le patrimoine urbain sous la tutelle de l'État.

Les pays d'Amérique latine ont également participé à cette dynamique. En 1933, les Brésiliens déclarèrent la ville d'Ouro Preto « monument national » avant de tourner leur ferveur patrimoniale sur Salvador de Bahia.²⁹ En 1934, le Mexique se dota d'une *Loi sur la protection et la conservation des zones archéologiques et historiques, des zones typiques et des lieux de beauté naturelle*.³⁰ En 1944, les Cubains décidèrent de faire de l'enceinte de la Havane une « zone exceptionnelle de valeur historique et artistique ». Bien qu'il s'agissait d'espaces relativement restreints, le patrimoine cessait d'être perçu comme une somme d'éléments architecturaux pour acquérir une dimension proprement urbaine.

D'après l'ancien directeur du Centre Européen de Venise pour les Métiers de la Conservation, ce changement de paradigme était plus important en Amérique latine qu'en Europe :

vers les *palazzine* (immeubles de cinq étages) ou vers les bourgades sous-équipées. Voir : Brice GRUET, *La rue à Rome, miroir de la ville: entre l'émotion et la norme*, Presses de l'Université Paris-Sorbonne, 2006, p. 466.

²⁵ Françoise CHOAY (éd.), *La conférence d'Athènes...*, op. cit., p. 103, 108, 111 et 114.

²⁶ À cette date, la SDN compte 55 États membres : 30 d'Europe, 19 d'Amérique, 4 d'Asie, un seul du Moyen-Orient, l'Iraq, et enfin l'Éthiopie comme seule voix africaine. L'adhésion de l'URSS n'intervient qu'en 1934 avant que celle-ci ne soit expulsée en 1939 suite à l'invasion de la Finlande. L'Allemagne va se retirer de son propre gré en 1933, suivie par le Japon.

²⁷ Peter BURMAN, « The preservation of heritage in England, Wales and Scotland », in Yvette vanden BEMDEN (dir.), *Premières Rencontres du patrimoine Amérique latine-Europe : monuments, sites et documents historiques*, Presses Universitaires de Namur, 1996, p. 97-102.

²⁸ Jean-Paul DEMOULE, « Loi sur la protection des monuments historiques », in *Encyclopædia Universalis*. En 2012 la France compte 15 000 biens classés et plus de 30 000 biens inscrits au patrimoine national.

²⁹ Paulo ORMIUNDO, « El Centro Histórico de Bahia revisitado », *Andamios*, 6-12, 2009, p. 95-113.

³⁰ « Ley sobre Protección y Conservación de Monumentos Arqueológicos e Históricos, Poblaciones Típicas y Lugares de Belleza Natural », approuvée le 19 janvier 1934.

« Les gouvernements autarciques européens adoptent après Athènes des lois et des normes assez sectorielles et orientées plus vers la restauration des monuments, que vers leurs conservation. Les organismes d'État créés dans ce but, rédigent des listes du patrimoine à sauvegarder pour concentrer leur intérêt sur celui-ci. Par contre, en Amérique, des lois de tutelle plus avancées sont adoptées. Ces lois concernent la nécessité de la conservation du contexte et la sauvegarde du patrimoine historique tout entier, y compris le patrimoine anthropologique. Malheureusement le manque d'infrastructures oblige les techniciens préposés à l'exécution des lois à faire leur formation en Europe, où ils acquièrent l'intérêt pour la création de listes à utiliser pour leurs restaurations. »³¹

La seconde étape de cette mise en patrimoine du monde a démarré en novembre 1945 avec la création de l'UNESCO. Elle s'est caractérisée par la formation, en son sein, d'un puissant lobby conservationniste constitué par l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN), née en 1948, et par le Conseil International des Monuments et des Sites (ICOMOS) créé en 1964.

La guerre venait de montrer les limites de la civilisation occidentale. L'échec de la Société des Nations était indirectement celui des États « gardiens de la civilisation » et l'UNESCO, alors présidée par le mexicain Jaime Torres Bodet (1948-1952), était amenée à se positionner par rapport aux thèses de supériorité raciale et culturelle toujours en vogue dans certains milieux. En effet, dans le cadre d'une campagne contre le racisme, l'organisme international a assuré la publication de *Race et Histoire* (1952), dans laquelle Claude Lévi-Strauss a défendu l'équivalence des cultures et leur nécessaire interaction.

Sur le terrain de la conservation, les destructions infligées aux monuments historiques pendant la guerre étaient infimes par rapport aux menaces d'une reconstruction entreprise sur les bases fonctionnalistes du CIAM. Amenée à renforcer la doctrine et les réseaux conservationnistes, l'UNESCO a effectivement facilité en 1957 puis en 1964 la tenue du Congrès International des Architectes et Techniciens des Monuments Historiques, dans lequel s'est posée la nécessité de créer une organisation internationale d'experts, en l'occurrence ICOMOS, et d'établir une *Charte internationale sur la conservation et la restauration des monuments et des sites*, connue comme la *Charte de Venise* (1964).

Outre la clarification de la doctrine préconisée à Athènes en 1931, on a cette fois-ci tenu compte de l'opinion d'experts issus de pays non européens dépositaires d'un patrimoine archéologique considérable : le Mexique, le Pérou et la Tunisie. Leur présence a d'ailleurs permis d'écarter le spectre de supériorité occidentale, instituant paradoxalement le principe d'universalité des valeurs patrimoniales et des méthodes de conservation préconisées par les experts européens, désormais emprunts d'une vision mystique et humaniste du patrimoine, comme l'atteste le premier paragraphe de cette charte :

« Chargées d'un message spirituel du passé, les œuvres monumentales des peuples demeurent dans la vie présente le témoignage vivant de leurs traditions séculaires. L'humanité, qui prend chaque jour conscience de l'unité des valeurs humaines, les considère comme un patrimoine commun, et, vis-à-vis des générations futures, se reconnaît solidairement responsable de leur sauvegarde. Elle se doit de les leur transmettre dans toute la richesse de leur authenticité. »³²

³¹ Carlo CESARI, « L'impact des politiques européennes de conservation des centres historiques en Amérique latine », in Yvette vanden BEMDEN (dir.), *Premières Rencontres du patrimoine Amérique latine-Europe : monuments, sites et documents historiques*, Presses Universitaires de Namur, 1996, p. 259-262.

³² ICOMOS, *Charte internationale sur la conservation et la restauration des monuments et des sites*, 1964.

Cependant, si au milieu du XIX^e siècle il était relativement simple de restaurer des villes telles que la cité médiévale de Carcassonne, dont les murailles furent refaites par Eugène Viollet-le-Duc entre 1852 et 1879,³³ la tâche s'avérait nettement plus complexe dans la ville du XX^e siècle soumise à l'industrialisation et, dans la plupart des cas, dépourvue de limites claires entre le bâti ancien et nouveau. À cela s'ajoutait l'ancienneté des instruments juridiques mis en place dans les années trente, avant l'explosion démographique et l'urbanisation généralisée, notamment dans les pays d'Amérique latine. À Mexico, par exemple, sur les 768 immeubles catalogués par l'Institut National d'Anthropologie et Histoire, C. Chafón estime que 422 avaient été détruits vers 1965 sous l'impulsion des projets modernisateurs.³⁴

Face à ce constat alarmant, les comités latino-américains d'ICOMOS organisèrent en 1967 une première conférence régionale qui aboutit aux *Recommandations de Quito*. Le premier paragraphe de ce document doctrinaire reconnaît que :

« L'idée d'espace est inséparable du concept de monument, ce pourquoi la tutelle de l'État peut et doit s'étendre au contexte urbain, à son environnement naturel et aux biens culturels qu'il recèle. »³⁵

Dans leur ensemble, ces recommandations ont repris celles de la *Charte de Venise* en matière de législation et de planification, sauf que cette fois-ci elles ont été suivies par la plupart des États latino-américains, notamment en ce qui concerne la délimitation des périmètres de conservation. Le Pérou, qui s'était préoccupé au même titre que le Mexique du pillage de ses biens archéologiques depuis le début du XX^e siècle, adopta en 1971 une *Loi sur le régime légal de restauration, conservation et mise en valeur du patrimoine monumental de la nation*, prévoyant une patrimonialisation élargie aux villes coloniales.³⁶ En 1972, le Mexique adopta à son tour une *Loi fédérale sur les monuments et les zones archéologiques, historiques et artistiques*, qui s'est soldé en 1980 par la création des périmètres A et B du Centre Historique de Mexico. En Argentine, malgré l'existence depuis 1938 d'une Commission Nationale des Musées et des Lieux Historiques, il a fallu attendre 1979 pour que soit établi le périmètre de la « zone historique » de Buenos Aires, ce qui a d'ailleurs motivé le voisin uruguayen à délimiter, en 1982, la Ciudad Vieja de Montevideo.³⁷ Enfin, le Centre Historique de Quito, délimité à plusieurs reprises (1967, 1975, 1992 et 2003), fut le premier à intégrer la *Liste du patrimoine mondial de l'humanité* en 1978. À son image, l'incorporation des villes latino-américaines à la liste s'est opérée à partir des périmètres délimités en amont par les États membres de l'UNESCO.

³³ Viollet-le-Duc a restauré Notre-Dame de Paris, l'église de Saint-Sernin à Toulouse, la basilique de Saint-Denis ou encore la cathédrale de Reims. Soupçonné de créer des ambiances romantiques plutôt que de restituer des œuvres, il a été la cible d'architectes néo-classiques et modernes qui méprisaient l'héritage de l'Ancien Régime. En plus d'avoir été le précurseur d'une doctrine de la restauration, plusieurs monuments historiques de France –tels qu'ils se donnent à voir aujourd'hui– lui sont attribuables et son œuvre est constamment révisée. Voir : Louis GRODECKO, « Viollet-le-Duc Eugène Emmanuel (1814-1879) », in *Encyclopædia Universalis*.

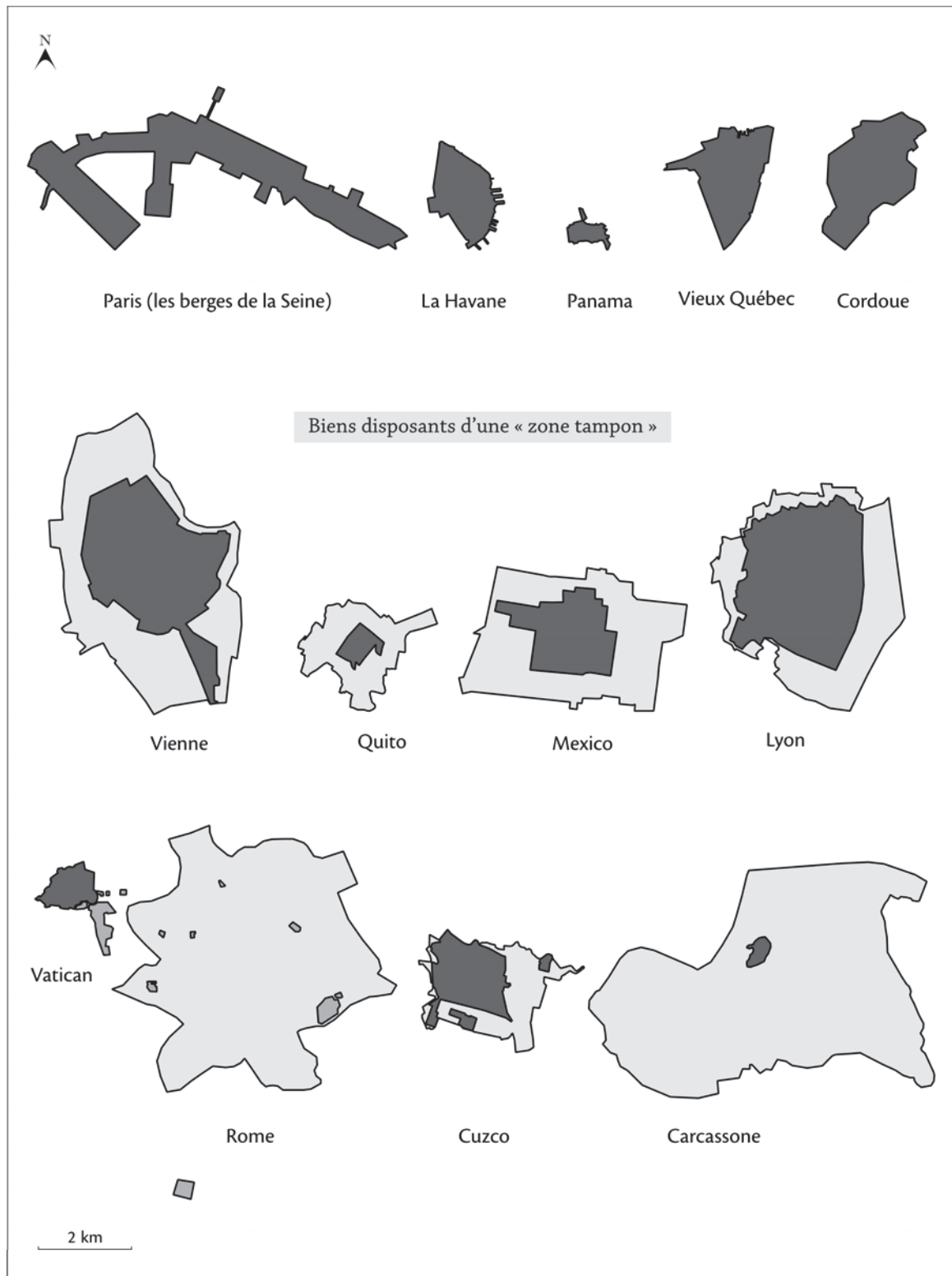
³⁴ Carlos CHAFÓN OLMOS, « El Centro Histórico de la Ciudad de México », in Gustavo GARZA (dir.), *Atlas de la ciudad de México*, Colegio de México, DDF, 1987, p. 241.

³⁵ ICOMOS, *Normas de Quito. Informe final de la reunión sobre conservación y utilización de monumentos y lugares de interés histórico y artístico*, 1967.

³⁶ S. RONDA, « Estrategias de legitimaciones y discursos »..., *op. cit.*

³⁷ Paola BAGNERA, « Buenos Aires y Montevideo: Paralelismo y desplazamiento en los centros históricos », *Andamios*, 6-12, 2009, p. 115-132.

Carte 1. Silhouettes du patrimoine : treize biens inscrits à la liste de l'UNESCO



Réalisation : J. Díaz

Source : documents d'urbanisme de chaque ville

Le patrimoine comme une ressource

L'étape actuelle démarre avec l'adoption de la *Convention pour la protection du patrimoine mondial* de 1972, signée lors de la seizième Conférence générale de l'ONU, avec une participation élargie aux États décolonisés d'Afrique et d'Asie.³⁸ Cette convention vient couronner les efforts d'un demi-siècle de combat contre les démolisseurs, qu'ils soient à la tête d'armées belligérantes ou de bataillons d'ingénieurs. Son succès s'explique par la richesse des sites labélisés mais également par les nouvelles conditions structurelles qui caractérisent l'État postkeynésien : avec le ralentissement de la croissance économique et le choc pétrolier de 1973, le secteur touristique va devenir un palliatif à la crise de l'industrie.

D'après M. Rautenberg, le développement des stratégies locales et nationales d'attraction touristique à travers la mise en valeur du patrimoine se généralise : « les gouvernements, de droite comme de gauche, [commencent à] promouvoir le patrimoine comme un remède pour résoudre la crise du capitalisme keynésien ».³⁹

Les exemples indiquant le remplacement, dans le discours politique, des vertus pédagogiques du patrimoine par les possibilités économiques qu'il renferme sont nombreux. Pour José Iturriaga, défenseur de la première heure du Centre Historique de Mexico, le Mexique doit « vendre son paysage et sa culture, qui nous donnent prestige et monnaie forte, au lieu d'exploiter ses ressources épuisables ».⁴⁰ On peut également relever avec F. Choay les déclarations d'un haut fonctionnaire français au Ministère de la Culture qui affirme en 1978 que « le patrimoine est une richesse fossile gérable est exploitable comme le pétrole ». Ou encore : « il faut exploiter le patrimoine comme des parcs d'attraction », lâché par le ministre au Tourisme de François Mitterrand.⁴¹

Aujourd'hui, ce qui caractérise la question patrimoniale ce n'est donc plus la supériorité supposée d'une culture sur les autres mais bien la crainte exprimée par H. Lefebvre d'une déroute globale du modèle de civilisation (s'il existe). Dans les zones archéologiques comme dans les villes anciennes, l'idéologie néolibérale menace de supplanter la vocation pédagogique et écologique du patrimoine par les dividendes touristiques qu'il procure.⁴² Cependant, si la nécessité presque alarmante de préserver le patrimoine naturel et culturel pour les générations à venir fait l'unanimité, les moyens de cette préservation restent sujets à polémique.

La distinction opérée par des géographes environnementalistes entre le « ressourcisme » et le « patrimonialisme » est en ce sens pertinente : la première posture envisage « une protection à finalité d'exploitation » tandis que la seconde « peut caractériser une exploitation à finalité de protection, dans la mesure où l'exploitation ne définit pas uniquement un processus technique mais également un cadre institutionnel et des conventions sociales ».⁴³

³⁸ La Convention de 1972 établit la nécessité d'assurer « une représentation équitable des différentes régions et cultures du monde » (art. 8, § 2). Cependant, quarante ans plus tard, l'ICOMOS dénonce la persistance des inégalités Nord/Sud en terme de représentativité dans la *Liste du patrimoine mondial*. Voir : ICOMOS, *La liste du patrimoine mondial : combler les lacunes. Un plan d'action pour le futur*, 2004.

³⁹ Michel RAUTENBERG, « Le patrimoine dans les projets urbains, entre gentrification et revendications », in Nassima DRIS (éd.), *Patrimoines et développement durable : ressources, enjeux, lien social*, Presses Universitaires de Rennes, 2012, p. 37.

⁴⁰ GARZA R. et A. PANDAL (éd.), *Centro Histórico. 10 años de revitalización*, Fundación Carlos Slim, 2011, p. 28.

⁴¹ F. CHOAY, *Le patrimoine en questions...*, op. cit., p. xl.

⁴² Iván FRANCO, *¿Quiénes lucran con el patrimonio cultural en México?*, Mérida, Unas Letras, 2011.

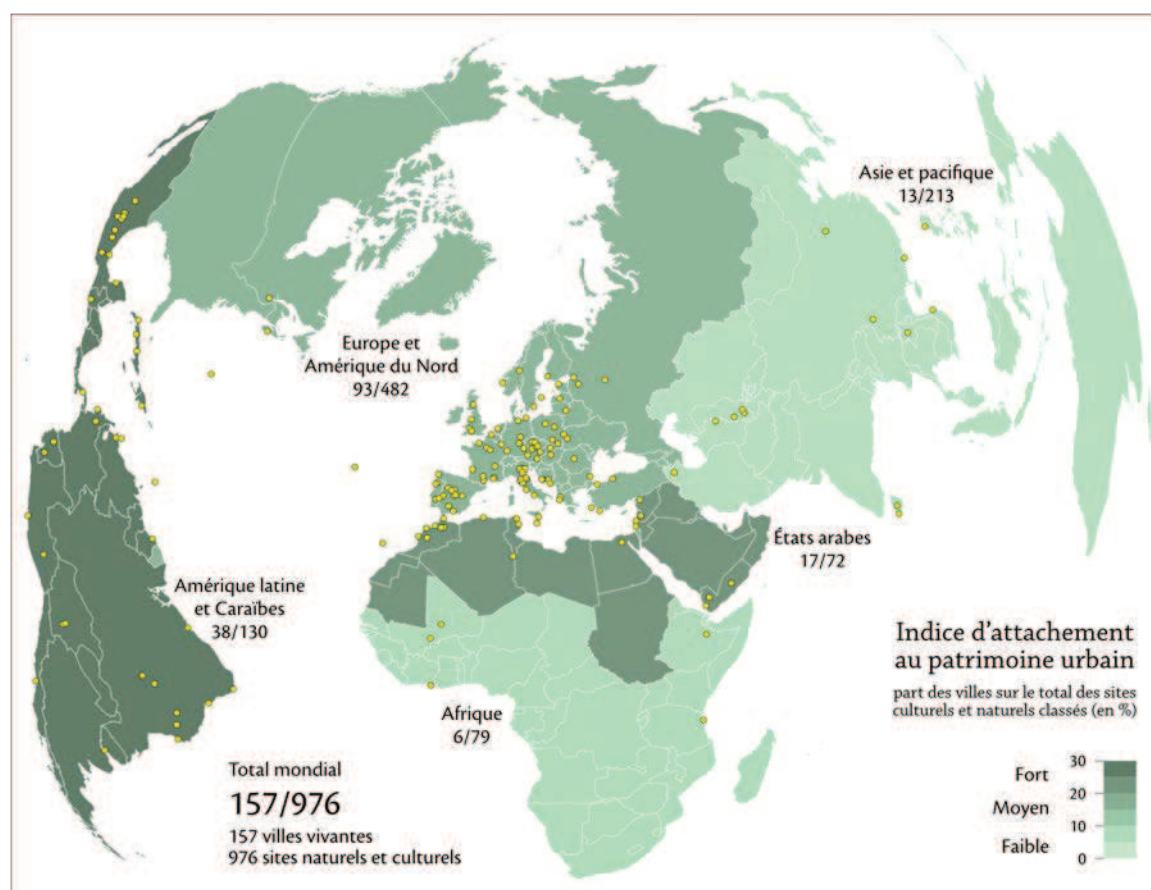
⁴³ Estienne RODARY, Christian CASTELLANET et Georges ROSSI (éd.), *Conservation de la nature et développement : l'intégration impossible ?*, Paris, Karthala, 2003, p. 9.

Malgré leurs différences, ces deux visions de la gestion patrimoniale se croisent. D'une part, l'UNESCO encourage la création de mécanismes institutionnels adaptés aux aspirations des populations, comme un moyen d'appropriation sociale du patrimoine. D'autre part, elle incite à intégrer les objectifs de la croissance et ceux de la conservation. La *Recommandation concernant le paysage urbain historique*, adoptée en novembre 2011 par l'assemblée des Nations Unies, explique les raisons de cette nouvelle prérogative :

« Le patrimoine urbain, dans ses éléments matériels et immatériels, constitue une ressource essentielle pour renforcer l'habitabilité des zones urbaines, et favorise le développement économique ainsi que la cohésion sociale dans un environnement mondial en pleine mutation. L'avenir de l'humanité dépendant de la planification et de la gestion efficaces des ressources, la conservation est devenue une stratégie pour parvenir à un équilibre durable entre croissance urbaine et qualité de vie. »⁴⁴

En somme, au-delà du remplacement du concept normatif d'*ensemble historique* par celui de *paysage urbain historique*, nous assistons à un rapprochement entre les objectifs de la conservation et le discours encore flou du développement durable.

Carte 2. Villes vivantes du patrimoine mondial selon les régions de l'UNESCO



Source : UNESCO (2012). Réalisation : J. Díaz

⁴⁴ UNESCO, *Résolution 36 C/15...*, op. cit., p. 58.

2. Le phénomène urbain en Amérique latine

Lourdement caractérisées par la ségrégation sociale, les villes latino-américaines s'attachent à leurs centres historiques comme s'il s'agissait des derniers témoignages d'une mixité sociale possible ou, au contraire, d'un ordre colonial perdu à jamais. Les propos de Jacobo Zabladovsky, présentateur du journal télévisé, en disent long sur le rapport qu'entretient la société mexicaine avec son patrimoine lorsqu'il affirme que Mexico « avait déjà une culture alors qu'à Washington, la capitale des États-Unis, il n'y avait que des buffles ».⁴⁵ Or c'est précisément dans cette « nature sauvage » que la société étasunienne fonde son rapport au patrimoine.

Sur la carte 2, on constate qu'aucune ville étasunienne n'a fait l'objet de démarches d'inscription à la *Liste du patrimoine mondial*. En Europe et au Canada, 93 villes ont été inscrites mais elles restent secondaires par rapport aux ensembles monumentaux, aux cathédrales ou aux routes de pèlerinage : elles représentent 19,3% du total des biens inscrits dans cette région du monde.⁴⁶ En revanche, les États arabes semblent davantage intéressés par la patrimonialisation de leurs villes anciennes (23,6%). Suivant la régionalisation établie par l'UNESCO, l'Afrique (7,6%) et l'Asie (6,1%) apparaissent en dernière position, loin derrière l'Amérique latine où quasiment un tiers des biens inscrits sont des villes vivantes : 29,2%. Comment expliquer cet attachement au patrimoine urbain ?

Portrait d'ensemble

Un trait commun aux villes d'Amérique latine concerne le tracé régulier des rues et le quadrillage des centres anciens autour d'une grande place centrale. D'après A. Musset, ce tracé répond aux concepts d'urbanisme développés dans le monde méditerranéen à l'époque médiévale : le *Traité d'architecture et d'urbanisme* du franciscain Eiximenic (1380) a dépeint la cité idéale comme une forme carrée divisée en quatre quartiers et une place centrale ; cette conception de la ville fut maintes fois reprise durant la Renaissance et fut encore exploitée par l'imagination de Thomas More avant d'être mise en œuvre dans les territoires américains.⁴⁷

Selon M. Rojas, ce tracé reflète également l'ordre transcendantal inhérent au catholicisme ibérique, puisque la fonction originelle de la place centrale (*plaza de armas*) était de « faire interagir les fidèles et les païens ». En revanche, cela n'avait aucun sens dans l'idéologie puritaine anglaise, d'où l'inexistence de cette forme urbaine en Amérique du Nord.⁴⁸

En effet, même s'il existe parfois des mélanges avec l'urbanisme préhispanique comme nous le verrons avec le cas de Mexico, la ville latino-américaine est globalement marquée par l'expérience coloniale, comme l'indique J-P. Deler :

« La colonisation espagnole dans le Nouveau Monde peut être considérée comme une expérience capitale, autant par l'ampleur de son déploiement à l'échelle d'un continent, sur des millions de kilomètres carrés, que par son inscription dans la longue durée, sur plus de

⁴⁵ Arturo GARCÍA, « En forma paulatina el Centro pierde su aire de cementerio », 14 mars 2005, *La Jornada*.

⁴⁶ La *Liste du patrimoine mondial* distingue les biens naturels, culturels et mixtes. Nous avons effectivement révisé l'ensemble des biens culturels pour écarter les villes archéologiques ou inhabitées.

⁴⁷ Alain MUSSET, *Villes nomades du nouveau monde*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2002, p. 32.

⁴⁸ La différence théologique entre la doctrine du *libero arbitrio* défendue par Saint Augustin et celle du *servo arbitrio* défendue par Luther et Calvin, réside dans la conception de la Grâce. Étant considérée par les seconds comme un don prédestiné, leur travail d'évangélisation se fait moindre. Pour les premiers, en revanche, les missions constituent au même titre que les places urbaines, la possibilité d'amener les âmes indiennes égarées vers la foi chrétienne, la Grâce leur étant accessible à travers l'endoctrinement. Voir : Miguel ROJAS MIX, « El urbanismo español como política de colonización en América Latina », in *La ville coloniale en Amérique espagnole au XVIII^e siècle*, Paris, Université de Paris-III, 1984, p. 347-359.

trois siècles. Elle offre un remarquable exemple de la mise en œuvre de modèles d'organisation de l'espace, dont certains avaient pu être déjà, en quelque sorte, préalablement testés, à l'occasion de la reconquête de la Péninsule Ibérique aux dépens du pouvoir islamique de l'empire de Almohades, puis du royaume de Grenade. Ces modèles furent adaptés à la situation américaine, durant les premières décennies de la conquête, puis conceptualisés et codifiés au cours du XVI^e siècle. Il devait en résulter la diffusion d'un ensemble de structures territoriales fortes dont la prégnance est demeurée très vigoureuse dans l'organisation d'une grande partie de l'espace latino-américain jusqu'au XX^e siècle. »⁴⁹

À l'échelle régionale, la nécessité de peupler et d'administrer les territoires conquis a déterminé la distribution des premières implantations coloniales, bientôt devenues les relais commerciaux avec la métropole. Ces villes n'entretenaient des rapports avec l'arrière pays autrement que pour l'impôt, l'extraction des ressources et les affaires de justice, ce qui explique, d'après M. Castells, « le type de localisation urbaine latino-américaine, sur la côte et loin des ressources de l'intérieur du continent » ainsi que « la faiblesse de l'articulation urbaine inter-régionale ». ⁵⁰

Le processus de décolonisation qui a arraché l'Amérique latine aux monarchies européennes à partir du XIX^e siècle n'a pas pour autant effacé l'organisation territoriale ni les rapports de production établis en amont. Au contraire, les nouveaux États indépendants ont longtemps continué à fournir le Vieux Continent en matières premières suivant les quatre systèmes productifs dominants identifiés par M. Castells :

- 1) L'économie d'enclave s'est caractérisée par l'importance des matières premières concentrées sur un nombre limité de points. Ces matières ont souvent été exploitées par des entreprises étrangères (Bolivie, Vénézuëla) ou par la bourgeoisie locale (Chili).
- 2) L'économie agricole et d'élevage pour l'exportation a quant à elle induit le développement des villes portuaires (Argentine, Uruguay).
- 3) L'économie de plantation (Amérique centrale, Brésil d'avant 1920) s'est traduite par des situations de semi-esclavage et par un faible niveau d'urbanisation. Cette forme de production associée à l'autosubsistance, a caractérisé les pays à dominante rurale jouant un rôle économique mineur dans le marché mondial du XIX^e siècle (Paraguay, Équateur).
- 4) Il existe enfin des pays où plusieurs types de détermination se sont combinés, notamment le Mexique et le Pérou.

En ville, la période postcoloniale s'est caractérisée par la prégnance de l'idéologie occidentale chez les élites créoles. Les hauts fonctionnaires des États émergents, issus pour la plupart de l'ancienne administration coloniale, ont poursuivi des projets d'embellissement urbain sur fond d'hygiénisme et l'on a souvent fait venir des maîtres du Vieux Continent pour réaliser des ouvrages importants. D'ailleurs, la notion de centre colonial que l'on retrouve dans les dépliants touristiques, ne décrit pas la qualité architecturale de ces territoires hybrides qui abritent notamment des immeubles des XIX^e et XX^e siècles : ce sont les plus beaux monuments, impressionnants par leur taille et leur caractère, rendus possibles grâce aux nouvelles techniques de construction, notamment l'utilisation du béton armé (clichés 1, p. 46).

⁴⁹ Jean-Paul DELER, « La cité-territoire, un chorotype colonial hispano-américain », *Mappemonde*, 88-4, 1988, p. 9-13.

⁵⁰ Manuel CASTELLS, « L'urbanisation dépendante en Amérique latine », *Espaces et sociétés*, 3, 1971, p. 5-23. Le concept d'*urbanisation dépendante* fait référence aux théories de la dépendance développées ces années-là par les économistes de la Commission Économique pour l'Amérique Latine (CEPAL)

Carte 3. Principales agglomérations et patrimoine urbain en Amérique latine



Sources : UNESCO (2012) ; CEPAL (2010) ; www.citypopulation.de (2013).

Réalisation : J. Díaz

Clichés 1. Le Palais des Beaux-Arts à Mexico : mélange des genres



Dans toutes ses expressions, l'art latino-américain s'inspire du classicisme européen pour le rénover à partir du folklore local. La structure de ce palais a été réalisée durant la période de Porfirio Díaz (1876-1910), selon les plans de l'italien Adamo Boari. Les ornements de sa façade en marbre de carrare représentent l'alliance entre les figures classiques de l'antiquité grecque –Harmonie, Musique et Inspiration– et des personnages préhispaniques récurrents –le serpent, le coyote et le guerrier aigle– réalisés par Gianetti Fiorenzo. Les travaux ont été interrompus durant la Révolution (1910-1919), pendant laquelle ce haut lieu de la bourgeoisie devint le scénario d'assemblées populaires. Achevé seulement en 1934 par l'architecte mexicain Federico Mariscal, l'intérieur de l'édifice fut recouvert de marbre d'origine nationale et doté de nombreuses références au dieu aztèque Tlaloc. Enfin, le mouvement antifasciste et prosoviétique trouve toute sa place dans le mural de Diego Rivera, qui met l'ouvrier au centre des forces de l'univers ; les couloirs sont recouverts par les fresques de l'avant-garde nationale : José Clemente Orozco, David Alfaro Siqueiros, Rufino Tamayo, Jorge González Camarena, Manuel Rodríguez Lozano et Roberto Montenegro.

L'avènement de la Révolution mexicaine en 1910 a constitué un tournant majeur dans la définition d'une certaine souveraineté nationale. Figure de proue à l'échelle régionale, le Mexique a entrepris sa réforme agraire ainsi que la nationalisation des ressources pétrolières (1936) aux dépens des firmes étasuniennes. Dans ce contexte, l'urbanisation dérivée de ce que M. Castells appelle la « crise de la domination capitaliste », soit la mise en route des politiques d'Industrialisation par Substitution aux Importations (ISI), constitue un phénomène majeur entre les années trente et soixante : en absorbant une partie du secteur tertiaire, le modèle ISI a produit une urbanisation galopante et macrocéphalique à Mexico, San Salvador ou Santiago du Chili. D'ailleurs, sur ce point, M. Castells renverse le postulat selon lequel le niveau d'urbanisation correspond au développement des forces productives d'une société donnée. Ici, l'attraction des villes géantes s'explique par leurs propres besoins de développement, plus que par l'émergence d'une classe ouvrière à l'usine :

« À la base du processus récent d'urbanisation on ne trouve pas le passage d'une économie agraire à une économie industrielle, mais une augmentation en flèche du secteur tertiaire avec une faible croissance du secteur secondaire dont l'essentiel revient... à l'industrie de la construction. »⁵¹

Suivant l'analyse de M. Castells, on arrive enfin au « stade impérialiste du capitalisme », qui s'est caractérisé par la modernisation de l'appareil productif. L'État a alors acquis un nouveau « rôle d'assistance technique, aide économique et surveillance militaire et politique en fonction des intérêts de l'ensemble du système de domination ». Les régimes militaires installés dans la plupart des pays du Cône Sud ont pourtant eu du mal à maîtriser les effets de l'urbanisation :

« On constate à côté de quelques opérations “volontaristes” exceptionnelles liées à la grandiloquence d'un Régime (comme Brasília), l'absence d'un système de planification urbaine, en ce sens que l'appareil politique n'a guère de prise sur les conditions dans lesquelles s'effectue la transformation en profondeur de l'organisation spatiale du pays. »⁵²

À partir des années soixante-dix –que M. Castells ne pouvait pas apprécier à l'époque où il a publié cette importante synthèse–, l'Amérique latine est devenue le principal laboratoire de l'idéologie néolibérale et l'on abandonna les politiques protectionnistes. Ce basculement fut parfois le résultat de coups militaires, comme au Guatemala et au Chili, ou bien il dérivait d'un endettement insoutenable comme au Mexique, qui fut contraint d'adopter des mesures d'ouverture économique et de libéraliser son marché à partir de 1982. Or le relâchement des politiques protectionnistes a conduit à un renforcement de l'économie populaire, définie non pas comme une alternative au système économique dominant mais bien, selon I. Hillenkamp, comme un élément constitutif du nouveau régime d'accumulation :

« L'économie populaire s'articule aux nouvelles structures de marché et aux entreprises capitalistes mais elle ne se dissout pas dans le mode de production capitaliste : le changement de modèle économique freine au contraire l'expansion de la société salariale, en même temps qu'il accélère l'urbanisation, entraînant finalement une extension de l'économie populaire. »⁵³

⁵¹ *Ibid.*, p. 7.

⁵² *Ibid.*, p. 20.

⁵³ Isabelle HILLENKAMP, « L'approche latino-américaine de l'économie populaire, les inégalités et la pauvreté », *Revue de la régulation. Capitalisme, institutions, pouvoirs*, 6, 2009.

Les conséquences de la libéralisation économique se sont révélées catastrophiques pour les centres anciens. Les marchés de gros, expulsés vers les périphéries dans les années soixante, ont été remplacés par des milliers de travailleurs précaires qui bradent les produits du nouvel atelier mondial : la région de Shenzhen en Chine. En même temps, l'abandon des mesures de protection des locataires a favorisé la récupération des logements populaires par les propriétaires peu soucieux d'investir les lieux, qu'ils ont souvent préféré transformer en entrepôt.

Aux facteurs économiques se sont ajoutés des catastrophes naturelles comme les tremblements de terre de 1985 à Santiago du Chili et à Mexico. Pourtant, même là où de tels phénomènes n'ont pas eu lieu, l'atrophie du tissu social a engendré un déclin démographique spectaculaire : en dix ans, le Centre Historique de Quito a perdu 20 000 habitants, passant de 73 224 en 1990 à 52 200 habitants en 2000.⁵⁴ Celui de Mexico ne s'est pas porté mieux : sur 340 000 habitants enregistrés en 1970, il n'en restaient que 184 185 en 1990, pour atteindre 160 366 habitants en 2000.⁵⁵ De son côté, le Centre Historique de Buenos Aires a perdu 15 000 habitants, passant de 74 949 en 1990 à 59 605 habitants en 2000.⁵⁶

Enfin, depuis la fin des années quatre-vingt-dix, la dépendance des villes vis-à-vis du système économique mondial est financière. Les gouvernements urbains soumis aux dictats des agences de notation telles que Standard & Poor's, Moody's ou Fitch,⁵⁷ cherchent à attirer le capital financier au détriment de l'emploi industriel. En assumant des fonctions de villes globales,⁵⁸ les grandes métropoles latino-américaines prétendent désormais articuler les marchés intérieur et extérieur sur la base d'une myriade d'entreprises multinationales établies dans les nouveaux quartiers d'affaires situés à l'extrémité des zones résidentielles aisées ou le long d'un axe majeur de circulation.

Dans ce contexte, même s'ils continuent à accueillir les bâtiments administratifs ou les grands hôtels, les centres historiques ont perdu leur attractivité aux yeux des acteurs de la globalisation, plus soucieux de se faire une place dans les *hubs* interconnectés des périphéries dorées que de récupérer les immeubles anciens. De la même façon, les classes moyennes préfèrent utiliser les nouveaux espaces privés de consommation,⁵⁹ mieux sécurisés que les centres historiques et plus intéressants en terme de prestige.

Le portrait de la ville latino-américaine au tournant du XX^e siècle est certes alarmant, comme l'indique la multiplication des recherches portant sur *fragmentation urbaine*.⁶⁰ En ce sens, selon G. Thuillier et M. Lacarrieu, « l'utopie de l'ordre et de la fermeture »⁶¹ est mise en pratique dans les *Country Clubs* de Buenos Aires, tandis que M. Guerrien identifie à Mexico

⁵⁴ CONCEJO METROPOLITANO DE QUITO, *Plan especial del Centro Histórico de Quito*, 2003, p. 29.

⁵⁵ Susy KEOSEYÁN et Patricia ABREU, *Estadísticas socio-demográficas del Centro Histórico de la Ciudad de México*, México DF, Autoridad del Centro Histórico, 2008.

⁵⁶ Víctor DELGADILLO, « Centro Histórico: riqueza patrimonial y pobreza social », in *Seminario permanente Centro Histórico de la Ciudad de México*, México DF, PUEC-UNAM, 2012, vol. 2/2, p. 137.

⁵⁷ Anne BECKER et Markus-Michael MÜLLER, « The securitization of urban space and the "rescue" of downtown Mexico City: vision and practice », *Latin American Perspectives*, 40-2, 2013, p. 77-94.

⁵⁸ Christof PARNREITER, « Tendencias de desarrollo en las metrópolis latinoamericanas en la era de la globalización: los casos de Ciudad de México y Santiago de Chile », *Revista Eure*, XXXI-92, 2005, p. 5-28.

⁵⁹ Bruno SABATIER, *La publicisation des espaces de consommation privés. Les complexes commerciaux récréatifs en France et au Mexique*, Thèse de doctorat, Université Toulouse-Le Mirail, 2006.

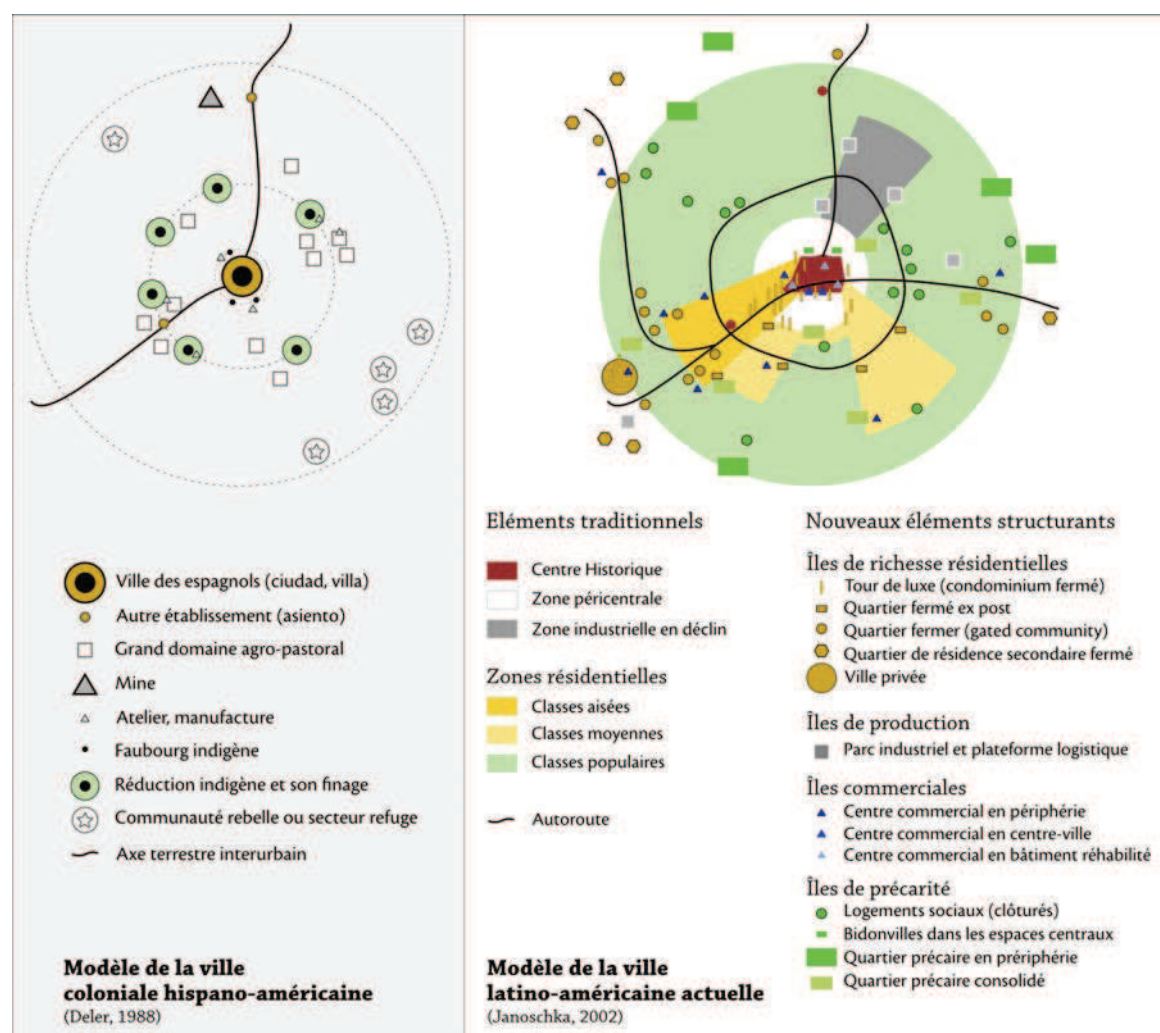
⁶⁰ Marie-France PRÉVOT SCHAPIRA, « Amérique Latine : la ville fragmentée », *Esprit*, 258, 1999, p. 128-144.

⁶¹ Guy THUILLIER et Mónica LACARRIEU, « Une utopie de l'ordre et de la fermeture : "quartiers privés" et "countries" à Buenos Aires », *L'Espace géographique*, 33-2, 2004, p. 149-164.

un « archipel de premier monde dans un océan de précarité ».⁶² Le repli sur soi n'est pourtant pas l'exclusivité des classes aisées : les classes moyennes dressent également des barrières, elles ferment des rues autrefois publiques et l'on observe une augmentation des dispositifs sécuritaires y compris dans les logements sociaux.⁶³ En effet, pour M. Janoschka, auteur du modèle de la ville latino-américaine mobilisé ci-dessous, la privatisation de l'habitat est générale.⁶⁴

Tout ceci explique l'engouement des États latino-américains pour la patrimonialisation des centres anciens, dès lors que leur revalorisation en tant que lieux publics d'échange et de rencontre apparaît comme une réponse nécessaire devant la fragmentation avancée du cadre de vie. En effet, d'importantes opérations de requalification sont engagées et légitimées à travers le discours de la mixité sociale, entre autres discours normatifs qu'il convient maintenant d'étudier.

Figure 2. Chorotypes de la ville latino-américaine



Réalisation : J. Díaz

⁶² Marc GUERRIEN, *L'enfance agitée d'une mégapole. Transition urbaine et fragmentation de l'espace dans la vallée de Mexico*, Thèse de doctorat, EHESS, 2004.

⁶³ Guénola CAPRON (éd.), *Quand la ville se ferme : quartiers résidentiels sécurisés*, France, Bréal, 2006.

⁶⁴ Michael JANOSCHKA, « El nuevo modelo de la ciudad latinoamericana: fragmentación y privatización », *Revisita Eure*, 28-85, 2002, p. 11-20.

Réseaux de villes : la fabrique des paradigmes

La notion de patrimoine se construit dans un rapport permanent à l'altérité. Paradoxalement, ceux qui participent à cette construction à travers leurs "pèlerinages modernes" s'inscrivent dans une dynamique homogénéisante qui assoie les normes universelles de ce que constitue, pour toute société, un patrimoine. L'UNESCO représente à ce titre la principale institution permettant le brassage d'experts. D'ailleurs, « la conception de la culture, du patrimoine et la façon de les gérer ont évolué grâce à l'action conjuguée des initiatives locales et des réunions internationales » —admet l'organisme dans le préambule de sa *Recommandation concernant le paysage urbain historique* (2011),⁶⁵ elle-même produit d'une série de rencontres qui représentent une aubaine économique pour les villes dotées de centres de congrès.⁶⁶

Les réseaux de villes et d'urbanistes qui participent à cette dynamique sont nombreux. Depuis 1993, l'Organisation des Villes du Patrimoine Mondial (OVPM) regroupe 238 villes classées par l'UNESCO, pour une population estimée à plus de 130 millions d'habitants.⁶⁷ Cela dit, les organisations satellites de l'UNESCO ne sont peut-être que la pointe de l'iceberg dans un océan d'observatoires et de structures publiques-privées que les chercheurs ont de plus en plus de mal à hiérarchiser. Dans cette « nébuleuse de communautés virtuelles » analysée par H. Rivière d'Arc, les frontières entre les agences de consultants, les ONG et les gouvernements locaux se brouillent et se réarticulent en permanence autour d'un langage commun, certes consensuel mais pas toujours adapté aux réalités de chaque territoire.⁶⁸

Il existe dans ce magma institutionnel des visions opposées par rapport aux modalités d'intervention sur le patrimoine. Né à l'initiative d'un groupe de chercheurs de l'Université de Camagüey, à Cuba, le Conseil Académique Ibéro-américain (CAI) rassemble cinquante écoles d'architecture des deux côtés de l'océan Atlantique et organise depuis 1989 une conférence annuelle sur les centres historiques. Au sein du CAI, par exemple, on n'a jamais hésité à questionner la doctrine ni la vision portée par les « bureaucrates spécialisés » et les « élites instruites ».⁶⁹ L'ICOMOS s'est d'ailleurs retrouvé en première ligne des critiques puisqu'il aurait abandonné, dès sa naissance en 1964, le postulat d'Athènes (1931) quant à la primauté de l'intérêt collectif sur l'intérêt privé.⁷⁰ Plus largement, les membres du réseau du CAI se sont

⁶⁵ UNESCO, *Résolution 36 C/15...*, op. cit., p. 58.

⁶⁶ La Conférence mondiale sur les politiques culturelles (Mexico, 1982) ; la Conférence de Nara sur l'authenticité (1994) ; le Sommet de la Commission mondiale de la culture et du développement (1995) ; la Conférence HABITAT II (Istanbul, 1996), suivie par la ratification d'Action 21 ; la Conférence de l'UNESCO sur les politiques culturelles pour le développement (Stockholm, 1998) ; la Conférence Banque mondiale-UNESCO : Comprendre la place de la culture dans le développement durable/Investir dans les biens culturels et naturels (1998) ; la Conférence sur le patrimoine mondial et l'architecture contemporaine (Vienne, 2005) ; l'Assemblée de l'ICOMOS sur les monuments et sites dans leur milieu (Xi'an, 2005) et celle sur l'esprit du lieu (Québec, 2008).

⁶⁷ D'après les données du www.ovpm.org, consulté en décembre 2012. L'OVPM mène des activités de recherche mais se consacre surtout à l'organisation d'événements internationaux et aux échanges d'expériences. La treizième édition du Congrès de l'OVPM a eu lieu dans la ville de Oaxaca en novembre 2013.

⁶⁸ Hélène RIVIÈRE D'ARC, « La géographie et les réseaux internationaux de villes et d'urbanistes. Une vision euro-latino-américaine », *Cahiers des Amériques latines*, 51-52, 2007, p. 63-75.

⁶⁹ Daniel GONZÁLEZ ROMERO, Adriana OLIVARES et Teresa PÉREZ BOURZAC, « Un espacio más para las ideas. El Consejo Académico Iberoamericano », *L'ordinaire latino-américain*, 181, 2000, p. 29-43.

⁷⁰ Qu'il s'associe à des projets de renouvellement urbain ou qu'il s'y oppose, l'ICOMOS est inexorablement impliqué dans des conflits locaux comme celui du projet Angelópolis, qui menaçait de gentrifier le Centre Historique de Puebla avec l'aval de l'organisme. Lors de la Conférence internationale sur les centres historiques et le patrimoine édifié ibéro-américain (Puebla, 1998), l'architecte d'ICOMOS Giorgio Lombardi a été contraint d'abandonner l'événement du CAI, ce qui nous renseigne sur les antagonismes existants dans le milieu.

attaqués aux orientations capitalistes des *Normes de Quito*, des *Recommandations de Nairobi* et des *Conclusions de Bologne* dès lors qu'elles postulent l'impulsion du tourisme culturel.⁷¹ Bien qu'inappropriées, ces positions marginales ont parfois fini par renverser les paradigmes. Par exemple, leur critique à l'établissement de périmètres de conservation⁷² a été recyclée dans le nouveau concept normatif de *paysage urbain historique*.⁷³

Face aux recommandations contradictoires des experts, il n'est pas étonnant que les gouvernements aient souvent éprouvé du mal à définir des politiques d'intervention patrimoniale. Poussées à l'action par la décentralisation, les villes d'Amérique latine ont commencé à tisser des liens de coopération avant de devenir elles-mêmes productrices de paradigmes, souvent par l'intermédiaire des ONG consacrées à l'amélioration de l'habitat populaire. Le cas du HIC (Habitants International Coalition) est en ce sens révélateur.

Durant les années 1990, sous l'impulsion des fondations des pays du Nord, notamment la Fondation pour le Progrès de l'Homme, le HIC a participé à l'établissement d'une doctrine sociale pour la sauvegarde des centres historiques, en réalisant un véritable travail de *lobbying* auprès des gouvernements locaux. Ce travail s'est soldé par la *Déclaration de Caracas* (1991) puis celle de *Salvador de Bahía* (1993) qui a établi six principes pour la « réhabilitation intégrale » des centres historiques :

- 1) Reconnaître, renforcer et stimuler les dynamiques des quartiers.
- 2) Reconnaître le droit à habiter.
- 3) Faire entendre la voix des habitants et promouvoir de nouvelles relations entre les responsables politiques et les citoyens.
- 4) Réformer l'action publique.
- 5) Harmoniser les rythmes administratifs et politiques avec les rythmes sociaux.
- 6) Établir des méthodes de financement cohérentes avec ces objectifs.⁷⁴

Fort de ces déclarations de principes, le HIC est arrivé au Sommet de la Ville (Habitat II) convoqué par l'ONU à Istanbul en 1996, avec des propositions de sauvegarde patrimoniale orientées vers l'action sociale. Par la suite, toujours guidées par l'ONG, douze villes latino-américaines (Lima, Río de Janeiro, Salvador de Bahia, São Paulo, Bogotá, San José de Costa Rica, La Havane, Quito, Mexico, Arequipa, Cuzco, Cajamarca) auxquelles s'ajouta Barcelone, ont produit la *Déclaration de Lima* (1997) qui insiste sur la nécessité de conjuguer la conservation et les politiques de développement social dans les quartiers populaires.⁷⁵

⁷¹ D. GONZÁLEZ ROMERO *et. al.*, « Un espacio más para las ideas »..., *op. cit.*, p. 32.

⁷² Alfonso ÁLVAREZ MORA, « Centro Histórico: fragilidad, prestigio y marginación », in *Ciudad, Territorio y Patrimonio. Materiales de investigación*, Puebla, Lupus Inquisitor, 2008, vol. 3/3. « On a considéré la "ville historique" comme quelque chose d'indépendant par rapport au reste de la ville, lui faisant assumer des limites pour manifester une volonté d'intervention, en principe, destinée à la défense de ses "valeurs patrimoniales". [...] L'établissement de limites et frontières a servi à souscrire des problèmes pour justifier ultérieurement les transformations et la "reconquête" des lieux sur le plan économique et social », p. 13-15.

⁷³ D'après la Recommandation de 2011, « le paysage urbain historique s'entend du territoire urbain conçu comme la résultante d'une stratification historique de valeurs et d'attributs culturels et naturels, dépassant les notions de "centre historique" ou d'"ensemble historique" pour inclure le contexte urbain plus large ainsi que son environnement géographique ». UNESCO, *Résolution 36 C/15*..., *op. cit.*, p. 59.

⁷⁴ Joël AUDEFROY, « Seis principios para la rehabilitación integral en los centros históricos », *L'ordinaire latino-américain*, 181, 2000, p. 23-28.

⁷⁵ Les déclarations de Lima (1997) et de Mexico (2000) sont disponibles dans : François TOMAS, « Centros históricos de América Latina: emergencia de una nueva política urbana », *L'ordinaire latino-américain*, 181, 2000, p. 9-22.

Sans prétendre à l'élaboration d'une liste exhaustive, il faut souligner que de nombreux réseaux s'articulent également à l'échelle nationale. En Équateur, par exemple, le très prolifique Réseaux de Villes Patrimoniales a récemment été renforcé par la création d'un Ministère de Coordination du Patrimoine.⁷⁶ En Colombie, les universités ont mis en place une Chaire UNESCO pour la gestion intégrale du patrimoine dans les centres historiques, réalisant depuis 2000 des ateliers dirigés vers les étudiants des niveaux supérieurs. Onze ans plus tard, les promoteurs de cette chaire se sont saisis du virage paysagiste de l'UNESCO pour créer l'Observatoire du Patrimoine dans les Paysages Culturels. Au Mexique, avec ses dix villes classées par l'UNESCO, on a créé en 1996 l'Association Nationale des Villes Mexicaines du Patrimoine Mondial (ANCMPPM) qui articule les efforts des gouvernements locaux, contournant quelque part l'organisme fédéral prévu à cet effet depuis 1938 : l'Institut National d'Anthropologie et Histoire (INAH).

Encadré 1. Le pays des centres historiques

Avec 31 sites classés par l'UNESCO, le Mexique se tient en première position en Amérique en terme de biens inscrits à la *Liste du patrimoine mondial*, et au sixième rang mondial derrière l'Italie (47), l'Espagne (44), la Chine (43), la France (38) et l'Allemagne (37). Il compte 4 biens naturels et 27 biens culturels, dont 10 centres historiques préalablement décrétés comme zone fédérale de monuments historiques : Oaxaca (décret présidentiel du 19 mars 1976), Puebla (18 novembre 1977), Mexico (11 avril 1980), Querétaro (30 mars 1981), Guanajuato (28 juillet 1982), San Miguel de Allende (28 juillet 1982), Campeche (10 décembre 1986), Tlacotalpan (10 décembre 1986) et Morelia (20 décembre 1990), tandis que Zacatecas se trouve en processus de déclaration fédérale, alors qu'il fait partie de la *Liste du patrimoine mondial* depuis 1993.

Au total, d'après l'Institut National d'Anthropologie et Histoire (INAH), 57 centres historiques sont actuellement protégés par la *Loi fédérale sur les monuments et les zones archéologiques, historiques et artistiques* de 1972. Il existe encore 139 centres historiques identifiés par la direction des Sites et Monuments du patrimoine culturel du Conseil National pour la Culture et les Arts (Conaculta), qui équivaut dans la pratique à un ministère de la Culture. Enfin, à cela s'ajoute les 83 Villages Magiques –parfois de véritables villes moyennes– labélisés par le ministère du Tourisme.

Il convient finalement de signaler l'émergence d'une géopolitique des réseaux de villes qui s'articule à l'échelle nationale et internationale par le biais des têtes de réseaux concurrentielles. Ainsi, la création en 1998 du Séminaire International sur la Revitalisation des Centres Historiques des Villes d'Amérique Latine et des Caraïbes est venue "couper l'herbe sous les pieds" aux différents réseaux ibéroaméricains. Le SIRCHAL a été très actif avec la tenue de six séminaires et quatorze ateliers d'expertise soutenus par des organismes multilatéraux tels que l'UNESCO et la Banque Interaméricaine de Développement (BID). Mais c'est surtout la détermination de la diplomatie française –à travers le ministère des Affaires Étrangères et l'argent du MEDEF International– que l'on a réussi à positionner ce réseau en Amérique latine.⁷⁷ Bien entendu, le terme Ibéro-Amérique, privilégié dans le milieu de la coopération espagnole, est rarement employé dans les réseaux dépendants de la coopération française.

⁷⁶ MINISTERIO COORDINADOR DEL PATRIMONIO, *Introducción a la gestión del patrimonio cultural en ciudades del Ecuador*, 2010.

⁷⁷ Leo ORELLANA, « Programme SIRCHAL de revitalisation des centres historiques des villes d'Amérique latine et des Caraïbes », *L'ordinaire latino-américain*, 181, 2000, p. 45-48.

Les gourous de la “revitalisation”

D’après C. Topalov, « les mots de la ville ne font pas que décrire le monde urbain, ils contribuent à le constituer ».⁷⁸ L’Amérique latine, ou ibérique si l’on préfère, constitue en ce sens un foyer important pour la fabrication des mots de la ville et la réflexion globale sur l’avenir des centres historiques. Bien qu’ils soient souvent éclipsés par les « grands fondateurs de réseaux » européens,⁷⁹ les spécialistes locaux ne restent pas en marge. Ils s’associent avec plus de facilité aux responsables politiques et développent de nouveaux réseaux.

En 2007, l’Organisation Latino-américaine de Centres Historiques (OLACCHI), qui prétend assumer le *leadership* des actions de sauvegarde, émerge sous l’impulsion du gouvernement équatorien par l’intermédiaire de Fernando Carrión, président de l’organisation et conseiller municipal de Quito. Celui-ci est reconnu par sa trajectoire en tant que chercheur à la Faculté Latino-américaine des Sciences Sociales (Flacso) et par sa capacité à mobiliser la communauté scientifique autour de la problématique des centres historiques.⁸⁰

D’après lui, la possibilité d’améliorer les conditions de violence et de sous-développement passe par la “revitalisation” de ces foyers historiques constitutifs des identités nationales. Le ralentissement constant des taux d’urbanisation, soit le passage d’une « logique centrifuge à une logique centripète », serait l’occasion d’envisager des programmes axés sur la qualité :

« Étant donné que les villes grandissent moins, il est possible de penser la ville en termes de qualité et non plus en termes de quantité. Étant donné qu’elles disposent de nouvelles fonctions à l’échelle globale, il est aussi possible d’imaginer que les villes existantes, et plus précisément, la rénovation de leurs centres, deviennent de véritables plateformes de l’innovation urbaine dans des projets qui apportent de la stabilité économique et politique à l’échelle nationale. Cependant, dans les villes d’Amérique latine nous avons deux problèmes urbains qui entravent cette possibilité : le premier a à voir avec l’univers symbolique contenu dans les centres historiques urbains qui se trouvent perpétuellement soumis à une détérioration sociale, économique et culturelle. Cette érosion de la mémoire amoindrit le sentiment d’intégration et d’appartenance. [...] La centralité, en tant qu’espace public, souffre d’agoraphobie à cause du poids du marché et de la fragmentation urbaine, qui représente un frein pour le développement urbain, l’intégration sociale et le renforcement de la citoyenneté. La dégradation du patrimoine symbolique et l’érosion des mécanismes d’intégration ajoutent des facteurs d’instabilité sociale. »⁸¹

La « rénovation urbaine » est ici appelée à devenir l’élément nodal des « projets nationaux », comme si ces territoires infimes par rapport à la masse territoriale des États latino-américains contenaient le pouvoir magique de transformer les sociétés dans leur ensemble, au moins de les « stabiliser ». La proposition est alléchante : il faut potentialiser ces « objets de désir » que représentent les centres historiques.⁸²

Le seul problème avec le raisonnement de F. Carrión est qu’il fait peser sur la pauvreté urbaine les causes de la « déprédation du patrimoine historique par son utilisation intensive ».

⁷⁸ Christian TOPALOV *et al.* (dir.), *L’aventure des mots de la ville*, Paris, R. Laffont, 2010, p. xvii.

⁷⁹ H. RIVIÈRE D’ARC, « La géographie et les réseaux internationaux de villes et d’urbanistes »..., *op. cit.*, p. 71.

⁸⁰ Fernando CARRIÓN (éd.), *Desarrollo cultural y gestión en centros históricos*, Quito, FLACSO-Ecuador/Empresa del Centro Histórico, 2000 ; Fernando CARRIÓN (éd.), *El financiamiento de los centros históricos de América Latina y el Caribe*, Flacso-Sede Ecuador, 2007.

⁸¹ Fernando CARRIÓN et Lisa HANLEY, « Renovación urbana y proyecto nacional », in *Regeneración y revitalización urbana en las Américas: hacia un Estado estable*, Quito, Flacso-Sede Ecuador, 2005, p. 18.

⁸² Fernando CARRIÓN, « El centro histórico como objeto de deseo », in *Regeneración y revitalización urbana en las Américas: hacia un Estado estable*, Quito, Flacso-Sede Ecuador, 2005, p. 35-58.

Autrement dit, « les pauvres dans la ville engendre de pauvres villes ».⁸³ Or le postulat des effets pervers de la pauvreté sur le patrimoine est sérieusement contesté par des auteurs comme V. Delgadillo, qui établit que :

« La pauvreté sociale n'est pas la cause de la destruction accélérée du patrimoine édifié, elle est au contraire indirectement responsable du maintien des architectures anciennes à usage résidentiel. D'une part, l'occupation de ces immeubles a inhibé les pressions immobilières qui prétendaient redévelopper les sites et, d'autre part, ces populations n'ont pas modifié de façon substantielle les édifices. »⁸⁴

Les « grands fondateurs de réseaux » ont cette capacité à faire de leurs propres villes un modèle. Le « modèle de Quito » promu par F. Carrión gagne ainsi du terrain sur le « modèle de Barcelone » de Jordi Borja. L'ancien militant du Parti Socialiste Unifié de Catalogne, élu local et responsable de la politique métropolitaine de Barcelone, s'est fait connaître en Amérique latine par ses propositions radicales de reconquête des espaces publics. Pour J. Borja, qui vend désormais ses conseils à travers Jordi Borja Urban Technology Consulting, la rue est le lieu de sociabilité par excellence : la reconquête des espaces publics par des festivals, des concerts et des activités variées, apparaît comme une condition nécessaire à la construction de citoyenneté. Cette proposition n'est pas nouvelle mais elle est particulièrement puissante lorsqu'elle s'inscrit dans un programme d'émancipation postfranquiste. « Citoyenneté ou barbarie », conclut Borja au Séminaire Permanent sur le Centre Historique de Mexico, qu'il a inauguré en 2009 aux côtés de Fernando Carrión.⁸⁵

Enfin, la précision scientifique n'est pas l'atout principal des gourous de la « revitalisation ». Leur capacité à trouver des ressources financières et leur proximité avec les pouvoirs locaux permettent à ces universitaires d'articuler des notions générales (globalisation, démocratie, participation, etc.) dans un discours mobilisateur favorable à la revalorisation des centres historiques d'Amérique latine. Or si nous acceptons avec M. Lussault que le discours est performatif, notamment à travers la reprise, la reformulation et la répétition, le travail de réflexion entraîne des transformations bien réelles sur l'espace patrimonial.⁸⁶

Ainsi, l'appel à la « revitalisation » de la ville ancienne, désormais caractérisée par sa dimension ludique ou vitale, implique un projet urbain qui rompt définitivement avec les principes de conservation antérieurs : nous sommes passés du régime énonciatif de la ville musée à celui de la ville vécue, vitale, amusante ! Bien entendu, la gentrification ne fait pas partie du vocabulaire privilégié dans le milieu de la coopération internationale. À l'image de ce qui se passe dans les pays anglophones,⁸⁷ le terme est évacué et parfois remplacé par un euphémisme de prédilection en Amérique latine : la « revitalisation ».

⁸³ F. CARRIÓN et L. HANLEY, « Renovación urbana y proyecto nacional »..., *op. cit.*, p. 19.

⁸⁴ Víctor DELGADILLO, « Mejoramiento habitacional en las áreas urbanas centrales de América Latina. Del combate de tugurios a la rehabilitación habitacional progresiva », *Revista INVI*, 23-63, 2009.

⁸⁵ Jordi BORJA, « La ciudad es la calle. Espacio público y centros históricos como test de la ciudad democrática », in *Seminario permanente Centro Histórico de la Ciudad de México*, México DF, PUEC-UNAM, 2010, vol. 2/1, p. 7-16.

⁸⁶ Michel LUSSAULT, « Discours », in *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, 2003, p. 264.

⁸⁷ Elvin WYLY et Daniel HAMMEL, « Commentary: Urban policy frontiers », *Urban Studies*, 45-12, 2008, p. 2643-2648. « Using the term 'gentrification' is an analytical and political choice that matters, especially when asking questions of policy officials who have made the choice to avoid, redefine or suppress an uncomfortable word that so accurately describes the geographies being produced in so many cities ».

THÉORIES ET TERRAINS DE LA GENTRIFICATION

Ce chapitre s'intéresse à l'histoire du concept de gentrification dans la sphère académique ainsi qu'aux modalités de sa diffusion au-delà de cette sphère, à travers les médias et les mouvements sociaux. Dans un premier temps, il s'agit de revisiter les publications qui, à notre sens, constituent les principaux bilans critiques sur l'état de la question, notamment les travaux de Neil Smith,¹ Eric Clark,² et Tom Slater.³ Les deux premiers ont posé les bases d'une explication théorique du phénomène : en s'appuyant sur les thèses marxistes, ils ont subverti le modèle explicatif néoclassique, mettant en évidence les forces et acteurs qui participent au cycle de dépréciation-revalorisation des quartiers centraux. Amené à dresser le constat d'une « gentrification de la théorie », T. Slater a par la suite appelé à un renouvellement des perspectives critiques impliquant une remise en question du savoir scientifique : il faut désormais se rendre à l'évidence que le néologisme n'appartient plus uniquement à l'univers de la recherche mais qu'il fait partie du langage médiatique et qu'il mobilise de nombreux acteurs. En ce sens, le problème de la réflexivité doit être posé à la lumière des enjeux qui se dessinent sur l'arène politique, ce que nous essayerons de faire, dans un deuxième temps, à travers l'analyse de la circulation du terme au gré des luttes urbaines les plus actuelles.

1. Élaborer un concept pour changer de paradigme

Le terme est apparu en 1964 sous la plume de Ruth Glass, une sociologue allemande de filiation marxiste qui s'est installée à Londres dès l'arrivée des nazis au pouvoir. D'après l'*Oxford Dictionary of National Biography*, la fondatrice du Centre for Urban Studies à l'University College, a toujours refusé l'idée selon laquelle la recherche devait poursuivre des effets de connaissance indépendamment des enjeux de société :

« Marxiste toute sa vie, elle croyait que la sociologie devait influencer les politiques publiques pour transformer la société, ce pourquoi elle s'est investie dans le débat public. Elle était passionnée par la justice et s'est battue pour ceux qu'elle considérait opprimés ».

L'idée de gentrification émane effectivement d'une pensée qui admet la division des sociétés en classes sociales historiquement constituées.⁴ Cependant, dans la mesure où il existe des courants qui entendent « déconstruire » le concept en s'attachant à sa supposée neutralité initiale,⁵ il est nécessaire de revenir sur son étymologie.

¹ Neil SMITH, « Toward a theory of gentrification: a back to the city movement by capital, not people », *Journal of the American Planning Association*, 45-4, 1979, p. 538-548.

² Eric CLARK, « The rent gap and transformation of the built environment: case studies in Malmö 1860-1985 », *Geografiska Annaler B*, 70-2, 1988, p. 241-254.

³ T. SLATER, « The eviction of critical perspectives from gentrification research »..., *op. cit.*

⁴ Michael JAGER, « Class definition and the aesthetics of gentrification: Victoriana in Melbourne », in WILLIAMS (éd.), *Gentrification of the City*, Boston, Allen and Unwin, 1986, p. 78.

⁵ Alain BOURDIN, « Gentrification : un "concept" à déconstruire », *Espaces et sociétés*, n°132-133-1, 2008, p. 23-37. La critique adressée par cet auteur porte sur la complexité des réalités qu'englobe ce concept. Cepen-

La *gentry* sur laquelle ironise R. Glass dans l'introduction de *London : aspects of change*, désigne la petite bourgeoisie rurale qui, située à l'interface entre les grands propriétaires terriens (*landed gentry*) et les masses paysannes, participe au maintien du *statu quo*.⁶ Bien qu'il s'agit selon I. Wallerstein d'un « concept en formation » plutôt que d'une véritable « classe en formation », la *gentry* va périliter avec l'avènement de la révolution industrielle.⁷ R. Glass ne fait donc que revitaliser une catégorie vétuste afin de rendre compte des modalités d'installation des nouveaux riches dans les quartiers ouvriers de Londres : en plus d'acquérir et réhabiliter d'anciennes maisons ouvrières, observe-t-elle, ces nouveaux habitants introduisent des éléments rustiques dans un paysage industriel. L'auteure détecte cette gentrification –qualifiée aussi d'invasion– dans les quartiers d'Islington, Paddington et North Kensington, aux abords des districts préalablement gentrifiés de Hampstead et Chelsea. Elle suppose que le processus se diffuse d'un quartier à un autre, sans aller plus loin dans l'explication du phénomène.

L'approche néoclassique devant la critique marxiste

Il faut attendre la fin des années soixante-dix pour que le néologisme s'intègre pleinement dans la littérature anglophone, notamment grâce à la publication d'un premier bilan critique sur l'état de la question. Dans l'article *Toward a theory of gentrification: a back to the city movement by capital, not people*, Neil Smith constate que les études émergentes ont implicitement repris le paradigme néoclassique qui a servi à expliquer le phénomène inverse : la *suburbanization*. Que l'on évoque les nouvelles aspirations citadines des périurbains ou que l'on se réfère aux coûts de la réhabilitation, ce qui prévaut selon N. Smith c'est l'idée néoclassique que le consommateur est roi et qu'il produit la ville à travers ses choix et ses contraintes. Or le défi pour ce disciple de David Harvey consiste à fournir des preuves qui contredisent l'hypothèse du retour en ville des périurbains tout en démontrant que les nouvelles conditions d'accumulation du capital sont à l'origine de la revalorisation des quartiers centraux.⁸

En reprenant les thèses de l'école de Chicago, N. Smith commence par questionner les anomalies du marché foncier identifiées par H. Hoyt. Comment expliquer la dépréciation observée à partir des années vingt entre le quartier d'affaires (CBD) et les périphéries résidentielles émergentes ? L'interprétation néoclassique du phénomène est la suivante :

« La différence des valeurs foncières entre ces zones anciennes et nouvelles ne s'explique pas uniquement par le poids démographique, dès lors que les races, nationalités et classes qui habitent dans les “zones sinistrées” sont au plus bas de l'échelle sociale et économique. Le faible niveau des loyers et les pertes associées à leur perception, le taux de dégradation des biens causé par l'accumulation des déchets, la négligence et les actes de vandalisme, provoquent une réduction de la valeur foncière dans ces secteurs qui sont aussi bien occupés par des “hobos”, des travailleurs saisonniers et des stocks de criminels d'Américains que par les classes les plus basses de Mexicains, nègres et les Italiens du Sud. »⁹

dant, au lieu d'investir le débat anglophone, l'auteur reformule la posture adoptée trente ans plus tôt dans *Le patrimoine réinventé*, Paris, PUF, 1984, p. 9.

⁶ Ruth GLASS, *London: Aspects of Change*, MacGibbon & Kee, 1964, p. xviii.

⁷ Immanuel WALLERSTEIN, *The Modern World System. Capitalist Agriculture and the Origins of the European World Economy*, New York, Academic Press, 1974, p. 240.

⁸ Smith étudie le cas de Society Hill, un quartier emblématique de la « renaissance » de Philadelphie survenue au milieu des années soixante. D'après ses sources, moins d'un tiers des ménages ayant mené une réhabilitation entre 1964 et 1975 arrivaient des banlieues, provenant pour la plupart de l'intérieur de la ville.

⁹ Homer HOYT, *One hundred years of land values in Chicago*, The University of Chicago Press, 1933, p. 355.

Cette explication est insatisfaisante dès lors qu'elle rend les groupes sociaux les plus vulnérables de la société étasunienne responsables de la décadence urbaine observée dans l'entre-deux-guerres. Dans une démarche contraire, fidèle à la tradition marxiste, N. Smith entend objectiver le processus de dévalorisation qui est à l'œuvre. Selon lui :

« La dégradation physique et la dépréciation des quartiers de la ville centrale sont le résultat strictement logique, “rationnel”, des opérations du marché foncier et du logement. Cela ne veut pas dire qu'il s'agit d'un processus naturel, dès lors que ce marché est en soi un produit social. »¹⁰

Smith consacre plusieurs pages à la description des acteurs et des institutions qui produisent la paupérisation des quartiers centraux et le filtrage résidentiel (*filtering*) en même temps qu'il introduit les quatre catégories de sa thèse : la valeur du bâtiment, le prix de vente, la rente foncière capitalisée, et la rente foncière potentielle. Suivant cette distinction conceptuelle, il propose une explication alternative du cycle de dépréciation observé par H. Hoyt :

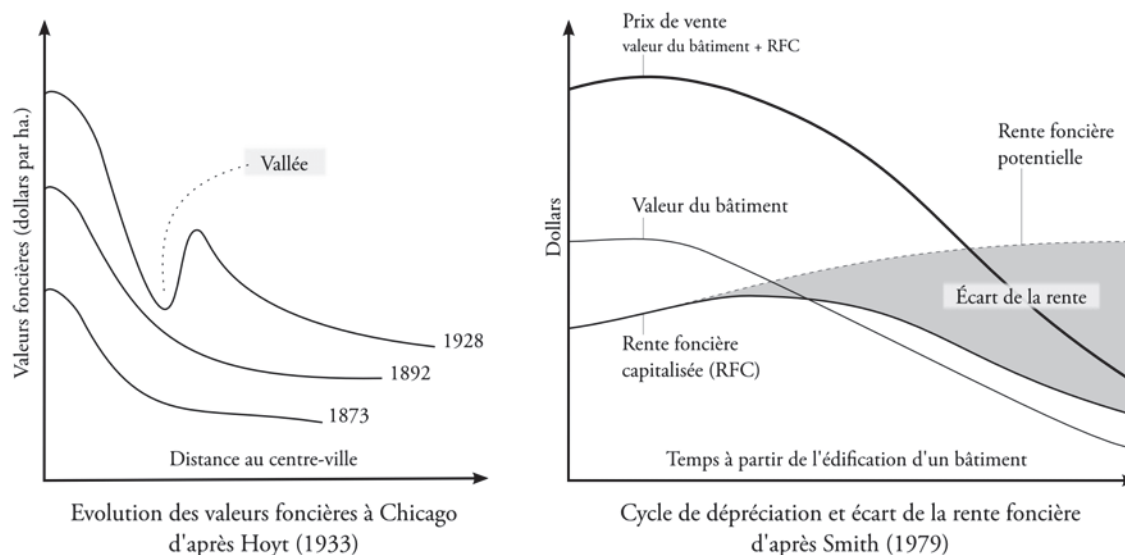
- 1) Le prix de vente d'un produit immobilier incorpore la valeur du bâtiment ainsi que la rente foncière capitalisée par l'ancien propriétaire d'un terrain au moment de la transaction. Par la suite, la valeur du bâtiment décroît en raison du développement technologique qui permet la création de meilleures structures avec une force de travail équivalente. Les transformations de l'environnement construit font par ailleurs chuter la rente foncière capitalisée (les profits obtenus à travers la vente, l'usufruit ou le bail) en dessous de la rente foncière potentielle, déterminée par le retour économique que l'on peut espérer d'un redéveloppement adapté aux conditions du site.
- 2) Au-delà du premier cycle d'utilisation du bâtiment, le mode d'occupation et le comportement général des propriétaires du quartier sont déterminants. Il arrive que la valeur du bâtiment se maintienne ou qu'elle augmente quand les propriétaires occupent leurs biens (commerce ou logement), se créant un « effet de quartier » positif. Cependant, le processus inverse est le plus commun, en particulier lorsque la location se généralise. Pour cause, dès lors que le retour économique du bailleur ne dépend plus de l'augmentation du prix de revente (principal retour espéré par un propriétaire occupant), mais de la location du bien, les probabilités de sous-maintenance augmentent. Les premiers signes de dégradation encouragent le sous-investissement des propriétaires. Dans ces circonstances « l'effet de quartier » amène les propriétaires à désinvestir les lieux ou à baisser les loyers, sous peine de ne plus trouver de locataires du tout.
- 3) Même lorsque le mode d'occupation exclut la location, les quartiers péricentraux sont soumis aux pressions des agents immobiliers qui stimulent la dépréciation. La pratique du *blockbusting* se développe là où les propriétaires n'arrivent plus à réaliser les investissements nécessaires : dans un contexte de tension sociale, les agents immobiliers exploitent les sentiments racistes et rachètent les propriétés à bas prix... avant de les revendre aux ménages noirs qui accèdent pour la première fois à la propriété. La courbe de la valeur du bâtiment poursuit sa chute en raison du gonflement du prix des reventes et de l'incapacité des nouveaux arrivants à couvrir le coût des réparations et des emprunts. Face au déclin, les plus fortunés émigrent à nouveau vers les banlieues (*blow out*) tandis que les immeubles vétustes retournent aux mains des grands propriétaires bailleurs.

¹⁰ N. SMITH, « Toward a theory of gentrification »..., *op. cit.*, p. 543.

- 4) À ce stade de dépréciation, les institutions financières tarissent les crédits en direction des « zones rouges », une pratique reconnue sous le terme *redlining*.¹¹ La sous-division des appartements constitue une dernière tentative pour tirer une rente sur des propriétés de plus en plus dégradées, vandalisées ou squattées.
- 5) La fin de cycle de dépréciation se traduit par l'abandon des immeubles et du quartier, « non pas parce que les bâtiments sont inhabitables mais parce qu'ils ne sont plus profitables », —affirme N. Smith. À ce stade, il arrive que les propriétaires détruisent d'eux-mêmes les bâtiments afin d'obtenir l'argent des assurances.

La gentrification est donc indissociable du cycle de dépréciation à travers lequel survient l'écart de la rente (*rent gap*), soit la différence entre la rente foncière capitalisée et la rente potentielle que l'on peut espérer suite au redéveloppement du site. La *théorie de l'écart de la rente foncière* repose sur l'idée qu'à un moment donné, par l'action combinée des institutions et des acteurs dominants, cet écart se referme.

Figure 3. De la vallée des valeurs foncière à l'écart de la rente



Le premier schéma illustre l'évolution de la courbe des valeurs foncières à Chicago. Les données de 1928 indiquent une chute dans l'espace péricentral, formant une « vallée de décadence » entre le CBD et les nouvelles périphéries résidentielles. Le schéma de N. Smith, se focalise sur un développement immobilier hypothétique, depuis sa construction jusqu'au redéveloppement du site. Sur l'axe vertical, la valeur foncière est remplacée par la seule mesure du dollar afin de distinguer, suivant la théorie de la valeur de Karl Marx, les rentes et les valeurs : la valeur d'un bâtiment comprend la force de travail socialement nécessaire à sa création, étant données les conditions du moment (taux d'intérêt, régulations urbaines, techniques) ; le prix foncier ne reflétant aucune force de travail investie, il convient d'utiliser le concept de rente.

Comparaison et schémas réalisés d'après N. Smith (1979).

¹¹ Aux États-Unis le *redlining* fut reconnu comme une pratique discriminatoire et en effet interdit à travers le *Federal Community Reinvestment Act* de 1977, progressivement traduit en loi dans les différents États. Voir Loretta LEES, Elvin WYLY et Tom SLATER, *Gentrification, USA*, Routledge, 2006, p. 29.

Malgré les difficultés qu'implique la désagrégation de la valeur foncière et celle du bâtiment, toutes deux exprimées dans le prix de vente, cette théorie a le mérite d'être plus « cohérente » que celle de H. Hoyt — affirme Eric Clark.¹² Cet auteur est le premier à avoir testé empiriquement la *théorie de l'écart de la rente foncière*, suivi dans cette démarche par B. Badcock, D. Hammel et D. O'Sullivan, avec des résultats probants.¹³ En 1998, il a intégré une série de données historiques (1860-1980) qui lui ont permis de déterminer l'importance du *rent gap* au moment du redéveloppement de six parcelles distribuées dans le centre de Malmö (Suède). Afin de mesurer la rente foncière capitalisée, Clark combina des données sur l'impôt foncier et les prix de vente enregistrés entre le premier développement et la reconstruction, distinguant ainsi la valeur des bâtiments et les valeurs foncières. La rente foncière potentielle fut estimée à partir des ventes recensées avant le redéveloppement des sites, ajustant ces prix à la croissance démographique métropolitaine et à l'inflation. Les six graphiques ainsi obtenus retracent le schéma théorique de N. Smith, avec de légères variations qui sont expliquées grâce à l'analyse des circonstances de chaque site.

Tableau 1. L'écart de la rente foncière selon les approches néoclassique et marxiste

	Approche néoclassique	Approche marxiste
Valeur foncière	La « valeur du site » dépend du rendement actuel et potentiel	Distinction entre la rente foncière et le capital fixe
Relation offre-demande	Les rendements potentiels stimulent la « demande de capacités »	Certains agents produisent les capacités nécessaires au redéveloppement
Conception de l'histoire	Évolution naturelle ou mécanique des processus historiques	Les conflits d'intérêts sont significatifs dans le cours de l'Histoire ; importance des conjonctures
Appréciation	La fermeture de l'écart de la rente rétablit un certain équilibre et rend efficient l'usage du sol	Le cycle d'ouverture/fermeture de l'écart de la rente provoque des déplacements de population et détruit des quartiers

Synthèse élaborée à partir de E. Clark (1988)

Enfin, E. Clark va plus loin que N. Smith dans l'analyse des préceptes néoclassiques¹⁴ pour mieux identifié les divergences avec le marxisme : l'approche néoclassique ne distingue pas la rente foncière du capital fixe, elle se focalise sur la demande, elle invoque un déterminisme mécanique et accueille favorablement la fermeture de l'écart de la rente. Ses conclusions, et plus tard celles de C. Hamnett,¹⁵ vont effectivement dans le sens d'une réconciliation des approches théoriques afin d'enrichir la compréhension du phénomène :

« La fermeture de l'écart de la rente foncière par le redéveloppement des sites est liée aux choix et aux actions d'individus souvent impliqués dans des conflits d'intérêts. Cependant, ces décisions n'arrivent pas au hasard, elles prennent en compte la situation géographique

¹² E. CLARK, « The rent gap and transformation of the built environment »..., *op. cit.*

¹³ Blair BADCOCK, « An Australian view of the rent gap hypothesis », *Annals of the Association of American Geographers*, 79-1, 1989, p. 125-145 ; Daniel HAMMEL, « Gentrification and land rent: a historical view of the rent gap in Minneapolis », *Urban Geography*, 20-2, 1999, p. 116-145 ; David O'SULLIVAN, « Toward micro-scale spatial modeling of gentrification », *Journal of Geographical Systems*, 4-3, 2002, p. 251-274.

¹⁴ Il analyse les postulats néoclassiques de Homer Hoyt ainsi que les thèses sur la « valeur du site » d'Alfred Marshall ou la « pression au changement » (*förändringstryck*) du groupe de Asplund.

¹⁵ Chris HAMNETT, « The blind men and the elephant: the explanation of gentrification », *Transactions of the Institute of British Geographers*, 16-2, 1991, p. 173-189.

et les conditions des bâtiments. Il est donc plausible que l'écart de la rente constitue une condition importante dans la définition des actions dirigées au redéveloppement urbain. »¹⁶

Soumis à l'épreuve des principaux courants théoriques, enrichis par la théorie de l'écart de la rente foncière, le concept de gentrification se consolide et se propage vers la fin des années quatre-vingt. Il a dépassé la dimension descriptive initiale qui se réfère à l'invasion des quartiers ouvriers par une nouvelle *gentry*, pour acquérir une dimension explicative qui interroge les forces du marché et le rôle des agents capitalistes dans la production des espaces urbains. Alors que le facteur humain semble avoir été évacué du débat au profit des aspects économiques, le « tournant culturel »¹⁷ qui gagne les sciences sociales vient changer la donne.

Les « pionniers urbains »

La prise en compte des appartenances multiples des individus, de leurs positions sociales parfois contradictoires (ascension sociale/déclassement) et des différentes formes d'oppression (inégalités de genre, discrimination raciale, sexuelle), impose une relecture des postulats marxistes et néoclassiques. En adoptant une perspective de genre, D. Rose montre dès 1984 que les « pionniers » qui s'installent dans les quartiers ouvriers appartiennent souvent à une classe moyenne prolétarisée.¹⁸ Par exemple, le choix résidentiel d'une mère célibataire employée dans le centre-ville, repose davantage sur des critères de localisation (proximité du travail, des crèches) que sur des critères économiques. En effet, D. Rose entend interroger les évolutions générales de la structure sociale : le changement des mœurs, l'intégration des femmes au marché du travail et l'évolution de la structure de l'emploi.

La thèse de Daniel Bell sur l'avènement d'une société post-industrielle (*The coming of post-industrial society*, 1973) n'est pas étrangère à ces nouvelles interprétations du phénomène. Celui-ci défend que la société à venir se caractérise par 1) le passage vers une économie de services, 2) le rôle prépondérant de l'innovation technologique et le remplacement des usines par les universités en tant qu'institutions dominantes, 3) l'augmentation des cadres, professions libérales et des techniciens, au détriment des ouvriers et 4) une consommation dirigée par l'avant-garde artistique et non plus par les médias, les corporations ou le gouvernement.¹⁹

Tableau 2. Cadre des relations sociétales majeures

	Ère industrielle (capitalisme précoce)	Ère post-industrielle (capitalisme avancé)
Économie	Production ; industrie ; emplois ouvriers	Centralité de la technologie ; services ; augmentation des cols blancs par rapport aux cols bleus
Politique	Laissez-faire ; alliances avec les entreprises ; contrôle du patronat	Régulation ; pluralisme ; déplacement du pouvoir vers les professions libérales
Culture	Éthique de la croissance ; croyance au progrès ; centralité du travail	Éthique de l'aménagement (des aménités) ; importance de l'esthétique ; centralité de la consommation

Traduit de D. Ley (1980)

¹⁶ E. CLARK, « The rent gap and transformation of the built environment »..., *op. cit.*, p. 245.

¹⁷ Paul CLAVAL, « La géographie culturelle dans les pays anglophones », *Annales de géographie*, 660-661, 2008.

¹⁸ Damaris ROSE, « Rethinking gentrification. Beyond the uneven development of marxist urban theory », *Environment and Planning D*, 2-1, 1984, p. 47-74. Selon l'auteure, « il est de plus en plus clair que certaines personnes deviennent des gentrificateurs à cause de leurs difficultés, non seulement à acquérir un logement neuf, mais aussi à maintenir leurs rythmes de vie dans les banlieues conventionnelles ».

¹⁹ David LEY, « Liberal ideology and the postindustrial city », *Annals of the Association of American Geographers*, 70-2, 1980, p. 238-258.

Qu'elle soit avérée ou non, cette thèse sera déterminante pour le géographe humaniste David Ley, pour qui la gentrification doit être interprétée à la lumière des nouvelles formations politiques, progressistes et libérales, qui prennent les rênes des municipalités canadiennes à partir des années soixante-dix. En s'attachant à l'étude des politiques urbaines encouragées par cette nouvelle classe moyenne –et non pas aux transformations économiques– D. Ley va rejeter la thèse de l'écart de la rente foncière pour privilégier l'hypothèse d'une attraction résidentielle suscitée par le développement des aménités urbaines.²⁰ Suivant cette perspective, la gentrification apparaît comme le résultat inespéré des politiques promues par des groupes sociaux favorables à la mixité sociale et non pas, comme le prétend N. Smith, comme une stratégie délibérée de la bourgeoisie.

En retour, Neil Smith publie en 1996 *The New Urban Frontier: Gentrification and the Revanchist City*, dans lequel l'analogie entre les processus de gentrification et de colonisation devient explicite. Selon lui, la gentrification reproduit à maints égards le front pionnier qui a permis le développement économique et territorial des États-Unis entre les XVII^e et XIX^e siècles. L'auteur soutient que ce front se tourne vers l'intérieur des grandes villes, qu'il est dirigé par les forces du marché et qu'il implique le déplacement physique et symbolique des premiers habitants, de telle sorte que les marques de leur existence sont effacées :

« L'idée même de "pionniers urbains" appliquée aux villes contemporaines est aussi insultante que l'idée originelle de "pionniers" allant vers l'ouest des États-Unis. Aujourd'hui comme avant, elle sous-entend que personne n'habite dans les zones colonisées, du moins personne digne d'intérêt. »²¹

L'auteur avance l'idée selon laquelle la gentrification s'appuie sur des mythes fondateurs qui exaltent la bravoure des colons face à une nature hostile. Il en vient ainsi à paraphraser Roland Barthes –pour qui la construction des mythes implique une « dégradation de la qualité historique des choses »– pour interroger la possibilité d'une « dégradation de la qualité géographique des choses », soit une déterritorialisation préalable à la gentrification :

« La déterritorialisation est centrale à la fabrication des mythes : plus on arrache d'événements à leurs géographies constitutives, plus la mythologie devient puissante. [...] En affirmant sa connexion avec la nature, la nouvelle frontière urbaine efface l'histoire sociale, les conflits et les géographies qui les ont engendrés. »²²

Cette déterritorialisation s'opère dans le Lower East Side qu'il étudie à New York, où les promoteurs prétendent se débarrasser du stigmate accumulé en altérant la toponymie. Ainsi, le redéveloppement du *Loi Saïda* (appellation portoricaine du quartier) se caractérise par l'arrivée de nouvelles boutiques, galeries d'art et projets immobiliers aux noms évocateurs : The Dakota Apartments, Americana West, plusieurs restaurants Tex-Mex, une galerie Savage Energy, pour n'en citer que quelques-uns. Or le fait de renommer les lieux permet aux nouveaux habitants et aux promoteurs de la "renaissance urbaine" d'entretenir le mythe patriotique de la frontière qui a servi à légitimer le processus de conquête territoriale. Aseptisé par le discours des promoteurs, le *Loi Saïda* finira par être connu comme l'*East Village*.

Loin de s'écarter de ses positions initiales, N. Smith renforce ainsi sa théorie de l'écart de la rente foncière pour insister sur le rôle des agents capitalistes :

²⁰ David LEY, *The New Middle Class and the Remaking of the Central City*, Oxford University Press, 1996.

²¹ N. SMITH, *The New Urban Frontier...*, op. cit., p. 33.

²² *Ibid.*, p. 17.

« Tout comme une frontière réelle, la frontière de la gentrification avance moins par l'action des pionniers intrépides que par l'action de propriétaires collectifs du capital. En général, les pionniers urbains s'introduisent avec bravoure là où les banques, les agents de l'immobilier, les petits bailleurs et l'État ont déjà œuvré. »²³

On pourrait finalement lui reprocher d'abuser de l'analogie avec la Conquête de l'Ouest, sauf qu'au contraire, le fait de reprendre la figure du pionnier à la légère a souvent conduit les chercheurs à négliger l'ensemble des acteurs impliqués dans le processus de gentrification, notamment les pouvoirs publics, les agents de l'immobilier et les habitants déplacés.

La question des déplacements

La fin du XX^e siècle est marquée par la réaction des médias et des grands investisseurs. Dès 1985, la chambre de l'immobilier de New York lance une publicité dans le *New York Times* qui conteste la nocivité du processus. À cette occasion, les groupes de l'immobilier définissent la gentrification comme « l'amélioration des logements et des commerces d'un quartier, suite à des investissements généralement privés ». ²⁴ La volonté de dépolitiser la notion de gentrification à travers les médias apparaît beaucoup plus claire au tournant des années 2000. Ainsi, par exemple, une étude sur les possibles bienfaits de la gentrification à Harlem est exceptionnellement relayée par le quotidien *USA Today* qui, outrepassant les propos des chercheurs, ²⁵ fait apparaître la gentrification comme un processus bénéfique pour tous. ²⁶ Face à ce scénario inédit, Tom Slater publie en 2006 *The eviction of critical perspectives from gentrification research* qui, en raison des nombreuses réactions suscitées, ²⁷ constitue le troisième bilan critique sur l'état de la question.

D'abord, face à la prolifération d'articles scientifiques consacrés à la définition du processus, T. Slater appelle les chercheurs, de plus en plus nombreux à travailler sur la question, à dépasser des débats qu'il considère désormais stériles. Il ne s'agit plus d'inverser le paradigme néoclassique mais bien de reconnaître que :

« La gentrification est une expression des inégalités urbaines qui s'accompagne de graves effets. Les universitaires ont un rôle important à jouer dans l'exposition de ces effets, et peut-être même dans leur solution. »²⁸

²³ *Ibid.*, p. xvi.

²⁴ « *Is gentrification a dirty word ?* », reproduit dans N. SMITH, *The New Urban Frontier...*, *op. cit.*, p. 31.

²⁵ Lance FREEMAN et Frank BRACONI, « Gentrification and displacement: New York City in the 1990s », *Journal of the American Planning Association*, 70-1, 2004, p. 39-52. Les auteurs constatent que les ménages pauvres sont moins enclins au changement de résidence dans les quartiers gentrifiés (sept quartiers de New York ont été retenus pour l'étude) que dans le reste de la ville. Sur ce point, certains soutiennent qu'il s'agit d'une population tenue captive en raison de la réduction des alternatives de logement (Mathieu VAN CRIEKENGEN, « Towards a geography of displacement. Moving out of Brussels' gentrifying neighbourhoods », *Journal of Housing and the Built Environment*, 23-3, 2008, p. 199-213). D'autres critiques sur la démarche scientifique empruntée par Freeman et Braconi concernent le laps de temps considéré pour l'étude, l'inconsistance du groupe de contrôle et l'échelle d'analyse (Kathe NEWMAN et Elvin WYLY, « The right to stay put, revisited: Gentrification and resistance to displacement in New York city », *Urban Studies*, 43-1, 2006, p. 23-57).

²⁶ « *Studies : Gentrification a boost for everyone* », reproduit dans L. LEES, E. WYLY et T. SLATER, *Gentrification...*, *op. cit.*, p. 220.

²⁷ Voir : *International Journal of Urban and Regional Research* vol. 32, n°1, consacré aux débats soulevés par T. Slater, considéré par N. Smith comme « un des articles les plus importants en géographie urbaine depuis la dernière décennie ». Neil SMITH, « On "The eviction of critical perspectives" », *International Journal of Urban and Regional Research*, 32-1, 2008, p. 195-197.

²⁸ T. SLATER, « The eviction of critical perspectives from gentrification research »..., *op. cit.*, p. 747.

Ensuite, l'auteur constate que la plupart des travaux publiés à partir des années quatre-vingt-dix se sont focalisés sur les "pionniers", délaissant les groupes de non-gentrifieurs et encourageant parfois le processus. Si les universitaires avaient jusque là débattus quant aux approches explicatives –selon les perspectives de genre, humaniste ou marxiste– d'aucun n'avait pourtant célébré la gentrification. Le premier signe du basculement sémantique est attribué au sociologue Jon Caulfield qui, suivant une vision romantique, a défendu que la gentrification constituait un facteur d'émancipation des classes moyennes périurbaines.²⁹ Après lui, plusieurs auteurs ont défendu l'idée que la gentrification pouvait être un processus bénéfique pour les quartiers en détresse à travers, par exemple, la scolarisation d'enfants issus des classes moyennes dans des zones enclavées.³⁰ Or, au nom de la mixité sociale, dénonce T. Slater, « la rhétorique universitaire et politique fléchit volontairement toute perspective critique ». ³¹ Ce constat sera relayé par L. Lees, qui affirme qu'il n'y a aucune évidence scientifique à l'appui des politiques de « gentrification positive » et qu'au contraire :

« La littérature nous enseigne que, malgré les désirs de diversité et de différence exprimés par les classes moyennes, celles-ci ont tendance à s'auto-ségréguer et que, loin d'être tolérante, la gentrification colporte une idéologie agressive et revanchiste destinée à récupérer les centres urbains pour les classes moyennes. »³²

L. Lees et T. Slater s'accordent à dire que les déplacements de populations constituent une dimension fondamentale à l'étude de la gentrification, sans laquelle ce champ de recherche n'aurait plus aucun sens.³³ Cependant, en termes méthodologiques, le problème des déplacements demeure compliqué. D'abord, les chercheurs ont longtemps éprouvé la difficulté de « mesurer l'invisible », ³⁴ c'est-à-dire d'enquêter auprès de populations qui, par définition, ont disparu de la carte. Ensuite, la littérature spécialisée reconnaît l'existence de différents types de déplacements. À l'instar de P. Marcuse,³⁵ on peut distinguer :

- 1) Les déplacements économiques : les habitants sont incapables de payer le crédit ou le loyer d'un logement et sont expulsés de gré ou de force.
- 2) Les déplacements par démolition : les recensements des déplacements, par exemple lors de grandes démolitions, prennent en compte les derniers occupants. L'approche par unités de logement vacantes ou détruites permet de mesurer les déplacements directs mais exclut les ménages ayant été préalablement déplacés de ce même logement.
- 3) Les déplacements en série : le concept de *chain displacement* intègre précisément l'ensemble des déplacements survenus en un même logement, sans perdre de vue le processus d'abandon à l'échelle du quartier. Face au déclin ambiant, les ménages essayent de

²⁹ Jon CAULFIELD, « "Gentrification" and desire », *Canadian Review of Sociology and Anthropology*, 26-4, 1989, p. 617-632.

³⁰ Cris HAMNETT, « Gentrification and the middle-class remaking of inner London, 1961-2001 », *Urban Studies*, 40-12, 2003, p. 2401-2426.

³¹ T. SLATER, « The eviction of critical perspectives from gentrification research »..., *op. cit.*, p. 751.

³² Loretta LEES, « Gentrification and social mixing: towards an inclusive urban renaissance? », *Urban Studies*, 45-12, 2008, p. 2449-2470.

³³ Loretta LEES, Tom SLATER et Elvin WYLY, « Gentrification and displacement », in *The Gentrification Reader*, Abingdon, Routledge, 2010, p. 317.

³⁴ Rowland ATKINSON, « Measuring gentrification and displacement in Greater London », *Urban Studies*, 37-1, 2000, p. 149-165.

³⁵ Peter MARCUSE, « Abandonment, gentrification, and displacement. The linkages in New York City », in Neil SMITH, Peter WILLIAMS (éd.), *Gentrification of the City*, Boston, Allen and Unwin, 1986, p. 153-177.

partir avant qu'ils ne soient forcés à le faire ou que les conditions de vie soient trop mauvaises. P. Marcuse introduit alors la notion de « pression au déplacement ».

- 4) Les déplacements par exclusion : ce type de déplacement survient lorsqu'un ménage qui aurait pu s'installer dans un quartier donné se retrouve dans l'impossibilité de le faire en raison des nouvelles conditions, notamment de l'enchérissement des logements. C'est le cas par exemple des "enfants du quartier" qui, au moment de leur décohabitation familiale, se voient obligés d'aller vivre ailleurs.

Au-delà de cette distinction formelle, l'analyse de P. Marcuse rend intelligible une dynamique en apparence contradictoire : si la gentrification et l'abandon représentent des processus opposés, comment se fait-il qu'ils se développent de façon simultanée ? Pour l'auteur, ces processus sont interconnectés dès lors qu'ils induisent, d'une manière ou d'une autre, des déplacements en cascade. D'abord, l'abandon provoque le départ des populations mieux loties et augmente les « pressions au déplacement » dans les quartiers de départ. Or ce filtrage résidentiel s'oriente généralement vers les quartiers adjacents, comme il a été montré par H. Sumka,³⁶ ce qui provoque une pénurie de logements vacants et une élévation des loyers et des prix qui oblige à rechercher des options de plus en plus lointaines. Ainsi, suivant une vision intégrale des dynamiques urbaines, nous pouvons dire avec P. Marcuse que le cycle de vie d'un quartier est déterminé par son rapport au reste de la ville et qu'en effet la gentrification n'est jamais un phénomène isolé.

2. Circulations paradoxales du néologisme

La popularité du néologisme, la multiplication des définitions conceptuelles et l'exportation du terme vers des contextes internationaux, ont produit une effervescence sémantique perturbante. D. Rose a été la première à déplorer le caractère « chaotique » de la gentrification, en observant qu'elle englobait différentes catégories de gentrificateurs.³⁷ R. Beauregard a quant à lui considéré qu'il s'agissait d'un « concept chaotique » qui effaçait la complexité des mécanismes à l'œuvre dans la transformation des centres urbains, en signalant par exemple que le retardement de l'âge moyen des mariages et la multiplication des personnes célibataires encourageait l'émergence de nouveaux quartiers de rencontre.³⁸

Face au chaos conceptuel, certains auteurs ont fini par affirmer qu'il était temps « de laisser le concept se désintégrer sous le poids de son propre fardeau »,³⁹ et l'on a même accusé les auteurs marxistes de vouloir « confisquer » le terme.⁴⁰ Or, c'est précisément parce que la notion de gentrification circule et qu'elle appartient à différents registres, qu'elle est fuyante et polyvalente. Faut-il conclure qu'elle est insaisissable au savoir scientifique ?

Rien n'est moins sûr. Dans *Les conséquences de la modernité*, A. Giddens considère qu'il existe un lien « réflexif » entre l'univers social et la production scientifique :

³⁶ Howard SUMKA, « Neighborhood revitalization and displacement. A review of the evidence », *Journal of the American Planning Association*, 45-4, 1979, p. 480-487.

³⁷ D. ROSE, « Rethinking gentrification »..., *op. cit.*

³⁸ Robert BEAUREGARD, « The chaos and complexity of gentrification », in WILLIAMS (éd.), *Gentrification of the City*, Boston, Allen & Unwin London, 1986, p. 44.

³⁹ Bond, cité par David MATEOS ESCOBAR, *La gentrification du centre-ville de Marseille. Idées reçues et « zones d'ombre » dans l'étude des recompositions sociales des quartiers centraux phocéens*, Mémoire de Master 2, Aix-Marseille Université, 2012, p. 39.

⁴⁰ A. BOURDIN, « Gentrification »..., *op. cit.*, p. 37.

« D'une part, le savoir sociologique se développe en parasitant les concepts des agents profanes ; d'autre part, les notions forgées dans les métalangages des sciences sociales sont systématiquement réinjectées dans l'univers social. »⁴¹

Cette réflexivité oblige le sujet objectivant (le chercheur) à adopter une démarche analytique lui permettant d'objectiver son propre rapport à la réalité observée, notamment sa place dans la hiérarchie sociale. D'après L. Wacquant, c'est précisément l'évacuation de cette démarche qui explique l'intérêt quasi-exclusif porté envers les classes moyennes dans le milieu de la recherche urbaine, laquelle pâtit d'un « aveuglement de classe ». ⁴² C. Allen ira encore plus loin pour dénoncer l'établissement d'une « noblesse académique » qui utilise son savoir pour reproduire son statut social. ⁴³ En tout cas, repenser la notion de gentrification dans ce mouvement entre science et société nous amène à reconnaître que ni le terme ni les savoirs sur la gentrification n'appartiennent exclusivement aux chercheurs. Ceci est d'autant plus vrai dans le contexte anglophone où :

« Ce n'est pas uniquement un débat académique : il est difficile d'imaginer quel autre mot aurait pu servir de mot d'ordre en des milliers de manifestations, de séances aux conseils municipaux et de conversations de coin de rue entre des millions de personnes depuis quarante cinq ans pour protéger leur communauté. »⁴⁴

Le problème qui s'impose lorsque nous voulons appliquer le concept à d'autres réalités culturelles repose précisément sur l'impossibilité d'importer ce bagage social et politique inhérent aux débats anglophones. En effet, les efforts de traduction ont abouti à des aberrations langagières telles que *gentilhommission*⁴⁵ ou à des notions sociologiquement pertinentes telles que *elitización*,⁴⁶ pourtant éloignées du discours des acteurs et des habitants de la ville.

La gentrification dans la presse internationale

Arrêtons-nous un instant sur les modalités de réinjection du savoir sociologique dans l'univers social. Nous pouvons *a priori* distinguer deux modalités de transmission : *via* le rapport direct du chercheur avec son environnement social ou à travers les médias, qui participent indirectement à définir, traduire et diffuser la notion. Suivant cette hypothèse, nous avons engagé une recherche sémantique sur un univers de 24 866 articles de presse identifiés à travers la base de données Factiva.⁴⁷

D'après nos requêtes, le terme « gentrification » a fait irruption dans le *New York Times* en 1980,⁴⁸ pour ensuite proliférer dans les médias nord-américains. Bien que la presse non-

⁴¹ Anthony GIDDENS, *Les Conséquences de la modernité*, Paris, L'Harmattan, 1994, p. 24.

⁴² Loïc WACQUANT, « Relocating gentrification: the working class, science and the State in recent urban research », *International Journal of Urban and Regional Research*, 32-1, 2008, p. 198-205.

⁴³ Chris ALLEN, « Gentrification "research" and the academic nobility: a different class? », *International Journal of Urban and Regional Research*, 32-1, 2008, p. 180-185.

⁴⁴ E. WYLY et D. HAMMEL, « Urban policy frontiers »..., *op. cit.*, p. 2643.

⁴⁵ A. BOURDIN, « Gentrification »..., *op. cit.*, p. 23.

⁴⁶ Luz Marina GARCÍA HERRERA, « Elitización: propuesta de un término en español para el término gentrificación », *Biblio 3W. Revista Bibliográfica de geografía y ciencias sociales*, VI-332, 2001.

⁴⁷ Factiva est une base de données appartenant à la firme Dow Jones. Le service –contracté par l'Université de Toulouse-Le Mirail– offre un accès à 35,000 sources et 900 fils d'agences provenant de 200 pays et disponibles en 28 langues, à travers un moteur de recherche en ligne. Pour des raisons de faisabilité, nous avons limité notre étude à la presse anglophone, germanophone, francophone et hispanophone. Les résultats couvrent une période de trois décennies jusqu'au moment de l'étude, en février 2011.

⁴⁸ Carter HORSLEY, « Revitalization held to be spotty », 1^{er} juin 1980, *The New York Times*. Rien que dans ce quotidien on trouve 1 859 articles contenant le terme dont 85 titres.

anglophone l'emploie uniquement à 719 reprises, son internationalisation est toutefois surprenante si l'on considère qu'elle se concentre sur les quinze dernières années, à commencer par l'allemand *Taz* qui a publié en 1997 un article sur les transformations de Prenzlauer Berg, à Berlin Est.⁴⁹ Dans la presse francophone, c'est *Les Échos* qui a introduit le terme pour la première fois en l'an 2000 dans un article consacré au marché immobilier londonien :

« Shoreditch est devenu la chasse gardée de la tribu des architectes, designers et photographes, qui ont émigré depuis deux ans dans les immenses entrepôts victoriens convertis en lofts lumineux. En fait, la “gentrification” (l'embourgeoisement) de Shoreditch remonte déjà au début des années 90 où les professions créatives (architectes, éditeurs, concepteurs de logiciels) ont commencé à jeter leur dévolu sur ce quartier en état de semi-abandon. »⁵⁰

En 2001, *Libération* va proposer une traduction similaire, à cette différence près qu'elle intègre le problème du déplacement des habitants :

« La gentrification, cet embourgeoisement urbain qui se traduit par la rénovation d'un quartier à travers l'association d'organismes publics et d'entreprises privées, n'a pas su éviter ses propres dérapages. En cédant nombre d'immeubles aux investisseurs, la ville de New York a ainsi entraîné une véritable flambée des loyers qui s'est traduite par le départ, forcé ou non, d'une population à faibles revenus, incapable de vivre dans son propre quartier. »⁵¹

Le terme est initialement mobilisé pour décrire des situations propres aux pays anglophones, avec la ville de New York comme référentiel incontournable. Un glissement vers des situations nationales s'opère en France sous la plume d'universitaires avertis tels que Monique et Michel Pinçon,⁵² Alain Bourdin⁵³ ou Didier Desponds.⁵⁴ Leur rôle dans l'importation du terme à travers leur participation dans la presse écrite est évident, et l'on peut supposer que les tribunes qui leurs sont offertes exercent aussi des choix éditoriaux : on observe qu'un quotidien “à gauche” dans le spectre médiatique francophone, *Libération*, constitue le principal utilisateur du terme (figure 4). De la même façon, le rôle des journaux “de gauche” se révèle important dans l'univers hispanophone : *La Vanguardia*, qui a introduit le néologisme avec un article de Neil Smith comparant le Lower East Side au Raval barcelonais,⁵⁵ apparaît en tête avec 14 articles contenant le terme.

Compte-tenu de l'effacement progressif du terme gentrification, une requête plus fine s'est avérée nécessaire afin d'inclure ses équivalents francophones (embourgeoisement : 1063 articles ; *boboisation* : 146) ou hispanophones (*aburguesamiento* : 446). Nous avons exclu le terme *elitización* du fait qu'il était surtout employé en référence à l'augmentation des frais d'inscription dans les universités espagnoles. Le graphique obtenu offre une synthèse de l'utilisation de la notion de gentrification dans l'univers médiatique international, qui semble corroborer l'intérêt prédominant de la presse anglophone envers le processus en question malgré la stabilisation des termes équivalents dans d'autres régions culturelles.

⁴⁹ Uwe RADA, « Die latente Drohung des Bürgerkriegs », 18 août 1997, *Taz- die tageszeitung*.

⁵⁰ P. DE G., « La “gentrification” de Shoreditch est engagée », 9 novembre 2000, *Les Échos*.

⁵¹ Fabrice ROUSSELOT, « Ghetto Renaissance. À New York, Harlem prend de nouvelles couleurs », 6 septembre 2001, *Libération*.

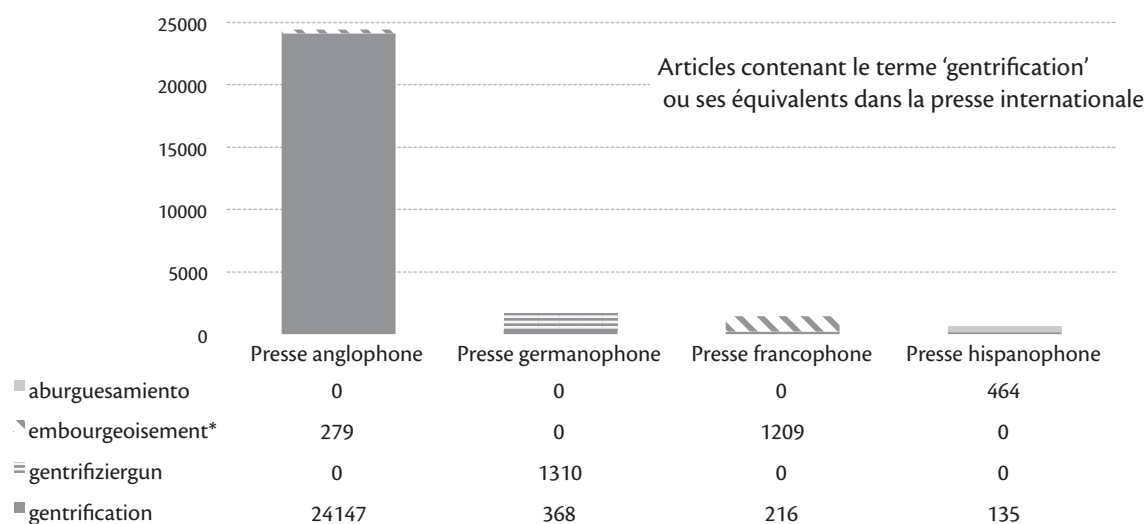
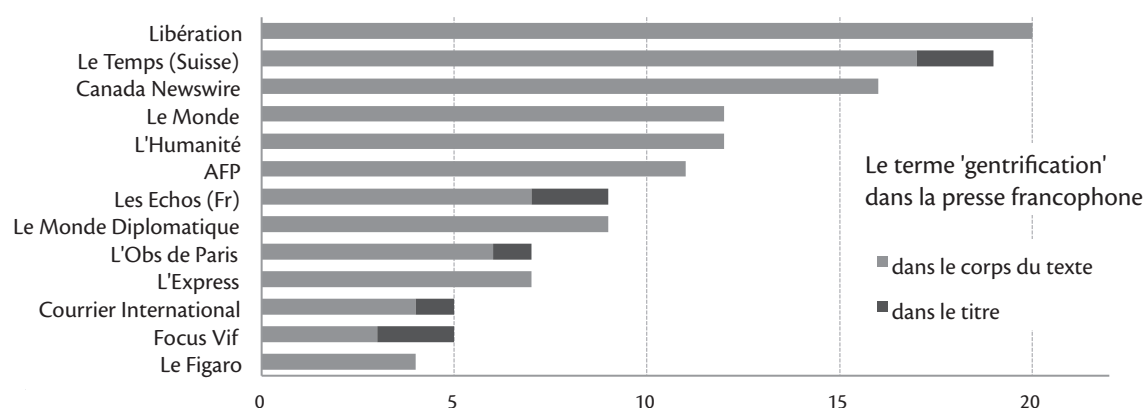
⁵² Natalie LEVISALLE, « À Paris, les bourgeois sont à l'ouest, les bobos à l'est et les “prolos” dehors », rencontre avec Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon, 1^{er} janvier 2005, *Libération*.

⁵³ M. Laura AVIGNOLO, « Especulación inmobiliaria en París. Las compras secretas de edificios enteros desalojan a los parisinos de sus casas », 6 février 2005, *Clarín*.

⁵⁴ Didier DESPOND, « La mixité sociale, leurre français », 6 septembre 2005, *Libération*.

⁵⁵ Neil SMITH, « Del Lower East Side al Raval », 8 décembre 2000, *La Vanguardia*.

Figure 4. La gentrification dans la presse écrite



*ou boboïsation

Source : élaboration personnelle à partir de Factiva, 2011

L'interprétation des résultats doit cependant être relativisée en considérant les limites suivantes. D'abord, notre outil de recherche offre un accès surreprésenté aux grands médias européens et à la presse régionale nord-américaine par rapport à la presse latino-américaine, laissant de côté, par exemple, le premier journal "de gauche" mexicain, *La Jornada*.

Par ailleurs, une étude plus fine des contenus permettrait de distinguer des thématiques spécifiques –les déplacements de population– et de dégager ce qui relève d'un usage pour le moins hétérodoxe, comme « l'embourgeoisement de la gamelle ».⁵⁶

Enfin, même si l'on retrouve parfois la voix de certains chercheurs en sciences sociales, on sait que l'intérêt médiatique n'est pas toujours représentatif des préoccupations sociales et qu'inversement, les problématiques portées par des groupes contestataires sont difficilement exprimées sur la scène médiatique.

⁵⁶ Alexandra MICHOT, « La gamelle s'embourgeoise », 16 juin 2007, *Le Figaro*. L'article parût dans la section *Art de vivre* du quotidien porte sur le retour de la gamelle ouvrière dans le marché.

Clichés 2. L'imaginaire de la gentrification en huit affiches (1973-2008)



Depuis les années 70, que ce soit à San Francisco (affiches du haut), à New York (centre) ou à Los Angeles (ci-contre), la résistance contre la gentrification mobilise les "minorités". Dans l'imaginaire, la notion est associée au processus de démolition-expulsion.

À l'exception de celle du MJB, ci-dessus, ces affiches font partie de l'exposition itinérante *We shall not be moved. International graphics on gentrification and homelessness*.

Source: www.politicalgraphics.org

Circulations par le bas : le cas du MJB

La multiculturalité qui caractérise la société étasunienne offre un terrain favorable à l'appropriation de la notion par des groupes non-anglophones, voire à la mise en circulation de traductions alternatives. Le cas du Mouvement pour la Justice à El Barrio (MJB), une association de locataires d'origine mexicaine qui se sont donnés pour objectif de résister face à la gentrification de Harlem de l'Est,⁵⁷ est en ce sens exemplaire. D'après les dépliants bilingues de l'association, la traduction du terme à l'espagnol est la suivante : il s'agit du « déplacement néolibéral des familles pauvres, des immigrés et des gens de couleur ».⁵⁸

Le MJB est né en 2004, à partir d'une assemblée de 180 locataires qui s'est tenue dans les locaux de l'église de Sainte Cécile, dans le secteur "hispanique" de Harlem. Celle-ci visait à mettre en place une stratégie de résistance face aux menaces d'expulsion perpétrées par un grand propriétaire du quartier.⁵⁹ C. Recoquillon résume la première étape de cette lutte :

« Grâce à l'organisation de comités de locataires, leurs conseils juridiques pour combattre les expulsions, l'information des locataires sur leurs droits et la poursuite en justice systématique du propriétaire pour les infractions répétées aux codes sanitaires et de sécurité, le propriétaire a finalement vendu les 47 immeubles qu'il possédait à East Harlem. »⁶⁰

En 2007 la banque britannique Dawney-Day Group, qui ne cachait pas ses intentions de gentrifier les lieux,⁶¹ racheta les 47 immeubles (1137 logements) et la lutte du MJB changea d'échelle. Le Mouvement prit alors contact avec des organisations anglaises pour mener des actions devant le siège de la banque à Londres et des représentants furent envoyés dans plusieurs villes européennes pour élargir la « campagne de défense ». En même temps, le MJB renforça ses liens avec les mouvements sociaux au Mexique, en particulier avec les sympathisants de l'Armée Zapatiste de Libération Nationale (EZLN).⁶² En adhérant à la *Sixième déclaration de la Forêt Lacandone* lancée en 2006 par les rebelles du Chiapas,⁶³ le MJB réussit

⁵⁷ Dans la préface à l'édition française de *In search of respect*, P. Bourgois note que East Harlem, appelé *El Barrio* par les portoricains qui s'y sont installés le long du XX^e siècle, a expérimenté une transformation liée à l'arrivée d'immigrants mexicains. Philippe BOURGOIS, *En quête de respect: le crack à New York*, Paris, Seuil, 2001.

⁵⁸ « *Movimiento por Justicia del Barrio está luchando contra el desplazamiento neoliberal ("gentrification") en nuestro vecindario. Es un proceso que nosotros, la gente humilde y sencilla que está siendo afectada, entendemos como el desplazamiento y expulsión de las familias de sus hogares por ser pobres, inmigrantes y gente de color* ». Dans « International Declaration in Defense of El Barrio », publié le 3 mars 2008 dans zapagringo.blogspot.com.

⁵⁹ R.J. MACCANI, « Movement for Justice in El Barrio », 2 mars 2008, *Leftturn*.

⁶⁰ Charlotte RECOQUILLON, *Conflits et résistances, une analyse géopolitique de la gentrification de Harlem, New York City*, Thèse de doctorat, Institut Français de Géopolitique, 2010, p. 375.

⁶¹ James ROSSITER, « Dawney, Day bets £250m on Harlem makeover », 26 mars 2007, *The Times*.

⁶² D. Harvey résume assez bien la portée de l'EZLN : « L'insurrection zapatiste n'a pas cherché à prendre le pouvoir d'Etat ou à mener une révolution politique. Elle a plutôt tenté une politique plus inclusive afin de travailler avec l'ensemble de la société civile à une quête plus ouverte et fluide d'alternatives qui prendraient en compte les besoins spécifiques des divers groupes sociaux pour leur permettre ainsi d'améliorer leur sort. Au niveau organisationnel, elle a eu tendance à éviter l'avant-gardisme et à refuser d'assumer la forme d'un parti politique. Elle a préféré plutôt demeurer un mouvement social dans le cadre de l'État, tentant de former un bloc de pouvoir politique dans lequel les cultures indigènes seraient centrales plutôt que marginales ». David HARVEY, *Le nouvel impérialisme*, Paris, Les Prairies ordinaires, 2010, p. 197. Sur la dimension internationale du zapatisme voir : Kara Zugman DELLACIOPPA, *This Bridge Called Zapatismo. Building Alternative Political Cultures in Mexico City, Los Angeles, and Beyond*, Plymouth UK, Lexington Books, 2009.

⁶³ Cette sorte d'Internationale Zapatiste rassemble des communautés indigènes, des syndicats ouvriers, des associations paysannes et des militants à l'étranger. Née en 2006 dans un contexte de crise de la légitimité du système électoral, elle réclame une participation populaire en dehors du cadre de l'État afin d'envisager des alternatives au capitalisme. *Vid.* p. 226, 302, 342 et 345.

à mettre dans le langage de la gauche mexicaine le terme « gentrification ». Une recherche focalisée sur le quotidien *La Jornada* indique en effet que sur les cinq articles qui le contiennent, trois correspondent aux propos tenus par des militants néozapatistes de New York.⁶⁴

L'issue du conflit engagé par le MJB révèle l'évolution du processus de gentrification dans le contexte de la globalisation financière. Victime de la crise des *subprimes*, Dawney-Day Group peine désormais à défendre ses propriétés dès lors qu'elles sont divisées en une « myriade d'investisseurs de troisième niveau » en banqueroute.⁶⁵ Les locataires, eux, se trouvent en situation d'attente ; ils espèrent accéder à la propriété ou qu'un bailleur social récupère le quartier, ce qui n'est pas exclu des négociations avec le gouvernement de la ville.

Cet exemple montre que l'image du pionnier isolé qui réhabilite son appartement est aussi erronée que celle de l'immigré « cloué au ghetto ». Les immigrés mexicains s'inscrivent dans des réseaux internationaux et les promoteurs de la gentrification oeuvrent dans la City de Londres ! En effet, d'après R. Atkinson et G. Bridge, la gentrification se présente désormais comme un « nouveau colonialisme urbain »⁶⁶ qui unit le destin des communautés locales aux besoins d'accumulation des capitaux transnationaux. Selon E. Clark :

« La gentrification est une forme de colonialisme à l'échelle du quartier dès lors que les structures et les mécanismes qu'elle implique dépassent ses frontières, le reliant aux investissements directs de l'étranger et aux politiques de la *global city* ». ⁶⁷

Finalement, en dehors du cadre proprement académique, il faut souligner que les sociétés latino-américaines commencent à se saisir du terme. Nous avons évoqué le chemin emprunté par la notion de gentrification dans les réseaux zapatistes transfrontaliers et nous pouvons multiplier les exemples de cette circulation par le bas : le projet de créer un musée virtuel des déplacés, *Museo de los desplazados*, s'efforce à présent de rassembler des cas de gentrification dans plusieurs villes espagnoles et latino-américaines ; du quartier Italia à Santiago du Chili à celui de San Miguel à Buenos Aires, les militants locaux mobilisent la notion pour dénoncer l'expulsion des plus pauvres ; de la même façon, l'atelier *Gentrificação: colonização urbana e instrumentalização da cultura* s'efforce de mettre en évidence le phénomène à Brasilia ; à São Paulo, le projet Luz Nova, qui prétend reconquérir un quartier central connu comme *Cracolândia* (en référence à la consommation de crack), inquiète les militants.⁶⁸ Dans cette même ville, H. Rivière d'Arc fait état de l'appropriation de la notion par le mouvement des Sans-Abri (*Sem-Têto*).⁶⁹ En somme, partout où elle s'intègre au langage commun, la notion de gentrification sert à dénoncer une interconnexion croissante entre le local et le global qui ne va pas de soi, qui est le résultat des choix politiques adoptés par les élites urbaines. Ceci entraîne une série d'interrogations qui ne relèvent plus *stricto sensu* de la gentrification mais bien de l'aménagement urbain et des enjeux de sa démocratisation.

⁶⁴ Angeles MARISCAL et Hermann BELLINGHAUSEN, « En 2006 lo único que se eligirá es quién nos meterá a la cárcel, quién nos robará: Marcos », 6 janvier 2006 ; H. BELLINGHAUSEN, « Descalifica Marcos a los gobernantes criminales como el mandatario poblano », 16 février 2006 ; Elio ENRÍQUEZ et H. BELLINGHAUSEN, « Inicia este martes el traslado de los integrantes de La Otra Campaña al DF », 27 mars 2007, *La Jornada*.

⁶⁵ Marianne MAECKELBERGH, « Mobilizing to stay put: Housing struggles in New York City », *International Journal of Urban and Regional Research*, 36-4, 2012, p. 655-673.

⁶⁶ Rowland ATKINSON et Gary BRIDGE (éd.), *Gentrification in a Global Context...*, *op. cit.*

⁶⁷ E. CLARK, « The order and simplicity of gentrification »..., *op. cit.*, p. 261.

⁶⁸ Les exemples cités sont tirés de <http://lefthandrotation.com/museodesplazados>.

⁶⁹ Hélène RIVIÈRE D'ARC, « Le retour et la circulation des énoncés hygiénistes comme médiateurs du projet urbain : de São Paulo à d'autres métropoles », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, 2010.

L'AMÉNAGEMENT PARTICIPATIF EN QUESTION

La question de la participation des habitants à l'aménagement du territoire n'a pas cessé d'acquiescer de l'importance depuis les années soixante et se présente désormais comme une composante essentielle des démocraties libérales. Cependant, l'usage parfois abusif de l'adjectif "participatif" et l'ambiguïté de la notion de participation imposent une certaine prudence. Au-delà des expériences concrètes qui la soutiennent, il est généralement admis qu'il s'agit d'une notion propice aux formulations rhétoriques, à l'instrumentalisation politique et à des confrontations idéologiques sans issue. En effet, la question de savoir s'il s'agit d'un terme à la mode, d'un *buzzword* comme disent ses critiques,⁷⁰ ou d'une véritable transformation des modalités d'exercice du pouvoir n'a pas encore été tranchée. Il est en revanche acquis que la participation relève de plusieurs niveaux d'intensité qui varient selon le degré d'implication, de pluralité et d'autonomie des acteurs engagés.

Ce dernier chapitre de cadrage théorique aborde l'évolution du paradigme participatif qui guide actuellement le processus de patrimonialisation dans l'ensemble des sites classés par l'UNESCO. Le Centre Historique de Mexico n'échappant pas à cette dynamique, d'où l'importance de réunir ici les éléments d'analyse.

1. Les degrés de la participation

L'analyse des dispositifs d'aménagement participatif s'articule autour des conceptions graduelles ou relationnelles de la participation. Suivant l'échelle d'évaluation initialement proposée par S. Arnstein, on distingue quatre niveaux de participation: 1) l'information, qui représente le niveau minimal d'implication des habitants, 2) la consultation, 3) la concertation et 4) la codécision, qui représente le niveau le plus satisfaisant de participation.⁷¹

D'après L. Blondiaux, cette conception rencontre pourtant des limites, à commencer par le fait « qu'elle n'a pas fait l'objet d'un travail de conceptualisation politique véritable, qui permettrait de dégager clairement les critères d'une bonne concertation ou d'une véritable codécision ». ⁷² C'est précisément le mérite des penseurs de *l'après-développement* que de s'être explicitement attachés à la dimension éthique de la notion. Ainsi, suivant une approche relationnelle de la participation, le philosophe M. Rahnema propose une batterie de questions pour l'évaluation d'exercices concrets : qui génère les objectifs de l'exercice ? À quels intérêts répondent ces objectifs ? Quelle est la relation du groupe avec les centres de pouvoir concernés par les décisions et les actions éventuellement adoptées à l'issue de l'exercice ?

⁷⁰ Pablo Alejandro LEAL, « Participation : the ascendancy of a buzzword in the neo-liberal era », *Development in Practice*, 17-4, 2007, p. 539-548.

⁷¹ Sherry ARNSTEIN, « A ladder of citizen participation », *Journal of the American Institute of Planners*, 35-4, 1969, p. 216-224.

⁷² Loïc BLONDIAUX, « L'idée de démocratie participative : enjeux, impensés et questions récurrentes », in Marie-Hélène BACQUÉ, Henri REY et Yves SINTOMER (éd.), *Gestion de proximité et démocratie participative : une perspective comparative*, Paris, La Découverte, 2005, p. 126.

Pour M. Rahnema, la participation est avant tout une pratique pédagogique émancipatrice. Élément central de l'éducation populaire freirienne,⁷³ elle implique une restitution de la parole et du savoir aux populations opprimées afin qu'elles puissent prendre part à la transformation de la société ou, en l'occurrence, de la ville.

Tableau 3. Approche dichotomique de la participation

La participation est...	
<i>transitive</i> : quand il existe des objectifs précis	<i>intransitive</i> : quand il n'y a pas d'objectifs spécifiques
<i>morale</i> : en fonction des objectifs annoncés	<i>amoral (immorale)</i> : l'implication des gens ne garantit pas un exercice éthiquement acceptable
<i>libre</i> : quand elle répond aux aspirations et aux intérêts des participants	<i>forcée</i> : quand elle ne représente pas d'intérêt pour les participants ; conditionnement de la participation
<i>spontanée</i> : quand les participants décident les formes de l'exercice et les actions résultantes de façon autonome	<i>manipulée</i> : quand les participants sont induits à entreprendre des actions inspirées ou dirigées par des centres de pouvoir sur lesquels ils n'ont aucun contrôle

Synthèse élaborée à partir de M. Rahnema (1992)

Cependant, cette définition peut à son tour être contestée sur trois aspects. D'abord, elle se heurte à la complexité des expériences qui se produisent à l'interface entre, par exemple, les habitants d'une métropole, les groupes entrepreneuriaux et les instances gouvernementales : à trop insister sur les risques d'instrumentalisation et sur la dominance d'intérêts externes à une communauté, cette approche écarte toute une gamme d'interactions entre les agents de l'État et la société. Ensuite, nous pouvons affirmer avec J. Scott que toute forme de domination se traduit par des formes de résistance subtiles (gestes, rumeurs) et parfois explicites (subcultures autonomes et contestataires).⁷⁴ En effet, même lorsqu'un exercice de participation est ligoté par des intérêts externes ou supérieurs, les participants sont capables de détourner l'exercice (ouvertement ou en silence). Enfin, cette approche dichotomique est limitée en ce qu'elle ne reconnaît pas la dimension progressive la participation, qui peut aussi être conçue comme un processus d'apprentissage forcément imparfait, permettant à terme l'éclosion d'une société capable d'avoir une incidence grandissante sur les affaires de la cité.

Des définitions plus récentes offrent une synthèse des propositions précédentes, intégrant le niveau d'implication des participants et leur degré d'autonomie par rapport aux pouvoirs constitués. Pour A. Fung et E. Wright, la gouvernance démocratique qu'il s'agit de construire doit privilégier le consensus au suffrage majoritaire. L'enjeu consiste en la formation de contre-pouvoirs « capables d'affaiblir, voire de neutraliser, le pouvoir et les prérogatives politiques des acteurs sociaux normalement dominants ».⁷⁵ Autrement dit, suivant ce schéma d'interprétation, l'État constitue un agent régulateur capable de faire interagir les différents groupes d'intérêts ou, au contraire, de favoriser des situations de domination.

⁷³ Pour le brésilien Paulo Freire, l'éducation populaire est un projet de subjectivation que l'on peut résumer en une formule : « exister humainement c'est dire le monde et le transformer ». Son approche de la pédagogie, largement répandue en Amérique latine, permet au maître et à l'apprenti de comprendre le monde, de s'y inclure, *dans* et *par* une capacité à le transformer. Or cette capacité est partiellement confisquée lorsque la parole est déléguée aux « savants », d'où la nécessité de subvertir les rapports hiérarchiques dans l'enseignement.

⁷⁴ James SCOTT, *Los dominados y el arte de la resistencia* (1990), México, Era, 2000.

⁷⁵ Archon FUNG et Erik Olin WRIGHT, « Le contre-pouvoir dans la démocratie participative et délibérative », in Marie-Hélène BACQUÉ, Henri REY et Yves SINTOMER (éd.), *Gestion de proximité et démocratie participative : une perspective comparative*, Paris, La Découverte, 2005, p. 50.

Tableau 4. Quatre régimes de gouvernance

		Degré de contre-pouvoir	
		Faible	Fort
Institutions de gouvernance	Gestion hiérarchique	1) Mainmise sur les sous-systèmes de gouvernement	2) Pluralisme agonistique
	Délibération participative	3) Cooptation et simulation de la participation	4) Diffusion du pouvoir et gouvernance participative

Dans Fung et E. Wright (2005)

- 1) Dans le premier cas de figure, le régime n'autorise pas la mobilisation des groupes subalternes, c'est-à-dire la consolidation de contre-pouvoirs ou, dans le cas des opérations d'aménagement, la formulation de contre-expertises citoyennes. Cette situation, qu'I. Young qualifierait d'oppression plutôt que de domination,⁷⁶ engendre non seulement l'insatisfaction de larges secteurs de la société mais favorise l'accaparement de l'État par des groupes ayant des intérêts particuliers.
- 2) En l'absence d'institutions de gouvernance ouvertes au débat public, la formation de contre-pouvoirs solides peut atteindre des degrés excessifs de conflictualité, créant une moindre disposition à la coopération entre les acteurs. Il s'agit alors d'un régime de gouvernance caractérisé par un « pluralisme agonistique »,⁷⁷ colporté par exemple par le militantisme ouvrier du XX^e siècle ou par le mouvement pour les droits civiques des populations afro-descendantes aux États-Unis.
- 3) Un troisième cas se présente lorsque sont mis en place des mécanismes de dialogue dans des sociétés dépolitisées, incapables de fournir des contre-expertises. Les effets de la participation sont parfois lamentables puisque celle-ci aboutit dans « une réduction des compétences de l'État » et « une dérégulation qui favorise la cooptation et la neutralisation des forces oppositionnelles par le biais d'un simulacre de participation délibérative ».⁷⁸ On rejoint ici les penseurs de *l'après développement* qui observent une correspondance entre la généralisation du paradigme participatif et la pénétration du modèle néolibéral dans les pays du Sud. En outre, M. Rahnema regrette que la notion de participation soit devenue un « slogan » pour lever des fonds auprès des institutions internationales.⁷⁹ De son côté, P. Leal identifie trois moments sémantiques préalables à l'incorporation de la notion participation dans le langage des promoteurs du *statu quo* : sa modification, sa satanisation et sa dépolitisation. Pour cause, « l'incorporation, plutôt que l'exclusion, constitue le meilleur moyen de contrôle ».⁸⁰

⁷⁶ Iris Marion YOUNG, *Justice and the Politics of Difference*, Princeton University Press, 1990.

⁷⁷ Le pluralisme agonistique est défini par l'existence de groupes d'intérêts rivaux : « Quand la prise de décision est agonistique, les groupes d'intérêt cherchent à maximiser leurs avantages en obtenant du gouvernement des décisions importantes en leur faveur, et ce à travers un processus de pression-négociation plutôt qu'à travers l'application de règles juridiques et administratives » A. FUNG et E.O. WRIGHT, « Le contre-pouvoir dans la démocratie participative »..., *op. cit.*, p. 52.

⁷⁸ *Ibid.*, p. 56.

⁷⁹ Majid RAHNEMA, « Participation », in Victoria BAWTREE et Majid RAHNEMA (éd.), *The Development Dictionary : A Guide to Knowledge as Power*, New York, Zed Books, 2007, p. 120.

⁸⁰ P.A. LEAL, « Participation : the ascendancy of a buzzword »..., *op. cit.*, p. 543.

- 4) S'il existe finalement un régime de gouvernance souhaitable, il s'agit du quatrième cas de figure, dans lequel les différentes formes de délibération participative s'appuient sur l'existence de contre-pouvoirs forts et prêts à coopérer. Dans un tel scénario, les acteurs agonistiques habitués au rapport de force –par exemple les grandes organisations environnementalistes– sont amenés à s'éclipser pour permettre une meilleure concertation des projets d'aménagement ou pour faciliter la résolution de conflits localisés.

Ce dernier point se réfère à deux principes généraux qui sont implicitement accordés à la notion de participation : l'ouverture des systèmes décisionnels et l'importance de l'échelle locale. En deux mots, la participation est indissociable des enjeux de la *démocratie locale* telle qu'elle est définie par B. Jouve :

« La démocratie locale, fondée sur le principe de la participation et non plus uniquement de la représentation politique, est supposée développer un sentiment d'appartenance à une communauté, l'engagement, la générosité, le sens de la moralité, l'intérêt pour les affaires publiques, le dépassement des intérêts individuels, etc., autant de vertus et de "compétences civiques" qui distinguent la démocratie représentative de la démocratie participative. »⁸¹

Finalement, on peut dire que l'essor de la notion de participation va de pair avec la crise de la démocratie représentative qui secoue les démocraties libérales : si les gouvernements sont constitués par des élus du peuple, pourquoi hésiter à leur déléguer les choix en matière d'aménagement ? Étant donné que les élus ne possèdent pas de compétences dans les domaines de la planification et qu'ils doivent souvent faire confiance à des experts inconnus du peuple –qui finissent par avoir un poids décisionnel prépondérant– ne faudrait-il pas élire aussi les experts ? Au fond, quelle expertise pour quelle démocratie ?

2. Vers un urbanisme collaboratif

Malgré la diversité des luttes engagées à partir de la seconde moitié du XX^e siècle, il est étonnant de constater avec M. Castells la montée en puissance des mouvements spécifiquement urbains,⁸² comme si le phénomène urbain portait le germe d'un certain mode de contestation du pouvoir et, en effet, l'embryon d'un nouveau régime de gouvernance urbaine. B. Jouve va même plus loin lorsqu'il affirme que la participation est une dimension inhérente au processus de métropolisation.⁸³ Voyons cette affirmation à la lumière d'une récente synthèse sur l'évolution du paradigme participatif, dans laquelle M.-H. Bacqué et M. Gauthier proposent six facteurs permettant d'appréhender le passage d'un « urbanisme rationnel » à des « approches collaboratives » de l'aménagement.⁸⁴

- 1) Le premier facteur identifié par les auteurs concerne la montée en puissance des mouvements urbains. Le mai 68 français révèle l'existence d'un substrat politique constitué de petits collectifs contestataires, porteurs d'une critique sociale, artistique et politique de l'État.⁸⁵ À Mexico, la formation du mouvement urbain-populaire (MUP), abordé en détail dans les parties suivantes, est en ce sens emblématique : la multiplication des

⁸¹ Bernard JOUVE, « La démocratie en métropoles : gouvernance, participation et citoyenneté », *Revue française de science politique*, 55, 2005, p. 317-337.

⁸² Manuel CASTELLS, *La cuestión urbana*, España, Siglo XXI, 1974.

⁸³ B. JOUVE, « La démocratie en métropoles »..., *op. cit.*

⁸⁴ M.-H. BACQUÉ et M. GAUTHIER, « Participation, urbanisme et études urbaines »..., *op. cit.*

⁸⁵ *Ibid.*, p. 42.

occupations de terrains menées par le MUP à partir des années soixante-dix fait preuve de la capacité du mouvement à produire la ville et à questionner les schémas de planification. L'autonomisation du secteur social par rapport au système politique s'exprime aussi sur la scène artistique avec l'apparition d'une génération de muralistes qui prend des distances avec les lieux du pouvoir.⁸⁶

- 2) Dans ce contexte d'ébullition sociale, certains professionnels adoptent des approches dites « réflexives » de la planification, renforçant la capacité des citoyens à élaborer des contre-projets. Ainsi émerge aux États-Unis l'*advocacy planning* qui se propose d'admettre les exigences des communautés et, d'autre part, de refonder les valeurs de l'urbanisme sur un principe de justice sociale.⁸⁷ En France, ce type d'expériences est porté par des militants autogestionnaires avec les Groupes d'Action Municipale à Grenoble ou encore les Ateliers publics de protestation-proposition à Roubaix ou Belleville.⁸⁸ Le rapprochement entre les urbanistes et la société civile n'est pas l'exclusivité des pays du Nord. À Mexico, comme il sera exposé plus loin, la lutte étudiante s'exporte vers les périphéries grâce au concours d'architectes-militants qui soutiennent des projets d'auto-construction.
- 3) La critique adressée aux chantiers autorisés par le régime d'accumulation fordiste gagne du terrain dans l'opinion publique. Pour cause, l'expansion urbaine à outrance, les catastrophes écologiques et les premiers sursauts économiques des années soixante-dix, donnent raison aux détracteurs du projet moderne de domination de la nature. L'émergence du courant postmoderne, propulsé par des marxistes hétérodoxes comme H. Lefebvre, constitue un facteur déterminant dans l'évolution vers l'aménagement participatif. « Suprême illusion : considérer les architectes, urbanistes ou planificateurs comme experts en espace, juges suprêmes de la spatialité » — affirme le philosophe.⁸⁹
- 4) Dans le domaine des sciences sociales, les nouvelles théories de la connaissance vont sérieusement contester l'homogénéité du Savoir et de son monopole aux mains des scientifiques à travers le postulat suivant : *les savoirs* sur la ville sont non seulement des construits historiques attachés à des contextes spécifiques mais ils sont en outre mobilisés différemment, selon les valeurs et les représentations des acteurs sociaux. Le courant communicationnel, en dressant le principe d'horizontalité face aux pouvoirs constitués, va devenir un référent incontournable dans les débats sur la démocratie délibérative.
- 5) Le cinquième facteur identifié par M.-H. Bacqué et M. Gauthier concerne la transformation des modalités de gestion des territoires induite par la métropolisation et donc par la multiplication des échelles d'intervention publique. Ce passage vers une nouvelle « gouvernance urbaine » se caractérise par une diversification des acteurs et une montée en puissance des partenariats public-privé. Les urbanistes sont désormais amenés à travailler « dans des contextes institutionnels de plus en plus fragmentés, pour des publics diversifiés dont les identités ou intérêts spécifiques tendent à s'affirmer », les obligeant à « élargir leurs compétences professionnelles en matières de facilitation, négociation et communication ».⁹⁰

⁸⁶ Daniel MANRIQUE, *Tepito Arte Acá*, México DF, Grupo Cultural Ente, 1998.

⁸⁷ M.-H. BACQUÉ et M. GAUTHIER, « Participation, urbanisme et études urbaines »..., *op. cit.*, p. 44.

⁸⁸ Philippe VERDIER, *Le projet urbain participatif. Apprendre à faire la ville avec ses habitants*, Paris, Adels, 2009, p. 84.

⁸⁹ H. LEFEBVRE, *La production de l'espace*..., *op. cit.*, p. 113.

⁹⁰ M.-H. BACQUÉ et M. GAUTHIER, « Participation, urbanisme et études urbaines »..., *op. cit.*, p. 45-46.

Encadré 2. L'aménagement participatif dans trois pays occidentaux

En France, la poussée "idéaliste" post-68 favorise l'intégration formelle de la participation dans les opérations d'aménagement urbain dès 1977, avec les programmes Habitat et Vie Sociale (HVS). Plus tard, les socialistes reprennent les valeurs et les acteurs de la gauche autogestionnaire en plaçant Hubert Dubedout, ancien maire de Grenoble, à la tête d'une commission chargée du Développement Social des Quartiers (DSQ). Tandis que la profession d'urbaniste évolue, le cadre législatif tarde à réagir : si les lois de décentralisation promues au début de l'ère Mitterrand ont ramené certaines décisions à l'échelle municipale, il faut cependant attendre la *Loi d'orientation pour la ville* de 1991 pour que soit « posé en principe la nécessité d'une concertation préalable pour toute opération de politique de la ville ».⁹¹ La rhétorique de la participation citoyenne imprègne l'ensemble des textes législatifs sans avoir de réelles implications sur les systèmes décisionnels, à l'exception de trois lois adoptées dans le cadre de la cohabitation : 1) la *Loi pour l'aménagement du territoire et le développement durable* de 1999, qui introduit les conseils de développement dans les pays et les agglomérations ; 2) la *Loi pour la solidarité et le renouvellement urbain* de 2000, qui rend obligatoire la concertation avant l'élaboration des Plans Locaux d'Urbanisme ; 3) enfin, la *Loi sur la démocratie de proximité* de 2002, qui impose des conseils de quartiers aux villes dépassant le seuil de 80 000 habitants.

En Grande Bretagne, l'intégration de la participation dans les textes législatifs s'opère sous l'égide de Margaret Thatcher, avec l'adoption du *Housing Act* en 1980. Contrairement à ce qui se passe en France, les Britanniques vont dans le sens d'une privatisation du logement social, attribuant au secteur entrepreneurial un rôle décisif dans l'aménagement urbain, notamment à travers les *Urban Development Corporations* prescrites aux grandes villes depuis 1979. La "participation" du secteur privé concerne l'ensemble des programmes envisagés par les conservateurs, notamment le *City Challenge* et le *Single Regeneration Budget*, maintenu par les travaillistes jusqu'en 2000.⁹² Malgré l'alternance politique, donc, la conception néolibérale de la participation, qui privilégie l'efficacité économique au débat public, va également caractériser les deux grands programmes de Tony Blair : le *New Deal for Communities* et la *National Strategy for Neighborhood Renewal*, qui réaffirment toutefois le rôle de l'État central dans la politique urbaine. Enfin, on assiste à l'émergence d'une catégorie d'acteurs que J. Diamond appelle les *managers* de la "revitalisation" : une « nouvelle autorité décisionnelle détenue par des professionnels ».⁹³

Aux États-Unis, la Nouvelle Gauche revigorée par le mouvement des droits civiques se focalise sur l'élaboration de programmes adressés aux communautés défavorisées des centres urbains, tels que l'*Economic Opportunity Act* de 1964, le *Model Cities Program* de 1966 et l'*Urban Renewal Project* de 1968. La participation est alors conçue comme un processus d'habilitation (*empowerment*) des minorités, dans le but d'encourager leur intégration pacifique au système politique. D'après B. Jouve, il s'agit « de favoriser l'engagement civique au sein des quartiers défavorisés et de permettre l'émergence, grâce au processus d'apprentissage et de socialisation politiques rendus possibles par la participation, d'une élite politique issue des groupes défavorisés, tout en contrôlant le processus de sélection pour éviter que cette élite n'adopte des positions jugées trop radicales ».⁹⁴ En 1994, après deux décennies de relative absence de l'État fédéral dans la politique urbaine –à l'exception du contesté HOPE VI de R. Reagan qui a consisté en des démolitions généralisées de grands ensembles–, l'administration de Bill Clinton établit des *Empowerment Zones*. Celles-ci renouent avec le programme urbain de la Nouvelle Gauche jusqu'à l'arrivée de Georges Bush qui limite les ressources allouées aux villes perdantes dans un mouvement qualifié de *roll-back* de l'État.

⁹¹ L. BLONDIAUX, « L'idée de démocratie participative »..., *op. cit.*, p. 120.

⁹² Vicent BEAL et Max ROUSSEAU, « Néolibéraliser la ville fordiste. Politiques urbaines post-keynésienne et re-développement économique au Royaume-Uni : une approche comparative. », *Métropoles*, 4, 2008.

⁹³ J. DIAMOND, « Revitalisation urbaine et participation communautaire »..., *op. cit.*, p. 103.

⁹⁴ B. JOUVE, « La démocratie en métropoles »..., *op. cit.*, p. 325.

- 6) Finalement, la généralisation du paradigme du développement durable vient offrir « une opportunité de renouvellement des pratiques participatives en matière d'urbanisme, en ce sens que le concept de durabilité pourrait devenir un cadre permettant de dépasser les intérêts particuliers, pour adopter une perspective inclusive et globale ».⁹⁵

Si l'évolution du paradigme participatif est comparable d'un pays à l'autre, une différence fondamentale persiste : tandis que le Mexique s'est longtemps caractérisé par un régime de gouvernance hiérarchique et par un niveau assez faible de contre-pouvoirs, comme il sera détaillé dans la partie suivante, les pays occidentaux ont connu une alternance politique qui a favorisé l'existence de contre-pouvoirs efficaces. Pour reprendre la distinction opérée en 1949 par Thomas Marshall entre participation civile, politique et sociale,⁹⁶ on peut dire que les juntas militaires et les partis uniques d'Amérique latine n'ont autorisé qu'une participation sociale dépolitisée, tandis que dans les démocraties occidentales l'adoption de nouveaux mécanismes d'aménagement participatif s'est produite sous l'effet d'une participation politique importante, notamment par l'intermédiaire des partis socialistes et démocrates (encadré 2).

Décentralisation et nouvelles échelles du pouvoir

La dévolution de compétences politiques aux gouvernements locaux et l'augmentation de la concurrence interurbaine constituent les dénominateurs communs du processus de métropolisation. Pour certains auteurs, cette concurrence s'inscrit dans une dynamique aussi ancienne que le capitalisme. La thèse du « retour des villes européennes »,⁹⁷ par exemple, met l'accent sur la capacité historique des acteurs locaux à prendre en main la production des politiques urbaines dans des contextes aussi contrastés que la France et le Royaume-Uni. Dans cette veine, G. Pinson suggère que :

« Les lois de décentralisation ont certes procédé à une répartition des compétences entre niveaux de collectivités territoriales mais elles ont laissé inchangé un principe de “compétence générale” en vigueur depuis la fin du XIX^e siècle et qui permet, dans les faits, à chaque niveau d'intervenir dans une très grande variété de secteurs. Les grandes villes ont pu développer leur intervention dans des domaines tels que le développement économique, l'aide sociale, le logement, la culture mais également dans des domaines moins attendus comme les relations internationales, la sécurité ou la construction et l'entretien d'équipements universitaires. »⁹⁸

Pour d'autres, en revanche, la fin du cycle de développement de l'État planificateur n'est qu'illusoire puisque l'État, ayant changé de nature, poursuit désormais la restructuration des espaces les plus compétitifs : il a délaissé l'objectif d'équilibre territorial pour stimuler le déve-

⁹⁵ M.-H. BACQUÉ et M. GAUTHIER, « Participation, urbanisme et études urbaines »..., *op. cit.*, p. 47.

⁹⁶ « La citoyenneté peut se diviser en trois parties. (...) J'appellerai ces trois parties : civile, politique et sociale. L'élément civil est composé par les droits nécessaires à la liberté individuelle –liberté de la personne, liberté d'expression, de pensée et de foi, droit à la propriété, à établir des contrats légaux, droit à la justice– (...). J'entends par l'élément politique le droit de l'individu à participer dans l'exercice du pouvoir politique en tant que membre d'un corps investi d'autorité politique, ou bien au tant qu'électeur du dit corps. (...) J'entends par l'élément social la sphère totale, qui va du droit à une portion minimale de bien-être économique et à la sécurité, jusqu'au droit de partager la totalité de l'héritage social et à vivre comme une personne civilisée selon les normes sociales qui prévalent », Thomas Marshall (1950) cité par David SPENER, « Revisión del conflicto capital-trabajo: hacia una nueva perspectiva del encuentro entre marxismo y ciudadanía », in Sergio TAMAYO (éd.), *Sistemas urbanos: actores sociales y ciudadanías*, UAM-Azcapotzalco, 1998, p. 101.

⁹⁷ Patrick LE GALÈS, *Le retour des villes européennes : sociétés urbaines, mondialisation, gouvernement et gouvernance*, Paris, Presses de Sciences Po, 2011.

⁹⁸ Gilles PINSON, « La gouvernance des villes françaises », *Métropoles*, 7, 2010.

loppement d'une poignée de territoires infranationaux capables de réagir dans un contexte d'ouverture économique. Dans cette perspective, l'État ne s'est pas effacé, il est devenu l'instrument de la restructuration des territoires et des échelles du pouvoir, agissant dans le sens d'un « décentrement des politiques d'accompagnement de l'accumulation ». ⁹⁹ Sur la base de ce postulat –présent dans la thèse de S. Sassen ¹⁰⁰ sur la polarisation interne des villes globales– P. Gervais et F. Dufaux défendent que :

« L'objectif de croissance économique nécessite de définir des territoires de la croissance et de l'investissement dotés d'une gestion spécifique et d'outils exceptionnels. Il implique également et *a contrario* la relégation des problèmes sociaux dans des espaces rendus invisibles, dont il faut s'assurer qu'ils ne débordent pas sur les territoires de la croissance. » ¹⁰¹

D'ailleurs, le problème de la relégation des territoires « inutiles » à la croissance se pose de façon aiguë dans les villes d'Amérique latine, notamment à Mexico et Buenos Aires, qui viennent d'obtenir leur autonomie politique vis-à-vis du pouvoir présidentiel. M.-F. Prévot Schapira fournit à ce sujet un éclairage important :

« Cette autonomie gagnée (Mexique) ou octroyée (Argentine) s'exerce sur l'espace urbain central concentrant des populations à hauts revenus. En l'absence d'instances métropolitaines, elle risque d'enfermer la pensée sur la ville dans l'aire centrale, la plus consolidée, laissant à l'écart les banlieues. Dans les deux cas, on mesure l'ambivalence de ces gouvernements autonomes, tiraillés entre la tentation de jouer leur destin de *global city* en se délestant de leur périphéries et en adhérant à des réseaux de maires et, d'autre part, la tentation d'utiliser la ville comme tremplin pour un destin politique national. » ¹⁰²

Finalement, prise dans le sillage de la décentralisation, la notion de participation risque d'être vidée de son sens. Ne relève-t-elle pas davantage des partenariats entrepreneuriaux que des exercices presque anecdotiques de délibération citoyenne ? Est-il encore possible de formuler des projets de ville qui répondent aux aspirations des habitants ? Existe-t-il des gouvernements locaux capables de valoriser la participation non pas en termes d'efficacité économique et politique mais sur un principe d'ouverture démocratique envers les habitants de la cité ? La systématisation des expériences d'aménagement participatif élaborée par M.-H. Bacqué et M. Gauthier nous oblige à ravalier l'enthousiasme pour envisager la généralisation d'une participation purement formelle, sans contenus ni objectifs émancipateurs. D'après ces auteurs, le *Model Cities* étasunien, le *Neighbourhood Renewal* britannique ou la Revitalisation urbaine intégrée au Québec ont certes amélioré les conditions de vie dans les « quartiers difficiles » mais n'ont jamais modifié les conditions d'oppression des populations concernées :

« Ces programmes ont souvent amené des effets concrets dans l'amélioration de la gestion quotidienne, effets qui restent cependant modestes et s'accompagnent, dans un contexte néolibéral, d'un discours de responsabilisation faisant reposer sur les individus la responsabilité des difficultés sans leur donner les moyens d'agir sur les grands processus et choix politiques qui en sont à l'origine. La participation y reste enfermée dans la proximité et les questions de justice sociale sont rarement posées. L'insistance sur le rôle de la communauté repose souvent sur une occultation des conflits et ce sont avant tout les parties prenantes (*stakeholders*) qui sont appelées à participer. La dépolitisation des enjeux sociaux et urbains

⁹⁹ V. BEAL et M. ROUSSEAU, « Néolibéraliser la ville fordiste »..., *op. cit.*

¹⁰⁰ Saskia SASSEN, *The Global City : New York, London, Tokio*, Princeton University Press, 1991.

¹⁰¹ P. GERVAIS-LAMBONY et F. DUFAUX, « Justice... spatiale ! »..., *op. cit.*, p. 13.

¹⁰² M.-F. PRÉVOT SCHAPIRA, « Villes et territoires en Amérique Latine »..., *op. cit.*, p. 30.

au nom de l'*empowerment*, souvent résumé à sa dimension individuelle et économique, est soulignée par plusieurs travaux. »¹⁰³

Ainsi, malgré ses limites, la participation s'est imposée comme un paradigme de l'action publique. Loin de stimuler la participation des groupes autonomisés de l'État, il s'agit vraisemblablement de mobiliser les secteurs les plus vulnérables et les plus dépendants de l'État-providence en voie de néolibéralisation. Désormais, elle figure comme une exigence en matière de coopération internationale, condition préalable aux crédits des institutions financières mondiales. Elle est aussi devenue un mot d'ordre des nouveaux schémas de conservation des sites classés à la *Liste du patrimoine mondial de l'humanité*.

Participation et patrimoine : refaire le lien

Depuis quelques années, le Comité du Patrimoine Mondial exige à chaque ville –et non pas aux États parties– l'adoption d'un plan de gestion destiné à orienter les politiques publiques et à assurer la durabilité des biens inscrits à la liste de l'UNESCO. Depuis le 17 août 2011, malgré les difficultés rencontrées par les gouvernements locaux –qui n'ont pas tous encore adopté un tel plan–¹⁰⁴ la Ville de Mexico se présente comme un cas exemplaire. Dans la dernière partie de cette thèse, nous aurons l'occasion d'analyser les modalités concrètes d'application des grandes lignes directrices de l'UNESCO. Pour l'instant, il convient d'annoter que la dimension participative du processus de patrimonialisation apparaît désormais comme une des principales injonctions de l'organisme international.

Cette nouvelle injonction part du principe selon lequel, pour qu'il y ait une appropriation sociale effective du patrimoine, les "preneurs de décision" doivent apprendre à intégrer le regard que les usagers portent sur la ville. L'apparente ouverture du processus de patrimonialisation s'inscrit dans la continuité du débat sur le patrimoine immatériel et, plus largement, dans la remise en cause de l'urbanisme rationnel qui postule la supériorité du savoir spécialisé. En effet, le patrimoine se retrouve au cœur du débat sur l'urbanisme collaboratif dès lors qu'il implique un savoir spécialisé (histoire, architecture, urbanisme) et des savoirs profanes que les habitants possèdent grâce à leurs propres expériences et aux rapports affectifs qu'ils nouent avec leur environnement. Toute la difficulté réside alors dans la mise en connivence entre ces différentes formes de savoirs, comme l'explique une équipe de chercheurs parisiens :

« Quand les habitants d'un quartier parisien proposent une sélection de bâtiments à préserver, leur classement s'avère très différent de celui de la commission du vieux Paris qui réunit des architectes et historiens de la ville. Les habitants mettent en avant des marqueurs identitaires et des pratiques ; les professionnels et les universitaires l'ancienneté et la qualité du bâti au regard d'un corpus de connaissances architecturales. S'affrontent alors non seulement deux types de savoir, mais aussi deux ordres de grandeur. »¹⁰⁵

Malgré les difficultés recensées, il est désormais question d'inclure l'ensemble de la société, non seulement en vue d'une démocratisation de la culture mais également dans une perspective d'efficacité dans la gestion des biens culturels. Le constat est clair : l'exclusion des profanes produit la profanation du patrimoine ! De l'avis des spécialistes, paradoxalement, il serait donc temps de revenir sur les modalités d'identification de ce qui constitue un patrimoine commun, comme l'affirme un ancien consultant de l'UNESCO :

¹⁰³ M.-H. BACQUÉ et M. GAUTHIER, « Participation, urbanisme et études urbaines »..., *op. cit.*, p. 53.

¹⁰⁴ OVP, *Villes historiques en développement : des clés pour comprendre et agir*, UNESCO, 2012, p. 67.

¹⁰⁵ G. BUSQUET, C. CARRIOU, A. FLAMAND et H. NEZ, « La démocratie participative à Paris »..., *op. cit.*, p. 58.

« L'exclusivité qui caractérise la plupart des lectures académiques sur la valorisation des attributs matériels des biens culturels, a longtemps empêché de porter un regard intégral sur les espaces inscrits dans la Liste du patrimoine mondial. »¹⁰⁶

En ce sens, la nouvelle *Recommandation concernant le paysage urbain historique* (2011) préconise le développement de nouveaux outils de gestion capables d'intégrer la vision des citoyens dans le processus de patrimonialisation :

« Les outils de participation civique devraient impliquer différents groupes représentatifs des parties prenantes et leur permettre d'identifier les valeurs essentielles dans leur territoire urbain, de formuler une vision qui en reflète la diversité, de fixer des objectifs, et de se mettre d'accord sur des actions pour sauvegarder leur patrimoine et promouvoir le développement durable. De tels outils, qui font partie intégrante de la dynamique de gouvernance urbaine, devraient favoriser le dialogue interculturel en prenant en compte l'histoire des communautés, leurs traditions, leurs valeurs, leurs besoins et leurs aspirations, et en facilitant la médiation et la négociation entre des groupes aux intérêts divergents. »¹⁰⁷

Cette nouvelle « génération de politiques publiques » que l'UNESCO appelle de ses propres vœux s'appuie notamment sur une série d'expériences pilotes menées conjointement par le Centre du Patrimoine Mondial et six gouvernements locaux latino-américains : la Ville de Panama, Carthagène (Colombie), Coro (Venezuela), Machu Picchu (Pérou), Oaxaca et El Tajín (Mexique). Les Ateliers de Planification pour la Conservation des Biens Patrimoniaux conduits dans le Centre Historique de Mexico, abordés dans la dernière partie de cette thèse, s'ajoutent désormais à cette liste et promettent d'innover dans certains aspects méthodologiques.

¹⁰⁶ Ciro CARABALLO PERICHI, « El patrimonio cultural y los nuevos criterios de intervención. La participación de los actores sociales », *Palapa*, 3-1, 2008, p. 41-49.

¹⁰⁷ UNESCO, *Résolution 36 C/15...*, *op. cit.*, p. 60.

Pour une géographie politique de la gentrification en centre ancien

Cette première partie nous invite finalement à développer un projet de thèse qui soit capable d'intégrer les différentes composantes de la centralité urbaine tout en montrant la singularité du processus de gentrification qui se déploie à Mexico. À notre sens, l'évolution permanente des cadres sociétaux se traduit par la nécessité de dépasser les querelles conceptuelles pour envisager de nouveaux programmes de recherche axés sur les aspects politiques et géographiques du phénomène. Autrement dit, le projet d'élaborer un savoir nomothétique sur la gentrification, que ce soit sur des bases néoclassiques ou néo-marxistes, doit céder la place à des approches plus fines des systèmes d'acteurs et des territoires.

Car les modèles les plus répandus, même ceux qui se prétendent idéologiquement neutres, se heurtent aux particularismes locaux, comme le souligne K. Shaw : « le modèle des étapes de la gentrification ne doit pas nous induire à penser que tous les espaces en voie de gentrification vont aboutir à un même stade final ».¹⁰⁸ De son côté, la thèse de la société post-industrielle s'avère incapable d'envisager le phénomène dans les pays où se sont précisément déplacés les emplois industriels. En ce sens, les recherches actuelles montrent que la gentrification s'opère de façon spécifique dans les métropoles asiatiques¹⁰⁹ et qu'elle prend des allures parfois dramatiques dans les anciennes villes du bloc communiste, avec tous les problèmes induits par le « réajustement » de la propriété sociale et le passage à l'économie de marché, aussi bien à Moscou, à Prague qu'à Berlin.¹¹⁰

En France, nous l'avons souligné, le concept a eu du mal à s'imposer. À la suite d'E. Préteceille, on a argumenté que la bourgeoisie n'avait jamais abandonné les centres anciens et qu'il était en effet peu pertinent de transposer le concept.¹¹¹ Cependant, loin de Paris, de nouvelles pistes de recherche interrogent l'avenir des « villes perdantes » telles que Roubaix, Saint-Etienne ou Le Havre : « un ensemble de villes que les groupes sociaux les plus aisés, généralement blancs, ont fui pour leur périphérie au moment de la crise du fordisme ».¹¹²

¹⁰⁸ Kate SHAW, « Local limits to gentrification : implications for a new urban policy », in *Gentrification in a Global Context : The New Urban Colonialism*, New York, Routledge, 2005, p. 172.

¹⁰⁹ Patrick GUBRY et Lê Hồ Phong LINH, « Niveau de vie et déplacements dans les métropoles vietnamiennes : Hô Chi Minh ville et Hanoi », *Tiers-Monde*, 201-1, 2010, p. 107 ; Jun WANG et Stephen Siu Yu LAU, « Gentrification and Shanghai's new middle-class. Another reflection on the cultural consumption thesis », *Cities*, 26-2, 2009, p. 57-66 ; Stephen Wei-Hsin WANG, « Commercial gentrification and entrepreneurial governance in Shanghai. A case study of Taikang Road creative cluster », *Urban Policy and Research*, 29-4, 2011, p. 363-380 ; Asher GHERTNER, « Gentrifying the state, gentrifying participation: elite governance programs in Delhi », *International Journal of Urban and Regional Research*, 35-3, 2011, p. 504-532.

¹¹⁰ Olga TROUCHTENKO, « Les bénéficiaires de la réhabilitation du centre historique de Moscou », *Sociétés contemporaines*, 11-12-3-4, 1992, p. 227-238 ; Philippe HAERINGER, « Du saisissement de Moscou à la rage de Shanghai. Deux sorties contrastées de l'ordre urbain communiste », *Diogenes*, 194-2, 2001, p. 87 ; Luděk SÝKORA, « Gentrification in post-communist cities », in *Gentrification in a Global Context : The New Urban Colonialism*, New York, Routledge, 2005, p. 90-105 ; Andrej HOLM, « Urban renewal and the end of social housing. The roll out of neoliberalism in East Berlin's Prenzlauer Berg », *Social Justice*, 33-3 (105), 2006, p. 114-128.

¹¹¹ Edmond PRÉTECEILLE et Yankel FIJALKOW, « Introduction. Gentrification : discours et politiques urbaines (France, Royaume-Uni, Canada) », *Sociétés contemporaines*, 3, 2006, p. 5-13. D'après les auteurs, « il paraît difficile de transposer l'idée d'une nouvelle valorisation des quartiers centraux dans beaucoup de villes européennes où les classes supérieures et moyennes supérieures y ont continuellement trouvé leur résidence et leurs pratiques culturelles privilégiées ».

¹¹² M. ROUSSEAU, « Gouverner la gentrification »..., *op. cit.*

En Amérique latine, la recherche urbaine s'est longtemps focalisée sur les problèmes associés à la paupérisation des centres historiques. Étant donné que l'exode des classes moyennes vers les périphéries se poursuivait, leur retour vers les centres "décadents" était aussi improbable qu'inintéressant. Cependant, la "prise de conscience patrimoniale" et la mise au point d'une batterie d'actions publiques destinées à "revitaliser" ces espaces, ont fini par inverser la tendance au dépeuplement.

Bien que la croissance démographique reflète des mouvements divers, la question de la gentrification se pose aujourd'hui avec plus d'acuité que jamais : au nom de la croissance et d'une supposée capacité à "régénérer" le corps social des nations marquées par le multiculturalisme et la ségrégation, ces territoires font l'objet d'une pression économique renouvelée, rarement abordée d'un point de vue critique par les "gourous de la revitalisation" qui pilotent d'important programmes de recherche.

Des dizaines d'auteurs interrogent pourtant la pertinence du concept de gentrification dans la réalité du sous-continent latino-américain et ils sont de plus en plus nombreux à l'associer aux politiques d'expulsion du commerce informel. À l'instar d'A. Valery et G. Jones, qui se sont intéressés au "nettoyage social" du Centre Historique de Puebla,¹¹³ certains commencent à mobiliser le concept pour analyser les enjeux de l'ambulantage à Mexico¹¹⁴ et dans d'autres villes latino-américaines.¹¹⁵ Cette problématique inhérente aux villes des pays "émergents" vient à nouveau complexifier la notion de gentrification par l'incorporation d'une dimension non résidentielle, un élargissement sémantique qui, de l'avis de P. Melé, risque de perturber la « dimension heuristique » du concept.¹¹⁶

Cela dit, la question du déplacement de l'ambulantage trouve toute sa place dans cette thèse, car elle implique aussi le remplacement des habitants –au sens large du terme– par de nouveaux usagers de l'espace public. En outre, notre recherche interroge la relation existante entre le "nettoyage" des rues et le réinvestissement de l'espace résidentiel par de nouveaux habitants issus des classes supérieures. Comme il sera démontré, ceux-ci exercent de plus en plus de pression pour limiter le phénomène, mobilisant l'argument patrimonial pour légitimer leur vision d'avenir pour le Centre Historique.

En ce sens, la synthèse élaborée autour du concept de participation devrait nous permettre de mieux appréhender la complexité du jeu d'acteurs et les différents niveaux de négociation politique, en essayant de dégager –à la suite d'E. Clark– des situations « où l'on ait négocié ouvertement les conflits inhérents à la gentrification ».¹¹⁷

¹¹³ Ann VARLEY et Gareth JONES, « The reconquest of the historic centre. Urban conservation and gentrification in Puebla, Mexico », *Environment and Planning A*, 31-9, 1999, p. 1547-1566.

¹¹⁴ Caroline STAMM, « Commerce de rue et politiques publiques dans les centres historiques. Expulsion, relocalisation et résistances à Mexico et Lima », *Autrepart*, 45, 2008, p. 91-104 ; Veronica CROSSA, « Resisting the entrepreneurial city. Street vendors' struggle in Mexico City's Historic Center », *International Journal of Urban and Regional Research*, 33-1, 2009, p. 43-63.

¹¹⁵ Kate SWANSON, « Revanchist urbanism heads south. The regulation of indigenous beggars and street vendors in Ecuador », *Antipode*, 39-4, 2007, p. 708-728 ; Michael G. DONOVAN, « Informal cities and the contestation of public space: The Case of Bogotá's street vendors, 1988-2003 », *Urban Studies*, 45-1, 2008, p. 29-51 ; Rosemary BROMLEY et Peter MACKIE, « Displacement and the new spaces for informal trade in the latin american city centre », *Urban Studies*, 46-7, 2009, p. 1485-1506.

¹¹⁶ Patrice MELE, « (Ré) investir les espaces centraux des villes mexicaines », in Catherine BIDOU-ZACHARIASEN (éd.), *Retours en ville : des processus de « gentrification » urbaine aux politiques de « revitalisation » des centres*, Paris, Descartes & Cie, 2003, p. 175-204.

¹¹⁷ E. CLARK, « The order and simplicity of gentrification »..., *op. cit.*, p. 257.

2^{ème} partie
GENÈSE D'UN ESPACE
PATRIMONIAL

CHAPITRE IV

LA NATION DANS LA VILLE



La science sociale a presque horreur de l'événement. Non sans raison : le temps court est la plus capricieuse, la plus trompeuse des durées.

Fernand Braudel, « Histoire et Sciences Sociales :
La longue durée », 1958

Photographie : La Place de la Constitution, en référence à la Constitution de Cadix de 1812, est communément appelée Zócalo. Ce dernier désigne le socle d'un monument à l'Indépendance qui n'a jamais été réalisé. Les autorités du XIX^e siècle ont abandonné ses fondations pendant plusieurs décennies sous le regard des habitants de la capitale qui ont fini par associer le nom de la place centrale à celui du monument incomplet. Sur l'image prise du haut de la Cathédrale de Mexico, on apprécie un rituel quotidien : les soldats du Palais National (à gauche) s'apprêtent à replier le drapeau géant. Se forme alors un rectangle de spectateurs pour permettre l'entrée des militaires.

Introduction

Parmi l'ensemble des capitales du continent américain, Mexico est la seule à pouvoir revendiquer un héritage préhispanique monumental. Contrairement au cas péruvien, où la capitale de l'empire Inca, Cuzco, fut reléguée au deuxième rang de la hiérarchie vice-royale, le siège de l'Empire aztèque a dû accueillir de force et de façon définitive la capitale de la Nouvelle Espagne, baptisée la Très Noble, Insigne et Loyale Ville de Mexico. Qu'est-il advenu de la cité de Tenochtitlán qui en moins de deux cent ans avait réussi à établir son hégémonie sur un territoire œcuménique ? A-t-elle été remplacée par la nouvelle cité coloniale ? Comment distinguer sur un même espace, en l'occurrence le Centre Historique, ce qui relève d'un ordre ancien et ce qui relève d'un ordre colonial puis postcolonial ?

À mesure que l'on s'éloigne du bouleversement historique que constitue la rencontre entre ces deux systèmes culturels complets et indépendants, les pistes qui nous permettent de distinguer les éléments mésoaméricains des éléments ibériques se brouillent et résistent à l'analyse. Ainsi, même en faisant abstraction du métissage culturel, même en se focalisant sur les formes construites, il faut admettre qu'il n'existe pas de réponse univoque et que :

« La ville latino-américaine et son damier constitutif sont une synthèse moderne de quatre grands courants d'influence : l'urbanisme médiéval et les nouvelles fondations en Espagne, les théories de la Renaissance, l'expression d'une volonté rationnelle organisatrice de type impérial romain et, finalement, la rencontre avec l'urbanisme précolombien ».¹

Le constat est particulièrement vrai à Mexico, où le débat sur les origines de la trame urbaine –à savoir si les artères reprennent ou non le tracé de la cité aztèque– reste ouvert. À cela s'ajoute un problème d'ordre symbolique et affectif : étant donné que la plupart des représentations du passé préhispanique ont été élaborées par des générations de savants et d'hommes d'État dans le but d'exalter un certain essentialisme culturel, il s'avère difficile, en tant qu'observateur contemporain traversé par cet ensemble de représentations, de dresser une lecture fidèle du paysage, forcément complexe, du Centre Historique.

Dans un premier temps, nous allons étudier le développement urbain de la cité préhispanique en nous intéressant au processus d'anthropisation du milieu naturel et notamment à la maîtrise des conditions hydrauliques du Bassin de Mexico. Nous verrons que les efforts de gestion du milieu lacustre, qui demeure jusqu'à ce jour un défi, ne sont pas étrangers au succès de l'Empire aztèque. Nous porterons ensuite notre attention sur la rupture de l'ordre urbain préhispanique au moment de la Conquête tout en interrogeant les continuités indiennes dans la ville hispano-américaine. De la même façon, l'étude des projets d'embellissement urbain entrepris avant et après l'Indépendance, nous permettra d'identifier les structures territoriales qui définissent la Ville de México ainsi que les éléments constitutifs de l'identité recherchée par les élites créoles à partir du XVIII^e siècle. Ce détour historique, aussi succinct que nécessaire, nous conduira finalement à une première caractérisation de l'architecture et la physionomie du Centre Historique.

¹ Jean-François LEJEUNE, *Cruauté et utopie. Villes et paysage d'Amérique latine*, Bruxelles, Centre International pour la Ville, l'Architecture et le Paysage, 2003, p. 33.

Carte 4. Le Bassin de Mexico au début du XVI^e siècle



Sources : La hiérarchie des villes est reprise de C. Gibson (1967). Le contour des lacs a été réalisé en cotoyant les courbes de niveau obtenues de l'INEGI (2012) aux reconstructions cartographiques existantes, en particulier celle de L. González Aparicio (1973). Réalisation : J. Díaz

1. L'odyssée urbaine de Huitzilopochtli

Malgré le développement des connaissances sur les caractéristiques de Mexico-Tenochtitlán, il est toujours difficile d'aborder l'organisation politique et territoriale du monde aztèque. « Pénétrer dans la ville préhispanique est en grande partie un leurre » —préviennent l'historien Serge Gruzinski—, dès lors qu'elle « appartient à un autre univers » où la vie urbaine et la notion même de ville diffèrent des conceptions européennes.² Longtemps abandonné par la littérature scientifique, le concept nahuatl d'*altepetl*, qui signifie littéralement « l'eau-la montagne », offre de nouvelles pistes de recherche pour comprendre le fait urbain en Mésoamérique.³

Outre ces quelques emprunts au nahuatl, nous éviterons ici d'aborder les détails du panthéon aztèque. Il faut cependant reconnaître que l'histoire du *huei altepetl* (grand territoire ou Empire) de Mexico-Tenochtitlán est indissociable de la cosmogonie mésoaméricaine et en particulier du rapport entretenu par les Aztèques avec leur divinité tutélaire, le personnage mythique de Huitzilopochtli, colibri-gaucher, guerrier ressuscité, source solaire de vie et de fierté. Plus modestement, il s'agit de retracer l'évolution de la ville préhispanique en mobilisant des travaux d'historiens qui utilisent globalement les mêmes sources : les chroniques laissées par les missionnaires franciscains tels que Fray Juan de Torquemada et Fray Diego Duran, les écrivains de l'élite indienne que l'on retrouve dans le *Codex Ramirez* de 1587, ou encore la *Crónica Mexicana* écrite vers 1598 par le métis Hernando Alvarado Tezozómoc.

Le Bassin de Mexico, carrefour mésoaméricain

L'anthropisation du Bassin de Mexico s'opère depuis plusieurs millénaires. Grâce aux fouilles archéologiques et aux analyses polliniques, on sait maintenant que les habitants de ces contrées se sont appuyés sur la culture du maïs et de l'amarante au moins depuis le II^e millénaire av. J-C, et qu'ils ont très vite développé des cités. Les phases culturelles identifiées par C. Niederberger comprennent des dizaines de sites préurbains, allant du village sédentaire précéramique de chasseurs cueilleurs (5500-3500 av. J-C) jusqu'à la consolidation de véritables capitales régionales vers la fin du néolithique : Naucalpan, Tlapacoya et Cuicuilco.⁴

Vers l'an 100 ap. J-C, le développement fulgurant de cette dernière fut interrompu par une éruption volcanique, laissant libre champ à l'ascension de la cité des dieux, Teotihuacán, classée au patrimoine mondial en 1987. À son apogée autour du VI^e siècle, alors qu'elle avait étendu son hégémonie culturelle et commerciale jusqu'au Guatemala actuel, celle-ci concentrait quelques 85 000 âmes selon les calculs conservateurs de R. Million, soit la moitié de la population du bassin.⁵

² Serge GRUZINSKI, *Histoire de Mexico*, Paris, Fayard, 1996, p. 191.

³ Il s'agit d'un « État ethnique qui pour exister a besoin d'un territoire spécifique, d'une série d'institutions correspondantes à ses parties constitutives (les *calpolli*, fondés sur un chiffre canonique fixe) et d'un gouverneur de lignée. L'organisme sociopolitique a aussi besoin d'une série de structures bâties : le temple (*teocalli*), le palais (*tecpan*) et le marché (*tianquiztli*). [...] L'organisme oscille entre les manifestations périodiques de sécession et de confédération ». Ángel GARCÍA ZAMBRANO et Elena BERNAL GARCÍA, « El altepetl colonial y sus antecedentes prehispánicos: contexto teórico-historiográfico », in Ángel GARCÍA ZAMBRANO et Federico FERNÁNDEZ CHRISTLIEB (éd.), *Territorialidad y paisaje en el Altepetl del siglo XVI*, México DF, Instituto de Geografía (UNAM), FCE, 2006, p. 46, 54.

⁴ Christine NIEDERBERGER, *Paléopaysages et archéologie pré-urbaine du Bassin de Mexico*, México DF, CEMCA, 1987, vol. 2/2, p. 669.

⁵ René MILLON, *Extensión y población de la ciudad de Teotihuacán en sus diferentes periodos: un cálculo provisional*, México DF, Sociedad Mexicana de la Antropología, 1967.

D'après les anthropologues marxistes, l'essor de cette civilisation urbaine est associé à l'ampleur des ouvrages hydrauliques qui, suivant la comparaison avec le mode asiatique de production, ont permis une libération de forces productives sans précédents en Mésoamérique. Cela s'est traduit par l'émergence d'un « appareil technique et administratif » capable d'organiser le travail des masses paysannes et de disposer des excédents du produit social.⁶

À cause des invasions successives et peut-être aussi à cause du changement climatique induit par le déboisement nécessaire à l'urbanisation,⁷ l'État teotihuacan s'est écroulé au tournant du VIII^e siècle, mettant fin à ce qu'il est convenu d'appeler la période classique. La chute de Teotihuacán n'a pas pour autant effacé la présence ni l'activité humaine. Au contraire, les foyers de peuplement se sont multipliés sur les pourtours du Lac de Texcoco, situé à plus de 2 000 mètres d'altitude, réutilisant les systèmes d'irrigation existants ou développant de nouvelles techniques agricoles comme les terrasses ou les *chinampas*.⁸

En termes d'organisation politique, il est généralement admis qu'à l'État « théocratique monopoliste » ayant caractérisé la période classique, a succédé la montée d'États « militaristes »⁹ qui se sont disputés le pouvoir à l'échelle régionale : au centre du Mexique, les Otomis et les différents groupes venus du nord ont pris position ; plus au sud, les Mixtèques ont pris le pas sur les Zapotèques ; malgré la fragmentation des Mayas, de nouveaux centres urbains tels que Chichen Itza ou Uxmal ont vu le jour dans le Yucatan ; à l'ouest, les Purhépechas se sont consolidés sur les rives du Lac de Patzcuaro, élevant la cité de Tzintzuntzan.

Cependant, malgré la multiplication des centres hégémoniques, les Toltèques ont bientôt réussi à imprimer leur puissance. Dès le X^e siècle, les influences nahuas et mayas qui avaient longtemps polarisé l'aire culturelle mésoaméricaine se sont mélangées sous l'hégémonie de Tula, dont le septième souverain, Quetzalcoatl Topiltzin, finit par se confondre dans la mémoire des hommes avec le dieu Quetzalcoatl, appelé Kukulcan dans le monde maya.

Dans la cité de Tula, à peine à l'extérieur du Bassin de Mexico, les fouilles archéologiques attestent l'extension commerciale du royaume. On y retrouve des céramiques du Guatemala, des moutons cimarrons et des coquillages de la Basse Californie, du corail caribéen et divers produits issus des côtes du Golfe du Mexique.¹⁰ À son apogée, Tula était certainement une cité multi-ethnique, habitée par des groupes nomades et des groupes sédentaires probablement originaires de Teotihuacán. Sa chute en 1168 est généralement associée à des conflits internes mais aussi à l'arrivée de nouvelles tribus « chichimèques », terme nahuatl qui englobe plusieurs peuples nordiques jugés barbares,¹¹ parmi lesquels les Aztèques.

⁶ Ángel PALERM, *Antropología y marxismo*, México DF, Nueva Imagen, 1980, p. 56-64.

⁷ Antony CHALLENGER, *Utilización y conservación de los ecosistemas terrestres de México : pasado, presente y futuro*, México DF, Conabio, 1998, p. 95.

⁸ Les *chinampas* de Xochimilco ont été classées par l'UNESCO en 1987. C. Neiderberger les définit comme « des îlots artificiels construits sur le lit de lagunes d'eau douce peu profondes. Elles sont formées de couches empilées de végétation aquatique et de vase extraite du fond lacustre. [...] L'apport répété de tourbe, de débris de végétation flottante et de vase lacustre, très riche en matière organique, constitue une sorte d'amendement régulier qui autorise, avec l'humidité capillaire sous-jacente, un programme de culture continu, sans temps de jachère. [...] Elles sont contenues et délimitées par une série de pieux reliés par des treillages de joncs. Ces pieux sont peu à peu renforcés par des rangées d'*ahuejotes* (*Salix acuminata*) dont la haute silhouette longiligne est inséparable des paysages lacustres du bassin », *op. cit.*, p. 106.

⁹ Román PIÑA CHÁN, *Un modelo de evolución social y cultural del México precolombino*, México, INAH, 1976.

¹⁰ Edith ORTIZ DÍAZ, « Caminos y rutas de intercambio prehispánico », *Arqueología Mexicana*, XIV-81, 2006, p. 37-42.

¹¹ Patrick LESBRE, « Fernando de Alva Ixtlilxochitl et son Histoire [de la nation] chichimèque », *Nouveaux mondes mondes nouveaux*, 28 mars 2010.

Les premières pierres du Centre Historique

Vers le début du XIII^e siècle, le Bassin de Mexico constituait un foyer de peuplement majeur et ethniquement divers. Ses 9 600 kilomètres carrés étaient habités par les Otomis de Xaltocan et par plusieurs peuples de la famille linguistique uto-aztèque : les Culhuaques (gardiens de la langue toltèque), les Tépanèques, les Xochimilcas, les Chalcas, entre autres. Les Aztèques n'étaient alors qu'un peuple semi-nomade amené à migrer d'une province à l'autre depuis la chute de Tula.¹²

Parmi les hypothèses relatives à la fondation de Mexico sur un îlot inhospitalier du Lac de Texcoco, l'archéologue E. Matos Moctezuma considère que l'installation des Aztèques répondit aux intérêts expansionnistes des seigneurs tépanèques d'Azcapotzalco qui se disputaient alors le territoire avec ceux de Culhuacán.¹³ Ce choix géographique est autrement interprété par les *tlatoque* (écrivains) qui racontent la joie des Aztèques lorsque leur principale déité, Huitzilopochtli, prenant la forme d'un aigle blanc posé sur une figue de barbarie, est venue leur indiquer l'emplacement de leur future demeure et la fin d'un long pèlerinage au départ d'Aztlan, terre mythique qu'aucun n'a réussi à placer sur une carte.¹⁴

Nous sommes en 1325. Les prêtres ordonnent aussitôt la construction d'un *ayauhcalli* (autel) avec les matériaux disponibles : de la boue et des roseaux. Cette modeste hutte dédiée au culte de Huitzilopochtli constitue peut-être la première édification sur le sol de l'actuel Centre Historique ! Pour C. Duverger, cependant, il serait prudent de repenser le mythe fondateur à la lumière des évidences de peuplement pré-aztèque de l'îlot.¹⁵

Quoi qu'il en soit, Tenochtitlán n'était encore qu'un modeste village dont les terrains salpêtres n'offraient aucune perspective de développement agricole. Les débordements réguliers du Lac de Texcoco et le manque d'espace cultivable imposaient une austérité inlassablement dépeinte par les chroniqueurs, ainsi qu'une dépendance accrue vis-à-vis des ravitailleurs et souverains d'Azcapotzalco.

Les Aztèques subsistaient grâce à la pêche et à la récolte des produits du marécage qu'ils échangeaient dans les marchés tépanèques contre des matériaux de construction. Ces échanges leurs permirent d'introduire un jeu de pelote et de refaire le temple de Quetzalcóatl avec des matériaux plus pérennes. En même temps, ils ont commencé à adopter la technique des *chinampas* afin d'étendre les habitations sur les eaux du lac, formant des *tlaxilalcalli* (hameaux)

¹² Les étapes de la migration sont décrites dans le *Codex Boturini* d'un point de vue plus temporel que spatial. À partir de ce document du début du XVI^e siècle, on a pu établir l'année du départ d'Aztlan vers 1116 ainsi que les années du passage par *Tollan* (Tula) entre 1145 et 1163. Xavier NOGUEZ, « Tira de la Peregrinación. La migración mexicana », *Arqueología Mexicana*, XIV-81, 2006, p. 48-53.

¹³ Eduardo MATOS MOCTEZUMA, « Tenochtitlan », *Arqueología Mexicana*, I-4, 1993, p. 18-23.

¹⁴ G. Tibón soutient qu'il existe une relation entre Aztlan et Mexcaltitan, village lacustre situé sur les côtes du Nayarit qui présente de nombreuses similitudes avec le tracé de Tenochtitlán. Mexcaltitan aurait été atteint par une délégation de prêtres aztèques au milieu du XV^e siècle, alors qu'ils avaient été chargés par Moctezuma Il-hicamina de retrouver la terre d'origine des huit tribus mexicas (le *Chicomostoc*, ou lieu des sept grottes) et d'enquêter auprès de Coatlicue sur ce qu'il était devenu de son fils Huitzilopochtli depuis 400 ans. Le mystère d'Aztlan, dans lequel se sont engouffrés les érudits de la taille de Clavijero, Orozco y Berra et même Humboldt, demeure ouvert (Gutierre TIBÓN, *Historia del nombre y de la fundación de México*, México DF, FCE, 1980). Pour sa part, J. Monnet s'est intéressé à la mise en valeur du mythe par les autorités locales, en particulier à travers le tourisme (J. MONNET « Mexcaltitan, territoire de l'identité mexicaine »..., *op. cit.*). D'autres considèrent la valeur architecturale du village, jugé digne d'intégrer les listes du patrimoine national et mondial (Salvador DÍAZ-BERRIO, « Ciudades históricas de México, estudio tipológico », *Anuario de estudios de arquitectura*, 1999, p. 33-45).

¹⁵ Christian DUVERGER, *El primer mestizaje: la clave para entender el pasado mesoamericano*, México DF, Conaculta, 2007.

moyennement denses.¹⁶ Ainsi, vers le milieu du XIV^e siècle, nous ne pouvons qu'imaginer un paysage rustique sillonné par des canaux encore élémentaires mais non moins nécessaires au développement d'une civilisation qui, ne connaissant pas le véhicule à roue ni la traction animale, dépendait d'aménagements hydrauliques conséquents.

Tenochtitlán prit forme en même temps qu'elle prit confiance en elle-même. Toujours selon la volonté de Huitzilopochtli, l'*atlepetl* fut divisé en quatre *campan* (quartiers) organisés selon les points cardinaux à partir du *teocalli* (temple), où l'on retrouve actuellement les ruines du Temple Majeur (carte 5). Les *campan*, que les Espagnols assimileront à des *barrios*, furent à leur tour divisés en quinze *calpolli* (îlots) gouvernés par des « clans pyramidaux ».¹⁷ Cependant, la formation de la structure politico-religieuse n'alla pas sans causer des conflits, provoquant la scission du clan installé à Xatiltolli, ultérieurement nommé Tlatelolco.¹⁸

Malgré la séparation des Aztèques, ou peut-être grâce à elle, les deux agglomérations sont longtemps restées tributaires d'Azcapotzalco, fournissant le souverain Tezozómoc en mercenaires aguerris. En échange, grâce aux relations interfamiliales entretenues par les souverains des différentes provinces, Tenochtitlán fut bientôt reconnue comme un royaume allié, créant les conditions nécessaires pour que les Aztèques nomment leur premier *tlatoani* (gouverneur), Acamapichtli (1367-1391), descendant de la noblesse tépanèque de Culhuacán. Celui-ci participe à l'émergence d'une élite aztèque cultivée selon les canons de la civilisation tolteque. D'ailleurs, les ressemblances avec la cité de Tula¹⁹ dérivent des aménagements monumentaux engagés à partir de cette période.²⁰

Le rôle de Huitzililhuitl (1391-1415) dans la formation de la cité-État est également remarquable. Celui-ci réussit à persuader les seigneurs tépanèques de diminuer les impôts assignés à son peuple, ce qui favorisa la croissance démographique, compliquant du même coup le ravitaillement en eau potable. Les Aztèques durent alors entreprendre la construction d'un aqueduc à ras du marécage, dont le tracé sera repris par les Espagnols pour acheminer les eaux de la colline sacrée de Chapultepec. L'aqueduc primitif fut seulement conclu sous Chimalpopoca (1415-1427), qui lança par ailleurs la construction des premières chaussées reliant la cité à la rive occidentale du lac (carte 4, p. 88).

Ces aménagements permettraient d'assurer la communication avec Azcapotzalco tout en préservant la sécurité militaire (pont-levis) et hydrauliques (digues) de la cité. Cependant, les eaux capricieuses dévastaient régulièrement les aménagements, menaçant inlassablement la subsistance des habitants.

Vie et mort de l'Empire des eaux du milieu

C'est dans ce contexte d'équilibre écologique fragile que les Aztèques, commandés par Itzcoatl (1427-1440), se lancèrent en 1428 à la conquête d'Azcapotzalco en s'alliant aux provinces de Texcoco et Tlacopan (aujourd'hui Tacuba). L'audace de la "triple alliance" fut couronnée de succès, donnant naissance à l'Empire aztèque.

¹⁶ Edward CALNEK, « The internal structure of Tenochtitlan », in Eric WOLF (éd.), *The Valley of Mexico. Studies in pre-hispanic ecology and society*, 1976, p. 287-302.

¹⁷ Eric WOLF, *Pueblos y culturas de Mesoamérica*, México DF, (1969) Era, 2009, p. 125.

¹⁸ Sonia LOMBARDO DE RUIZ, *El desarrollo urbano de México-Tenochtitlan según las fuentes históricas*, México DF, INAH, 1973, p. 128.

¹⁹ Michael E. SMITH, « La fundación de las capitales de las ciudades-estado aztecas: la recreación ideológica de Tollan », in *Nuevas ciudades, nuevas patrias. Fundación y relocalización de ciudades en mesoamérica y el mediterráneo*, Madrid, Sociedad Española de Estudios Mayas, 2006, p. 257-290.

²⁰ S. LOMBARDO DE RUIZ, *El desarrollo urbano de México-Tenochtitlan...*, op. cit., p. 130.

Itzcoatl a tout de suite songé à garantir le contrôle des terres et les ressources hydriques de la région, mettant la main sur les lacs de Xochimilco et de Chalco, tout en imposant aux peuples vaincus la construction d'une nouvelle chaussée (aujourd'hui Calzada de Tlalpan). Celle-ci a non seulement permis de mieux contrôler les villages de Huitzilopochco (aujourd'hui Churubusco), Coyoacán et Mexicalzingo, mais aussi de contenir les eaux salées du Lac de Texcoco et donc d'augmenter la productivité des *chinampas* qui alimentaient une population florissante. Afin de se prémunir des inondations, Moctezuma Ilhuicamina (1440-1468) fit à son tour construire une digue qui porta le nom du souverain de Texcoco, Netzahualcōyotl, en raison de la main d'œuvre apportée par ses sujets.

L'*altepetl* de Mexico-Tenochtitlán s'est développé au rythme des conquêtes et grâce à la mise en place d'un complexe système tributaire.²¹ En tant que chef des armées depuis la victoire sur Azcapotzalco, Moctezuma Ilhuicamina a soutenu une politique impérialiste visant à soumettre l'ensemble de l'altiplano central et les côtes du Golfe du Mexique. Son succès a bien sûr impliqué des transformations conséquentes pour la capitale de l'Empire. D'une part, la grande place du *tianguis* (marché) a alors été aménagée (devenue la *plaza mayor* sous joug espagnol). En outre, la plupart des édifices publics ont été rénovés, en particulier le *huey teocalli* (Temple Majeur) qui s'est considérablement élargi. L'art et l'architecture devant refléter la grandeur de l'Empire, des gigantesques monolithes ont été taillés à la gloire des batailles remportées, et les souverains ont commencé à graver leurs effigies sur les falaises de Chapultepec. D'après S. Lombardo, les aménagements urbains ordonnés par ce *tlatoani* avaient déjà tendance à différencier la classe sociale des habitants à travers la forme extérieure des habitations.²²

À partir de 1468, Axayacatl a voulu consolider les frontières de l'Empire tout en s'attaquant à un problème longtemps entretenu avec les voisins de Tlatelolco. Suite à l'élimination de la dynastie locale, la cité jumelle a été incorporée en tant que cinquième *campan*, et l'esplanade de Tlatelolco, lieu de confluence des *pochtecas* (commerçants), est devenue le principal marché de la cité aztèque.²³ C'est aussi sous Axayacatl que la Pierre du Soleil, –haut monument du Mexique contemporain retrouvé par hasard sous le Zócalo en 1790– aurait été élaborée. Par ailleurs, les fouilles archéologiques les plus récentes confirment les faits rapportés par différents chroniqueurs quant à la vaste reconstruction du Temple Majeur entreprise durant la courte administration de Tizoc.²⁴

Avec Ahuizotl au pouvoir (1486-1502), les Aztèques ont engagé une nouvelle phase d'expansion territoriale sur tous les fronts, atteignant les côtes du Pacifique (conquête de Cihuatlan) et l'actuelle frontière avec le Guatemala (conquête de Xoconochco). On attribue aussi à ce huitième *tlatoani* l'acheminement des eaux douces de Coyoacán par le biais d'un viaduc, mais on oublie souvent que l'inondation de 1499 a conduit les autorités aztèques à reboucher les canalisations, ce qui en dit long sur les difficultés rencontrées dans la maîtrise du lac.²⁵

²¹ Ce système est décrit dans les seize planches du *Codex Mendoza*, élaboré par des *tlatoque* (écrivains) à la demande du premier vice-roi de la Nouvelle Espagne, Antonio de Mendoza.

²² S. LOMBARDO DE RUIZ, *El desarrollo urbano de México-Tenochtitlan...*, op. cit., p. 133.

²³ Eduardo MATOS MOCTEZUMA, « La Plaza Mayo o Zócalo en tiempos de Tenochtitlan », *Arqueología Mexicana*, XIX-116, 2012, p. 24-27.

²⁴ Raúl BARRERA, Roberto MARTÍNEZ, Rosío MORALES et Lorena VÁZQUEZ, « Espacios rituales frente al Templo Mayor de Tenochtitlan », *Arqueología Mexicana*, XIX-116, 2012, p. 18-23.

²⁵ S. LOMBARDO DE RUIZ, *El desarrollo urbano de México-Tenochtitlan...*, op. cit., p. 137.

S'il était source d'innombrables soucis, le milieu lacustre était aussi essentiel au développement de la cité. Sous Moctezuma Xocoyotzin (1502-1520), on estime que celle-ci a atteint entre 150 000 et 225 000 habitants, dont de 75% occupaient des activités non productives : armée, administration et prêtrise.²⁶ Cette formidable spécialisation sociale n'a été rendue possible que grâce au système navigable permettant d'acheminer les denrées primaires (notamment le maïs) en provenance de Xochimilco et Chalco, et encore de Xaltocan et Zumpango lorsque la saison des pluies autorisait la navigation entre les lacs.²⁷ Ainsi, à l'image de la cité-État de Teotihuacán, on peut dire que l'Empire aztèque a eu raison de contrôler les ressources hydrauliques du bassin et d'entreprendre d'importants aménagements du milieu naturel. Sa position stratégique au cœur du système lagunaire n'est certainement pas étrangère à la prospérité de cette tribu semi-nomade qui en moins d'un siècle a réussi à dominer une bonne partie de la Mésoméridique.

Finalement, l'historien G. Tibón, dans sa copieuse recherche sur l'étymologie de Mexico, rappelle l'impitoyable cri des guerriers aztèques « Mexico, Mexico, Tenochtitlán ! » employé pour paralyser l'adversaire.²⁸ Ce cri guerrier est d'ailleurs évoqué par les différents chroniqueurs indiens et par Cortés lui-même dans ses lettres à Charles Quint. Mais que veut dire Mexico ? Transportés jusqu'aux temps présents, G. Tibón constate que les différents peuples indiens du Mexique véhiculent toujours les souvenirs d'une sorte d'Empire des eaux du milieu du monde, ou d'Empire au centre des eaux. Parmi les 46 variantes étudiées, il repère seize sens étymologiques ayant pour la plupart un rapport avec le milieu lacustre dans lequel émerge la cité-État de Mexico-Tenochtitlán, la même qui s'est dévoilée aux yeux du Conquistador à son arrivée dans le bassin central en 1519 :

« Ce royaume est de forme ronde, entouré de hautes et pittoresques montagnes, et la plaine peut compter soixante et dix lieues de circonférence ; dans cette plaine, il y a deux grandes lagunes qui l'occupent presque tout entière, car le service des canoës embrasse plus de cinquante lieues. La plus petite de ces lagunes a de l'eau douce, la plus grande de l'eau salée. [...] Cette grande ville de Tenochtitlán est fondée entre la lagune d'eau salée et la terre ferme. [...] Elle a quatre entrées, auxquelles conduisent des chaussées construites de mains d'hommes, d'une largeur de deux lances. La ville est grande comme Séville et Cordoue. Ses rues principales sont très larges et toutes droites ; quelques-unes de celles-ci et toutes les autres sont moitié terre et moitié eau, formant des canaux pour la circulation des canoës. Mais toutes, à intervalles réguliers, sont ouvertes par des tranchées qui font communiquer les canaux entre eux et toutes ces ouvertures, dont quelques-unes sont très larges, sont couvertes par des ponts composés de longues pièces de bois admirablement jointes et fort bien travaillées, sur la plupart desquelles dix cavaliers peuvent passer de front [...]. Cette ville a un grand nombre de places, où se tiennent des marchés quotidiens ; l'une de ces places est deux fois grande comme celle de Salamanque. [...] Il y a dans cette grande ville des temples ou maisons d'idoles d'une fort belle architecture ; les personnes chargées des services religieux vivent dans ces temples et leurs alentours, car en dehors des chapelles où ils tiennent leurs idoles, il y a de fort beaux logis. [...] Parmi ces temples, il y en a un, le principal, dont nulle langue humaine ne pourrait dire la grandeur et la beauté ; car il est si vaste que dans son enceinte entourée d'une muraille très haute on pourrait y installer une ville de quinze cent habitants. »²⁹

²⁶ Enrique FLORESCANO, *Atlas histórico de México*, México DF, Aguilar, 2008, p. 67.

²⁷ Hassig ROSS, « Rutas y caminos de los mexicas », *Arqueología Mexicana*, XIV-81, 2006, p. 54-59.

²⁸ Gutierre TIBÓN, *Historia del nombre y de la fundación de México*, México DF, FCE, 1980, p. 91.

²⁹ Hernan CORTES, *La conquête du Mexique*, Paris, La Découverte, 2007, p. 126-130.

Le destin de l'Empire aztèque n'était pas encore scellé. D'ailleurs, la première rencontre entre Moctezuma et Cortés, en novembre 1519, se déroula en toute cordialité. Les mois suivants, l'État Major des troupes espagnoles s'installa dans le Palais d'Axayacatl, père du *tlatoani* Moctezuma. Cortés repartit vers la ville de Villa Rica qu'il avait fondé sur la côte atlantique suivant une stratégie juridique pour s'attribuer une certaine autonomie vis-à-vis du gouverneur de Cuba. Il devait précisément affronter l'expédition de Pánfilo Narváez, un émissaire cubain chargé de l'arrêter mais qui finit par grossir ses troupes.

Entre temps, à Mexico, Pedro de Alvarado pris une résolution périlleuse : il orchestra le massacre des oligarques aztèques et pris Moctezuma en otage. À son retour, Cortés comprit que ses compatriotes et ses alliés tlaxcaltèques n'étaient plus les bienvenus, encore moins lorsque, dans un événement encore mal élucidé, Moctezuma fut blessé à mort.

La nuit du 30 juin 1520, connue comme la *Noche Triste*, les Conquistadors entamèrent la fuite par la chaussée de Tacuba qui reliait l'îlot à la rive occidentale du lac, poursuivant leur cavale jusqu'à la cité alliée de Tlaxcala. Fort du soutien massif des Tlaxcaltèques et autres peuples ennemis des Aztèques, Cortés revint un an plus tard pour entamer le siège de Tenochtitlán et lancer l'assaut final le 13 août 1521, jour de la Saint Hyppolyte. Cette date sera célébrée des siècles durant dans le temple élevé au Saint, aux abords de l'actuelle avenue Puente de Alvarado, ainsi nommée en hommage au général qui a permis aux Conquistadors d'échapper à la mort la nuit de juin 1520.

2. Une cité, deux républiques

L'introduction d'une certaine « vision des vaincus » dans le débat historiographique, selon l'expression consacrée par M. León-Portilla,³⁰ a contribué à éclaircir un chapitre fondamental de l'Histoire, permettant de réévaluer la qualité de la « rencontre » entre le monde occidental et le monde mésoaméricain. Au-delà des apports heuristiques fournis par l'anthropologie dans un pays multiculturel comme le Mexique, cette relecture du passé à travers les témoignages indigènes a suscité l'intérêt du grand public, renforçant du même coup un des quatre piliers du nationalisme identifiés par D. Brading : le dénigrement de la Conquête.³¹

Perçue comme un mal nécessaire par les précurseurs du patriotisme créole puis comme un acte impardonnable par les avocats de la mexicanité, la Conquête de 1521 représente une rupture civilisatrice marquée par le basculement du pouvoir aztèque, le déclin démographique de la région et la quasi-extinction des Indiens par la maladie et l'épée. Dans le cadre notre étude, il faut dire que la Conquête a bouleversé la cité en mettant fin au développement d'une architecture millénaire et en instaurant une hiérarchisation raciale de l'espace urbain. Cependant, le caractère dramatique associé à la destruction des temples et des traditions aztèques, souvent exploité par le discours nationaliste, tend à occulter les stratégies indiennes ayant servi à maintenir une marge d'autonomie par rapport à l'envahisseur, ainsi que les complicités existantes entre les élites indiennes et la Couronne espagnole.

³⁰ Miguel LEÓN PORTILLA, *Visión de los vencidos: relaciones indígenas de la conquista*, 29^e éd., México DF, UNAM, 2007.

³¹ L'auteur identifie aussi l'exaltation du passé aztèque, la dévotion de la Vierge de Guadalupe et le ressentiment envers les Espagnols. David BRADING, *Los orígenes del nacionalismo mexicano*, 2^e éd., México DF, Era, 1988, p. 15.

Clichés 3. Sur les traces de Tenochtitlán



1. **Musée de Mexico** : Une plaque renseigne le passant : il s'agit de la demeure d'un parent de Cortés. L'incrustation du pétroglyphe aztèque (une tête de serpent) date de 1777. Elle fut retrouvée pendant des travaux de reconstruction entrepris par les Comtes de Calimaya. 2. **Place Manuel Gamio** : imitation de la cité au milieu du Lac de Texcoco.

Carte 5. L'enceinte cérémoniale de Tenochtitlán



←

3. Place de la Fondation : Devant la Court Suprême, la scène de la révélation de Huitzilopochtli est fondue dans le bronze. Le socle du monument reproduit la première page du *Codex Mendoza*.

4. Paroles de Cuauhtémoc : Cette mosaïque, installée en 2006 rue Guatemala, reprend les propos du dernier *tlatoani* devant l'imminente disparition de l'empire : « Notre soleil s'est occulté. Il nous a laissé dans l'obscurité. Mais nous savons qu'il reviendra ». Il en appelle à détruire les temples et les centres d'instruction en renfermant la tradition dans les foyers de l'Anahuac (Bassin de Mexico) « jusqu'au retour du nouveau soleil ». Le document, connu comme *La última consigna de Cuauhtémoc*, se présente en nahuatl et en espagnol.

5. Station Zócalo du métro : Une maquette rappelle aux usagers la grandiloquence de l'architecture aztèque.

6. Danzantes : Un groupe de danseurs traditionnels occupe la place de la Fondation. Le vent chargé d'encens emporte au loin les rythmes du *teponaztli* (tambour) et leurs cris d'aigle.

Depuis les travaux de l'archéologue Ignacio Marquina (1964) on connaît la disposition des temples à l'intérieur de l'enceinte cérémoniale, laquelle était probablement emmurillée par un *coatepantli* (muret esthétique). Le Temple Majeur –dont la récupération en 1978 a impliqué la destruction partielle du Palais de l'Archevêché– est considéré comme le plus important du post-classique tardif. Divisé en deux parties, l'une consacrée à Tlaloc et l'autre à Huitzilopochtli, il était entouré au nord et au sud par les temples de Tezcatlipoca (a). Désormais enfoui sous la Cathédrale, le grand Temple de Tonatiuh (d), soleil sacré, surplombait les temples de Xochiquetzal (b) et de Chicomecoatl (c). Au nord-ouest on trouvait un terrain de jeu de balle (f) et un centre d'instruction (*calmecac*) destiné à la noblesse aztèque (g), en face duquel s'élevaient les temples de Coacalco (h) et Cihuacoatl (i). Enfin se détachait le Temple d'Ehecatl-Quetzalcoatl, sur l'actuel édifice du Centre Culturel d'Espagne, (j).

Même si la délimitation de l'enceinte reste sujette à polémique, il est généralement admis que les urbanistes ibériques ont repris les trois principales chaussées reliant Tenochtitlán à Iztapalapa (A), Tacuba (B) et Tepeyac (C). Celles-ci divisaient l'îlot en quatre *campan* (quartiers) : au sud-ouest Moyotlan, au sud-est Teopan, au nord-est Atzacualco et au nord-ouest Cuepopan, à la limite avec la ville jumelle de Tlatelolco.

Sur l'image actuelle, on apprécie la place de la Constitution (Zócalo) investie par un musée itinérant. Elle est entourée par le Palais National à l'est (probablement l'ancien palais de Moctezuma), la Court Suprême (sud-est), le Palais du gouvernement du District Fédéral (partagé entre les deux édifices immédiatement au sud du Zócalo) et plusieurs édifices privés à l'ouest. En haut on distingue la place de Santo Domingo.

Source : modèle numérique de Google Earth, 2013 ; I. Marquina (1964).
Réalisation : J. Díaz

Fonctions et contradictions de la *traza* espagnole

La *traza* espagnole, qui se définit comme une « cité coloniale espagnole dessinée selon des normes urbanistiques et certains canons géométriques », ³² a longtemps suscité des débats houleux. La première difficulté à cerner cette forme urbaine réside dans l'ambiguïté de la notion même de *traza* [litt. la trace] qui constitue à la fois un objet urbain et une délimitation juridique entre la ville des colons et les périphéries indiennes. Autrement dit, elle est à la fois un modèle de société et le produit de ce modèle : une enceinte avec des frontières plus ou moins poreuses selon la ville et la période étudiée. La seconde difficulté tient dans la subjectivité des documents de l'époque. Comme le souligne L. F. Granados :

« Les cartes et les chroniques tendent à exagérer les différences entre les cités espagnoles et indigènes, faisant croire que la ville “réelle” était largement incluse dans la *traza*. S'il est vrai que l'urbanisation était moins dense au-delà du plan en damier, la majorité de la population vivait en dehors de la *traza* et était en effet invisible à la plupart des observateurs. » ³³

Commençons par les origines du modèle et par l'étonnante correspondance entre le tracé régulier de la capitale aztèque et le plan en damier de la Ville de Mexico établie au lendemain de la chute de Tenochtitlán. D'après L. Mier, il existe cinq types d'explication concernant cette correspondance :

- 1) La théorie du développement spontané : le plan en damier serait une réponse urbaine rationnelle et spontanée, observée en des lieux disjoints du globe.
- 2) L'influence des théories classiques de la Renaissance : le schéma radial et le *castrum* romain, deux formes urbaines absorbées par la ville médiévale puis ressurgies avec la Renaissance, auraient été importés dans les Amériques.
- 3) La survivance de l'urbanisme indigène : ce postulat est fondé sur l'observation des formes urbaines préhispaniques, en particulier les grandes esplanades et avenues de Tula, Tenochtitlán et Cuzco.
- 4) La continuité de l'urbanisme ibérique dans les Amériques : certains considèrent que le plan en damier s'explique par le développement d'un urbanisme défensif dans le contexte de la reconquête du territoire ibérique par les rois catholiques. Les cas de Puerto Real (Cadix) et Santa Fe (Grenade), deux villes fondées sur l'ancien territoire de l'Islam à la veille de l'invasion du continent américain, sont en ce sens emblématiques.
- 5) Finalement, L. Mier incline pour une conjonction des deux dernières possibilités, de telle sorte que « la personnalité des villes coloniales s'explique par la coïncidence spatiale des connaissances accumulées par l'urbanisme ibérique le long de son histoire urbaine préalable à l'expansion américaine, avec la fonctionnalité et beauté esthétiques des éléments urbains indigènes ». ³⁴

Dans le cas de Mexico, cette dernière assertion est d'autant plus vraie que le nouveau gouverneur et capitaine général de la Nouvelle Espagne, Hernán Cortés, a délibérément décidé de construire la capitale sur les décombres de Tenochtitlán, mettant à profit le matériel, la main d'œuvre autochtone ainsi que le réseau administratif et économique existant.

³² Jérôme MONNET, « Centro », in Christian TOPALOV *et. al.* (dir.), *L'aventure des mots de la ville...*, *op. cit.*, p. 257.

³³ Luis Felipe GRANADOS, *Cosmopolitan Indians...*, *op. cit.*, p. 28.

³⁴ Lucía MIER Y TERÁN ROCHA, *La primera traza de la ciudad de México, 1524-1535*, México DF, UAM, FCE, 2005, p. 79.

Grâce aux recherches conduites en 1933 par l'ingénieur J. Benítez, nous connaissons aujourd'hui le nom de celui qui a dirigé entre 1521 et 1524 les travaux de reconstruction –le soldat Alonso García Bravo– épaulé par le contremaître indien Juan Velázquez Tlacotzin Xilmacoatl.³⁵ Ensemble, ils ont établi la première *traza*, c'est-à-dire, les limites de la zone d'occupation espagnole et la distribution géographique des parcelles à bâtir en fonction d'un centre défini par l'actuel croisement des rues Corregidora et Correo Mayor et suivant un plan en damier qui a incorporé les chaussées aztèques de Tacuba, Iztapalapa et Tepeyac, donnant l'impression d'une proportionnalité harmonieuse et rassurante.³⁶

Cependant, compte tenu des conditions du terrain et des bâtiments aztèques toujours en place, les îlots conçus par García Bravo n'ont pas toujours respecté l'idéal d'une parfaite correspondance géométrique. Les impératifs géopolitiques ont par ailleurs déterminé le développement urbain, dès lors que le secteur qui longe l'ancienne chaussée de Tlacopan (Tacuba) vers la terre ferme –initialement exclu de la *traza*– s'est rapidement consolidé afin de garantir une voie de secours en cas de révolte.³⁷

Au-delà des formes construites, il est généralement admis que la *traza* visait à refléter l'utopie d'un ordre fondé sur la séparation raciale des habitants. Relégués à l'extérieur de la *traza*, les survivants indiens ont été placés sous la “protection” de la Couronne espagnole qui leur a interdit le port d'armes et la vente de boissons alcoolisées, tout en leur accordant une certaine autonomie vis-à-vis de la municipalité de Mexico. En effet, la noblesse autochtone a gardé sa position dominante, selon S. Gruzinski, « à condition de servir de courroie de transmission entre les vainqueurs et les naturels ».³⁸ Autrement dit, le contrôle territorial et l'exploitation de la main d'œuvre indienne n'ont été effectifs que grâce à la collaboration des élites, en particuliers les héritiers de Moctezuma qui ont assuré, entre 1530 et 1565, le gouvernement des *parcialidades* de San Juan Tenochtitlán et Santiago Tlatelolco.

Ces territoires, communément réunis sous l'appellation de “république indienne”, ont maintenu la propriété collective des terres agricoles tout au long de la période coloniale. De la même façon, ils ont fait l'objet d'une administration particulière en matière de justice avec l'établissement d'un tribunal spécial (*Juzgado de Indios*) chargé de régler les contentieux. Enfin, ils ont été quadrillés par un système de paroisses exclusivement autorisées aux Indiens jusqu'en 1772, date de la réforme de la division paroissiale Mexico,³⁹ où l'on a maintenu des caisses communes pour assurer les dépenses publiques, notamment les festivités religieuses.

Dès 1938, l'historien Edmundo O'Gorman a posé quatre principes permettant de mieux appréhender la *traza* dans sa complexité.

- 1) Le principe d'exclusion : « la *traza* signifie la réserve d'une zone urbaine pour les européens, avec l'exclusion des indigènes, qui ont leur propre ville, toute aussi exclusive ».

³⁵ José R. BENÍTEZ, *Alonso García Bravo: Planeador de la ciudad de México y su primer Director de Obras Públicas*, Compañía de Fomento y Urbanización, 1933, p. 25.

³⁶ Il faut souligner que García Bravo a aussi dirigé les premiers ouvrages d'infrastructure, notamment le Palais Municipal (à l'emplacement de l'actuel Palais du Gouvernement), les *Atarazanas* de la rive orientale de l'îlot (sorte de port pour attacher les brigantins à l'emplacement actuel du Congrès de l'Union) et la demeure de Cortés (aujourd'hui le Monte de Piedad), qui s'y est finalement installé en 1524, après un séjour de trois ans dans la localité de Coyoacán.

³⁷ E. O'GORMAN, *Reflexiones sobre la distribución urbana colonial de la ciudad de México...*, op. cit., p. 16.

³⁸ S. GRUZINSKI, « Genèse des plèbes urbaines coloniales »..., op. cit., p. 21.

³⁹ Andrés LIRA GONZÁLEZ, *Comunidades indígenas frente a la Ciudad de México: Tenochtitlan y Tlatelolco, sus pueblos y barrios, 1812-1919*, Colegio de México, 1995, p. 31.

- 2) Le principe religieux : « on a voulu que les naturels habitent ensemble [...] comme seul moyen de réussir une évangélisation efficace ».⁴⁰
- 3) Le principe militaire : il s'agissait de consolider le caractère défensif de la ville dans une région hautement belliqueuse.
- 4) Le principe civilisateur : dès 1538, une ordonnance royale a requis « que les Indiens soient mis en police [au sens de ville] sans être opprimés ».⁴¹ Cela ne voulait pas dire qu'ils seraient libres de s'installer dans la cité mais que leur sédentarisation dans des espaces ethniquement homogènes constituait la clé de leur éducation et leur salut.

Il serait cependant illusoire de penser que ces territoires –la *traza* et les *parcialidades*– ont maintenu une population homogène et une forme pure. Le projet ségrégationniste est d'abord contradictoire au vue de la réalité sociale de l'époque : l'aspiration à la pureté de la race européenne paraît difficilement soutenable si l'on considère que Cortés a été parmi les premiers à se marier et procréer avec une princesse indienne et qu'une partie de la descendance de Moctezuma habite aujourd'hui en Espagne, où elle dispose de titres nobiliaires.⁴² Le phénomène de la *traza* est d'autant plus difficile à comprendre que, selon E. O'Gorman :

« Les Espagnols n'ont jamais considéré dénigrant le mélange avec le sang indien, comme il arrive souvent entre vainqueurs et vaincus. Au contraire, l'union entre Espagnols et naturels a été chose commune, admise sans difficultés, voire convoitée par les Européens à la recherche des filles d'Indiens nobles et riches, afin d'acquérir des droits dans les domaines indiens. »⁴³

Ainsi, du côté indien, malgré les efforts pour maintenir une homogénéité ethnique dans les *parcialidades*,⁴⁴ les unions formelles ou informelles entre les différentes "castes" de la Nouvelle Espagne ont contribué au développement d'une culture plébéienne mêlant le nahuatl aux éléments culturels otomis, espagnols ou africains. Du côté des colons, d'après S. Gruzinski :

« Aucun obstacle matériel n'empêchait véritablement les Indiens de s'établir dans la ville espagnole, pour peu qu'ils fussent prêts à proposer aux Espagnols leur force de travail et leurs compétences. »⁴⁵

Il faut faire ici une distinction entre les trois formes d'exploitation de la main d'œuvre indienne qui ont caractérisé le système économique de la Nouvelle Espagne au XVI^e siècle.

- 1) Les artisans indiens (*macehualtin*), formés par les moines franciscains aux techniques européennes dans les ateliers de la chapelle de San José de los Naturales (couvent de San Francisco), ont rapidement grimpé dans la hiérarchie sociale au point de concurrencer les meilleurs artisans espagnols. C'est le cas de Juan Velázquez Tlacotzin, contremaître de García Bravo, ainsi que des milliers de petites mains qui ont contribué à l'embellissement des temples chrétiens et des nobles demeures.
- 2) Les *pacholoni*, que Gruzinski associe à la plèbe, ont été soumis au *repartimiento* et à l'*obraje* jusqu'en 1620, date à laquelle ces systèmes esclavagistes ont été supprimés pour

⁴⁰ E. O'GORMAN, *Reflexiones sobre la distribución urbana colonial...*, op. cit., p. 19.

⁴¹ *Ibid.*, p. 28.

⁴² PROCESO, « El linaje de Moctezuma vive en... España », 16 septembre 2010, *Proceso*.

⁴³ E. O'GORMAN, *Reflexiones sobre la distribución urbana colonial...*, op. cit., p. 17.

⁴⁴ Quelques concessions de parcelles faites à des Espagnols dans des terrains destinés aux Indiens ont été révoquées et déclarées nulles le 8 juillet 1528.

⁴⁵ S. GRUZINSKI, « Genèse des plèbes urbaines coloniales »..., op. cit., p. 19.

pallier la chute démographique des “naturels”.⁴⁶ Le premier a consisté en un système de rotation de la main d’œuvre dans les chantiers, dans les demeures ecclésiastiques et même chez les représentants de la Couronne espagnole, à l’intérieur de la *traza*.

- 3) Les moins bien lotis ont été soumis aux travaux forcés dans les *obrajes*, des ateliers fermés généralement installés à l’extérieur de la cité.

Finalement, dès le début du XVII^e siècle, Mexico était déjà un des principaux théâtres de la mondialisation. Dans les marchés, on échangeait des produits venus d’Asie (notamment des Philippines espagnoles) contre les esclaves africains, au milieu d’une foule brassant toute sorte d’attributs ethniques indiens, métisses, mulâtres et plébéiens espagnols. Urbanisée dans son ensemble, la *traza* allait commencer à subir des transformations imprévues avec l’apparition de faubourgs inclassables qui ressortent rarement dans les cartes de l’époque. En effet, S. Gruzinski imagine un espace urbain divisé, non pas en deux sections, mais en trois : la *traza*, les *parcialidades* indiennes et le *no man’s land* qui s’est vite installé entre les deux.⁴⁷

L’unité dans la révolte : cinq cas d’étude

L’analyse des révoltes indiennes qui se sont succédées durant l’époque coloniale permet d’approcher la complexité du jeu de pouvoir dans un contexte de mondialisation économique et d’intenses interactions culturelles. Voyons un premier exemple rapporté par S. Gruzinski.

- 1) Après avoir livré une guerre avec la France, la Castille se trouvait dans une situation économique catastrophique redoublée par la difficulté d’obtenir des crédits chez les banquiers génois et allemands. Il a alors fallu se tourner vers le contribuable indien auquel on venait de reconnaître une certaine humanité.⁴⁸ La politique fiscale de la Nouvelle Espagne adoptée en 1565 a porté préjudice aux élites autochtones qui ont perdu une part du tribut indien au bénéfice de la Couronne. En effet, les *macehualtin* (artisans indiens) qui avaient jusque là été exemptés de l’impôt royal, ont provoqué un premier affrontement avec leurs propres autorités, en l’occurrence le gouverneur Luis de Santa María Nanacacatzin. Peu après, en octobre de la même année, les habitants de Tlatelolco ont suivi l’exemple. Amené jusqu’au bout de ses forces, le dernier héritier de Moctezuma est décédé.

- 2) D’après S. Gruzinski, la disparition de Nanacacatzin, combinée au travail méticuleux consacré par les missionnaires, a impliqué un regroupement politique des Indiens derrière les moines franciscains. Ainsi, en 1569, sous le regard des moines alliés, les Indiens de la paroisse de Santa María la Redonda ont agressé un cortège de prêtres venus célébrer une messe en compagnie des autorités civiles de la municipalité de Mexico.

Nous savons, depuis les travaux d’E. Hobsbawm, que les émeutes populaires n’ont pas toujours été destinées à transformer l’état des choses, à questionner la supériorité du prince, mais qu’elles ont aussi servi à le reproduire matériellement et symboliquement, comme une exigence et une reconnaissance vis-à-vis du pouvoir.⁴⁹ En ce sens, les révoltes survenues à partir

⁴⁶ D’après les recensements de l’époque, la population indienne de Mexico (toute ethnie confondue) était estimée à 75 000 âmes en 1560, sans compter les 2 000 métisses et 1 000 mulâtres. Vingt ans plus tard, on ne comptait plus que 25 000 indiens, probablement en raison des maladies dérivées de l’inondation de 1555 et des travaux forcés entrepris par le vice-roi Luis de Velasco pour renforcer la digue de Nezahualcoyotl.

⁴⁷ S. GRUZINSKI, « Genèse des plèbes urbaines coloniales : Mexico aux XVI^e et XVII^e siècles »..., *op. cit.*, p. 29.

⁴⁸ La bulle pontificale de 1537, *Sublimus Deus*, considère que « les indiens sont véritablement des hommes et qu’ils sont non seulement capables de comprendre la Foi Catholique, mais que, selon nos informations, ils sont très désireux de la recevoir ».

⁴⁹ Eric HOBSBAWM, *Primitive Rebels*, Manchester University Press, 1971, p. 115.

de la fin du XVI^e siècle ont été l'occasion de renforcer l'unité du corps social mais aussi la légitimité du pouvoir royal.

3) En 1592, les commerçants indiens, métis, mulâtres et espagnols se sont manifestés à l'unisson contre la réforme des marchés de Mexico. Ce fut ensuite au tour des Noirs d'organiser des émeutes en 1611, qui se sont soldées par la dissolution des confréries africaines. Pourtant :

« Cet échec a peut-être conduit les Noirs et les mulâtres de Mexico à se rapprocher des métis et des Indiens faute de pouvoir s'affirmer comme une communauté ethnique organisée, avec sa ou ses langues, ses usages vestimentaires et ses moyens de défense. »⁵⁰

4) Le dernier cas rapporté par cet historien concerne les graves émeutes qui se sont déroulées en juin 1624 dans un contexte de réformes administratives et de tension entre deux personnalités de l'autorité ibérique : le marquis de Gelves, vice-roi depuis 1621, et l'archevêque de la Nouvelle Espagne, Juan Pérez de la Serna. Le premier menaçait d'expulser l'archevêque, le second répliquerait par l'excommunication du marquis !

« Jésuites, Séculiers et carmes déchaussés prennent le parti de l'archevêque contre les moines de saint François et leurs alliés dominicains, augustins et mercédaires. La rue se mobilise à son tour pour défendre le prélat. Le lundi 15 juin 1624 au matin, des Indiens, des Noirs et des métis, des petites gens, des vendeurs de fruits et légumes lapident la voiture du secrétaire du vice-roi sur la *plaza mayor* en le traitant de luthérien et de juif. »⁵¹

Le mouvement reflète l'importance du bilinguisme puisque, d'après les témoignages de l'époque, les curés de l'archevêché s'adressèrent à la foule en nahuatl pour les emporter dans la révolte, tandis que les franciscains essayaient de calmer les esprits dans la langue des Aztèques. Il convient aussi de souligner que les conséquences de ce *motín* (soulèvement) sont allées au-delà de la destitution du vice-roi.

« L'émeute de 1624 fut une excellente école pour la plèbe de Mexico qui fit alors l'apprentissage de la révolte, des mouvements de foule et du maniement des symboles. On vit passer l'étendard royal d'un édifice à l'autre : arraché du balcon du palais, il fut arboré sur la cathédrale avant d'être déployé sur la municipalité. [...] Pour la première fois dans l'empire, un programme de réformes et d'assainissement décidé par Madrid est torpillé par les forces locales. »⁵²

5) Les plèbes urbaines ayant appris à se révolter, elles ont bientôt recommencé en juin 1692 avec le saccage du marché de la *plaza mayor* (aujourd'hui le Zócalo) et l'incendie du palais du vice-roi (aujourd'hui Palais National). Les causes de cette insurrection, considérée par P. Gonzalbo comme la « plus importante des révoltes populaires urbaines » de l'époque coloniale,⁵³ ont été motivées par une situation de pénurie alimentaire, en particulier par l'élévation des prix du maïs et sa quasi-disparition des marchés de la capitale. La réaction des autorités a non seulement impliqué une brutale répression⁵⁴ mais aussi un retour en force des

⁵⁰ S. GRUZINSKI, « Genèse des plèbes urbaines coloniales »..., *op. cit.*, p. 27.

⁵¹ *Ibid.*, p. 31.

⁵² *Ibid.*, p. 33.

⁵³ Pilar GONZALBO AIZPURU, « El nacimiento del miedo, 1692. Indios y españoles en la Ciudad de México », *Revista de Indias*, 68-244, 2008, p. 9-34.

⁵⁴ Selon P. Gonzalbo, « au moins quatre Indiens ont été arquebusés, trois autres pendus, un Espagnol et plusieurs Indiens et métis ont péri de leurs blessures et un matraqué fut brûlé après sa mort. Trente autres, publiquement châtiés, ont été condamnés à servir pendant deux ans dans des *obrajes* », *Ibid.*, p. 20.

politiques ségrégationnistes longtemps abandonnée par le laxisme général et du fait de la dynamique urbaine elle-même. Une fois la pénurie passée et la distribution du maïs rétablie, le temps est venu pour que l'Audience Royale de Mexico, l'autorité suprême en Nouvelle Espagne, établisse les causes du problème :

« Avec l'insolente liberté octroyée aux Indiens qui habitent l'enceinte espagnole, ils abandonnent leurs lieux et compliquent l'administration en laissant leurs pasteurs sans nouvelles. [...] Ils rendent fortuite la collecte des tributs et remplissent cette république de gens oisifs, vagabonds, inutiles et prompts à exécuter les plus exécrables délits. »⁵⁵

Les autorités ont alors assigné au scientifique jésuite Don Carlos de Sigüenza y Góngora la mission d'évaluer la situation sociale. Sans surprise, son diagnostic est allé dans le sens d'une perversion des dispositions juridiques concernant la *traza* et d'un rétablissement nécessaire. De la même façon, l'opinion des sept *Doctrineros* (pasteurs d'Indiens) a été sollicitée et on leur a demandé de rapporter la délimitation exacte de leurs respectives juridictions. Les arguments avancés par les hommes de foi criminalisèrent les Indiens mélangés à la plèbe : « Le contact avec les Noires, mulâtres et métisses est préjudiciable aux bonnes habitudes des Indiens » —remarqua par exemple le pasteur de Santa Cruz Acatlán. D'autres soulevèrent le problème de l'insécurité dès lors que les Indiens et les criminels se « fondent dans les coutumes et les habits des Espagnols ». On accusa cependant ces derniers d'avoir favorisé ce mélange en amenant les Indiens dans leurs maisons et *obrajes*, ou en « percevant la rente des loyers des cabanes et des demeures qu'occupent les Indiens ». ⁵⁶

Les résolutions adoptées par le vice-roi Gaspar de Sandoval le 10 juillet 1692 sont allées dans le sens d'un renforcement des mesures ségrégationnistes : la démarcation de Sigüenza y Góngora a été prise pour bonne ; un délai de vingt jours a été accordé pour qu'Indiens et Espagnols retournent dans leurs *barrios* et quartiers respectifs sous peine de deux cent coups de fouet et six ans de travaux forcés ; une peine équivalente a été inventée pour les Indiens qui circuleraient dans l'enceinte espagnole après la dernière messe et l'on a formellement interdit aux Espagnols d'avoir des Indiens dans leurs domiciles. On peut cependant supposer que ses dispositions, à l'image des mesures adoptées aux débuts de l'implantation coloniale et « comme toutes les lois qui contrarient les habitudes et les besoins vitaux », ont fini par tomber en désuétude. Suivant la vision hégélienne d'E. O'Gorman :

« Ce fut une illusion de penser qu'une ligne plus imaginaire que réelle allait suffire à éviter l'union de deux peuples voisins dans une même ville, surtout parce que simultanément, tout était fait pour les assimiler sous le signe d'une même culture ». ⁵⁷

La ville néoclassique

L'intronisation du « despote éclairé » Charles III (1759-1788) a marqué le début de l'ère des Réformes bourbonniennes qui prétendaient moderniser l'administration de l'Empire et la ville coloniale dans son ensemble. Durant cette période, étudiée par F. Fernández, « la géométrie de la *traza* et le style néoclassique s'harmonisent et se soutiennent mutuellement ». ⁵⁸

⁵⁵ Real Acuerdo del 26 de junio de 1692, dans : E. O'GORMAN, *Reflexiones sobre la distribución urbana colonial...*, op. cit., p. 30.

⁵⁶ *Ibid.*, p. 33 et 35.

⁵⁷ *Ibid.*, p. 37.

⁵⁸ Federico FERNÁNDEZ CHRISTLIEB, *Mexico, ville néoclassique. Les espaces et les idées d'aménagement urbain (1783-1911)*, Paris, L'Harmattan, 2002, p. 11.

La plupart des auteurs qui s'intéressent aux Lumières américaines affirment que la dite « nouvelle doctrine » s'est appuyée sur des préceptes hygiénistes qui visaient à éliminer la multifonctionnalité des rues, en particulier ses fonctions liturgiques et marchandes. Le *Discours sur la Police de Mexico* –écrit en 1788 par un auteur anonyme– est souvent considéré comme un document révélateur de l'idéologie urbaine qui prévalait chez les élites de Mexico à la veille de l'Indépendance.

Son auteur proposait la séparation des habitations et des basses-cours, la création d'abattoirs à l'extérieur de la ville, la récupération des *ejidos* (terres agricoles) proches de la ville pour diminuer les coûts de la viande, le pavage des rues, ainsi que le confinement des commerçants de rue en des marchés séparés en fonction des produits et des *gremios* (guildes ou corporations). Il défendait que les porcheries, les savonneries et les fabriques de bougies en sajou –entre autres activités– devaient être déplacées vers les *barrios* ou vers les lieux moins peuplés. L'homme de raison réclamait la séparation des industries dangereuses (poudre et paille, par exemple), l'agrandissement des zones de récréation et repos, ainsi que la restriction des pratiques religieuses à l'intérieur des églises. Tous cela à travers une bonne collecte de l'impôt qui permettrait la mise en service de l'éclairage public, des égouts, l'acheminement des eaux potables ou encore la numérotation des maisons.⁵⁹

Ce discours d'époque s'est concrètement traduit par la mise en œuvre d'une série d'opérations qui ont transformé la physionomie urbaine. Les voies d'accès à la ville, rendues difficiles durant la saison des pluies, ont alors été pavées et entourées de rangées d'arbres. En 1770, l'Alameda a été agrandie sur ses côtés pour acquérir sa forme actuelle.

À partir de l'administration du vice-roi Antonio María de Bucareli (1771-1779), le secteur occidental de la ville a fait l'objet d'une attention particulière : les rues ont été convenablement pavées et alignées ; la prison de La Acordonada et la Royale Fabrique de Tabac (aujourd'hui La Ciudadela) ont été construites ; l'Hospice des Pauvres a été édifié au sud-ouest de l'Alameda et l'important Paseo de Bucareli a été conçu comme un lieu de promenade reliant le nouveau jardin de Tolsá (qui a disparu sous l'actuel croisement de Reforma et Bucareli) et la guérite de Belén, alors rénovée.

La réforme s'est également traduite par de nouvelles règlementations urbaines telles que le règlement des marchés émis en 1791 par le Second Comte de Revillagigedo (1789-1794). En plus d'encourager la réalisation du Paseo de la Viga –longeant le canal homonyme qui à long-temps servi à acheminer les produits maraichers de Xochimilco jusqu'à l'Alhóndiga (halle aux grains), dans le *barrio* de La Merced–, ce vice-roi a chargé l'ingénieur Ignacio Castera de construire de nouveaux marchés pour désengorger celui de El Baratillo, qui occupait la *plaza mayor*.⁶⁰ Parmi ses multiples missions, I. Castera a élaboré en 1794 le premier *Plan régulateur* de Mexico qui a guidé les aménagements jusqu'au milieu du XIX^e siècle, tout en accompagnant le projet de réforme des *barrios*.

⁵⁹ Sonia LOMBARDO DE RUIZ, « Ideas y proyectos urbanísticos de la ciudad de México, 1788-1850 », in Alejandra MORENO TOSCANO (éd.), *Ciudad de México, ensayo de construcción de una historia*, México DF, INAH, 1978, p. 169-188.

⁶⁰ Jorge OLVERA RAMOS, « El baratillo de la Plaza Mayor: la crítica ilustrada al comercio tradicional », in Sonia LOMBARDO DE RUIZ (éd.), *El impacto de las reformas borbónicas en la estructura de las ciudades un enfoque comparativo: memoria del I Simposio Internacional sobre Historia del Centro Histórico de la Ciudad de México*, 2000, p. 381-392.

Carte 6. La Ville de Mexico à la fin de la période coloniale



Sources : numérisation du *Plano General de la Ciudad de México* de V. Debray (1875) ; les ouvrages et leur périodisation sont issus de l'anthologie des travaux de Ma. D. Morales Martínez (2011) – Réalisation : J. Díaz

Sur le plan architectural, le style néoclassique s'est développé en Nouvelle Espagne à travers la création, en 1783, de l'Académie Royale de San Carlos. Dans ce bâtiment adjacent au Palais National, plusieurs générations d'architectes et sculpteurs ont été formées aux Beaux-Arts avant d'élever de nombreux bâtiments qui caractérisent jusqu'à nos jours l'espace patrimonial : le Palais des Mines, achevé en 1813 par Manuel Tolsá, par ailleurs à l'origine de la statue équestre de Charle IV, du Palais du Marquis de l'Apartado, du Palais de Buenavista, de la nouvelle église de San Pablo ainsi que des interventions majeures sur la Cathédrale de Mexico (clichés 4, p. 107 et 108).

Sur le plan religieux, les Lumières ont amené un certain humanisme qui a su condamner la séparation des Espagnols et des Indiens. Considérant que le salut de ces derniers était désormais assuré, la réforme de 1772 de la division paroissiale de la ville a définitivement levé l'*apartheid* spirituel, sans pour autant éliminer les mœurs et les rapports de classes développés durant les siècles précédents. D'une part, le « sécularisme rationaliste »⁶¹ contenu dans la philosophie des Lumières s'est heurté à la permanence des traditions baroques agglutinées autour des communautés paroissiales,⁶² qui ont transcendé le libéralisme postcolonial et qui perdurent jusqu'à nos jours. D'autre part, la hiérarchisation raciale de l'espace urbain n'a jamais été complètement enrayée puisque, comme l'affirme A. Lira, les corporations et des collectivités qui avaient su trouver leur place dans les périphéries urbaines n'étaient pas prêtes à céder devant l'impulsion proto-libérale :

« Le modèle de la *traza*, avec toute la conception politique et religieuse qui le soutenait (l'idée des "deux républiques", celle des Indiens et celle des Espagnols), fut une des ces multiples forces historiques qui, loin de s'annuler, se compliquèrent et agirent dans la formation de ce qu'allait devenir la société mexicaine – l'une des plus hétérogènes parmi les sociétés connues jusqu'alors dans l'histoire régie par la culture européenne. De telle sorte que, quand les hommes "de raison" ont voulu effacer la *traza* et ses implications pour adopter le nouveau système des choses, les intérêts qui avaient grandi sous son ombre ont dû se manifester devant un État constitutionnel qui les ignoraient. »⁶³

Sur le terrain politique, emprunts d'un libéralisme encore timide, les élites ibériques ont autorisé la démocratisation du conseil municipal avec l'introduction de nouveaux conseillers nommés par des propriétaires électeurs. Cependant, face à la concurrence des élites créoles, la Couronne espagnole a également renforcé la participation des péninsulaires dans les affaires locales tout en facilitant des transferts de richesse vers le Vieux Continent. Pour cause, la modernisation administrative entreprise par les Bourbons visait à assainir les finances publiques du royaume en s'appuyant sur les colonies. Selon certaines estimations, au début du XVIII^e siècle le Mexique apportait à la Couronne un revenu annuel de 3 millions de pesos, or vers la fin du siècle, la somme atteignait 14 millions, dont 4 pour défrayer les coûts de l'administration locale et 4 autres pour l'administration d'autres vice-royautés.⁶⁴ Les conflits associés aux exigences créoles en faveur d'une autonomie de l'*ayuntamiento* (municipalité) vis-à-vis des Cours d'Espagne, accentués par la politique fiscale de l'empire, se sont perpétués jusqu'au moment de l'invasion napoléonienne sur l'Espagne et du déclenchement des Guerres d'Indépendances en Amérique latine.

⁶¹ B. ANDERSON, *L'imaginaire national...*, op. cit., p. 25.

⁶² Annick LEMPÉRIÈRE, « La sécularisation de la capitale. De l'espace sacré à l'espace civique : Mexico au XIX^e siècle », in Jérôme MONNET (dir.) *Espace, temps et pouvoir dans le Nouveau Monde*, Paris, Anthropos, 1996.

⁶³ A. LIRA GONZÁLEZ, *Comunidades indígenas frente a la Ciudad de México...*, op. cit., p. 28.

⁶⁴ John LYNCH, *The Spanish American revolutions, 1808-1826*, 2nd ed., New York, Norton, 1986, p. 17.

Clichés 4. Du baroque au néoclassique



La Cathédrale de Mexico (1) s'élève sur l'ancienne cérémonie aztèque. Sa construction, étalée sur plus de deux siècles, a impliqué une synthèse architecturale exceptionnelle, combinant des éléments baroques –notamment la colonne solomonienne qui surplombe l'entrée du Sagrario, achevée en 1768 par Lorenzo Rodríguez (3)– aux éléments néoclassiques tels que la façade de la Cathédrale et sa coupole (2) réalisés en 1813 par Manuel Tolsá.

L'extériorisation des signes religieux sur les façades rouges faite en *tezontle*, un matériau volcanique abondant dans le Bassin de Mexico, traduit la volonté de l'église de dominer le paysage et de rythmer la vie quotidienne des habitants. L'église de Santa Veracruz (4) et le Collège de Vizcainas (5) constituent des exemples édifiants. La surcharge décorative est souvent amenée à son paroxysme dans les autels, comme celui du temple de La Enseñanza (6), longtemps réservé aux religieuses du couvent homonyme.

Finalement, on retrouve l'art baroque dans des édifices civils tels que la maison des comtes d'Herrera et Soto, construite en 1760 (7), où l'on apprécie aussi la qualité des patios intérieurs.

L'œuvre de Manuel Tolsá est lourdement imprimée dans le Centre Historique. Devant la place qui porte son nom, s'élève le Palacio de Minería (Palais des Mines), désormais aux mains de l'Université Nationale Autonome du Mexique (UNAM), et la sculpture équine de Charles IV (8).



Le Palacio del Apartado (9) lui fut commandé en 1800 par le comte de Fagoaga, responsable de la séparation de l'or et de l'argent (apartador) durant la dernière décennie de l'époque coloniale. À l'époque porfirienne (1884-1910), l'immeuble situé l'arrière de la Cathédrale fut acquis par le gouvernement mexicain, qui installa successivement son ministère de l'Instruction Publique, la Loterie Nationale, le ministère de l'Industrie, l'INAH et le Fond National pour la Culture et les Arts (FONCA).



L'église de Nôtre-Dame de Loreto (10), construite par les jésuites en 1675 pour intégrer les collèges de San Pablo et San Pedro, fut reprise par le clergé séculier suite à l'expulsion, en 1767, de la Compagnie de Jésus de territoires de la Nouvelles Espagne. Elle fut alors remodelée par Tolsá. Dans l'actualité, l'immeuble pâtit les effets de la surexploitation des nappes phréatiques et s'enfonce irrémédiablement sur son flan oriental.



Le Tribunal du Saint Office, devenu Palais de l'École de Médecine au lendemain de l'Indépendance (11), fut élevé entre le XVI^e et le XVIII^e siècle par les frères dominicains, chargés du saint office de l'Inquisition. L'architecte Pedro de Arrieta – par ailleurs à l'origine du temple du Corpus Cristi, celui de La Profesa, et la Basilique de Guadalupe – a transformé l'immeuble en 1736, introduisant ce qu'il est convenu d'appeler le "baroque modéré", comme une étape préalable nécessaire à l'éclosion du néoclassique. Déclaré monument historique en 1931, l'immeuble appartient à l'UNAM et accueille le Musée de la Médecine ainsi qu'un salon d'exposition sur l'Inquisition.



3. En quête d'une identité propre

La nécessité d'élaborer une histoire nationale fondée sur un héritage préhispanique s'inscrit dans un contexte mondial qui, vers la fin du XIX^e siècle, faisait de l'État-nation « non seulement la forme politique dominante, mais aussi une condition ontologique de la modernité ». ⁶⁵ Or le processus de construction de cette mexicanité imaginaire qui englobe et remet au goût du jour le passé préhispanique, particulièrement la civilisation aztèque, constitue un renversement idéologique des plus extraordinaires. Initialement jugées barbares et diaboliques par les agents de la Sainte Inquisition, les sociétés préhispaniques ont fini par accéder au rang des grandes civilisations de l'antiquité. Cette promotion s'est faite en trois temps : d'abord sous l'impulsion des élites créoles et des religieux sensibles aux cultures indigènes, ensuite dans le contexte des Guerres d'Indépendance, enfin, pendant la Révolution de 1910 qui, entre autres choses, a établi un premier modèle d'éducation nationale. Avant d'en venir à cette période charnière, il convient de revenir sur cette figure rédemptrice qui constitue, selon D. Brading, le deuxième pilier du nationalisme mexicain. ⁶⁶

Tonantzin-Guadalupe : vecteur d'identité nationale

Dans l'esprit des créoles et des métisses proches de l'élite coloniale, le passé préhispanique figurait comme une sorte d'antiquité classique, comparable à l'essence culturelle que les élites européennes de la Renaissance avaient trouvées dans les civilisations grecques et romaines. L'historien R. Martínez Baracs relève l'intérêt que des érudits franciscains, dominicains et jésuites ont su porter aux anciennes civilisations mésoaméricaines. C'est le cas du jésuite Francisco Xavier Clavijero qui, suite à son expulsion du Mexique en 1767 avec toute la Compagnie de Jésus, a publié son épique *Histoire Ancienne du Mexique*, dans laquelle il a défendu les Indiens des accusations européennes d'infériorité et dégénérescence :

« Les annales des Toltèques, des Texcocains, des Aztèques, offraient autant d'exemples de courage, de patriotisme, de sagesse et de vertu que les histoires de la Grèce et Rome. L'antiquité mexicaine pouvait montrer de tels modèles de gouvernement juste et bienveillant comme le sage roi chichimèque Xólotl et les rois philosophes tels que Nezahualcōyotl et Nezahualpilli. » ⁶⁷

En effet, d'après le philosophe L. Villoro, les écrits de Clavijero ont annoncé le passage d'un indigénisme condescendant et inquisiteur professé par Hernán Cortés ou Fray Bernardino de Sahagún, à un indigénisme fondé sur la raison universelle. Comme la plupart des érudits qui se sont intéressés aux sociétés indiennes, Clavijero est né en Nouvelle Espagne, il a appris la langue et les mœurs des cultures du centre du pays, notamment le nahuatl, et s'est intéressé au « mythe » des apparitions de la Vierge de Guadalupe.

Il serait impossible de reprendre ici le débat historiographique autour des apparitions de celle-ci à Juan Diego Cuauhtlatoatzin entre le 9 et le 12 décembre 1531 sur la colline du Tepeyac, au nord de Mexico. Il est cependant important de souligner que malgré la suspicion des autorités coloniales, la Vierge que les Indiens appelaient aussi Tonantzin, a aussitôt commencé à gagner du terrain chez les métisses et les créoles de la capitale.

⁶⁵ P. LÓPEZ CABALLERO, « De cómo el pasado prehispánico se volvió el pasado de todos »..., *op. cit.*, p. 138.

⁶⁶ D. BRADING, *Los orígenes del nacionalismo mexicano...*, *op. cit.*, p. 15.

⁶⁷ Cité dans Rodrigo MARTÍNEZ BARACS, « Recuperación del pensamiento indígena e idea de la antigua sabiduría », in Pablo ESCALANTE GONZALBO (coord.), *La idea de nuestro patrimonio histórico y cultural*, México DF, Conaculta, 2011, p. 172.

Clichés 5. Omniprésence de la Vierge de Guadalupe dans le Centre Historique



José Ortiz, célèbre imitateur de M. Hidalgo, brandit l'étendard du mouvement indépendantiste devant le Palais des Beaux-Arts (1). Les effigies de la Vierge occupent la moitié du trottoir rue de Cuba (2) ainsi que des centaines de niches (3). On la retrouve dans les anciennes demeures aristocrates (4, 5), dans les ensembles sociaux (6) et dans les marchés publics (7). L'image est souvent accompagnée par la phrase *Non fecit taliter omni nationi* (elle n'a pas fait chose pareille en d'autres nations), attribuée au Pape Benoît XIV (4).

De nombreux historiens voient effectivement en Tonantzin-Guadalupe une éminente figure du syncrétisme religieux en Amérique, elle synthétise « l'affrontement constant entre des forces qui cherchent à manipuler des images pour coloniser les imaginaires et d'autres qui entendent forger des identités nouvelles », ⁶⁸ elle prolonge l'identité des vaincus en même temps qu'elle enracine les colons. De fait, contrairement à l'hypothèse avancée par B. Anderson –évoquée dans la partie précédente–, la naissance du nationalisme mexicain a précédé la débâcle du monopole spirituel du catholicisme puisque c'est à travers l'église et l'image de cette Vierge qu'allait se former une conscience nationale, notamment à travers un clergé créole en quête de saintes figures d'origine locale. ⁶⁹

Dans son évocation du cas mexicain, B. Anderson a raison de pointer le rôle des premiers romans créoles dans la construction du nationalisme postcolonial ⁷⁰ mais il néglige le fait qu'avant-même l'Indépendance, les images du culte guadalupéen circulaient déjà de part et d'autre du pays, dans un langage visuel accessible à une société multiculturelle comprise d'Indiens, d'Africains et d'Européens. Or ces derniers, placés au plus haut de l'administration coloniale, étaient les plus réticents aux hétérodoxies et, bien sûr, au culte païen de Tonantzin. Dans un contexte de tension permanente entre les ibériques et les créoles autour du contrôle des terres et des revenus fiscaux, il n'est pas étonnant que les élites locales aient voulu se rapprocher des masses indiennes et métisses afin de légitimer leur prédominance territoriale. Ainsi, tandis que la Couronne s'efforçait de maintenir les populations indigènes sous sa tutelle, à l'abri des *haciendas* en pleine expansion, les descendants des colons créolisaient Tonantzin de bonne ou de mauvaise foi, faisant émerger l'idée d'une Patrie mexicaine à l'intérieur d'un Empire espagnol.

Malgré les messages envoyés par Madrid en signe de reconnaissance du miracle mexicain, le XVIII^e siècle fut marqué par une vague de patriotisme qui faisait du Mexique une sorte de territoire élu de la Mère de Dieu. ⁷¹ C'est paradoxalement le chroniqueur d'origine milanais Lorenzo Boturini qui, après avoir compilé des centaines de documents relatifs aux sociétés préhispaniques et au "mythe" de l'apparition de la Vierge de Guadalupe, a impulsé ouvertement son intronisation pontificale. Même si son effort s'est soldé par dix mois de prison et l'expulsion définitive des territoires espagnols en 1743, Boturini a anticipé ce qui allait devenir une revendication de caractère national au moment des Guerres d'Indépendance.

⁶⁸ Serge GRUZINSKI, « Guerre des images », in Laurent GERVEREAU (dir.), *Dictionnaire mondial des images*, Paris/Québec, Nouveau monde, Septentrion, 2006, p. 453.

⁶⁹ Francisco DE LA MAZA, *El guadalupanismo mexicano* (1953), México DF, FCE, SEP, 1984. « Quel intérêt pour les Indiens et les créoles de savoir si la *Virgen de los Remedios* –imposition espagnole– était celle de Don Pelayo s'ils ne se voyaient pas comme les descendants de Don Pelayo », interroge De la Maza en référence aux figures du patriotisme espagnol, p. 40.

⁷⁰ B. ANDERSON, *L'imaginaire national...*, op. cit. D'après l'auteur, la littérature et la presse écrite ont joué un rôle de premier ordre dans la diffusion des nationalismes. Il s'intéresse donc au *Perruchet le Galeux* écrit par J. Fernandez de Lizardi en 1816. Le roman amène le héros dans plusieurs régions du pays, dans les hôpitaux, les prisons, les villages, etc. pour montrer l'inaptitude de l'administration coloniale, en même temps qu'il fait découvrir l'étendue du Mexique au lecteur, p. 45.

⁷¹ F. DE LA MAZA, *El guadalupanismo mexicano...*, op. cit. « Je suis devenu peintre de cette Sainte Figure ; j'ai empuisé mes efforts en la copiant, amour envers la Patrie en la dessinant », expliquait par exemple le premier évangéliste guadeloupéen Miguel Sánchez dans son œuvre *Imagen de la Virgen María de Dios de Guadalupe*, publiée en 1648. Un siècle plus tard, Tonantzin-Guadalupe constituait déjà le principal alibi du nationalisme naissant, comme l'atteste le raisonnement d'un prêtre du Nord du pays vers 1758 : « si l'arbre appartient au propriétaire de la parcelle sur laquelle il pousse et s'enracine, alors le Mexique est propriétaire de Marie, où elle est née faite Ciel », p. 175.

L'image rédemptrice des Indiens de Mexico fut effectivement endossée par le curé Miguel Hidalgo, officiellement le père de la Patrie, afin de motiver la guerre de tous les Mexicains contre les Españols. D'après certains observateurs, cependant, c'est surtout la possibilité de récupérer leurs moyens de production et de reproduction, en l'occurrence la terre et le territoire, qui incita de nombreux peuples indiens à se rallier à la cause d'Hidalgo, capturé, jugé et fusillé en 1811.⁷² Par la suite, les représentations proto-nationales du Mexique ancien ont continué à alimenter le discours émancipateur des indépendantistes, donnant naissance à ce que P. López Caballero appelle un « nationalisme indiennesque ».⁷³ S'assumant en tant qu'héritiers des victimes des Conquistadors, les Insurgés ont postulé la libération du territoire occupé par les Espagnols depuis la Conquête de Mexico. La rhétorique du mouvement allait dans le sens d'une « revanche historique » nécessaire, comme l'atteste le discours prononcé par José María Morelos à l'occasion de l'ouverture du Congrès de Chilpancingo en 1813 :

« Génies de Moctezuma, Cacama, Cuauhtemotzin, Xicotencatl, Calzontzin, célébrez autour de cette assemblée, comme celle pendant laquelle vous avez été trahis par l'épée perfide d'Alvarado, le moment splendide dans lequel vos enfants se réunissent pour venger votre outrage et se libérer des griffes de la tiranie et du fanatisme de ceux qui allaient profiter pour toujours. Au 13 août 1521 succède le 14 septembre 1813. Le premier a serré les chaînes de votre servitude à Mexico-Tenochtitlán, aujourd'hui elles se brisent à jamais. »⁷⁴

Une Indépendance fragile

José María Morelos fut capturé et fusillé en 1815 par les troupes royalistes, de même que la plupart des créoles radicaux. Un destin similaire attendait les deux représentants des *barrios* indiens de Mexico, accusés de conspirer avec les Insurgés qui résistaient péniblement dans le Sud du pays.⁷⁵ De fait, la consommation de l'Indépendance en 1821 est le résultat des négociations politiques entamées entre la monarchie espagnole et les conservateurs créoles qui entendaient maintenir leurs privilèges.⁷⁶ Cependant, alors que le naissant Empire mexicain (1821-1823) préfigurait une base arrière confortable pour les aristocraties européennes, les libéraux et les défenseurs de la doctrine américaniste⁷⁷ ont fini par s'imposer en 1824. L'empereur créole Agustín de Iturbide fut exécuté et l'on adopta un régime constitutionnel.

Inspirée par le modèle étasunien, la *Constitution fédérale des États-Unis Mexicains* a établi un District Fédéral, non pas sur un nouveau territoire comme Washington DC, mais dans la capitale historique. Cette décision, produit d'intenses discussions entre les élites régionales, impliqua la suppression des droits politiques des habitants de Mexico, qui furent quelque part récompensés par la concentration accrue des richesses et des infrastructures pendant les décennies à venir.⁷⁸

⁷² Miguel LEÓN PORTILLA, *Independencia, reforma, revolución, y los indios qué?*, México DF, UNAM, 2011.

⁷³ P. LÓPEZ CABALLERO, « De cómo el pasado prehispánico se volvió el pasado de todos »..., *op. cit.*, p. 141.

⁷⁴ Cité dans M. LEÓN PORTILLA, *Independencia, reforma, revolución, y los indios qué?*..., *op. cit.*, p. 21.

⁷⁵ *Ibid.*, p. 70.

⁷⁶ Horst PIETSCHMANN, « Revolución y contrarrevolución en el México de las reformas borbónicas. Ideas proto-liberales y liberales entre los burócratas ilustrados novohispanos (1780-1794) », *Caravelle*, 54, 1990, p. 21-35.

⁷⁷ La doctrine formulée en 1823 dans un célèbre discours du président étasunien James Monroe, est en fait partagée par la plupart des indépendantistes américains, de Simón Bolívar à José María Morelos. Ainsi, dans l'article premier des *Sentiments de la Nation*, J.-M. Morelos stipulait dès 1813 que « l'Amérique est libre et indépendante de l'Espagne et de toute autre Nation, Gouvernement ou Monarchie ».

⁷⁸ Sergio MIRANDA PACHECO, « El legado colonial en el régimen político-institucional del Distrito Federal, 1824-1857 », in María Dolores MORALES et Rafael Mas HERNÁNDEZ (éd.), *Continuidades y rupturas urbanas en los siglos XVIII y XIX*, Consejo del Centro Histórico de la Ciudad de México, 2000, p. 401-417. Les provin-

Dans un contexte de tensions belligérantes entre libéraux et conservateurs, le nouveau gouvernement comprit la nécessité d'élaborer un discours unitaire capable de donner corps à une masse sociale à la fois hétérogène et dispersée sur un territoire aux frontières encore mal définies.⁷⁹ Au-delà de ses nouvelles fonctions politiques, la Ville de Mexico est ainsi devenue l'épicentre d'une identité nationale hégémonique, qui réifie spécifiquement la civilisation aztèque, d'où l'adoption du glyphe de la cité de Tenochtitlán comme étendard du drapeau national. Toujours dans le domaine de la manipulation des symboles, les nouvelles autorités décidèrent de détruire en 1826 les cinq statues gréco-romaines qui avaient été installées en 1775 par l'autorité coloniale sur l'Alameda.⁸⁰

La volonté de fixer un espace et un temps communs au "peuple mexicain", conçu comme « une entité singulière, homogène et pure »,⁸¹ se matérialisa en 1825 avec la création du Musée National du Mexique. Sous l'impulsion de Lucas Alamán, ministre de l'Intérieur et de l'Extérieur, ce musée a commencé à accumuler les précieux monuments de l'antiquité mexicaine, intégrant les collections confisquées à Lorenzo Boturini un siècle plus tôt. Les premiers catalogues de l'institution, alors établie dans le salon des mathématiques l'Université, nous parlent d'un renversement idéologique sans précédent, comme l'illustre la description d'une pièce archéologique désormais célèbre : « Indien triste assis sur une pierre, dans une attitude qui dénote la dépression de son âme et beaucoup de tristesse en voyant sa patrie subjuguée par les barbares espagnols ». ⁸² Il faut dire que la statuette ne montre en réalité aucun signe expressif.

La barbarie ayant changé de camp, les conditions étaient réunies pour que soit réalisée ce que R. Martínez appelle « l'alliance idéologique entre l'État mexicain et l'État mexica ». ⁸³ Cette construction de l'imaginaire national mexicain s'effectua à la fois de façon endogène, dans le but de contrôler les territoires et les sociétés, et de façon exogène, toujours par rapport au référentiel européen. En 1889, le Mexique participa à l'exposition universelle de Paris –un rendez-vous réservé aux puissances "civilisées"–, où il présenta une invraisemblable pyramide aztèque. En effet, « l'entrée du Mexique dans la civilisation —ironise P. López Caballero— s'est faite à travers l'exotisme et l'antiquité, jouant le jeu habituel des colonies plutôt que celui des pays indépendants ». ⁸⁴ Paradoxalement, le discours indigéniste était porté par des créoles qui méprisaient les Indiens de leur époque. Or, vers la fin du XIX^e siècles, ces derniers représentaient un tiers de la population, à peu près cinq millions de personnes, ⁸⁵ sans compter que dans plusieurs parties du pays, ils avaient déclaré la guerre aux blancs, comme les Yaquis du Sonora ou les Mayas du Yucatan. ⁸⁶

ciaux hésitaient à établir le DF à Mexico car ils craignaient l'influence politique de l'élite locale. Avec la suppression des droits politiques des habitants, ils espéraient pouvoir subordonner le gouvernement municipal de Mexico au gouvernement fédéral.

⁷⁹ Salvador ÁLVAREZ, « Patrimonio territorial y fronteras : la visión del Estado mexicano en el siglo XIX », in Carlos HERREJÓN (coord.), *La formación geográfica de México*, México DF, Conaculta, 2011, p. 70-125.

⁸⁰ « Héroes clásicos en la Alameda », Patricia Ruvalcaba, publié dans KM0 (50), septembre 2012. Il s'agit de Glauco, Arion, Triton, Hercule et Ganymède.

⁸¹ P. LÓPEZ CABALLERO, « De cómo el pasado prehispánico se volvió el pasado de todos »..., *op. cit.*, p. 140.

⁸² Cité dans Miruna ACHIM, « Las llaves del Museo Nacional », in Pablo ESCALANTE GONZALBO (coord.), *La idea de nuestro patrimonio histórico y cultural*, México DF, Conaculta, 2011, p. 153.

⁸³ R. MARTÍNEZ BARACS, « Recuperación del pensamiento indígena »..., *op. cit.*, p. 177.

⁸⁴ P. LÓPEZ CABALLERO, « De cómo el pasado prehispánico se volvió el pasado de todos »..., *op. cit.*, p. 143.

⁸⁵ M. LEÓN PORTILLA, *Independencia, reforma, revolución, y los indios qué?*..., *op. cit.*, p. 23.

⁸⁶ Sur la Guerre des Castes au Yucatán, voir : María VALVERDE VALDÉS, « Las Guerras de Castas. Península de Yucatán (1847-1901) », *Arqueología mexicana*, XIX-111, 2011, p. 54-59. Dans le Nord du pays, le soulève-

L'arrivée au pouvoir de Benito Juárez, premier président d'origine indienne (zapotèque), correspond à une période d'intenses réformes libérales (1855-1863) qui ont surtout affecté l'hégémonie de l'église catholique mais aussi les corporations indigènes, jusqu'alors protégées par un régime de propriété collective. Les effets de la *Loi de désincorporation des propriétés appartenant à des corporations civiles et religieuses*⁸⁷ ont été particulièrement importants à Mexico, où l'église contrôlait près de la moitié du sol urbain.⁸⁸ Outre la création des nouvelles rues qui ont souvent coupé en deux les couvents (carte 6, p. 105), les locataires pourraient désormais acquérir les propriétés que l'église a longtemps administrées et les premiers lotisseurs modernes pourraient accéder aux terrains jalousement détenus par les communautés indiennes des anciennes *parcialidades*.

Au milieu du XIX^e siècle, Benito Juárez décida de suspendre momentanément le remboursement des dettes acquises à l'étranger. Aussitôt, les flottes de l'ancienne métropole ainsi que celles des nouvelles puissances coloniales accostèrent dans le Golfe du Mexique pour exiger leur dû, et tandis qu'un accord était trouvé avec les Espagnols et les Anglais, les troupes de Napoléon III, en alliance avec les conservateurs mexicains, décidèrent de rester sur place et d'installer l'autrichien Maximilien de Habsbourg à la tête du Second Empire mexicain (1864-1867). Malgré sa courte période aux commandes du pays, le dernier des Habsbourg en Amérique entreprit d'importants ouvrages à Mexico, notamment le boulevard de l'Impératrice (aujourd'hui Reforma) tracé en 1864 par l'ingénieur autrichien Ferdinand von Rosenzweig, et le château de Chapultepec qui a longtemps servi de résidence présidentielle.

Maximilien fut finalement fusillé par les troupes libérales de Benito Juárez, revenu de son exil aux États-Unis, où il avait obtenu de précieux soutiens financiers. De retour au pouvoir, les libéraux entamèrent un timide décollage industriel soutenu par une production agricole qui s'est élargie au détriment des territoires indigènes et grâce à des millions de paysans soumis à des conditions de semi-esclavage dans les grandes *haciendas*.

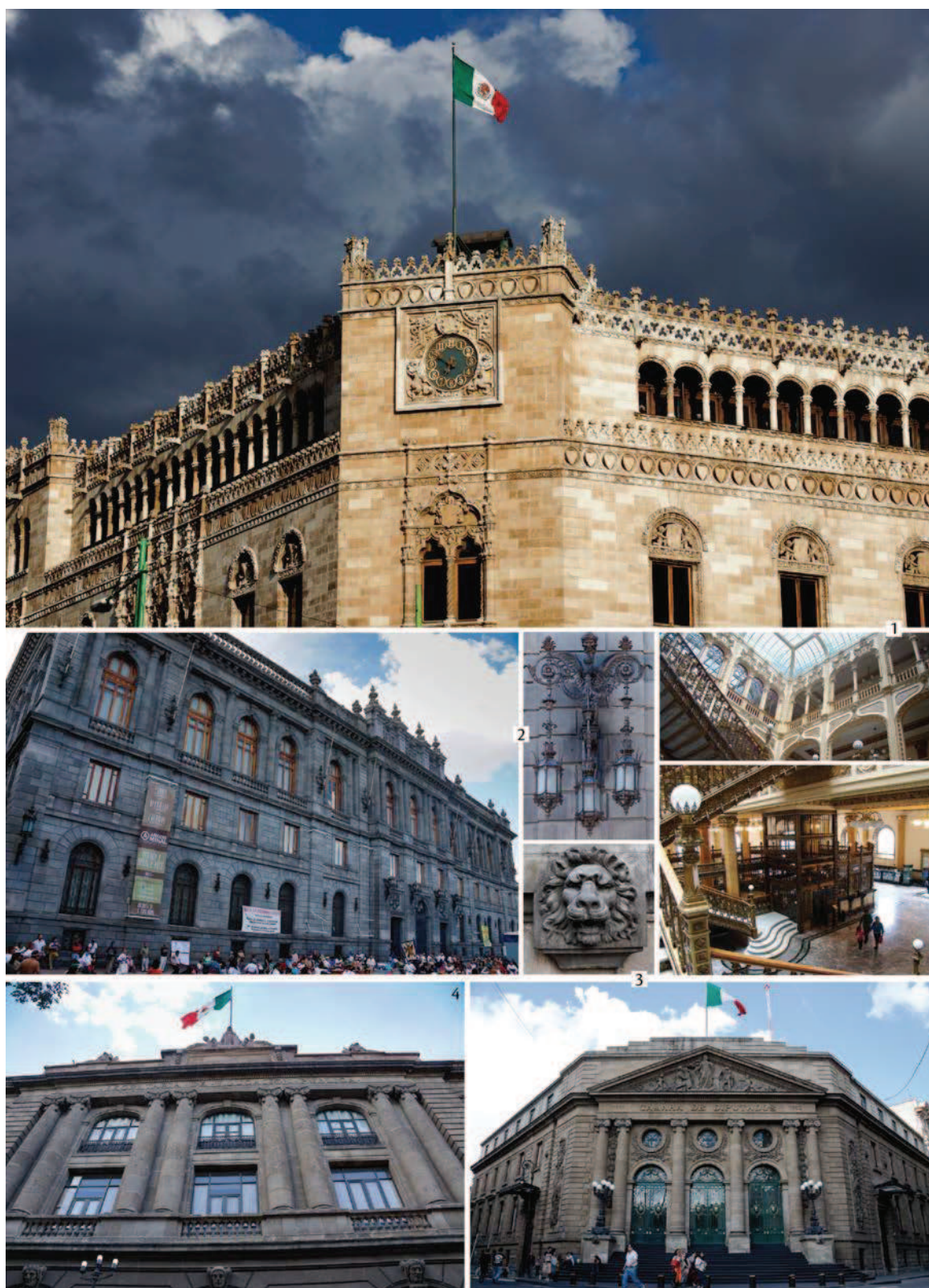
L'introduction du chemin de fer durant les neuf administrations successives du général Porfirio Díaz (1884-1910) permit l'essor économique de la capitale où, malgré l'épisode interventionniste, l'influence culturelle française devint omniprésente. Durant cette période, l'axe Zócalo-Alameda acquit un prestige renouvelé grâce aux édifications éclectiques gagnèrent les rues de Tlapaleros (aujourd'hui Dieciséis de Septiembre) et Cinco de Mayo, toutes les deux élargies jusqu'à l'avenue San Juan de Letrán (aujourd'hui Eje Central), détruisant à leur passage une partie du couvent de San Francisco et l'important Théâtre National. La rue Cinco de Mayo, amenée jusqu'aux abords du plus grand ouvrage du porfiriat, le Palais des Beaux Arts (clichés 1 p. 46), accueillit de nombreux bureaux publics et privés, notamment le bâtiment administratif des chemins de fer et le Palais Postal, réalisé en 1907 par l'architecte italien Adamo Boari et l'ingénieur Gonzalo Garita. La rue de Gante a alors été tracée, recroisant celle de San Francisco, véritable vitrine du régime (aujourd'hui Madero), où les bâtiments de l'ancienne aristocratie et ceux de la nouvelle bourgeoisie ont connu un regain en hauteur.

ment des Yaquis contre le gouvernement de Porfirio Díaz s'est soldé par la déportation vers le Yucatán et le génocide. La nation Yaqui n'a toujours pas signé d'accords de paix avec l'État mexicain.

⁸⁷ *Ley de Desamortización de Fincas Rústicas y Urbanas Propiedad de Corporaciones Civiles y Eclesiásticas*, 25 juin 1856.

⁸⁸ María Dolores MORALES MARTÍNEZ, « La desamortización y su influencia en la estructura de la propiedad. Ciudad de México 1848-1864 », in Ma. del Pilar LÓPEZ-CANO (éd.), *Iglesia, Estado y economía. Siglos XVI al XIX*, México DF, UNAM, Instituto Mora, 1995, p. 179-204.

Clichés 6. Héritages porfiriens dans l'axe Zócalo-Alameda



Le Palais de la Poste (1) amena la Renaissance italienne jusqu'à l'angle de Tacuba et Eje Central. Achevé en 1910 par l'architecte Silvio Contri, le Palais du ministère de l'Aménagement et des Communications (2) a cédé la place en 1982 au Musée National d'Art. Au croisement de Donceles et Allende, la Chambre des Députés (3) fut inaugurée en 1911. Elle servit en tant que telle jusqu'en 1982 et elle accueille désormais l'Assemblée des Législateurs du District Fédéral. Enfin, sur la photographie 4, les dieux Apollon, Minerve et Dyonisos surveillent l'entrée du ministère de l'Éducation.



5) Élevé en 1905, cet immeuble style Renaissance reçoit depuis 1925 le Banco de México (banque centrale). L'Édifice Paris (6) achevé en 1907 par Francisco Serrano, le bâtiment situé à l'angle de Madero et Motolinia (7) et l'Édifice Cinco de Mayo (8) abritent toujours les beaux magasins. Sur la photographie 9, on apprécie un des hôtels construits sur la rue de Gante, ouverte à la fin du XIXe siècle. 10) Le bâtiment administratif des chemins de fer, inauguré en 1908. 11) Le "palais d'acier" (à gauche) préserve le style art nouveau, maintes fois répliqué dans le Centre Historique. L'œuvre de Genaro Alcorta se synthétise dans l'édifice de la compagnie d'assurance La Mexicana (12) qui accueille désormais l'enseigne Zara, ainsi que dans l'ensemble d'habitation au 119 avenue d'Hidalgo (13), réalisé en 1908, actuellement en réhabilitation pour devenir un centre commercial.

Avant de se tourner vers le modernisme étasunien à partir des années vingt, Mexico a principalement reçu l'influence et l'argent des grandes familles de commerçants européens. En 1898, à l'initiative d'une famille d'immigrés allemands, une quincaillerie de luxe à vue de jour au croisement de Dieciséis de Septiembre et I. la Católica : Casa Boker (clichés 12 p. 188). Parmi les multiples vagues migratoires françaises, les juifs d'Alsace immigrés pendant la guerre franco-prussienne ont élevé en 1890 l'édifice La Esmeralda, au croisement d'I. la Católica et Madero, pour accueillir une prestigieuse bijouterie (actuellement le musée de l'Estanquillo). Vers la fin du porfiriato, les frères Arnaud immigrés de Barcelonnette en 1821 pour bâtir un véritable empire textile à Mexico, lancèrent la construction du "palais d'acier" (Palacio de Hierro), un grand magasin style art nouveau que les habitants ont ainsi baptisé en raison de sa structure en béton armé. Enfin, le Casino Espagnol, conçu comme un centre de réunions pour les ressortissants de l'ancienne métropole, a ouvert ses portes en 1903 sur Isabel la Católica.

En effet, la plupart des monuments historiques qui caractérisent le secteur touristique du centre-ville ont été construits durant cette période d'intenses échanges commerciaux et d'accumulation. Aux abords de la place Manuel Tolsá, le palais du ministère de l'Aménagement et des Communications (aujourd'hui Musée National d'Art), synthétise l'esprit d'une époque avec ses finitions métalliques forgées en Italie, ses lions sculptés en signe de pouvoir, le tout enveloppé par une svelte structure néoclassique. L'élan progressiste s'est d'ailleurs étalé vers l'ouest de la ville, transformant l'ancienne rue du Calvaire, alors baptisée Avenue Juárez, en un corridor semé de monuments laïcs, comme l'Hémicycle à Juárez. Encore plus loin, les nouveaux quartiers aisés de Juárez et Cuauhtémoc ont gagné les pourtours de l'avenue Refoma qui, dans une singulière alliance nationaliste, a été monumentalisée en 1878 avec l'installation des sculptures de Christophe Colomb et de Cuauhtémoc.

Conclusion : une ville génétiquement ségréguée

Dans ce chapitre nous avons essayé de fournir les éléments nécessaires pour appréhender la division sociale de l'espace urbain à Mexico, en particulier la division est-ouest qui caractérise non seulement l'espace central mais aussi la métropole en gestation. D'abord, la volonté coloniale de maintenir les classes et les "castes" à leur place a impliqué la relégation des Indiens vers les périphéries, dans les *parcialidades* et les *barrios*. Bien entendu, la difficulté à contrôler les espaces interstitiels et à maintenir une séparation juridique et pratique entre des populations de plus en plus mélangées, n'a fait qu'augmenter au fil du temps. Cela dit, il serait erroné de déduire que la *traza* n'a finalement produit aucun effet sur la distribution et la ségrégation des populations. D'après A. Lira, la *traza* a bien réussi à « matérialiser le principe de séparation entre Indiens et Espagnol, d'abord, et ensuite entre Indiens et... non Indiens ».⁸⁹

D'un point de vue géopolitique, les conditions du milieu naturel ont contribué à l'élargissement de la cité espagnole vers l'ouest, où parvenaient les eaux potables de Chapultepec et plus tard celles de Santa Fe par l'intermédiaire de l'aqueduc de la Mariscala. Cette donnée hydrologique a favorisé le développement des infrastructures stratégiques et des belles demeures dans les environs des *barrios* de Santa Veracruz et de San José qui ont bientôt été dominées par les Espagnols aux dépens des Indiens, d'autant plus qu'à l'autre extrémité de la ville, la possibilité d'échapper aux révoltes populaires était limitée par les marécages et par le Lac de Texcoco.

⁸⁹ A. LIRA, *Comunidades indígenas frente a la Ciudad de México...*, op. cit., p. 26.

L'arrivée de l'Indépendance en 1821 n'a pas modifié cet état des choses, au contraire, les élites nationales ont fait le choix de l'embellissement et du recyclage urbain dans l'espace compris entre l'Alameda et le Zócalo. Au moment du démarrage industriel du pays, elles se sont étalées vers l'ouest, dans les nouveaux quartiers résidentiels qui longeaient l'avenue Reforma, tandis que les *barrios* indiens, dépossédés, ont dû céder de la place aux gares de triage de Tlatelolco et de San Lázaro, autour desquelles se sont progressivement amassés les différentes vagues migratoires en provenance de l'intérieur de pays.

Enfin, en libérant les forces productives du pays, la période porfirienne va être retenue comme la « Belle Époque » par l'élite économique qui a su profiter de l'essor du capitalisme. Pour les millions de paysans et ouvriers exploités, en revanche, cette période –qui culmine en 1910 avec l'éclatement de la Révolution et la fuite de Porfirio Díaz vers Paris– passera comme la plus féroce dictature qu'ait connu le Mexique indépendant. Cette dernière version de l'histoire sera d'ailleurs réifiée par le régime postrévolutionnaire dans sa course à la modernisation du pays, comme un instrument de légitimation idéologique d'une bourgeoisie qui n'a pas tardé à trahir le mouvement révolutionnaire porté par les paysans et les indiens.

CHAPITRE V

LE CENTRE-VILLE FACE À LA MODERNITÉ



Le modèle colonial comptait l'État au nombre des occupants naturels du centre ; désormais, dans une perspective fonctionnaliste, on attend qu'il en expulse tout ce qui n'est pas à sa place, tout ce qui ne lui convient pas.

Jérôme Monnet, *La ville et son double*, 1993

La dictature parfaite ce n'est pas le communisme ni Fidel Castro. C'est le Mexique car la dictature y est particulièrement bien camouflée. À y voir de près, le Mexique a toutes les caractéristiques d'une dictature : la permanence, non pas celle d'un homme mais d'un parti, un parti inamovible qui concède suffisamment d'espace à la critique dans la mesure où celle-ci lui permet de démontrer qu'il s'agit d'un parti démocratique. Et pourtant le parti supprime par tous les moyens –y compris les pires– toute critique mettant en péril sa permanence. Aucune autre dictature latino-américaine n'a été aussi efficace dans le recrutement des intellectuels.

Mario Vargas Llosa, *Encuentro Vuelta*, 1990.

Photographie : Le Monument à la Révolution, vestige du parlement projeté en 1900 par Porfirio Díaz. Autour de lui, on retrouve de nombreuses institutions syndicales créées pendant le régime du Parti de la Révolution Institutionnelle (1928-2000). Réhabilité en 2010 dans le cadre du centième anniversaire de la Révolution, ce lieu se prête désormais à de nombreuses activités ludiques.

Introduction

La notion de patrimoine urbain est indissociable du processus d'urbanisation engagé à partir de la première moitié du XX^e siècle. Elle est apparue comme une réaction devant le projet modernisateur porté par les architectes fonctionnalistes, souvent au service de l'État, avant de se consolider dans les législations nationales. Comme cela a été vu dans la première partie, les pays d'Amérique latine ont été particulièrement réceptifs à l'idée occidentale de patrimoine dès lors qu'ils ont été le théâtre d'une urbanisation aussi chaotique que dévastatrice pour leurs monuments historiques. À l'image de Mexico, qui représente sans doute un cas paradigmatique, cette urbanisation a engendré des métropoles fortement ségréguées, mal planifiées et hyper-peuplées.

Ce chapitre porte sur cette étape cruciale de la structuration métropolitaine. Nous verrons qu'au Mexique, contrairement aux pays du Nord, l'urbanisation s'est produite sous l'effet d'un régime nationaliste qui n'a connu aucun contre-pouvoir effectif jusqu'au dernier quart du XX^e siècle. Le régime instauré par le Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI), une fois la révolution paysanne de Zapata étouffée,¹ s'est caractérisé par une relation fusionnelle entre le parti, les syndicats et l'État (corporatisme) ainsi que par un pouvoir unipersonnel exacerbé (présidentialisme) reproduit à l'échelle des États fédérés et des municipalités.² En effet, certains auteurs ont pu qualifier le Mexique comme un « empire électif prenant des airs de république fédérale »³ tandis que d'autres ont privilégié le concept de « pacte corporatiste »⁴ pour synthétiser l'essentiel de la démocratie mexicaine.

Gardant un statut d'exception jusqu'en 1997, la Ville de Mexico a été placée sous la tutelle du président. Pourtant, même privée de ses droits politiques, la population de la capitale a joué un rôle fondamental, d'abord, dans la construction des centrales ouvrières-populaires et dans la consolidation de l'hégémonie politique du PRI ; ensuite, dans l'ouverture progressive du système politique national. Nous verrons que le Centre Historique –inventé seulement en 1980– a été le scénario des principales transformations du pays, subissant par la même occasion les convulsions successives de l'époque : blocage de loyers, démolitions associées à l'idéal modernisateur, émergence du mouvement de patrimonialisation et réveil de la société civile sous l'effet des crises sismique, économique et sociale qui ont fini par renverser le régime.

Ce chapitre interroge la crise de la centralité urbaine qui justifie actuellement les politiques de revalorisation. Quelles ont été les causes du dépeuplement ? Quel est le sens et la portée de l'institution d'un périmètre de conservation ? A-t-il vraiment contribué à la sauvegarde du patrimoine urbain ? La crise de la centralité urbaine n'est-elle pas, aussi, une crise du pouvoir ? Nous allons d'abord revisiter les bases de l'hégémonie du Parti Révolutionnaire Institutionnel pour mieux appréhender la culture politique mexicaine. La deuxième section portera sur les effets du séisme de 1985, un événement clé dans l'histoire du mouvement urbain-populaire (MUP) et, plus largement, dans la démocratisation du pays. Enfin, cette fenêtre sur l'histoire urbaine et politique de la capitale se referme avec l'arrivée en 1997 du Parti de la Révolution Démocratique (PRD) et ses premiers efforts pour redorer l'image du Centre Historique.

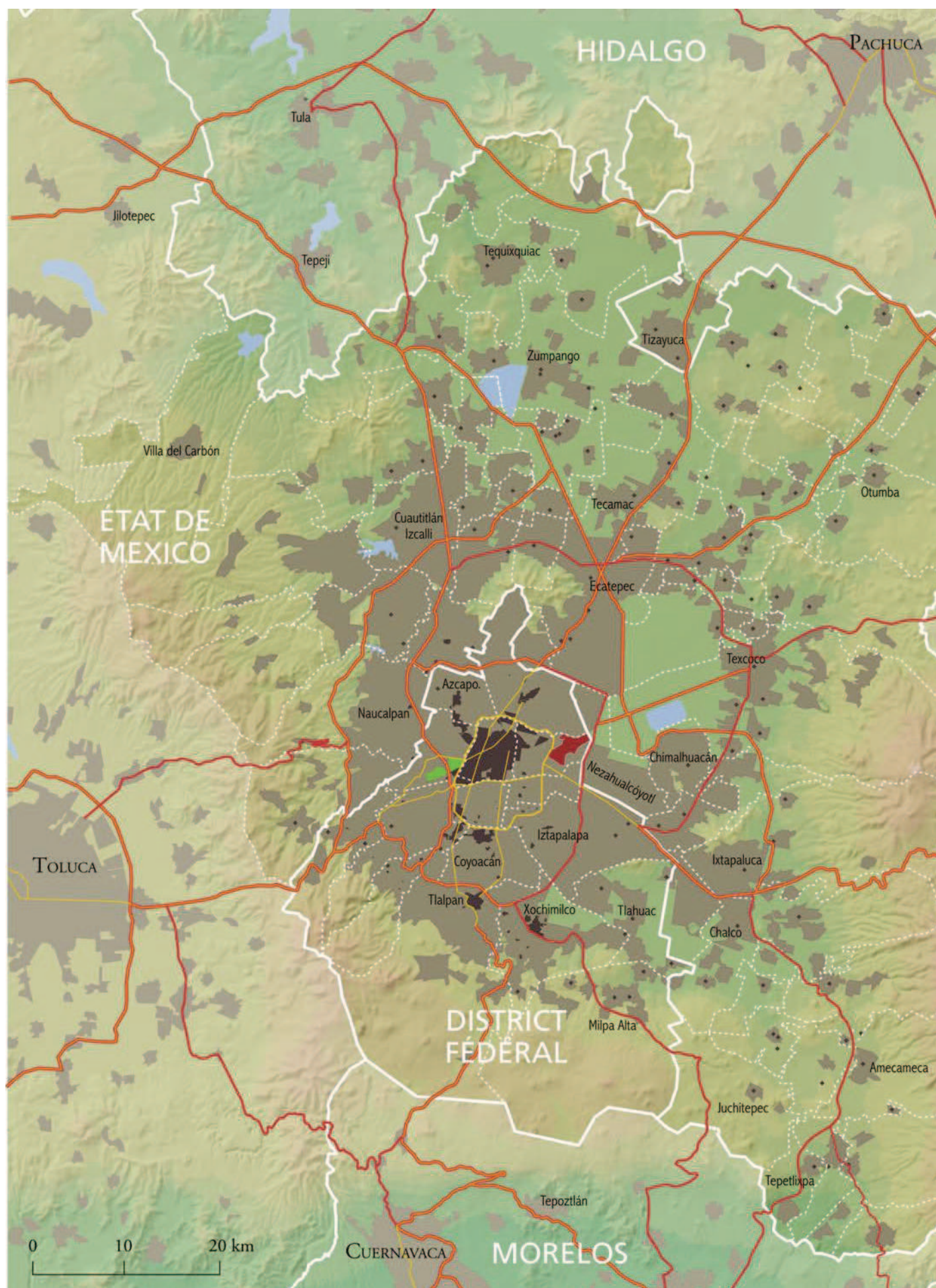
¹ Adolfo GILLY, *La Révolution mexicaine, 1910-1920. Une révolution interrompue, une guerre paysanne pour la terre et le pouvoir*, Paris, Syllepse, 1995.

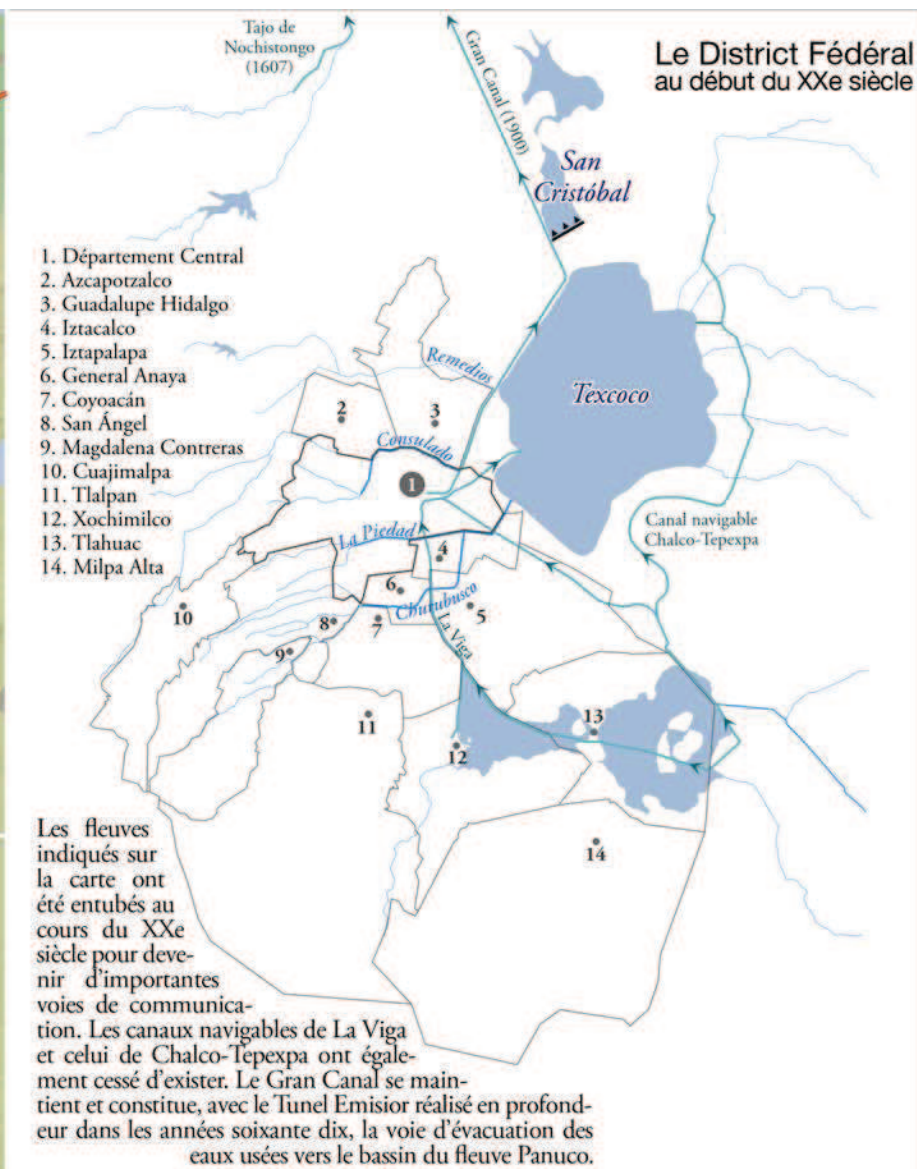
² Emilio DUHAU, « Dilemas de los gobiernos locales de alternancia en México », *Ciudades*, 41, 1999, p. 9-15.

³ Brian HAMNETT, *Histoire du Mexique*, Paris, Perrin, 2009, p. 249.

⁴ M.-F. PRÉVOT SCHAPIRA, « Villes et territoires en Amérique Latine »..., *op. cit.*, p. 23.

Carte 7. La zone métropolitaine de Mexico et l'évolution territoriale du District Fédéral (1920-2010)





1. Gouverner l'urbanisation

Au début du XX^e siècle, la Ville de Mexico était encore assez restreinte : elle était limitée par le Río del Consulado au nord ; elle atteignait le parc de Chapultepec à l'est et le mont Peñón de los Baños à l'ouest (actuellement l'aéroport) ; elle s'étendait jusqu'au Río de la Piedad au sud. Épargnée par les premières batailles pour la succession de Porfirio Díaz, la ville respirait en 1913 une ambiance paisible, à peine perturbée par les rumeurs de guerre.⁵

Mais le calme n'allait pas durer longtemps. Quand les troupes du général Bernardo Reyes ont fait irruption sur le Zócalo, les habitants de la capitale ont compris que la dite « paix organique » du président Francisco Madero était une illusion. La Décennie Tragique ne faisait que commencer : après ce premier coup d'État, Lascuráin assumait les fonctions présidentielles pendant 45 minutes avant de céder le pouvoir au général putschiste Victoriano Huerta, qui finit lui aussi par perdre les rênes de l'armée régulière. En décembre 1914, les troupes de Francisco Villa et Emiliano Zapata marchèrent sur Mexico sans que le général Eulalio Gutiérrez puisse vraiment les arrêter. Accessoirement, le général Roque González fut nommé président par la Convention d'Aguascalientes.⁶ Ce fut ensuite au tour de Francisco Lagos de représenter la Nation mais celui-ci abandonna ses fonctions en octobre 1915 après avoir déplacé son gouvernement vers la ville de Toluca. En effet, le Palais National n'eut plus de propriétaire jusqu'en 1917, quand les forces révolutionnaires de la Convention d'Aguascalientes réussirent à établir une assemblée constituante et à produire la Constitution de 1917, qui régit jusqu'à nos jours le pacte social mexicain.

Devenu président, Venustiano Carranza trahit ses alliés : victime d'une embuscade, Zapata fut assassiné en avril 1919. Un destin similaire attendait Carranza en mai 1920. Enfin, quand une paix militaire commençait à se dessiner, les généraux laïcs –qui représentaient les aspirations de la bourgeoisie du Nord du pays– déclenchèrent une guerre contre les conservateurs de la région du Bajío suite à l'assassinat du président Álvaro Obregón, en 1924, par un jeune chrétien fondamentaliste.⁷

Mexico sous la botte des généraux

La Révolution mexicaine a non seulement créé le socle d'une identité nationale et d'un « système qui vit de son capital affectif »,⁸ elle a aussi instauré les bases d'un État qui a élevé la méfiance et l'autoritarisme en principes de gouvernance.

La séparation qui perdure depuis le gouvernement de V. Carranza (1917-1920) entre une police préventive (qui garantit l'ordre public) et une police judiciaire (qui peut arrêter des suspects), découle de cette période turbulente. Selon D. Davis, la police de Mexico étant imprévisible et loyale aux conservateurs porfiristes, « les forces postrévolutionnaires ont dû faire appel à d'autres forces coercitives alliées, notamment des paysans et des travailleurs armés ».⁹

⁵ Ricardo PÉREZ MONTFORT, « La decena trágica en la ciudad de México (1913). Aproximaciones a la vida cotidiana », in *Juntos y medio revueltos*, México DF, Uníos, Frente del Pueblo, SNER AC, 2000, p. 90.

⁶ La Convention fut convoquée en octobre 1914 par Venustiano Carranza, considéré comme l'artisan de l'unification des forces belligérantes autour d'une seule armée constitutionnaliste. Elle fut suivie par une série de réunions auxquelles participèrent de façon intermittente Villa et Zapata.

⁷ Jean MEYER, *La christiade: l'Église, l'État et le peuple dans la révolution mexicaine, 1926-1929*, Paris, Payot, 1975.

⁸ Joe FOWERAKER, « Movilización popular y cultura política en México », *Ciudades*, 26, 1995, p. 16-28.

⁹ Diane DAVIS, « Undermining the rule of law: Democratization and the dark side of police reform in Mexico », *Latin American Politics and Society*, 48-1, 2006, p. 55-86.

La police préventive est donc le fruit du paramilitarisme tandis que la police judiciaire, aussitôt dirigée par des généraux fidèles à Carranza, est le produit du soupçon généralisé.

La marque de l'autoritarisme s'est aussi imprimée sur les formes de représentation politique des habitants de la capitale, pratiquement anéanties par la suppression du régime municipal du District Fédéral, devenu Département en 1928 (DDF). À partir de là, et jusqu'en 1997, l'exécutif fédéral s'est chargé de nommer le chef du DDF, qui devait à son tour désigner les chefs des quatorze municipalités du DF, devenues des délégations. Contrairement au principe constitutionnel de non-réélection promu depuis le soulèvement de Francisco Madero contre le dictateur Porfirio Díaz, le président pouvait prolonger indéfiniment le mandat du chef du DDF, et il se réservait le choix du chef de police pour les raisons que nous venons d'évoquer. Enfin, le Congrès de l'Union, avec ses députés et sénateurs fédéraux, allait s'occuper de légiférer sur toutes les questions concernant le DF.

En retour, les habitants ont été maigrement récompensés par l'établissement d'un Conseil Consultatif de la Ville de Mexico, sans voix ni vote à l'assemblée. Suivant l'article 85 de la *Loi organique du District Fédéral* de 1928,¹⁰ le conseil serait composé par des notables et des représentants (non élus) de la société civile : un représentant des chambres de commerce, un autre des petits industriels (artisans), un représentant des associations de propriétaires, un des associations de locataires, un membre des groupements paysans, un autre des associations d'employés du public et du privé, un représentant des « associations de travailleurs non mentionnés ci-dessus » (probablement les commerçants informels) et finalement une représentante des associations de mères de famille.

D'après M. Espinosa, ce conseil a surtout servi à « transformer la participation politique en participation sociale et à diminuer les conflits politiques dans la capitale », en provoquant une dépolitisation du gouvernement local.¹¹ Pourtant, le DDF n'est pas devenu un simple appareil « administratif-bureaucratique ». Au contraire, des formes alternatives d'expression de la demande sociale ont fait irruption dans une culture politique déjà caractérisée par les pratiques corporatives particulières au libéralisme créole.¹² Autrement dit, le gouvernement local s'est bientôt re-politisé à partir de ses marges, dans le contact direct entre les représentants du parti et les associations civiles, suivant une stratégie délibérée de cooptation des couches populaires. L'exemple des associations de commerçants est à ce sujet édifiant et nous permet de retracer les origines de la problématique de l'ambulantage dans le Centre Historique, alors défini sous l'appellation Primer Cuadro (litt. Premier Carré).

La *Loi générale de planification* de 1930, décidée selon D. Davis par « les architectes, les grands propriétaires d'immeubles, les transporteurs et les nouveaux professionnels de la planification urbaine », venait de révéler les préoccupations du nouveau régime quant à la « protection et restauration de la beauté architecturale coloniale » en établissant la nécessité de dégager les commerçants informels et de libérer la voie publique à la circulation automobile.¹³

¹⁰ *Ley orgánica del Distrito Federal y Territorios Federales*, 31 décembre 1928. Avant de devenir des États fédéraux, les Territoires fédéraux de la Basse Californie et du Quintana Roo –aux deux extrémités encore mal maîtrisées par le pouvoir central– ont également été placés sous un régime d'exception.

¹¹ Mario ESPINOSA, « Historia y cultura política de la participación ciudadana en la Ciudad de México: entre los condicionamientos del sistema y el ensueño cívico », *Andamios*, 1, 2004, p. 9-50.

¹² Antonio ANNINO, « Prácticas criollas y liberalismo en la crisis del espacio urbano colonial. El 29 de noviembre de 1812 en la ciudad de México », *Secuencia. Revista de historia y ciencias sociales*, 24, 1992, p. 67-97.

¹³ Diane DAVIS, *El Leviatán urbano: la ciudad de México en el siglo XX*, México DF, FCE, 1999, p. 118.

Un an après la publication de cette loi, le DDF s'est doté d'un *Règlement du commerce semi-fixe et ambulant* (1931) interdisant l'installation des commerçants sur la voirie.

Se voyant menacés, près de 1 000 commerçants ambulants et 230 semi-fixes (stands en bois) se sont alors organisés autour de l'Union de Résistance des Commerçants Semi-fixes et Ambulants du DF. Devant la pression sociale, le DDF a dû faire marche arrière tout en imposant ses propres conditions : les licences accordées aux marchands de fruits, cigarettes, chapeaux, bombons et artisanats variés, seraient désormais octroyées par l'intermédiaire des associations de commerçants ; les intéressés devraient porter un uniforme et se maintenir propres ; afin d'éviter leur prolifération, ils devraient démontrer une ancienneté de plus de six mois sur leur lieu de travail.¹⁴ Quant aux marchands de journaux, affiliés à la Confédération Régionale Ouvrière Mexicaine (CROM), considérant que leur activité représentait un intérêt public, on leur a accordé le droit de vendre librement. Ceux-ci devraient simplement s'affilier à l'Union de Marchands et Distributeurs de Journaux,¹⁵ une des multiples centrales ouvrières absorbées par la CROM, d'abord fidèle au Parti Laboriste Mexicain du général Álvaro Obregón (1920-1924), ensuite au Parti National Révolutionnaire de Plutarco Elías Calles (1924-1928) puis au Parti de la Révolution Mexicaine de Lázaro Cárdenas (1934-1940). Celui-ci adopta finalement l'acronyme PRI (Parti de la Révolution Institutionnelle) en 1946.

Dans tous les cas, les permis de vente passeraient par l'intermédiaire des associations et de des dirigeants syndicaux. Suivant ce même schéma corporatiste, les autorités feraient construire, entre 1946 et 1952, au moins 22 "marchés d'urgence" destinés aux commerçants les plus fidèles à la politique du parti.¹⁶

Finalement, en contrôlant tous les espaces politiques –des classes populaires jusqu'à la bourgeoisie, en passant par la naissante classe ouvrière– les généraux ont réussi à instaurer une certaine paix sociale (y compris dans la région du Bajío) tout en confirmant la vocation hégémonique du régime. La nouvelle *Loi organique du District Fédéral*, portée en décembre 1941 par le général Ávila Camacho, n'a d'ailleurs fait que confirmer le contrôle absolu de l'exécutif fédéral sur la capitale, compensée par d'importants investissements en matière d'infrastructure urbaine. Le pays a ainsi été tenu par la main des militaires –certes élus au suffrage universel– jusqu'en 1946, quand un président externe à l'institution martiale, Miguel Alemán, prit les rênes du parti-État légué par ses prédécesseurs.

¹⁴ Rodrigo MENESES REYES, « La negociación jurídica del derecho a la ciudad: los ambulantes y el Centro Histórico de la Ciudad de México », in *Seminario permanente Centro Histórico de la Ciudad de México*, México DF, PUEC-UNAM, 2010, vol. 2/2, p. 18.

¹⁵ L'alliance de la CROM avec le parti des généraux n'est pas allée sans provoquer des contradictions dans le mouvement ouvrier. Dès 1921, les militants du Parti Communiste Mexicain (fondé en 1919 mais interdit jusqu'en 1979) créèrent la CGT. Dix ans plus tard, dans un effort pour décentraliser la CROM et se rapprocher du général Lázaro Cárdenas, les dirigeants syndicaux Vicente Lombardo Toledano et Fidel Velázquez fondèrent la Confédération des Travailleurs du Mexique (CTM), le bras fort du Parti de la Révolution Mexicaine (devenu PRI en 1946) du président Cárdenas. Lombardo sera par ailleurs à l'origine du Parti Populaire Socialiste (1948-1997), de tendance marxiste-léniniste mais considéré comme un parti satellite du PRI.

¹⁶ V. CROSSA, « Resisting the entrepreneurial city »..., *op. cit.*, p. 51.

Crise du logement et blocage des loyers

Afin de pallier la spéculation immobilière et l'augmentation des prix du logement, les politiques interventionnistes de contrôle des loyers se sont imposées pendant la seconde guerre mondiale dans plusieurs villes du monde (New York 1943, le Caire 1944), s'inscrivant parfois dans les législations nationales.¹⁷ S'il ne s'agit pas d'une mesure particulière au Mexique, ses causes et ses expressions locales méritent cependant que l'on s'y arrête.

Le blocage des loyers correspond à un ensemble de décrets présidentiels étalés entre 1942 et 1951, prolongés par négligence ou par calcul politique jusqu'en 1992. Bien qu'il existe peu d'études sur leurs conséquences à long terme, ils ont souvent été considérés comme un facteur de la décadence du Centre Historique. Du point de vue de Gabriel Quadri, consultant du syndicat patronal COPARMEX : « le blocage de loyers a rigidifié les marchés, a empêché la maintenance et a favorisé la décadence et la lumpénisation de nombreux immeubles ».¹⁸ De la même façon, dans l'unique ouvrage consacré à cette question, J.L. Ordóñez a sévèrement critiqué la mesure sans apporter des éléments d'explication. D'après lui, les décrets ont « transformé les locataires en une sorte de super-propriétaires ayant des droits mais pas d'obligations, puisque le vrai propriétaire ne pouvait plus les expulser ni augmenter les loyers ». En effet, « les logements se sont détériorés, ils ont perdu leur caractère, leur sécurité et leur dignité par manque de maintenance ».¹⁹ Enfin, les fonctionnaires interrogés dans le cadre de cette recherche ont invariablement classé le blocage parmi les maux du Centre Historique. Quel était donc le sens de cette mesure ?

Vers le début des années trente, le prix du logement était devenu insoutenable à cause de l'avidité des propriétaires mais aussi parce que la réforme agraire introduite par la Constitution de 1917 avait retiré du marché foncier 821 kilomètres carrés du DF, soit plus de la moitié de sa superficie.²⁰ La croissance démographique et la chute de l'offre locative associée à la raréfaction des terres urbanisables, menaçaient la stabilité politique dans la capitale. En ce sens, le Parti Communiste du Mexique avait déjà réussi à constituer un syndicat de locataires et à lancer une première grève de loyers en mars 1922.²¹

Aux demandes du mouvement ouvrier s'ajoutaient les pressions d'une classe populaire en formation. Dès 1938, l'association Centre de Commerçants Mexicains de La Merced a par exemple adressé une lettre au général Lázaro Cárdenas (1934-1940) lui exigeant des mesures de contrôle des loyers afin d'éviter « l'augmentation des expulsions des locataires qui payent pourtant ponctuellement leurs loyers ». Les petits commerçants s'estimaient « déplacés par

¹⁷ Voir en France : *Loi portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement*, 1^{er} septembre 1948.

¹⁸ Gabriel QUADRI (éd.), *Ciudad de México: enfrentar la decadencia urbana*, México DF, Cespedes, 1998, p. 37.

¹⁹ Cet ouvrage rassemble les décrets présidentiels en la matière. Il est publié dans le cadre des réformes néolibérales (1988-1994) qui ont compris la fin du blocage (1992, appliqué en 1998). José Luis ORDÓÑEZ RUÍZ, *Las rentas congeladas y su descongelación*, México DF, Limusa Noriega Editores, 1993, p. 17.

²⁰ D. DAVIS, *El Leviatán urbano...*, *op. cit.*, p. 142. L'article 27 de la Constitution de 1917 a interdit toute forme d'aliénation des *ejidos* (terres redistribuées) et des *comunidades* indigènes (qui disposent de titres octroyés durant la période coloniale). Réformé en 1992 par le président Carlos Salinas, les *ejidos* et *comunidades* ont désormais la possibilité d'être privatisés suite à une décision majoritaire de l'assemblée communale.

²¹ Jorge DURAND, « Huelga nacional de inquilinos: los antecedentes del movimiento urbano popular en México », *Estudios Sociológicos*, 7-19, 1989, p. 61-78 ; Paco Ignacio TAIBO II, *Inquilinos del DF, a colgar la rojinegra*, México DF, Cenzontle, 2007.

des spéculateurs de nationalité étrangère qui achètent des maisons dans le secteur commercial en élevant considérablement les loyers des commerçants ».²²

Lázaro Cárdenas avait su ménager les ouvriers et les paysans (27% des terres redistribuées dans le DF lui sont attribuables)²³ mais il n'était pas sensible aux revendications de la petite bourgeoisie urbaine. En revanche, son successeur Manuel Ávila Camacho (1940-1946), qui venait d'encourager la création de la Confédération Nationale d'Organisations Populaires (CNOP) en janvier 1942, n'a pas hésité à se saisir de l'état d'exception pour satisfaire les demandes des commerçants et artisans. En juillet 1942, il posa un premier décret interdisant l'augmentation des loyers dans le DF jusqu'à la fin de la période de « suspension des libertés individuelles ».²⁴ Quelques mois plus tard, un second décret est venu élargir la mesure à l'ensemble du pays.²⁵ En 1943, alors que les soldats mexicains commençaient à s'enrôler aux côtés des troupes étasuniennes, un troisième décret figea la population en ses lieux de résidence en interdisant toute possibilité de signer un bail d'habitation.²⁶ La fin de la guerre et de l'état d'exception aurait pu signifier l'abandon de ces mesures, mais l'article 7 du décret de rétablissement du régime constitutionnel a assuré leur maintien.²⁷

En se gardant de traduire ces dispositions en texte de loi, Ávila Camacho et son successeur Miguel Alemán espéraient tenir le naissant mouvement populaire sous la coupe du parti (PRI), dans la continuité de l'État pragmatique, corporatiste et présidentieliste instauré par les généraux.

Entre 1946 et 1951, toujours par l'intermédiaire d'une série de décrets présidentiels, les règles définitives du blocage ont été posées : l'augmentation des loyers a été interdite dans les logements et les ateliers dont le loyer était inférieur à trois cents pesos, y compris en cas de renouvellement ou changement de bail. En cas d'améliorations apportées au bâtiment, une commission spéciale serait chargée à partir de 1947 d'établir le montant des augmentations. Le dernier décret, posé en 1951, a finalement écarté les tavernes, les théâtres, les cinémas et autres « lieux de vices » du nouveau régime de protection.²⁸

Au total, E. Duhau estime à 115 000 le nombre de logements affectés par ces mesures, notamment les anciennes *vecindades* du centre-ville, mais aussi des logements isolés à l'intérieur des immeubles prestigieux, les chambres de bonne et les locaux de production artisanale.²⁹

²² Cités dans D. DAVIS, *El Leviatán urbano...*, op. cit., p. 144.

²³ Martha SCHTEINGART, *Los productores del espacio habitable. Estado, empresa y sociedad en la Ciudad de México*, Colegio de México, 1989, p. 30.

²⁴ *Decreto por el cual se previene que no podrán ser aumentadas las rentas por ocupación de inmuebles, mientras rija la suspensión de garantías individuales*, 24 juillet 1942, *Diario Oficial de la Federación* (désormais DOF).

²⁵ *Decreto por el cual se previene que en los Territorios Federales no podrán ser aumentadas las rentas por ocupación de inmuebles, mientras dure la suspensión de garantías*, 27 octobre 1942, DOF.

²⁶ *Decreto que prorroga en el DF, por el tiempo que dure el estado de guerra en que se encuentra el país, toda clase de contratos de arrendamiento de casas-habitación*, 11 novembre 1943, DOF.

²⁷ *Decreto que levanta la suspensión de garantías decretadas el 1° de junio de 1942 y restablece el orden constitucional, ratificando y declarando vigentes las disposiciones que el mismo especifica*, 28 décembre 1945, DOF.

²⁸ *Decreto que dispone no se aumenten los precios de arrendamiento de casas o locales, así como que se consideren forzosamente prorrogados los plazos de arrendamiento en beneficio de los inquilinos*, 8 mai 1946 (réformé le 31 décembre 1947) ; *Decreto que prorroga por ministerio de la ley, sin alteración de ninguna de sus cláusulas, salvo lo que dispone el artículo que el mismo especifica, los contratos de arrendamiento de las casas o locales que se citan*, 30 décembre 1948 ; *Decreto que reforma el artículo 2° del de 24 de dic de 1948 sobre prórroga, por ministerio de ley, de los contratos de arrendamiento en el DF*, 15 décembre 1951, DOF.

²⁹ Emilio DUHAU, « La formación de una política social: el caso del programa de Renovación Habitacional Popular en la Ciudad de México », *Estudios Demográficos y Urbanos*, 2-1, 1987.

Malgré le succès de cette mesure en termes de contrôle sur les organisations subordonnées à la Confédération Nationales d'Organisations Populaires (CNOP), son impact sur l'économie résidentielle apparaît mitigé. Durant les années cinquante, le marché locatif formel a enregistré une perte de 2% du nombre de logements disponibles dans le Département Central, tandis les délégations limitrophes ont présenté une augmentation de 108%.³⁰ En effet, d'après R. Sánchez, « le blocage des loyers n'a pas produit une diminution de l'offre locative, il a simplement déplacé l'espace d'intérêt des bailleurs et des spéculateurs du centre vers les périphéries ».³¹

Il était par ailleurs difficile de contrôler l'ensemble des transactions immobilières (sous-division et sous-location informelles des anciennes maisons et hôtels), notamment aux alentours des gares de triage de Tlatelolco et de San Lázaro. Forts d'une population de plus en plus nombreuse, les faubourgs de Tepito et La Merced continuaient à accueillir des milliers d'habitants dans « une sorte de système, en grande partie méconnu des pouvoirs publics, dans lequel le même espace pouvait servir à la fois pour l'habitation, la production et la distribution » —selon les termes de F. Tomas.³²

Dans les *vecindades* de Tepito, qui ne disposaient pas des services urbains les plus élémentaires, proliféraient des petites unités de production. Au centre du *barrio*, la place Fray Bartolomé de las Casas était prise par le *tianguis* (marché) d'aliments préparés, ferrailles, vêtements usés et autres puces ; les commerçants y avaient construit des baraques en bois qui étaient devenues de sordides habitations pour des milliers de misérables.³³ Dans ces faubourgs, tous les efforts pour réguler les activités urbaines étaient confrontés à des dynamiques migratoires, résidentielles et économiques insaisissables et presque autonomes de l'État.

L'expansion métropolitaine

Le PRI du milieu du XX^e a dû apprendre à jongler entre les besoins de reproduction du capital, les exigences d'un secteur populaire nourri par l'exode rural, et l'aménagement d'une métropole en pleine expansion. Le DF dépassa le cap du million d'habitants au milieu des années vingt pour atteindre les trois millions en 1950, puis cinq millions en 1960 !

Dans ce mouvement d'expansion métropolitaine, l'État a joué un rôle dominant non seulement à travers la régulation du marché immobilier, mais surtout à travers la promotion et l'investissement direct dans le processus d'urbanisation et la production de logement. Avec Miguel Alemán (1946-1952), les fonctionnaires ont été les premiers à obtenir des aides pour s'installer dans les ensembles d'habitations construits dans les délégations du sud de la capitale : l'Unidad Modelo à Iztapalapa ; l'ensemble La Taxqueña et les lotissements El Reloj et Xotepingo à Coyoacán. En 1948, les travaux du premier grand ensemble de l'architecte fonctionnaliste Mario Pani —le Centre Urbain Miguel Alemán avec 1 080 logements— ont été lancés au sud du Département Central, dans l'actuelle délégation Benito Juárez. En 1949, la *nomenklatura* du parti et la bourgeoisie locale, de plus en plus confondues au sein de la classe dominante, ont inauguré le lotissement Jardins du Pedregal, aux abords des terrains du chantier de la Cité Universitaire, foyer de l'UNAM à partir de 1953. D'après F. Leal :

³⁰ René COULOMB et Cristina SÁNCHEZ MEJORADA, *¿Todos propietarios? Vivienda de alquiler y sectores populares en la Ciudad de México*, México DF, CENVI, 1991, p. 24.

³¹ Reyna SÁNCHEZ ESTÉVEZ, *Los símbolos en los movimientos sociales : el caso de Superbarrio*, México DF, UAM, 2004, p. 37.

³² F. TOMAS, « Quartiers centraux et stratégies socio-spatiales à Mexico »..., *op. cit.*, p. 61.

³³ Ernesto ARÉCHIGA, *Tepito: del antiguo barrio de indios al arrabal. 1868-1929, historia de una urbanización inacabada*, México DF, Uníos, Frente del Pueblo, SNER AC, 2003, p. 215.

« On aspirait au modèle du campus étasunien, à l'idée de modernité, à l'asepsie, à l'illumination, à la ventilation, à avoir des immeubles séparés et isolés entre eux. Dans le centre, les immeubles étaient les uns sur les autres. »³⁴

Sachant que l'État ne pourrait pas loger une population de plus en plus nombreuse, le Congrès de l'Union adopta en 1954 une loi exonérant les propriétaires bailleurs du DF de l'impôt sur la propriété.³⁵ Un an plus tard, dans le prolongement de cette politique d'encouragement à l'investissement, la figure du condominium fut créée pour stimuler le crédit hypothécaire et la production de logements collectifs destinés aux classes moyennes.

Les années cinquante et soixante ont effectivement constitué une période cruciale pour le DF, alors tenu par Ernesto Uruchurtu, dont l'action a souvent été comparée à celle du baron Haussmann. Initialement nommé à la tête du DDF par le président Adolfo Ruiz Cortines en 1952, il a réussi à se maintenir jusqu'en 1966, avant d'être licencié par Gustavo Díaz Ordaz sous prétexte d'avoir violemment expulsé une centaine de familles qui squattaient des terrains de l'*ejido* de Santa Úrsula.³⁶ La politique d'Uruchurtu s'est effectivement caractérisée par sa vision inflexible et xénophobe vis-à-vis des immigrés ruraux, des commerçants ambulants, des squatteurs et même des promoteurs immobiliers jugés insoucieux et irresponsables :

« Uruchurtu pensait qu'en éliminant la laideur urbaine il pourrait satisfaire les secteurs moyens et éviter leur dispersion vers les zones suburbaines, à l'extérieur de sa circonscription, ce qui signifiait une perte considérable de ressources fiscales. La présence d'immigrants ruraux et de squatteurs au chômage, entassés dans le centre-ville, éloignait selon lui les familles de classe moyenne de la ville chaotique et embouteillée. La dispersion des entreprises et des résidents locaux du centre vers l'extérieur du District Fédéral le préoccupait particulièrement, puisque les impôts sur la propriété constituaient la principale source de perceptions fiscales locales. [...] En outre, les restrictions imposées par Uruchurtu aux nouveaux projets de logement et à la régularisation des squatteurs de terres, lui permettait de contrôler la spéculation immobilière. »³⁷

Même s'il a réussi à quintupler les recettes fiscales du DF dans un contexte d'inflation galopante, sa politique a paradoxalement entraîné le phénomène de conurbation. En l'absence d'une coordination métropolitaine, la zone urbaine a "sauté" vers les municipalités limitrophes de l'État de Mexico. En 1955 et 1957, deux importants lotissements destinés à la classe moyenne ont vu le jour dans la municipalité de Naucalpan, accessibles en voiture grâce au nouveau périphérique : Tecamachalco et Ciudad Satélite. D'autre part, les masses paysannes et les travailleurs les plus appauvris de la capitale ont commencé à peupler les terres surgies des fonds de l'ancien Lac de Texcoco. D'après M. Schteingart :

« Les agents capitalistes (en particulier les lotisseurs), avec l'argument de donner une solution aux familles démunies, ont accumulé d'énormes richesses grâce à la valorisation des

³⁴ Felipe LEAL FERNÁNDEZ, « La creación de Ciudad Universitaria y su impacto urbano », in Juan Ramón DE LA FUENTE *et. al.* (coord.), *Un Destino compartido : 450 años de presencia de la Universidad en la Ciudad de México*, México, UNAM, 2004, p. 173.

³⁵ *Ley de exención de impuestos para habitaciones populares en el Distrito Federal y Territorios Federales*, 32 décembre 1954, Diario Oficial de la Federación (désormais DOF).

³⁶ En réalité, Díaz Ordaz —qui n'a pas hésité à massacrer les étudiants sur la place de Tlatelolco— cherchait un prétexte pour se débarrasser d'Uruchurtu : une figure trop visible dans un système présidentieliste, un concurrent de poids à l'intérieur du parti et, surtout, un opposant à l'introduction du métro à Mexico, ce que les industriels alliés à Díaz Ordaz ne toléraient plus. D. DAVIS, *El Leviatán urbano...*, *op. cit.*, p. 224.

³⁷ *Ibid.*, p. 198.

terrains qu'ils se sont appropriés par la fraude et qu'ils ont également revendus, généralement sans services, en marge de la loi. »³⁸

Dans la municipalité de Chimalhuacán (divisée en 1963 pour créer Nezahualcóyotl), les bataillons de la réserve industrielle, qui n'étaient pas prévus dans la cité-vitrine du régime, ont trouvé leur place grâce à la corruption de la "famille priiste" de l'État de Mexico, dont le plus célèbre dirigeant, Carlos Hank González, a une fois déclaré : « un homme politique pauvre est un pauvre homme politique ». Au-delà de l'anecdote, le cas de Chimalhuacán est un exemple saisissant du pauvre urbanisme qui s'est bientôt développé dans tout le secteur oriental de la métropole sous l'effet de l'exode rural, des organisations populaires fidèles ou insoumises au PRI, de la privatisation des *ejidos* et de l'alliance des pouvoirs politiques et économiques fusionnés au sein du Groupe Atlacomulco, aujourd'hui aux commandes du pays.³⁹

Le centre-ville entre rénovation et patrimonialisation

La question des moyens de la revalorisation du sol dans le centre-ville n'a jamais été aussi controversée qu'au milieu du XX^e siècle, quand le projet modernisateur s'est frontalement opposé à celui de la conservation patrimoniale. En effet, le paysage qui se donne à voir aujourd'hui est en grande partie le produit du mariage forcé entre la vision fonctionnaliste de grands architectes d'État –en premier lieu desquels Mario Pani– et la vision romantique des premiers conservationnistes alliés aux commerçants du Primer Cuadro et au naissant *lobby* de l'industrie touristique. Nous pouvons essayer de résumer ce moment d'hésitations, de conflits et de définition de l'avenir de l'espace central de la métropole, en analysant trois composantes du phénomène urbain : le commerce, la mobilité et le logement.

1) Les marchés publics

Même si la vocation commerciale du centre-ville n'a jamais été questionnée par les autorités publiques, les différentes expressions du secteur tertiaire ont subi d'importantes reconfigurations. Placées sous la protection des centrales ouvrières-populaires du PRI (la CROM et la CNOP), les associations telles que l'Alliance des Petits Commerçants du Primer Cuadro ou encore l'Union de Résistance des Commerçants Semi-fixes et Ambulants du DF, ont continué à exercer une pression corporative efficace sur les autorités.

Cependant, leur poids politique s'est vu diminué devant le développement de la classe moyenne et le renforcement des syndicats patronaux qui voyaient dans ces acteurs économiques une concurrence déloyale et un fardeau pour l'image urbaine de la capitale. En effet, dès 1951, le chef du DDF fit adopter un *Règlement des marchés publics* destiné à confiner l'ambulantage à travers son interdiction dans le Primer Cuadro, dont le périmètre a enfin été délimité (carte 8, p. 135).⁴⁰

³⁸ M. SCHTEINGART, *Los productores del espacio habitable...*, op. cit., p. 90.

³⁹ Le Groupe Atlacomulco constitue un puissant réseau politique interfamilial. Son nom fait référence à la ville homonyme situé dans l'État de Mexico, d'où sont originaires plusieurs gouverneurs, hommes politiques ainsi que le nouveau président Enrique Peña Nieto (2012-2018). Or, déjà en 1989, l'image du PRI local était associée à la corruption. Dans son ouvrage sur *Los productores de l'espace habitable*, M. Schteingart affirme : « ce n'est pas vrai que l'histoire du peuplement de Chimalhuacán soit si confuse et impossible à connaître, comme on a voulu nous faire croire ; en réalité on a agi et fait pression pour que rien ne soit éclairé, dès lors que la clarification mettrait à nu les responsables du processus », *Ibid.*, p. 91.

⁴⁰ *Reglamento de Mercados*, 1^{er} juin 1951, DOF. L'article 69 définit les limites du Primer Cuadro : au nord, les rues de Mina, Belisario Domínguez et Venezuela ; au sud, El Salvador et Ayuntamiento ; à l'est ; El Carmen et Correo Mayor ; à l'ouest, les avenues Bucareli et Rosales.

Clichés 7. Les marchés : biens publics en voie d'extinction



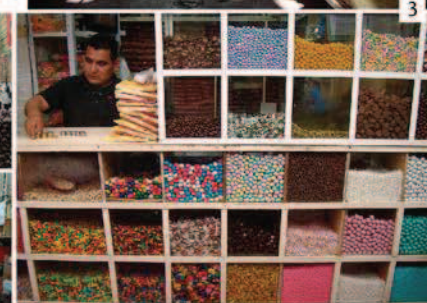
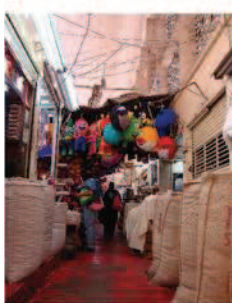
Le marché public Abelardo Rodríguez (1934) fut pris d'assaut par le mouvement des muralistes et les disciples de Diego Rivera (1).

Dans le marché de le Sonora (1957), réputé par la vente de sorcelleries, on retrouve des produits décoratifs et des animaux (2).

Il fut construit la même année que le complexe de marchés de La Merced, dont le bâtiment central (3) fut conçu par Enrique del Moral. La Merced reprend le nom du couvent situé aux abords de la place García Bravo. Elle se maintient comme un des grands marchés alimentaires de la ville.

Dans les trois marchés de San Juan (1960), situés dans l'ancienne *parcialidad* de San Juan Tenochtitlán, on propose fruits et légumes, des viandes de qualités, ainsi que des services de restauration (4).

5) Un locataire du marché 2 de Abril, daté de 1902, tient une pancarte contre la Norme 29 qui autorise les grandes surface à s'installer à proximité des marchés publics, par ailleurs obligés depuis 2011 à payer l'eau et l'électricité.



La plupart des chercheurs qui s'intéressent à l'histoire de l'ambulantage s'accordent à dire que ce règlement a paradoxalement semé les bases des grandes organisations d'ambulants qui, loin de se ranger définitivement dans les marchés publics, sont bientôt revenues en force pour gagner l'ensemble des rues du centre.⁴¹ Pour cause, le chapitre IV du règlement a établi que les locaux commerciaux des nouveaux marchés seraient uniquement attribués aux membres des associations formellement constituées (avec un minimum de 100 membres), avec la possibilité et l'encouragement de former des fédérations (20 associations) et des confédérations (20 fédérations), soit des structures sociales agréant plus de 40 000 commerçants !

Malgré les conséquences sur le long terme, le règlement a initialement été respecté à la lettre. Ainsi, fort de la légitimité juridique et du système corporatif légués par Fernando Casas Alemán, E. Uruchurtu a entrepris le plus spectaculaire réaménagement du commerce populaire connu dans l'histoire de Mexico : entre 1953 et 1964, plus de 55 000 commerçants ont été confinés dans de modernes marchés, parmi lesquels le célèbre complexe des marchés de La Merced, avec une capacité pour accueillir 6 727 ambulants, ou celui de Tepito, avec 4 488 locaux commerciaux. Au total, d'après les calculs de R. Meneses, 174 marchés ont été construits à cette période, dont 39 sur le territoire de l'actuelle délégation de Cuauhtémoc.⁴²

2) Les grands axes routiers

L'élan modernisateur qui a emporté l'UNAM vers la délégation de Coyoacán a aussi rasé un pan entier des zones décrétées « typiques » par le président le 24 juillet 1931 : les alentours du Zócalo, la place Santo Domingo, celle de Loreto et enfin la place de Vizcainas (1949). En effet, sur les 768 immeubles catalogués dans les années trente, on estime que 422 avaient été détruits vers 1965.⁴³ Bien entendu, une quantité indéterminée de monuments mineurs a également disparu pour céder la place aux nouveaux marchés, aux édifices modernes et, surtout, à l'extension des axes de circulation.

Dans les années trente, ce fut l'ouverture de l'avenue Veinte de Noviembre et l'alignement de plusieurs rues adjacentes du Zócalo, avec des effets urbains amplement documentés par Guillermo Tovar de Teresa.⁴⁴ Au cours de la décennie suivante, ce fut au tour du quartier de La Merced d'être coupé en deux par l'avenue Anillo de Circunvalación. En 1952, la Commission de Planification du District Fédéral adopta un projet haussmannien d'élargissement et prolongation des principales artères du centre-ville baptisé *el proyectazo* (le mégaprojet), qui comprenait les avenues Pino Suárez, Izazaga, Fray Servando, Hidalgo et Eje Central.

Vers la fin des années soixante dix, le *proyectazo* d'E. Uruchurtu a été repris par l'ex-gouverneur de l'État de Mexico, Carlos Hank González, qui est passé à la tête du DDF sous la présidence de José López Portillo (1976-1982). Avec C. Hank González et ses connexions personnelles avec les grands industriels du centre du pays (en particulier ICA, Volkswagen, et les entreprises engagées dans la construction du métro),⁴⁵ l'expansion métropolitaine s'est renforcée : trois nouvelles lignes de métro ont été introduites et le réseau routier a fait l'objet d'une réorganisation radicale. À l'image du voisin nord-américain, les nouveaux *ejes* (axes),

⁴¹ John CROSS, « El desalojo de los vendedores ambulantes: paralelismos históricos en la Ciudad de México », *Revista Mexicana de Sociología*, 59-2, 1996, p. 95-115 ; V. CROSSA, « Resisting the entrepreneurial city »..., *op. cit.*, p. 52 ; R. MENESES REYES, « La negociación jurídica del derecho a la ciudad »..., *op. cit.*, p. 20.

⁴² R. MENESES REYES, « La negociación jurídica del derecho a la ciudad »..., *op. cit.*, p. 20.

⁴³ C. CHAFÓN OLMOS, « El Centro Histórico de la Ciudad de México »..., *op. cit.*, p. 241.

⁴⁴ Guillermo TOVAR DE TERESA, *La Ciudad de los Palacios: crónica de un patrimonio perdido*, México DF, Vuelta, 1992.

⁴⁵ D. DAVIS, *El Leviatán urbano*..., *op. cit.*, p. 351.

produit de l'alignement des rues ou du creusement des quartiers, ont été numérotés en fonction de leur orientation et par rapport au centre (ex. Eje 1 Oriente, 2 Oriente, etc.), dans un effort qui a impliqué le déplacement de 25 000 familles dans tous le DF.⁴⁶

Vers 1978, le *barrio* de Tepito a été coupé à l'ouest par le prolongement de l'avenue Reforma, puis il a été circonscrit par les *ejes* 1 Norte (Rayón) et 2 Norte (Canal del Norte). Rien que pour l'élargissement de Rayón, F. Tomas estime qu'il a fallu détruire plus de 200 immeubles.⁴⁷ En 1979, la population du quartier de Guerrero a vécu un destin similaire avec la prolongation de l'avenue Bucareli, devenue Eje 1 Poniente.

Enfin, la saga des nouveaux *ejes*, d'Uruchurtu à Hank, a non seulement redéfini à jamais la perception sociale du Primer Cuadro, désormais associé au quadrilatère défini par Eje Central, Eje 1 Norte, Eje 1 Oriente et Izazaga, mais elle a aussi failli couper le Centre Historique en deux, à la hauteur des rues de Tacuba et Guatemala. Ce projet a d'ailleurs déterminé l'éclosion du mouvement conservateur ou, pour reprendre les termes de G. Tovar de Teresa, « le début d'une nouvelle conscience, différente, moderne, mais qui n'a plus rien à voir avec la destruction du patrimoine ».⁴⁸

L'ambition d'E. Uruchurtu d'aligner les immeubles de l'ancienne artère préhispanique de Tacuba au niveau du Palais des Communications (soit une vingtaine de mètres au nord) visait à améliorer la liaison entre l'avenue Reforma et l'aéroport et, d'autre part, à soulager le puissant *lobby* des routiers : en diminuant les embouteillages dans cette artère à haut transit, ils pourraient multiplier leurs voyages et leur bénéfices.

Le projet a été rendu public en 1960 par l'intermédiaire de la presse et c'est par ce biais que les plus notables intellectuels et urbanistes de l'époque –Edmundo O'Gorman, Antonio Caso, Salvador Novo, Daniel Cosío Villegas ou encore Mario Pani– ont fait connaître leurs opinions. Le compilateur de ce débat, Víctor Manuel Villegas, a lui-même été à la tête du mouvement d'opposition.⁴⁹ En tant que directeur du Patrimoine Touristique à l'Institut National d'Anthropologie et Histoire (INAH), Villegas a réussi à bousculer l'opinion publique autour de la nécessité de sauvegarder une vingtaine d'immeubles classés.

De façon surprenante, alors que le projet avait déjà obtenu la signature du président, E. Uruchurtu a décidé de faire marche arrière. Pour cause, les transformations économiques du Mexique, associées à l'amélioration de sa réputation internationale, venaient d'ouvrir le pays au phénomène du tourisme de masse, comme le signale D. Davis :

« Le tourisme commençait à prospérer en devenant l'entrée principale de devises pour le pays. Le nombre d'hôtels et d'auberges avait augmenté considérablement, de telle sorte que le nombre de chambres avait doublé entre 1954 et 1962, et que plus d'un tiers était concentré dans le DF. En outre, en 1955 le gouvernement national avait commencé à promouvoir le tourisme et la Confédération Nationale des Associations d'Hôteliers, principal *lobby* de cette industrie, venait d'être fondée. Si Uruchurtu continuait avec son projet, il courrait le danger d'éloigner les promoteurs de la croissante industrie du tourisme. »⁵⁰

⁴⁶ *Ibid.*, p. 360.

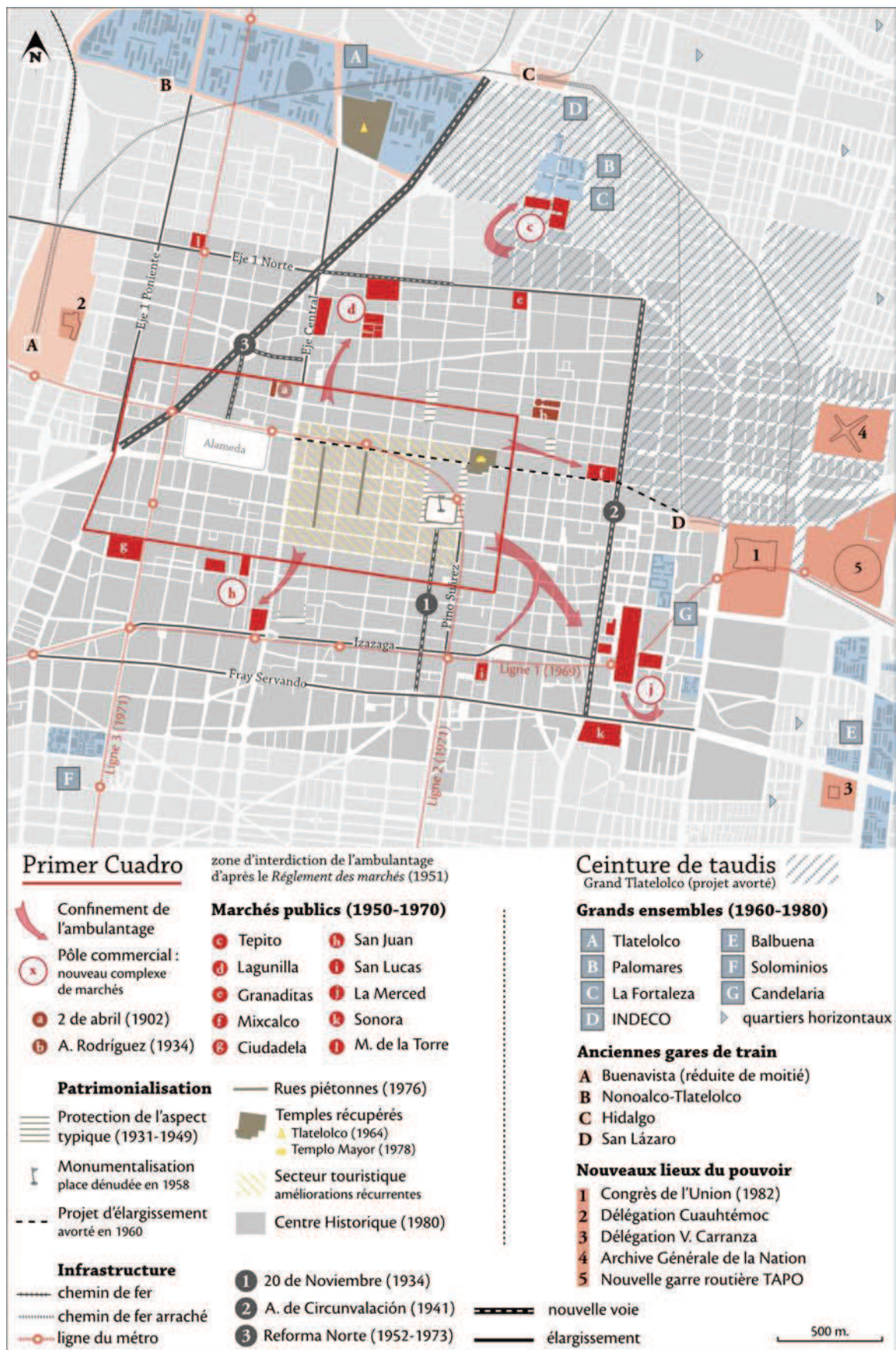
⁴⁷ François TOMAS, « À propos de la construction/destruction d'une identité socio-spatiale : le cas de Tepito à Mexico », in *Les temporalités des villes*, Université de Saint-Etienne, 2003, p. 200.

⁴⁸ Cité dans « Tacuba eterna », Patricia Ruvalcaba, mai 2012, *Km.Cero*, n° 46.

⁴⁹ Víctor MANUEL VILLEGAS, *Un pleito tristemente célebre*, Biblioteca de Cooperación Universitaria, 1979.

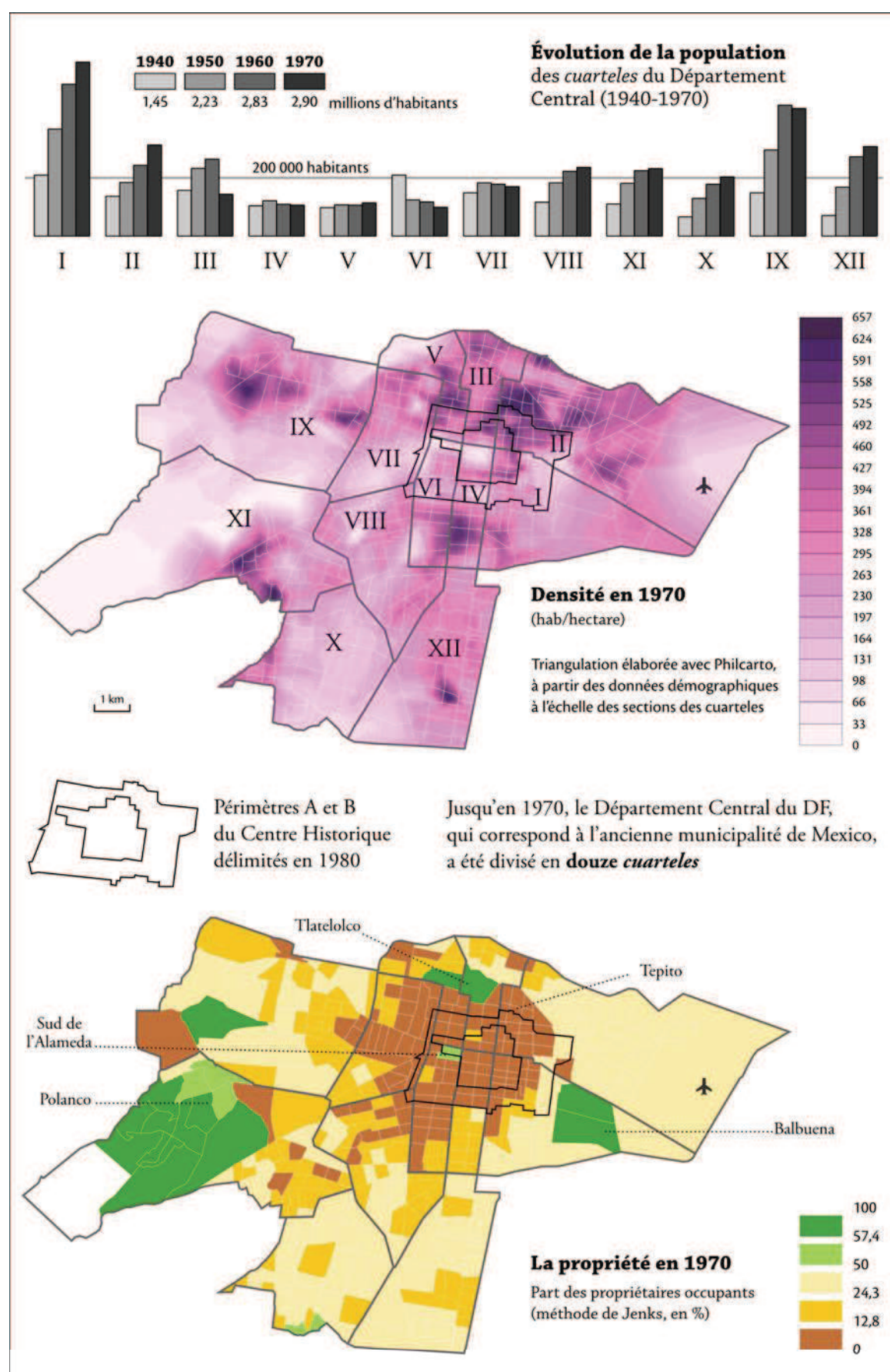
⁵⁰ D. DAVIS, *El Leviatán urbano...*, *op. cit.*, p. 221.

Carte 8. Entre rénovation et patrimonialisation



Réalisation : J. Díaz

Carte 9. La ville centrale en 1970 : population et structure de la propriété



Source : recensements de population de l'INEGI

Réalisation : J. Díaz

L'évolution du Primer Cuadro a alors pris une direction radicalement opposée et l'on a commencé à évoquer la possibilité d'une piétonnisation des rues les plus emblématiques. On venait d'apprendre la nouvelle : le Mexique serait le premier pays du tiers-monde à accueillir les Jeux Olympiques en 1968. Convaincu de son potentiel touristique, le Département du District Fédéral (DDF) a mis en marche en 1967 un vaste programme d'amélioration de l'image urbaine, en focalisant son attention sur les places publiques, dont celles de Regina, San Fernando, Santa Veracruz, Loreto, Santa Catarina et Santo Domingo.⁵¹ Quatre ans plus tard, dans le cadre du *Programme de réaménagement du centre-ville de Mexico* (1971-1976), les rues de Gante et Motolinia ont été piétonnisées. En outre, grâce à la participation des propriétaires, des dizaines de façades ont été refaites, les lampes suspendues ont été remplacées par des lampadaires stylisés et les voiries ont été pavées pour donner un aspect plus typique au centre ancien. Ces efforts se sont concentrés sur le secteur touristique et financier, compris entre l'Eje Central, le Zócalo, Venustiano Carranza et Donceles.

3) La question du logement

Enfin, malgré la "prise de conscience patrimoniale", la question du logement est longtemps restée sujette au paradigme modernisateur et l'on a agi en fonction d'une vision hygiéniste, voire moralisatrice, notamment dans les anciens faubourgs indigènes. D'ailleurs, les défenseurs de la rue Tacuba n'ont pas tiré le signal d'alarme lorsqu'en 1958 le gouvernement, à travers son nouvel Institut National du Logement (INV), a déterminé qu'il était possible de détruire 45% des bâtiments des quartiers de Guerrero, Lagunilla, Tepito, Penitenciaría et Jamaica. Dans le document de 28 pages intitulé *Herradura de tugurios: problemas y soluciones* –qui identifie ces quartiers à une "ceinture de taudis"– l'INV a postulé qu'il était possible et souhaitable de détruire 15 104 logements insalubres (principalement des *vecindades* avec des logements d'une seule pièce) pour reconstruire 23 286 logements modernes suite au « déplacement technique de la population affectée ».⁵² Selon F. Tomas, le projet impliquait effectivement « l'expulsion des familles pauvres pour procéder à une gentrification et tertiarisation du centre-ville ».⁵³

Les projections grandiloquentes des architectes d'État furent transposées sur le terrain avec l'emblématique ensemble de Nonoalco-Tlatelolco, le projet pilote du président López Mateos (1958-1964). Inaugurée à la fin de son administration, cette « modeste utopie d'un Mexique sans *vecindades* » selon l'écrivain Carlos Monsiváis⁵⁴ s'est développée sur les terrains de l'ancienne gare de triage (propriété de la compagnie nationale des chemins de fer) et sur une partie des quartiers de Guerrero, San Simón et Peralvillo. L'ensemble comptait 110 immeubles, 12 500 appartements, plusieurs salles de cinémas, centres sportifs, hôpitaux, commerces et jardins publics, le tout étant interconnecté par un réseau piétonnier pour une population de 80 000 personnes. Une partie des logements fut mise en location aux fonctionnaires d'État, à des prix subventionnés, et l'autre partie fut mise en vente.

D'après les estimations de R. Coulomb, ce projet impliqua le déplacement de 7 000 personnes et, dans le même élan de "rénovation-bulldozer", des milliers de familles furent

⁵¹ Víctor DELGADILLO, *Centros históricos de América Latina, riqueza patrimonial y pobreza social: la rehabilitación de vivienda en Buenos Aires, Ciudad de México y Quito, 1990-2003*, Tesis de doctorado, UNAM, 2005, p. 251.

⁵² Cité par René COULOMB, « Políticas urbanas en la ciudad central del área metropolitana en la Ciudad de México (1958-1983) », *Iztapalapa*, 9, 1983, p. 35-50.

⁵³ François TOMAS, *Les temporalités des villes*, Publications de l'Université de Saint-Etienne, 2003, p. 28.

⁵⁴ Carlos MONSIVÁIS, *No sin nosotros: los días del terremoto, 1985-2005*, México DF, Era, 2005, p. 98.

déplacées de “la ceinture de taudis” : 210 familles cédèrent la place à l’ensemble d’habitation Morelos (910 appartements), dans le quartier de Doctores, presque autant que dans la construction de l’ensemble Candelaria de los Patos, dans le quartier homonyme déclaré insalubre par les autorités.⁵⁵

Outre la construction des grands ensembles, la politique d’éradication des taudis fut portée par l’intermédiaire des projets routiers. Entre 1960 et 1970, malgré la construction de l’ensemble de Nonoalco-Tlatelolco, les *cuarteles* II et V (carte 9 p. 136) ont enregistré une perte de 18 900 logements associée à l’allongement de Refoma et Eje 1 Norte.⁵⁶

Les fortes densités de population se sont pourtant maintenues au cœur du *barrio* de Tepito, où l’on enregistrait des densités de plus de 600 habitants à l’hectare. En effet, en 1970, suivant cette aspiration à l’asepsie, à l’illumination et à la ventilation, les architectes de l’INV présentèrent un deuxième document d’urbanisme intitulé *Renovación Urbana* dans lequel on postula la nécessité d’engager des opérations de rénovation sur la “ceinture de taudis”, exceptées les anciennes églises, et l’on proposa de réduire le Primer Cuadro aux rues de Perú-Apartado, Jesús María, Izazaga et Eje Central. Les deux millions de mètres carrés à libérer permettraient de reproduire le modèle Tlatelolco à une échelle pharaonique, dans un projet baptisé Grand Tlatelolco.⁵⁷ D’ailleurs, la récente découverte de nouvelles réserves pétrolières autorisait le régime à imaginer toute sorte de folies urbaines.

Vers un aménagement participatif ?

Heureusement, les années soixante dix furent marquées par le développement d’une approche plus participative de l’aménagement qui a permis de limiter l’influence des grands architectes d’État sur la politique urbaine. Comme nous le verrons un peu plus loin, le massacre perpétré en octobre 1968 contre les étudiants réunis pacifiquement sur la place de Trois Cultures du nouvel ensemble de Tlatelolco, a non seulement dévoilé la face répressive et autoritaire d’un régime prétendument démocratique, mais il a aussi obligé le gouvernement à reconsidérer ses mécanismes de gestion sociale et à ouvrir les canaux de la participation citoyenne, une mesure par ailleurs exigée par les bailleurs internationaux comme le FMI.⁵⁸

En matière d’administration territoriale, le décret du 27 décembre 1970 divisa le Département Central en quatre délégations : Cuauhtémoc, qui recèle le noyau historique de la ville préhispanique et coloniale, Venustiano Carranza, Miguel Hidalgo et Benito Juárez. Par ailleurs, la nouvelle *Loi organique du District Fédéral*, adoptée la même année, créa la figure des *juntas de vecinos* : des assemblées de riverains censées représenter la voix des habitants de la capitale au sein du nouveau Conseil Consultatif de la Ville de Mexico, composé par des représentants des seize délégations.

À partir de 1975, les habitants furent ainsi autorisés à élire 40 000 *jefes de manzana* (chefs d’îlots), qui devraient à leur tour désigner 1 652 présidents de quartiers, eux-mêmes chargés d’élire un président de la *junta de vecinos* dans chacune des seize délégations. Cette forme indirecte et pyramidale de représentation, reproduite tous les trois ans, a permis aux seize délégués de maintenir un certain contrôle sur la dynamique politique. D’après P. Moctezuma

⁵⁵ R. COULOMB, « Políticas urbanas en la ciudad central »..., *op. cit.*, p. 40.

⁵⁶ *Ibid.*, p. 43.

⁵⁷ Jorge LEGORRETA, « Renovación urbana para erradicar la herradura de tugurios del Centro Histórico », 26 octobre 2001, *La Jornada*.

⁵⁸ Le Fond Monétaire International (FMI) a d’ailleurs poussé Miguel Alemán à opérer une première dévaluation du peso en 1976 pour stabiliser l’inflation et relancer les exportations. Six ans plus tard, le Mexique s’est déclaré en banqueroute.

et E. Anaya, malgré l'apparente démocratisation, les bureaux locaux du PRI se sont maintenus comme le principal exutoire de la demande sociale.⁵⁹

En matière d'aménagement participatif, on a assisté à l'émergence d'une nouvelle génération de politiques publiques. En plus de la création de l'INFONAVIT et du FOVISSSTE, deux institutions centrales dans la production de logements sociaux pour les travailleurs salariés,⁶⁰ l'État a mis en place un Institut National pour le Développement des Communautés (INDECO) qui s'est consacré entre 1971 et 1982 à la production de logement pour les groupes sociaux jugés marginaux. Bien qu'anecdotique par rapport aux grands ensembles, l'action de l'INDECO dans les quartiers d'Anahuac, Guerrero, Doctores et Tepito a réveillé l'intérêt des riverains qui se sont organisés en de petites coopératives de locataires afin d'accéder à la propriété dans des ensembles d'entre 20 et 200 logements.⁶¹

Sous l'impulsion de l'INDECO, le Conseil des Représentants de Tepito a par exemple contribué à l'articulation des projets du Plan Tepito, qui visait à reloger sur place les familles déplacées par les démolitions. Cependant, d'après R. Coulomb, entre 1974 et 1980, l'institut n'a construit que 436 logements à Tepito alors que, dans la même période, 643 logements étaient détruits... chaque année. En effet, ce plan s'est surtout présenté comme « une opération de régénération urbaine qui a favorisé l'expulsion d'une grande partie de la population ». ⁶² En outre, étant donné que l'organisme bailleur des projets de l'INDECO est souvent passé du secteur public aux banques privées, les résultats ont parfois été déplorables : dans le quartier de Guerrero aucun des nouveaux logements n'a été destiné aux locataires déplacés des *vecindades* démolies.

Dans le cas des périphéries populaires, la participation des habitants a aussi été sollicitée pour deux raisons. D'abord, parce que la radicalisation de certains groupes de demandeurs de services urbains commençait à apparaître comme une menace. Ensuite, parce qu'en faisant participer les habitants à l'aménagement des bidonvilles, le gouvernement pouvait faire d'importantes économies. Ces territoires de misère s'étaient développés sur des terres occupées illégalement (souvent par des contrats irréguliers avec les propriétaires des *ejidos*), et il était donc nécessaire de régulariser la situation. À cet effet, le code agraire de 1942 a été remplacé en 1971 par une *Loi de réforme agraire* qui a ouvert la possibilité de transformer l'*ejido* en terre urbaine : une Commission pour la Régularisation de la Propriété de la Terre a été créée en 1974 puis, en 1976 la *Loi générale de l'habitat humain* (LGAH) a introduit pour la première fois les termes de l'aménagement participatif en même temps que les bases juridiques pour une nouvelle phase d'expansion du capitalisme sur les territoires gagnés par la Révolution : les *ejidos* et *comunidades*.⁶³

⁵⁹ Pedro MOCTEZUMA BARRAGÁN et Elizabeth ANAYA, « Gestión social », in Roberto EIBENSCHUTZ HARTMAN (éd.), *Economía y sociedad en la metrópoli*, México DF, UNAM, 1997, p. 102.

⁶⁰ Ces deux caisses publiques pour le crédit au logement –la première destinées au travailleurs du secteur privé et la seconde à ceux du public– ont été créées en 1973 sous l'impulsion du président Luis Echeverría. Elles sont alimentées par les apports obligatoires des salariés (5%) et des patrons (5%). Les crédits alloués par l'INFONAVIT et le FOVISSSTE sont réservés à l'achat de logements neufs.

⁶¹ R. COULOMB, « Políticas urbanas en la ciudad central »..., *op. cit.*, p. 41.

⁶² *Ibid.*, p. 43.

⁶³ Avec la LGAH « la participation est rendue possible en des termes consultatifs et non décisionnels ou exécutifs, ce qui implique une vision réductionniste et manipulatrice de la participation individuelle ainsi qu'une meilleure médiatisation et un meilleur contrôle de la participation collective. Cette participation fonctionne avec le triple objectif d'obtenir le soutien pour des décisions préalablement établies par les instances planificatrices et exécutives de l'État ; de capter des ressources complémentaires pour les ouvrages publics en termes pécuniaires ou de main d'œuvre gratuite ; et de freiner les propositions d'urbanisme provenant des groupes in-

La LGAH a accompagné le passage d'un pays majoritairement rural à un pays à dominante urbaine, ainsi que la fin d'une longue période de concentration industrielle à Mexico pendant laquelle la métropole a non seulement attiré les infrastructures stratégiques (industrie électrique, raffinerie d'Azcapotzalco, réseau routier), elle est devenue une « force sociale productive » en elle-même.⁶⁴ En 1980, avec un cinquième de la population nationale, la participation de la Zone Métropolitaine de la Vallée de Mexico (ZMVM) au PIB a atteint son plus haut niveau : 37,7%.

Pourtant l'industrie commençait déjà à céder le pas devant le secteur tertiaire : le quartier de Guerrero perdait ses usines ; à Tepito les unités de production de chaussures étaient remplacées par des entrepôts de marchandises étrangères de contrebande (*fayuca*) ; l'industrie lourde entamait son exil vers les zones intermédiaires de la couronne de villes qui entourent Mexico (Toluca, Pachuca, Cuernavaca, Cuautla et Puebla) ; la frontière avec les États-Unis commençait à se transformer en une guirlande de villes de sous-traitance (*maquiladoras*), reflet de l'intention du gouvernement mexicain d'aller vers une économie exportatrice.

Finalement, malgré la décentralisation industrielle programmée depuis l'administration de Luis Echeverría (1970-1976), la capitale a su maintenir ses fonctions de commandement dans la hiérarchie des villes mexicaines en se tournant vers les services financiers.⁶⁵ Elle s'est aussi maintenue comme le centre symbolique du pouvoir national tout en mettant à profit son capital architectural, en adoptant pleinement l'industrie touristique.

L'invention du Centre Historique

La notion de centre historique s'est développée depuis la première moitié du XX^e siècle dans le langage des spécialistes du patrimoine mais elle est longtemps restée étrangère aux profanes habitants de Mexico. On parlait généralement du centre tout court, ou encore du Primer Cuadro s'il s'agissait de décrire l'espace inclus dans l'ancienne *traza* coloniale et d'exclure, de fait, les anciens *barrios* indiens péricentaux.⁶⁶

Cela dit, les délimitations étaient imprécises. Mise à part la déclaration de 1931 de protection de « l'aspect typique » du Zócalo, des places de Santo Domingo, Loreto et Vizcaínas, la seule délimitation officielle du Primer Cuadro concernait l'interdiction faite à l'ambulantage dans le *Règlement des marchés publics* de 1951. Par ailleurs, la notion de centre historique avait du mal à s'affirmer, y compris dans l'univers conservateur mexicain, si l'on considère son absence totale dans la *Loi fédérale sur les monuments et les zones archéologiques, historiques et artistiques* de 1972, qui a pourtant institué le principe de délimitation de périmètres de conservation.⁶⁷

En tout cas, avec cette loi, la ville ancienne de Mexico allait faire l'objet d'une déclaration de protection en 1980. Mais comment devait-on appeler cette zone monumentale ? Fallait-il reprendre le Primer Cuadro de 1951 ? S'agirait-il d'une zone de monuments historiques, artistiques ou archéologiques ? La loi distigue :

dépendants ». Juan Manuel RAMÍREZ SAIZ, « Los objetivos de la Ley General de Asentamientos Humanos (LGAH) », in Gustavo GARZA (éd.), *Una Década de planeación urbano-regional en México, 1978-1988*, Colegio de México, 1989, p. 50.

⁶⁴ Gustavo Garza, *El proceso de industrialización en la ciudad de México, 1821-1970*, Colegio de México, 1985.

⁶⁵ Christof PARNREITER, « Mexico City: The making of a global city? », in Saskia SASSEN (éd.), *Global Networks, Linked Cities*, New York, Routledge, 2002, p. 145-182.

⁶⁶ Sur la *traza*, *vid.* p. 98 ; pour une définition de *barrio* *vid.* p. 341.

⁶⁷ *Ley Federal sobre Monumentos y Zonas Arqueológicas, Artísticas e Históricas*, 6 mai 1972, DOF.

- 1) les monuments archéologiques, entendus comme « le produit des cultures antérieures à l'établissement de la culture hispanique sur le territoire national » (art. 28)
- 2) les monuments historiques réalisés entre le XVI^e et le XIX^e siècle (art. 36)
- 3) les monuments artistiques issus du génie créateur contemporain (art. 33)

Cette distinction imposait une première difficulté théorique et pratique : comment cataloguer un immeuble du XX^e siècle auquel on aurait par exemple incrusté une niche de la Vierge de Guadalupe du XVIII^e siècle ? Que faire d'un bâtiment du XIX^e auquel on aurait postérieurement rajouté des étages ? Les cas exceptionnels étaient en réalité la norme à Mexico et l'enchevêtrement architectural qui s'était produit au long des siècles ne faisait que compliquer le travail des différentes instances responsables du patrimoine : l'Institut National d'Anthropologie et Histoire (INAH), devenu l'institution tutélaire du patrimoine archéologique et historique ; et l'Institut National des Beaux-Arts (INBA), responsable du maintien et du renouvellement du patrimoine artistique.

En 1978, alors que la déclaration de la zone de monuments historiques se préparait dans les cabinets ministériels, un événement archéologique est venu changer la donne, lorsque des travailleurs qui tendaient des câbles électriques sous l'ancien Palais de l'Archevêché firent la découverte du monolithe de Coyolxauhqui, divinité lunaire des Aztèques et sœur jumelle de Huitzilopochtli. L'événement servit de prétexte à la destruction complète de l'îlot situé sur le flan oriental de la Cathédrale pour ramener enfin le Temple Majeur à la surface du jour.

Selon P. Melé, une telle décision aurait signifié un avertissement pour le Mexique de la part de l'UNESCO, dès lors que selon la *Convention pour la protection du patrimoine mondial* (1972), aucune restauration ne pouvait justifier la destruction d'un bien appartenant à une autre période historique. Cependant, le Mexique n'avait pas encore ratifié la Convention (ce qui est advenu en 1984) car les Sénateurs considéraient que certains aspects du texte international constituaient une ingérence dans les affaires nationales.⁶⁸ En outre, la décision du président était toujours et par-dessus tout incontestable.

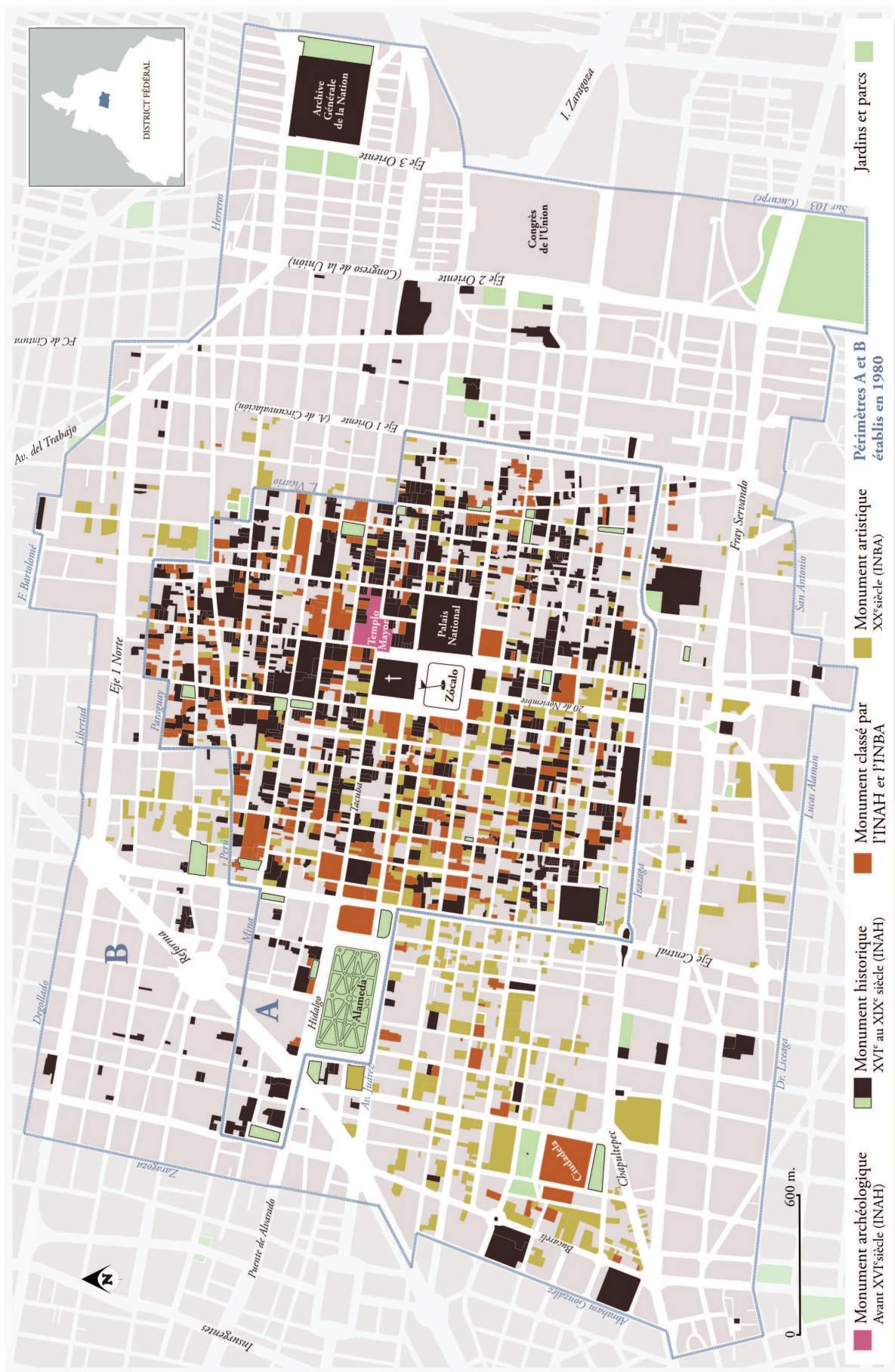
En optant pour la démolition, José López Portillo (1976-1982) a cru que son choix était le meilleur et qu'il pouvait se passer de l'opinion des fonctionnaires de l'INAH. Parmi eux, nous avons eu la possibilité d'interroger Olga Orive Bellinger, actuellement à la tête de l'ICOMOS Mexique, qui a été responsable de la mise en place des zones de monuments historiques dans tout le pays. Celle-ci nous a éclairé sur un aspect de l'histoire de la récupération du Temple Majeur qui, à notre connaissance, n'a pas encore été documenté :

« Au cours d'un voyage diplomatique en Espagne, López Portillo s'est rendu dans un village appelé Caparosso où il a venté son hispanité en disant que ses ancêtres étaient originaires du village et qu'il était très espagnol. Même si c'était vrai, nous savons qu'au Mexique il n'y a rien de pire que de dire une chose pareille. Ses conseillers lui ont bientôt appris qu'il avait fait n'importe quoi. C'est alors que l'on a découvert la Coyolxauhqui. López Portillo a profité de l'occasion pour écrire « Je ne vais pas permettre que la botte espagnole écrase nos racines indigènes ». Beaucoup de spécialistes de l'époque ancienne et d'ingénieurs se sont opposés [à la destruction du Palais de l'Archevêché] en lui démontrant –de façon interne d'abord, puis devant les médias– qu'il ne fallait pas détruire ce qu'il y avait au-dessus du Temple Majeur, que cela faisait partie de l'Histoire. »⁶⁹

⁶⁸ Patrice MELÉ, *La producción del patrimonio urbano*, México DF, CIESAS, 2006, p. 87.

⁶⁹ Olga Orive Bellinger, responsable entre 1972 et 1980 de l'unité de délimitation des zones de monuments historique de l'INAH. Entretien réalisé le 18 janvier 2012.

Carte 10. Immeubles classés et périmètres de conservation du patrimoine



Source : numérisation des plans publiés par l'INBA (2009) et l'INAH (2011). Réalisation : J. Díaz

L'alternative proposée par les spécialistes consistait en une solution similaire à ce qu'a été fait pour le Temple de Reparata sous la Cathédrale de Florence ou la ville romaine de Barcelone. Il s'agissait de préserver les façades coloniales et de creuser à l'intérieur de l'îlot, en installant un dôme et une plateforme transparente au-dessus des vestiges préhispaniques, ce qui aurait permis d'éviter les pluies acides et les mouvements de terrain qui dégradent actuellement le temple. Pourtant, selon Olga Orive, les réclamations des spécialistes se sont soldées par des licenciements massifs au sein de l'INAH, alors dirigé par Gastón García Cantú, « un journaliste du quotidien Excelsior qui tapait très fort sur le gouvernement » mais que le président a su « acheter en lui donnant la direction de l'INAH ». En effet, J. López Portillo a fini par avoir le consentement de l'institut pour réaliser l'opération de destruction-réhabilitation qui fut financée par l'État et par les fondations Jenkins et Amparo Ruihuarcia.⁷⁰

Le 11 avril 1980, le décret de *Déclaration d'une zone de monuments historiques appelée Centre Historique de la Ville de Mexico* a finalement vu le jour.⁷¹ Il intègre une liste de 1 436 monuments et il institue les délimitations établies par Olga Orive et Salvador Díaz Berrio, entre un périmètre A et un périmètre B, ce dernier étant conçu comme une zone tampon.

- A) Avec une étendue de trois kilomètres carrés, le périmètre A s'inscrit relativement bien dans les limites de la *traza* coloniale mais il reprend surtout les axes routiers des décennies précédentes : Eje Central, Anillo de Circunvalación et Izazaga. Il s'étend à l'ouest pour inclure le jardin de l'Alameda, le temple de Saint Hyppolite et le cimetière de San Fernando, où sont enterrés les restes de nombreux libéraux du XIX^e siècle. S'il concentre la plupart des monuments de l'époque coloniale, on estime cependant que plus de 60% des 3 100 édifications du périmètre A ont été élevées au XX^e siècle.⁷²
- B) Le périmètre B intègre 392 monuments du XX^e siècle classés par l'INBA, concentrés notamment au sud de l'Alameda. Il s'étend sur six kilomètres carrés pour atteindre, à l'est, l'ancienne prison de Lecumberri ; l'église de Santa Cruz Acatlán au sud ; le quartier de Romita et son Temple de San Javier au sud-ouest ; une partie du quartier Guerrero au nord-ouest et la chapelle de Saint François d'Assise, au nord, qui constitue le cœur du *barrio* de Tepito.

Dans son article 4, le décret spécifie que toute autorisation du DDF en matière de construction ou de réhabilitation dans la zone –indépendamment des biens listés de façon préliminaire– doit faire l'objet d'une autorisation préalable de l'INAH. Cependant, aucune distinction normative n'est faite entre les deux périmètres. Par ailleurs, les articles 7 et 8 établissent la formation d'un Conseil du Centre Historique composé par le ministre de l'éducation, celui du bâtiment public, le chef du DDF, le recteur de l'UNAM et le directeur général de l'INAH. Sa composition a été modifiée quatre ans plus tard pour intégrer le ministre du budget, celui du tourisme et celui de l'aménagement, donnant un semblant de cabinet ministériel à ce conseil dont la mission est de « conduire les activités de récupération, protection et conservation que requiert le Centre Historique de la Ville de Mexico ».

Outre la création de la zone de monuments historiques, d'importants travaux ont été conduits à l'initiative du gouvernement fédéral pendant la présidence de J. López Portillo (1976-

⁷⁰ M. PERLÓ et J. BONNAFÉ, « Dos modelos para el financiamiento del Centro Histórico »..., *op. cit.*, p. 121.

⁷¹ *Decreto por el que se declara una Zona de Monumentos Históricos denominada Centro Histórico de la Ciudad de México*, 11 avril 1980, DOF.

⁷² Rodolfo SANTA MARÍA, *Arquitectura del siglo XX en el Centro Histórico de la Ciudad de México*, México DF, UAM, 2005, p. 7.

1982). Dans le secteur oriental, deux grands ouvrages ont vu le jour : le Congrès de l'Union et la gare routière TAPO. Derrière le Palais National, les rues de Moneda et Corregidora ont fait l'objet d'interventions esthétiques avec la reconstruction d'une partie de l'Acequia Real, ce canal navigable qui reliait jusqu'au XIX^e siècle les villages du sud à la Ville de Mexico. En plus, de nombreux bâtiments ont été reconvertis pour offrir des services culturels : la prison de Lecumberri est devenue le siège de l'Archive Générale de la Nation⁷³ et le musée privé Franz Mayer a ouvert ses portes dans l'ancien hôpital de San Juan de Dios. Dans l'élan, des dizaines de propriétés fédérales ont été réhabilitées : le Palais National, le Mont de Piété (ancien Palais de Cortés), le Collège d'Avocats et au moins 19 églises.⁷⁴ Enfin, quelques palais privés ont été restaurés grâce à la fondation Banamex, qui s'est elle-même installée dans l'ancien Palais d'Iturbide, rue Francisco Madero.

Malgré les efforts engagés, l'élan patrimonial s'est vite essoufflé devant la crise économique de 1982, dérivée du surendettement du pays et de la chute des prix du pétrole. Incapable d'honorer les services de ses emprunts internationaux, le gouvernement s'est déclaré en banqueroute, il a dévalué sa monnaie et il a nationalisé les banques privées dans une tentative désespérée de contrôler la fuite des capitaux. Mais le mal était fait. Dans sa dernière allocution, réalisée dans le tout nouveau Congrès de l'Union, J. López Portillo reconnut les larmes au yeux qu'il était « responsable du gouvernail mais pas de la tempête » ce qui, loin de rassurer ses concitoyens, dévoila la faiblesse de la figure présidentielle et marqua la fin de la confiance absolue envers le parti-État. À la débâcle économique allait s'ajouter, trois ans plus tard, une violente catastrophe sismique qui ravagea les édifices emblématiques de la modernité *priiste* tout en réveillant la société civile de la capitale, longtemps endormie sous les sirènes du progrès.

2. Le réveil de la société civile

Les milieux universitaires ont longtemps maintenu d'étroites relations avec les mouvements sociaux, au point d'en devenir les protagonistes en 1968. La répression qui s'est alors abattue sur la jeunesse fut sanguinaire et lourde en conséquences. Suite au Massacre de Tlatelolco, des centaines d'étudiants prirent le chemin de la lutte armée⁷⁵ tandis que d'autres décidèrent de consolider les positions de la gauche contestataire au sein même des institutions.

Cependant, le défi de transformer l'État sans se faire absorber par le système corporatif du PRI n'était pas évident. Le parti-État avait su développer un système proprement populiste, en ce sens qu'à travers une rhétorique nationaliste, il avait réussi à imposer une doctrine de collaboration entre les classes sociales. Dans la pratique, la domination des classes laborieuses était maintenue grâce à des mécanismes clientélistes adaptés aux différents acteurs : la Confédération des Travailleurs du Mexique (CTM) servait à contrôler les ouvriers, la Confédération Nationale Paysanne (CNC) permettait de gérer les demandes issues des organisations paysannes, et la Confédération Nationale des Organisations Populaires (CNOP) aidait à maintenir l'ordre chez les artisans, les petits commerçants, les travailleurs non-salariés et les organisations sociales des périphéries populaires. Bien entendu, dans un pays ample-

⁷³ La reconversion du Palais de Lecumberri –qui n'a rien d'un palais mais tout d'une prison élaborée selon le modèle panoptique– répond à la double nécessité de nettoyer la mémoire d'un régime répressif et de moderniser le système pénitencier en périphérie urbaine.

⁷⁴ V. DELGADILLO, *Centros históricos de América Latina...*, op. cit., p. 253.

⁷⁵ Laura CASTELLANOS, *México armado, 1943-1981*, México DF, Era, 2007.

ment urbanisé et doté d'une économie foncièrement informelle, le contrôle politique des secteurs populaires apparaissait aux yeux du PRI, mais aussi des militants communistes, comme un facteur clé pour le maintien ou le renversement du pouvoir.

Les pages suivantes offrent un aperçu de cette période turbulente de l'histoire de Mexico qui, combinée à la catastrophe sismique de 1985, a marqué l'évolution du Centre Historique. La plupart des acteurs qui seront ici évoqués, se maintiennent et agissent encore aujourd'hui sur ce territoire –dans le domaine de l'activisme social ou du côté du gouvernement– d'où l'intérêt de détailler certaines trajectoires individuelles et collectives.

Aux origines du mouvement urbain-populaire

Dès le début des années soixante-dix, les occupations de terrains réalisées à l'initiative de groupes sociaux contestataires se multiplièrent. D'abord, le Campement 2 Octobre (toponyme commémoratif du Massacre de Tlatelolco) installa une centaine de familles migrantes dans la délégation d'Iztacalco. L'Union de Colons de Xalpa et San Miguel Teotongo, portée par des étudiants d'architecture de l'UNAM, participa à son tour à la consolidation des périphéries d'Iztapalapa. Entre-temps, le Mouvement Populaire des Villages et des Colonies du Sud organisa la lutte sociale dans plusieurs délégations du DF.

Les "domaines rouges" prirent ainsi le pas à Nezahualcóyotl, San Agustín Ecatepec, Cerro del Judío, Primavera Victoria, Torres de Padierna et Martín Carrera. Ailleurs, dans les agglomérations du Nord du pays, les militants communistes et socialistes s'infiltrèrent dans les périphéries pour former des organisations indépendantes du PRI. À Chihuahua (Comité de Défense Populaire), Zacatecas (Front Populaire), Culiacán (Front Indépendant des Quartiers) ou encore Monterrey et Durango (Front Populaire Terre et Liberté), on commença à articuler la lutte pour le droit au logement.

Constitué en 1973 à l'initiative d'un groupe clandestin (Groupe Compañero), le Front Populaire Indépendant (FPI) devint la face visible d'un vaste mouvement national qui, suite à une première Rencontre de Mouvements Sociaux Urbains en 1976, donna naissance au Front National d'Organisations Populaires (FNAP). Outre les mesures répressives, le régime compris alors la nécessité de destiner davantage de ressources à sa centrale populaire (la CNOP) afin de désamorcer le mouvement populaire indépendant.⁷⁶

Mais les efforts du régime *priiste* étaient en vain. En 1979, l'Union des Quartiers Populaires de la Vallée de Mexico (UPC)⁷⁷ dirigée par le prêtre Rafael Reygadas, lança une première Rencontre Nationale des Quartiers Populaires, suivie entre 1980 et 1984 par des rencontres annuelles à Monterrey, Durango, Acapulco et Mexico. Ces réunions permirent d'établir les bases de la puissante Coordination Nationale du Mouvement Urbain Populaire (CONAMUP), la plus importante expérience d'articulation du mouvement à l'échelle nationale. En 1982, celle-ci participa à la création du Front National Contre la Répression (FNCR) ainsi qu'à l'établissement un an plus tard de l'Assemblée Nationale Paysanne, Ouvrière et Populaire (ANCOP).

Intersectorielle et omniprésente, la CONAMUP était en réalité traversée par l'action d'au moins quatre organisations politiques plus ou moins clandestines :

⁷⁶ Mario BASSOLS et Alfredo DELGADO PEÑA, « El declive político de la CNOP », *Ciudades*, 9, 1991, p. 45-50.

⁷⁷ Roberto RICO RAMÍREZ, *El Retorno. La Unión de Colonias Populares del Valle de México: sus orígenes y sus organizaciones*, México DF, UCP, PRD-DF, Para leer en Libertad AC, 2011, p. 20-23.

- 1) Formée en 1972, l'Organisation Révolutionnaire Point Critique (ORPC) rassembla d'anciens combattants des guérillas urbaines. Bien que focalisée sur la réflexion et la formation de cadres, certains de ses membres ont réalisé un "travail de base" dans les quartiers populaires du centre-ville de Mexico.
- 2) Dans l'État du Guerrero, l'Alliance Civique Nationale Révolutionnaire (ACNR) du *guerrillero* Genaro Vázquez, anéanti en 1972, se reconstitua dix ans plus tard grâce au soutien des intellectuels marxistes de la capitale. À Mexico, celle-ci a déployé ses efforts dans les quartiers du centre-ville en alliance avec des groupes chrétiens, en particulier avec les communautés ecclésiales de base (CEB) des quartiers traditionnels de Guerrero, Santa María la Ribera et Martín Carrera.
- 3) Les organisations qui se sont développées dans les périphéries urbaines, étaient dirigées par la nébuleuse Coordination Ligne de Masses (COLIMA), de filiation maoïste, qui s'opposait aux thèses du *foquisme*.⁷⁸ Pour la COLIMA –qui contrôlait de fait la CONAMUP– la révolution devait passer par la formation de cadres et par le travail auprès des "masses". En 1981, elle a soutenu l'émergence du Mouvement Révolutionnaire du Peuple (MRP) qui s'est proposé d'agréger l'ensemble des secteurs en lutte.⁷⁹
- 4) Enfin, toujours dans la mouvance maoïste, l'Organisation de Gauche Révolutionnaire-Ligne de Masses (l'OIR-LM) vit le jour en 1982, regroupant les dirigeants des organisations populaires du Nord du pays, ainsi que des syndicalistes comme Rosario Robles, future maire de Mexico (1999-2000).⁸⁰ De l'OIR-LM, proviennent aussi les cadres de la puissante Union Populaire Révolutionnaire Emiliano Zapata (encadré 10, p. 306).

Malgré la formation dogmatique des dirigeants, le mouvement urbain-populaire développa une certaine "mystique" en renouant avec la tradition des anciens Aztèques. Le 13 août 1982, date commémorative du 462^e anniversaire de la chute de Tenochtitlán, des milliers de demandeurs de logement et d'individus frappés par la crise économique se donnèrent rendez-vous sur la place du Zócalo, qui avait été interdite de manifestations depuis 1968. La présence des militaires n'a pas découragé la foule et l'on a finalement réussi à briser pacifiquement le blocage des soldats pour allumer un grand feu au milieu de la place. Un dirigeant de l'OIR-LM se remémore ainsi ce moment historique :

En allumant le feu rénovateur devant des milliers de personnes qui formaient un cercle de quatre cent mètres de diamètre, Felipe Aranda [gardien de la danse aztèque] brisait un tabou ancestral. Le Zócalo s'est ouvert au son des *tlapanueh*, des *teponaxtles*, des *ayakaxtli* et des *ayoyotes* [instruments préhispaniques] ouvrant un espace psychologique pour le Mexique et ouvrant le Zócalo aux mouvements sociaux.⁸¹

⁷⁸ Le *foquisme* est une théorie révolutionnaire développée par Ernesto Ché Guevara qui consiste en la formation de guérillas rurales capable d'enflammer le pouvoir central d'un pays et, à terme, l'empire. Aux Mexique, une des principales expressions du *foquisme* sont les Forces de Libération Nationale (FLN). Pratiquement démantelée entre 1972 et 1974, elles se sont renforcées en silence dans les montagnes du Chiapas pour donner naissance à l'EZLN.

⁷⁹ La COLIMA a également soutenue la formation de la Coordination Nationale des Travailleurs de l'Éducation (CNTE) qui arracha des milliers d'enseignants au syndicat officiel. Dans l'univers paysan, la Coordination Nationale Plan de Ayala (CNPA) a repris l'étendard d'Emiliano Zapata longtemps confisqué par la CNC *priiste*.

⁸⁰ PROCESO, « Robles : por los caminos del maoísmo », 16 janvier 2002, *Proceso*.

⁸¹ Pedro MOCTEZUMA BARRAGÁN, *La Chispa: Orígenes del Movimiento Urbano Popular en el Valle de México*, México DF, Delegación Iztapalapa, Para Leer en Libertad AC, 2012, p. 62.

C'est dans ce contexte de fortes mobilisations sociales qu'est arrivée la catastrophe sismique de 1985, qui a fini par révéler l'impuissance de l'État et l'important substrat politique produit par les organisations du MUP.

Chronique d'une catastrophe

19 septembre 1985, 7h19. Un violent séisme de magnitude 8.1 sur l'échelle de Richter parvient des côtes du Michoacán jusqu'à l'altiplano central. Les premières secondes de la secousse sont suivies en direct par le journal télévisé avant que l'antenne et le bâtiment de la principale entreprise audiovisuelle du pays ne s'effondrent sur l'avenue de Chapultepec. Non loin de là, le bâtiment du ministère des Transports et des Télécommunications suit le même destin. La centrale téléphonique de l'entreprise publique Telmex, dans la rue de Delicias, échappe partiellement à la catastrophe mais son commutateur est détraqué. Ainsi, celle que l'on commence à nommer "la plus grande ville du monde" se retrouve soudainement privée de tout moyen de communication moderne, à l'exception de la radio et du télégraphe.

412 bâtiments viennent de s'écrouler et 5 728 présentent de sérieux dommages.⁸² Il ne s'agit pas des vieux immeubles du Centre Historique mais des grands ouvrages qui faisaient la fierté du régime. À Tlatelolco, une tour de 15 étages s'est effondrée sur ses habitants, près de 750 personnes sont mortes et 350 autres sont portées disparues.⁸³ Dans les pourtours de l'Alameda, le célèbre Hôtel Régis se trouve à ras du sol. Les prestigieux bâtiments Hôtel del Prado et La Mariscala menacent quant à eux de s'effondrer à n'importe quel instant. À l'autre extrémité du Centre Historique, une des trois tours de l'ensemble Pino Suárez, inauguré à peine en 1970, a disparu de l'horizon. Dans toute la zone sinistrée, 1 326 ateliers de production sont affectés, plus de la moitié se sont écroulés, parfois sur les travailleurs, laissant les survivants au chômage : rien que les ouvriers du secteur textile représentent un contingent de 40 000 sans emplois.⁸⁴

Plus grave encore, le DF vient de perdre 30% de ses capacités hospitalières au moment où il en a le plus besoin.⁸⁵ La tour principale de l'Hôpital Juárez n'existe plus, emportant avec elle la vie de 37 docteurs, 81 membres du personnel et un nombre inconnu de patients. De la même façon, le bâtiment de gynécologie de l'Hôpital Général se retrouve à terre. Non loin de là, les débris du "bunker" de la police judiciaire de Mexico révèle un autre constat embarrassant : les cadavres de personnes qui avaient été portés disparues réapparaissent dans les cachots du gouvernement avec des marques de torture. Les fonctionnaires sont incapables d'expliquer cette situation, tout comme la disparition de plusieurs détenus.⁸⁶

À la crise humanitaire s'ajoutent en effet les déclarations maladroites et contradictoires des responsables politiques. Interrogé sur l'ampleur des dégâts par une commission parlementaire, Guillermo Carrillo Arena, ministre à l'Aménagement, répond : « les moments de crises ne sont pas faits pour informer ». ⁸⁷ Le 20 septembre, le chef du DDF, Ramón Aguirre, est pourtant contraint d'informer la société et, si possible, de faire mieux que le ministre Carrillo.

⁸² Alejandro RIVAS VIDAL et Fernando SALINAS AMEZCUA, « La tragedia de los sismos de septiembre de 1985 en la ciudad de México: población afectada y daños infraestructurales », in *Atlas de la ciudad de México*, Colegio de México, DDF, 1987, p. 158-161.

⁸³ Priscilla CONNOLLY, « La política habitacional después de los sismos », *Estudios Demográficos y Urbanos*, 2-1, 1987, p. 4.

⁸⁴ Elena PONIATOWSKA, « Las memorias de una costurera: Evangelina Corona », 11 mai 2008, *La Jornada*.

⁸⁵ A. RIVAS VIDAL et F. SALINAS AMEZCUA, « La tragedia de los sismos de septiembre de 1985 »..., *op. cit.*

⁸⁶ Humberto MUSACCHIO, *Ciudad quebrada*, México DF, Océano, 1985, p. 120.

⁸⁷ *Ibid.*, p. 123.

Il avance le chiffre de 1 300 morts. Cependant, d'autres sources spécifient qu'il s'agit uniquement des décès enregistrés dans le quartier de Roma, où les journalistes ont par ailleurs recensé le plus haut nombre d'immeubles affectés : 624, suivi par le Centre (541), Doctores (278) et Obrera (203).⁸⁸ Le même jour, les services de protection civile de la capitale avancent l'extraction de 6 299 cadavres des décombres.⁸⁹ À cause de la cacophonie gouvernementale, la société ne saura jamais le nombre exact des victimes mortelles du séisme.

Dans la soirée du 20 septembre, une réplique de 6,5 sur l'échelle de Richter contraint les autorités à accepter l'aide internationale qu'elles ont initialement refusée. Malgré l'innocuité de la secousse, la frénésie s'empare de la ville. Aux campements installés par l'armée le 19 septembre pour accueillir les familles sinistrées, s'ajoutent des campements improvisés par des riverains traumatisés qui hésitent à dormir sous leur toit. Le Zócalo se transforme en camp de réfugiés. Au total, 30 000 personnes sont accueillies dans 144 auberges et 73 campements.⁹⁰

Les conséquences urbaines sont considérables. La tectonique des plaques vient de faire en une minute ce que les forces capitalistes n'ont pas réussi à faire en quarante ans : mettre à terre des milliers de logements à loyer bloqué. D'après une enquête menée auprès des populations installées dans les campements provisoires, 80% sont des locataires, dont 16% et 20% bénéficient de loyers bloqués dans les délégations de Cuauhtémoc et V. Carranza respectivement.⁹¹ En effet, à la tristesse et aux intempéries s'ajoute l'angoisse d'une destruction généralisée des quartiers, en particulier le long de la "ceinture de taudis" identifiée par les urbanistes à la fin des années cinquante.

Dans ce climat d'incertitude, un nouveau sujet social commence à faire irruption dans la société mexicaine : les *damnificados* (sinistrés) du séisme. Partagés par le dilemme entre partir et rester, abandonner leurs demeures au pillage ou mourir écrasés lors d'une réplique, les habitants du centre-ville décident de prendre leur destin collectif en main. Alors que des milliers de personnes se sont déjà repliées vers l'intérieur de pays pour éviter le chaos, des dizaines de milliers convergent vers la Coordination Unique des Sinistrés (CUD), un front social dirigé par les différentes organisations de la Coordination Nationale du Mouvement Urbain Populaire (CONAMUP).⁹² Le défi lancé envers les autorités est colossal. En plus de participer généreusement aux travaux de sauvetage, souvent entravés par l'appareil bureaucratique et les cordons militaires, les gens de la CUD assument une posture inflexible face aux déclarations

⁸⁸ François TOMAS, « Las estrategias socio-espaciales en los barrios céntricos de México: los decretos de expropiación de octubre de 1985 », *Trace*, 11, 1987, p. 7-25.

⁸⁹ H. MUSACCHIO, *Ciudad quebrada...*, *op. cit.*, p. 26.

⁹⁰ A. RIVAS VIDAL et F. SALINAS AMEZCUA, « La tragedia de los sismos de septiembre de 1985 »..., *op. cit.*

⁹¹ María Martha MIER Y TERÁN ROCHA et Celilia RABELL, « Ciudad de México: características socioeconómicas de los damnificados de los sismos de septiembre », in *Atlas de la Ciudad de México*, Colmex, DDF, 1987, p. 162-166.

⁹² La CUD est née le 19 octobre 1985 à l'initiative de 12 organisations de locataires proches ou parties prenantes de la CONAMUP : la CCAT, fondée par Antonio García et Marco Rascón (membres de l'ORPC) pour regrouper les habitants des chambres de bonne de Tlatelolco ; l'Union des Riverains du Quartier Guerrero (UVCG), impulsée depuis plusieurs années par des dirigeants de l'ACNR et des groupes chrétiens de l'église de Los Ángeles ; les unions populaires Valle Gómez (UPVG) et Martín Carrera (UPMC), deux quartiers situés à mi-chemin entre le Centre Historique et la Villa de Guadalupe ; l'Union des Locataires Peña-Morelos, opérant à Tepito ; les associations Morelos, Emilio Carranza et Magdalena Mixhuca ; la toute récente Union Populaire Nouvelle Tenochtitlán (UPNT), dirigée par René Bejarano, et l'Union de Riverains et Sinistrés du 19 septembre (UVYD) regroupant près de 3 000 habitants du quartier huppé de Roma à l'appel d'Alejandro Varas. Deux semaines après la création de la CUD, le mouvement regroupait déjà plus 42 organisations indépendantes de la CNOP, prêtes à affronter l'appareil *priiste*. Voir : Carmen LLORENS, « La Coordinadora Unica de Damnificados vista a través de sus militantes », *El Cotidiano*, 11, 1986, p. 40-51.

furtives de certains représentants politiques qui voient dans la catastrophe l'opportunité de transformer la physionomie du centre-ville. Dans les campements de Tepito on lit : « ni le propriétaire, ni les séismes ne nous ferons abandonner notre *barrio* ». Dans le quartier de Guerrero, la consigne « on veut mourir dans notre quartier mais pas mourir écrasé » s'impose face aux intentions d'offrir aux anciens locataires des logements neufs dans les municipalités lointaines de l'État de Mexico.⁹³

Cependant, pour le ministre G. Carrillo le mouvement des sinistrés ne cherche qu'à déstabiliser le régime.⁹⁴ Selon lui le séisme n'a pas produit plus de 4 000 sans abris, un chiffre dix fois inférieur aux estimations publiées par la Commission Économique pour l'Amérique Latine (CEPAL), qui fait état de 30 000 logements détruits et 60 000 autres endommagés.⁹⁵ Or la lutte des chiffres n'est pas une question mineure, c'est toute la redéfinition de la politique du logement qui est en jeu. D'après P. Connolly :

Quelques jours après la tragédie, les *damnificados* ont cessé d'être vus comme les victimes d'un désastre, auxquelles il fallait apporter tous les secours nécessaires, pour devenir des bénéficiaires potentiels d'un programme de logement.⁹⁶

La question qui s'impose alors dans les cabinets ministériels se résume ainsi : que faire avec les habitants des quartiers populaires historiquement exclus de l'État providence qui n'ont aucun droit en matière de logement social ? Pourra-t-on enfin mettre en marche le projet d'éradication des taudis et la « refunctionalisation » du centre-ville ? De leur côté, conscients du fait que la permanence des groupes sociaux défavorisés n'est pas garantie dans l'état des circonstances, les dirigeants de la CUD vont engager un cycle de contestations en faisant défiler jour après jour des milliers de personnes dans les rues de Mexico.

La consolidation des quartiers populaires

Malgré les pressions exercées à l'intérieur du PRI pour affronter le mouvement des sinistrés, le président Miguel de la Madrid comprend que l'image du pays serait lourdement entachée s'il décidait de faire charger les troupes contre les victimes de la catastrophe. Prenant de court les promoteurs de la revalorisation foncière du centre, il décide le 11 octobre 1985 de faire valoir la *Loi d'expropriation* promue en 1936 par le général Lázaro Cárdenas⁹⁷ pour exproprier d'un seul coup 5 476 propriétés de particuliers, l'équivalent de 245 hectares de terrain concentrées dans la ville centrale.⁹⁸

L'article premier du décret déclare « d'utilité publique, d'ordre public et d'utilité sociale, la satisfaction des nécessités collectives à l'occasion des troubles produits par les phénomènes dans les zones affectées ». De la Madrid vient en effet de choisir la voie de la négociation avec le mouvement social pour reloger *in situ* les victimes, ce qui ne va pas sans provoquer d'intenses questions. Quel sera le destin des propriétés qui passent sous le domaine du DDF ? Malgré la promesse d'indemniser les propriétaires dans un délai maximum de dix ans (art. 5), quelle sera la base du calcul des prix ?

⁹³ D'après Marco Rascón –militant de l'ORPC, fondateur de CCAT puis dirigeant de l'AB entre 1987 et 1994, avant de devenir député fédéral pour le PRD– le gouvernement leur a initialement proposé de construire des logements sociaux dans la municipalité de Huehuetoca. Entretien réalisé le 28 juin 2011.

⁹⁴ H. MUSACCHIO, *Ciudad quebrada...*, *op. cit.*, p. 125.

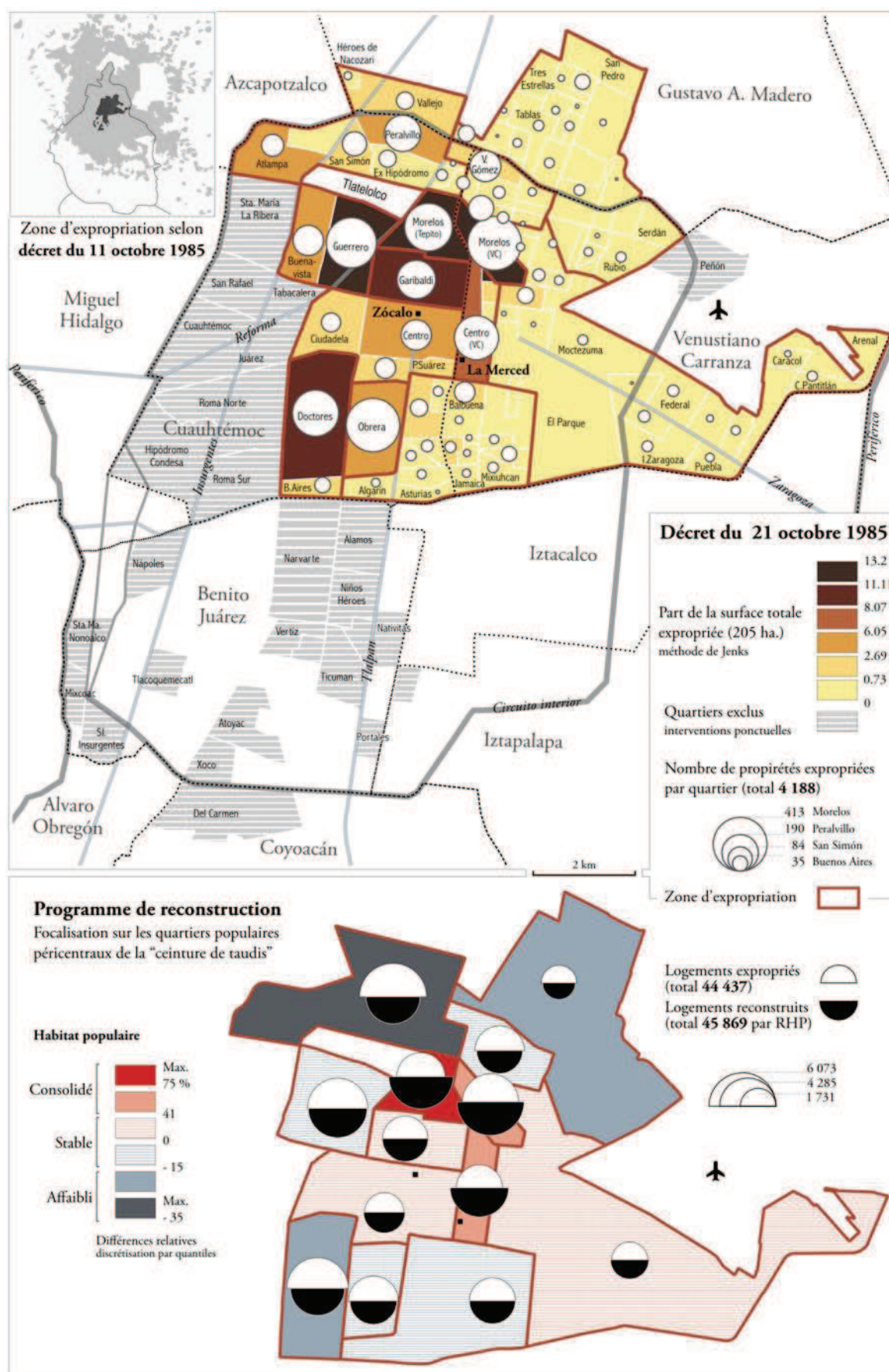
⁹⁵ P. CONNOLLY, « La política habitacional después de los sismos », *op. cit.*, p. 103.

⁹⁶ *Ibid.*, p. 105.

⁹⁷ Leticia JUÁREZ, « 1936-1985: pistas y paralelos entre las expropiaciones », *El Cotidiano*, 8, 1985.

⁹⁸ *Decreto por el que se expropian por causa de utilidad pública, los inmuebles de propiedad particular que se señalan*, 11 octobre 1985, DOF.

Carte 11. 1985 : des expropriations à la reconstruction



Sources : décrets du 11 et 21 octobre 1985 ; F. Tomas (1987)

Fait avec Philcarto : J. Díaz

La réponse à la première question arrive trois jours plus tard, lorsqu'un second décret vient poser les termes du *Programme urgent pour la rénovation populaire de l'habitat* (RHP).⁹⁹ Conçu comme le bras opérationnel de la reconstruction, placé sous la vigilance du ministère de l'Aménagement et du DDF, le RHP se propose de prendre en charge les « classes populaires à faibles revenus » (art. 7), soit les groupes sociaux qui n'ont pas la possibilité d'intégrer les programmes traditionnels de crédits au logement.

Cependant, prétextant des erreurs dans la liste des expropriations parue le 11 octobre, un troisième décret posé le 21 octobre¹⁰⁰ vient épargner des centaines de propriétés dans les quartiers résidentiels du sud-ouest de la délégation Cuauhtémoc et ceux de la délégation Benito Juárez, dans lesquels on fera valoir les programmes de logement traditionnels. Ainsi, la mesure d'exception ne sera appliquée qu'à 4 190 immeubles –équivalent à une surface de 205 hectares– concentrées dans la délégation Cuauhtémoc (Tépito, Guerrero, Doctores et le quartier Centro, divisée en quatre secteurs : Garibaldi, Zócalo, Ciudadela et Pino Suárez) et la délégation Venustiano Carranza (notamment Morelos, Centro et Merced Balbuena).

Finalement, compte tenu de l'échelle du désastre et des difficultés à évaluer au cas par cas leur degré d'éligibilité aux différents programmes de crédit, les sinistrés seront classifiés en fonction du revenu moyen des habitants par quartier. D'après P. Connolly, la Commission Métropolitaine d'Urgence –créée le 11 octobre– finira par distinguer trois groupes de sinistrés : 1) le groupe des habitants de ensembles de Tlatelolco et Benito Juárez, 2) le groupe des « quartiers résidentiels » tels que Roma, Condesa, Juárez et Cuauhtémoc, où l'État conduira des actions ponctuelles, et 3) le groupe des « *barrios* populaires » correspondant globalement à la « ceinture de taudis ». ¹⁰¹

À partir de là, les travaux de reconstruction ont été engagés et malgré la crise économique, le DF a connu une période spectaculaire de production de logements. Les deux programmes prioritaires du RHP (Phase 1 et Phase 2) ont produit respectivement 13 262 et 15 940 logements entre 1985 et 1987, avec des crédits de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (Banque mondiale). De son côté, le ministère de l'Aménagement a directement pris en charge les victimes des ensembles de Tlatelolco et Benito Juárez en offrant 9 218 logements neufs aux propriétaires ainsi qu'aux locataires regroupés autour de la Coordination des Chambres de Bonnes de Tlatelolco (CCAT). Les ONG ont quant à elles bâti quelques 7 442 logements.¹⁰² Au total, 44 437 logements ont été réparés ou entièrement reconstruits, transformant de façon radicale la structure de la propriété.

Rappelons que la dynamique résidentielle de ces quartiers était caractérisée par un marché locatif informel et que, dans le meilleur des cas, une poignée d'habitants avait pu accéder à la propriété à travers des programmes hautement subventionnés comme celui de l'INDECO. Or avec le RHP –et malgré les propositions de la CUD visant à réduire la possibilité d'une incorporation des nouveaux logements au marché immobilier, par exemple, à travers des coopératives d'habitat– la position du parti officiel a été d'intégrer les *vecindades* reconstruites au régime de propriété privée.¹⁰³

⁹⁹ *Decreto por el que se aprueba el Programa Emergente de Renovación Habitacional Popular del Distrito Federal*, 14 octobre 1985, DOF.

¹⁰⁰ *Decreto por el que se expropian por causa de utilidad pública, los inmuebles de propiedad particular que se señalan*, 21 octobre 1985, DOF.

¹⁰¹ P. CONNOLLY, « La política habitacional después de los sismos »..., *op. cit.*

¹⁰² F. TOMAS, « Las estrategias socio-espaciales en los barrios céntricos de México »..., *op. cit.*, p. 19.

¹⁰³ E. DUHAU, « La formación de una política social »..., *op. cit.*, p. 95.

Clichés 8. Les *vecinades* modernes



1) Un immeuble colonial classé (Isabel la Católica 86) dont la façade et la première cour ont été préservées lors de la reconstruction. Dans l'arrière-cour, en revanche, un ensemble RHP a été élevé. 2) Au numéro 2 de l'avenue Fray Servando, un ensemble du RHP est facilement reconnaissable par les logotypes du programme inscrits sur le mur et au-dessus de l'entrée. La plupart de ces ensembles ont bénéficié aux associations d'anciens locataires. À l'entrée de Chimalpopoca 286 (3) une plaque rappelle que l'ensemble a été réalisé par l'Union des Riverains et des Sinistrés 19 Septembre (UVyD-19) « au bénéfice de 70 familles et au service du peuple ». Bien que les conditions des logements soient nettement supérieures à celles des anciennes *vecindades*, l'existence d'un grand patio central –comme au 2 Callejón de Romita (4) ou au 53 de Santa Veracruz (5)– favorise des relations intenses de voisinage. Ainsi, s'il s'agit juridiquement de copropriétés (*condominios*), ces ensembles disséminés dans le périmètre B et parfois dissimulés derrière les façades du périmètre A, sont souvent regroupés sous le terme *vecindades*.

À l'échelle de la ville centrale, comme cela a été démontré par F. Tomas, ses actions ont consolidé la vocation populaire des quartiers péricentraux, en achevant par la même occasion le « processus de déprolétarianisation » engagé par les administrations précédentes.¹⁰⁴ Dans les quartiers de Tepito, Morelos et Centro (côté Venustiano Carranza), les logements reconstruits dans le cadre du RHP –respectivement 5 553, 6 059 et 4 585– ont largement dépassé le nombre de logement expropriés : 3 176, 4 285 et 2 884. La reconstruction a d'ailleurs profité à des milliers de familles qui, dans la foulée, ont pu accéder à la propriété en adhérant à la CUD ou en restant auprès des dirigeants *priistes* locaux.

À l'échelle du Centre Historique, d'après les calculs de R. Coulomb, sur les 4 075 immeubles concernés par le programme RHP, 127 ont été réhabilités ou reconstruits dans le périmètre A et 669 autres dans le périmètre B, bénéficiant au total 13 562 familles.¹⁰⁵ Pour sa part, L. Rodríguez a pu compter 68 monuments historiques catalogués par l'INAH ayant fait l'objet d'interventions plus ou moins lourdes. L'auteur souligne que l'INAH et le RHP ont signé une convention pour intervenir ensemble 164 immeubles d'habitation mais qu'uniquement 125 ont été réhabilités : les immeubles taudifiés ont été adaptés (toilettes dans chaque appartement, renforcement des structures) tandis que les anciens hôtels aristocratiques ont fait l'objet de nombreuses sous-divisions pour inclure, par exemple, les habitants des toits. Les 39 immeubles restants, devenus propriété du DDF, sont restés à l'abandon pendant des années.¹⁰⁶

Une transition politique manquée : l'imposition néolibérale

Le séisme a semé la graine d'une profonde transformation politique du pays dont l'épicentre serait cette fois-ci à Mexico. Malgré l'intention des autorités de fermer ce chapitre funeste et de commencer à récupérer les finances publiques, les mobilisations de la CUD n'ont fait que se multiplier pour donner naissance, en avril 1987, à la puissante Assemblée des Quartiers (encadré 9, p. 302). En plus du renouvellement permanent de son répertoire d'action collective,¹⁰⁷ celle-ci a appris à formuler des contre-projets sur tous les aspects de la politique publique : expropriations, réforme électorale et même sur la politique de « revitalisation » du Centre Historique, comme il sera détaillé un peu plus loin.

L'hégémonie du parti-État commençait aussi à s'effondrer dans le milieu universitaire. Dès 1986, un autre mouvement contestataire fut lancé à l'appel des étudiants de l'UNAM, qui entendaient s'attaquer aux réformes du recteur Jorge Carpizo.¹⁰⁸ Réunis en assemblée générale le 31 octobre, les représentants des facultés et des lycées s'accordèrent sur la nécessité de freiner les réformes, donnant naissance au Conseil Étudiant Universitaire (CEU). Deux mois plus tard, la grève explosa autour d'une revendication centrale : la tenue d'un Congrès Universitaire permettant de définir l'avenir de l'éducation supérieure. Bientôt, malgré la suspension des réformes et l'accord de principe autour du Congrès, le mouvement s'étendit à

¹⁰⁴ F. TOMAS, « Las estrategias socio-espaciales en los barrios céntricos de México »..., *op. cit.*, p. 7.

¹⁰⁵ René COULOMB, « La acción habitacional del Gobierno del Distrito Federal en el Centro Histórico de la ciudad de México, 1998-1999 », *L'ordinaire latino-américain*, 180, 2000, p. 79-87.

¹⁰⁶ Leopoldo RODRÍGUEZ MORALES, « Los monumentos históricos rehabilitados por Renovación Habitacional Popular », *Boletín de Monumentos Históricos*, 11, 1990, p. 18-31.

¹⁰⁷ Mauricio-José SCHWARZ, *Todos somos Superbarrio: La verdadera y asombrosa historia del luchador social más enigmático de México*, México DF, Planeta, 1994 ; R. SÁNCHEZ ESTÉVEZ, *Los símbolos...*, *op. cit.*

¹⁰⁸ Au-delà du nécessaire réaménagement institutionnel d'une université qui concentrait déjà près de 300 000 travailleurs, le recteur proposait une série de mesures telles que l'augmentation des frais d'inscription et la réglementation du « passage automatique » des lycéens (un droit préférentiel d'entrée à l'UNAM pour les lycéens des écoles publiques rattachées à l'Université).

l'Institut Polytechnique National. Car, au fond, l'enjeu dépassait la sphère universitaire. La jeunesse voulait avoir une influence sur les élections présidentielles de 1988 qui s'annonçaient difficiles pour le PRI, alors divisé. D'un côté, il y avait les tenants du tournant néolibéral défendu par Carlos Salinas ; de l'autre, les partisans du protectionnisme, du laïcisme et du nationalisme culturel, regroupés autour de Cuauhtémoc Cárdenas.¹⁰⁹

Malgré son imposante victoire dans les urnes du DF, la coalition de C. Cárdenas manqua les élections présidentielles au cours d'un processus entaché de graves irrégularités. Le pays a alors frôlé la guerre civile. Des milliers de paysans armés dans le Michoacán se disaient prêts aux combats. À Mexico, on affutait les machettes sur le Zócalo en attendant le signal du leader. Afin d'éviter un bain de sang, Cárdenas appela à la lutte politique et, en mai 1989, ses millions de sympathisants donnèrent naissance au Parti de la Révolution Démocratique (PRD), marquant la fin d'un long cycle contestataire initié par les guérillas paysannes de Genaro Vázquez et Lucio Cabañas.¹¹⁰ Le Mexique est ainsi rentré dans une période de transition démocratique qui eu des effets considérables sur le mouvement populaire. Les cadres du MUP s'intégrèrent au projet du PRD ou s'en allèrent grossir les files du Parti du Travail (PT). Créé en 1990 par Alberto Anaya, le dirigeant du Front Populaire Terre et Liberté de Monterrey, ce parti marqua la fin de la CONAMUP en raison des divisions partisans.

Avant de s'exiler pendant plus de dix ans laissant derrière lui un pays surendetté, Carlos Salinas (1988-1994) réussit à impressionner ses opposants. Le "nouveau miracle mexicain", associé aux premiers effets des privatisations d'entreprises publiques et aux grands projets d'infrastructures routières, s'appuya sur un vaste *Programme national de solidarité* (PRONASOL), identifié par L. Hernández comme le principal outil néo-populiste ayant visé à absorber le MUP.¹¹¹

Le tournant néolibéral de Carlos Salinas visait la régularisation et la consolidation des bidonvilles tout en préparant le terrain aux investisseurs. La réforme de 1992 à l'article 27 de la Constitution, réalisée afin d'autoriser la privatisation des *ejidos* et *comunidades*, ouvrit la possibilité aux producteurs capitalistes de logement de se projeter toujours plus loin dans la zone métropolitaine (carte 21 p. 240). Les agents de cette urbanisation ont par ailleurs bénéficié de la libéralisation du secteur immobilier, opérée suite aux "recommandations" de la Banque mondiale qui fit pression pour que le gouvernement mexicain « abandonne sa fonction antérieure de producteur de logement pour assumer un rôle de facilitateur dans l'administration de la totalité du secteur ».¹¹²

¹⁰⁹ À l'image de son père, le général Lázaro Cárdenas, Cuauhtémoc représentait l'aile gauche du PRI, d'abord en tant que gouverneur du Michoacán puis comme dirigeant la *Corriente Democrática* (Courant Démocratique), qui réclamait des élections internes au parti. Suite à l'imposition du candidat C. Salinas par le président sortant M. de la Madrid, le Courant Démocratique décida d'abandonner le PRI pour donner naissance au Front Démocratique National (FDN) et livrer la bataille électorale en 1988. À l'exception du PRT, tous les partis de gauche ont soutenu la candidature de C. Cárdenas. En revanche, au sein des organisations du MUP, la discussion autour de la participation électorale s'est avérée difficile. M. López résume cette conjoncture politique en distinguant les « acteurs pragmatiques » comme l'UPNT, ACNR, OIR-LM/UPREZ et l'AB –proche du fils du général–, et les « acteurs révolutionnaires » comme le Mouvement Prolétaire Indépendant (MPI), la CNPA, la CNTE et la CONAMUP, qui ont refusé toute participation électorale. Cela dit, le soutien apporté par l'AB –via la déclinaison du candidat fictif Super Barrio en faveur de Cárdenas– et par les dirigeants du CEU, fit du mouvement *cardéniste* la première force politique dans la capitale. Miguel LÓPEZ LEYVA, *La encrucijada: entre la protesta social y la participación electoral* (1988), México DF, FLACSO, 2007, p. 223.

¹¹⁰ L. CASTELLANOS, *México armado, 1943-1981...*, op. cit.

¹¹¹ Luis HERNÁNDEZ, « Las coordinadoras de masas, diez años de trincheras », *El Cotidiano*, 36, 1990, p. 34-46.

¹¹² WORLD BANK, *Vivienda. Un entorno propicio para el mercado habitacional*, Washington DC, 1994, p. 1.

Affronter la décadence du Centre Historique

La dernière décennie du XX^e siècle représente le moment le plus aigu de la crise de la centralité urbaine. Sur les 340 000 habitants enregistrés en 1970 dans le Centre Historique, il n'en restait plus que 184 185 en 1990. Le séisme y fut pour quelque chose, mais la dynamique se poursuivait durant la période 1990-2000, perdant encore 24 000 habitants.¹¹³

Le développement incontrôlé de l'ambulantage, la recrudescence des problèmes associés à la mobilité (congestion automobile, pollution, nuisances sonores) et l'augmentation de la criminalité, constituaient autant de facteurs participant à la dégradation de la qualité de vie dans la ville ancienne. Avec le déplacement des services financiers vers Santa Fe, la vocation commerciale du Centre se maintenait péniblement tandis que l'habitat était progressivement transformé en entrepôts de marchandises revendues dans la rue par les "enfants de la crise".

En somme, le Centre Historique s'enfonçait dans un cycle de dégradation associé à l'aggravation du chômage et à la tertiarisation d'une économie de plus en plus tournée vers l'étranger. Pourtant, bien que le panorama était assez sombre, ni la société civile ni les autorités publiques n'entendaient l'abandonner à son sort. À l'échelle internationale, la bataille pour inclure le site à la *Liste du patrimoine mondial* fut lancée par l'ambassadeur du Mexique à l'UNESCO, l'anthropologue Miguel León-Portilla, qui se remémore ainsi les discussions au sein du Comité du Patrimoine Mondial :

« Avant que je présente notre cas, les Anglais ont présenté la proposition de Lake District, un lieu qui dispose d'une base navale. Quand j'ai enfin pris la parole, j'ai dit qu'il me semblait dément de déclarer patrimoine de l'humanité un lieu possédant des armes de destruction. Un Français qui faisait partie du comité s'est mis en colère lorsque j'ai exposé le cas du Mexique. Il dit "vous croyez que le gouvernement mexicain peut protéger ces biens ?". Il avait peut-être raison mais je me suis levé énergiquement et lui ai répondu : "je vous demande de vous rétracter car vous n'avez aucun droit de questionner les capacités de mon gouvernement". Alors il s'est rétracté et notre affaire a été approuvée à l'unanimité¹¹⁴.

Ce 8 décembre 1987, M. León-Portilla réussit à faire passer un ensemble de sites¹¹⁵ à une période où les exigences de l'UNESCO apparaissaient plus souples : ni le Centre Historique ni les jardins préhispaniques de Xochimilco ne disposaient encore d'un plan de gestion spécifique. Cela dit, ils figuraient dans le *Programme général de développement urbain* (PGDU) de 1988,¹¹⁶ qui défendait la nécessité de « revitaliser et reconstruire le Centre Historique en récupérant sa dignité et son activité en tant que siège des trois pouvoirs de l'Union, capitale du pays et patrimoine architectural d'Amérique ». Le PGDU appelait à « récupérer sa valeur d'usage, sauvegarder sa fonction sociale et sa valeur patrimoniale en tant que foyer culturel représentatif de la population en général », en indiquant que les actions devaient s'orienter vers « la promotion et la consolidation de l'enracinement des résidents ».¹¹⁷

¹¹³ S. KEOSEYÁN et P. ABREU, *Estadísticas socio-demográficas del Centro Histórico...*, op. cit.

¹¹⁴ Sandra ORTEGA, « Centro Histórico, patrimonio de todos », juillet 2008, *Km.Cero*, n° 1, p. 5.

¹¹⁵ Les centres historiques de Mexico, Puebla et Oaxaca, les cités préhispaniques de Teotihuacán et de Palenque et le site naturel de Sian Ka'an.

¹¹⁶ Le PGDU est une obligation imposée par la *Loi de développement urbain du District Fédéral* de 1976. Il indique les grandes lignes à suivre par les délégations, elles-mêmes dotées d'un programme (PDDU) et d'une ou plusieurs ZEDEC (Zones Spéciales de Développement Contrôlé). Avec la reformulation en 1996 de la *Loi de développement urbain*, les ZEDEC ont été remplacées par des *Plans partiels de développement urbain* (PPDU). À l'échelle supérieure, le PGDU doit être en harmonie avec le *Programme national de développement urbain* et le *Plan national de développement*, deux documents réélaborés à chaque mandature.

¹¹⁷ DDF, *Programa General de Desarrollo Urbano del Distrito Federal*, 1988, p. 69.

Pour sa part, le Conseil du Centre Historique, dressant un bilan de ses activités depuis sa création en 1980, prétendait avoir stimulé la participation :

Grâce à la formidable et vigoureuse participation des secteurs de la société en étroite collaboration avec les autorités, durant l'administration de Miguel de la Madrid, la restauration et la préservation intégrale du Centre Historique ont reçu une impulsion décisive. [...] La revitalisation a été recherchée en toutes ses dimensions.¹¹⁸

Parmi les actions envisagées, le conseil proposait de transformer le marché de La Merced en un centre d'expositions et d'incorporer les terrains en friche pour créer « des installations touristiques de trois à quatre étoiles ». En tout optimisme, il assurait que :

Vers la première décennie du prochain siècle, le Centre Historique sera le noyau central de l'intérêt national et un des centres historiques les plus remarquables à l'échelle internationale, soutenu par une conscience citoyenne sur ses valeurs, offrant une série d'attraits culturels à ses habitants et aux visiteurs.¹¹⁹

Du côté de la société civile, l'Assemblée des Quartiers (AB), née des efforts de la CUD (encadré 9, p. 302), présenta le 10 juillet 1989 une *Proposition pour la récupération du Centre Historique*.¹²⁰ Ce document de 13 pages intègre la position de l'organisation sur différents aspects sociaux et économiques, tout en reconnaissant l'importance patrimoniale du site.

- 1) Concernant les aspects financiers, le document indique que « l'investissement privé ne pourra pas se faire selon des critères de rentabilité ». De par le faible revenu moyen de la population, l'AB plaide pour la création d'un fond public permettant d'accueillir les ressources des différentes institutions publiques, les donations internationales et privées, ainsi qu'un nouvel impôt sur les commerçants (les bases du calcul sont détaillées).
- 2) Un chapitre sur « la situation légale et l'alternative juridique pour le Centre Historique » rappelle que, malgré les efforts du RHP, la plupart des propriétés restent en situation irrégulière. L'AB propose l'acquisition par l'État de tous les logements à loyers bloqués et l'expropriation d'un lot d'immeubles en situation irrégulière si le propriétaire refuse de les réhabiliter, tout en garantissant le droit des locataires à accéder à la propriété.
- 3) Dans le chapitre sur la mobilité, l'AB « soutient le mouvement cyclable qui propose la traction humaine comme remède » aux problèmes d'encombrement. L'organisation propose la « fermeture totale du Centre Historique » et l'utilisation de véhicules légers, y compris pour les services urbains.
- 4) Un chapitre est consacré au commerce ambulant. D'après l'AB, il existe 87 organisations commerciales, dont deux qui disposent d'une « force politique suffisante pour négocier avec les autorités : celles de Guillermina Rico et Alejandra Barrios ». Réaliste, l'AB souligne que la troisième force dans ce domaine est la mafia des inspecteurs de la voie publique du DDF « qui organisent et exploitent » les ambulants. Une proposition contre la corruption consiste à réviser tous les accords passés avec ces organisations *priistes*. Par ailleurs, considérant l'incorporation du Mexique au GATT,¹²¹ on propose d'interdire la vente de marchandises étrangère dans le Centre Historique et de « tolérer » les secteurs

¹¹⁸ CONSEJO DEL CENTRO HISTÓRICO DE LA CIUDAD DE MÉXICO, *Patrimonio cultural de la humanidad. El Centro Histórico de la Ciudad de México: acciones realizadas (1984-1988)*, México DF, 1988, p. 6 et 79.

¹¹⁹ *Ibid.*, p. 46.

¹²⁰ ASAMBLEA DE BARRIOS, *Asamblea de Barrios, ya nada nos detiene*, México DF, 1991, vol. 6/5.

¹²¹ Le Mexique a formalisé son incorporation au GATT (General Agreement on Tariffs and Trade) en juillet 1986. En 1995, il a également participé à la fondation de l'Organisation Mondiale du Commerce.

d'activité plus traditionnels : livres anciens, kiosques, cireurs de chaussures, brocanteurs, entre autres métiers. Enfin, elle s'oppose au projet de création de 33 nouvelles places commerciales (*plazas*), considérant que « les principales organisations refuseront de se ranger, dès lors que leurs lieux de vente seront aussitôt occupés par d'autres personnes ».

- 5) Concernant « l'organisation du voisinage », l'AB propose la création de Comités de Réhabilitation du Centre Historique dans chaque bâtiment d'habitation, destinés à contrôler les travaux et à éviter l'éviction des locataires.
- 6) Enfin, un chapitre énumère des projets spécifiques « d'intégration et de restauration » suivant un découpage en huit zones d'intervention.

Les actions entreprises par le DDF ont su composer avec ces différents projets de ville. Un aspect qui préoccupait Manuel Camacho –chef du Département du District Fédéral pendant la présidence de C. Salinas– tenait au financement nécessaire à la réhabilitation des monuments historiques. En effet, la première mesure adoptée en 1988 a consisté en la mise en place d'un marché fictif des potentialités de construction, permettant aux propriétaires d'immeubles classés de vendre les mètres carrés non construits à des producteurs de gratte-ciel désireux d'élever leurs tours au-delà des seuils autorisés, notamment à Santa Fe et le long de Reforma. Environ 165 000 mètres carrés artificiels (équivalents à 47 millions de pesos) ont ainsi été commercialisés par l'intermédiaire du Fidéicomis de Transfert de Potentialités entre 1988 et 1995, à travers lequel on a pu conduire 24 opérations de réhabilitation.¹²²

Afin de combler les besoins financiers, le Conseil du Centre Historique impulsa en 1990 la création du Patronage du Centre Historique, composé de figures du monde de l'entreprise censées apporter des ressources de façon volontaire, « en espérant que les investissements tombent du ciel ». ¹²³ Le 18 décembre 1990, le Patronage donna naissance au Fidéicomis du Centre Historique (figure 7, p. 225) qui, à la différence d'une société anonyme régie par un conseil d'administration, disposerait d'un comité technique public-privé présidé par le chef du DDF. Sous la direction de René Coulomb, ce fidéicomis s'est finalement constitué comme un véritable organe de planification urbaine, déplaçant quelque part le Conseil du Centre Historique créé dix ans plus tôt.¹²⁴

En 1991, Manuel Camacho créa des encouragements fiscaux pour les propriétaires d'immeubles classés, notamment la réduction de l'impôt sur la propriété pendant des travaux de réhabilitation et celui prélevé sur l'aliénation des propriétés. Étale jusqu'en 1994, le programme baptisé *Échame una manita* (Donne moi un petit coup de main) inclut le repavage des rues du corridor Zócalo-Alameda, la création d'un système public-privé de cars touristiques et la rénovation du mobilier urbain. En outre, de par ses connexions avec le monde de la finance, M. Camacho réussit à maintenir le Banco de México (la banque centrale) dans le Centre Historique tout l'encourageant à réhabiliter ses propres monuments néoclassiques (clichés 6.5, p. 116).

¹²² M. PERLÓ et J. BONNAFÉ, « Dos modelos para el financiamiento del Centro Histórico »..., *op. cit.*, p. 134.

¹²³ *Ibid.*, p. 132.

¹²⁴ La figure légale du fidéicomis mexicain est similaire à celle du *trust* étasunien : il s'agit d'un contrat social passé entre deux sujets, délimitant un objet et un patrimoine. Tout fidéicomis compte sur un sujet fiduciant (dans ce cas le Patronage du Centre Historique) et un sujet fiduciaire (ici la banque publique Nacional Financiera). En 2001, le FCH est devenu un organisme public dès lors que le sujet fiduciant est devenu l'entreprise parapublique Servicios Metropolitanos (SERVIMET). Un an plus tard Nacional Financiera a cédé son rôle au secrétariat aux Finances du DF, qui a autorisé le FCH à recevoir des donations déductibles de l'impôt.

Au total, *Échame una manita* capta 1 485 millions de pesos –apportés à 68% par les propriétaires– qui ont été investis dans la réhabilitation de 867 immeubles.¹²⁵ Cependant, d'après Jaime Ortiz Lajous –un restaurateur responsable de milliers d'opérations dans tout le pays et membre du Patronage du Centre Historique– ce programme n'a pas prospéré et s'est surtout traduit par une « revitalisation passagère » dérivée de l'attribution incontrôlée de licences de vente d'alcool et de la création de dizaines de bars qui se sont rapidement éteints.¹²⁶

Finalement, Carlos Salinas et Manuel Camacho ont semé les bases d'une transformation urbaine majeure que l'on commence à peine à apprécier : le redéveloppement des alentours du jardin de l'Alameda. La redéfinition des espaces économiques de la métropole autour de l'axe Centre Historique-Santa Fe (soit l'avenue Reforma) démarra en 1992, lorsque le groupe Reichmann International –à l'origine des centres d'affaires de Canary Wharf à Londres et de Battery Park City à New York– fut invité à formuler un projet pour redynamiser la zone : le Projet Alameda.¹²⁷ Étant donné que le redéveloppement du site menaçait d'évincer les populations sur un périmètre de treize îlots, de nombreuses associations s'opposèrent à l'opération¹²⁸ et, en 1994, une Zone Spéciale de Développement Contrôlé (ZEDEC) fut approuvée par l'assemblée locale afin d'essayer de concilier les intérêts des acteurs impliqués.¹²⁹

Devant les obstacles financiers et les résistances, le Projet Alameda n'a pas pu voir le jour aussitôt ni de façon intégrale. Repris sous l'administration de López Obrador (2000-2006), il fallut procéder îlot par îlot, négociant au cas par cas l'éviction des habitants avant d'élever le nouveau complexe administratif Plaza Juárez (clichés 14, p. 190). Dans un article de presse publié à l'occasion du vingtième anniversaire du tremblement de 1985, J. González Méndez fait état d'un projet qui s'est développé tellement « au ralenti », qu'on réalise à peine à quel point il a transformé le Centre Historique.¹³⁰ Nous y reviendrons aux chapitres suivants.

La fin d'un monde, le cas de l'ambulantage

Concernant l'ambulantage, les recommandations de l'AB ont été parfaitement négligées. En 1993, le DDF entreprit des négociations avec les dirigeants *priistes*, le Patronage du Centre Historique et la Chambre Nationale du Commerce (CANACO), visant à bannir l'activité. En reformulant la solution d'E. Uruchurtu, le *Programme d'amélioration du commerce populaire* (PMCP) consista en une vingtaine de places commerciales privées (carte 19, p. 220) et en l'interdiction d'exercer dans les rues du Centre Historique via un nouveau décret.¹³¹

¹²⁵ V. DELGADILLO, *Centros históricos de América Latina...*, op. cit., p. 254.

¹²⁶ César GÜEMES, « Ortiz Lajous: sin pacto político, inútil tratar de salvar el Centro Histórico », 22 mars 2002, *La Jornada*.

¹²⁷ Laura Isabel ROMERO CASTILLO, « Políticas públicas en la conformación del corredor urbano Centro Histórico de la Ciudad de México-Santa Fe », *arg.urb.*, 6, 2011, p. 46-72.

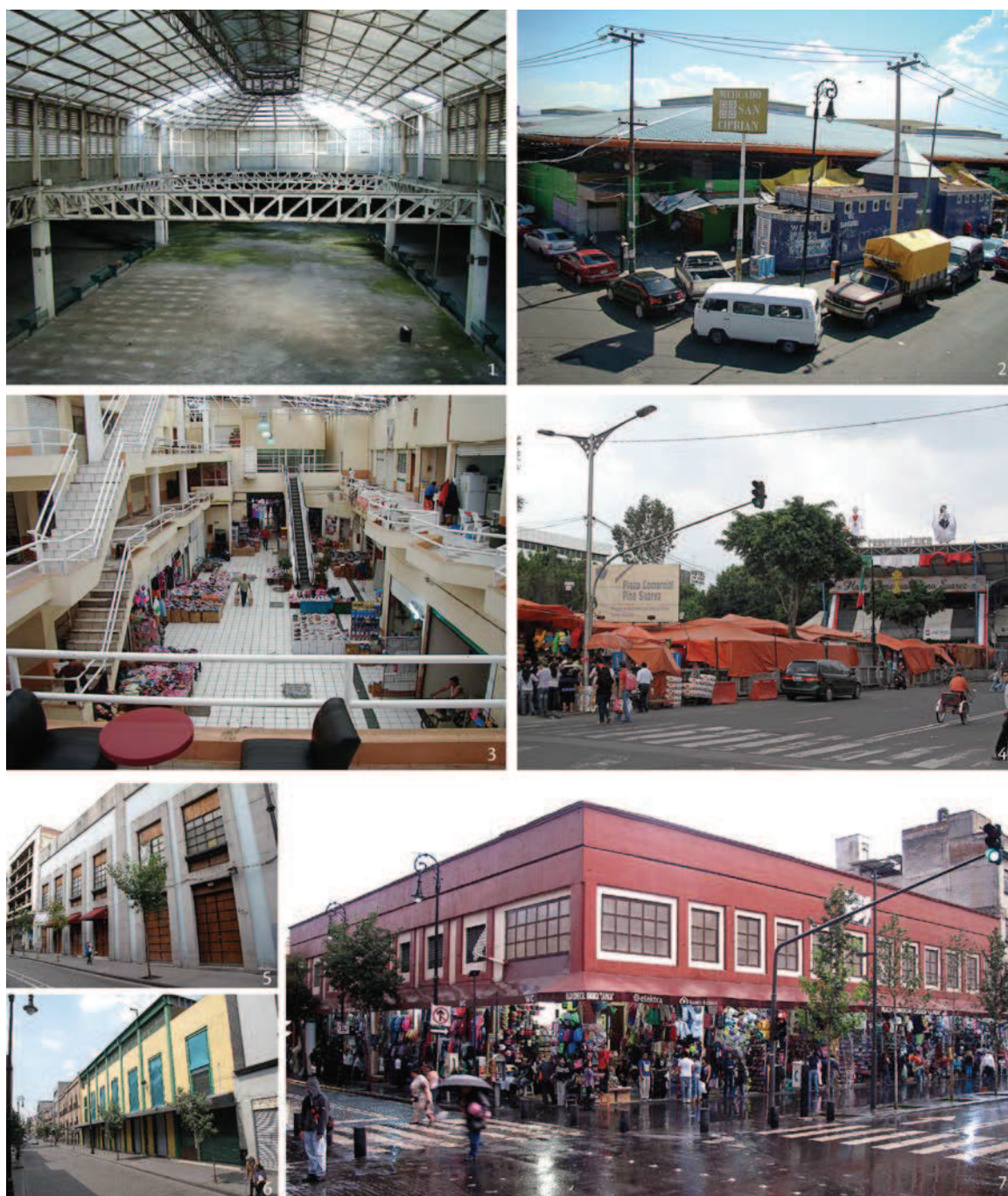
¹²⁸ Jeff SILVERSTEIN, « The Alameda Project: downtown rehab plan stirs controversy », *Business Mexico*, 2-5, 1992, p. 7-10.

¹²⁹ Entre 1992 et 1996, l'ARDF a approuvé 46 ZEDEC qui ont été remplacées par 31 *Plans partiels de développement urbain* (PPDU) en 1996. C. Mejrada soutient que les ZEDEC ont été un « instrument légitimateur visant à gouverner les conflits et à harmoniser les différents intérêts. S'il est vrai qu'il s'agit d'un exercice qui permet la participation citoyenne (...) il ne faut pas oublier le caractère élitiste et exclusif de cet instrument qui conserve dans plusieurs cas la marque de l'autoritarisme, la manipulation et la corruption » (Cristina MEJORADA, « Las ZEDEC y la participación de la sociedad civil », *Ciudades*, 20, 1993, p. 27-33).

¹³⁰ José GONZÁLEZ MÉNDEZ, « En cámara lenta », 19 septembre 2005, *La Jornada*.

¹³¹ *Bando por el que se prohíbe el ejercicio del comercio en la vía pública en puestos fijos, semifijos y de cualquier otro tipo en las calles comprendidas dentro del perímetro determinado por el Departamento del Distrito Federal para la primera fase de desarrollo del programa de mejoramiento del comercio popular*, 12 juillet 1993, DOF.

Clichés 9. Les places commerciales populaires (*plazas*) de M. Camacho



La *plaza* Hilos Cadena (1) constitue un exemple du discours à travers lequel le GDF espérait réinsérer les ambulants dans les espaces confinés. Sa réhabilitation en 1999 –quand elle fut rebaptisée Merced 2000– a impliqué le remplacement des 1 600 locaux en cage d’acier par 750 locaux en béton ainsi que la construction d’une salle de cinéma, faisant croire aux commerçants qu’elle deviendrait un *mall* à l’américaine. Aujourd’hui les locaux sont partiellement occupés. Le deuxième niveau a été déserté. De la même façon, la plaza del Estudiante (3) se présente comme un *mall* populaire qui sert principalement d’entrepôt de marchandises. De son côté, le marché de San Ciprián (2) est en réalité une *plaza* privé gérée par un règlement interne. Construite en 1990 pour accueillir les ambulants du secteur de La Merced, dotée d’une architecture art déco qui lui a valu d’être classé par l’INBA, la moitié des locaux commerciaux est cependant vide la plupart du temps. Pour cause, à l’image de la gigantesque *plaza* Pino Suárez (4) cédée à la dirigeante priiste Benita Chavarria, l’ambulantage a fini par gagner les alentours, obligeant les commerçants à reprendre la rue. En revanche, les *plazas* allouées dans des terrains plus centraux, comme Artesanos del Centro (5), Venustiano Carranza (6) et La Paja (7), ont connu un certain succès commercial. Voir sur la carte 19, p. 220.

Le conflit pour l'appropriation des locaux alloués à l'intérieur des *plazas* impliqua de profondes reconfigurations dans un secteur d'activité longtemps contrôlé par l'association de Guillermina Rico : l'Union des Commerçants Ambulants de l'Ancienne Merced (UCAAM). D'après certains observateurs, le PMCP de M. Camacho visait à affaiblir l'hégémonie de cette dirigeante pour renforcer les positions d'une jeune *prioste* qui se profilait déjà comme une des principales figures de la CNOP et du PRI : l'actuelle députée locale Alejandra Barrios (2012-2015), dirigeante de l'Association Légitime Civile Commerciale (ALCC).¹³²

Cependant, il faut rappeler que l'UCAAM fut la principale bénéficiaire du programme puisqu'elle obtint neuf *plazas* (Roldán, Soledad, Venustiano Carranza, Hilos Cadena, San Antonio Abad 1 et 2, Rayón 1 et 2, La Paja et Pensador Mexicano)¹³³ tout en gardant ses positions dans les rues du centre. En réalité, le déclin de l'UCAAM n'est advenu que plus tard sous l'effet combiné de la désaffiliation des ambulants séduits par les sirènes du PRD, et de la répression engagée par le dernier administrateur *prioste* de Mexico, Óscar Espinoza Villareal. La force publique s'est abattue le 21 août 1995 sur la famille Rico dans une opération policière appelée *Operativo amanecer*. L'assaut contre les ambulants de La Merced impliqua 3 500 agents de police et 248 véhicules, dans un épisode tellement violent que les médias n'hésitèrent pas à comparer la zone à la Bosnie-Herzégovine. Or d'après D. Silva, loin d'amener le décret de 1993 à son application, l'opération a surtout déstabilisé madame Rico, mettant en évidence qu'elle ne serait plus soutenue par le régime. Un an après, la dirigeante historique est décédée –dit-on de chagrin– et pour la première fois depuis des décennies, les rues se sont vidées des commerçants : tous étaient partis à ses funérailles.¹³⁴

Le lendemain, Alejandra Barrios annonça que la mort de Rico n'allait pas « provoquer une guerre pour les rues du Centre Historique ». ¹³⁵ Autrement dit, l'ALCC entendait respecter le territoire de Silvia Sánchez Rico, l'héritière naturelle de l'UCAAM, dans une période qui s'annonçait difficile pour les centrales populaires du PRI, concurrencées par l'émergence de nouvelles centrales indépendantes telles que la Coordination d'Organisations de Commerçants Ambulants (COCA). Ainsi, malgré les derniers efforts du régime pour renforcer l'ALCC, entamant par exemple une procédure judiciaire à l'encontre de Martín Guzmán, le dirigeant de la COCA, l'hégémonie du parti-État dans la capitale touchait à sa fin.

Vers une transition de velours

Manuel Camacho réussit à consolider la base fiscale de la capitale en augmentant la part des impôts locaux dans le budget annuel de l'entité de 24% en 1992 à 50% l'année suivante. Cela dit, cette bonne gouvernance économique était proportionnellement inverse aux difficultés rencontrées sur le terrain politique. D'une part, la frustration associée à la fraude de 1988 s'est traduite par une chute brutale du taux de participation aux élections des chefs d'îlot, passant de 40% en 1989 à uniquement 10% en 1992. D'autre part, malgré l'apathie des électeurs, la pression sociale continuait à augmenter en vue d'une émancipation politique réelle du District Fédéral vis-à-vis de la fédération.¹³⁶

¹³² Alberto NÁJAR, « Expedientes negros. Los dueños de la calle », 29 mars 1998, *La Jornada*.

¹³³ Fabiola CEDILLO ESPÍN et Óscar TORRES ARROYO (éd.), *Trayectorias de vida. Mujeres dirigentes del comercio popular en el Centro Histórico de la Ciudad de México*, México DF, PUEC-UNAM, 2010, p. 61.

¹³⁴ D. SILVA LONDOÑO, *Negociando la (in)-formalidad...*, op. cit., p. 162, 202 et 205.

¹³⁵ Víctor BALLINAS, Alonso URRITIA et Gustavo CASTILLO, « Con la muerte de Guillermina Rico terminaron cuatro décadas de liderazgo del comercio informal en la capital », 5 septembre 1996, *La Jornada*.

¹³⁶ M. de la Madrid a impulsé une réforme politique donnant lieu à l'installation d'une Assemblée de Représentants (ARDF) élus au suffrage direct (40 représentants) et proportionnel (16 représentants). Limitée dans ses

Dans ce contexte, M. Camacho a dû entamer les Tables de Concertation sur la Réforme politique du District Fédéral qui débouchèrent en 1994 sur l'approbation d'un nouveau statut pour le DF, redonnant à l'entité la possibilité d'avoir ses propres pouvoirs judiciaire et législatif. Le DDF s'est ainsi transformé en un gouvernement du District Fédéral (GDF) composé par un Tribunal Supérieur de Justice, une Assemblée Législative et un pouvoir exécutif désigné par le président parmi l'ensemble des représentants de l'Assemblée. Avec Ernesto Zedillo à la tête de l'État (1994-2000), une nouvelle réforme du statut du GDF a finalement ouvert la possibilité d'élire le chef du gouvernement au suffrage universel.

Encadré 3. Les jeunesses du PRI au PRD

L'étude des carrières politiques de trois haut fonctionnaires d'État –Alejandra Moreno, Manuel Camacho et Marcelo Ebrard– révèle la continuité du parti-État dans l'administration du District Fédéral, pourtant acquis au Parti de la Révolution Démocratique (PRD) en 1997.

La première est actuellement à la tête de la politique de "revitalisation" du Centre Historique. En ces lieux, on l'appelle *La doctora* du fait de son niveau académique, hautement reconnu dans la société mexicaine. Formée dans la plus prestigieuse institution d'études supérieures du pays, le Colegio de México (Colmex), couronnée par un post-doctorat en histoire à la Sorbonne (1967), Alejandra Moreno Toscano revient au Mexique pour devenir chercheuse au Colmex. Elle donne des cours à l'ENAH et à l'UNAM. Entre 1967 et 1977 elle dirige un séminaire d'histoire urbaine qui aboutit à un ouvrage collectif exceptionnel sur l'histoire de Mexico.¹³⁷ Entre 1977 et 1982 elle est nommée à la direction de l'Archive Générale de la Nation et réussit à regrouper des milliers de documents épars, ce qui lui vaut le titre de Chevalier des Arts et des Lettres du ministère français de la culture. A. Moreno appartient à une génération d'intellectuels qui ont cru au progrès et à l'unité nationale à travers le parti-État. Dans le dictionnaire de *La classe politique mexicaine*, elle apparaît comme une ancienne militante du PRI, ayant notamment servi sous les gouvernements de Miguel de la Madrid (1982-1988) et Carlos Salinas (1988-1994).¹³⁸

Le lien qui unit A. Moreno au PRI s'appelle Manuel Camacho. L'ancien chef du DDF (1988-1994), actuellement sénateur pour le PRD (2012-2015), fut un des plus brillants idéologues du PRI vers la fin des années 1970. Après avoir obtenu une licence en économie à l'UNAM et une maîtrise en administration publique à Princeton, il est revenu au Mexique pour devenir chercheur au Colmex (1973-1981). C'est là qu'il a commencé à recruter les membres d'une nouvelle élite politique qui s'est donnée pour objectif « d'atteindre la présidence en 1988 et de se maintenir au pouvoir jusqu'au prochain millénaire ». ¹³⁹ Avec Carlos Salinas à la tête de l'Institut d'Études Politiques, Économiques et Sociales (IEPES) destiné à la formation des cadres *priistes*, les deux camarades d'enfance ont articulé ce que M. Camacho appelle un « groupe compact » ¹⁴⁰ au sein duquel on retrouve A. Moreno et le plus jeune recru *via* le Colmex : Marcelo Ebrard, qui deviendra maire de Mexico en 2006.

capacités à légiférer, l'ARDF a commencé à fonctionner avec une majorité *priiste* en novembre 1988. Le 15 décembre 1992, grâce au soutien de neuf représentants issus des trois partis (PRI, PRD et PAN), un plébiscite informel –car mentionné mais pas réglementé dans la *Loi organique du District Fédéral*– a été convoqué pour connaître l'opinion des citoyens sur la possibilité des transformer le DF en un 32^{ème} état fédéral (67% d'approbation), d'élire un gouverneur au suffrage universel (85%) et d'avoir un véritable Congrès local (84%). Le plébiscite s'est déroulé le 21 mars 1993, avec une participation de 331 181 citoyens. Voir : Mario BASSOLS, « Regreso al futuro de la política local en el DF », *Ciudades*, 24, 1994, p. 17-24.

¹³⁷ Alejandra MORENO TOSCANO (éd.), *Ciudad de México, ensayo de construcción de una historia*, México DF, INAH, 1978.

¹³⁸ Pedro LÓPEZ DÍAZ, *La clase política mexicana: diccionario*, México, Jornada Ed., UNAM, 2006, p. 428.

¹³⁹ Jenaro VILLAMIL, *Sucesión pactada: la ingeniería política del salinismo*, México, Plaza y Valdés, 1993, p. 11.

¹⁴⁰ Manuel CAMACHO SOLÍS, « El poder: estado o "feudos" políticos », *Foro Internacional*, 14-55, 1974, p. 331-351.

D'après J. Villamil, l'articulation du « groupe compact » en tant que nouvelle élite politique aura lieu au sein du ministère de Planification et Budget créé par J. López Portillo (1976-1982) comme un instrument pour la réforme administrative : « C'est là que Salinas et le ministre Miguel de la Madrid unissent leurs destins et prennent les commandes de la politique économique, pour ensuite gagner la course à la succession présidentielle de 1982 ».¹⁴¹ En effet, lorsque M. de la Madrid atteint la présidence, C. Salinas devient ministre de la Planification et du Budget, nommant M. Camacho ministre adjoint au Développement Régional, et A. Moreno directrice de la Politique de Décentralisation.

Et puis arrive le séisme de 1985 qui constitue le plus grand défi politique du régime depuis 1968. Face à une société civile remontée par l'inefficacité gouvernementale, le président n'a que deux options : envoyer l'armée ou négocier avec les populations sinistrées. M. de la Madrid a recourt aux deux possibilités sans obtenir des résultats probants. Pour cause, l'incursion des dirigeants du MUP et du CEU a politisé le mouvement des sinistrés, menaçant sérieusement la stabilité du régime. C'est alors que Manuel Camacho assume le ministère de l'Aménagement afin de négocier les termes de la reconstruction post-sismique avec les différents acteurs sociaux. Marcelo Ebrard devient son secrétaire personnel tandis qu'Alejandra Moreno engage le dialogue avec les sinistrés de Tlatelolco.

En 1988, malgré les soupçons de fraude électorale, le « groupe compact » savoure sa victoire. Carlos Salinas atteint la présidence et nomme le Manuel Camacho à la tête du DDF, Alejandra Moreno s'installe au secrétariat aux Affaires Sociales. Tandis que les promesses de « modernisation » du pays déferlent et que la signature de l'ALENA augure le passage du Mexique au club des « pays développés » (OCDE), les théories de Camacho sont mises en pratique : « L'État devra surprendre ses adversaires, utilisant contre eux toutes les ressources légales et politiques pour éviter d'être lui-même surpris ». D'après l'idéologue, « il est possible d'en finir avec l'hégémonie des "fiefs" si la direction politique cohésive exerce tout son pouvoir au bon moment et au bon endroit ».¹⁴² En effet, les « fiefs » tels que le syndicat des travailleurs pétroliers, qualifié « d'aristocratie ouvrière », ou encore les « *trust* irréguliers du monde de la finance », seront surpris par des attaques spectaculaires.

Sauf que la nouvelle élite confond le renforcement du pouvoir d'État avec le renforcement du pouvoir présidentiel,¹⁴³ lui-même surpris par le soulèvement zapatiste le jour d'entrée en vigueur de l'ALENA (1^{er} janvier 1994). Après douze jours de combats, les forces belligérantes acceptent un cessez le feu pour ouvrir le chemin des négociations. Fort de son expérience au DDF, Manuel Camacho est nommé à la Commission pour la Paix et la Réconciliation. Reconnu par l'EZLN comme l'interlocuteur du gouvernement, il part au Chiapas en compagnie d'Alejandra Moreno pour engager un processus de dialogue qui dure trois ans avant la signature des Accords de San Andrés.

Brisé dans sa course à l'investiture présidentielle, avec Carlos Salinas en exil à Cuba, Camacho rompt finalement avec le PRI pour fonder en 1999 le Parti du Centre Démocratique (PCD) qui le présente aux présidentielles de 2000 (0,55% des voix). Le PCD, auquel participent Alejandra Moreno et Marcelo Ebrard –ce dernier en tant que candidat à la mairie de Mexico– s'éteint et le « groupe compact » finit par s'intégrer au *melting pot* du PRD, seul parti capable de rassembler stalinistes, trotskistes, maoïstes et anciens *priistes*.¹⁴⁴ Pour sa part, Alejandra Moreno abandonne tout engagement partisan pour se consacrer à l'expertise auprès d'organismes civils tels que le Patronat de Xochimilco, la Fondation Carmen Toscano, qui protège les archives audiovisuelles de la Révolution de 1910, et la Fondation du Centre Historique, qui constitue le bras philanthropique de Carlos Slim dans le Centre Historique. Par ailleurs, elle devient consultante à l'UNESCO et collabore en 1997 à la mise en place du programme de revitalisation du Centre Historique de Quito. En 2007, elle devient l'Autorité du Centre Historique (ACH), une institution créée à sa mesure par son ancien coreligionnaire Marcelo Ebrard, devenu le maire de Mexico sous le sigle du PRD.

¹⁴¹ J. VILLAMIL, *Sucesión pactada...*, op. cit., p. 7.

¹⁴² M. CAMACHO SOLÍS, « El poder: estado o "feudos" políticos »..., op. cit., p. 351.

¹⁴³ J. VILLAMIL, *Sucesión pactada...*, op. cit., p. 22.

¹⁴⁴ H. COMBES, *Faire parti...*, op. cit., p. 137-195.

3. La gauche au pouvoir

En 1997, pour la première fois depuis 1928, les habitants de la capitale ont été appelés aux urnes pour désigner le gouverneur du District Fédéral et les législateurs de la nouvelle Assemblée Législative (ALDF). Or le pari était gagné d'avance pour le PRD, qui avait fait de la démocratisation de la vie politique locale son slogan de campagne : « Ensemble ! nous gouvernerons la ville ». Mexico constituait déjà le bastion d'un mouvement contestataire bicéphale, agglutinant autour de Cuauhtémoc Cárdenas les jeunesses du mouvement étudiant et les anciennes bases populaires du PRI, arrachées au régime par le mouvement urbain-populaire suite au séisme de 1985. En outre, un secteur important de la société, qui ne souhaitait pas les réformes radicales envisagées par l'aile gauche du PRD, considérait l'alternance comme une mesure nécessaire pour abattre la corruption endémique des institutions.

Les conditions étaient donc réunies pour que le fils du général Lázaro Cárdenas remporte les élections avec 48,1% des voix, loin devant le PRI (25,6%) et le PAN (15,6%). À l'ALDF, les résultats furent aussi surprenants : le PRD obtint 38 des 40 sièges attribués par suffrage direct. Cette écrasante victoire, massivement célébrée sur le Zócalo, a signifié un tournant majeur dans la démocratie mexicaine. La capitale serait désormais enclavée et vitrine d'une gauche plurielle et imbattable, capable de remporter successivement les élections locales en dépit du tournant conservateur observé à l'échelle nationale. Par ailleurs, elle deviendrait le terrain d'application des idées d'une nouvelle génération d'hommes politiques déterminés à renverser le *statu quo* et à adopter une autre voie que la politique néolibérale poursuivie par l'exécutif fédéral, comme l'indiquait le projet de ville porté par C. Cárdenas :

« Comment rendre la ville habitable pour tous ? La gravité de la dégradation sociale survenue durant la dernière décennie, couplée à la pauvreté persistante, nous empêche de penser que la solution à la crise sera le résultat automatique du développement économique, en particulier sous le modèle économique actuel. Pour dépasser cette crise il faut radicalement réorganiser les priorités du District Fédéral, suivant une politique sociale active et une politique économique orientée vers une croissance avec équité. »¹⁴⁵

En matière de développement urbain, le programme du PRD prévoyait une série de mesures plus ou moins utopiques : la formation de fonctionnaires professionnels pour combattre la corruption, la création d'une réserve foncière permettant d'ordonner le marché immobilier, des nouveaux mécanismes pour le financement et la production de logements sociaux, l'établissement d'une autorité métropolitaine et, par-dessus tout, la réforme politique du District Fédéral qui permettrait l'adoption d'une Constitution locale.

Manifestement, les ambitions du parti du soleil aztèque – ainsi désigné en raison de son logotype aztéquisant – étaient proportionnelles à l'ampleur du défi. La crise économique de 1995 avait frappé de plein fouet les classes moyennes et les inégalités sociales n'avaient fait que s'accroître ; l'insécurité, la corruption, la pollution et l'expansion désordonnée de la métropole étaient insupportables ; les conditions de vie en général s'étaient tellement dégradées que l'on n'hésitait plus à parler d'écocide urbain, de cancer au dernier degré, de créature infernale, en un mot : de « monstruopole ».¹⁴⁶ À ce scénario catastrophique s'ajoutait la mauvaise réputation de la police et l'insécurité grimpeante : entre 1990 et 1996, les plaintes pour vols,

¹⁴⁵ Cuauhtémoc CÁRDENAS, Roberto EIBENSCHUTZ, Assa Cristina LAURELL et Paco Ignacio TAIBO II, *Una ciudad para todos. Otra forma de gobierno*, México DF, PRD, 1997, p. 49.

¹⁴⁶ Jérôme MONNET, *La ville et son double. Images et usages du centre : la parabole de Mexico*, Paris, Nathan, 1993, p. 86.

fraude et extorsion étaient passées de 1 059 à 2 434 incidents pour 100 000 habitants et la proportion des vols avec violence avait augmenté de 38,5 à 55,5%,¹⁴⁷ affectant particulièrement les délégations centrales.¹⁴⁸ Enfin, malgré la volonté d'installer la démocratie à Mexico, le défi de construire une nouvelle gouvernance sans reproduire les vices du système antérieur s'annonçait difficile. Le *priisme* avait non seulement modelé la culture politique du peuple mais aussi celle de la classe politique émergente, à commencer par Cuauhtémoc Cárdenas lui-même. D'autre part, le PRI gardait des milliers d'éléments dans l'ensemble des institutions, notamment parmi les agents de police et les inspecteurs de la voie publique chargés de maîtriser l'ambulantage, qui n'avait fait qu'augmenter avec les crises cycliques du capitalisme. En effet, sachant qu'il ne pouvait pas se passer des réseaux corporatifs en place, l'appel du PRD à gouverner « ensemble » visait également à rassurer les forces de l'ancien régime devant la transition politique. Dans ces conditions, quelles ont été les mesures prises par la nouvelle administration pour remplir les attentes de transformation sociale ?

Vers une nouvelle gouvernance ?

La première satisfaction du mouvement social a été de voir les dirigeants au sommet du nouveau gouvernement. Rien qu'à l'ALDF, 82% des députés du PRD étaient issus du mouvement urbain-populaire (MUP).¹⁴⁹ Du haut de ses trente deux ans, le nouveau président de l'Assemblée, Martí Batres, avait déjà fait carrière au sein de l'Union Populaire Nouvelle Tenochtitlán (UPNT),¹⁵⁰ en se faisant remarquer pour ses positions contre les dirigeants du Conseil Étudiant Universitaire (CEU).¹⁵¹

La migration des dirigeants sociaux vers l'univers parlementaire impliqua non seulement la « décapitation des organisations du MUP »¹⁵² mais aussi l'émergence de deux courants rivaux au sein du même parti : d'un côté, le Courant de Gauche Démocratique (CID) de René Bejarano, fondateur et dirigeant de l'UPNT ; de l'autre, les cadres du mouvements étudiant de 1986, agglomérés autour de Carlos Imaz. Les premiers considéraient les organisations du MUP comme le principal relais entre le gouvernement et la société civile. Les seconds, en revanche, pensaient qu'elles ne devaient pas constituer un intermédiaire incontournable et prônaient l'émergence d'une démocratie libérale fondée sur l'individu politique.¹⁵³

Face à cette polarisation, la solution de Cárdenas a été d'intégrer les deux forces antagonistes au sein de son ministère de l'Intérieur (*Secretaría de Gobierno*), sous la figure

¹⁴⁷ Diane DAVIS, « El factor Giuliani: delincuencia, la “cero tolerancia” en el trabajo policiaco y la transformación de la esfera pública en el centro de la ciudad de México », *Estudios Sociológicos*, 25-75, 2007, p. 639-681.

¹⁴⁸ En 1998, les actes de délinquance étaient concentrés dans la ville centrale. Cependant, le taux d'homicides était nettement plus élevé dans les municipalités périphériques. Voir : M. GUERRIEN, *L'enfance agitée d'une mégapole...*, *op. cit.*, p. 268-270.

¹⁴⁹ Hélène COMBES, « De la rue au Palais municipal, la gestion des conflits sociaux par le parti de la révolution démocratique (PRD) à Mexico (1997-1998) », *Cahiers des Amériques latines*, 33, 2000, p. 153-172.

¹⁵⁰ L'UPNT a été fondée en 1985 par René Bejarano, du Parti Mexicain des Travailleurs, qui a participé à la formation de la Coordination Unique des Sinistrés (CUD) sans s'intégrer par la suite à l'AB. Son épouse, Dolores Pardierna, fut maire de Cuauhtémoc (2000-2003), secrétaire général du PRD (2011-2012) et sénatrice. L'UPNT et son corrélat politique au sein du PRD –le Courant de Gauche Démocratique (CID) puis la Gauche Démocratique Nationale (IDN)– sont considérés comme le secteur le plus clientéliste du parti.

¹⁵¹ Martí BATRES, Ricardo BECERRA, Ulises LARA, Martín BELTRÁN et Adriana HERNÁNDEZ, « La UNAM y su Reforma: las razones de un acuerdo », *El Cotidiano*, 35, 1990.

¹⁵² Paul HABER, « La migración del Movimiento Urbano Popular a la política de partido en el México contemporáneo », *Revista Mexicana de Sociología*, 71-2, 2009, p. 213-245.

¹⁵³ Hélène COMBES, « Des leaders sociaux devenus députés: quel impact sur la représentation politique? », *Trace*, 36, 1999, p. 26-36.

conciliatrice de Rosario Robles. L'ancienne dirigeante du syndicat des travailleurs de l'UNAM était en position de ménager R. Bejarano, enseignant syndicaliste, et le groupe de Carlos Imaz, avec lequel elle avait noué des relations depuis la grève de 1986. Le premier a ainsi obtenu le poste de sous-secrétaire de l'Intérieur, tandis que le second a eu l'opportunité de diriger la coordination générale de Participation Citoyenne et Gestion Sociale (CGPCGS), une structure centrale du nouveau gouvernement destinée à gérer les conflits sociaux et à réfléchir à un nouveau modèle de démocratie participative pour la capitale. D'après Ernesto Alvarado, directeur de Participation Citoyenne de la CGPCGS, qui occupe actuellement le même poste au Fidécimmis du Centre Historique :

« Nous dépendions du ministère de l'Intérieur du DF pour une raison historique du moment : nous entrions dans une ville qui avait été gouvernée durant soixante-dix ans par un clan qui avait ses propres mécanismes et qui cherchait à créer de l'instabilité. Moi seul j'ai dû concentrer jusqu'à mille six cent promoteurs sous ma responsabilité, c'étaient eux qui nous assuraient le lien avec les citoyens. »¹⁵⁴

Les cadres du mouvement étudiant espéraient poser les bases d'un nouveau régime de gouvernance fondé sur le dialogue social et la participation active des citoyens. Avec la nouvelle *Loi de participation citoyenne*¹⁵⁵ –concoctée au sein de la direction d'E. Alvarado– les organes préexistants de représentation populaire ont été remplacés par des entités collégiales appelées comités citoyens. Dans l'idéal, ces comités permettraient de définir localement les priorités en matière d'aménagement urbain, contribuant au bon déroulement des mécanismes de consultation directe prévus par la loi : le plébiscite, le référendum et l'initiative populaire.¹⁵⁶ Cependant, le nouveau cadre normatif a rencontré de sérieuses limites.

D'abord, l'élimination des conseils de Délégation provoqua un vide inexplicable : pour certains, il s'agissait d'un pari raisonnable à l'époque où l'on espérait une réforme politique permettant, à terme, d'établir de nouvelles instances municipales de consultation ;¹⁵⁷ d'un autre point de vue, il s'agissait d'assurer un lien direct entre les quartiers et le gouvernement central, afin d'éliminer toute velléité déstabilisatrice.

Le premier coup porté à la *Loi de participation citoyenne* n'est pourtant pas venu de la structure sociale du PRI mais bien du désintérêt de la société civile. Le très faible taux de participation aux premières élections des comités citoyens (9,5%) mit en évidence de graves

¹⁵⁴ Entretien réalisé le 3 novembre 2011. Sa biographie est tracée dans la dernière partie, *vid.* chap. IX, p. 360.

¹⁵⁵ Publiée le 21 décembre 1998. Pour une analyse comparée des lois de 1995 et 1998, voir : Cristina SÁNCHEZ MEJORADA, « La participación ciudadana en el Distrito Federal. Reflexiones sobre la Ley y las elecciones vecinales », *El Cotidiano*, 16-99, 2000, p. 80-91.

¹⁵⁶ Les consultations citoyennes ont permis de connaître l'opinion des habitants sur la végétalisation du Zócalo (1998), la mise en place d'un horaire d'été (2001) et l'augmentation du prix du métro (2002), sans conséquences réelles en matière de décision politique. En 2002, suite à une consultation téléphonique concernant la construction d'un deuxième étage sur la rocade (*segundo piso*) –avec une approbation de 72% sur 80 000 personnes consultées– le GDF organisa un véritable plébiscite qui remporta l'approbation de 65% sur 420 536 votants. Par ailleurs, deux initiatives populaires –qui permettent à un minimum de 36 000 citoyens de soumettre une proposition de loi– ont été présentées. En 2004, des militants du PAN ont réuni plus de 100 000 signatures favorables à une loi pour réguler les manifestations. La même année, les militants du parti Alternativa Social-Démocrate ont tenté d'abroger la *Loi de protection aux non-fumeurs*. Les deux initiatives ont été royalement balayées par les députés de l'ALDF. Enfin, le premier référendum dans l'histoire du Mexique a été célébré en 2004, à l'occasion d'un conflit qui opposait la fédération et le GDF. Menacé par de fausses accusations de corruption, López Obrador décida de soumettre la continuité de son mandat à l'avis du peuple. Non seulement il remporta le référendum mais il en est sorti renforcé à l'approche des présidentielles de 2006.

¹⁵⁷ C. SÁNCHEZ MEJORADA, « La participación ciudadana en el Distrito Federal »..., *op. cit.*, p. 86.

failles en matière de communication, refroidissant par la même occasion les promoteurs du nouveau modèle démocratique. En outre, en l'absence d'une véritable souveraineté politique, les efforts du GDF ont été amendés par le Congrès de l'Union. Ainsi, la proposition de végétaliser la place du Zócalo, approuvée lors d'une consultation publique par 12 401 citoyens, fut refoulée par l'opposition en argumentant que la grande place appartenait à tous les Mexicains et que son aménagement ne pouvait pas dépendre de l'opinion des seuls riverains.¹⁵⁸

Cela dit, le chantier culturel entrepris par la CGPCGS permit de maintenir une ambiance d'optimisme et de confiance envers le gouvernement. Concentrés sur des actions à court terme, les membres de l'équipe de C. Imaz ont su miser sur la monumentalité du Zócalo, où se sont tenus des centaines de spectacles gratuits avec une réponse massive de la part de la population. La stratégie de mise en scène du patrimoine urbain, qui s'assimile aux formes d'instrumentalisation de la culture observées par D. Harvey dans les villes anglaises en crise,¹⁵⁹ remporta l'approbation du public. Toujours d'après Ernesto Alvarado :

« Une de nos priorités était de commencer à récupérer les espaces publics qui jusqu'ici n'avaient été, dans les meilleurs des cas, que des espaces d'expression politique mais jamais des espaces de convivialité. Le Zócalo en était le prototype : il était occupé pour faire des meetings, des manifestations, mais rien d'autre. [...] Nous avons proposé énormément d'événements dans le centre. En trois ans nous avons reçu 12 millions de participants, entre des concerts musicaux, Joaquín Sabina par exemple, la fête traditionnelle des morts, le festival du jeu d'échec, des événements avec les enfants, etc. Nous avons eu plein d'activités ces trois années là, car nous voulions démontrer qu'il était possible d'avoir une convivialité dans l'espace public sans avoir recours à la présence policière. C'était ça la clé ! Bien entendu, les forces de police n'étaient jamais trop loin... en cas de débordement. »

Mais le *soft-power* du PRD n'a pas suffi à apprivoiser les groupes fidèles au PRI, notamment le syndicat des travailleurs du GDF et les organisations du commerce ambulant qui ont été les principaux acteurs contestataires durant la transition.¹⁶⁰ Or c'est précisément autour de la gestion de la demande sociale que s'est cristallisée l'opposition entre les courants internes du PRD. René Bejarano, qui n'était pas prêt à passer au deuxième plan au ministère de l'Intérieur du DF, mit en place une sous-direction de Suivi et Lien Social, remplissant les mêmes fonctions que la CGPCGS : canalisation de la demande, coordination interministérielle et participation citoyenne.¹⁶¹ Avec la CID il établit également des centaines de bureaux de participation citoyenne, comme une étape préalable à la mise en place du Système des Services Communautaires Intégrés (SECOI), fleuron de la politique sociale du PRD.¹⁶²

¹⁵⁸ François TOMAS, « Centros históricos de América Latina: emergencia de una nueva política urbana », *L'ordinaire latino-américain*, 181, 2000, p. 9-22.

¹⁵⁹ David HARVEY, « From managerialism to entrepreneurialism: the transformation in urban governance in late capitalism », *Geografiska Annaler B*, 71-1, 1989, p. 3-17.

¹⁶⁰ Globalement, les manifestations recensées par le GDF ont été considérablement réduites, passant de 1 785 en 1997 à 440 en 1998. H. COMBES, « De la rue au Palais municipal »..., *op. cit.*, p. 156.

¹⁶¹ D'après les propos rapportés par H. Combes (*Ibid.*, p. 165.), la différence entre les deux structures était simple : « nous nous disputons les demandeurs pour répondre à leur demande », lui a répondu le directeur de Suivi et Lien social qui comptait sur 240 « conciliateurs » salariés contre les 1 600 volontaires d'E. Alvarado.

¹⁶² Le SECOI a été expérimenté dans les délégations d'Iztapala et Coyoacán avant de devenir la colonne vertébrale de la politique sociale de C. Cárdenas, utilisant l'infrastructure existante (centres sportifs, de santé, maisons de quartier, écoles, etc.) pour rapprocher les services éducatifs, de santé et culturels de la population. En août 1999, la direction générale de Politique Sociale a été remplacée par celle du Système des Services Communautaires Intégrés. Sur l'évolution des institutions sociale du DF voir : Pedro GARCÍA CRUZ, *Las instituciones de la política social del Distrito Federal 1997-2010*, México DF, EvalúaDF, 2010.

Enfin, avec Rosario Robles à la tête du GDF –devenue gouvernante intérimaire quand Cárdenas se retira pour se présenter sans succès aux élections présidentielles de 2000– le courant libéral du PRD finit par s'imposer suite à une révélation scandaleuse. L'opposition entre la CID et les anciens du CEU était à son comble lorsque les brigadistes de la CGPCGS remarquèrent que les bureaux de participation citoyenne de R. Bejarano servaient à la distribution de denrées alimentaires destinées à promouvoir l'image des députés de son courant. Le scandale de la *Leche Bety* éclata au moment des élections internes du PRD : le lait était contaminé par des matières fécales ! La stratégie électorale de la CID, calquée dans le plus vieux style *priiste* de contrôle social des plus démunis, a donc été contreproductive. Ayant perdu la confiance des organisations du MUP qui participaient à la distribution du cadeau empoisonné, la CID a fini par s'incliner devant les anciens cadres du CEU.

Devenu président du PRD-DF, Carlos Imaz consolida l'influence des libéraux dans le gouvernement de la capitale, du moins jusqu'en 2004, quand il a lui-même été rattrapé par un scandale de corruption et contraint d'abandonner le parti. La question qui s'impose consiste effectivement à savoir comment la nouvelle administration s'est attaquée au problème de l'ambulantage, sorte d'épreuve du feu pour les défenseurs de l'espace public et de la démocratie libérale. Pouvaient-ils vraiment se passer des réseaux corporatifs de l'ancien régime ?

Diviser pour mieux régner

Le phénomène de l'ambulantage était particulièrement aigu quand le PRD a assumé le pouvoir. Bien qu'il soit impossible de mesurer leur nombre –compte tenu de la diversité des activités, du rapport avec l'économie formelle et des variations saisonnières– on considère qu'à la fin des années quatre vingt dix, 200 000 à 500 000 ambulants exerçaient dans les rues de Mexico, dont 30 000 dans le Centre Historique.¹⁶³ De toute évidence, la politique de "nettoyage" menée quatre ans plus tôt s'était traduite par un échec. Mise à part une poignée de réussites comme la *plaza* Meave, spécialisée dans la vente de produits électroniques, la plupart des *plazas* du *Programme d'amélioration du commerce populaire* (PMCP) étaient devenues des entrepôts de marchandises ou des structures à l'abandon (clichés 9, p. 159). Ainsi, en 1998, sur les 7 639 locaux vendus aux ambulants dans le cadre du PMCP (dans 16 *plazas*, 4 bazars et 4 corridors commerciaux), uniquement 2 383 (37%) avaient été remboursés par les acquéreurs.¹⁶⁴ Face à la crise économique et au manque de fréquentation, les commerçants s'étaient à nouveau installés dans les rues. Enfin, à l'ampleur du phénomène s'ajoutait le problème de l'affiliation politique des organisations, pour la plupart sujettes à la discipline du PRI. Cela dit, l'existence d'interlocuteurs reconnus et le fait de se retrouver face à un secteur organisé, offraient un terrain de négociation et de possibilités.

Les premières mesures annoncées par l'administration de Cuauhtémoc Cárdenas sont allées dans le sens d'une continuité avec le PMCP de Manuel Camacho. D'abord, contrairement aux marchés conventionnels, les commerçants qui arriveraient à liquider leurs dettes obtiendraient des titres de propriété sur leurs locaux. Ensuite, en se gardant de préciser leur localisation et les organisations bénéficiaires, le GDF promit la création de sept nouvelles *plazas*. Quant aux locaux commerciaux abandonnés, certains seraient réhabilités et remis en vente, comme ce fut le cas de Hilos Cadena (1993), rebaptisée Merced 2000 à l'occasion de sa réhabilitation (clichés 9, p. 159).

¹⁶³ R. MENESES REYES, « La negociación jurídica del derecho a la ciudad »..., *op. cit.*, p. 28.

¹⁶⁴ Ricardo OLAYO, « Comercializará el DDF 7 mil 800 locales en plazas para ambulantes », 19 juin 1998, *La Jornada*.

Dépourvues des réseaux corporatifs qui avaient fait leur force, les organisations affiliées au PRI étaient en situation de faiblesse. Pour l'Union des Commerçants Ambulants de l'Ancienne Merced (UCAAM), la situation était particulièrement compliquée en raison des luttes intestines pour la succession de Rico. La légitimité de Silvia Sánchez Rico était fortement questionnée par un certain nombre d'adhérents qui considéraient qu'elle était moins chaleureuse que sa mère et qu'elle ne disposait pas des vertus nécessaires à maintenir l'esprit d'union. Par ailleurs, le rapprochement de certains groupes d'ambulants au PRD menaçait les associations *priistes* de les vider de leurs membres. En effet, les dirigeants *priistes* ne pouvaient que s'asseoir à la table des négociations et faire un semblant d'unité derrière Jorge Schiaffino, président de la CNOP-DF.

Le 16 février 1998, après un an de discussions entre le GDF et la CNOP-DF, les différentes parties sont parvenues à un accord pour mettre en marche le *Programme de réaménagement du commerce sur la voie publique*¹⁶⁵ qui a reconnu le droit au travail des ambulants, regroupés en cinq catégories : les « marchés itinérants », les « *tianguis* », les « concentrations de commerçants » (groupes de commerçants qui exercent leurs activités dans les périphéries populaires) et le « commerce sur la voie publique » (l'ambulantage). Cette reconnaissance officielle s'est accompagnée d'une série de conditions, notamment celle de réintroduire ces activités au système tributaire de la ville. Sur le plan politique, il fut établi que la résolution des conflits passerait par la sous-direction des Marchés et Voies Publiques, rattachée au ministère de l'Intérieur du DF. Les délégations seraient quant à elles responsables d'octroyer les permis de vente, désormais délivrés collectivement ou à titre individuel. La mise en opération du PRCVP a cependant rencontré de sérieuses limites :

- 1) Le nouvel accord a introduit une confusion avec le décret posé par M. Camacho en 1993, étant donné que la définition des rues et des places où la vente serait totalement interdite n'a jamais vu le jour. En effet, le personnel chargé de fournir les permis, menacé de sanction par le décret de 1993, s'est retrouvé devant une situation de vide juridique qui a été comblée par des permis octroyés de façon discrétionnaire.¹⁶⁶
- 2) Ensuite, la possibilité de solliciter un permis de vente de façon individuelle (à condition de prouver plus de cinq ans d'ancienneté, avec l'aval d'un riverain ou d'un commerçant établi, et de payer trente pesos à la trésorerie) a bientôt provoqué la foudre des dirigeants de la CNOP-DF qui considéraient, à juste titre, que cette disposition visait à les détruire en tant que collectivité. Ignacio Contreras, dirigeant du Mouvement Corporatif Unifié, avec 15 000 membres dans le tout le DF, déclara que « n'importe quel camarade qui se présentera de façon individuelle à la mairie sera sanctionné en conformité avec nos statuts et ne sera plus protégé par le MOGUN ».¹⁶⁷ Pour sa part, Alejandra Barrios décida de quitter la table des négociations, entraînant l'Alliance Métropolitaine d'Organisations Populaires vers la confrontation avec le GDF. Rien qu'en 1998, cette fédération orchestra une cinquantaine de manifestations d'ambulants,¹⁶⁸ trouvant par ailleurs des soutiens dans le PRI et le PT pour contourner les nouvelles dispositions gouvernementales.¹⁶⁹

¹⁶⁵ *Acuerdo 11/98 mediante el cual se emite el programa de reordenamiento del comercio en vía pública y los criterios para la aplicación de las cuotas por concepto de aprovechamientos por el uso o explotación de vías y áreas públicas para realizar actividades mercantiles*, 16 février 1998, GODF.

¹⁶⁶ D. SILVA LONDOÑO, *Negociando la (in)-formalidad...*, op. cit., p. 222.

¹⁶⁷ Alberto NÁJAR, « Expedientes negros. Los dueños de la calle », 29 mars 1998, *La Jornada*.

¹⁶⁸ Les manifestations de caractère local se sont réduites avec la transition politique, passant de 1 785 en 1997 à 440 en 1998. Les organisations les plus actives dans la rue ont été les groupes les fidèles au PRI, notamment le

- 3) Enfin, l'arrivée de Dolores Padierna à la mairie de Cuauhtémoc (épouse de R. Bejarano et dirigeante de l'UPNT) n'a fait qu'empirer les rapports entre les organisations *priistes* et le gouvernement. En plus des accusations concernant les privilèges accordés par Padierna aux organisations proches du PRD, la délégation s'est montrée assez restrictive dans l'accréditation des permis de vente, réduisant de 9000 à 3000 le nombre de permis octroyés lors de la première *romería* (foire) de 2001. Dans ce contexte, un violent affrontement entre les ambulants et la police a eu lieu le 10 janvier 2001.¹⁷⁰

Malgré les protestations, le GDF a réussi à maintenir sa posture et l'on a même créé une nouvelle disposition réduisant de 100 à 10 le nombre de membres nécessaires pour constituer une association de commerçants. La plupart des observateurs du phénomène s'accordent à dire que l'objectif du gouvernement était de « fragmenter le grand monopole des organisations dont les dirigeants étaient associés au PRI », comme l'a souligné G. Zarembeg.¹⁷¹ D'après R. Meneses, la stratégie de « désarticulation juridique » signifia un tournant majeur des lors que des dizaines de petits dirigeants ont acquis les instruments nécessaires pour s'émanciper « des directions despotiques » :

« Ce changement s'est révélé important, car bien qu'il s'agisse d'une procédure assez simple, dans la pratique, une association représente un moyen pour comprendre qui est en train de fournir les permis de vente, dans quelles rues, qui a négocié avec les autorités et à quel parti il appartient. [...] L'objectif de ce processus était de fragmenter les directions des organisations constituées autour du PRI pour limiter les directions despotiques et récupérer le contrôle d'une zone potentiellement conflictuelle : le centre-ville de Mexico. »¹⁷²

La politique de tolérance exprimée dans le *Programme de réaménagement* cachait effectivement une stratégie beaucoup plus fine qui, à certains égards, a produit les résultats espérés. Sous le poids des tensions internes et des pressions exercées par le GDF, l'empire légué par Guillermina Rico s'est bientôt fractionné et une partie des dirigeants affiliés à l'UCAAM s'en sont séparés pour se rapprocher du PRD.¹⁷³ Le schisme d'ailleurs a provoqué de violents affrontements, atteignant un point culminant en mars 1999, lorsque des agressions à l'arme à feu se sont soldées par trois blessés dans le camp des dissidents –dirigées par Jovita Cruz, ancienne commère de G. Rico– et par l'emprisonnement de Silvia Sánchez Rico.¹⁷⁴ L'élimination de l'héritière n'a pourtant pas entraîné une baisse de l'ambulantage. Au contraire, cela favorisa une reconfiguration de l'appareil corporatif, recentré autour du PRD, ainsi que le renforcement d'Alejandra Barrios qui, en l'espace de quelques années, réussit à contrôler la plupart des rues du Centre Historique (carte 18, p. 218) et même à obtenir des crédits pour la construction de logements sociaux pour ses associés.

syndicat des travailleurs du GDF et les organisations d'ambulants, en premier lieu l'AMOP. Voir : H. COMBES, « De la rue au Palais municipal »..., *op. cit.*

¹⁶⁹ R. MENESES REYES, « La negociación jurídica del derecho a la ciudad »..., *op. cit.*, p. 28.

¹⁷⁰ Óscar HERRERA, « Se enfrentaron policías y ambulantes en el Eje Central », 11 janvier 2001, *El Universal*.

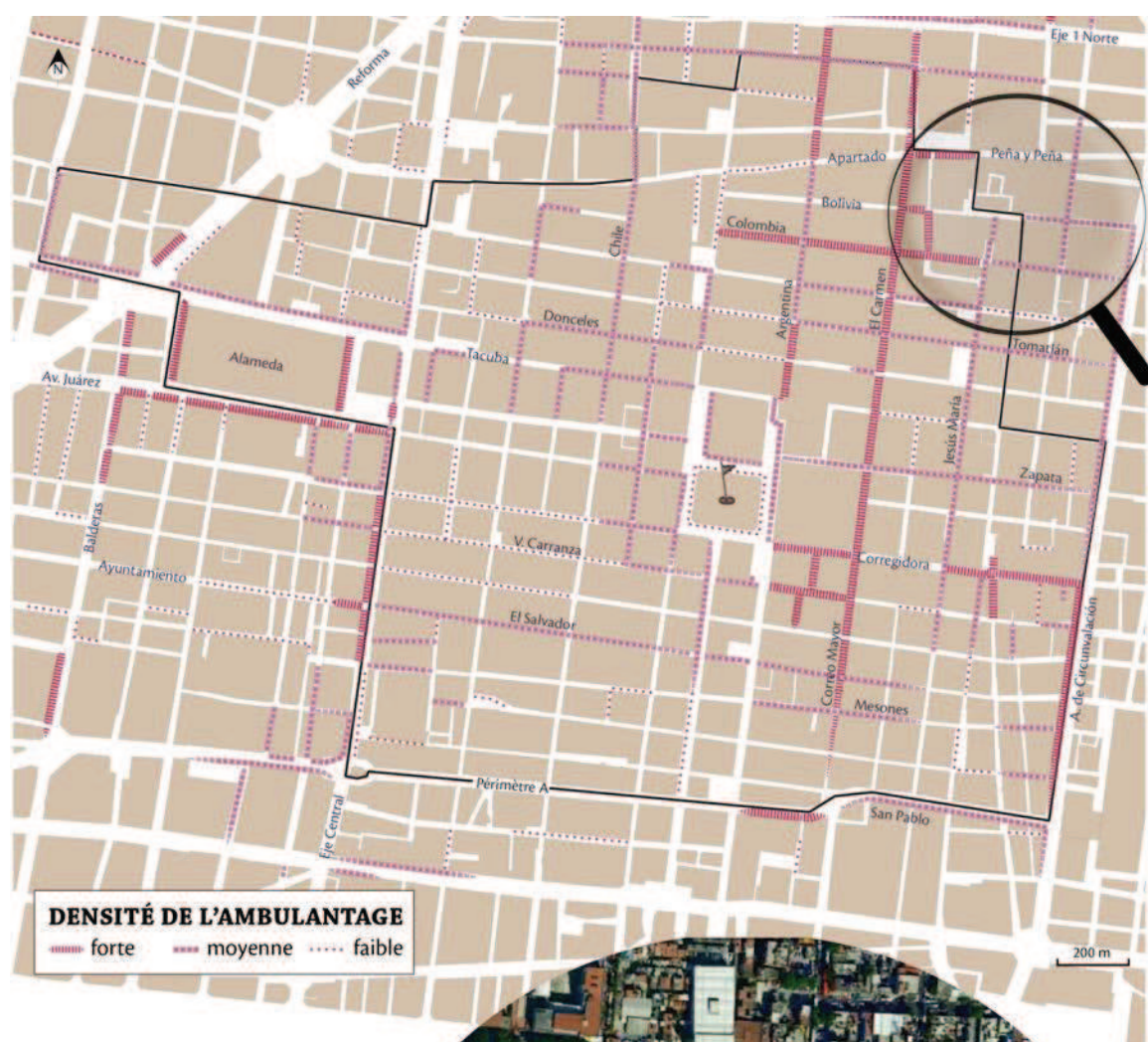
¹⁷¹ Gisela ZAREMBEG, *¿Corporativismo informal? Organizaciones de ambulantes y partidos políticos a partir de la alternancia electoral en México, Distrito Federal (2000-2005)*, Buenos Aires, Clacso, 2011, p. 44.

¹⁷² R. MENESES REYES, « La negociación jurídica del derecho a la ciudad »..., *op. cit.*, p. 26.

¹⁷³ Parmi les dissidents : Esther Carrillo (Unión de Comerciantes de Justicia 2000), Guadalupe Hernández (Unión de Comerciantes No Asalariados de Correro Mayor y Soledad), Mayolo Juan Martínez (Comerciantes Ambulantes Democrático des las Calles de Moneda, Academia y Zapata), Jesús Suástegui (Agrupación de Vendedores Informales Independientes del Centro Histórico).

¹⁷⁴ Daniela PASTRANA, « La tragedia de la heredera. Ya no hay intocables », 4 avril 1999, *La Jornada*.

Carte 12. Identifier l'ambulantage dans le périmètre A : priorité du gouvernement



ZOOM (10 ans plus tard)

Image de Google Earth captée le 28 décembre 2009. La place Gregorio Torres Quintero (zone arborée) apparaît submergée par l'activité commerciale qui longe la rue de Bolivia jusqu'à Anillo de Circunvalación.

La couleur des bâches (jaunes, vertes, bleues et roses) indique l'appartenance à une organisation spécifique. La rue Apartado ainsi que les environs du marché Abelardo Rodríguez (coupoles ocres) sont pratiquement interdits à la circulation pendant la période de Noël. Ici, El Carmen apparaît exceptionnellement libérée.

L'image révèle la persistance de l'ambulantage et, d'autre part, la nécessité de prendre en compte les variations saisonnières du phénomène.



Refait à partir de : FCH, *Plan stratégique pour la régénération du Centre Historique*, 1998.

Réalisation : J. Díaz

Clichés 10. Des rues devenues piétonnes par la force des choses



La rue El Carmen vue du nord au sud et l'église du quartier homonyme submergée

Rue Apartado



La rue Peña y Peña, au sud de Tepito

La rue Rosario, dans le secteur des marchés de La Meced



Academia

Argentina

Boilivia

Leona Vicario



Les marchés de Tepito débordés (coupoles rouges). Image de Google Earth (2013)

La revalorisation programmée de l'espace patrimonial

L'action du premier gouvernement démocratique sur l'espace patrimonial ne s'est pas limitée à des opérations spectaculaires ni à la négociation avec les ambulants. Cuauhtémoc Cárdenas posa les bases du processus de revalorisation en mobilisant les énergies de la jeunesse mais aussi en instituant les nouvelles règles du jeu politique et urbain, plus ou moins respectées par les différents acteurs sociaux. Ces règles sont synthétisées dans les documents que nous allons brièvement décrire : le *Plan stratégique pour la régénération et le développement intégral du Centre Historique* élaboré par le Fidéicomis du Centre Historique (FCH) et les trois *Programmes partiels de développement urbain* approuvés en 2000 par l'ALDF.

Dès 1998, le maire commanda au directeur du FCH l'élaboration d'un plan directeur pour la sauvegarde du patrimoine. En effet, en plus des actions de réhabilitation (146 ouvrages mineurs réalisés entre 1998 et 2000), l'organisme se consacra à l'élaboration du *Plan stratégique pour la régénération et le développement intégral du Centre Historique*.¹⁷⁵ Ce document décrit en une centaine de pages la stratégie d'intervention destinée à « intégrer et réarticuler » le Primer Cuadro et les *barrios* péricentraux historiques, en s'appuyant sur la réhabilitation des jardins et les places qui constituent « l'espace public par excellence ». Le Plan prévoit une série de projet inscrits dans quatre axes d'intervention : requalification de la centralité, régénération de l'habitat, développement économique et développement social.

Dépourvu de conséquences juridiques, le document aurait pu s'intégrer à la liste des bonnes intentions du gouvernement. Analysé avec quinze ans de recul, on constate cependant que l'action programmatique du FCH a été relativement respectée. En matière de « récupération de la centralité », les projets ont tôt ou tard été accomplis, à la notable exception de la réhabilitation du Zócalo, dont l'appel à concours visait selon V. Delgadillo à « créer une culture du concours public, à faire participer les jeunes architectes et à briser la tradition mexicaine des architectes d'État qui obtiennent des projets de façon discrétionnaire ». ¹⁷⁶ En revanche, le Théâtre de la Ville, la Centrale du Peuple et le Centre Culturel d'Espagne fonctionnent à présent comme de véritables foyers de production et d'expression culturelle. De la même façon, la Cinéthèque Nationale a repris l'ancien cinéma Teresa qui, comme la plupart des salles du centre, n'offrait plus que des projections de films pornos.¹⁷⁷

En matière de « développement économique », les études sur l'offre touristique ont bien été réalisées,¹⁷⁸ comme l'indiquait le *Plan Stratégique*. De la même façon, à titre d'exemple, la place de Garibaldi a fait l'objet d'une profonde requalification financée par le secrétariat au Tourisme et l'installation d'un bureau de promotion touristique est prévue, non pas dans l'ancienne Casa de Ajaracas mais dans l'Édifice Rule, au pied de la Tour Latino-américaine.

Par ailleurs, la plupart des projets mentionnés dans la stratégie de « développement social » ont vu le jour. Les actions d'assistance envers les populations vulnérables se sont consolidées et plusieurs ONG se sont installées dans le Centre Historique, à commencer par la Coalition Internationale de l'Habitat (HIC), installée sur Tacuba 53, qui a d'ailleurs contribué à l'élaboration de la politique du logement de Cuauhtémoc Cárdenas.

¹⁷⁵ FCH, *Plan estratégico para la regeneración y el desarrollo integral del Centro Histórico de la Ciudad de México*, México DF, 1998.

¹⁷⁶ V. DELGADILLO, *Centros históricos de América Latina...*, op. cit., p. 259.

¹⁷⁷ Eduardo SUÁREZ, « La Cineteca llega al Centro », avril 2013, *Km.Cero*, n°57.

¹⁷⁸ PUEC, *Investigación sobre la calidad de los servicios turísticos en el Centro Histórico de la Ciudad de México*, Autoridad del Centro Histórico, coll. « Cuadernos del Centro Histórico », 2010, vol. 3/3.

Tableau 5. Synthèse des projets présentés par le FCH

Récupérer la centralité	Régénérer l'habitat	Dév. économique	Développement social
<p>Élaborer un programme de circulation et transports</p> <p>Réhabiliter le Zócalo (par concours international) et les places de Santos Degollado, San Juan, Juan José Báez, La Concepción, El Estudiante, Santo Domingo, Vizcaínas, Loreto (avec des mécanismes de participation), l'Atrium de San Francisco et les environs des ex-couvents de La Merced, Balvanera, San Fernando, Regina et San Jerónimo</p> <p>Réhabiliter les théâtres Teatro de la Ciudad et Central del Pueblo ; construire des cinémas d'art comme extension de la Cineteca Nacional, construire un Musée de l'Artiste et réaménager le Musée de la Ville de Mexico. Introduction d'un centre culturel espagnol (Guatemala 18) et création d'un agenda culturel du Centre Historique</p> <p>Illuminer les bâtiments emblématiques et créer des parcours touristiques nocturnes</p> <p>Végétaliser les rues Veinte de Noviembre, Pino Suárez et Moneda. Deuxième étape : Seminario, Dieciséis de Septiembre, Cinco de Mayo, Tacuba, Palma, Moto linía, Gante, Eje Central, Juárez, et les places publiques</p> <p>Améliorer les installations du Ministère Public n°1</p> <p>Utiliser les comités citoyens pour prévenir les délits</p>	<p>Réviser les réductions fiscales et les mécanismes d'encouragement à la production de logement</p> <p>Élaborer un programme de logement pour le Centre Historique à partir d'une étude de marché</p> <p>Créer un fond pour financer la réhabilitation des immeubles classés, ainsi qu'un fond public-privé pour la réhabilitation progressive des immeubles acquis par les anciens locataires</p> <p>Campagne de diffusion de la Loi Fédérale sur les Zones de Monuments, dirigée aux propriétaires-bailleurs, afin qu'ils connaissent leurs obligations</p> <p>Campagne de protection civile pour sensibiliser les occupants des immeubles à risque.</p> <p>Programme de logement pour des groupes indigènes avec l'Institut National Indigéniste (première action sur Cuba 53)</p> <p>Promotion d'un projet de réforme à la loi de l'Impôt sur le Revenu, pour encourager le marché locatif et l'investissement</p> <p>Régénérer l'habitat dans l'îlot compris entre Donceles, Argentina, Brasil et Guatemala.</p> <p>Inciter les fonctionnaires, les députés et les sénateurs à s'installer dans le Centre Historique</p>	<p>Élaborer des études sur le tourisme</p> <p>Créer une station de services touristiques devant l'Alameda (Juárez 64-66)</p> <p>Réhabilitation « physique et sociale » de la place Garibaldi</p> <p>Développement d'hôtels spécialisés dans le tourisme jeune</p> <p>Créer un comité pour le développement touristique</p> <p>Mettre en place une formation spécialisée sur le Centre Historique</p> <p>Installer un bureau de promotion du Centre Historique (Casa de la Ajaracas)</p> <p>Implanter des services touristiques sur la place de Santo Domingo</p> <p>Rouvrir les magasins du Collège de Vizcaínas aux artisans et développer des ateliers de capacitation artisanale</p> <p>Campagne de promotion des produits locaux à travers le label « Fait dans le Centre Historique de la Ville de Mexico »</p>	<p>Soutenir les actions en faveur des enfants en situation de rue en partenariat avec le Secrétariat local de l'Éducation, la Santé et le Développement Social et les organismes privés¹⁷⁹</p> <p>Soutenir les actions en faveur des personnes âgées avec les associations civiles correspondantes¹⁸⁰</p> <p>Soutenir l'implantation des ONG dans le Centre Historique¹⁸¹</p> <p>Réhabiliter les écoles primaires et les centres de santé en situation de risque structurel</p> <p>Réhabiliter la Casa Nacional del Estudiante et soutenir leurs projets autogérés</p> <p>Revitaliser l'ancien quartier étudiant en réutilisant le patrimoine de l'UNAM</p> <p>Soutenir les marchés publics et les cuisines populaires du DIF-DF</p> <p>Réhabiliter les auberges du GDF pour les personnes en situation de rue</p> <p>Faire un journal d'information et d'analyse pour les habitants, les associations et les commerçants du Centre Historique</p> <p>Encourager des programmes culturels, sportifs et récréatifs populaires, en coordination avec l'Institut de Culture du DF et les délégations Cuauhtémoc et Venustiano Carranza</p>

Synthèse élaborée à partir du *Plan Stratégique pour la régénération du Centre Historique* (FCH, 1998)

¹⁷⁹ Acteurs identifiés : Fundación Renacimiento, Casa de las Mercedes, Unión Nacional de Mujeres Mexicanas, Brigada Callejera de Apoyo a la Mujer Elisa Martínez.

¹⁸⁰ Acteurs identifiés : Centro Fray Servando Teresa de Mier, la Casa del Voceador, Voluntarias Vicentinas de la Ciudad de México, Comedor San Vicente (Place de La Concepción 19).

¹⁸¹ Acteurs identifiés : Casa En Medio, Casa de la Sabiduría Maya Ik, Asociación de Escritores en Lenguas Indígenas, Regional de Mujeres, Foro por el Derecho a Alimentarse, Sistema de Información Procesada, Asociación Miniaturistas, Asociación de Artistas en Vidrio, Asociación de Pintores, Fondo Solidario para la Vivienda, Coalición Hábitat México, Casa y Ciudad AC, Copevi, Sedepac, Cenvi, Unión Nacional de Voceadores.

Enfin, des actions destinées à repeupler le territoire ont vu le jour. Cet axe d'intervention s'est traduit dans l'immédiat par la consolidation d'une série de projets immobiliers qu'il convient de décrire brièvement.

À partir de 1998, sept expériences pilotes ont été menées en partenariat avec le nouvel Institut du Logement (INVI), devenu le principal instrument de la politique du logement social du gouvernement local (encadré 5 p. 206). Ayant pour objectif d'atteindre les populations exclues des mécanismes fédéraux de crédit publics et privés, l'INVI a établi plusieurs modalités de financement (achat de terrains ou d'immeubles, études et projets, démolition, édification, réhabilitation, et réhabilitation de locaux commerciaux), lui permettant d'opérer dans le centre-ville et dans les périphéries du District Fédéral. Étant donnée la participation des dirigeants du MUP au gouvernement du PRD, l'accent a été mis sur la gestion collective des projets. En effet, les travaux de réhabilitation financés par l'INVI et le FCH ont été conduits par des associations de locataires, devenus propriétaires des 95 logements intervenus sur Argentina 38, La Cruces 12, Belisario Domínguez 76, Girón 14 et Uruguay 162. Deux autres projets ont consisté en des opérations plus modestes d'amélioration de l'habitat : 39 logements ont été réhabilités à Cinco de Febrero 68 et Libertad 54.¹⁸²

Le Fidéicomis s'est par ailleurs attelé à préparer le terrain pour l'installation de nouveaux habitants. D'après les propos de René Coulomb, devenu directeur du FCH :

« Bien qu'il faille éviter le processus de gentrification, le Plan considère la nécessité de prendre en compte la division socio-spatiale du Centre Historique attirant de nouveaux habitants vers son secteur oriental, actuellement déshabité. »¹⁸³

En ce sens, le FCH a soutenu douze autres projets de réhabilitation –portés cette fois-ci par les propriétaires– ce qui a permis d'améliorer le stock existant (132 logements rénovés). Ces chantiers ont bénéficié d'encouragements fiscaux tels que la réduction de l'impôt sur la propriété (jusqu'à 100% pour des réhabilitations dépassant les 300 000 pesos) et la réduction de divers permis (connexion au réseau des égouts, inscription au Registre Public de la Propriété, fusion des parcelles, etc.). D'après Víctor Delgadillo, qui a travaillé aux côtés de R. Coulomb, aucune réhabilitation n'a entraîné le déplacement des habitants. Au contraire, les travaux ont permis d'encrever des habitants assez démunis et d'offrir aux locataires de meilleures conditions de vie. Ce cas de figure s'est présenté dans trois projets (Nicaragua 15, Las Cruces 42 et Mesones 171) grâce à la "sensibilité sociale" d'Ángeles Gonzáles Gamio. À Nicaragua 15, la situation était particulièrement difficile en raison de l'état de délabrement de ce qui fut au XVIII^e siècle un collège de l'ordre des carmélites. D'après la propriétaire, par ailleurs présidente du Conseil pour la Chronique de la Ville de Mexico :

« C'était très dur de traiter avec les locataires, leur attitude a changé lorsqu'ils ont compris que nous n'avions pas l'intention de les déloger mais bien de récupérer un monument historique en leur offrant un habitat plus digne pour lequel ils ne pouvaient pas continuer à payer sept pesos mensuel. »¹⁸⁴

Autrement dit, la réhabilitation des 20 logements fut financée à travers l'augmentation des loyers autrefois bloqués.

¹⁸² Le montant des crédits et des subsides accordées par l'INVI et le FCH, ainsi que les aspects architecturaux, sont abordés dans : V. DELGADILLO, *Centros históricos de América Latina...*, op. cit., p. 279-284.

¹⁸³ R. COULOMB, « La acción habitacional del Gobierno del Distrito Federal »..., op. cit., p. 82.

¹⁸⁴ Antonio BERTÁN, « Vuelven rentables edificios históricos », 7 août 2001, *Reforma* ; le reportage est complété dans « Buscan con restauración calidad de vida », 31 août 2001.

Clichés 11. Nicaragua 15 : une *vecindad* réhabilitée en 1998



L'immeuble présente toujours des indices de dégradation importants mais il accueille depuis 2009 la Centrale du Peuple : un atelier d'artistes et de cyclistes soutenu par le GDF. Il s'y est créé un mélange d'anciens habitants et de nouveaux usagers de classe moyenne dans un des secteurs les plus "difficiles" du centre. Depuis l'installation de *la Central*, certains présagent l'avènement d'un « nouveau quartier culturel ».¹⁸⁵

Enfin, d'autres projets de réhabilitation menés à l'initiative des propriétaires ont favorisé l'installation de nouveaux habitants issus de la classe moyenne (Ayuntamiento 36, Academia 14, Jesús María 199, Cuba 43, Uruguay 144 et 171, Belisario Domínguez 84). Nous aborderons dans la troisième partie le cas d'Uruguay 120, également réhabilité durant la période 1998-2000, et devenu en l'espace de dix ans une sorte de forteresse bohème, entraînant le déplacement des anciens locataires.

Mis à part ce dernier cas, il serait exagéré d'assimiler ces petites initiatives au déclenchement du phénomène de gentrification, dès lors que la plupart des actions menées à cette période ont bénéficié aux anciens locataires. En général, le centre a poursuivi son déclin démographique et les nouveaux habitants se sont installés dans les développements immobiliers destinés aux classes laborieuses. Pour cause, les promoteurs ont été encouragés à produire du "logement social" conventionnel, c'est-à-dire, accessible à des travailleurs du secteur formel cotisant dans les caisses de l'INFONAVIT, l'organisme national responsable d'octroyer des crédits pour l'acquisition de logements neufs.¹⁸⁶

Durant cette période, d'importantes réductions fiscales ont été accordées aux promoteurs privés (70% de réduction sur l'impôt local pour les producteurs de "logements d'intérêt populaire" et 80% pour les producteurs de "logement d'intérêt social"), ce qui a encouragé la construction de 579 logements dans dix ensembles sociaux :

¹⁸⁵ Alonso FLORES, « Hacia un vecindario cultural », février 2010, *Km.Cero*, n°19.

¹⁸⁶ Le logement d'intérêt social consiste en un système de crédit permettant aux travailleurs qui cotisent dans les caisses du secteur privé (INFONAVIT) et public (FOVISSSTE) d'accéder à la propriété. Les promoteurs immobiliers s'adaptent à la typologie imposée par l'État qui distingue des catégories de logements selon leur surface habitable et le prix maximum de vente. Le logement social progressif consiste en des "pieds de maison" de 30 m² maximum (avec possibilité d'agrandissement vertical) ; le logement populaire va de 30 à 45 m² ; le logement d'intérêt social s'établit entre 45 et 55 m². Outre ces trois catégories, il existe une distinction entre le logement moyen (de 56 à 100 m²), le moyen haut (de 100 à 200 m²) et le résidentiel (plus de 200 m²).

- Dans la catégorie “logement populaire”, outre les ensembles situés sur Galeana 110, Zarco 66 et 84, l’entreprise DEMET a produit un ensemble de 76 logements dans le quartier de Guerrero (Mina 23). À elle seule, l’agence immobilière SARE a fait construire 120 logements dans les périphéries du périmètre B (Callejón de Tizapan 18 et Labradores 7).
- SARE a par ailleurs produit 138 logements “d’intérêt social” dans le secteur de l’Alameda (Revillagigedo 89). Dans cette catégorie –qui comprend également les 28 logements de Berriozabal 45– le projet immobilier de Nicaragua 23-25 est le seul à avoir été porté par une association civile, l’ALCC d’Alejandra Barrios, qui a réussi à loger 110 familles de commerçants ambulants.
- Enfin, le seul projet destiné aux secteurs “moyens”, sans possibilités de crédit de l’INFONAVIT, a été réalisé par SARE avec 25 appartements aux abords de la place de Santo Domingo (Leandro Valle 8), en plein cœur du périmètre A.¹⁸⁷

Régularisation et zonage

Au-delà de la question cruciale du logement, le *Plan stratégique* a reconnu la diversité territoriale ainsi que la nécessité d’étendre vers les quatre *barrios* les opérations de conservation patrimoniale et de développement touristique « hégémonisées par le Primer Cuadro monumental et par le corridor financier ».¹⁸⁸ Encore une fois, cette recommandation n’est pas restée lettre morte. S’il est vrai que le gouvernement de López Obrador (2000-2006) s’est à nouveau focalisé sur le secteur touristique et financier, « historiquement chouchouté par les autorités » selon le directeur du FCH,¹⁸⁹ nous verrons au chapitre suivant que l’administration de Marcelo Ebrard (2006-2012) a commencé à intervenir davantage dans le secteur oriental du Centre Historique.

D’autre part, le *Plan stratégique* a servi de base à l’élaboration des trois *Programmes partiels de développement urbain* (PPDU) qui régulent tant bien que mal l’occupation du sol dans le Centre Historique depuis leur approbation par l’ALDF en 2000.¹⁹⁰

- 1) Le PPDU Centre-Alameda comprend 72 îlots et recouvre 110 hectares, soit 3,4% de la superficie de la délégation Cuauhtémoc.¹⁹¹ En reprenant la ZEDEC du Projet Alameda établie en 1994, ce PPDU offre la possibilité d’élever des bâtiments d’entre 16 et 20 étages sur le front de l’avenue Juárez, ainsi que sur Dr. Río de la Loza et Vértiz (12 étages), les avenues Balderas, Arcos de Belén, Morelos et la rue Artículo 123 (10 étages). Le zonage comprend les catégories classiques (habitation, commerce, bureaux, usages mixtes, équipements et espaces ouverts) autorisant dans toutes les parcelles le mélange de l’habitat et des activités spécifiées une longue liste. Par exemple, les parcelles HO (habitation et bureaux), peuvent accueillir 12 activités commerciales parmi les 24 variables

¹⁸⁷ V. DELGADILLO, *Centros históricos de América Latina...*, op. cit., p. 291.

¹⁸⁸ FCH, *Plan estratégico para la regeneración y el desarrollo integral del Centro Histórico...*, op. cit., p. 17.

¹⁸⁹ René COULOMB, « Reduccionismo cultural y territorial del patrimonio urbano », *Centro-h, Revista de la Organización Latinoamericana y del Caribe de Centros Históricos*, 3, 2009, p. 79-93.

¹⁹⁰ Les PPDU ont été élaborés par des universités publiques et privées qui ont passé des contrats avec le GDF. D’après la *Loi de développement urbain du District Fédéral* de 1996, les autorités responsables des programmes partiels sont : le chef du gouvernement, la SEDUVI et les délégations, sans que le rôle de ces dernières ne soit clarifié. Voir : Roberto MELLADO HERNÁNDEZ, « El marco jurídico y normativo de los programas parciales de desarrollo urbano del Distrito Federal », in Alicia ZICCARDI et Lucia ALVAREZ ENRÍQUEZ (éd.), *Planeación participativa en el espacio local : cinco programas parciales de desarrollo urbano en el Distrito Federal*, México DF, UNAM, 2003, p. 59.

¹⁹¹ « Decreto por el cual se aprueba el Programa Parcial de Desarrollo Urbano Centro Alameda del Programa Delegacional de Desarrollo Urbano para la Delegación Cuauhtémoc », 15 septembre 2000, GODF.

inclues dans cette catégorie (boulangeries, toilettes publiques, gymnases, salons de coiffures, etc.) ; 38 activités de services parmi 52 variables (cliniques, écoles primaires, lycées, bibliothèques, restaurants, centres de convention, hôtels, stations de police, station de transport collectif, banques, bureaux, etc.) ou encore des activités industrielles (industrie de haute technologie, micro-industrie). Les zones HC (habitation et commerce) ne diffèrent en réalité que très peu des zones HO : y est autorisée la vente de matériaux de construction ou encore l'installation de clubs champêtres. En revanche, les centres nocturnes, les bars et les *pulquerías* y sont interdits. Enfin, les zones HM (habitation et usages mixtes) sont plus permissives que les deux premières, autorisant par exemple l'installation d'atelier de réparation automobile, d'agences funéraires, de terminales de transport collectif, de stations électriques et même d'hélicopters.

Ce PPDU spécifie la méthode de calcul du coefficient d'utilisation du sol, ainsi que d'autres critères de construction. Les 230 bâtiments protégés par l'INAH et l'INBA y sont inscrits et aucune augmentation du niveau de construction n'est autorisée. Ce faisant, le PPDU établit le potentiel permettant aux propriétaires d'intégrer le Système de Transfert de Potentialité mis en place en 1988. Enfin, il rend explicite une série d'ordonnances en matière de « normativité de l'image urbaine » interdisant, entre autres, le commerce sur la voie publique (sauf dans les dates et horaires autorisés par les instances compétentes du GDF) et la publicité sauvage.

- 2) Le PPDU La Merced recouvre 228 hectares, soit 6,82% du territoire de la délégation Venustiano Carranza. Il comprend les quartiers Centro, Diez de Mayo, Penitenciaría, Siete de Julio, Escuela de Tiro, Madero, ainsi que des sections des quartiers Morelos, El Parque et Progresista.¹⁹² Dans l'idée des urbanistes, le nord du secteur maintient la fonction résidentielle : la zone H est définie par la « prédominance » des habitations mais elle accepte des usages complémentaires comme les crèches, les installations sportives et le commerce élémentaire. La zone HC (habitation et commerce) autorise plusieurs activités économiques au rez-de-chaussée tandis que la zone HO (habitation et bureaux) permet l'existence d'immeubles sans habitants (bureaux), en plus d'être plus permissif envers les ateliers (menuiseries, etc.), les grands magasins et l'hôtellerie. En revanche, la zone CB (centre de quartier) –spécifique à ce PPDU– interdit l'installation d'hôtels, de centres de convention, de station de télémarketing et des activités qui tendent à affaiblir « l'identité de la population ». Le secteur comprend 78 bâtiments classés, principalement concentrés dans la zone CB. Enfin, étant donné qu'il s'agit d'un secteur fortement caractérisé par la présence des marchés publics (La Merced et ses annexes, le marché de San Ciprian, la place Hilos Cadena), le PPDU rappelle l'interdiction du stockage de produits périssables en dehors des zones E d'équipement.

¹⁹² *Decreto por el cual se aprueba el Programa Parcial de Desarrollo Urbano La Merced del Programa Delegacional de Desarrollo Urbano para la Delegación Venustiano Carranza*, 14 juillet 2000, GODF.

- 3) Le PPDU Centre Historique est certainement le plus complexes parmi les 45 PPDU dont dispose actuellement le DF. Le document de 183 pages, approuvé par l'ALDF en septembre 2000,¹⁹³ a été élaboré par une ONG consacrée à l'habitat, proche du MUP : le Centre du Logement et Études Urbaines (CENVI), présidé par l'architecte Alejandro Suárez Pareyón. Il présente une synthèse du développement urbain depuis l'époque pré-hispanique jusqu'à nos jours, une copieuse analyse démographique et économique, une description des acteurs sociaux présents sur le territoire ainsi qu'un rapport des services et infrastructures urbaines. Le PPDU s'inspire largement du *Plan stratégique* du FCH, reprenant les projets spécifiques de celui-ci. Outre le zonage classique, la définition du coefficient d'occupation du sol et les normes de construction en fonction du contexte urbain, le PPDU invente une nouvelle typologie des immeubles classés en définissant trois niveaux de protection –en fonction de l'ancienneté des bâtiments– reproduisant ainsi les critères de la *Loi fédérale sur les monuments et les zones archéologiques* de 1972, où il est établi que le caractère archéologique a une priorité sur le caractère historique, et celui-ci sur le caractère artistique. Sur les 2 232 immeubles catalogués, 1 708 sont placés au niveau maximal de protection (principalement ceux catalogués par l'INAH) ; 356 immeubles au niveau intermédiaire et 168 immeubles au niveau le plus bas.

Il faut souligner que ce PPDU est aussi le seul à avoir subi une modification.¹⁹⁴ En 2010, face à l'évidente inefficacité du programme, le GDF a introduit des pourcentages spécifiques d'occupation pour garantir la fonction d'habitation du Centre Historique face aux pressions commerciales : toute propriété classée dans la zone H doit désormais destiner un minimum de 50% de sa surface utile à l'habitation ; 35% dans la zone HC ; 20% dans les zones HO et HM et au moins 10% dans la zone He (habitation et divertissements), spécifiquement créée pour stimuler le caractère récréatif des pourtours de la place Garibaldi. Par ailleurs, la modification du décret de 2000 a strictement interdit l'installation d'entrepôts dans la zone H ainsi que l'utilisation des logements sociaux en tant que lieu de stockage pour toute sorte de marchandises. Enfin, l'expansion des entrepôts –sur avis favorable des autorités– est désormais tolérée jusqu'à 25% des mètres carrés construits dans les zones HC, HO, HM et He, et uniquement dans les deux premiers niveaux des bâtiments, ceci afin d'éviter de surcharger les structures anciennes et favoriser le repeuplement de l'espace patrimonial. Finalement, la modification a considérablement augmenté les variables de la table des usages du sol. Par exemple, la zone H est passée de 63 usages spécifiques à 171, multipliant la liste des activités autorisées pour limiter –en réalité– les abus sémantiques des entrepreneurs et des propriétaires.

Les efforts des pouvoirs publics pour orienter les fonctions de l'espace se sont pourtant heurtés à la réalité d'un terrain complexe et ces instruments, élevés au rang de loi depuis leur approbation à l'ALDF, ont rarement été portés en application. Du côté de La Merced, on sait pertinemment que les immeubles d'habitation ont continué à héberger des d'entrepôts de marchandises périssables, sans parler des réseaux de proxénétisme qui ont proliféré dans des hôtels formels ou clandestins ; dans le Centre Historique, les commerçants continuent à décharger leurs marchandises au cœur des *vecindades* reconstruites par le RHP et des

¹⁹³ *Decreto por el cual se aprueba el Programa Parcial de Desarrollo Urbano Centro Histórico del Programa Delegacional de Desarrollo Urbano para la Delegación Cuauhtémoc*, 7 septembre 2000, GODF.

¹⁹⁴ *Decreto por el que se modifica el decreto del Programa Parcial de Desarrollo Urbano Centro Histórico del Programa Delegacional de Desarrollo Urbano para la Delegación Cuauhtémoc*, 10 août 2010, GODF.

établissements nocturnes insoucieux de la normativité urbaine prolifèrent bien au-delà du secteur de Garibaldi (en rose sur la carte). En effet, le *Plan de gestion du Centre Historique* publié en 2011 par le GDF –un instrument de planification qui répond aux nouvelles injonctions de l’UNESCO– reconnaît que :

« La dynamique du Centre Historique a mis en évidence l’inefficacité du programme partiel, faisant du logement une option moins compétitive que des usages beaucoup plus rentables, freinant le développement d’activités compatibles avec l’usage résidentiel et mieux adaptées aux immeubles historiques. »¹⁹⁵

Enfin, bien que le PPDU du Centre Historique comprend la totalité du périmètre A, on a souvent critiqué le découpage arbitraire des PPDU qui ont fini par complexifier la gestion de l’espace patrimonial, sans compter que 134 immeubles catalogués par l’INAH et l’INBA ont été exclus (certainement par erreur) du PPDU.¹⁹⁶

Conclusion : les causes du dépeuplement

Le XX^e siècle constitue pour le Centre Historique une période troublante pendant laquelle il a non seulement été inventé d’un point de vue administratif, mais qui a également déterminé sa physionomie. Loin de l’image coloniale typiquement associée au noyau historique de la capitale, plus de 60% des édifications du périmètre A ont été élevées à cette période. En outre, le tracé des boulevards modernes a définitivement transformé son paysage.

Vues avec un certain recul, on peut dire que les délimitations administratives du patrimoine urbain ont servi à justifier l’interdiction des pratiques indésirables, en particulier l’ambulantage, plutôt qu’à garantir le maintien des œuvres mineures de l’architecture de la Nouvelle Espagne. Le Primer Cuadro a été délimité en 1951 pour proscrire l’activité marchande et faciliter la circulation. Plus tard, la zone de monuments historiques définie par l’INAH en 1980, en l’occurrence le Centre Historique, a servi de base au décret d’interdiction de l’ambulantage déposé par Manuel Camacho en 1993.

Avec la transition démocratique survenue en 1997, on a voulu reformuler la vocation de l’espace patrimonial, défini non plus par la contrainte mais par la capacité intégratrice d’un haut lieu culturel ouvert à tous. La nouvelle administration s’est cependant retrouvée face à un défi monumental, aussi bien en termes de gouvernance que d’urbanisme. L’ancienne municipalité de Mexico, devenue Département Central en 1928 pour être ensuite divisée en quatre délégations en 1970, était plongée dans une crise multifactorielle qui se reflétait dans son déclin démographique. Avant d’aborder la période actuelle, il convient effectivement de faire un bilan des causes généralement admises du dépeuplement.

- 1) D’abord, nous avons vu que le blocage des loyers a eu des effets considérables sur l’offre locative et que l’on a voulu imputer le déclin du Centre Historique à cette mesure d’urgence. Si le blocage a repoussé les investisseurs vers les délégations péricentrales, l’idée selon laquelle il a contribué au dépeuplement paraît infondée. Au contraire, le blocage a impliqué la consolidation des classes populaires dans le Primer Cuadro ainsi que dans les anciens faubourgs indiens, où l’on a même enregistré des taux records d’entassement. Il est vrai que les *vecindades* et les beaux bâtiments se sont rapidement dégradés à cause du

¹⁹⁵ ACH, *Plan de Manejo del Centro Histórico de la Ciudad de México (2011-2016)*, México DF, 2012, p. 28.

¹⁹⁶ *Ibid.*, p. 78.

désinvestissement des propriétaires, mais il faut rappeler que les habitants ont aussi contribué à défendre ce patrimoine des démolisseurs.

- 2) Le départ de l'UNAM vers le campus de Coyoacán a souvent été présenté comme un facteur de dépeuplement. S'il est vrai que le centre a perdu sa vitalité étudiante –argument à travers lequel on promeut aujourd'hui le retour des universités– il faut relativiser son impact en termes démographiques. D'abord, les élites universitaires ne représentaient qu'une infime portion de la population du DF. D'après le recensement de 1950, 58 075 individus d'entre 18 et 29 ans assistaient à l'école, soit 9% de la population dans cette tranche d'âge et moins de 2% de la population totale de l'entité. Ensuite, si nous observons l'évolution démographique de la ville centrale, le processus de dépeuplement n'a pris véritablement effet qu'à partir des années soixante-dix, soit plus de 20 ans après le départ de l'UNAM. Que s'est-il passé durant cette décennie ?
- 3) On oublie souvent l'importance des opérations de rénovation-expulsion engagées par Ernesto Uruchurtu (1952-1966) et reprises par Carlos Hank González (1976-1982). Avec la politique d'éradication de la "ceinture de taudis", la ville a perdu des milliers de logements locatifs modestes. Comme l'affirme F. Tomas, l'éviction des populations marginales et la suppression de certaines activités économiques du centre-ville « n'ont pas obéi à l'évolution naturelle et inéluctable de la métropole mais bien à la volonté capitaliste d'éliminer les obstacles à une "refonctionnalisation" hautement rentable ».¹⁹⁷
- 4) Outre le blocage des loyers et le départ de l'UNAM, les spécialistes s'accordent à dire que le séisme de 1985 constitue le principal facteur du dépeuplement. Bien que le déclin démographique ait pris effet depuis le début des années soixante dix, les pertes enregistrées dans les délégations centrales entre 1980 et 1990 s'élève à plus de 665 000 habitants, soit deux fois plus que durant la décennie antérieure. 1985 constitue une date charnière. Au nombre imprécis des victimes mortelles (entre 15 000 et 20 000 personnes) s'ajoute l'exode de milliers de familles vers les périphéries de Mexico, les régions d'origine ou encore vers les villes industrielles du nord du pays en pleine croissance. Cela dit, la bataille engagée par les sinistrés a permis de maintenir une certaine population constituée de petits propriétaires pauvres et des "résidus" d'une classe moyenne ayant fui le centre avant qu'il ne devienne historique.
- 5) Enfin, le développement incontrôlé du commerce sur la voie publique, la permanence des immeubles en ruines, la recrudescence des problèmes associés à la mobilité et l'augmentation de la criminalité, constituent autant de facteurs qui ont participé à la dégradation de la qualité de vie dans le Centre Historique.

Vers la fin du XX^e siècle, en effet, la ville ancienne semblait totalement immiscée dans un cycle pervers de décomposition urbaine associé à l'aggravation du chômage et à la tertiarisation d'une économie de plus en plus tournée vers l'étranger.

¹⁹⁷ François TOMAS, « El centro de la ciudad de México: crisis y revalorización », *Trace*, 17, 1990, p. 11-19.

LA RECONQUÊTE DU CENTRE HISTORIQUE



Notre mission consiste à faire du Centre Historique un grand espace d'intégration sociale et citoyenne, défini par le dialogue et les accords, par l'usage ouvert de la connaissance construite au long des siècles, afin de reconstruire la meilleure ville possible dans la ville historique.

Inti Muñoz, directeur du Fidéicomis du Centre Historique depuis 2008. Entretien

La continuité est la clé du succès. Marcelo Ebrard a fait des choses plus importantes que l'administration précédente : virer les ambulants, investir dans l'infrastructure, etcétera. Je pense qu'en 2001 personne n'aurait imaginé que le projet allait avoir un pareil succès, car la mission était titanesque.

Adrián Pandal, directeur de la Fondation du Centre Historique. Entretien

Si l'UNAM, en quittant le centre, a produit ce grand vide qui fut à l'origine de la dégradation, le vide que laisse aujourd'hui l'ambulantage sera rempli par une activité immobilière fébrile.

Marco Rascón, ancien dirigeant social, « Los ambulantes », 23 octobre 2007, *La Jornada*

Photographie : Nouvelles mobilités et renforcement de la présence policière. La ligne 4 du Métrobus traverse le Centre Historique depuis 2012, assurant la liaison à l'aéroport.

Introduction

En 2000, avec le slogan de campagne « Pour le bien de tous, les pauvres d'abord », Andrés Manuel López Obrador a été élu à la tête du gouvernement du District Fédéral. Qualifié de « maire populiste » par les conservateurs, c'est pourtant sous son mandat que l'implication du secteur entrepreneurial dans le projet de reconquête du Centre Historique s'est nettement définie. D'ailleurs, la participation de Carlos Slim est devenue tellement importante que certains observateurs ont bientôt attribué à l'homme d'affaire le plus riche du pays la conduite effective du processus. V. Delgadillo a par exemple soutenu que « l'investissement privé dans le Centre Historique aurait très bien pu se passer du programme public de réqualification ».¹ De leur côté, M. Perló et J. Bonnafé défendirent que « l'ingénieur Slim ainsi que d'autres investisseurs, ont dominé le sens et l'orientation du programme de financement pour la récupération du Centre Historique ».²

D'un autre point de vue, on a considéré que les activités culturelles programmées par le GDF constituaient « le principal moteur de la régénération urbaine »³ et l'on a même stipulé qu'une certaine dose de gentrification était nécessaire.⁴ Certains se sont aussi intéressés aux effets de la transition politique sur le Centre Historique, en particulier à la désarticulation des réseaux corporatifs qui assuraient le maintien de l'ambulantage.⁵ Enfin, on a aussi signalé que le GDF, étant soumis aux agences de notation et aux politiques néolibérales dictées par le capital financier, voulait utiliser ce haut lieu pour stimuler la croissance et ainsi financer sa politique sociale.⁶

Ces différentes interprétations se valent et convergent en un même constat : la reconquête du Centre Historique par le capital n'est plus une aspiration programmatique mais bien un processus en phase de réalisation. Comme nous l'avons fait jusqu'à présent, il s'agit d'analyser les ressorts de cette reconquête sans perdre de vue les continuités géographiques et politiques qui contribuent à façonner le territoire.

Dans un premier temps, nous allons décrire le sens du partenariat établi en 2001 entre les différentes forces du pays dans l'intérêt de « ressaisir » (*recuperar*) et « revitaliser » le Centre Historique. D'ailleurs, la terminologie officielle adoptée à partir de cette date indique la volonté de dépasser les aspects purement matériels de la réhabilitation contenus dans la notion presque obsolète de sauvegarde, pour élargir les politiques patrimoniales à l'ensemble des problématiques urbaines, notamment la sécurité, l'hygiène et la civilité. En ce sens, nous allons revenir sur l'un des principaux enjeux de revalorisation actuelle qui consiste en l'éradication de l'ambulantage. Finalement, après avoir analysé les opérations urbaines et les aménagements institutionnels survenus ces dernières années, nous allons nous intéresser aux causes du repeuplement enregistré au dernier recensement de 2010.

¹ V. DELGADILLO, *Centros históricos de América Latina...*, *op. cit.*, p. 266.

² M. PERLÓ et J. BONNAFÉ, « Dos modelos para el financiamiento del Centro Histórico »..., *op. cit.*, p. 113.

³ Miguel KANAI et Iliana ORTEGA-ALCÁZAR, « The prospects for progressive culture-led urban regeneration in Latin America: cases from Mexico City and Buenos Aires », *International Journal of Urban and Regional Research*, 33-2, 2009, p. 483-501.

⁴ Eduardo NIVÓN BOLÁN, « Política cultural en el Distrito Federal ante el nuevo gobierno », *Revista Mexicana de Sociología*, 62-2, 1 avril 2000, p. 193-213. « La revitalisation du Centre suppose la capacité de le rendre attractif à d'autres secteurs socio-économiques, en plus des secteurs populaires qui y sont prédominants (...). Il n'y aura pas de processus de "gentrification" tant qu'il n'y aura pas de services culturels », p. 201.

⁵ D. DAVIS, « El factor Giuliani »..., *op. cit.*

⁶ A. BECKER et M.-M. MÜLLER, « The securitization of urban space »..., *op. cit.*, p. 81.

1. López-Slim : un partenariat contre-nature ?

La plupart des observateurs et des dirigeants locaux s'accordent à dire que le cycle actuel de revalorisation a un point de départ spécifique : l'installation du Conseil Consultatif pour la Requalification du Centre Historique, le 14 août 2001, dans une salle du Palais National. L'événement visait à envoyer un message d'improbable unité entre un gouvernement local administré par le mouvement progressiste, un gouvernement fédéral acquis au droitiste PAN, une Église catholique déchaînée par la légalisation de l'avortement dans le DF et un milliardaire accusé de toute part de monopoliser les marchés : Carlos Slim. Tous les discours prononcés à cette occasion ont insisté sur la nécessité d'adopter une politique commune autour de ce haut lieu devenu en quelque sorte l'exutoire et le remède d'une société profondément divisée.⁷ Quelles ont été les implications concrètes de ce partenariat ? Comment expliquer l'alliance entre l'homme le plus riche du monde et la gauche au pouvoir ?

L'installation du Conseil Consultatif : coup d'envoi

D'après l'hebdomadaire *Proceso*, López Obrador a initialement chargé le directeur du Fidéi-commis du Centre Historique (FCH), René Coulomb, et la secrétaire au Tourisme, Julieta Campos, d'aller à la rencontre de Carlos Slim pour le persuader d'investir le long de l'avenue Reforma.⁸ Dans la perspective d'un GDF affaibli par les réductions budgétaires,⁹ la réactivation du corridor Centre Historique-Santa Fe permettrait de financer la politique sociale du PRD sans passer par un endettement auprès des banques internationales. En ce sens, l'éventuelle participation des entreprises de C. Slim attirerait le reste des investisseurs mexicains, réactivant la croissance économique et augmentant les recettes fiscales de la capitale.

Cependant, les événements ne se sont pas produits comme prévu. Le journaliste Raúl Monge rapporte qu'au cours du premier entretien avec les envoyés du maire, le fondateur et dirigeant du Groupe Carso renversa les termes du partenariat et le sens de son hypothétique participation à l'amélioration de l'image urbaine : « je veux le Centre Historique, mais je n'irai pas tout seul avec López Obrador, il faut que le président Fox soit d'accord ». Pourquoi préférerait-il investir dans le Centre Historique plutôt que le long de l'avenue Reforma ? Pourquoi avait-il besoin de l'aval du président de la République ?

D'abord, Carlos Slim a souvent manifesté un attachement personnel pour le Centre Historique. Son père, un immigré d'origine libanaise, s'y est installé en 1910 avant de consolider son premier magasin, *Estrella del Oriente*.¹⁰ Ensuite, le patron de Telmex (encadré 4, p. 194) a certainement vu l'intérêt de devenir un pionnier de la gentrification, en sachant qu'il était peut-être le seul investisseur national capable d'endurer des pertes pendant une période plus ou moins longue de revalorisation foncière. En même temps, il devait mesurer le risque d'une alliance avec le « maire populiste » : s'il voulait garantir la stabilité des entreprises du groupe et perpétuer ses contrats sur l'ensemble du territoire mexicain, il devrait se maintenir à l'écart des tensions entre la fédération et le gouvernement local.

⁷ Les discours du président V. Fox, de López Obrador et de Carlos Slim sont reproduits dans : Rosalba GARZA et Adrián PANDAL (éd.), *Centro Histórico. 10 años de revitalización...*, op. cit.

⁸ Raúl MONGE, « La apropiación », 5 octobre 2003, *Proceso*.

⁹ Depuis 1997 le DF a été exclu du *Ramo 33*, une dotation fédérale destinée à abattre la marginalité urbaine. À l'ALDF, les représentants de tous les partis continuent à revendiquer le droit des délégations à le recevoir. Par ailleurs, le budget alloué au premier gouvernement démocratique a été réduit de 40% par rapport à la dernière administration *priiste*, situation qui s'est reproduite pendant les premières années de López.

¹⁰ Dans R. GARZA et A. PANDAL (éd.), *Centro Histórico. 10 años de revitalización...*, op. cit.

En tout cas, la réponse de López Obrador ne s'est pas faite attendre. Le maire a non seulement empressé son équipe de revenir vers Carlos Slim avec un portefeuille de quarante cinq projets dans le Centre Historique mais il s'est personnellement rendu le 3 juillet 2001 à Los Pinos (résidence présidentielle) pour négocier les conditions d'une entente cordiale avec l'exécutif fédéral. Un mois plus tard, le président Vicente Fox adressa une lettre d'invitation à 120 personnalités reconnues de la société mexicaine, les conviant à intégrer le dit conseil.¹¹

Réunis uniquement à cette occasion, ces personnalités ont déterminé la création d'un comité exécutif plus restreint, composé par 3 représentants du gouvernement fédéral (le secrétaire personnel du président, le ministre du Tourisme et le président du Conaculta), 3 représentants du GDF (les secrétaires au Tourisme, au Développement Urbain et au Développement Économique) et 3 personnalités : le chroniqueur Guillermo Tovar y de Teresa, le cardinal Norberto Rivera et le présentateur du journal télévisé Jacobo Zabludovsky. Enfin, contrairement aux structures précédentes, ce comité serait présidé par un représentant issu de la société civile, en l'occurrence Carlos Slim, qui a ainsi obtenu le soutien institutionnel qu'il espérait avant de se lancer à la "rescousse" de la ville ancienne. Pour sa part, López Obrador pourrait se passer du crédit de la Banque Interaméricaine de Développement (BID) –qui finançait alors la plupart des projets de requalification des centres historiques en Amérique latine– en fixant une politique cohérente avec son « discours endogéniste ».¹²

À partir de 2001, le comité exécutif fonctionna comme un espace de discussion leur permettant d'adopter un discours et des objectifs communs en matière d'aménagement urbain. Cinq axes d'intervention furent alors définis : 1) gestion de l'eau, 2) sécurité publique, 3) bien-être économique et social, 4) revitalisation, 5) restauration et conservation des bâtiments.

Concrètement, les pouvoirs publics ont encouragé l'investissement privé en assouplissant la politique fiscale. Dès octobre 2001, le gouvernement fédéral offrit jusqu'à 100% de réductions fiscales aux personnes réalisant des travaux de réhabilitation dans les limites du périmètre A.¹³ Le GDF approfondit quant à lui les exemptions fiscales prévues depuis l'époque de Manuel Camacho (1988-1994). La réforme de 2002 du *Code financier du District Fédéral* permit aux investisseurs de s'acquitter de l'impôt sur la propriété pendant la période des travaux de réhabilitation (art. 290). Afin d'assurer leur permanence, cet impôt fut réduit de moitié aux propriétaires-habitants (art. 291). Enfin, les projets immobiliers profitèrent d'importantes réductions sur les droits d'utilisation des eaux et des égouts, les droits d'installation d'échafaudages, les frais de subdivision ou de fusion des parcelles, les frais d'autorisation de construction, entre autres redevances (art. 292).

En termes d'investissements publics directs, la fédération injecta 162 millions de pesos entre 2001 et 2003 dans la restauration des bâtiments emblématiques, notamment le Palais National, la Cathédrale et la Bibliothèque de Mexico.¹⁴ Cela dit, ces opérations ont été relativement marginales au vu des 127 bâtiments de propriété fédérale qui subsistent dans le périmètre A. Pour sa part, le GDF annonça en 2002 l'injection de 500 millions consacrés à trois opérations majeures :

¹¹ La liste complète est disponible dans : R. GARZA et A. PANDAL (éd.), *Centro Histórico...*, op. cit., p. 221.

¹² H. RIVIÈRE D'ARC, « La géographie et les réseaux internationaux de villes et d'urbanistes »..., op. cit., p. 70.

¹³ Les investissements ont été réduits de l'impôt sur le revenu durant le sexennat de Vicente Fox via le décret : *Decreto por el que se otorgan estímulos fiscales y facilidades administrativas para el rescate del Centro Histórico de la Ciudad de México*, 8 octobre 2001, DOF (modifié le 4 avril 2002 puis le 17 novembre 2003).

¹⁴ M. PERLÓ et J. BONNAFÉ, « Dos modelos para el financiamiento del Centro Histórico »..., op. cit., p. 121.

- 1) Le corridor touristique : les trente quatre îlots compris entre les rues Donceles, Venustiano Carranza, Eje Central et Cinco de Febrero firent l'objet d'une restructuration de fond et de forme. 114 millions de pesos furent investis par le secrétariat aux Travaux Publics dans la rénovation des égouts, la requalification du système d'eau potable, la rénovation des voies (50 000 mètres carrés ont été recouverts par un ciment imprimé de faux pavés) et le redressement des trottoirs. En même temps, les propriétaires des immeubles compris dans ce périmètre décrochèrent un subside de 34 millions de pesos destinés à l'amélioration des façades.¹⁵ L'argent fut canalisé par le FCH vers une dizaine de comités de façades composés par les propriétaires de chaque rue qui choisirent les modalités d'utilisation des ressources (choix des entreprises et comptabilité). Enfin, 286 nouveaux lampadaires style 1900 furent rajoutés aux 302 existants depuis l'administration de Manuel Camacho et les immeubles emblématiques, déterminés par les comités de façades, firent l'objet d'une illumination spéciale.¹⁶

Clichés 12. Immeubles réhabilités



Gran Hotel de la Ciudad de México, sur Dieciseis de Septiembre, après sa réhabilitation



Hampton Inn & Suites. L'immeuble était occupé par des magasins et des entrepôts



Casa Boker. Cette ancienne droguerie propriété d'une famille allemande, accueille désormais un des magasins Sanborns, propriété de C. Slim

La réaction du secteur entrepreneurial fut rapide. Les propriétaires du Gran Hotel Ciudad de México, de Casa Boker et de l'Édifice San Carlos lancèrent des travaux de réhabilitation. Aussi, de nouveaux établissements ouvrirent leurs portes tels que le centre nocturne El Pasagüero ou l'hôtel Hampton Inn & Suites, habilité dans un magnifique bâtiment néobaroque. D'autres initiatives privées non-lucratives virent le jour dans ce secteur telles que le Musée Mexicain du Design (MUMEDI), le Centre Culturel du Mexique Contemporain (malmené par le Syndicat National des Travailleurs de l'Éducation, le SNTE)¹⁷ et le Musée Interactif d'Économie, dans l'ancien Couvent des Bethlémites. Enfin, il faut souligner que la requalification des rues fut aussi l'occasion d'introduire de nouveaux câbles de fibre optique pour le compte de la compagnie téléphonique Telmex, propriété de Carlos Slim.

¹⁵ *Ibid.*, p. 142.

¹⁶ Carlos PAUL, « GDF y fideicomiso comienzan cambios en infraestructura del Centro Histórico », 4 novembre 2002, *La Jornada*.

¹⁷ Karina AVILES, « El ex convento de Santo Domingo convertido en salón para fiestas », 12 mars 2007, *La Jornada*.



Clichés 13. Coalition d'intérêts : inauguration des travaux de Plaza Juárez (photo prise probablement en août 2002). L'architecte Ricardo Legorreta offre une explication au président Vicente Fox (à gauche), au maire Andrés Manuel López Obrador, à l'entrepreneur Carlos Slim, à la présidente de Conaculta Sari Bermúdez et la directrice du Fidéicomis du Centre Historique Ana Lilia Cepeda (à droite).

Source : revue de la Fondation du Centre Historique *Centro, Guía para caminantes*, n°32, 2006.

- 2) Le secteur sud de l'Alameda : la construction du complexe Plaza Juárez, attribué sans concours public à l'architecte Ricardo Legorreta, a sans doute constitué le principal message d'unité envoyé par les gouvernements local et fédéral. En août 2002, le GDF s'est réappropriée le Projet Alameda¹⁸ en rachetant à Reichmann y Sacal (filiale mexicaine de Reichmann International) les parcelles comprises entre l'avenue Juárez et les rues Luis Moya, Dolores et Independencia. Le GDF déboursa 86 millions de pesos dans l'acquisition des terrains, sans compter les travaux de déblayage ni l'indemnisation des 37 familles délogées des douze immeubles rémanents depuis la catastrophe sismique.¹⁹ Une partie du site fut ensuite revendue au ministère des Affaires Étrangères qui éleva l'Édifice Tlatelolco face au Tribunal Supérieur de Justice du DF. Les tours jumelles qui dominent désormais le *skyline* du Centre Historique ont été inaugurées en 2005.

Toujours dans ce secteur, grâce au soutien de plusieurs mécènes et du gouvernement fédéral, le GDF inaugura en 2006 un Musée d'Art Populaire dans une ancienne caserne de pompiers style art-déco, rue Independencia. Les promoteurs immobiliers se sont par ailleurs prévalus du PPDU Centre-Alameda approuvé en 2000 pour dresser l'hôtel Sheraton Alameda, propriété de Siahou Sitton Guindi (racheté par Hilton en 2009), et les trois tours du complexe d'habitation Puerta Alameda. Il s'agit du plus grand condominium de standing du Centre Historique avec 475 appartements d'entre 60 et 110 mètres carrés (clichés 27. p. 246). Un peu plus loin, au croisement de Colón et Balderas, l'entreprise Cinemex Real prit le risque d'installer une salle de cinémas qui connaît à présent un certain succès.

¹⁸ Sur les origines du Projet Alameda, *vid.* chap. V, p. 158.

¹⁹ Elia BALTAZAR, « No serán desplazados vecinos al construirse la plaza Juárez, asegura López Obrador », 25 août 2002, *La Jornada*.



Clichés 14. Plaza Juárez et l'hôtel Hilton

Le jardin de l'Alameda est délimité au sud par l'avenue Juárez, que l'on apprécie au centre de cette photographie prise du haut de la Tour latino-américaine (vue vers l'ouest). En arrière plan, on devine les tours corporatives qui longent l'avenue Reforma. Dès 1990, le Projet Alameda s'est proposé le redéveloppement du site sinistré par le séisme. Repris par López Obrador, le projet a procédé îlot par îlot, perdant sa cohérence d'ensemble. En 2001, la construction de l'hôtel **Sheraton Alameda** (masse noire au bord de l'avenue Juárez et photographie d'en bas à droite) a donné le coup d'envoi (la gestion de l'hôtel fut cédée à **Hilton** en 2009 mais la propriété appartient toujours à Siahou Sitton Guindi). En 2002, le GDF racheta les parcelles du futur complexe **Plaza Juárez**, composé par les tours du ministère des Affaires Etrangères (orange) et du Tribunal Supérieur de Justice du DF (rouge). Sur l'image de gauche, l'église de Corpus Cristi et le nouveau Musée de la Tolérance apparaissent dominés par les tours. Au premier plan, on devine un détail de l'Hémicycle Juárez : l'aigle républicain, symbole du mouvement de López Obrador.

- 3) L'hyper-centre : avec un investissement public de 6,8 millions de pesos,²⁰ la place Del Empedradillo, sur le flanc ouest de la Cathédrale, fut entièrement réaménagée par le GDF pour accueillir une station du Turibús : un service d'autobus touristiques géré par la ville en partenariat avec Autobuses de Oriente (ADO). En réaction à l'annonce faite en novembre 2002 de l'ouverture du Centre Culturel d'Espagne au Mexique, dans un bâtiment colonial au 18 rue Guatemala, l'artère qui longe le nord de la Cathédrale fut également requalifiée (repavage, installation de mobilier urbain, réhabilitation des façades). Avec un investissement de 52 millions de pesos déboursés par l'Agence Espagnole de Coopération Internationale, les travaux du centre furent inaugurés par le couple royal.²¹ Enfin, les environs du Palais National furent recouverts d'un ciment imprimé de faux pavés qui prolongent l'illusion coloniale jusqu'aux portes des secteurs dominés par l'ambulantage. Là, la Acequia Real reconstruite sous la présidence de J. López Portillo fut en partie détruite pour réouvrir la circulation sur la rue Corregidora, après plus de 20 ans de fermeture associée à la saturation de l'ambulantage.²²

Au-delà de ces secteurs d'intervention, d'importants projets culturels et éducatifs ont vu le jour. Le retour des institutions universitaires fut lancé en 2001 par l'Université du Cloître de Sor Juana (UCSJ) qui, comme nous le verrons au chapitre suivant, participa à la formation d'un corridor culturel le long de la rue Regina. Pour sa part, l'UNAM favorisa la réouverture du Palais de l'Autonomie pour accueillir le Musée de l'Odontologie. Enfin, avec la création de la nouvelle Université Autonome de la Ville de Mexico (UACM), un nouveau campus universitaire a ouvert ses portes sur l'avenue Fray Servando. Financée par les caisses du DF, l'UACM décida la création de deux centres culturels, dont un, Casa Talavera, est venu s'implanter au cœur du quartier de La Merced.

Finalement, sur le terrain des institutions, la réingénierie prévue par López Obrador a impliqué l'incorporation du Fidéicomis du Centre Historique au GDF.²³ En passant sous son contrôle, l'agence publique était appelée à devenir l'instrument privilégié dans la construction d'une image urbaine qui permettrait à la gauche d'exhiber son potentiel en pleine période de transition démocratique. Autrement dit, le Centre Historique deviendrait la vitrine de l'administration de López Obrador dans sa course aux présidentielles de 2006.

L'opinion publique partagée

C'est certainement pour cette raison qu'Ana Lilia Cepeda de León, ancienne députée fédérale (1994-1997) et directrice générale de communication du GDF jusqu'en 2002, fut placée à la direction du Fidéicomis : ses contacts seraient mobilisés pour mettre le Centre Historique au devant de la scène médiatique, non plus sur le registre défaitiste qui l'a longtemps caractérisé²⁴ mais désormais sur le registre de la célébration.

Le pari communicationnel du GDF s'est traduit par une plus grande visibilité des opérations urbaines : « La sauvegarde du centre est en route », titrait par exemple *La Jornada* en

²⁰ Bertha RAMÍREZ, « Bajan 40% delitos en el Centro Histórico: GDF », 6 juillet 2004, *La Jornada*.

²¹ Ericka MONTAÑO, « Dialogar y trabajar con México es la vocación del Centro Cultural Español », 16 novembre 2002, *La Jornada*.

²² Ángel BOLANOS et Laura GÓMEZ, « Abren Corregidora al paso de autos tras 20 años de permanecer cerrada », 7 avril 2004, *La Jornada*.

²³ Les objectifs et les obligations du FCH n'ont pourtant pas été altérés. Les modifications apportées au contrat de 1990 concernent uniquement le sujet fiduciaire. Voir : *Octavo Convenio Modificatorio al contrato de Fideicomiso denominado "Centro Histórico de la Ciudad de México"*, 28 février 2001, GODF.

²⁴ Jérôme MONNET, *Usos e imágenes del centro histórico de la ciudad de México*, DDF, 1995.

2002 ; « Petit à petit le Centre Historique perd ses airs de cimetière », lisait-on dans le même quotidien en 2005. Pourtant, malgré le soutien de certains médias, l'idée selon laquelle López Obrador avait bradé le Centre Historique au célèbre milliardaire s'est répandue comme une traînée de poudre, provoquant des réactions variées.

Du côté du secteur entrepreneurial, l'engagement du milliardaire a été accueilli avec enthousiasme. D'après Gabriel Quadri, directeur du centre d'études privées CESPEDS, du syndicat patronal COPARMEX, López Obrador a su « démontrer sa générosité politique » en intégrant des personnalités de l'élite politique et économique au Conseil Consultatif. Selon lui, il fallait profiter de cette convergence pour lancer un programme agressif contre la délinquance, en reconnaissant une fois pour toute qu'une « certaine dose de gentrification » était nécessaire. La reproduction partielle de l'article paru dans *Reforma* permet d'entrevoir le discours porté par l'élite du pays ainsi que la qualité des métaphores qui légitiment ce discours.

« L'implication de Carlos Slim représente une garantie de réussite, non seulement parce qu'il s'agit d'un homme d'affaire remarquable mais parce qu'il a déjà démontré ses capacités dans des projets comme Cuicuilco et Loreto qui, à une échelle réduite (presque en laboratoire), représentent de précieuses expériences. [...] La récupération du Centre Historique impliquera le rétablissement des équilibres de la métropole, l'installation d'oasis vitaux de beauté et de fierté citoyenne, l'ouverture de nouveaux espaces culturels propices à l'identité et la convivialité, l'utilisation efficiente de l'infrastructure existante et la conquête des nouveaux espaces face à la délinquance et l'informalité. Elle engagera la contention et l'élimination du cancer qui dégrade et tue le tissu urbain, et qui amène les habitants à se réfugier dans les ghettos périurbains de plus en plus lointains. [...]

Le principal défi consiste à récupérer l'habitabilité du Centre Historique, en le repeuplant avec des habitants et des activités économiques qui le valorisent dans sa monumentalité et qui puissent payer pour celle-ci. Ceci amène à assumer au moins trois compromis qui peuvent paraître insolents mais qui sont nécessaires dans n'importe quelle action sérieuse et efficace. D'abord, à l'image des multiples expériences internationales, une dose de "gentrification" est nécessaire. Nier cela serait démagogique. [...]

Le second compromis implique l'extirpation du marché de La Merced, foyer de lumpénisation sociale et de décadence architecturale et urbaine. La vente de produits périssables n'est pas compatible avec la valeur architecturale et historique des immeubles, qui exigent d'importants investissements pour leur restauration et maintenance. Il est indigne et douloureux de voir des bijoux du baroque ou du néoclassique délabrés, des résidences sordides et indignes occupées comme entrepôts pour l'ambulantage et ses produits d'infimes valeurs ajoutées.

Le troisième compromis, tout aussi contraire à ce qui est "politiquement correct", est un processus d'expropriation d'immeubles, étant donnée la situation de propriétés en mains mortes dans laquelle se trouvent plusieurs monuments historiques et architecturaux. L'expropriation pour cause d'utilité publique est en ces cas spécifiques la seule possibilité de conduire les transactions immobilières nécessaires à leur restauration et à l'attribution de nouvelles fonctionnalités économiques et urbaines pour ces bâtiments. »²⁵

Cependant, la critique des intellectuels attendait le maire à l'autre bout du chemin. L'architecte Emilio Pradilla Cobos, fondateur de *Metropoli 2015*, une association destinée à mettre en débat l'aménagement de la capitale, a par exemple dénoncé la complicité entre la gauche au pouvoir et un secteur spécifique de la bourgeoisie, mettant en évidence le manque de participation citoyenne et l'absence de transparence dans l'attribution des contrats.

²⁵ Gabriel QUADRI, « Nuestro Alcalde en el Centro Histórico », 19 août 2001, *Reforma*.



Figure 5. Caricature de Carlos Slim dans la presse nationale

L'hebdomadaire *Proceso* consacre sa 1405^e édition, du 5 octobre 2003, à la « privatisation » du Centre Historique. D'après le journaliste Raúl Monge, l'influence de l'ingénieur Slim sur le reste des investisseurs est considérable : « Ensemble ils sont en train de transformer la zone en une sorte d'île de prospérité dans un océan de pauvreté ». La caricature de Rocha qui accompagne le reportage montre un Carlos Slim décontracté, capable de s'appropriier des ouvrages emblématiques du Centre Historique (Tour Latino-américaine, sculpture de Charles Quint, *Casa de los Azulejos*) et de l'avenue Reforma (sculpture du *Caballito* et *Torre Mayor*).

« Nous sommes conscients que, dans le schéma actuel d'accumulation, en l'absence d'alternatives transformatrices, le capital privé a un rôle de premier plan dans n'importe quel projet urbain. Nous questionnons cependant le fait qu'un gouvernement, qui se dit "de gauche", assume de façon pragmatique le choix de récupérer et de revitaliser une zone patrimoniale aussi importante que le Centre Historique, sans avoir un projet explicite et intégral ; qu'il établisse discrètement, sans appel public, une relation privilégiée avec un grand entrepreneur et qu'il mette ce dernier à la tête du projet ; qu'il ne fixe pas des règles claires et transparentes, publiquement reconnues, pour cette intervention ; qu'il ne donne ni protection ni participation aux habitants et usagers les plus pauvres qui peuvent s'en trouver affectés ; qu'il n'établisse pas de convention ni de contrats formels capables de réguler les apports de chaque secteur ainsi que la distribution équitable des bénéfices ; qu'il exclue de l'organe consultatif les secteurs populaires qu'il prétend privilégier. Le risque est que la voie empruntée devienne un facteur additionnel d'expulsion des pauvres du Centre Historique, qu'elle conduise à une requalification superficielle, de caractère mercantiliste, et qu'elle soit à moyen terme une nouvelle déception pour les habitants de la capitale. »²⁶

Accablé par la critique survenue dans son propre camp, López Obrador s'est obstiné à défendre le caractère social de sa politique urbaine, en soulignant que Carlos Slim n'était pas le seul entrepreneur à investir.²⁷ De la même façon, les cadres des entreprises dirigées par le milliardaire se sont efforcés de minimiser la figure de l'homme d'affaires en affirmant qu'il n'était qu'un actionnaire parmi d'autres au sein des entreprises du Groupe Carso.²⁸ Pourtant, ceux-là même qui minimisaient sa participation n'hésitaient pas à vanter ses qualités personnelles et son engagement. La position d'Adrián Pandal, directeur de la Fondation du Centre Historique, l'organe qui coordonne l'action du groupe dans le périmètre patrimonial, pouvait ainsi changer dans le cadre d'un entretien privé :

« On me disait : Slim est en train de racheter tout le Centre. Mais les gens ne voient pas ce que cela représente pour lui personnellement. Son *business* ce n'est pas le Centre Historique, son *business* ce sont les télécommunications, l'industrie minière, l'infrastructure. S'il voulait faire de l'argent, il ne passerait pas tout ce temps à travailler dans la récupération du Centre Historique. Bien sûr que ça va marcher, il va gagner, mais ça représente un effort énorme. Regarde Plaza Carso : elle représente un investissement beaucoup plus important et ça ne lui a pris que trois ans. »²⁹

²⁶ Emilio PADILLA COBOS, « ¿Adónde va el Centro Histórico », 20 janvier 2003, *La Jornada*.

²⁷ Elia BALTAZAR, « Se invertirán 350 mdp este año en el corredor Reforma-Centro Histórico », 22 janvier 2003, *La Jornada*.

²⁸ Adrián PANDAL, « Aclaración respecto de nota sobre el Centro Histórico », 25 mai 2006, *La Jornada*.

²⁹ Entretien avec Adrián Pandal réalisé le 12 juillet 2012.

Les efforts du Groupe Carso n'ont pas suffi pour désamorcer la rumeur et l'on a bientôt commencé à parler du « Slim Village »³⁰ ou du « Slim Center »³¹ pour se référer au Centre Historique. Quelle est donc la part du mythe et de la réalité concernant la participation de l'homme d'affaire à la requalification de l'espace patrimonial ?

Encadré 4. Carlos Slim : l'obsession du renouvellement urbain

En 1965, à peine un an après avoir obtenu son titre d'ingénieur civil à l'UNAM, Carlos Slim se lance dans le domaine de l'immobilier en créant l'agence Carso, dont l'acronyme dérive des premières syllabes de Carlos et Soumaya, son épouse. Cette année là, d'après la biographie publiée sur son site www.carlosslim.com, le jeune entrepreneur crée Inversora Bursátil (Inbursa), qui devient son cheval de bataille dans l'univers boursier. Par la suite, devant l'essor démographique de Mexico, Slim fonde une entreprise consacrée à la location de machines de construction ainsi que plusieurs entreprises immobilières qui opèrent déjà dans le centre-ville. En 1976, il réalise une transaction majeure dans le domaine de l'imprimerie, en rachetant 60% des actions de Galas de México, alors en difficulté.

La crise économique de 1982 représente pour lui une aubaine puisqu'il rachète les entreprises publiques Seguros de México –aujourd'hui Seguros Inbursa– et La Guardiania, constituant le tout puissant Grupo Financiero Inbursa. En 1985 il reprend l'usine à papier Loreto y Peña Pobre et absorbe Artes Gráficas Unidas, contrôlant ainsi toute la chaîne de production du secteur papetier. Face aux politiques de désindustrialisation de la capitale, le groupe décide en 1993 de reconvertir le site en un complexe commercial et récréatif appelé Plaza Loreto. Quatre ans plus tard, le site de Peña Pobre est également reconverti pour accueillir la Plaza Cuicuilco suivant le même schéma : cinémas, restaurants, complexes sportifs, immeubles corporatifs, boutiques et espaces verts.³² La plupart des entreprises qui s'installent dans ces espaces de consommation appartiennent à la famille Slim qui, entre temps, s'est étendue de façon spectaculaire vers l'industrie textile (Anderson Clayton), automobile (Continental, Euzkadi), minière (Nacobre, Frisco), chimique (Química Fluor), le bâtiment et la construction (Conдумex, Porcelatine), l'hôtellerie (OSTAR), le commerce (Sanborns, Dennys, Sears, Mixup), l'alimentaire (Hershey's, El Globo) et l'industrie du tabac, en reprenant des enseignes nationales ou en s'associant aux grands groupes internationaux présents sur le territoire.

En effet, lorsqu'en 1990 l'État décide de se débarrasser d'un second lot d'entreprises publiques, l'homme d'affaires est déjà en mesure de remporter la privatisation de Telmex devant France Télécom. Une fois le monopole de la téléphonie fixe assuré, Slim prépare la conquête de la téléphonie mobile (Telcel) et se lance à l'assaut du marché étasunien (Telmex USA), assurant son passage à la liste de Forbes : en 1996 on lui attribue déjà une fortune de 6 milliards de dollars, ce qui le place au seizième rang mondial.³³

L'internationalisation des activités du milliardaire va de pair avec le développement des nouvelles technologies. En 1997, il achète 3% des actions de Apple pour les revendre à prix d'or durant la décennie suivante. En 2000, il crée América Móvil qui devient la première entreprise de téléphonie mobile du continent. Avec elle, Slim pénètre les brésiliennes ATL, Tess, Telet, Americel, Telecom Americas, BSE et BCP, la Guatémaltèque Telgua, l'équatorienne Concel, les argentines Tectel et CTI, les colombiennes Comcel et Celcaribe, l'hondurienne Megatel et la salvadorienne CTE. Son empire se consolide en 2004 avec le rachat de ATT Latinoamérica (devenue Telmex Latinoamérica), fournisseur d'Internet dans plusieurs pays du Cône Sud. Par ailleurs, le Groupe Sanborns, géré par un des six enfants de Carlos et Soumaya, acquiert l'étasunien Saks Fifth Avenue et s'exporte avec succès en Amérique Centrale. En Argentine, Carlos Slim rachète plusieurs bars thématiques et s'installe dans le

³⁰ Enrique GALVÁN, « Triplican su valor edificios de Slim en el Centro Histórico », 16 oct. 2007, *La Jornada*.

³¹ Laura GÓMEZ, « Acusan vecinos a Slim y Arango de acaparar inmuebles en el Centro », 24 mai 2006, *La Jornada*.

³² B. SABATIER, *La publicisation des espaces de consommation privés...*, op. cit.

³³ Magazine *Forbes* : <http://www.forbes.com/profile/carlos-slim-helu> (consulté en janvier 2013).

domaine des industries culturelles (agences d'artistes, un théâtre, droits de commercialisation du stade du River Plate et même le zoo de Buenos Aires).³⁴

En 2006, l'homme d'affaire s'investit dans l'aviation avec Volaris, une compagnie de vols charters qui relie le Mexique à son voisin du nord. Dans le domaine des médias, il élève sa participation dans le *New York Times* à 8% pour en devenir le second actionnaire. À partir de 2007 il pénètre efficacement le marché étatsunien des télécom (US Com, dont il détient 50% des actions) et place América Móvil (dont il détient 30% des actions) parmi les 100 entreprises les plus prospères de la planète, tout en augmentant sa participation dans ses entreprises mexicaines (Telmex : 43%, Groupe Carso : 77%, Inbursa : 71%, IDEAL : 43%).³⁵ Il accède enfin en 2008 au sommet des fortunes mondiales, atteignant 74 milliards de dollars en 2011, loin devant Bill Gates (56 milliards). En effet, ses entreprises acquièrent un poids démesuré dans l'économie nationale, recouvrant près de 35% de l'Indice de Prix et de Cotisations (IPC, équivalent du CAC40) dans la Bourse de Mexico.

Malgré la diversification de ses investissements, le magnat ne perd jamais de vue les secteurs primaires et secondaires. L'empire économique de Slim est fondé sur la circulation du capital au sein du conglomerat, en particulier entre ses fleurons industriels : CICSA et IDEAL. En 1999, il rassemble les entreprises du secteur (réseaux, oléoducs, pétrochimie, forage, construction civile, logement) au sein de Carso Infraestructura y Construcción (CICSA). Devenue la quatrième entreprise mexicaine du bâtiment en 2008 (derrière ICA, GEO et Homex, absorbée par Carso en 2013), CICSA opère dans tous les grands chantiers du Mexique, de l'infrastructure routière à la construction de plateformes pétrolières. Parmi ses ouvrages à Mexico, elle participe à la construction de la douzième ligne de métro (inaugurée en 2013), à la maintenance du Tunnel Emissor Oriente (égouts de Mexico), à l'installation des 12 000 caméras de surveillance prévues par Marcelo Ebrard dans le cadre du programme *Ciudad Segura*, au réaménagement de la Place Marianne de la Basilique de Guadalupe et au développement de Plaza Carso à Polanco, le plus grand projet immobilier du groupe.

Par ailleurs, Slim crée en 2005 Impulsora del Desarrollo y el Empleo en América Latina (IDEAL) qui prétend participer au "développement durable" de la région. En matière de transports, IDEAL mène la construction des stations multimodales de Ciudad Azteca et de El Rosario ainsi que la nouvelle autoroute Libramiento Norte. Toujours dans la région métropolitaine, elle développe la plus grande usine de traitement des eaux au monde (dans la municipalité d'Atotonilco). IDEAL et Promotora Sanborns sont à la tête du consortium qui s'est proposé de transformer la plus grande déchèterie à ciel ouvert de Mexico –le Bordo de Xochiaca, dans la municipalité de Nezahualcóyotl– en un gigantesque complexe appelé Ciudad Jardín Bicentenario. Celui-ci comprend le Centre Commercial Telmex (avec son lot de Sears, Sanborns, agences Telcel, Inbursa, Mixup, Suburbia), un centre sportif, deux universités privées (La Salle et UAEM), Casa Telmex (centre technologique), le centre de réhabilitation Téléton, l'hôpital Star Médica et une usine électrique qui fonctionne à partir des gaz émanant du sous-sol putréfiant. De par l'ampleur du projet, la revue *Real Estate* déclarera Carlos Slim « l'homme de l'année », considérant qu'il « agit avec une vision d'homme d'État ».³⁶

La devise du Groupe Carso stipule que « tout l'argent qui sort de l'entreprise s'évapore, c'est pour cela que nous réinvestissons les dividendes ».³⁷ Nous avons effectivement à faire à la construction d'un État dans l'État, à une corporation qui poursuit ses propres intérêts en répondant aux appels publics et en évitant que l'argent sorte du système : une partie des bénéfices est réinvestie dans les fondations "philanthropiques" qui accompagnent les mégaprojets (Fundación Telmex, Fundación Carlos Slim, Fundación del Centro Histórico), permettant de réduire l'impôt sur le revenu ; le salaire des travailleurs est récupéré par les entreprises qui s'occupent de l'immobilier. Autrement dit, les dépenses d'une entreprise du "système Slim" font toujours la richesse d'une autre.

³⁴ Carlos ACOSTA CÓRDOVA, « Segundo lugar mundial en riqueza », 4 mars 2007, *Proceso*, n°1583.

³⁵ José Fernando LÓPEZ, « Slim Watch », 17 juillet 2007, *Poder y Negocios*.

³⁶ Michael NEGRETE CRUZ, « Ciudad Jardín Bicentenario: ejemplo mundial de sustentabilidad y responsabilidad social », 2009, *Real Estate. Guía inmobiliaria de México*, n°57, p. 33.

³⁷ Michael NEGRETE CRUZ, « IDEAL y CICSA: la dupla con la fuerza del acero y el peso del concreto », 2009, *Real Estate. Guía inmobiliaria de México*, n°57, p. 59.

Centre Historique de Mexico, société anonyme

Sollicité par la visite des émissaires de López Obrador, Carlos Slim a compris l'intérêt de créer en juillet 2001, une nouvelle entreprise consacrée à la gestion immobilière dont il demeure le propriétaire majoritaire : Centre Historique de la Ville de Mexico (CHCM, Société Anonyme de Capital Variable).³⁸ Cette société acquit entre 2002 et 2004 un premier lot de 49 immeubles, dont deux monuments historiques du XVIII^e siècle, sept du XIX^e et dix-neuf bâtiments considérés par l'INBA comme des monuments artistiques.

Bien que son portefeuille immobilier ait entre-temps évolué, plusieurs projets se sont maintenus, participant à la reconversion d'espaces commerciaux et résidentiels. Parmi ces derniers, l'Édifice Marconi a été transformé en une résidence de standing où l'ex-président espagnol Felipe González, devenu conseiller de Carlos Slim, a acquis un appartement.³⁹ De la même façon, l'immeuble situé au 35 rue Cinco de Mayo (clichés 15.18, p. 199) a été entièrement réhabilité pour accueillir de nouveaux locataires aisés. En l'espace de quelques années, la cave de ce magnifique exemplaire de l'art déco mexicain est devenue le club de jazz le plus prestigieux du pays : El Zinco. Non loin de là, l'Édifice Woodrow –construit en 1922 par Albert Pfeffer– a été réhabilité pour accueillir des habitants, des bureaux, des magasins et le Musée de la bière, qui n'est autre chose qu'un nouveau bar branché (clichés 15.11).

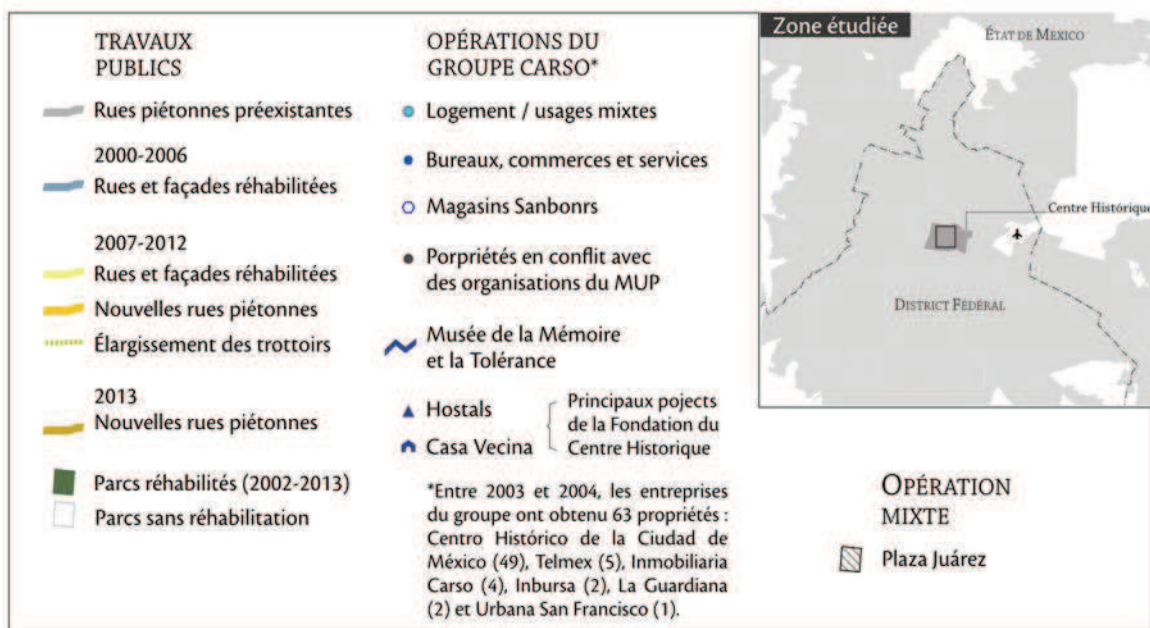
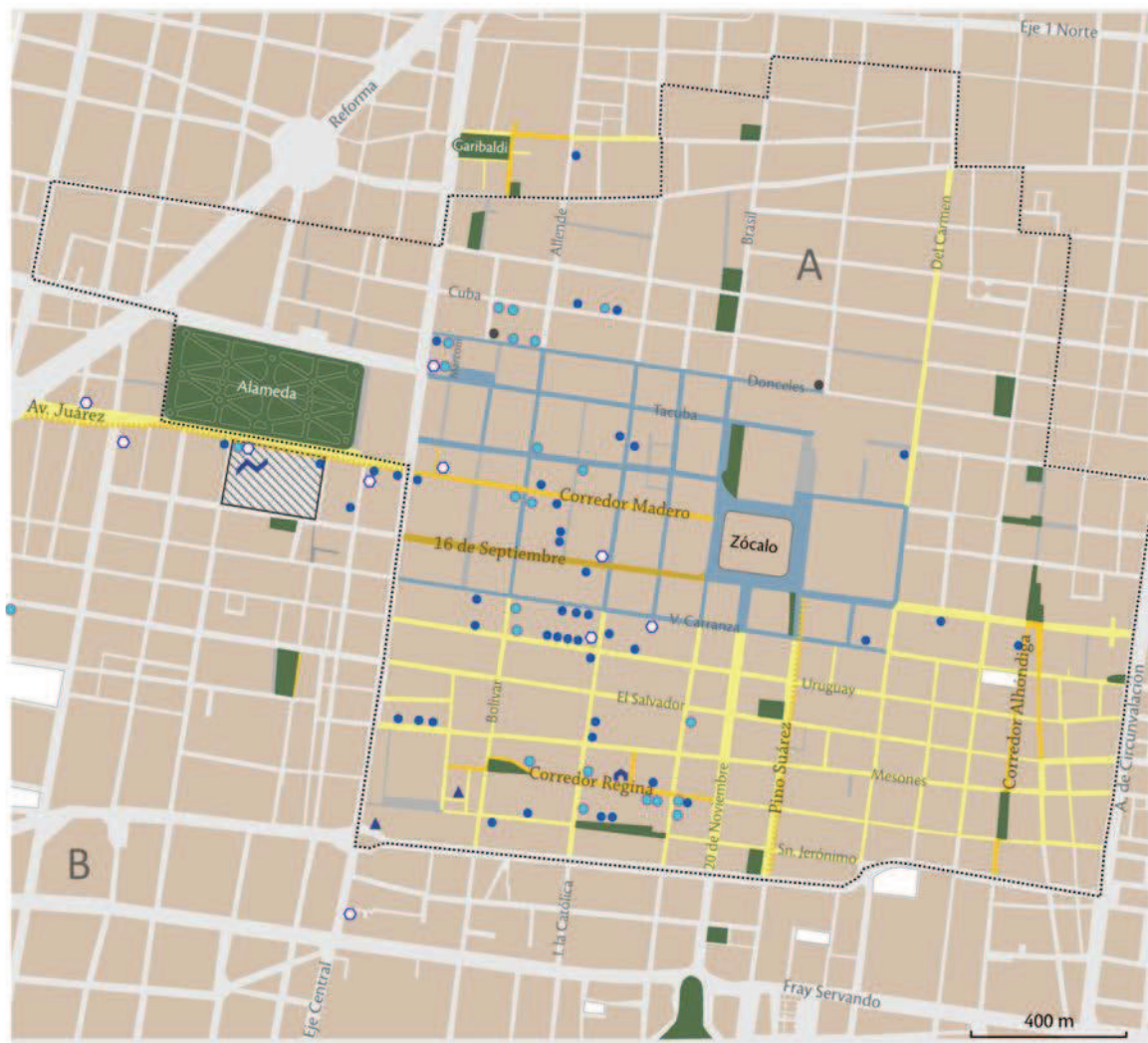
La stratégie du Groupe Carso a consisté en la création d'un climat d'effervescence culturelle capable d'attirer vers le centre la jeunesse dorée de la capitale. En ce sens, les hôtels El Señorial et Virreyes ont été reconvertis en résidence d'artistes et en *youth hostel*, avec 77 et 145 chambres respectivement. Doté d'une salle de concerts, le Virreyes est devenu une référence sur la scène alternative (clichés 15.17). Par ailleurs, en récupérant des espaces sous-utilisés, CHCM SA de CV a encouragé l'émergence de nouveaux bureaux et centres commerciaux qui ont généralement été occupés par des entreprises du groupe. C'est le cas de l'immeuble construit entre 1953 pour accueillir la Bourse Mexicaine, transformé en *call center* d'Inbursa (Uruguay 68). Non loin de là, suivant une volonté délibérée de transformer l'ancien secteur financier en un nouveau pôle d'innovation technologique, la Fondation Telmex a installé un Centre de Capacitation Technologique (Uruguay 55) ainsi qu'un *show room* des produits de Telmex sur I. la Católica 51 (clichés 15.7). Ces lieux se sont intégrés à la nouvelle Plaza Capuchinas qui fusionne plusieurs propriétés, y compris une maison du XVII^e siècle (clichés 15.5). S'y sont installées des boutiques de luxe, des restaurants et une agence Telcel. CHCM SA de CV a également acquis le premier siège de Nacional Financiera (NAFINSA, une institution financière de caractère public). Construit en 1942, cet immeuble aux allures néocoloniales a été ré-inauguré en 2006 avec l'exposition *Émerger des ombres* pour bien marquer le retour en activité d'un espace abandonné depuis dix ans.⁴⁰ S'y est installée la centrale de crédit des magasins Sears, propriété du milliardaire depuis 1997, qui a par ailleurs ouvert une gigantesque succursale dans une des propriétés acquises par l'agence au devant le Palais des Beaux-Arts. Dans l'immeuble adjacent, l'agence a repris une partie de l'Édifice La Nacional, gratte-ciel emblématique construit en 1933–, mettant 26 bureaux en location et une succursale Telmex au rez-de-chaussée (clichés 15.19, p. 200).

³⁸ Cette Société Anonyme de Capital Variable (SA de CV) a enregistré le toponyme « Centro Histórico de la Ciudad de México » devant l'Institut Mexicain de la Propriété Industrielle : Susana GONZÁLEZ, « Aquirió empresa de Carlos Slim otros ocho inmuebles en el Centro Histórico », 21 octobre 2007, *La Jornada*.

³⁹ Raúl MONGE, « La apropiación », *op. cit.*, p. 8.

⁴⁰ Ángel CEBALLOS, « Tienen artistas noveles otra vitrina para su obra », 25 octobre 2006, *El Universal*.

Carte 14. Travaux publics, bénéfices privés



Sources : Les propriétés du Groupe Carso sont issues de V. Delgadillo (2005) et *Proceso* (n° 1405). Les usages des bâtiments ont été déterminés à partir de notre enquête de terrain. Réalisation : J. Díaz

Clichés 15. Quelques bâtiments aux mains des entreprises du Groupe Carso



Devant la place Tolsa, CHCM SA de CV réhabilite (1) et construit (2) des appartements de standing. L'ancien siège de NAFINSA accueille les bureaux de Sears (3). Tandis que le Palais des comtes de de Xala (4) et la Casa de los Azulejos (6) reçoivent des magasins Sanborns, une maison du XVII^e siècle est incorporée à Plaza Capuchinas (5) Plusieurs immeubles de l'ancien secteur financier, dont le show room de Telmex. (7) sont réoccupés par des banques (8-10) →



L'Édifice Woodrow (11) et le 28 de Madero (12), vestiges des années quarante. La Maison du Ciné (13) est une initiative portée par des jeunes cinéphiles dans un immeuble colonial. Quelques édifices art déco (14,15), dont le Théâtre Lyrique sur Cuba 46 (16). L'hôtel Virreyes (17) aux allures néocoloniales est devenu un *youth hostel*. L'ancien siège de la banque Somex (18) accueille des locataires de classe moyenne (Cinco de Mayo 35).



19. Devant le Palais des Beaux Arts, deux anciens gratte-ciels : La Nacional (1933) et la Tour Latino-américaine (1956). À droite, l'immeuble acquis par CHCM SA de CV pour accueillir les magasins Sears.

Compte tenu de la complexité qui caractérise le réseau corporatif en question, il faut également considérer les acquisitions réalisées durant la période 2002-2004 par les entreprises Telmex, Inmobiliaria Carso, Inbursa, La Guardiania et CIA Urbana San Francisco, dont huit étages de la Tour Latino-américaine, le Théâtre Lyrique (clichés 15.16) et une dizaine d'immeubles secondaires distribués dans le périmètre A. Au total, les entreprises du groupe auraient donc acquis 63 immeubles (près de 41 200 m²) pour plus de 375 millions de pesos, sans compter les travaux de réhabilitation pour au moins 855 millions de pesos. Cela dit, considérant les limites du calcul autorisé par les chiffres disponibles,⁴¹ nous ne sommes peut-être pas loin des 4 milliards de pesos promis par Carlos Slim,⁴² soit six fois plus que les investissements directs des gouvernements local et fédéral durant la même période.

Porté sur la carte (p. 197), cet ensemble de projets immobiliers apparaît concentré à l'ouest du périmètre A, en particulier dans l'ancien secteur financier, la rue Regina et aux abords de l'avenue Juárez, où le groupe vient de rénover l'hôtel Bamer, rebaptisé Tour Carso. Comment expliquer cette distribution ? D'après Adrián Pandal, ancien cadre d'IDEAL et actuellement directeur de la Fondation du Centre Historique :

⁴¹ Le tableau publié dans les annexes de la thèse de V. Delgadillo, sur lequel on s'appuie pour avancer ces chiffres, présente trente cases vides, en particulier en ce qui concerne le montant des transactions immobilières. Deux possibilités se présentent : soit les propriétés appartenaient déjà à des entreprises du groupe, soit les montants investis sont plusieurs fois supérieur. V. DELGADILLO, *Centros históricos de América Latina...*, op. cit., p. 360.

⁴² CERTEZA, « Revitaliza la inversión al Centro Histórico: Carlos Slim », *Certeza: economía y negocios*, n°54.

« Cette division correspond à quelque chose : nous nous sommes mis d'accord avec le gouvernement. Le périmètre A arrive jusqu'à Anillo de Circunvalación, c'était trop pour nous. Alors nous avons choisi de faire la moitié : de Cuba à Izazaga et du Zócalo à l'Eje Central, l'Alameda comprise. »⁴³

Outre les encouragements fiscaux mentionnés plus haut, les investissements réalisés par l'intermédiaire des fondations du milliardaire ont permis aux filiales du groupe d'obtenir des réductions supplémentaires, dès lors que la loi mexicaine stimule l'engagement philanthropique et la "responsabilité sociale" des entreprises.⁴⁴ Ainsi, les fondations Carlos Slim (créée en 1989), Telmex (1996) et la Fondation du Centre Historique (2002), toutes les trois présidées par l'homme d'affaires, ont participé à la réhabilitation des immeubles acquis par le groupe ainsi qu'à d'autres chantiers. Elles ont soutenu la restauration de l'immeuble La Esmeralda où –en plus du Musée de l'Estanquillo consacré aux objets de Carlos Monsiváis– s'est installée une succursale de la chaîne de distribution de produits culturels Mixup, propriété du Groupe Sanborns. D'après un article paru dans la revue de la Fondation du Centre Historique,⁴⁵ celle-ci a aussi soutenu la réhabilitation du bâtiment de la YMCA (centre sportif), de la Maison des Étudiants,⁴⁶ du siège de la Commission Nationale des Droits de l'Homme (Cuba 60, de l'école secondaire n°1 (encadré 11, p. 380) et de l'Édifice Rule, où l'on projette la création d'un centre d'information touristique. La Fondation a par ailleurs financé la requalification d'espaces publics, notamment la piétonnisation du Quartier Chinois, réduit à un tronçon de la rue Dolores, et l'ouverture de l'Atrium de San Francisco, destiné à des expositions gratuites, où les Slim ont pu exhiber leur collection de sculptures de Rodin.⁴⁷

Mais l'action philanthropique de Carlos Slim ne s'est pas limitée à ces opérations ponctuelles. Dès 2002, sa fondation a établi une série de "programmes sociaux" calqués sur les objectifs du Conseil Consultatif, en particulier sur les questions de bien-être économique et social, de "revitalisation" et de sécurité publique.

Concernant le bien-être économique et social, elle a mis en place une batterie de programmes d'éducation, d'emploi et de santé, en partenariat avec les autorités, contribuant notamment à la création d'un Centre Intégral de Santé dans un des bâtiments acquis par CHCM SA de CV (sur Allende 59), ainsi qu'à l'équipement de l'Hôpital Gregorio Salas, sans compter les 5 600 paires de lunettes distribuées gratuitement à la population locale grâce à la Fondation Telmex. Entre 2003 et 2006, la fondation a noué des partenariats avec huit écoles du périmètre –fournies en ordinateurs et en logiciels– pour développer des initiatives telles que le concours *Connaiss le Centre Historique*, auquel ont pu participer des milliers d'écoliers. Par ailleurs, 670 bourses ont été allouées pour stimuler la formation aux métiers traditionnels

⁴³ Adrián Pandal, entretien réalisé le 12 juillet 2012.

⁴⁴ Certaines associations civiles sont autorisées à recevoir des dons et permettent aux particuliers de diriger en quelque sorte leurs impôts vers les causes qu'ils considèrent importantes. Leurs dons sont déduits à hauteur de 70% de l'impôt sur le revenu. C'est le cas des fondations présidées par Carlos Slim.

⁴⁵ CENTRO, « Cinco años del Plan de rescate del Centro Histórico », août 2006, *Centro, Guía para caminantes*, n°32, p. 66-91.

⁴⁶ Bâtie à la vielle de la Révolution, ce squat a longtemps représenté un vivier de formation de cadre *priistes*. À présent, il s'agit d'un espace autogéré par une association d'étudiants (120 habitants). Faute de certitudes juridiques, face aux pressions commerciales qui menacent d'en faire une *plaza*, les occupants tissent des liens avec des acteurs divers, allant de la Fondation du Centre Historique (qui a participé à la réhabilitation en 2003) aux associations des quartiers voisins de El Carmen et Tepito.

⁴⁷ Leticia SÁNCHEZ, « El Atrio de San Francisco, 10 años de plaza artística », 20 juillet 2012, *Milenio*.

(menuiserie, fabrication d'instruments, confection de bijoux, de vitraux, etc.), tandis que l'Institut Telmex (INTELMEX) a accueilli des dizaines de conférences ouvertes au public. En matière d'emploi, le bras philanthropique du Groupe Carso a créé une bourse de travail pour canaliser les jeunes des quartiers en difficulté vers des emplois locaux et 1 294 microcrédits en provenance de la Banque Inbursa ont été distribués par l'intermédiaire de la Fondation.

L'objectif de la "revitalisation" a également été pris à bras-le-corps par les agences du Groupe Carso. Cette vaste notion a été déclinée en deux axes d'intervention. Sur le plan artistique, la Fondation a inauguré en 2005 un centre culturel appelé Casa Vecina dans un immeuble acquis par CHCM SA de CV. Ce lieu est bientôt devenu l'épicentre d'une formidable transformation urbaine le long de la rue Regina, définie comme un « corridor culturel » par l'ingénieur Carlos Slim.⁴⁸

Sur le plan touristique, la Fondation a participé aux côtés de l'INBA à l'organisation de visites guidées, permettant à 7 205 personnes de redécouvrir le paysage patrimonial. Par ailleurs, elle a encouragé la création de la revue *Centro, Guía para caminantes*, un guide touristique accompagné de reportages culturels. Dès son premier numéro, publié en octobre 2002, la densité du réseau corporatif en question est apparue à l'évidence : parmi les onze pages publicitaires, une seule appartenait à une entreprise étrangère au groupe (Hôtel Sheraton) tandis que le reste était assuré par Telmex, Sanborns, Telcel, Sears, Mixup, Porcelanite, Musée Soumaya, El Globo, Marlboro et Grupo Financiero Inbursa. Bien entendu, les projets du groupe ont souvent été mis à l'honneur dans cette revue, distribuée à un prix accessible dans tous les kiosques du site.

Les efforts du secteur privé se sont pourtant heurtés à la réalité coriace du Centre Historique qui, encore en 2003, présentait le plus fort taux de criminalité à l'échelle du DF, avec une moyenne de 17 délits quotidiens, devant les quartiers Del Valle, Roma, Narvarte, Argícola Oriental, Doctores, Juárez, Guerrero, Portales et Santa María la Ribera.⁴⁹ Sachant que la requalification ne serait pas complète « tant que les habitants et les visiteurs ne se sentiraient pas en sécurité » —pour reprendre Adrián Pandal—, les entreprises et les fondations du groupe ont œuvré pour offrir des solutions. La sécurité des appartements gérés par CHCM SA de CV a été renforcée à travers des systèmes de vidéo-surveillance permettant aux gardiens de contrôler les mouvements à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments. À une plus vaste échelle, le gouvernement a bénéficié du soutien de la Fondation Telmex pour installer 110 caméras de surveillance et une quinzaine de "tours sentinelles" dans le secteur touristique. D'après A. Pandal, les caméras et les tours, propriété de la ville, ont été installées à titre gracieux sur les lignes de Telmex. De la même façon, un local de CHCM SA de CV —au 15 rue Callejón del Cincuenta y Siete— a été mis à disposition de la police pour établir le centre d'opération du système de vidéo-surveillance. Situé à proximité des quartiers difficiles, ce lieu est devenu le siège de l'Unité de Protection Citoyenne créée par le secrétaire à la Sécurité Publique, Marcelo Ebrard, pour s'occuper du secteur touristique. Avec 1 400 agents payés au-dessus du salaire moyen et dotés d'uniformes spéciaux, l'unité s'est bénéficiée des donations en espèce faites par la Fondation Telmex : des émetteurs radio et des motocyclettes.⁵⁰

⁴⁸ Ella GRAJEDA, « Avanza Slim en el Centro », 22 décembre 2002, *El Universal*. V. Delgadillo a également noté cette tendance du milliardaire à définir les fonctions de chaque secteur du Centre Historique (V. DELGADILLO, *Centros históricos de América Latina...*, op. cit., p. 266).

⁴⁹ Raúl LLANOS et Gabriela ROMERO, « La colonia Centro, la más insegura: PGJDF », 27 mars 2003, *La Jornada*.

⁵⁰ Adrián Pandal. Entretien réalisé le 12 juillet 2012.

Clichés 16. Territoire sous surveillance

À gauche : une des 15 “tours sentinelles” installées dans le secteur touristique, est reliées au poste de commandement (15 rue Callejón del Cincuenta y Siete, à droite) qui est désormais à l’abandon. Ayant servi comme un laboratoire, la surveillance du Centre Historique est aujourd’hui assurée depuis le poste central de la police du District Fédéral.



La connexion newyorkaise : *business* et tolérance zéro

Le développement de l’appareil sécuritaire destiné à améliorer l’image du Centre Historique coïncide avec l’arrivée de l’ancien maire de New York, Rudolph Giuliani, officiellement invité par Marcelo Ebrard –alors secrétaire à la Sécurité Publique– pour « développer une version mexicaine de sa “belle histoire de succès” en matière de contrôle de la criminalité ». ⁵¹ En 2004, après un an d’études, la société de *consulting* Giuliani Partners a rendu un rapport avec 146 recommandations génériques, largement inspirées de la “théorie” des fenêtres cassées : appliquer la loi dans le moindre détail ; développer un nouveau corpus juridique permettant d’appliquer des peines plus sévères aux *dealers* (en particulier dans les périmètres scolaires), à la prostitution et aux différents métiers informels de la rue (nettoyeurs de pare-brises, ambulants, etc.) ; moderniser la police (création d’unités anti-bruits, anti-graffiti ; unification des différents corps de police et adoption de nouvelles technologies).

D’après D. Davis, seules 9 recommandations concernaient les abus policiers, ce qui a provoqué de vives réactions de la part des organisations de défense des droits de l’homme. En outre, le problème endémique de la corruption de cette institution « a pratiquement échappé au radar de l’équipe de Giuliani », qui circulait à Mexico avec une escorte de 300 policiers, l’empêchant d’apprécier la réalité du terrain. ⁵²

Au-delà des polémiques relatives aux honoraires de Giuliani –établis à quatre millions de dollars partiellement couverts par Carlos Slim– ⁵³ les conditions et les objectifs de cette invitation restent obscurs et sujets à discussion. Parmi les différentes hypothèses établies par D. Davis, il en est une qui permet d’expliquer la connivence des approches publiques et privées de la sécurité dans le Centre Historique.

Suite à une rencontre fortuite à New York, le milliardaire aurait proposé à R. Giuliani de lancer son entreprise de *consulting* à Mexico. Or, il savait parfaitement en quoi consisteraient les recommandations : plutôt que de développer une approche compréhensive de la criminalité à l’échelle métropolitaine, l’ancien maire de New York préconiserait la repression pour les activités informelles du centre-ville à travers l’utilisation des nouvelles technologies. Bien en-

⁵¹ A. BECKER et M.-M. MÜLLER, « The securitization of urban space »..., *op. cit.*, p. 83.

⁵² D. DAVIS, « El factor Giuliani »..., *op. cit.*, p. 653.

⁵³ Raúl LLANOS, « Ebrard : No hay para pagar a Giuliani », 31 octobre 2002, *La Jornada*.

tendu, le patron de l'immobilier et des nouvelles technologies serait le mieux placé pour répondre aux exigences du nouveau modèle de développement urbain.

« Les promoteurs des nouvelles technologies appliquées aux services urbains seraient en mesure de faire d'une pierre trois coups : offrir un nouveau logiciel de sécurité aux investisseurs et aux commerces du centre-ville, créer une niche de marché pour les nouvelles formes et fonctions du bâtiment et revitaliser les zones centrales. La décision du gouvernement d'établir une force spéciale de police, quasi-privée, pour opérer ces nouvelles technologies et surveiller les nouveaux développements du centre-ville ne ferait qu'accélérer la plus-value de ces investissements. »⁵⁴

Les recommandations apportées par l'équipe de R. Giuliani se sont traduites par la mise en marche d'une politique de "tolérance zéro" encadrée par la *Loi de culture civique* de 2004 qui, comme son nom ne l'indique pas, visait à criminaliser l'ensemble des pratiques informelles en établissant « les règles minimales de comportement civique ». ⁵⁵ En effet, le nombre d'infractions administratives est passé de 23 dans l'ancienne *Loi de justice civique* à 43 dans la nouvelle loi, avec un durcissement important des amendes (jusqu'à 30 fois le salaire minimum journalier) et de la durée des détentions provisoires (entre 6 et 36 heures). Les infractions appliquées depuis l'entrée en vigueur du texte de loi, en août 2004, concernent les « atteintes à la dignité » (art. 23 : insultes, coups, etc.) et celles portées « à la tranquillité des personnes » (art. 24). ⁵⁶ Il existe en outre dix sept modalités d'infractions « contre la sécurité citoyenne » (art. 25) ⁵⁷ et une autre quinzaine « contre l'environnement urbain » (art. 26) ⁵⁸.

⁵⁴ D. DAVIS, « El factor Giuliani »..., *op. cit.*, p. 663.

⁵⁵ *Ley de Cultura Cívica del Distrito Federal*, 31 mai 2004, GODF.

⁵⁶ L'article 24 considère les suivantes infractions à la « tranquillité des personnes » : I) rendre un service sans que celui-ci ne soit sollicité (procède uniquement sur plainte), II) posséder un animal sans adopter des mesures d'hygiène qui empêchent les mauvaises odeurs ou les plaies affectant le voisinage, III) produire des bruits qui portent atteinte « de façon notoire » à la tranquillité des personnes, IV) empêcher l'usufruit des biens du domaine public d'usage commun, V) mettre des obstacles devant les entrées d'immeubles sans l'autorisation du propriétaire, VI) inciter ou provoquer des bagarres, VII) inciter à la prostitution, VIII) occuper l'accès des bâtiments publics pour offrir toute facilitation de démarche, sans que cela ne soit autorisé.

⁵⁷ L'article 25 considère les suivantes infractions à la « sécurité citoyenne » : I) promener des animaux domestiques sans laisse, II) encombrer les voies de circulation, III) utiliser les espaces publics sans autorisation, IV) éteindre ou affecter l'éclairage public, V) consommer de l'alcool ou des solvants dans les espaces publics, VI) s'y disputer, VII) porter des substances dangereuses, VIII) faire des feux ou allumer des engins pyrotechniques sans autorisation, IX) faire appel aux services d'urgence sans qu'il y en ait besoin, X) altérer l'ordre dans le cadre de spectacles publics, XI) revendre des billets au-dessus des prix de vente, XII) monter sur des murs, grilles ou n'importe quel élément construit pour observer l'intérieur d'un immeuble, XIII) ne pas entretenir ou ne pas clôturer un terrain en friche susceptible de nuire au voisinage, XIV) percuter des personnes ou des bêtes avec des pistolets légers, XV) réaliser des courses motorisées, XVI) tirer des coups de feu en l'air, XVII) organiser ou participer à des combats d'animaux.

⁵⁸ L'article 26 considère les suivantes infractions à la « l'environnement urbain » : I) s'abstenir de ramasser les selles d'un animal domestique, II) uriner ou déféquer dans les lieux publics, III) abandonner des animaux morts, des objets ou des déchets sur la voie publique, IV) jeter ses déchets dans les lieux non autorisés, V) dégrader, salir ou graffiter les façades d'immeubles, les statues, les monuments, les parcmètres, etc. VI) modifier la vocation d'un espace ou d'une voie publique sans l'autorisation, VII) abandonner des meubles, VIII) gaspiller de l'eau ou empêcher d'autres personnes d'accéder aux prises publiques, IX) poser des marchandises sur les trottoirs, X) jeter des substances dangereuses ou pestilentielles sur la voie publique, XI) dépasser les zones signalées d'accès restreint dans les bâtiments publics, XII) recouvrir ou altérer la signalétique (panneaux, numéros et noms des rues, etc.), XIII) afficher toute sorte de panneau ou de propagande sans autorisation, XIV) installer provisoirement ou définitivement des éléments destinés à la vente de produit ou de services, XV) encombrer ou permettre l'obstruction de la voie publique sous prétexte de travaux sans présenter les permis nécessaires.

Fort de cet instrument juridique, appelé *Loi Marcelo* en allusion au principal promoteur de l'initiative,⁵⁹ Andrés Manuel López Obrador a bientôt déclaré que la criminalité avait été réduite de 40% dans le Centre Historique.⁶⁰ Cependant, ce ne sont pas les criminels mais bien les secteurs les plus vulnérables qui ont subi les conséquences du projet civique porté par le trinome López-Slim-Giuliani. Compte tenu de la multiplication des activités considérées illicites, le nombre de contrevenants n'a fait qu'augmenter : deux ans après son entrée en vigueur, la police a annoncé une moyenne de 231 détentions quotidiennes en 2005 et de 408 en 2006 pour cause d'infraction à la *Loi de culture civique*, affectant principalement les ambulants, les *franeleros* (gardiens de voitures) et les *limpiaparabrisas* (nettoyeurs de pare-brises) établis dans le centre-ville.⁶¹ D'ailleurs, les "incivilisés" se sont mobilisés dans des manifestations sans précédents, faites de *vagoneros* (qui font la manche dans le métro), de *franeleros*, de prostituées et même de clowns informels.⁶² De la même façon, les dirigeants traditionnels du commerce ambulant ont bientôt exigé l'abrogation de la *Loi Marcelo* destinée, selon la dirigeante Jovita Cruz, à « faire disparaître les pauvres ».⁶³

Finalement, on peut dire que l'impopularité de la *Loi de culture civique* parmi les groupes sociaux les plus vulnérables de Mexico fut proportionnellement inverse au soutien apporté par les secteurs privilégiés envers Marcelo Ebrard, considéré comme le véritable artisan du dispositif. La criminalisation des pratiques informelles a également remporté l'approbation des classes moyennes déclassées par la crise économique de 1995 qui, à l'image du processus de reconquête du Centre Historique de Puebla,⁶⁴ souhaitaient récupérer la splendeur de l'espace patrimonial, vécue comme une récupération du prestige personnel, tout en se démarquant des plus basses couches de la société. Ainsi, le lynchage populaire du secrétaire à la Sécurité Publique a permis de protéger l'image rédemptrice de López Obrador, en même temps qu'il a contribué à consolider l'édifice de centre-gauche qui porterait Marcelo Ebrard à la tête du GDF à partir de 2006.

2. Les territoires de la politique sociale

L'étude des politiques sociales déployées durant l'administration d'Andrés Manuel López Obrador, en particulier à travers l'Institut du Logement (INVI), permet de mieux appréhender le projet de ville porté par le PRD et de nuancer la participation du "grand capital" dans le Centre Historique. Formé à l'initiative des dirigeants du mouvement urbain-populaire (MUP) et des ONG-Habitat en 1998, l'INVI représente un véritable levier pour les classes défavorisées du District Fédéral et, bien qu'il ne dispose d'aucun programme spécifique pour le périmètre patrimonial, il constitue le seul instrument dont dispose le gouvernement pour réaliser le « repeuplement pluriel » qu'il appelle de ses propres vœux.

⁵⁹ Susana GONZÁLEZ, Bertha RAMÍREZ et Mirna SERVÍN, « Reporta la SSP 93 detenidos en el primer día de la ley Marcelo », 2 août 2004, *La Jornada*.

⁶⁰ « Bajan 40% delitos en el Centro Histórico: GDF », Bertha Ramírez, 6 juillet 2004, *La Jornada*.

⁶¹ « Suben detenciones por violar la Ley de Cultura Cívica », Mirna Servin, 30 juin 2006, *La Jornada*.

⁶² « Trabajadores de las calles repudian Ley de Cultura Cívica », Agustín Salgado, Gabriela Romero et Raúl Llanos, 12 août 2004 ; « Trabajadores sexuales lanzan su grito de independencia contra la ley Marcelo », Blanche Petrich, 17 septembre 2004, *La Jornada*.

⁶³ Raúl LLANOS, Laura GÓMEZ et Susana GONZÁLEZ, « Comerciantes en vía pública exigen derogar la Ley de Cultura Cívica », 15 septembre 2004, *La Jornada*.

⁶⁴ A. VARLEY et G. JONES, « The reconquest of the historic centre »..., *op. cit.*, p. 1548.

Encadré 5. De l'amélioration du logement à l'amélioration des quartiers

En 1998, afin de conduire la politique du logement social destiné aux familles exclues des crédits publics et privés conventionnels, le GDF a mis en place l'Institut du Logement (INVI). Les deux principaux programmes impulsés par l'INVI sont nés du contact entre le nouveau gouvernement, les ONG-Habitat et le MUP.

1) Le *Programme d'ensembles sociaux*, destiné à la production de logements collectifs, recouvre depuis cette date plusieurs sous-programmes, notamment celui d'*Immeubles en risque structurel*.

2) le *Programme d'amélioration du logement* (PMV) consiste en des crédits non-hypothécaires, à taux zéro, qui permettent aux familles démunies de consolider leur logement en fonction de leurs besoins. L'INVI met à disposition un architecte-conseiller par quartier ; chacun est libre de choisir ses fournisseurs et, en général, la main d'œuvre est apportée par les familles.

En 2001, sous la direction de Raúl Bautista, l'un des dirigeants historiques de l'AB, le PMV est devenu massif. En se focalisant sur les unités territoriales classées aux plus hauts niveaux de marginalité du *Programme intégré territorial* (PIT), il atteint jusqu'à 32 000 actions en 2004.⁶⁵ Entre 2007 et 2012, il eut un léger ralentissement avec 85 589 actions menées principalement dans la délégation d'Iztapalapa. Dans le Centre Historique, l'irrégularité ou l'absence de titres de propriété a empêché le développement des actions d'amélioration : seuls 80 petits propriétaires en ont été bénéficiaires.⁶⁶

Nourrit de l'expérience du PMV, le *Programme communautaire d'amélioration de quartier* (PCMB) fut institué en 2007 dans le cadre du programme fédéral Habitat II mais sous la conduite du secrétariat local aux Affaires Sociales (SDS). Financé par la Banque Interaméricaine de Développement, Habitat II prétend pallier l'insécurité, favoriser la gouvernance et traiter de façon intégrale la pauvreté dans les quartiers marginaux des grandes villes mexicaines. D'après les instigateurs du PCMB, celui-ci se distingue du programme fédéral en ce qu'il prétend transformer les conditions d'existence dans ces quartiers et non pas contenir la misère.⁶⁷ Les projets du PCMB doivent être acceptés par un comité technique composé de sept universitaires, deux représentants de la société civile (COPEVI, Casa y Ciudad), quinze représentants d'organisations urbaines-populaires (dont sept du MUP-CND) et une commission du GDF. Les 981 projets engagés entre 2007 et 2012 (33,6% des projets présentés aux concours)⁶⁸ disposent d'un comité de pilotage voté par une assemblée de quartier censée représenter les aspirations des habitants. En 2009, l'Observatoire International de Démocratie Participative lui décerne son IV *Prix de bonnes pratiques*. En 2011, le PCMB est classé parmi les gagnants du *World Habitat Awards* de la Building and Social Housing Foundation.

Bien qu'il soit principalement destiné aux périphéries du DF, le Centre Historique a accueilli sept projets du PCMB dans son périmètre B : le programme d'amélioration de la place San Juan de Aranda (2008-2009), le réseaux d'espaces culturels de Tepito (2009-2010), les muraux de La Fortaleza, au cœur du même quartier (2010-2012), la réhabilitation de la cantine de l'école Sara Manzano (2011), le projet de captation d'eaux de pluie dans l'ensemble de Margil 30 (2012), la requalification de la place Torres Quintero (2012) et un projet de réhabilitation des façades dans la rue Berriozábal (2012). Deux projets ont été conduits dans le périmètre A : la réhabilitation de la maison Xochiquetzal, une maison de retraite pour des prostituées déshéritées (2011) et l'installation de signaux sonores pour les aveugles (2009).

⁶⁵ CASA Y CIUDAD AC (éd.), *Programa de Mejoramiento de Vivienda. Una experiencia exitosa de producción social de vivienda*, México DF, Casa y Ciudad AC, 2009.

⁶⁶ Antonio MARTÍNEZ LÓPEZ, « Vivienda catalogada », in *Programa de Mejoramiento de Vivienda. Una experiencia exitosa de producción social de vivienda*, México DF, Casa y Ciudad AC, 2009, p. 58-59.

⁶⁷ María de Lourdes GARCÍA VÁZQUEZ, « El programa de mejoramiento barrial: Historia, características y perspectivas », in *Barrio trabajando. Metodología de evaluación de la Participación Ciudadana en proyectos de Mejoramiento Barrial*, México DF, Centro Cultural de España en México, 2010, p. 14.

⁶⁸ PUEC, *Programa Comunitario de Mejoramiento Barrial 2007-2012*, México DF, PUEC-UNAM, 2012, p. 12.

Le Programme intégré territorial

Le pari présidentiel de López Obrador s'est focalisé sur la construction d'un État social à l'échelle de la ville. En ce sens, il a vite procédé à un réaménagement institutionnel, renforçant notamment son secrétariat aux Affaires Sociales (SDS).⁶⁹ Avec Clara Judsman à sa tête, le SECOI établi sous l'administration de Cuauhtémoc Cárdenas⁷⁰ s'est transformé en une puissante machine interministérielle appelée *Programme intégré territorial pour le développement social* (PIT), combinant une batterie de programmes sociaux plus ou moins novateurs : soutien aux personnes âgées, bourses pour les enfants en situation de vulnérabilité ou de handicap, déjeuners scolaires, réhabilitation des marchés publics, crédits à l'amélioration du logement, nouvelles crèches, microcrédits et mise en place d'un système d'aide aux chômeurs.

L'efficacité du PIT s'est fondée sur l'utilisation de méthodes statistiques permettant d'identifier les territoires en situation de marginalité. Les données des recensements de l'INEGI, exprimées à l'échelle des 1 352 sections électorales, ont servi de base au calcul d'un indice de marginalité sociale, qui intègre des données relatives aux conditions de l'habitat (nombre d'habitants par pièce, connexion aux réseaux électrique, d'eau potable et d'égouts), au niveau de protection sociale (rattachement à une caisse d'assurance maladie), au niveau d'éducation et au confort matériel (télévision, réfrigérateur, etc.).⁷¹

Les pouvoirs publics ont ainsi identifié 853 unités territoriales en situation de « haute marginalité », où le GDF a focalisé son action sociale (carte 15, p. 208). Autrement dit, malgré la vocation universelle des programmes, les conditions d'austérité ont obligé le gouvernement à déterminer un certain degré d'exigibilité des droits sociaux en fonction du degré de marginalité, non pas des ménages, mais des quartiers.

Nous avons utilisé les données publiées par l'agence publique décentralisée Evalúa DF, chargée de calculer régulièrement l'indice de marginalité sociale,⁷² pour cartographier les divisions sociales de Mexico à deux échelles : celle des unités territoriales (équivalentes aux quartiers établis par l'IEDF) et celle des îlots de la ville centrale et du Centre Historique.

Portées sur la carte, on constate que les unités territoriales qui enregistrent les plus hauts niveaux de marginalité se concentrent dans les délégations du sud-ouest et dans les périphéries occidentales et nordiques du DF, à la limite des zones boisées ou rurales. La seule délégation qui présente une certaine homogénéité sociale, avec une population relativement aisée, est Benito Juárez. En revanche, les délégations de Miguel Hidalgo et Coyoacán, où l'on retrouve les quartiers emblématiques de la haute bourgeoisie, présentent des zones hautement marginales telles que Santo Domingo, occupée illégalement par des familles pauvres à la fin des années soixante, à la lisière de la Cité Universitaire (polygone en blanc à l'ouest de Coyoacán). Les délégations Venustiano Carranza, Azcapotzalco et Cuauhtémoc se caractérisent quant à elles par une certaine hétérogénéité sociale, avec des quartiers globalement pauvres, où l'on atteint souvent des niveaux élevés de marginalité.

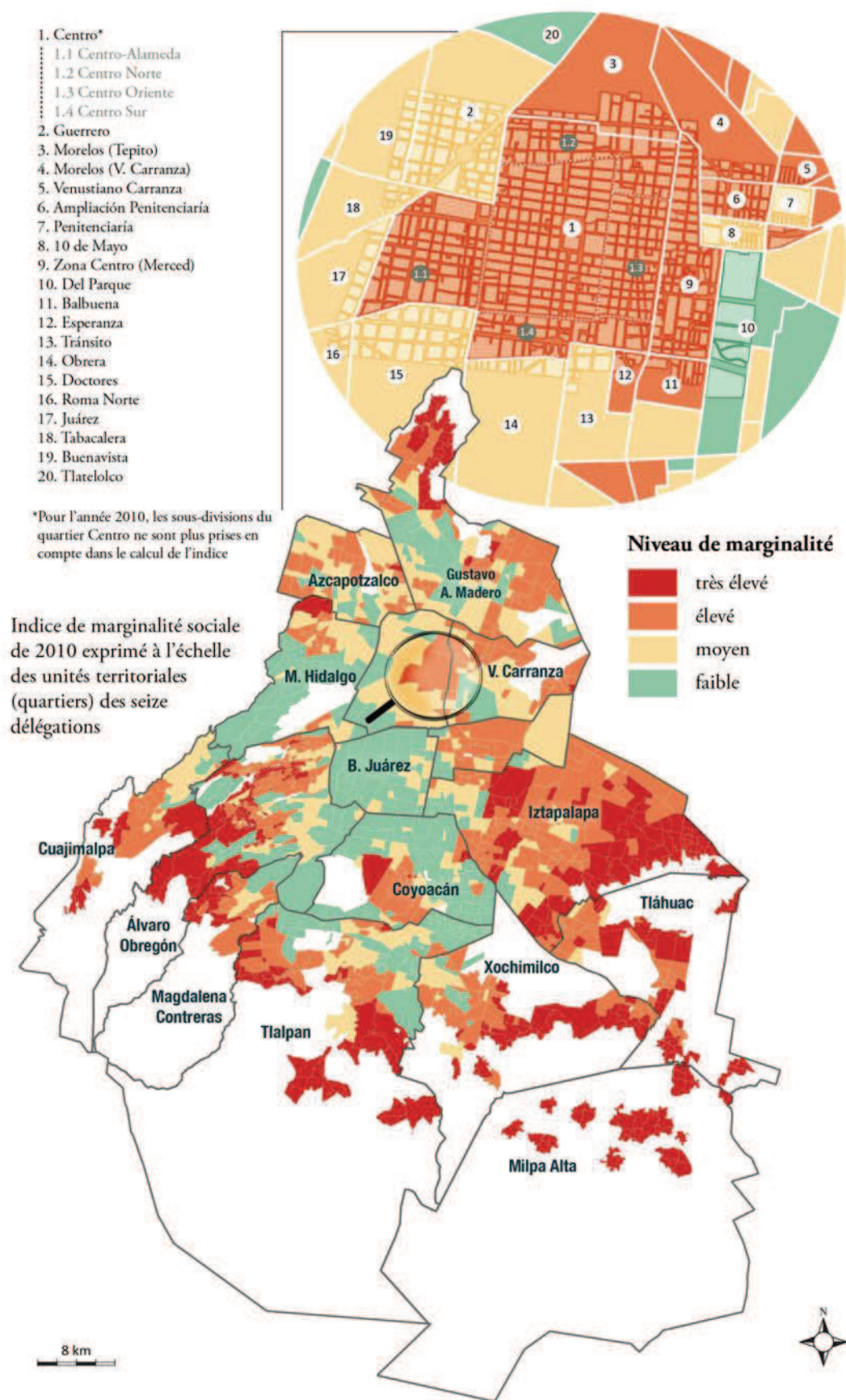
⁶⁹ Aux trois directions de la SDS (Affaires scolaires, Équité et développement social, et Jardins zoologiques), López Obrador a ajouté la Direction Générale de Participation Citoyenne, autrefois aux mains du ministère de l'Intérieur. En revanche, il a créé une Coordination de Planification du Développement Territorial (COPLADET), responsable du PIT, restée sous son contrôle direct.

⁷⁰ Sur les origines du Système des Services Communautaires Intégrés (SECOI), *vid.* chap. V, p. 166.

⁷¹ L'indice ne reflète pas le revenu ni la situation socio-professionnelle des ménages, des informations retirées du recensement général par une décision d'ordre fédéral.

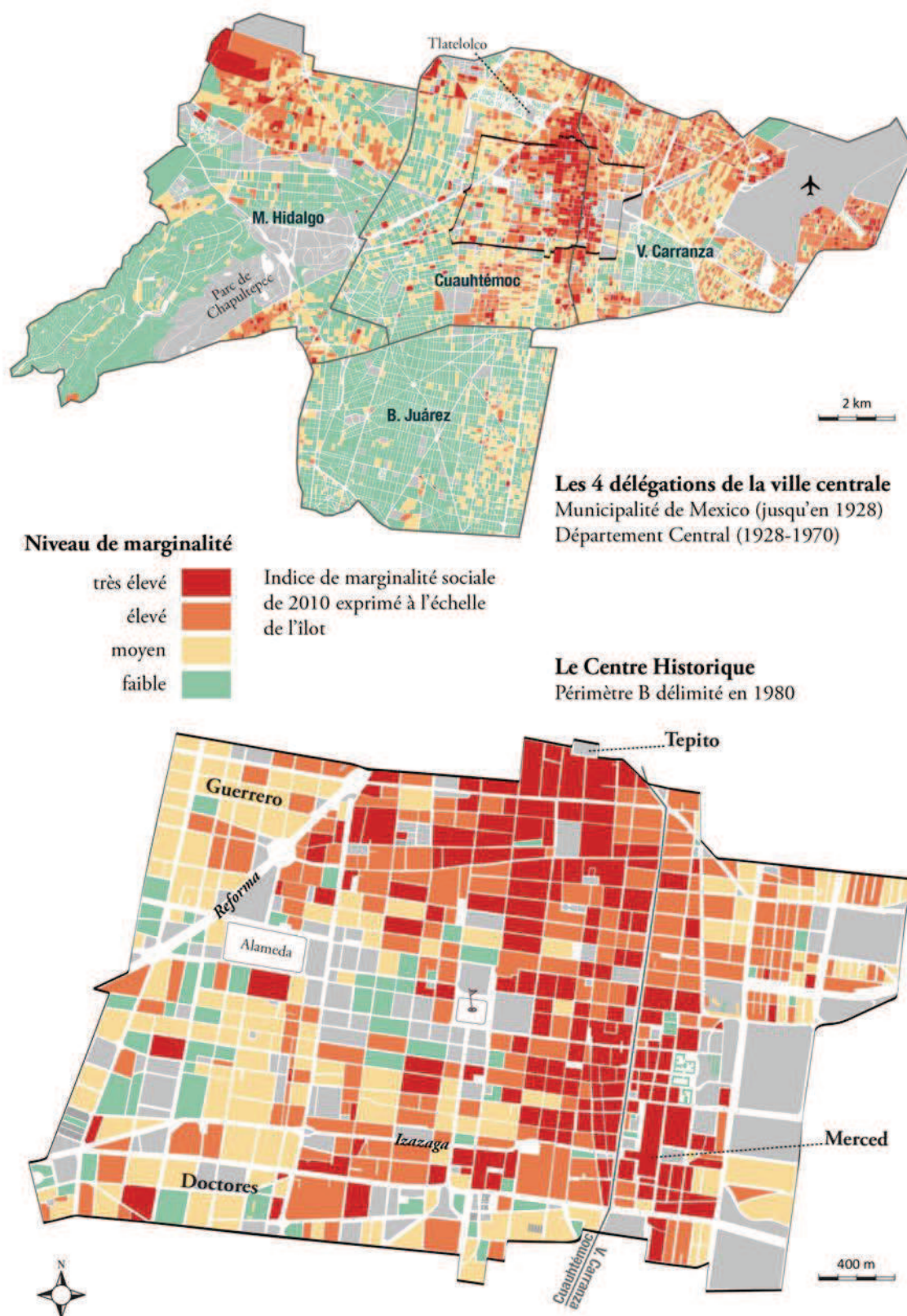
⁷² Evalúa DF publie les bases de données utilisées pour ses études : www.evalua.df.gob.mx (consulté en mars 2012).

Carte 15. Les divisions sociales du District Fédéral : échelle du quartier (2010)



Source : EvalúaDF (2010). Réalisation : J. Díaz

Carte 16. Les divisions sociales du centre-ville : échelle de l'îlot (2010)



Source : Evalúa DF (2010). Réalisation : J. Díaz



Cliché 17. Un défi à la gravité. Sur Jesús María 42, un immeuble du XVIII^e siècle se trouve à la limite de ses possibilités. Il est occupé par une famille et par des commerçants qui l'utilisent pour entreposer leurs marchandises.

La désagrégation des données à l'échelle de l'îlot (carte 16, p. 209) dévoile de graves inégalités au cœur de la ville, où l'on retrouve des niveaux de marginalité aussi élevés que dans les périphéries en voie de consolidation. Ceci s'explique par le très faible niveau scolaire et par l'importance du travail informel dans le centre-ville, des facteurs qui tirent l'indice vers le haut. Pourtant, cet indicateur reflète aussi les conditions de l'habitat (matériaux de construction, accès à l'électricité, à l'eau potable) dans les anciens faubourgs de Tepito et La Merced : entassement des familles, dégradation des installations sanitaires communes, coupures d'électricité, absence d'eau potable. Dans les cas les plus extrêmes, les habitants sont soumis à des risques plus ou moins graves d'effondrement des immeubles.

L'action de l'INVI dans le Centre Historique

C'est précisément suite à l'effondrement en 2003 d'un immeuble d'habitation dans le quartier Paulino Navarro, dans la délégation de Venustiano Carranza, que López Obrador a décidé de mettre en marche le sous-programme d'*Immeubles en risque structurel*, ouvrant la possibilité d'exproprier des immeubles menaçant de ruine pour reconstruire des logements sociaux destinés aux occupants. Les conditions établies par l'Institut du Logement (INVI) pour pouvoir bénéficier du programme ont été les suivantes : disposer d'un avis favorable des instances compétentes en matière de protection civile ; pouvoir justifier d'au moins trois ans d'ancienneté dans l'immeuble ; ne pas être propriétaire ; percevoir un revenu inférieur à 5 salaires minimums (ou 8 salaires minimums cumulés par le ménage) et formuler une demande collective à travers un représentant d'immeuble. Les accords passés entre les occupants des immeubles et l'INVI précisaient par ailleurs les modalités du relogement temporaire

(subventionné à hauteur de 1 000 pesos mensuels pour une durée maximale d'un an) et les modalités d'accession à la propriété, notamment le remboursement des crédits octroyés à titre individuel, sans taux d'intérêt, pour une période maximale de trente ans, avec des mensualités comprises entre 800 et 1 000 pesos.

Ces conditions exceptionnelles d'accès à la propriété s'expliquent par la volonté du GDF de répondre aux exigences du mouvement social tout en renforçant sa base électorale. Placé sous la direction de l'architecte David Cervantes, militant à l'Assemblée des Quartiers (encadré 9 p. 301), l'INVI a globalement privilégié les demandes collectives effectuées par des associations d'habitants, elles-mêmes épaulées par des organisations du MUP.

En effet, d'après C. Puebla, 88,4% des quelques 30 000 logements produits entre 2001 et 2005 à travers le *Programme d'ensembles sociaux* –au sein duquel opère celui d'*Immeubles en risque structurel*– ont été destinés à des demandeurs organisés (*demanda organizada*) contre 11,6% affectés aux demandeurs individuels (*demanda abierta*).⁷³ En plus de choisir les maîtres d'ouvrage, ces associations ont été chargées d'administrer les ressources et de choisir les fournisseurs, à condition de respecter les critères d'austérité établis par l'INVI, notamment les dimensions des nouveaux appartements et l'interdiction faite aux constructeurs de tirer des marges supérieures à 20% du coût de production ; ceci afin d'éviter la participation des grands industriels et de promouvoir les petites entreprises du bâtiment.

Clichés 18. Des réhabilitations menées par l'INVI



Les opérations de réhabilitation d'immeubles en risque structurel avancent sur plus de 100 propriétés, avec des petits projets tels que Guatemala 26 (à gauche), moyens, comme Paraguay 11 (à droite), ou plus ambitieux, comme celui de Casa Covadonga, sur Belisario Domínguez 44-55.



La réhabilitation de cet immeuble daté de 1775 a bénéficié à 37 familles (155 habitants). Elle a été réalisée avec des ressources de l'INVI, du SEDUVI, de la Junta d'Andalousie (Espagne) et du Système de Transfert de Potentialités. Enfin, quelques appartements ont été revendus à prix de marché à des jeunes couples aisés.

⁷³ Claudia PUEBLA, « Los programas de vivienda », in Sergio TAMAYO (éd.), *Los desafíos del Bando 2: Evaluación multidimensional de las políticas habitacionales en el Distrito Federal 2000-2006*, México DF, SEDUVI, INVI, UAM, CAM AC., 2007, p. 143.



Cliché 19. Un ensemble social produit par l'INVI en 2011 sur Fray Servando 237. Ses 373 logements ont été attribués aux militants de l'Assemblée des Quartiers (AB)

Entre 2000 et 2006, on estime que 107 immeubles du Centre Historique ont été expropriés mais qu'uniquement 32 opérations (732 logements sociaux) ont abouti.⁷⁴ Pour cause, l'INVI s'est vite retrouvé submergé par les demandes formulées à l'initiative des organisations du MUP, qui se sont parfois réarticulées devant les attentes offertes par le GDF. D'autre part, plusieurs procédures ont été annulées en raison de la réapparition des propriétaires qui, après de longues décennies d'abandon, ont parfois engagé avec succès leur défense juridique.

Le bilan du *Programme d'ensembles sociaux* doit intégrer les logements construits sur des terrains acquis par la ville sans passer par l'expropriation. V. Delgadillo estime que durant la période 2001-2004, l'INVI a réalisé 16 650 actions de logement dans la ville centrale, tous programmes confondus, dont 3 364 dans le Centre Historique répartis sur 110 ouvrages.⁷⁵ L'effort s'est relativement poursuivi durant l'administration de Marcelo Ebrard puisque, d'après nos calculs, 19 ouvrages (999 logements) ont été accomplis entre 2007 et 2011.⁷⁶

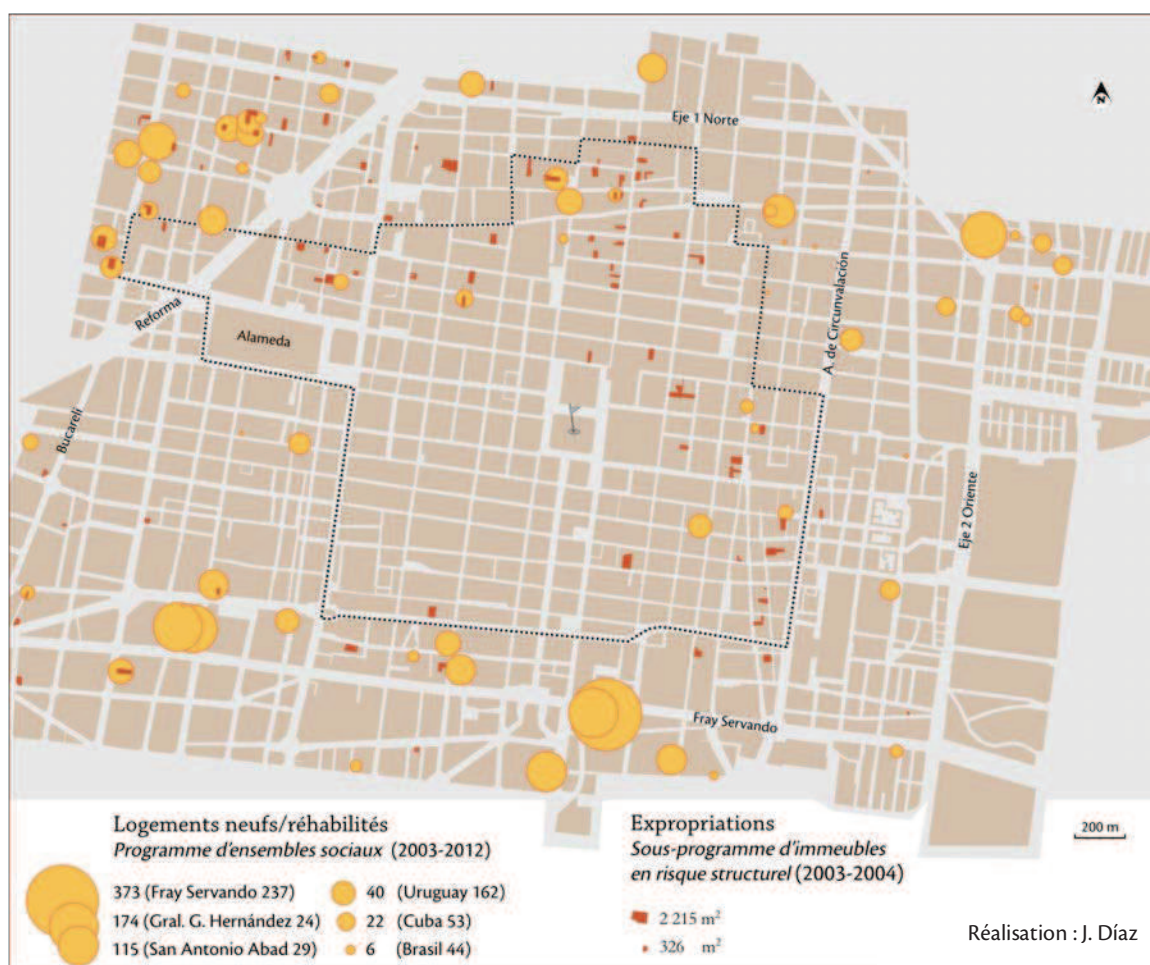
L'action globale de l'Institut a donc permis d'améliorer les conditions de l'habitat et de multiplier le nombre de logements sociaux, enracinant par la même occasion des centaines de familles modestes dans l'espace patrimonial. Cependant, comme il apparaît sur la carte 17, la plupart des logements financés par l'INVI s'est concentrée dans le périmètre B, en particulier dans les quartiers de Guerrero, Tránsito et Doctores, bien à l'écart du secteur touristique.

⁷⁴ C. PAQUETTE, « Des habitants pour le centre historique? »..., *op. cit.*, p. 112.

⁷⁵ Víctor DELGADILLO, « Repoblamiento y recuperación del Centro Histórico de la Ciudad de México, una acción pública híbrida, 2001-2006 », *Economía, Sociedad y Territorio*, 8-28, 2008, p. 817-845.

⁷⁶ Nous avons utilisé la liste des opérations conduites entre 2007 et 2011, disponible sur www.invi.df.gob.mx (consulté en décembre 2012).

Carte 17. Loger les pauvres : l'impact des programmes de l'INVI (2001-2011)



Source : V. Delgadillo (2005) et site Internet de l'INVI (consulté en 2012)

Présences indigènes

Depuis le soulèvement zapatiste de 1994, la question des droits des dits « peuples originels » à disposer d'eux-mêmes se pose avec acuité, en particulier dans le District Fédéral où persistent 117 noyaux villageois (*pueblos originales*)⁷⁷ et, encore en 2010, on recense 123 224 habitants de plus de 3 ans qui parlent une langue indigène, soit 1,3% de la population.⁷⁸ La langue la plus répandue à Mexico est le nahuatl des anciens Aztèques. Cependant, compte tenu des mouvements migratoires du milieu du XX^e siècle, les principaux groupes ethniques établis dans le Centre Historique sont les Mazahuas (originaires de l'État de Mexico), les Otomis (Queretaro) et les Triquis (Oaxaca).⁷⁹

En 2005, d'après les estimations du président de la Commission aux Affaires Indigènes à l'ALDF, quelques 1 500 familles indigènes du centre, principalement constituées de petits

⁷⁷ Teresa MORA (éd.), *Los pueblos originarios de la Ciudad de México: atlas etnográfico*, GDF, INAH, 2007.

⁷⁸ À l'échelle nationale, ce taux atteint 33,8% dans l'État de Oaxaca et se situe au plus bas dans l'État de Coahuila avec 0,2%. À l'échelle du DF, les délégations où l'on parle des langues indigènes sont principalement Milpa Alta (3,3%), Xochimilco (2,4%), Iztapalapa (1,8%), Cuauhtémoc (1,7%), Tlalpan (1,7%), Tláhuac (1,4%) et Coyoacán (1,4%). Le reste des délégations s'établissent entre 1,2 et 1,3%, à l'exception d'Azcapotzalco qui touche le seuil de 0,8%. INEGI, *Censo General de Población y Vivienda*, 2010.

⁷⁹ Joël AUDEFROY, « El Mejoramiento de la Vivienda Indígena en la Ciudad de México », *Revista INVI*, 20-53, 2005, p. 154-180.

commerçants, étaient en situation d'extrême pauvreté et habitaient dans des conditions déplorable (habitat insalubre, entassement, incertitude juridique de la propriété).⁸⁰ Considérées vulnérables et en effet prioritaires dans les différents programmes de l'INVI, ces familles se sont organisées autour de 41 groupes indigènes (non mixtes) de demandeurs de logement, parmi lesquels, d'après A. Perraudin, 27 étaient établis dans le Centre Historique.⁸¹

Afin de satisfaire ces demandes, l'INVI a ratifié son partenariat avec la Commission Nationale pour le Développement des Peuples Indigènes (CDI), avec laquelle il a financé la production de 14 ensembles sociaux (450 logements) dans l'ensemble du DF. La plupart des groupes qui ont obtenu gain de cause ont été épaulés par des ONG-Habitat, en particulier Casa y Ciudad, ainsi que par des organisations du MUP, notamment l'Union Populaire Révolutionnaire Emiliano Zapata (UPREZ). Sous l'auspice de cette dernière, un groupe de 35 familles (250 personnes) d'origine otomis a par exemple obtenu en 2004 une propriété dans le quartier de La Roma (Guanajuato 125).⁸² De la même façon, l'Association Mazahua de San Antonio Pueblo Nuevo a pu bénéficier du sous-programme d'*Immeubles en risque structurel* et obtenir l'expropriation de Mesones 138, dans le périmètre A, où s'étaient installées 72 familles mazahuas (360 personnes) depuis le début des années quatre-vingt.⁸³

Clichés 20. Le Mouvement Unifié de la Lutte Triqui dans le Centre Historique



Le MULT est une organisation politique qui s'est constituée en 1981 dans l'État d'Oaxaca. L'immeuble qu'elle occupe rue de López (à gauche) sert d'habitation à des dizaines de familles migrantes qui l'utilisent aussi comme espace de vente. À l'autre extrémité du Centre Historique, rue Juan de la Granja (à droite), des familles appartenant à l'organisation ont installé un campement devant le terrain où l'INVI projette de construire un ensemble destiné aux Triquis. Il faut aussi souligner qu'aux abords du Zócalo, un autre groupe a obtenu l'autorisation de vendre sur la place de l'Empedradillo. Le MULT-Indépendant s'y est maintenu entre 2009 et 2012.

⁸⁰ Ángel BOLAÑOS, « En el Centro, mil 500 familias indígenas siguen en espera de vivienda digna », 6 mars 2005, *La Jornada*.

⁸¹ Anna PERRAUDIN, « Les populations indiennes face aux transformations du centre historique », in Hélène RIVIÈRE D'ARC (dir.), *Centres de villes durables en Amérique latine*, Paris, IHEAL, 2009, p. 63.

⁸² Georgina SANDOVAL, « Una política integrante e integradora de vivienda. A propósito de un grupo otomí », *Entrelazándonos*, 9, 2005.

⁸³ Malgré les efforts du GDF pour y conduire une opération exemplaire, l'expropriation a rencontré de nombreux problèmes juridiques. Amputé de 150 mètres carrés, le terrain acquis par l'INVI a finalement accueilli 24 logements sociaux et 8 locaux commerciaux au lieu des 60 logements initialement prévus. D'ailleurs, les coûts de production ont été réduits grâce à la main d'œuvre apportée par les bénéficiaires. Voir : Raúl LLANOS, « Tequio mazahua en el Centro Histórico », 25 mai 2007, *La Jornada*.

Finalement, dans le cadre du renforcement de la “lutte contre l’ambulantage”, il faut souligner que les commerçants indigènes du Centre Historique ont parfois reçu un traitement particulier de la part des autorités. De même que les vendeurs de livres installés le long du Callejón de la Condesa, en plein secteur touristique, les artisans regroupés autour de la Coor-dination d’Organisations Indigènes de la Ville –constituée par les ethnies triqui, zapotèque, mazahua, et otomi– ont réussi à se maintenir sur les pourtours de la Cathédrale.⁸⁴ En effet, bien que les accords passés avec le GDF sont sujets à des négociations permanentes, certains groupes indigènes ont su faire valoir leurs attributs culturels en endossant leurs habits tradi-tionnels et en se spécialisant dans la vente de produits folkloriques propices à la consommation du tourisme international.⁸⁵ Quel a donc été le sort du reste des ambulants dans ce contexte de folklorisation et de mise en tourisme du Centre Historique ?

3. La lutte des places : confiner l’ambulantage

La volonté de contrôler l’ambulantage remonte à une époque lointaine et s’exprime forte-ment durant les administrations d’Ernesto Uruchurtu (1952-1966) et de Manuel Camacho (1988-1994). Comme nous l’avons vu auparavant, ces efforts ont été amendés par la persis-tance des conditions de pauvreté ainsi que par le renforcement des mécanismes de médiation clientéliste, transformant l’interdiction légale en un puissant véhicule de contrôle des masses urbaines à travers la figure du dirigeant, un interlocuteur à la fois fidèle au parti hégémonique et reconnu par les travailleurs informels. En effet, si le DF comptait près de 160 000 ambu-lants en 1950 on estime qu’ils étaient déjà 270 000 en 2006.⁸⁶ La question qui s’impose consiste à savoir comment López Obrador s’est-il attaqué au problème ? Pouvait-il vraiment mettre la “tolérance zéro” à exécution ?

“Revitaliser” sans les ambulants ?

La situation d’incertitude de milliers de travailleurs informels s’est intensifiée en août 2001 à l’annonce de l’engagement de Carlos Slim dans la “revitalisation” du Centre Historique. D’ailleurs, le jour même de l’installation du Conseil Consultatif, les ambulants de l’Alliance Mexicaine d’Organisations Productives (AMOP), dirigée par Alejandra Barrios, se sont mani-festés pour exiger d’être pris en compte.⁸⁷ Or, la promesse de leur offrir des alternatives économiques s’est vite confrontée au déficit financier du GDF produit, selon López Obrador, par le « boycott » des banques privées envers sa politique sociale.⁸⁸ En effet, sur les neuf *plazas* envisagées au début de son administration, seulement quatre ont pu être livrées à travers des Permis d’Administration Temporaires Révocables (PART).

Suivant cette modalité –les locaux commerciaux étant cédés pour une durée de cinq ans, renouvelable deux fois, avec la possibilité d’achat au terme du contrat– 530 ambulants dépla-cés du secteur touristique ont été installés à Pabellón Olimpia et *plaza Apartado*.⁸⁹ D’autres ont été accommodés dans la *plaza Meave 2*, inaugurée en août 2003 grâce à un investisse-ment de 50 millions de pesos. Celle-ci a présenté l’originalité d’intégrer 126 locaux

⁸⁴ G. ZAREMBERG, *¿Corporativismo informal?...*, *op. cit.*, p. 63.

⁸⁵ A. PERRAUDIN, « Les populations indiennes face aux transformations du centre historique »..., *op. cit.*

⁸⁶ R. MENESES REYES, « La negociación jurídica del derecho a la ciudad »..., *op. cit.*

⁸⁷ Gabriela ROMERO, « Piden ambulantes ser incluidos en el plan de renovación », 15 août 2001, *La Jornada*.

⁸⁸ Ángel BOLANOS, « Exige López Obrador a los bancos cumplir su función de dar créditos », 20 novembre 2003, *La Jornada*.

⁸⁹ Ángel BOLANOS « En octubre, reubicación de vendedores informales », 20 août 2003, *La Jornada*.

commerciaux et 104 logements.⁹⁰ En décembre 2004, les associés de Raymundo Pérez ainsi que des membres de l'organisation de Jovita Cruz ont obtenu une *plaza* située sur Argentina 51, réhabilitée avec un investissement de 14,3 millions de pesos. Leur installation dans un secteur dominé par l'Association Légitime Civique Commerciale (ALCC) a d'ailleurs été vécue comme une provocation et, de peur d'être boycottée par l'organisation d'Alejandra Barrios, l'inauguration a plusieurs fois été reportée.⁹¹

Comme nous l'avons déjà souligné, Cuauhtémoc Cárdenas a semé les bases d'une nouvelle gouvernance de l'ambulantage en modifiant les conditions pour créer une association de commerçants (réduction du nombre d'adhérents de 100 à 10) et en facilitant les demandes individuelles de permis de vente. Avec López Obrador, la fragmentation des réseaux corporatifs qui liaient l'ambulantage à l'ancien parti hégémonique a produit le résultat espéré : en 2004, on dénombrait 71 organisations de commerçants de rue dans le Centre Historique, contre une quinzaine en 1993.⁹² Cela dit, la rupture entre les dirigeants fidèles au PRI et ceux qui se sont laissés séduire par le nouveau pouvoir n'est pas allée sans heurts.

Le 28 août 2002, une fusillade entre des organisations rivales s'est soldée par deux morts et deux blessés,⁹³ ce qui a servi de prétexte pour annoncer « l'expulsion définitive » du commerce informel sur le corridor Reforma-Alameda-Zócalo.⁹⁴ De violents affrontements ont également opposé l'association de Jovita Cruz et celle de la Famille Gutiérrez autour du contrôle des rues Corregidora et Erasmo Castellanos, en plein secteur touristique. En août 2003, la violence est montée d'un cran avec l'assassinat de Jorge Ramírez Espíndola, le mari de María Rosete, une importante dirigeante de l'ambulantage à Tepito (figure 6, p. 217). Le lendemain, un cortège funèbre composé de milliers d'ambulants a symboliquement fait le tour du Centre Historique pour arriver devant la mairie, où la veuve du défunt a accusé Alejandra Barrios d'être à l'origine du crime : « Andrés Manuel, je sais que tu es là, écoute la clameur de tous ces gens. Le cadavre de mon mari est ici, il est mort en héros. Il a donné sa vie pour la mienne. Cette balle m'était destinée » —criait-elle en même temps que la foule s'en prenait au secrétaire à la Sécurité Publique, Marcelo Ebrard, accusé de maintenir des relations de complicité avec la dirigeante de l'ALCC.⁹⁵

Quelques jours après, Alejandra Barrios a été condamnée et incarcérée pour avoir commandité l'homicide. Libérée trois ans plus tard, elle a bientôt repris le contrôle des rues et de la CNOP-DF pour atteindre l'ALDF en 2012 en tant que députée plurinomiale du PRI. Entre temps, sa fille Diana Sánchez Barrios a réussi à escalader dans la hiérarchie du PRD et elle a même failli remporter un siège à l'ALDF.

De son côté, María Rosete a présenté sa candidature au sein du parti du soleil aztèque pour devenir députée fédérale. Elle ne l'a pas obtenu en 2012 mais elle continue à gagner du terrain dans sa circonscription.

⁹⁰ Laura GÓMEZ, Angel BOLAÑOS et Mirna SERVÍN, « Proyectan 15 plazas comerciales para ambulantes reubicados », 23 août 2003, *La Jornada*.

⁹¹ Laura GÓMEZ, « Inauguran hoy plaza comercial para 340 ambulantes del Centro Histórico », 9 décembre 2004, *La Jornada*.

⁹² V. CROSSA, « Resisting the entrepreneurial city »..., *op. cit.*, p. 52.

⁹³ Susana GONZÁLEZ, « Balacera entre ambulantes cerca de Tepito », 28 août 2002, *La Jornada*.

⁹⁴ Elia BALTAZAR, « Definitivo, el desalojo de ambulantes del Centro Histórico: López Obrador », 28 août 2002, *La Jornada*.

⁹⁵ Agustín SALGADO, « Comerciantes exigen castigo para Alejandra Barrios », 22 août 2003, *La Jornada*.

Figure 6. María Rosete : la dirigeante de Tepito à la conquête du PRD



La carte de présentation de la dirigeante du FREMOP –qui regroupe 28 organisations d’ambulants dans toute la ville– utilise une maquette de l’ancien marché de Tlatelolco. Le parallélisme entre les anciens *pochtecas* (commerçants) et les ambulants permet de légitimer l’occupation des espaces publics et la résistance des ambulants à quitter le Centre Historique, en particulier Tepito. À droite, l’image de Rosete apparaît sur une propagande destinée à convaincre les militants du parti du soleil aztèque (voir logotype) de la choisir aux élections de 2012.

L’ultimatum du 12 octobre 2007

La bataille contre l’ambulantage engagée par Marcelo Ebrard dès son entrée en fonctions, en décembre 2006, s’annonçait effectivement difficile. D’une part, les dirigeants avaient appris à se passer des représentants politiques en devenant eux-mêmes députés ou fonctionnaires du GDF. D’autre part, le faible niveau de croissance économique enregistré dans le secteur formel, combiné à une croissance démographique importante, faisaient du Centre Historique une des principales options de subsistance pour une partie de la population, avec des contingents toujours renouvelés de travailleurs informels venus de toute la zone métropolitaine. En effet, malgré les efforts des administrations précédentes, on estime qu’avant la mise en route du *Programme de réorganisation du commerce sur la voie publique* (PRCVP) de Marcelo Ebrard, le Centre Historique abritait entre 10 000 et 30 000 ambulants.⁹⁶

Les conditions établies par le maire ont été assez claires : à partir du 12 octobre 2007, plus aucun ambulant ne serait toléré dans les rues du périmètre A, en échange de quoi plusieurs immeubles seraient expropriés pour développer une quarantaine de *plazas*. S’ils collaboraient, au risque de perdre leurs rues au détriment d’autres organisations, les dirigeants obtiendraient des espaces de vente privilégiés. En revanche, s’ils refusaient de se plier au programme, comme ce fut le cas d’un groupe de vingt dirigeants récalcitrants,⁹⁷ ils exposeraient leurs bases à l’exclusion définitive du programme et aux violences policières.

Les mois qui ont précédé l’application de l’ultimatum, les médias se sont prêtés à une campagne de criminalisation de l’ambulantage, accusé de tous les maux du Centre Historique.⁹⁸ Les grands quotidiens nationaux ont même cartographié les activités de certains dirigeants,⁹⁹ ce qui nous a permis d’élaborer une carte de leurs zones d’influences.

⁹⁶ R. MENESES REYES, « La negociación jurídica del derecho a la ciudad »..., *op. cit.*, p. 11.

⁹⁷ Ernesto OSORIO, « Disputan 12 puntos miles de ambulantes », 8 octobre 2007, *Reforma*.

⁹⁸ Raúl LLANOS, Rocío GONZÁLEZ et Gabriela ROMERO, « En calles del Centro: contrabando, mercancía robada y hasta *polleros* », 19 mars 2007, *La Jornada*.

⁹⁹ Les articles qui nous ont permis d’élaborer cette carte sont : 1) Raúl LLANOS, Rocío GONZÁLEZ et Gabriela ROMERO, « Amplia red de intereses, detrás del ambulantaje », 20 mars 2007, *La Jornada* ; 2) la carte parue dans *Reforma* et publiée par l’association Metrópoli 2025 : ciudadanosenred.com.mx (consulté en janvier 2009).

Carte 18. Les dirigeants de l'ambulantage dans le périmètre A en 2006



Source : articles de presse parus dans *La Jornada* et *Reforma*. Territoires approximatifs. Réalisation : J. Díaz

S'il s'avère impossible d'établir avec certitude la configuration spatiale des organisations à la veille du dispositif anti-ambulantage, les différentes sources suggèrent que l'organisation d'Alejandra Barrios était la plus étendue, recouvrant le secteur de l'Alameda, le nord du périmètre A et la plupart des rues du secteur touristique. D'autres dirigeants gardaient leurs positions dans les rues du Centre Historique, tels que Benita Chavarría (Pino Suárez), Miguel Angel Huerta (Mesones), Esther Chavarría (Cinco de Febrero), Carlos Robledo (La Ciudadela), Sofía Trejo (Alameda), Armando Becerril (Colombia et Rodríguez Puebla), Joaquín Gutierrez (Corregidora et Erasmo Castellanos), Raymundo López (El Carmen), Rosalba Hernández (Jesús María). Les dirigeants comme Clara Franco, fédérés autour du Front d'Organisations Démocratiques, de filiation *perrediste*, occupaient des rues hautement passantes telles que Corregidora, Chile, El Salvador et Anillo de Circunvalación.¹⁰⁰

Le matin du 12 octobre 2007 –date commémorée chaque année par le gouvernement de Marcelo Ebrard–, la disparition des ambulants a fait la une des journaux. La réapparition des façades patrimoniales et le dévoilement du paysage colonial que l'on croyait perdu à jamais ont été célébrés par les quotidiens de gauche comme de droite qui n'ont pas hésité à adopter le champ sémantique de la "libération". De la même façon, les fonctionnaires du FCH ont redécouvert avec effroi toute une partie de la ville ancienne, comme l'a souligné le directeur Inti Muñoz dans le cadre du Séminaire Permanent du Centre Historique :

« Quand les rues sont réapparues le 12 octobre 2007, nous avons découvert une ville fantôme, des rues où il n'y avait plus rien, pas de vie, pas de commerce. En plus –ce qui est

¹⁰⁰ Manuel DURÁN et Ernesto OSORIO, « Proliferan "toreros" en calles del Centro », 7 octobre 2007, *Reforma*.

plus grave— le gouvernement avait perdu sa capacité de diagnostic et d'action en termes de protection civile. Il y avait des immeubles où l'on ne savait pas ce qui se passait depuis plusieurs décennies, avec des édifices en proie à l'effondrement. On ne savait pas quelle était la situation socioéconomique, parfois dramatique, que nous commencions alors à découvrir. C'était une terrible misère, beaucoup plus profonde qu'on ne l'avait imaginée. »¹⁰¹

Le coup médiatique a momentanément voilé la complexité des négociations menées par le GDF auprès des dirigeants, sans lesquels il aurait été impossible d'organiser, en un jour, le retrait des 20 000 ambulants présumés par Inti Muñoz. Le prix à payer a d'ailleurs été assez élevé dès lors que la plupart des *plazas* promises restaient à construire et qu'on ne disposait pas de réserves territoriales suffisantes. En effet, le GDF a dû faire valoir sa capacité juridique à exproprier pour obtenir les terrains de 35 particuliers « pour cause d'intérêt public », provoquant la foudre des propriétaires affectés, regroupés sans succès autour du représentant de commerçants établis Víctor Cisneros.¹⁰² Au total, 43 propriétés du GDF ont été cédées pour une durée de 10 ans, renouvelable deux fois, toujours selon la modalité des PART.¹⁰³

D'après le rapport du quotidien *Reforma*, les principales organisations bénéficiaires ont été l'Association Légitime Civique Commerciale (ALCC) d'Alejandra Barrios ; l'Union des Commerçants Ambulants de l'Ancienne Merced (UCAAM) reprise par Julio Sánchez Rico suite à l'incarcération de sa sœur,¹⁰⁴ et l'association d'ambulants aveugles dirigée par Miguel Angel Huerta.¹⁰⁵ Avec un poids estimé à 5 000 ambulants, la première a obtenu 6 propriétés (2 671 mètres carrés) sur les rues de Palma, Donceles, Argentina et Apartado. La famille Sánchez Rico, à la tête de 2 500 ambulants, a négocié 5 propriétés spacieuses (3 154 m²), où elle a notamment développé la *plaza* Santísima, celle de El Salvador 66 et la *plaza* Centenario, sur Eje Central.¹⁰⁶ Enfin, les 1 600 travailleurs de Huerta ont reçu 3 propriétés (1 566 m²), dont le 97 rue Regina qui lui sera ultérieurement retiré. On estime que ces trois dirigeants ont absorbé 30% de l'espace attribué aux ambulants dans le cadre du PRCVP.

Bien que le *Programme de réorganisation du commerce sur la voie publique* se soit traduit par un certain nombre de réussites commerciales, il a aussi rencontré des limites.

D'abord, il faut dire que l'installation effective des commerçants ne s'est pas faite d'un seul coup. Outre les problèmes juridiques associés aux procédures d'expropriation, des conflits ont bientôt éclaté entre les organisations bénéficiaires et celles qui s'estimaient lésées. Par exemple, l'organisation *perrediste* de Teresa López —proche du secrétaire aux Transports Publics, Armando Quintero— a essayé d'occuper par la force les locaux de la *plaza* Victoria sous prétexte que la propriété avait été négociée par son organisation. L'ancien bâtiment de la SEDUVI fut finalement évacué et cédé à Alejandra Barrios, en échange de la "libération" des trottoirs d'Eje Central. En revanche, suite à des affrontements avec l'ALCC, l'association de Joaquín Gutierrez a obtenu 70 locaux dans la *plaza* del Estudiante, partageant ainsi l'espace avec l'organisation ennemie.

¹⁰¹ Inti MUÑOZ, « El Centro Histórico de México hoy. Avances en la implementación del Plan Integral de Manejo », in *Seminario permanente Centro Histórico de la ciudad de México*, México DF, PUEC-UNAM, à paraître.

¹⁰² Fernando MARTÍNEZ, « Crean frente contra expropiaciones », 27 juillet 2007, *El Universal*.

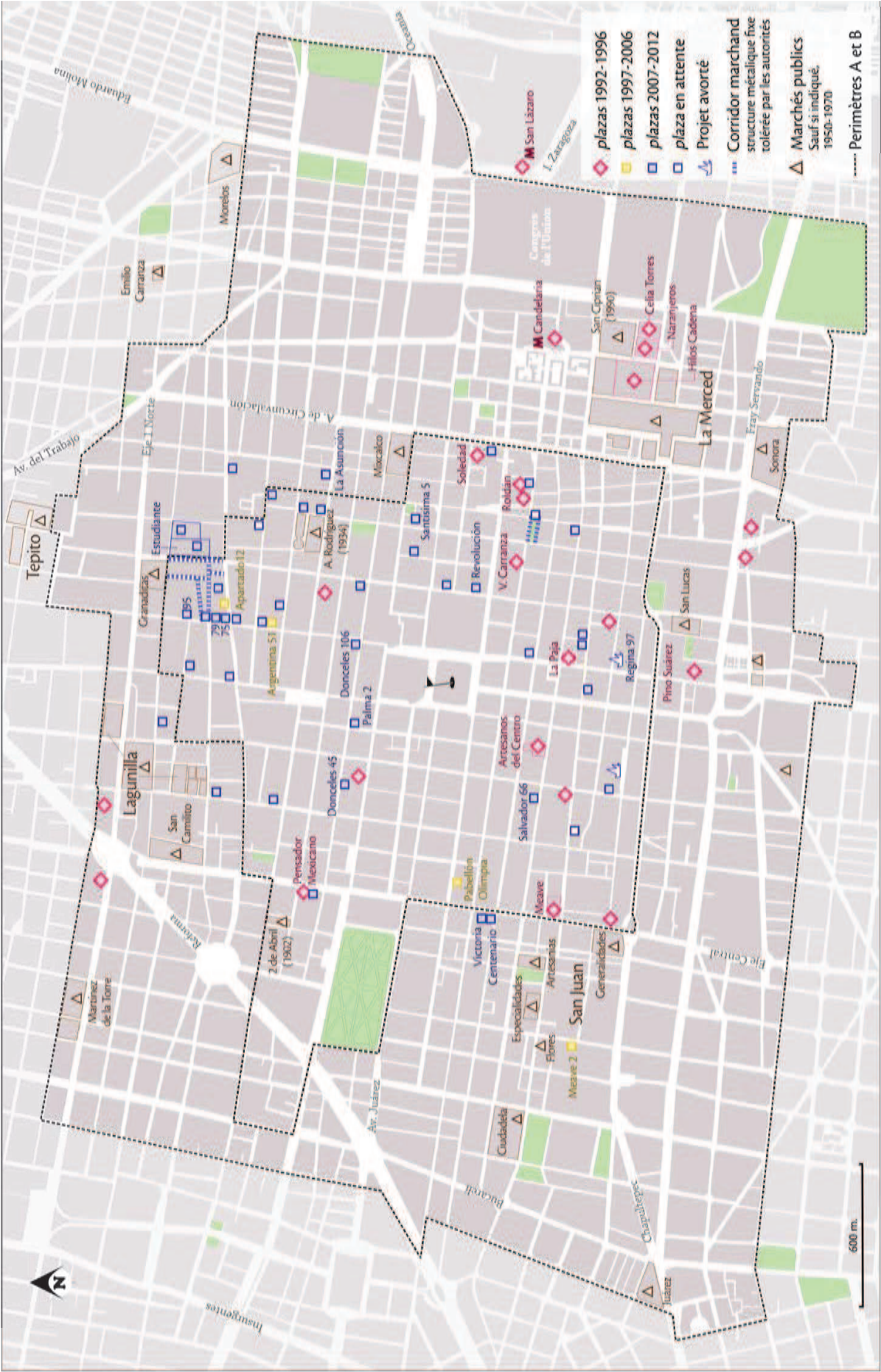
¹⁰³ Rosío GONZÁLEZ, « Otorgó Ebrard 230 espacios para explotación comercial en la ciudad », 20 mars 2013, *La Jornada*. Les PART ont également concerné la gestion des espaces publicitaires de la ville.

¹⁰⁴ Sur l'UCAAM et les causes de l'incarcération de Silvia Sánchez Rico, *vid.* chap. V, p. 160 et 169.

¹⁰⁵ Ernesto OSORIO, « Crece poder de líderes », 13 octobre 2007, *Reforma*.

¹⁰⁶ Manuel DURÁN, « Blindan a Ebrard para abrir plazas », 26 octobre 2007, *Reforma*.

Carte 19. Des marchés publics aux plazas populaires privées



Réalisation : J. Díaz

Clichés 21. Nouvelles *plazas* : instrument de contrôle ?



À gauche : la Plaza 88, livrée en 2012, est utilisée comme entrepôt par les commerçants. Leurs marchandises s'écoulent plus facilement sur la rue Peña y Peña.

À droite : la Plaza Bicentenario, administrée par Julio Sánchez Rico, profite de la circulation des usagers du métro San Juan de Letrán. La gratitude envers le PRD est évidente :

« Les commerçants nous remercions de nous avoir garanti la sécurité d'un travail digne et le bien-être à travers ce magnifique cadeau qu'est notre Plaza Bicentenario. »

En bas : la Plaza de la Asunción s'inscrit dans un îlot dominé par les nouvelles *plazas*. La rue Leona Vicario apparaît encombrée du fait de la multiplication des ambulants.

Ensuite, même dans les cas de réussite commerciale, tous les ambulants n'ont pas été intégrés aux nouvelles *plazas* ; par exemple, sur les 1 000 commerçants associés à Clara Franco, seuls 107 ont obtenu des locaux commerciaux dans la *plaza* Revolución. En effet, des milliers de travailleurs informels ont été déplacés sans alternatives viables de subsistance, et l'on a bientôt enregistré une augmentation du phénomène en des points spécifiques des délégations limitrophes : Miguel Hidalgo (le rondpoint d'Insurgentes, les sorties de métros à Sevilla, Tacuba et Tacubaya), Benito Juárez (le parc Delta), Venustiano Carranza (l'avenue Circunvalación) et même plus au nord, dans la délégation de Gustavo A. Madero (métro Indios Verdes, avenue de Guadalupe).¹⁰⁷

Il faut dire, aussi, qu'une partie des ambulants s'est retranchée vers les limites orientales du périmètre A, occupant des places autrefois déshéritées. Ce mouvement a été documenté par une équipe d'anthropologues allemands, en particulier dans le cas de la place García Bravo, où Julio Sánchez Rico a pu installer une partie de ses associés.¹⁰⁸ De la même façon, l'ALCC a discrètement obtenu l'autorisation de se maintenir dans les rues de Girón et Argentina.¹⁰⁹

¹⁰⁷ Sergio FIMBRES, « Frenan ambulante », 13 octobre 2007, *Reforma*.

¹⁰⁸ Boris GILSDORFF, Steffen MAYER et Raphael SCHAPIRA, « ¿De quién es el Centro ? », 2008. Documentaire accessible en ligne : <http://vimeo.com/9520081>.

¹⁰⁹ Ernesto OSORIO, « Tolera GDF ambulante en Perímetro A », 31 octobre 2007, *Reforma*.

Clichés 22. Les *toreros* : résistance à travers la mobilité



À gauche, un *torero* est arrêté par une brigade anti-ambulantage. Il sera conduit devant le tribunal civil où il devra payer une amende ou passer la nuit en détention. À droite, les *toreros* de Correo Mayor s'enfuient suite au signal lancé par des complices, pour se réfugier dans une *plaza*.

Par ailleurs, les travailleurs informels ont bientôt adopté de nouvelles formes de résistance. Certains ont créé des alliances avec les commerçants établis qui leur ont permis d'avoir des refuges en cas d'opérations policières. D'autres ont développé une « résistance à travers la mobilité », selon l'expression de V. Crossa, qui consiste en l'utilisation de stands mobiles (quelques produits étalés sur des bâches) permettant des fuites rapides.¹¹⁰ Il s'agit d'une catégorie d'ambulants que l'on appelle les *toreros* du fait de leur habilité à « toréer » la police. D'ailleurs, avec la prolifération des *toreros* désespérés agissant à la marge des dirigeants, le nombre d'interpellations quotidiennes pour cause d'infraction à l'article 25 de la *Loi de culture civique* est passé de 69 en 2007 à 160 en 2008.¹¹¹

Enfin, la politique des *plazas* a fini par exaspérer les institutions garantes du patrimoine lorsque le GDF a entrepris la démolition d'un bâtiment du XVIII^e siècle au 97 rue Regina. Cette atteinte au patrimoine aurait pu passer inaperçue, sauf que l'ICOMOS Mexique n'a pas tardé à dénoncer le « sacrilège » en alertant l'UNESCO. La crise institutionnelle qui en a dérivé a d'ailleurs obligé le GDF à annuler le projet de *plaza* et à restituer un immeuble de qualité à la place du bâtiment démoli. Cependant, le cas de Regina 97 a mis en évidence les contradictions entre la conservation du patrimoine et son usage politique, puisque d'après D. Silva « le GDF était en train de détruire des monuments historiques pour installer de commerçants ambulants qui, selon son propre discours, étaient les responsables de la dégradation du patrimoine ».¹¹²

¹¹⁰ V. CROSSA, « Resisting the entrepreneurial city »..., *op. cit.*, p. 55.

¹¹¹ R. MENESES REYES, « La negociación jurídica del derecho a la ciudad »..., *op. cit.*, p. 17.

¹¹² D. SILVA LONDOÑO, *Negociando la (in)-formalidad*..., *op. cit.*, p. 257.

4. La consolidation du projet urbain

Les mesures anti-ambulantage adoptées au lendemain de l'entrée en fonctions de Marcelo Ebrard ont marqué la détermination de son administration à consolider le projet urbain engagé par López Obrador. En ce sens, le partenariat établi avec les entreprises et les fondations du Groupe Carso a continué à jouer un rôle moteur dans la réhabilitation d'espaces habitables : en juin 2008, la société CHCM SA de CV¹¹³ comptait sur un capital (fixe et actif) de 874 millions de pesos tandis que la Fondation du Centre Historique cumulait un patrimoine de 218 millions, atteignant un total de 56 propriétés.¹¹⁴

La question de la participation financière de Carlos Slim ayant déjà été traitée dans ce chapitre, il s'agit maintenant d'exposer les grandes lignes de l'administration de Marcelo Ebrard, qui s'est caractérisée par la volonté de récupérer la conduite du projet urbain à travers la multiplication des opérations publiques de requalification urbaine et, d'autre part, à travers un réaménagement institutionnel qui a permis au GDF d'endosser des responsabilités à la fois fédérales et locales.

Administrer l'espace patrimonial

L'année 2001 a marqué le début d'une nouvelle ère dans l'administration de l'espace patrimonial. Avec l'incorporation du Fidéicomis du Centre Historique (FCH) au GDF, l'organisme chargé de gérer les biens immobiliers du gouvernement et de diriger les fonds destinés à la "revitalisation" a acquis une puissance renouvelée qui s'est reflétée dans sa composition : arrivée d'un poste clé au gouvernement de López Obrador, Ana Lilia Cepeda a déplacé l'universitaire René Coulomb.

L'entrée de M. Ebrard au GDF s'est pourtant accompagnée d'un réaménagement institutionnel qui a subsumé le FCH au rôle de bras financier de la toute nouvelle Autorité du Centre Historique (ACH). Le prestigieux siège du Fidéicomis –un immeuble colonial situé 6 rue Chile– a alors été cédé à l'Institut de Science et Technologie et aux Archives Historiques de la Ville, repoussant l'organisme vers un immeuble administratif au 120 rue Nezahualcóyotl, à l'extérieur du périmètre A. Dans ce contexte, A. Cepeda a décidé d'abandonner son poste, laissant l'agent comptable Mónico Avila à la direction du FCH.

En revanche, le bâtiment choisi pour installer l'Autorité du Centre Historique, un ancien palais colonial surplombant les ruines du Temple Majeur (Argentina 8), révèle l'importance que devait revêtir cette institution nouvelle, habilitée à souscrire des accords et des programmes en matière de gouvernance, développement urbain et économique, environnement, transport, tourisme, culture et sécurité publique sur un territoire délimité par Eje Central, Izazaga, Anillo de Circunvalación, Perú et l'Alameda.¹¹⁵

¹¹³ Il est difficile de suivre la piste de cette entreprise. En novembre 2010, suite à une restructuration du Groupe Carso, elle a disparu de la bourse pour s'intégrer à La Compañía (scindée du Groupe Carso) et devenir une filiale de Inmuebles Borgru, elle-même dépendante du Groupe Sanborns que dirige Alfonso Salem Slim.

¹¹⁴ Gisselle MORÁN, « Como Ave Fénix : Revitalización del Centro Histórico de la Ciudad de México », 2009, *Real Estate. Guía inmobiliaria de México*, n°57, p. 53 ; Susana GONZÁLEZ, « Adquirió empresa de Carlos Slim otros ocho inmuebles en el Centro Histórico », 21 octobre 2007, *La Jornada*.

¹¹⁵ *Acuerdo por el que se crea el órgano de apoyo a las actividades de la jefatura de gobierno en el Centro Histórico de la Ciudad de México, denominado Autoridad del Centro Histórico*, 22 janvier 2007, GODF. L'article 4 établit les 63 attributions de l'ACH, parmi lesquelles : impulser la régularisation de la propriété, réviser et faciliter les expropriations nécessaires, participer aux modifications du PPDU-Centre Historique, stimuler l'investissement productif et les actions destinées à améliorer la qualité de l'environnement, ou encore, coordonner les opérations d'aménagement et exprimer son opinion sur les différents ouvrages à réaliser.

En déléguant ses responsabilités et ses fonctions à Alejandra Moreno Toscano (encadré 3, p. 161), Marcelo Ebrard espérait pouvoir combler deux faiblesses administratives. D'une part, la direction du Centre Historique, chargée des services de maintenance depuis l'administration de Manuel Camacho, était devenue obsolète. Les standards de propreté et l'entretien du nouveau mobilier urbain exigeaient une équipe spécialisée que le secrétariat aux Travaux et Services Publics –au sein duquel se trouvait cette direction– ne pouvait plus assumer. En effet, la création de l'ACH a permis de substituer à cette direction une instance plus flexible qui a eu recours à la sous-traitance des tâches de nettoyage, de maintenance et d'entretien des espaces verts. Créée en mai 2008 sous l'auspice de l'ACH, l'Intendance du Centre Historique a court-circuité le puissant syndicat des éboueurs à travers un bataillon d'environ sept-cent employés externes au GDF.¹¹⁶

D'autre part, la mise en place de l'Autorité du Centre Historique a permis de combler l'inapplication des lois et décrets concernant l'image et les activités du Centre Historique. Entre 2008 et 2010, le *Programme d'amélioration de l'image urbaine* a permis une homologation des enseignes selon des tonalités ocres imposées par l'ACH¹¹⁷ ainsi que le retrait des publicités sauvages qui cachaient le paysage, accumulant 125 tonnes de matériaux polluants en deux ans.¹¹⁸

Face à l'incapacité des élus de la délégation Cuauhtémoc, Ebrard a donc décidé de reproduire l'ancien modèle d'assignation directe des responsables politiques, créant une sorte de territoire d'exception démocratique, comme l'a assumé le responsable de la Participation Citoyenne au FCH, Ernesto Alvarado, dans le cadre d'un entretien personnel :

« Si l'on souhaite assurer la viabilité du District Fédéral, il faut le soumettre à une réingénierie totale. Il faudrait beaucoup plus de délégations, dont celle du Centre Historique. En ce sens, je pense que la décision de Marcelo d'avoir créé l'Autorité du Centre Historique est très pertinente. Il a ainsi délégué ses propres responsabilités en une seule personne. En plus, il a choisi une personne très qualifiée pour cela, car elle est reconnue par les secteurs les plus puissants.

—D'accord, mais n'est-ce pas anti-démocratique ? Elle recouvre des fonctions similaires à celles de la délégation alors qu'elle n'a pas été élue. Il y a là une contradiction.

—Il y a une contradiction mais c'est une contradiction nécessaire. Il y a effectivement des maires qui sont élus mais ils prennent des décisions qui ne favorisent pas la sauvegarde du Centre Historique. Et je peux t'assurer que la délégation Cuauhtémoc ne se préoccupe pas de maintenir le Centre Historique dans les conditions qu'il mérite. [...] La délégation se préoccupe de la Zona Rosa, Garibaldi, les quartiers Roma, Condesa, Tepito ou Guerrero, ça fait trop de foyers pour un seul maire. [...] Je vais te donner un exemple très concret : le cas des panneaux publicitaires. Selon les termes de la loi et des règlements, la plupart sont irréguliers mais l'arrondissement s'en fiche à tel point qu'il ne l'a jamais établi dans son programme opérationnel annuel, c'est-à-dire qu'il n'a jamais reconnu ce problème. Il a fallu que moi et mon équipe prenions la chose en main : nous avons retiré deux cent tonnes d'annonces, anti-démocratiquement si tu veux, mais nous l'avons fait et le bénéfice collectif est là ! Ce n'est pas que je revendique l'anti-démocratie mais parfois le prurit de la démocratie n'est pas une garantie de meilleures décisions. »¹¹⁹

¹¹⁶ Alejandro CRUZ, « Paga \$53 millones Autoridad del Centro Histórico », 24 juillet 2011, *La Jornada*.

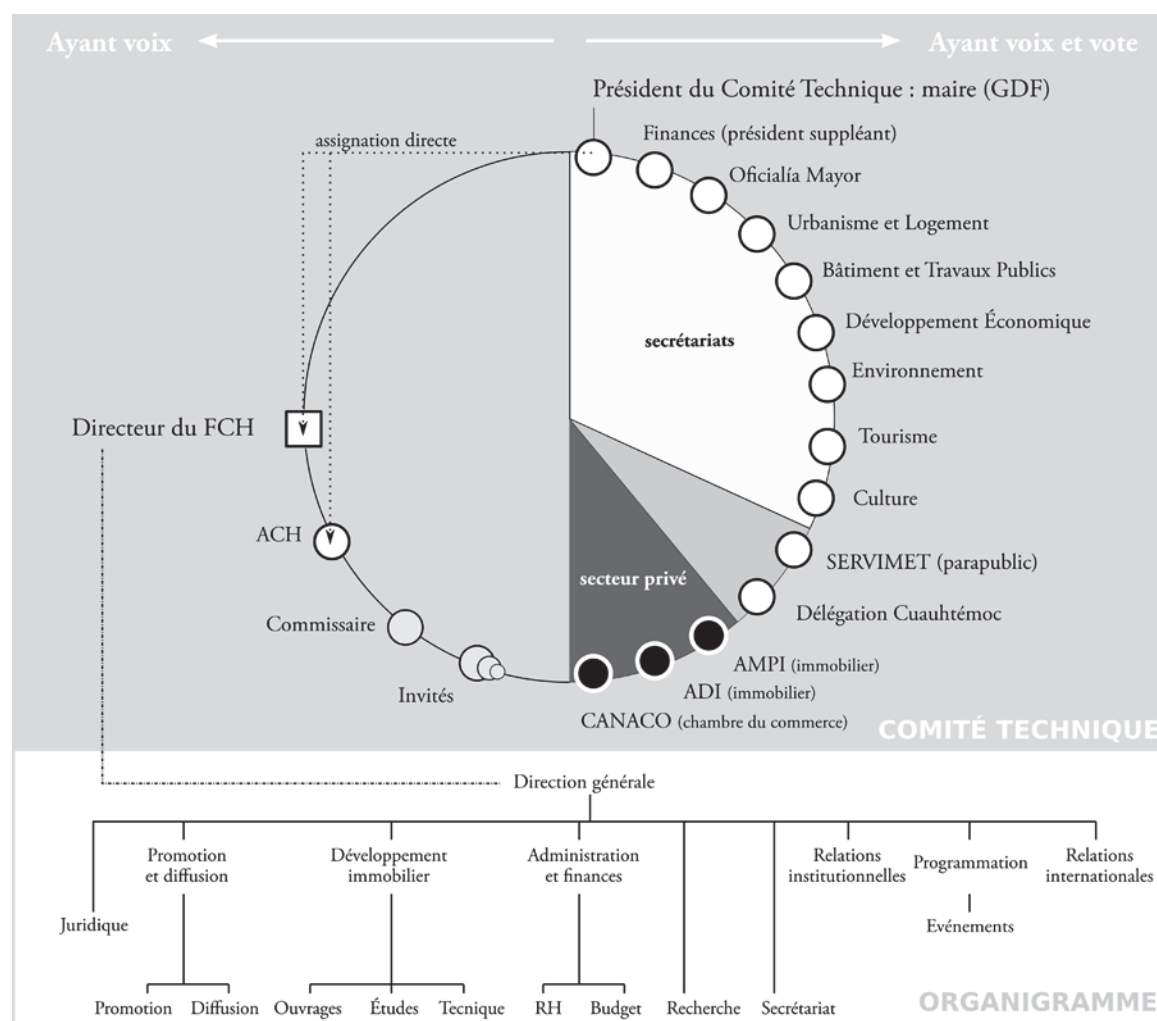
¹¹⁷ Laura GÓMEZ, « Obligarán a dueños de negocios en el Centro a modificar anuncios en fachadas », 14 septembre 2009, *La Jornada*.

¹¹⁸ ACH, *Informe de actividades*, 2011.

¹¹⁹ Ernesto Alvarado, entretien réalisé le 3 novembre 2011.

Comme nous l'avons déjà souligné, la première décision du maire a consisté en la mise en application du décret de 1993 concernant l'interdiction de l'ambulantage et il a eu l'audace d'exproprier des dizaines de bâtiments pour y confiner les ambulants déplacés. Cependant, les erreurs administratives, en particulier la démolition de l'immeuble situé au 97 rue Regina, ont ravivé les tensions avec l'exécutif fédéral qui d'ailleurs, devant le refus du GDF de reconnaître la légitimité du droitiste Felipe Calderón à la présidence du pays, venait d'interrompre sa politique d'encouragement fiscal à l'investissement dans le Centre Historique.¹²⁰

Figure 7. La structure du Fidéicomis du Centre Historique



La figure du fidéicomis mexicain est similaire à celle du *trust* étasunien : il s'agit d'un contrat social passé entre deux sujets, délimitant un objet et un patrimoine. Un fidéicomis compte sur un sujet fiduciaire et un sujet fiduciaire. Depuis 2002, le secrétariat aux Finances Publiques a assumé le rôle de sujet fiduciaire, remplaçant le Patronat du Centre Historique. En plus de gérer les biens immobiliers du GDF et de faciliter les opérations conduites par des particuliers, le FCH a pour mission de promouvoir l'image du Centre Historique, sous le regard vigilant de l'ACH, qui dispose quant à elle des facultés pour établir des accords avec d'autres entités gouvernementales. Élaboration personnelle à partir des dernières modifications aux statuts officiels de l'organisme (2007).

¹²⁰ Accusé de fraude aux élections de 2006, le nouveau président Felipe Calderón s'est retrouvé face à une opposition massive. Les parlementaires du *Frente Amplio Progresista* (PRD, PT, Convergencia) lui ont empêché l'entrée au Congrès de l'Union et les gouverneurs du PRD, y compris Marcelo Ebrard, lui ont refusé la parole pendant plus de cinq ans.

Paradoxalement, la crise qui s'en est suivie a permis au FCH de se renouveler tout en consolidant les rapports entre la Ville et l'organisme international. Afin de ratifier la volonté du GDF de préserver le label de l'UNESCO, Ebrard et Moreno Toscano ont décidé d'avoir recours à une des pièces avancées du PRD au sein de l'UNESCO : proche du milieu éditorial, Inti Muñoz a accepté de porter la voix de la Ville de Mexico à Paris et d'assumer la direction du FCH, convaincu par la promesse d'importants moyens en matière de diffusion.

Grace à son concours, le GDF a affermi ses relations avec l'organisme international, s'engageant à restituer un immeuble de qualité à la place du bâtiment démoli sur Regina 97 ainsi qu'à l'élaboration du *Plan de gestion du Centre Historique*. En outre, avec un des dirigeants du mouvement étudiant à la tête du FCH, c'est toute une équipe d'anciens militants du Conseil Étudiant Universitaire (CEU) qui s'est intégrée à l'équipe de responsables politiques chargés de conduire la "revitalisation" : Ricardo Bautista, secrétaire personnel de Muñoz pendant sa période à la chambre des députés, a été placé à la direction de Diffusion et Promotion ; Sandra Ortega, journaliste et ancienne activiste, a obtenu la rédaction de *Km.Cero*, le nouvel organe de communication du FCH ; Ernesto Alvarado, également camarade *céuiste* de Muñoz, a été placé à la sous-direction de Promotion, épaulé par son partenaire universitaire Edgar Castelán.

Encadré 6. Inti Muñoz : du mouvement étudiant à la politique culturelle

Ayant fait une carrière notoire au sein du PRD, qui en a fait son plus jeune député fédéral (2003-2006), Inti Muñoz garde un pied dans l'univers bohème de Mexico. Il collabore dans les revues culturelles *Emeequis*, *Angelus Novus* ou *Generación*, où il expose son projet de ville : « le Centre Historique peut devenir l'endroit où fleurissent les manifestations culturelles des jeunes d'aujourd'hui, un espace de réinvention de la vieille Ville de Mexico où la jeunesse ne soit plus persécutée, un lieu habitable, un lieu pour créer, pour imaginer un monde nouveau avec le soutien des institutions. C'est peut-être romantique mais je suis persuadé que cela adviendra ».¹²¹

S'il pêche par excès de romantisme, Muñoz tient une vision pragmatique de la politique mexicaine qu'il connaît depuis son plus jeune âge. D'après un texte autobiographique, il s'est intéressé au mouvement étudiant alors qu'il n'avait que douze ans.¹²² En 1992, ayant accumulé un certain capital politique au CCH Sur,¹²³ il a intégré la faculté de Sciences Politiques pour devenir conseiller universitaire et représentant de la nouvelle génération du Conseil Étudiant Universitaire (1992-1998).

De là, son passage aux files du PRD était presque assuré, dès lors que l'UNAM constitue un « foyer de recrutement d'acteurs contestataires ».¹²⁴ Mais la décision d'incorporer le parti n'a pas été simple : « Mes parents ont toujours été des militants de gauche, ils étaient actifs dans le mouvement de 1969 à Chihuahua. [...] Quand je suis devenu militant étudiant à l'UNAM, au sein du CEU, j'ai été le premier de la famille à rejoindre Cuauhtémoc Cárdenas » —nous a-t-il confié. « Mes origines sont celles de la gauche doctrinaire et radicale, marxiste. Suite à des discussions intenses, mes parents décidèrent de nous rejoindre. Ce fut un processus interne, presque biologique, que de rejoindre la lutte électorale de la gauche. Maintenant toute la famille milite au PRD. »¹²⁵

Le soulèvement de l'EZLN mobilisa la seconde génération du CEU. Agissant en dehors du cadre du parti, les étudiants ont collaboré à l'organisation des multiples rendez-vous de la société civile dans la Forêt Lacandone. Inti Muñoz n'est pas resté en marge de cette dynamique, puisqu'il participa

¹²¹ Carlos MARTÍNEZ RENTERÍA, « Por una ciudad del futuro. Entrevista con Inti Muñoz », 2009, *Generación*, n°80, Numéro spécial « El Centro Histórico Underground », pp. 18-21.

¹²² Inti MUÑOZ, « Acuérdate de ayer », 1^{er} janvier 2011, *Emeequis*

¹²³ Les Colegios de Ciencias y Humanidades (CCH) sont des lycées publics rattachés à l'UNAM.

¹²⁴ H. COMBES, *Faire parti...*, op. cit., p. 268.

¹²⁵ Inti Muñoz, entretiens réalisés en février 2012.

à la création du collectif La Bola qui entendait fédérer les organisations solidaires avec les communautés zapatistes. En 1997, il fut même menacé d'expulsion pour avoir organisé au CCH Azcapotzalco un concert en soutien à l'EZLN. Cependant, la médiatisation du conflit empêcha la poursuite du procès engagé par l'UNAM.¹²⁶

Inti Muñoz était en effet la tête visible du mouvement étudiant au moment des élections locales de 1997, pendant lesquelles il fut chargé de coordonner les brigades du soleil –les jeunesses du parti qui militaient en faveur de Cuauhtémoc Cárdenas– dans la délégation de Tlalpan. À l'échelle de la ville, les brigades étaient coordonnées par Rosario Robles. La suite est parfaitement décrite par H. Combes : « une fois Cárdenas élu et Robles nommée au deuxième poste du gouvernement, ces leaders étudiants ainsi que le gros des troupes de “brigadistes” suivent cette dernière et rentrent au GDF. Âgés de vingt-cinq à trente-cinq ans, ces nouveaux fonctionnaires rompent avec le stéréotype du bureaucrate en costume cravate, si bien que certains journalistes parleront de l'arrivée au pouvoir de la génération “jeans”. »¹²⁷

Une partie des troupes occupa des postes à l'Institut de la Jeunesse tandis qu'une autre s'en alla vers la Coordination Générale de Participation et Gestion Sociale (CGPCGS).¹²⁸ Muñoz fut quant à lui assigné à la Coordination de la Participation de la Jeunesse, où il encouragea la création de la Fabrique des Arts et Offices d'Orient (FARO) : une friche industrielle reconvertie en espace culturel.¹²⁹

Par la suite, quand Rosario Robles prit la tête du GDF (1999-2000), il décrocha la direction de la Coordination Interinstitutionnelle, formant une équipe d'anciens membres du CEU chargés de mettre en cohérence les différents programmes du gouvernement.

En 2000, il s'en alla travailler auprès du gouverneur du Chiapas, un ancien *prioste* soutenu par une coalition pour détrôner... le PRI. Ses énergies se focalisaient cependant dans la consolidation de son parti. Ainsi, en 2002, il devint conseiller national du PRD et obtint une place au Congrès de l'Union en tant que député plurinominal. Durant cette période, il encouragea une loi sur la culture qui fut ultérieurement adoptée. Admirateur d'André Malraux et de Jaime Torres Bodet, il devint délégué à la commission d'Éducation et Culture du Parlement latino-américain, qui rassemble depuis 1987 des parlementaires du sous-continent. Parmi ses activités au Parlatino, il réussit en 2004 à faire que l'assemblée se prononce contre la construction d'un hyper-marché dans le périmètre des ruines de Teotihuacán, attisant un des conflits patrimoniaux les plus médiatisés de ces derniers temps.¹³⁰ Enfin, son engagement lui valut en 2005 un passage à la Conférence Mondiale de l'UNESCO, où il développa des réseaux d'avenir.

En 2008, fort de cette expérience dans la politique culturelle, il fut nommé à la direction du Fidécómis du Centre Historique. Convaincu par la promesse d'importants moyens en matière de diffusion, il créa le périodique *Km.Cero*. Actuellement, en plus de tenir la direction du Fidécómis, il participe au courant Mouvement Démocratique, impulsé par le sénateur du PRD Pablo Gómez, qui dénonce les pratiques clientélistes à l'intérieur du parti.¹³¹ D'ailleurs, sa position au sein du FCH est la même : éviter de répondre aux demandes du mouvement urbain-populaire et en aucun cas alimenter l'appareil corporatif qui attache son parti à l'ambulantage.

¹²⁶ José GIL OLMOS, « El rector suspende 6 meses a Inti Muñoz, miembro del CEU », 19 juin 1997, *La Jornada*.

¹²⁷ H. COMBES, *Faire parti...*, *op. cit.*, p. 292.

¹²⁸ *Ibid.* chap. V, p. 165-166.

¹²⁹ M. KANAI et I. ORTEGA-ALCÁZAR, « The prospects for progressive culture-led urban regeneration »..., *op. cit.*, p. 489. L'expérience du FARO, dans la délégation d'Iztapalapa, sera répliquée avec succès à Tlahuac, Milpa Alta et Azcapotzalco, sous l'auspice du secrétariat à la Culture, créé par López Obrador en 2002.

¹³⁰ Malgré les polémiques et les condamnations émanant d'une partie importante de la communauté scientifique et du syndicat le l'INAH, le Walmart sera finalement construit à deux kilomètres des ruines. Ce conflit relève bien entendu d'un rapport symbolique à la *mexicanité* : l'installation du géant étasunien est vécue comme un outrage à la culture nationale, sans compter les affaires de corruption qui ressortent aujourd'hui et qui prouvent l'incapacité des autorités à protéger le patrimoine. Voir : Roberto GARUÑO et Rosa ROJAS, « Aumentan las voces de protesta », 24 octobre 2004, *La Jornada*.

¹³¹ Rosendo BOLÍVAR MEZA, « El Partido de la Revolución Democrática: la difícil recomposición », *Polis: Investigación y análisis sociopolítico y psicosocial*, 4-2, 2008, p. 47-84.

Des opérations urbaines sous l'aval de l'UNESCO

Le *Plan de gestion du Centre Historique* a été rendu public le 16 août 2011. Ce document de 140 pages synthétise le cadre normatif qui s'applique au périmètre de conservation, le système d'acteurs institutionnels, ainsi que les six grandes « lignes stratégiques » à suivre jusqu'en 2016 : 1) revitalisation urbaine et économique, 2) habitabilité, 3) patrimoine, 4) mobilité, 5) prévention des risques et 6) citoyenneté.¹³² La cérémonie a été l'opportunité pour Marcelo Ebrard de marquer des points en s'attirant les éloges de l'émissaire de l'UNESCO pour l'Amérique latine, l'espagnole Nuria Sanz, qui a ainsi manifesté sa satisfaction :

« Parmi les 36 centres historiques d'Amérique latine inscrits à la Liste du Patrimoine Mondial, aucun autre n'a la complexité ni la vivacité de celui de Mexico. C'est vrai qu'on peut toujours améliorer des choses, et c'est d'ailleurs l'esprit du texte que nous recevons aujourd'hui. Le *Plan de gestion* doit être compris comme une thérapie qui nous permet d'établir clairement le sentier à bâtir. Je veux dire quelque chose à ceux qui soulèvent la question de la gentrification. Carthagène a cinquante fois moins d'habitants que cette ville mais son centre historique accueille deux tiers de sa population. À ceux qui s'inquiètent du système du Métrobus –comme quoi il pourrait altérer les paramètres visuels du Centre Historique– je veux leur dire que les représentants des autres villes du Patrimoine Mondial telles que Lima ou Panama seraient ravis d'avoir les transports que vous envisagez. »¹³³

À cette occasion, la représentante du Centre du Patrimoine Mondial s'est attaquée à l'idée d'une éventuelle gentrification des lieux. Sa déclaration en faveur du nouveau système de bus en site propre Métrobus a eu l'effet d'une bombe sur les détracteurs du projet, qui utilisaient l'argument patrimonial pour mener, au même moment, des manifestations.

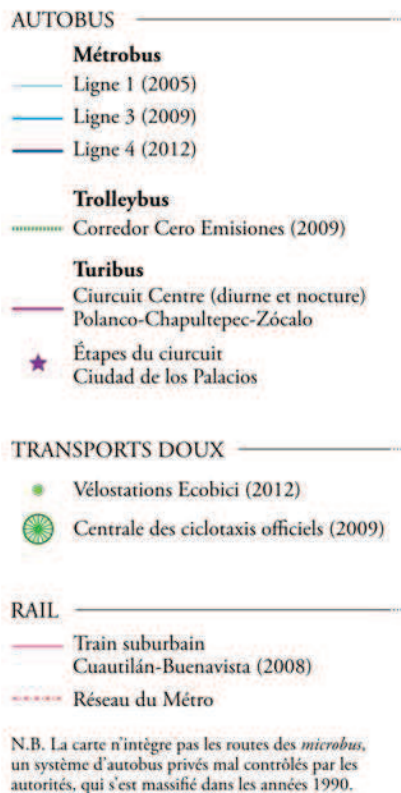
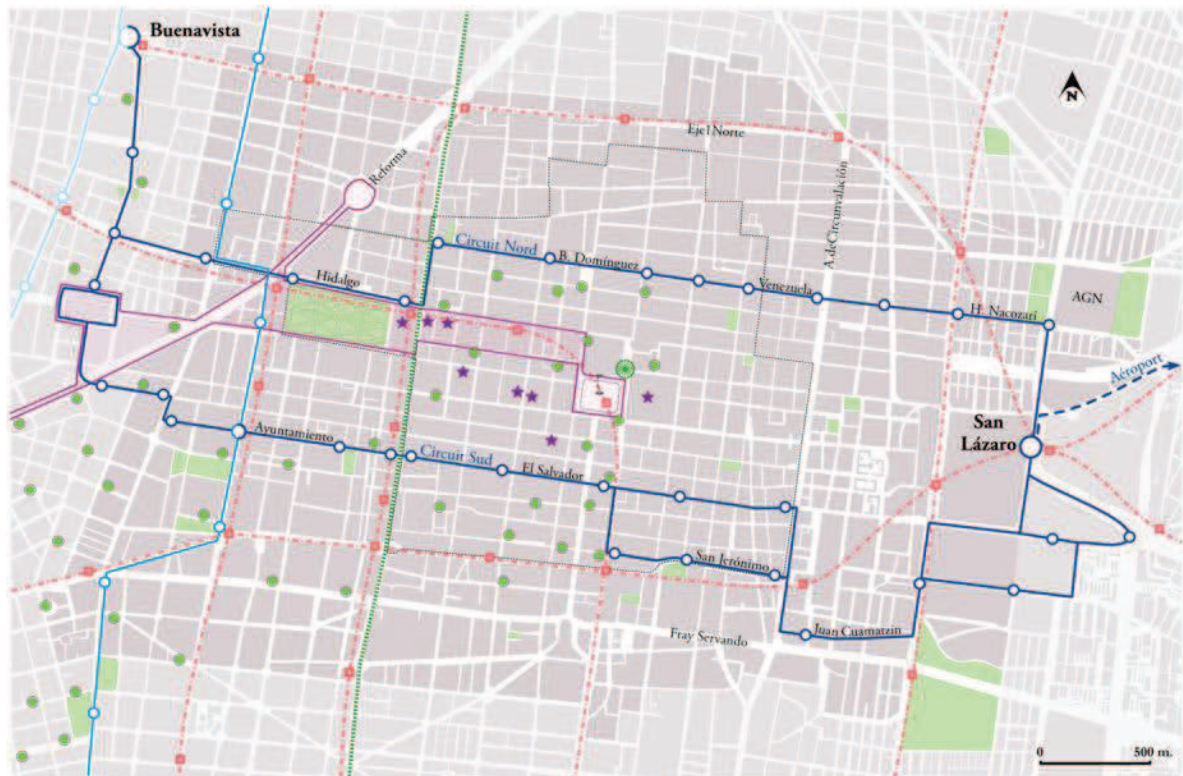
Avant de revenir sur le conflit du Métrobus dans la partie suivante, il convient de décrire brièvement les objectifs de cette alternative de transport. Ce système d'autobus en site propre, largement répandu en Amérique latine depuis les années 1990,¹³⁴ a commencé ses opérations en 2005 avec une première ligne qui longe les trente quatre kilomètres de l'avenue Insurgentes, puis une seconde ligne sur Xola. En 2009, une troisième ligne a été créée aux limites occidentales du Centre Historique, sur l'avenue Balderas, mais cette fois-ci l'opération a connu plusieurs difficultés : les transporteurs des *microbus* traditionnels ont orchestré d'importantes mobilisations, dès lors que sept cent unités ont été amenées à disparaître au profit du géant privé des transports en communs Autobuses de Oriente (ADO). D'autre part, la ligne 3 fut tracée dans un contexte urbain plus dense et conflictuel que les lignes antérieures. En effet, le service est souvent interrompu par les manifestations et même par les adeptes du culte de San Judas Tadeo qui débordent l'église de Saint Hippolyte les 28 de chaque mois. Par ailleurs, les ambulants de Balderas n'ayant pas bougé, les piétons doivent souvent s'aventurer sur la voie exclusive du Métrobus.

¹³² ACH, *Plan de Manejo del Centro Histórico (2011-2016)*..., *op. cit.* En réalité, les chapitres correspondants à chacune de ces lignes résument les opérations entreprises depuis 2001, de telle sorte que les futurs responsables de la politique patrimoniale disposent d'un document de référence.

¹³³ Propos recueillis à l'occasion de la présentation du *Plan de gestion du Centre Historique*, le 16 août 2011.

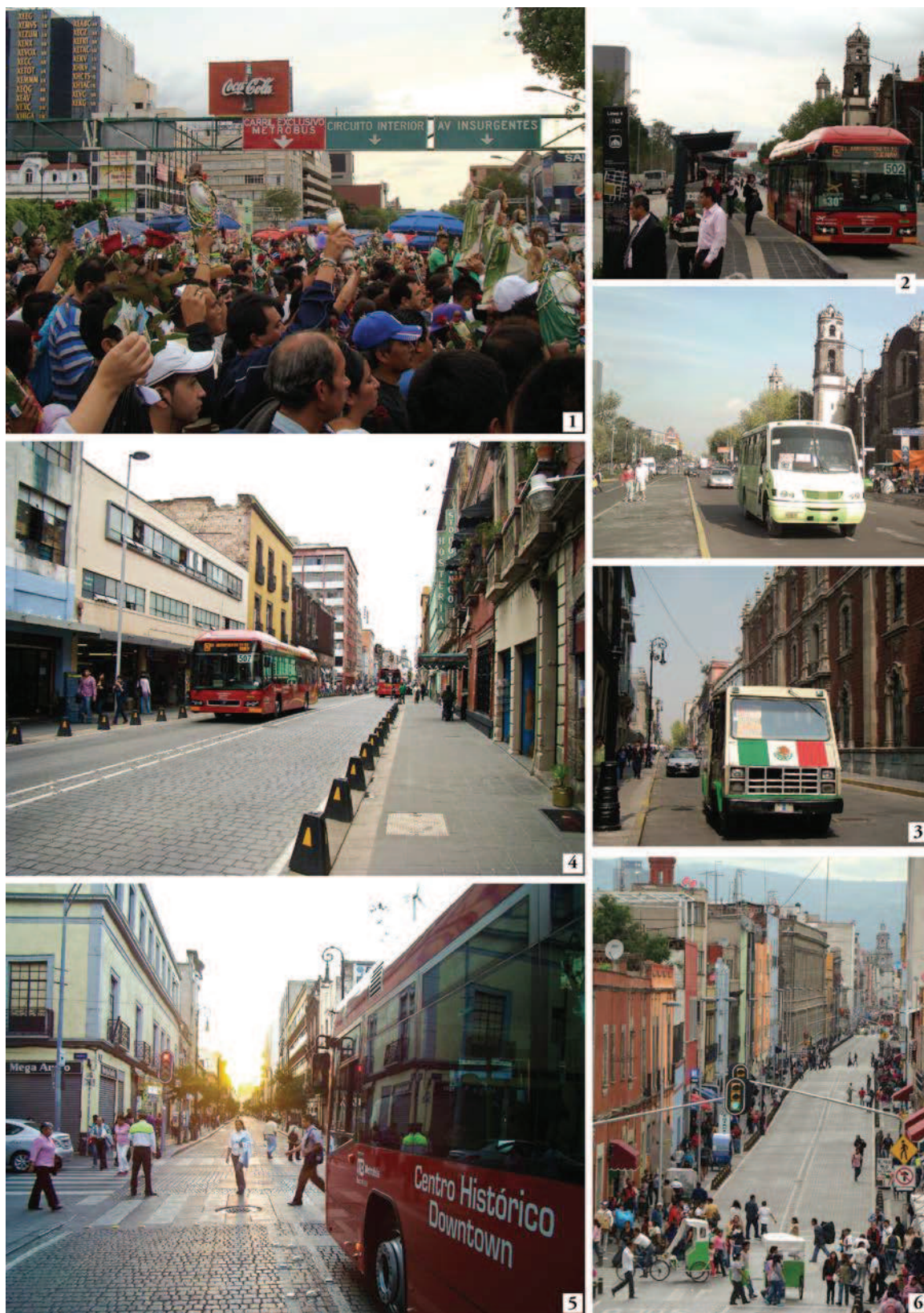
¹³⁴ Il faut citer le projet pionnier de Curitiba et sa *Red Integrada de Transporte* (1974), le *Corredor Trole* de Quito, en service depuis 1995, le *Transmilenio* de Bogotá (2000), le *Transantiago* chilien (2005), le *Transmetro* de Guatemala (2007), le MIO de Cali (2009) ou encore le *Metropolitano* à Lima (2010). Le Métrobus de Mexico est pourtant le premier à avoir intégré les marchés de carbone préconisés par le Protocole de Kyoto : la pollution "non-produite" des lignes 1 et 2 fut vendue au Fonds Espagnol du Carbone par l'intermédiaire de la Banque mondiale, ce qui a permis aux industriels ibériques de maintenir leur rythme de production et aux habitants de Mexico d'accéder aux meilleures technologies... de fabrication européenne.

Carte 20. Le Métrobus et le réseau multimodal



Réalisation : J. Díaz

Clichés 23. Feu vert au Métrobus



Les adeptes de San Judas Tadeo occupent régulièrement la “voie exclusive” de la ligne 3 (1). L’introduction d’une quatrième ligne du Métrobus qui traverse le Centre Historique, a déplacé les microbus traditionnels (3) par des autobus modernes qui s’arrêtent dans les stations prévues à cet effet (2 : avenue Hidalgo en juillet 2011 puis en août 2012). Les rues de Belisario Domínguez (4) et Venezuela (6) intègrent le Circuit Nord. Au sud, le Métrobus traverse El Salvador (5). Ces rues sont désormais interdites à la circulation automobile.

Le projet d'une quatrième ligne pour le Centre Historique s'est en réalité imposé par défaut, suite à l'abandon du projet de tramway impulsé par Marcelo Ebrard à partir de 2008. Jusqu'en 2010, le maire a défendu ce projet et il a même fait installer une locomotive d'Alstom sur le Zócalo afin de persuader l'opinion. Cependant, les pressions exercées par les acteurs du transport public et par les députés de l'ALDF ont fini par couler un tramway qui aurait durablement endetté les contribuables. Ebrard avait cependant un « plan B »¹³⁵ pour relier la station de Buenavista –rénovée en 2008 pour accueillir la première ligne du train suburbain qui atteint la municipalité de Cuautitlán dans l'État de Mexico– à l'aéroport international : la ligne 4 du Metrobus, inaugurée en avril 2012.

Outre ce grand ouvrage, le gouvernement a conduit de nombreuses opérations visant à redorer l'image des espaces publics. Suivant le schéma de gestion centralisée des territoires urbains stratégiques, Ebrard créa l'Autorité de l'Espace Publique (AEP) qui s'est consacrée à l'amélioration des espaces interstitiels (jardins sous les ponts, parcs abandonnés, etc.) ainsi qu'à des opérations majeures dans l'ensemble du DF : la restauration du Monument aux Mères, celle du kiosque morisque de Santa María la Ribera, celle du Parc de Chapultepec ou encore la requalification des environs de la Basilique de Guadalupe. Pour cause, à la veille des célébrations du Bicentenaire de l'Indépendance, la ville devait apparaître reluisante.

Les ouvrages du Bicentenaire

Dans ce contexte, l'ACH et l'AEP ont coordonné la réalisation d'un corridor touristique reliant la Place de la République (Monument à la Révolution) à la Place de la Constitution (Zócalo). D'après le rapport annuel du secrétariat à l'Urbanisme, la réhabilitation du Monument à la Révolution –car on célébrait aussi le Centenaire de la Révolution– s'est élevée à 372 million de pesos, déboursés par le GDF, son secrétariat au Tourisme, le gouvernement fédéral (programme Habitat II) et le Fonds Métropolitain.¹³⁶

Afin de relier ce site exclu du périmètre patrimonial à l'Alameda, les trottoirs de l'avenue Juárez ont été élargis, avec un coût total estimé à 13 millions de pesos. L'Alameda a aussi fait l'objet d'une profonde réhabilitation avec un investissement de 243 millions de pesos en provenance de la fédération (Habitat II), du GDF, de la Chambre des Députés et du secteur privé. Outre la restauration des anciennes fontaines, le reboisement et l'illumination du jardin, les pelouses ont été remplacées par des plantes plus coriaces qui interdisent désormais aux usagers de s'allonger.

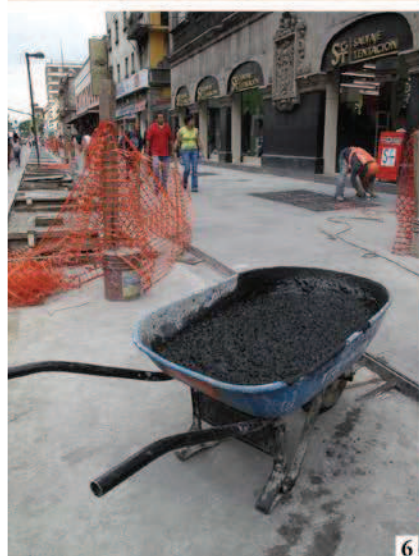
Dans la continuité du nouveau corridor, la piétonnisation de l'emblématique rue Madero a été réalisée avec un investissement de 31 millions de pesos fournis par Habitat II, le GDF ainsi qu'à travers le Système de Transfert de Potentialités. Inaugurée la veille des fêtes du 15 septembre 2010, elle a rencontré un énorme succès grâce aux campagnes de promotion menées par le GDF mais aussi, parce qu'elle s'inscrivait dans un secteur déjà piétonnisé dans les années soixante-dix. D'ailleurs, la requalification du Callejón de la Condesa –voulue et financée en 2011 par un puissant riverain, le Banco de México–, a contribué à la connexion des différentes rues et passages piétons du secteur touristique. À présent, le gouvernement estime qu'environ 108 000 personnes empruntent chaque jour la rue de Madero.¹³⁷

¹³⁵ Laura GÓMEZ, « Desde Alemania frena Ebrard el tranvía del Centro Histórico », 1^{er} juin 2010, *La Jornada*.

¹³⁶ SEDUVI, « Informe de actividades », septembre 2011-2012.

¹³⁷ ANIMAL POLÍTICO, « GDF quiere peatonalizar el Zócalo del DF », 4 juin 2013, *Animal Político*.

Clichés 24. Place aux piétons



1. Place Garibaldi réhabilitée. Les gens attendent le rendez-vous nocturne de toutes les classes sociales autour des mariachis. Au fond, le nouveau Musée du Téquila et du Mezcal

2-5. Les "statues vivantes" et les enseignes multinationales captent l'attention des plus de cent mille passants qui empruntent chaque jour la rue Madero depuis qu'elle a été piétonnisée en 2010

6-7. L'avenue Pino Suárez a subi en 2012 un élargissement de ses trottoirs.

8. Piétonnisation de Dieciséis de Septiembre (2013)



9-10. L'impasse Leandro Valle fait l'objet d'une intervention de façade, y compris sur les ruines (9). Dans le secteur oriental, le nouveau corridor piéton Alóhndiga intègre la place de l'église Santísima (11), ainsi que la rue de Talavera, spécialisée dans la vente d'enfants Jésus (12-13), et le pont de Roldán (14 : avant et après sa réhabilitation). Sur la place homonyme (15), des musiciens aveugles offrent un concert devant des habitués qui viennent s'approvisionner dans ce secteur populaire du centre.

16. La place Tlaxcoaque-Khodjaly, porte d'entrée par le sud au Centre Historique, devait recevoir le parc du Bicentenaire. Cependant, devant la crise économique, le GDF a dû se contenter de la proposition faite par l'Azerbaïdjan de mener une plus modeste réhabilitation tout en installant un monument aux victimes du « Génocide » perpétré par les troupes arméniennes pendant la guerre du Haut-Karabakh.



L'ACH et l'AEP ont également coordonné la requalification de la place de Garibaldi, qui a reçu un investissement de 100 millions de pesos en provenance du secrétariat au Tourisme, dès lors qu'il s'agit d'un haut lieu du tourisme national et international. L'intervention a transformé la physionomie du site avec le remplacement de l'ancienne arcade par un moderne Musée du Téquila et du Mezcal. Paradoxalement, à partir de 2012, la place a cessé d'être un lieu de tolérance (tacite) à la consommation d'alcool, pour devenir un lieu exclusivement consacré aux mariachis. En 2009, ceux-ci ont obtenu la création d'une Académie du Mariachi qui prétend consolider cette tradition ancrée depuis moins d'un siècle dans l'imaginaire national. Cependant, sur la place, ils se disputent de plus en plus les sobres clients.

À l'autre extrémité du Centre Historique, la place Tlaxcoaque –qui devait accueillir le projet phare du GDF dans le cadre des célébrations du Bicentenaire– a dû se contenter d'une modeste requalification des pourtours de l'ancienne chapelle, dans une opération qui s'est élevée à 45 millions de pesos apportés par l'ambassade de la République d'Azerbaïdjan au Mexique, ce qui explique l'élévation d'un monument à la mémoire du Massacre de Khodjaly.

Par ailleurs, l'administration d'Ebrard est résolument sortie des sentiers battus par ses prédécesseurs en élargissant les opérations d'embellissement et de piétonnisation au-delà du secteur touristique. D'après le nouveau directeur du FCH, entre 2007 et 2011 les travaux de réhabilitation ont avancé de façon intégrale sur 80 îlots qui –additionnés aux 40 îlots sauvegardés entre 2001 et 2006– représentent 60% de la surface du périmètre A. Selon le rapport d'Inti Muñoz, quelques 200 000 mètres carrés de voiries ont été réhabilités en dix ans, plus de 2 000 façades ont été restaurées et 25 parcs et jardins publics ont été requalifiés :

« Ces espaces publics étaient obscurs, abandonnés et même oubliés : combien de gens visitaient la place Loreto ? Combien se rappelaient de la place de la Conchita ? Combien s'étaient rendus place de La Aguilita ? »¹³⁸

Au sud, la rue Regina a servi à la fois comme une vitrine et un laboratoire à cette vague d'aménagements piétonniers. Comme cela sera vu dans la partie suivante, cette rue anodine a été transformée par l'action combinée du secteur privé –en particulier de l'Université du Cloître de Sor Juana qui s'y est installée en 2001 et des entreprises de Carlos Slim implantées depuis 2003– et du gouvernement local, qui a engagé d'importants travaux en 2008. Aujourd'hui, Regina constitue la place forte et le centre d'articulation des nouveaux habitants issus de la classe moyenne, en particulier des artistes et des étudiants de l'UCSJ.

Plus à l'est, l'avenue Pino Suárez a été amputée d'un tiers de sa voirie avec l'élargissement des trottoirs (côté est), facilitant ainsi la circulation des nombreux clients qui se rendent chaque jour dans ce secteur spécialisé dans la vente de vêtements et chaussures. Enfin, la requalification des environs de la place de La Aguilita, au cœur de l'ancien quartier de La Merced, a radicalement transformé la physionomie d'un des lieux les plus dégradés du périmètre A. Cette action a permis l'intégration du nouveau corridor culturel Alhóndiga qui longe du sud au nord les rues Talavera, Roldán et Santísima, en passant par la place de l'ancienne Alhóndiga (halle au blé). À ce niveau là, l'ancien pont de Roldán (reconstruit durant la présidence de López Portillo) a été réhabilité.

¹³⁸ Inti MUÑOZ, « El Centro Histórico de México hoy »..., *op. cit.*

Clichés 25. La promotion des espaces publics



Le discours qui accompagne la “revitalisation” s’impose au nom d’un intérêt général. Dans le cadre d’une campagne publicitaire déployée durant l’été 2011, on pouvait lire dans les stations du métro : « le Centre Historique du Mexique, notre espace public ». Les images montraient des piétons dans des rues et des places dépourvues d’ambulants et de sans-abri, deux groupes sociaux ayant une forte présence dans la rue Santísima (en haut) et la place de Santa Catarina (à droite). L’espace public apparaît comme un contenant vide capable de « nous » accueillir momentanément. Les personnages qui peuplent le discours officiel effacent la diversité sociale et véhiculent une vision spécifique de ce que devrait être l’espace public : un espace circulaire, de tous et de personne à la fois.

Il serait impossible de décrire l’ensemble des travaux qui ont conduit au formidable essor touristique du Centre Historique. À titre d’exemple, le collège San Ignacio de Loyola Vizcaínas – qui accueille une école et se prête de temps en temps aux fêtes privées des célébrités – a fait l’objet d’interventions majeures grâce au soutien de la Fondation du Centre Historique, tout comme la maison des comtes de San Bartolomé de Xala (Venustiano Carranza 73), propriété du Groupe Carso, devenue un arrêt obligé des tours opérateurs. De la même façon, la synagogue Nidjei Israel (Justo Sierra 71) a été réhabilitée avant sa réouverture au public.¹³⁹ En 2010, sous l’auspice de la Fondation Carlos Slim, le Musée de la Mémoire et de la Tolérance a ouvert ses portes au sein du complexe Plaza Juárez, s’ajoutant à la liste des 61 musées du Centre Historique. La même année, malgré le relatif retrait des investissements fédéraux, le Musée National des Cultures – dans l’enceinte du Palais National – a été remis en service dans le cadre des célébrations du Bicentenaire de l’Indépendance.

Les festivités de 2010 ont d’ailleurs attiré des millions de spectateurs dans le Centre Historique, devenu pendant plusieurs semaines la scène principale des spectacles et des défilés variés. Selon le directeur du FCH, avant la mise en route en 2001 du programme de “revitalisation”, l’affluence quotidienne était estimée à un million de visiteurs par jour (commerçants, travailleurs, touristes, etc.). Or d’après les dernières estimations des autorités, ils étaient plus de 2,5 millions à se rendre chaque jour sur le site, soit quatre-vingt fois la population rési-

¹³⁹ Patricia RUVALCABA, « La sinagoga histórica de Justo Sierra 71 muestra sus tesoros », août 2010, *Km.Cero*, n°25.

dente du périmètre A ! Toujours d'après les chiffres avancés par I. Muñoz, les hôtels de la zone enregistraient en 2000 un taux d'occupation de 15% en moyenne annuelle. En l'espace de dix ans, ce taux a atteint les 60%. Rien qu'en 2011, deux millions de touristes se sont logés dans des chambres d'hôtel du Centre Historique.¹⁴⁰

Le succès de la politique de revalorisation de l'espace patrimonial s'est traduit par des réactions variées. Dans le corridor touristique Zócalo-Alameda, les entrepreneurs sceptiques face à la piétonnisation de Madero puis celle de Dieciséis de Septiembre ont fini par se convaincre devant la multiplication des visiteurs et des clients.

Cependant, la concurrence avec les grandes enseignes nationales et internationales s'est faite plus féroce. Les entreprises du Groupe Carso ont élargi leur présence avec l'installation de plusieurs magasins Sanborns dans le secteur touristique, l'ouverture d'un magasin Mixup et de plusieurs boutiques Telcel. Les géants de la distribution Oxxo et 7 Eleven ont également ouvert de nombreuses succursales, déplaçant par la même occasion les épiceries indépendantes. En même temps, les enseignes internationales de luxe –Zara et Aldo Conti par exemple– et les symboles mondiaux de l'*American Way of Life* –McDonald's et Starbucks– on fait irruption le long de Madero.

D'autre part, les districts traditionnels de ventes spécialisées, étudiés et cartographiés par J. Monnet,¹⁴¹ ont subi d'importantes transformations associées aux nouvelles dispositions en matière d'image urbaine, à l'entrée progressive de nouveaux acteurs économiques et à l'arrivée des touristes dans des secteurs autrefois délaissés. S'il est vrai que les requalifications conduites dans le secteur oriental étaient nécessaires, les nuisances occasionnées par les travaux ont provoqué des réactions malencontreuses. Dans le cadre d'entretiens exploratoires conduits auprès des habitants de La Merced, un ancien travailleur des services de l'urbanisme à l'époque de Manuel Camacho (1988-1994) a ainsi exprimé ses réserves :

« Le fait d'avoir ouvert le centre pendant un an, ce qu'ils appellent eux la réhabilitation, a causé de fortes nuisances. Beaucoup de gens ont dû partir. Beaucoup de locataires qui étaient ici depuis des années ont dû partir et il y a même eu des transformations dans les secteurs importants comme celui des papetiers. Beaucoup de petits commerces se sont fait absorber par les grands groupes et même si c'est toujours un corridor papetier, les plus faibles ont été économiquement coulés. Et je crois que c'est ça la tendance : annuler l'ambulantage et les plus faibles. »

Qu'il s'agisse ou non d'une plainte fondée sur des faits avérés, l'interrogation mérite d'être posée : les autorités publiques ont-elles délibérément favorisé la gentrification des lieux ?

Les responsables politiques face à la gentrification

Comme nous l'avons souligné plus haut, la gestion de l'espace patrimonial a fini entre les mains d'un duo institutionnel en apparence incohérent. D'une part, l'Autorité du Centre Historique, incarnée par la figure d'une historienne distinguée, le docteur Alejandra Moreno Toscano, ancienne représentante de l'*intelligentzia* du PRI (encadré 3, p. 162). D'autre part, le Fidéicomis du Centre Historique, dont la direction et plusieurs sous-directions ont été occupées par les jeunesses fondatrices du PRD, avec des figures du mouvement étudiant des années quatre-vingt. À partir des entretiens réalisés, nous pouvons finalement croiser leurs postures vis-à-vis d'une éventuelle gentrification des lieux.

¹⁴⁰ I. MUÑOZ, « El Centro Histórico de México hoy »..., *op. cit.*

¹⁴¹ J. MONNET, *Usos e imágenes del centro histórico de la ciudad de México...*, *op. cit.*, p. 149.

D'abord, pour le directeur du FCH l'idée avancée par M. Perló et J. Bonnafé, selon laquelle le processus de revalorisation serait conduit par le milliardaire Carlos Slim,¹⁴² apparaît infondée. D'après lui, c'est bien la ville qui tient les rênes du processus et, en ce sens, la gentrification ne constitue pas une politique délibérée. Pourrait-il affirmer le contraire ?

Conscient des « dommages collatéraux » inhérents à ce type de politique, Inti Muñoz prétend avoir tiré de précieuses leçons des expériences internationales –notamment de Barcelone– pour mener à bien la “revitalisation” du Centre Historique. En ce sens, il évoque frontalement le problème de la gentrification, ce qui du point de vue de certains auteurs,¹⁴³ constitue un premier pas dans l'élaboration d'une politique urbaine socialement juste.

« Cette politique intégrale pour la régénération urbaine du Centre Historique a une série de lignes stratégiques établies à partir du plus grand consensus possible en matière d'habitabilité, d'espace public, de mobilité, et de conservation du patrimoine. Il s'agit d'une politique flexible qui maintient un processus ouvert de construction démocratique, plurielle et inclusive. Elle se veut en effet comme le miroir d'un projet de ville, un projet également inclusif et démocratique de construction sociale de la citoyenneté, des droits et des libertés. Il faut donc être très clair sur le fait que la gentrification n'est pas vue comme quelque chose de nécessaire dans cette politique publique, même pas comme un facteur qui puisse nous aider à résoudre nos problèmes. Au contraire, nous cherchons à éviter la gentrification à tout moment. En plus, moi je soutiens qu'il ne s'agit pas d'un phénomène généralisé dans le Centre Historique. »¹⁴⁴

I. Muñoz dispose du talent de la rhétorique et fait effectivement figure de porte-parole du gouvernement devant les médias. Dans son discours, il défend fréquemment l'idée que « le Centre Historique doit être compris comme un organisme vivant, un espace d'intégration sociale, et non pas comme un ensemble d'immeubles dans une ville-musée ». La métaphore de la “revitalisation” lui permet de renforcer sa vision ressourciste du patrimoine :

« De par ses caractéristiques patrimoniales et ses dynamiques contemporaines, le prolongement de la revitalisation apportera à la ville davantage d'entrées fiscales. Le Centre Historique peut aussi apporter des alternatives de logement, des espaces éducatifs et culturels, davantage d'espace public de qualité et des milliers d'emplois. »

Durant notre entretien avec Alejandra Moreno Toscano, placée à la tête de l'ACH, nous lui avons exposé nos hypothèses et résultats de recherche, ce à quoi elle a répondu :

« D'emblée, quand nous utilisons le concept de gentrification nous sommes en train de créer mentalement une séparation. Ici nous défendons que le Centre Historique doit devenir un espace mixte où convergent Tyriens et Troyens. »¹⁴⁵

D'après l'historienne, le concept de gentrification répond à une réalité étrangère associée à la révolution culturelle anglaise du début du XX^e siècle, en particulier aux écrits de Virginia Woolf. En effet, le concept n'a pas lieu d'être dans la réalité culturelle du Mexique contemporain. Pourtant, A. Moreno ne cache pas l'intention de rajeunir le Centre Historique et d'attirer les élites culturelles pour repeupler le territoire. Enthousiaste à l'idée d'une nouvelle « dynamique culturelle », elle se distingue volontiers des « fondamentalistes » d'ICOMOS qui, en plus d'être bornés par la protection du patrimoine matériel, opèrent de façon « corpo-

¹⁴² M. PERLÓ et J. BONNAFÉ, « Dos modelos para el financiamiento del Centro Histórico »..., *op. cit.*

¹⁴³ E. CLARK, « The order and simplicity of gentrification »..., *op. cit.*

¹⁴⁴ Inti Muñoz, entretiens réalisés en février 2012.

¹⁴⁵ Alejandra Moreno Toscano, entretien réalisé le 14 septembre 2012.

native », main dans la main avec la délégation : « moi je ne donne pas de projets à mes propres architectes » —affirme-t-elle, laissant planer le doute sur les pratiques de Javier Villalobos, ancien président de l'ICOMOS Mexique (2003-2006), actuellement fonctionnaire à la délégation Cuauhtémoc. Pour elle, cette institution, ainsi que l'INAH et même l'UNESCO « n'ont pas su s'adapter au XXI^e siècle » car elles ont privilégié le concept de patrimoine à celui de ville. D'ailleurs, depuis la publication de son important ouvrage,¹⁴⁶ l'historienne évite de faire l'apologie du Centre Historique et de le séparer du reste de la ville vivante : « c'est pour ça que nous parlons de revitalisation ».

Enfin, le diagnostic offert par Ernesto Alvarado autour d'une éventuelle gentrification a de quoi accabler les hauts fonctionnaires du Centre Historique. D'une part, il reconnaît l'existence d'une « pression économique » et d'une tendance au déplacement des secteurs vulnérables. D'autre part, il remet en cause l'attitude de ses propres collègues et leur proximité avec les élites urbaines de Mexico :

« Je dois reconnaître que parmi mes collègues on ne pense pas tous de la même façon. On n'a pas les mêmes origines, certains sont plutôt plébéiens et d'autres sont issus des classes aisées, ce qui détermine la façon de voir les choses. Certains préfèrent créer des accords avec les secteurs dominants et laisser les secteurs populaires ramasser les restes. C'est ce type d'attitudes qui favorise la gentrification. Personnellement je pense qu'il faut générer des mécanismes et des propositions qui soient capables de renforcer la présence des classes populaires afin qu'elles puissent résister et se maintenir dans ce site d'où elles sont originaires. Les noyaux autochtones sont faits de gens qui étaient ici avant nous, notre devoir consiste à garantir qu'ils seront encore ici après nous. Les centres historiques en général —dans la mesure où ils bénéficient d'opérations d'aménagement, d'investissements, d'améliorations et de plus-value— sont en train d'expulser les groupes paupérisés, créant une uniformisation classiste des sites qui, du coup, perdent la richesse qui les caractérise. »¹⁴⁷

E. Alvarado décrit ici les fondements qui guident son action au sein de l'École de Formation Citoyenne et Conservation du Patrimoine (EFCyCP), un mécanisme de concertation qu'il a mis en place en 2009, largement abordé au dernier chapitre de la thèse. Au fond, cependant, son point de vue rejoint celui de l'ACH et du directeur du Fidécimmis. S'il reconnaît la fragilité des classes populaires face aux aspirations urbaines des classes aisées, il revient tout de même sur la notion de « régénération plurielle » chère à Inti Muñoz en même temps qu'il défend le libéralisme et la fermeté politique face à l'économie informelle, qui constitue pourtant la principale source de revenus des groupes vulnérables :

« Il faut lutter pour que la ville se maintienne comme une ville libérale. Le retour du PRI ou l'arrivée du PAN me préoccupe beaucoup. Ce serait très grave pour le processus de régénération plurielle du Centre Historique que nous avons entrepris. À l'échelle locale, ce qui me préoccupe c'est le type de relai qu'il y aura dans la délégation Cuauhtémoc. Car s'il est vrai qu'elle n'aide pas beaucoup, elle peut suffisamment encombrer et mettre à terre un processus. Par exemple, les camarades du PRD qui sont au gouvernement local, avec leur proposition de formaliser les couloirs commerciaux sur les trottoirs comme un moyen clientéliste de ménager les dirigeants des ambulants, ne comprennent pas les implications d'une telle mesure. Le fait de privatiser l'espace public avec un discours de gauche est aussi terrible que de le privatiser avec un discours de droite. L'espace public doit rester public, pour l'usage et la jouissance de tous. »

¹⁴⁶ Alejandra MORENO TOSCANO (éd.), *Ciudad de México, ensayo de construcción de una historia...*, op. cit.

¹⁴⁷ Ernesto Alvarado, entretien réalisé le 3 novembre 2011. Sur sa trajectoire politique *vid.* chap. IX, p. 360.

En somme, l'analyse des trajectoires des responsables de la politique de revalorisation nous renseigne sur la qualité du programme envisagé par le GDF. D'abord, le choix d'un personnel compétent en matière de négociation montre l'importance acquise par cet espace et nous permet d'écarter l'hypothèse d'une politique destinée à complaire l'UNESCO. Au contraire, les différents courants politiques qui œuvrent au sein de l'ACH et du FCH collaborent dans l'intérêt de montrer la capacité de cette gauche plurielle à gérer un territoire complexe et exceptionnel. Ensuite, malgré leurs discordances, le discours adopté par les fonctionnaires est univoque autour de la problématique de l'ambulantage et de l'espace public. Enfin, loin de s'éclipser mutuellement, ces organismes du gouvernement central vont gagner en puissance et en visibilité grâce à la mise en place d'une stratégie de communication qui comprend des conférences de presse conjointes ainsi que la création du mensuel *Km.Cero*, dont le comité éditorial est intégré par A. Moreno, I. Muñoz et la rédactrice en chef, Sandra Ortega.

Les différences exprimées vis-à-vis de la délégation Cuauhtémoc nous amènent finalement à penser que l'unité du binôme ACH-FCH se fait au détriment des rivalités politiques que nous n'avions pas encore soupçonnées. S'il est clair que le projet de ville envisagé se veut pluraliste, la pluralité interne du PRD n'est pas reflétée dans l'équipe de Marcelo Ebrard : les dirigeants *perredistes* de la délégation, plus proches des classes populaires et des ambulants, apparaissent marginalisés du FCH et de l'ACH, comme s'il s'agissait de se prémunir des dérives clientélistes qui gangrèment le parti à l'échelle locale. À l'heure où l'on commence à évoquer la possibilité d'une délégation du Centre Historique,¹⁴⁸ la question de la gouvernance démocratique de l'espace patrimonial se pose : jusqu'à quand sera-t-il placé sous la tutelle du gouvernement du District Fédéral ? Les pouvoirs locaux, en particulier les élus à la mairie de Cuauhtémoc, seront-ils en mesure d'assurer la continuité du programme de "revitalisation" ?

5. Retours en ville : un bilan contrasté

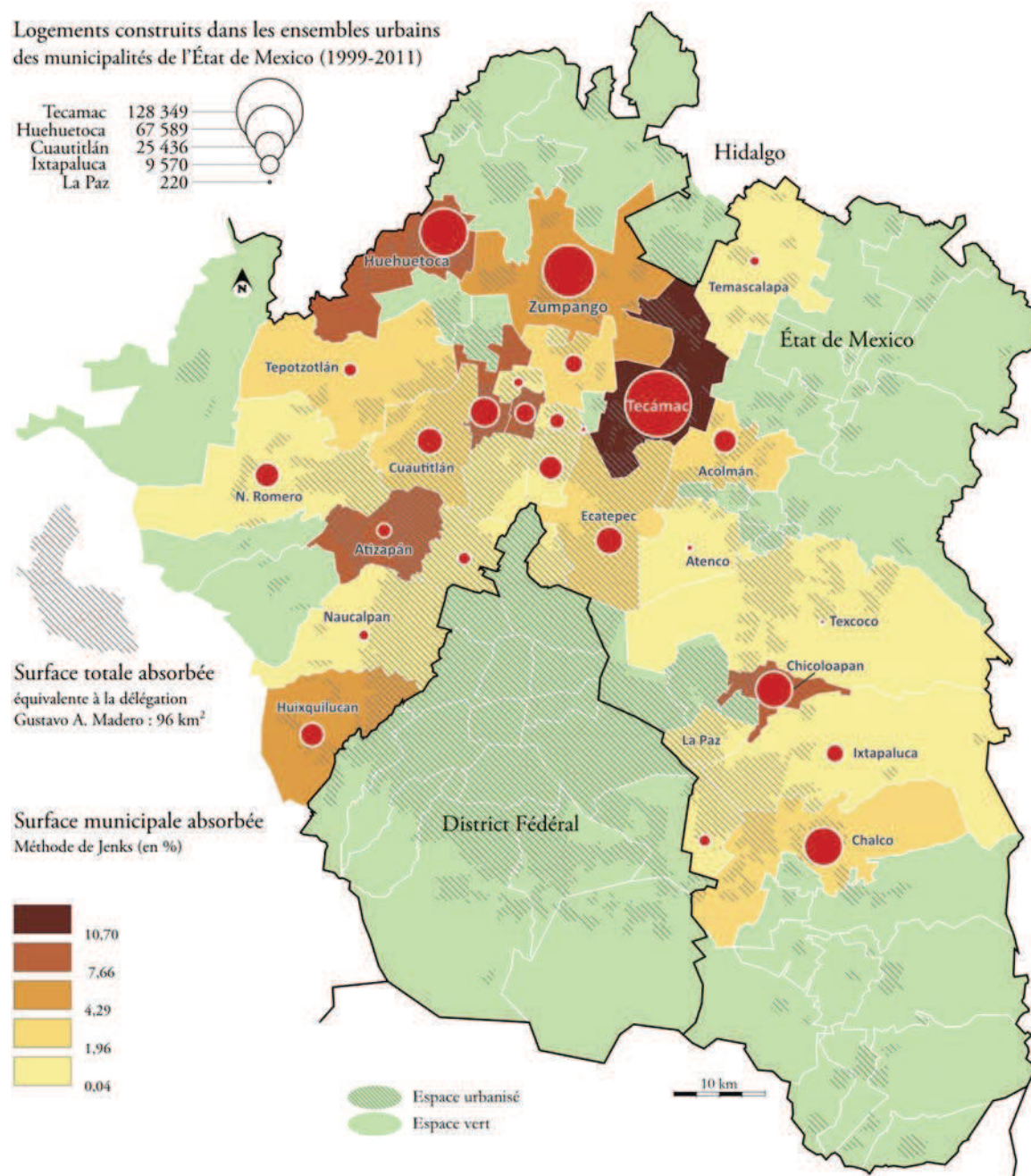
Les résultats du dernier recensement de population (2010) permettent d'évaluer l'impact de deux politiques urbaines majeures : la "revitalisation" du Centre Historique et le *Bando Informativo número 2* (*Bando 2*). Ce décret, émis par López Obrador le 7 décembre 2000, stipule la nécessité de concentrer les projets immobiliers dans les quatre délégations centrales. Sans prétendre aborder l'ensemble de conséquences de cette mesure,¹⁴⁹ nous allons nous intéresser à ses répercussions démographiques sur la métropole pour ensuite nous arrêter sur le repeuplement observé entre 2005 et 2010 dans le Centre Historique. Ce renversement s'est-il accompagné d'une transformation du profil des habitants ?

L'absence de données relatives à la composition socio-économique de la population (notamment les revenus des habitants et leur profession, exclus du dernier recensement) nous empêche de fournir une analyse statistique fine. Cependant, l'étude détaillée des îlots gagnants et des îlots perdants de population, complétée par un travail de terrain qui nous a permis d'identifier les principaux projets immobiliers conduits durant ces années, devrait nous aider à apporter des éléments de réponse.

¹⁴⁸ Raúl LLANOS, Rocío GONZÁLEZ et Gabriela ROMERO, « Recibe Zabludovsky la Medalla al Mérito Ciudadano ; propone crear la delegación 17 », 20 août 2009, *La Jornada*.

¹⁴⁹ Sergio TAMAYO (éd.), *Los desafíos del Bando 2. Evaluación multidimensional de las políticas habitacionales en el Distrito Federal 2000-2006*, México DF, SEDUVI, INVI, UAM, UACM, CAM AC., 2007.

Carte 21. Les ensembles urbains à l'assaut de l'État de Mexico



Source : *Gaceta Oficial del Estado de México* (janvier 1999 à juin 2011).

Fait avec Philcarto : J. Díaz

Les données concernant les 256 ensembles urbains (*conjuntos urbanos habitacionales*) produits durant cette période ont été obtenues à partir des informations publiés dans la *Gaceta Oficial del Estado de México*, journal officiel de l'entité fédérale, qui fournit la surface des ensembles urbains autorisés, le nombre de logements, leurs catégories (progressif, social, populaire, mixte), la population estimée ainsi que l'entreprise responsable. Sur les 564 832 logements produits, Casas GEO apparaît en première position (21%), suivie par SADASI (18%), ARA (12%), URBI (12%) et HOMEX (8%), le reste étant réparti en plusieurs entreprises mineures. Ces opérations se concentrent dans les municipalités de Tecamac, Zumpango et Huehuetoca, désignées comme les villes du Bicentennaires (*Ciudades Bicentenario*) par les autorités de l'État de Mexico.

Recyclage de la ville centrale et périurbanisation

La volonté de repeupler la ville centrale a été formulée depuis la *Loi de développement urbain du District Fédéral* de 1996, qui stipule la nécessité de « favoriser l’ancrage de la population et l’incorporation de nouveaux habitants dans les délégations Cuauhtémoc, Venustiano Carranza, Miguel Hidalgo et Benito Juárez » (art. 3, fraction I). Pourtant, le *Bando 2* a pris par surprise les acteurs de la promotion immobilière, y compris les producteurs de logement social, dès lors que les développements de plus de 200 logements ont été simplement proscrits dans les douze délégations restantes, soit sur l’équivalent à 90% de la superficie du DF. Malgré les réticences des délégations, en particulier celles de Benito Juárez et Miguel Hidalgo acquises au PAN depuis 2000, López Obrador a réussi à faire valoir son *bando* en centralisant la distribution des permis de construction au sein du secrétariat à l’Urbanisme (SEDUVI).

L’élévation des prix du foncier ne s’est pas faite attendre, entraînant des dynamiques contradictoires. À l’échelle de la zone métropolitaine, de nombreux promoteurs se sont retranchés sur les municipalités de l’État de Mexico, transformant les territoires acquis aux paysans depuis la réforme agraire en de gigantesques cités dortoirs appelées ensembles urbains d’habitation. Planifiés comme « des opérations financières plus que comme espace de vie », ¹⁵⁰ selon C. Jacquin et E. Duhau, ces ensembles ont proliféré grâce à la privatisation des terres collectives et à la politique de financement conduite par l’Institut du Fond National pour le Logement (INFONAVIT), mobilisant l’aspiration des Mexicains à la maison individuelle. ¹⁵¹ Rien qu’en 2004, on estime sur les 26 853 crédits exercés par les ayants-droit du DF, 20 140 (75%) ont été utilisés pour dans l’acquisition d’un logement dans l’État de Mexico. ¹⁵² Indirectement, donc, le *Bando 2* est venu renforcer la tendance à la relégation des pauvres (salariés) vers les nouvelles périphéries, non plus définies par l’auto-construction progressive mais par l’uniformisation industrielle du paysage.

Il serait impossible de décrire ici les conditions de vie qui caractérisent ce rêve américain transformé en cauchemar pour des millions de travailleurs, endettés pour accéder à des produits urbains incomplets (les écoles, cliniques et centres sportifs imposés par la loi sont souvent inexistants), éloignés des pôles d’emplois et soumis à une informalisation des activités et des usages du sol. ¹⁵³ Il convient cependant de souligner l’importance du phénomène, dès lors que –d’après nos propres calculs– 256 ensembles ont été construits entre 1999 et 2011 dans les municipalités métropolitaines de l’État de Mexico, absorbant 96 kilomètres carrés de terres agricoles pour accueillir une population potentielle de 2,5 millions d’habitants.

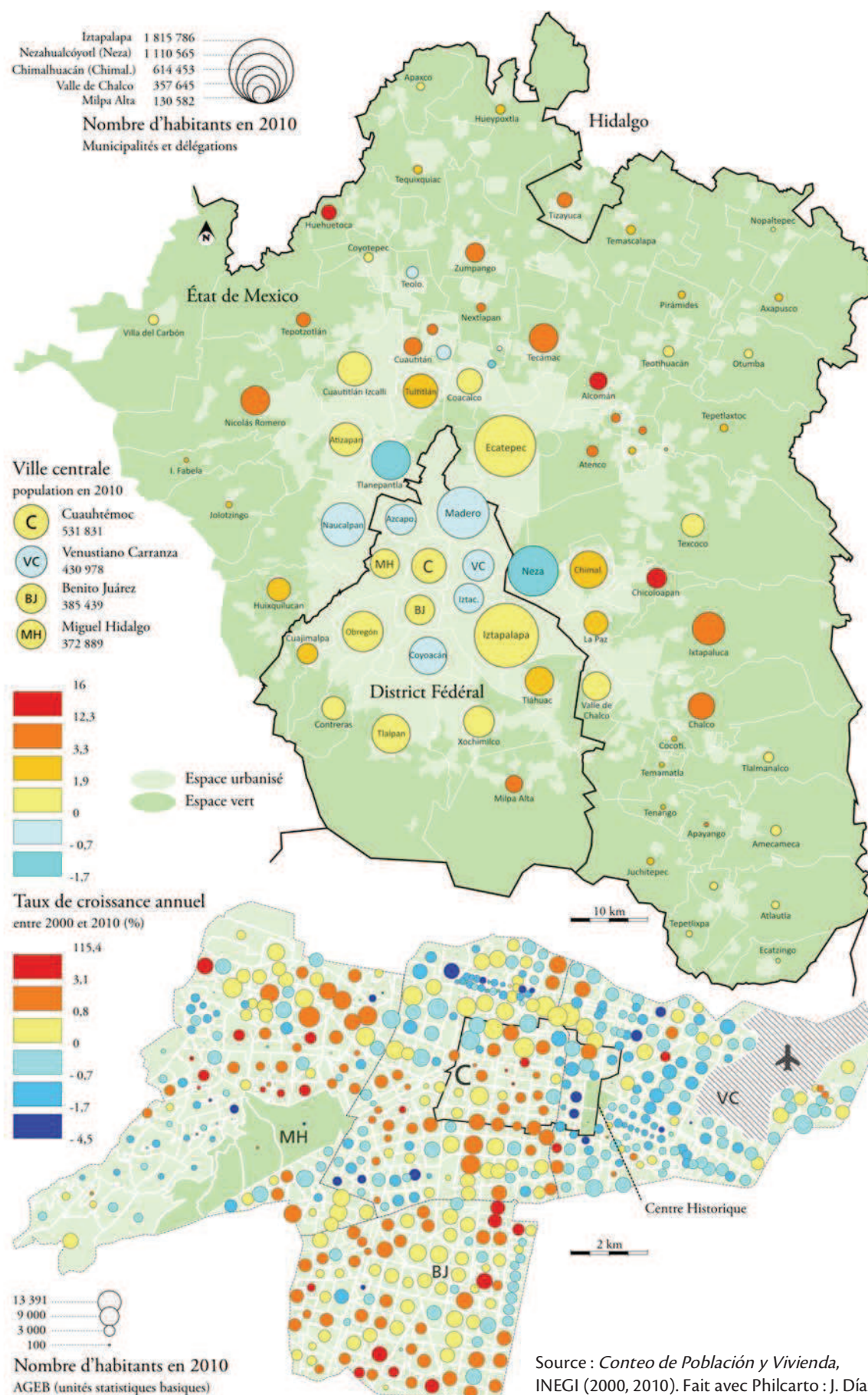
¹⁵⁰ Céline JACQUIN et Emilio DUHAU, « Les ensembles de logement géants de Mexico », *Autrepart*, n° 47-3, 2008, p. 169-185. Ces ensembles sont le résultat d’un « processus de production massive et en série, sur des superficies de plus en plus vastes, avec des densités élevées –en moyenne 60 logements à l’hectare dans la ZMVM–, sous la modalité de très petits duplex dont seuls quelques prototypes sont répétés sans fin, et dotés d’une infrastructure urbaine minimale ».

¹⁵¹ Au Mexique, le logement social consiste en un système de crédit permettant aux travailleurs qui cotisent dans les caisses du secteur privé (INFONAVIT) et public (FOVISSSTE) d’accéder à la propriété. Les promoteurs immobiliers s’adaptent à la typologie imposée par l’État qui distingue des catégories de logements selon leur surface habitable et le prix maximum de vente. Le logement social progressif consiste en des « pieds de maison » de 30 m² maximum (avec possibilité d’agrandissement vertical) ; le logement populaire va de 30 à 45 m² ; le logement d’intérêt social s’établit entre 45 et 55 m². Outre ces trois catégories, il existe une distinction entre le logement moyen (de 56 à 100 m²), le moyen haut (de 100 à 200 m²) et le résidentiel (plus de 200 m²). Les ensembles urbains sont souvent mixtes, avec des sections différenciées selon les catégories de logement.

¹⁵² V. DELGADILLO, « Repoblamiento y recuperación del Centro Histórico »..., *op. cit.*, p. 831.

¹⁵³ Les irrégularités et les fraudes opérées par les promoteurs sont synthétisées dans : Mayela SÁNCHEZ, « Miles de familias, defraudadas por inmobiliarias en el Valle de México », 2012, *Contralínea*, n° 265.

Carte 22. La Zone Métropolitaine et la ville centrale : 2000-2010



À l'échelle du District Fédéral, l'élévation des prix fonciers a sensiblement inhibé les activités de l'Institut du Logement (INVI). En effet, à défaut de pouvoir disposer d'une réserve territoriale dans la ville centrale, de nombreux projets de logements sociaux ont dû être annulés. D'après les données publiées sur le site de l'INVI,¹⁵⁴ le *Programme d'ensembles sociaux* a enregistré une décélération importante, passant de 9 518 logements produits en 2002 à 6 164 en 2003, pour atteindre le seuil le plus bas en 2006 avec 4 010 logements. En 2007, vraisemblablement à cause de l'abrogation du *Bando 2*, ce programme a connu une récupération significative puisqu'il a financé la construction de 5 244 nouveaux logements.

À l'échelle de la ville centrale, le *Bando 2* a contribué à ramener l'offre immobilière sociale, moyenne et de standing. Ces deux dernières se sont généralement dirigées vers les délégations de Miguel Hidalgo et Benito Juárez, tandis que l'offre sociale a trouvé sa place dans la délégation Cuauhtémoc. En effet, comme le souligne C. Paquette, l'action des promoteurs a renforcé les anciennes divisions sociales en ramenant des habitants aisés dans les quartiers du sud-ouest et des populations défavorisées dans les quartiers péricentraux tels que Morelos, Tepito, Guerrero, Doctores, Buenos Aires et Esperanza.¹⁵⁵

Enfin, malgré ses effets pervers, le *Bando 2* a permis d'infléchir la tendance au dépeuplement de la ville centrale : Cuauhtémoc a gagné 15 000 habitants entre 2000 et 2010, avec un taux de croissance de 3%. De la même façon, B. Juárez et M. Hidalgo ont connu une augmentation remarquable avec 25 000 (6,9%) et 20 000 nouveaux habitants (5,7%) respectivement, faisant reculer le dépeuplement initié au tournant des années soixante-dix. En revanche, la délégation V. Carranza a poursuivi son déclin avec 32 000 habitants en moins par rapport au recensement de 2000 (-6,9%).

L'inégal repeuplement du Centre Historique

En mars 2011, Marcelo Ebrard a publiquement célébré le repeuplement survenu dans le périmètre A entre 2005 et 2010. Après quatre décennies de déclin démographique, l'annonce faite par le maire dans le cadre de la présentation du programme *Habiter le Centre*, qui vise à dynamiser le marché immobilier dans les secteurs déprimés du Centre Historique (encadré 7, p. 248), a été accueillie avec enthousiasme par les médias.¹⁵⁶

Tableau 6. Évolution de la population du Centre Historique

	1970	1990	1995	2000	2005	2010
Périmètre A	97,200	51,511	44,772	39,420	31,331	33,874
Périmètre B	251,271	132,674	127,645	120,946	111,082	109,592
Total	348,471	184,185	172,417	160,366	142,413	143,466

Sources. De 1970 à 2000 : Keoseyán et Abreu ; 2005 : Evalúa DF ; 2010 : INEGI

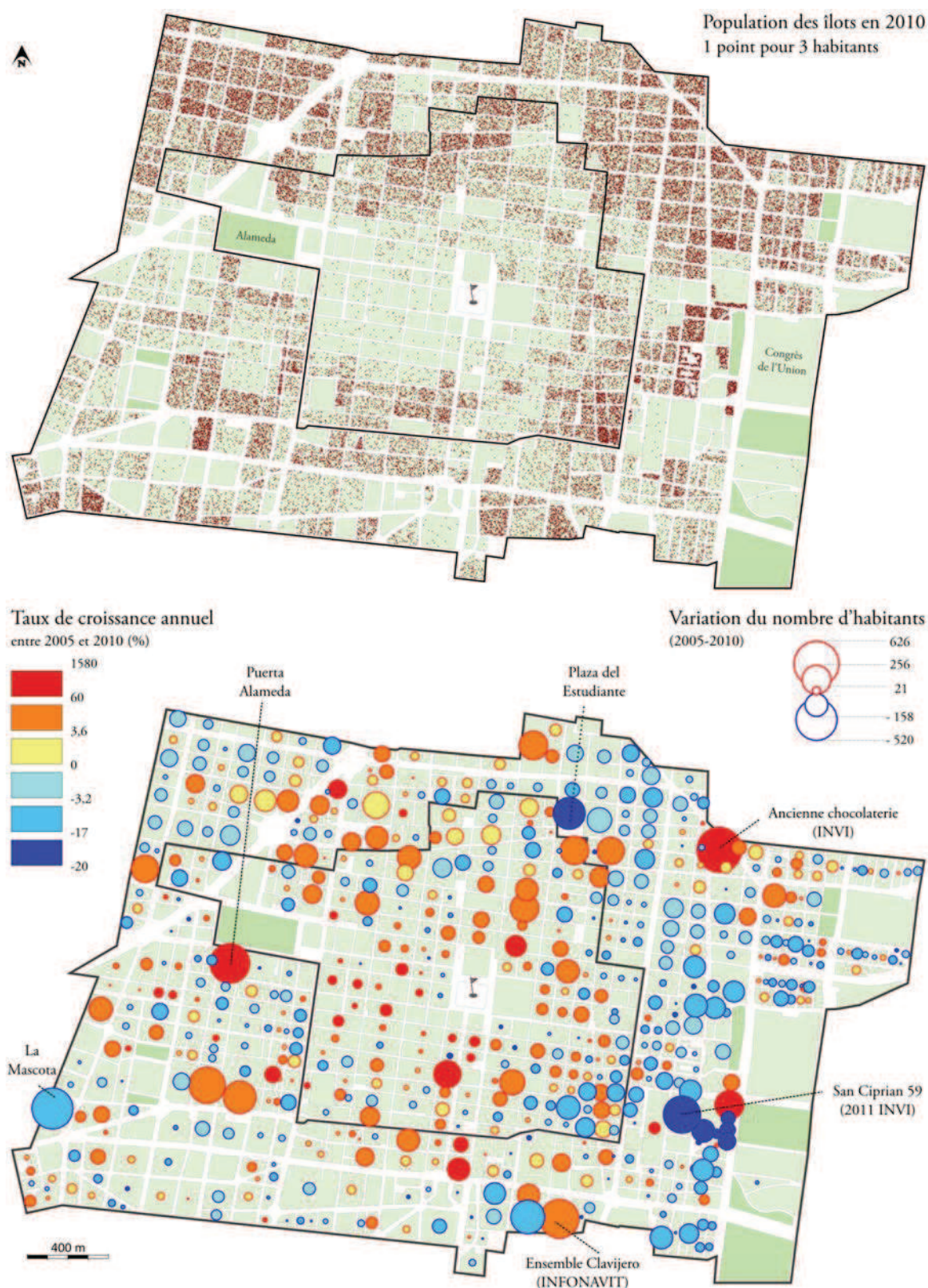
Pris dans son ensemble, le renversement du déclin démographique se confirme. Ayant atteint le seuil des 142 413 habitants en 2005, l'espace patrimonial enregistre une légère récupération d'un millier de personnes en 2010 (+0,7%). Cette dynamique dépend largement du périmètre A qui gagne 2 543 habitants, soit une augmentation de 7,5%. En revanche, durant la période 2005-2010, le périmètre B a continué son déclin (-1,4%).

¹⁵⁴ www.invi.df.gob.mx (consulté en mars 2012)

¹⁵⁵ C. PAQUETTE, « Des habitants pour le centre historique? »..., *op. cit.*, p. 115.

¹⁵⁶ Lidia ARISTA, « Repunta población en el Centro Histórico: Ebrard », 11 mars 2011, *El Universal*.

Carte 23. Population et peuplement du Centre Historique (2005-2010)



Sources : *Conteo de Población y Vivienda*, INEGI (2010) et Evalúa DF (2005). Nous avons utilisé les données de l'INEGI, livrées à l'échelle de l'îlot seulement à partir de 2010. La comparaison avec 2005 a été possible grâce aux données publiées à cette échelle par l'agence Evalúa DF : www.evalua.df.gob.mx (accédé en mars 2012). Fait avec Philcarto : J. Díaz

La désagrégation des données effectuée par nos soins permet de différencier les îlots gagnants et perdants en termes de population. Ces derniers forment un demi-cercle d'abandon à l'est de l'avenue Anillo de Circunvalación. Le cas le plus extrême correspond à l'îlot de la *plaza* Hilos Cadena, où l'on enregistre une perte de 424 habitants. Nous avons sillonné le terrain pour essayer de comprendre les causes du départ et nous avons compris qu'il s'agissait en réalité d'un départ provisoire : l'INVI a conduit une opération de reconstruction pour laquelle il a fallu déloger les habitants du 59 rue San Ciprian. En 2011, un an après le dernier recensement de population, un ensemble de logements sociaux a été inauguré à cette adresse, mais les nouveaux habitants ne seront comptabilisés qu'en 2015.

En d'autres cas, l'expulsion des habitants paraît irréversible. L'îlot situé au nord du périmètre A (carte 23) a enregistré une perte totale de ses habitants, déplacés par le nouveau complexe de *plazas*, en particulier la Plaza del Estudiante. Dans tout ce secteur, la prolifération des activités commerciales –liée à l'expulsion de l'ambulantage du secteur touristique– a déplacé la fonction résidentielle d'un territoire pourtant assigné à l'habitat dans le PPDU-Centre Historique (carte 13, p. 178), ce qui nous renseigne encore une fois sur les limites du zonage dans un contexte régi par l'informalité et le rapport de force.

À l'autre extrémité du périmètre B, au croisement de Bucareli et Chapultepec, un îlot fait figure d'exception : il s'agit de l'ensemble La Mascota, construit au début du XX^e siècle pour loger des travailleurs d'une fabrique de tabac propriété de l'entrepreneur franco-mexicain Ernesto Pugibet. Bien qu'il maintient 115 habitants en 2010, il a subi en cinq ans une perte de 520 habitants ! Encore une fois, l'exploration du terrain nous renseigne sur des mouvements plus discrets, dans ce cas, sur l'arrivée de jeunes couples aisés qui apprécient la proximité des quartiers huppés de La Condesa ou La Roma.

Clichés 26. La Mascota : éclectisme porfirien en proie à la gentrification



Ouvrage réalisé entre 1910 et 1912 par l'ingénieur Miguel Ángel de Quevedo : les 174 logements étaient destinées aux travailleurs et au cadres de l'entreprise La Tabacalera Mexicana. Longtemps soumis au blocage de loyer, l'ensemble était peuplé par des personnes âgées et des familles à faible revenu. Avec le déblocage décrété en 1992 (appliqué à partir de 1998), les habitants ont abandonné les lieux (nous ignorons dans quelles conditions). Ce dépeuplement est actuellement compensé par l'arrivée d'une population à hauts revenus. Comme nous l'avons constaté, plusieurs appartements ont été rachetés et sont en cours de réhabilitation. À présent, l'offre de location pour un T5 s'établit à 17 000 pesos mensuels, bien au-dessus de la moyenne du Centre Historique.

Clichés 27. Condominiums de standing sur le front de l'Alameda



Puerta Alameda apparaît dans l'édition de septembre 2009 du guide de l'immobilier *Metros Cúbicos*, titrée : « Centre Historique : une option pour vivre, luxe et plus-value conquérante ». Les images de l'intérieur du condominium sont tirées des dépliants publicitaires distribués aux passants (1). À droite, la Tour Carso en 2014, prête à accueillir de nouveaux habitants ainsi que les clients de Sanbors et Inbursa, propriété de Carlos Slim (2). Plus au sud, ont retrouvé des condominiums moins onéreux mais non moins distingués tels que Portal Márquez Sterling (3), Vía Alameda (4) et El Marroquí (5) qui utilise l'argument de vente suivant : « Faites partie de ce groupe sélect qui se retrouve avec l'histoire, l'urbain et la culture. Redécouvrez les origines et vivez la renaissance de la ville ».

Les nouveaux ensembles d'habitation : une offre variée

L'analyse des îlots récepteurs de population révèle des dynamiques associées à la gentrification "classique", c'est-à-dire à la réhabilitation d'immeubles anciens et à l'installation d'une population aux revenus supérieurs à la moyenne des ménages, notamment dans le secteur compris entre le Zócalo et l'Alameda, où la densité des immeubles classés empêche toute possibilité de redéveloppement. Compte tenu des éléments apportés plus haut dans ce chapitre, nous pouvons avancer que ce secteur nodal de l'espace patrimonial a été repeuplé grâce aux efforts de l'agence immobilière de Carlos Slim, entre autres investisseurs avertis. En termes absolus, cependant, les îlots ayant reçu le plus grand nombre d'habitants correspondent aux grands projets immobiliers, parmi lesquels l'ensemble Puerta Alameda (clichés 27.1) constitue un cas typique de ce que certains auteurs appellent la *new-build gentrification*.¹⁵⁷

Construit en 2003 par le Groupe Dahnos, associé à Desarrolladora del Parque, sur une parcelle de 70 000 mètres carrés longtemps restée en friche, cet ensemble de standing comprend deux bâtiments d'habitation (18 étages) et un parking (10 étages), pour un total de 475 appartements de 60 à 110 mètres carrés. Puerta Alameda impressionne par sa taille et son caractère monolithique. Au pied de l'imposante façade de béton qui recouvre la moitié de l'îlot, une vingtaine de banques et de magasins de luxe offrent leurs services et leurs produits au public. Des affiches publicitaires pressent les passants à saisir les derniers appartements dans « le développement qui a transformé le Centre Historique ».¹⁵⁸

Puerta Alameda a par ailleurs encouragé de nouvelles opérations destinées aux classes moyennes et aisées dans le secteur sud de l'Alameda. En s'appropriant de l'image du prestigieux jardin, des développements immobiliers pourtant éloignés ont vu le jour : Via Alameda (Luis Moya 99) et Las Alamedas (Revillagigedo 89) proposent des appartements de plus de 80 m², hors de portée des catégories populaires. Le Condominio Iturbide offre depuis 2011 des appartements de 60 m². Son slogan commercial est gravé dans du béton à l'entrée du bâtiment : « *Living Centro Histórico* ». El Marroquí promet quant à lui d'attirer plus d'une centaine d'habitants dans ses appartements de 65 m², évalués entre un et deux millions de pesos. Cette tour de 11 étages dispose d'ascenseurs de dernière génération, d'un parking, d'un « *roof garden* » et d'une vigilance assurée 24h/24.

Le démarrage en 2012 des travaux de requalification de l'hôtel Bamer, conjugué à la réhabilitation de l'Alameda, augure finalement un regain de prestige dans toute cette zone. Ayant survécu au tremblement de 1985 –contrairement aux hôtels Regis, del Prado et au gratte-ciel de La Mariscal– le Bamer a été abandonné en raison du déclin du quartier. Acquis en 2004 par CHCM SA de CV, ses chambres sont actuellement transformées en une centaine d'appartements de 75 mètres carrés vendus à un prix moyen de deux millions de pesos (soit 115 000 euros).¹⁵⁹ La requalification comprend le renforcement structurel du bâtiment, rebaptisé Tour Carso, l'ouverture d'une banque Inbursa et d'un magasin Sanbors (clichés 27.2), ainsi que le remplacement des murs par des fenêtres panoramiques qui offrent une vue imprenable sur l'Alameda.

¹⁵⁷ Mark DAVIDSON et Loretta LEES, « New-build "gentrification" and London's riverside renaissance », *Environment and Planning A*, 37-7, 2005, p. 1165-1190.

¹⁵⁸ Puerta Alameda a enregistré une forte plus-value entre 2003 et 2005, en passant de 8 500 à 13 000 pesos au mètre carré. Voir : M. PERLÓ et J. BONNAFÉ, « Dos modelos para el financiamiento del Centro Histórico »..., *op. cit.*, p. 140.

¹⁵⁹ Laura GÓMEZ, « Inmobiliaria de Slim convertirá el Hotel Bamer en desarrollo de lujo », 4 octobre 2010, *La Jornada*.

Encadré 7. Le programme *Habiter le Centre*, ou comment libérer le marché locatif

En février 2011, dans le cadre d'une conférence de presse conjointe entre l'Association Mexicaine des Promoteurs Immobiliers (AMPI), qui intègre le Comité Technique du FCH (figure 7, p. 225), et l'Autorité du Centre Historique (ACH), les représentants des secteurs public et privé ont annoncé la relance du marché immobilier dans le Centre Historique à travers l'outil informatique. À cet effet, ils ont mis en place le programme *Habiter le Centre* qui prétend regrouper l'ensemble de l'offre immobilière, en particulier locative, à travers son site Internet *vivirenelcentro.com.mx*.

Avec 380 biens initialement répertoriés, cette coalition publique-privée espérait « équilibrer » une offre jugée disparate et ainsi pouvoir homologuer les prix du Centre Historique avec ceux des quartiers péricentraux de classe moyenne tels que Roma, Escandón, Tabacalera ou Narvarte.¹⁶⁰ Le président de l'AMPI, Alejandro Kuri Pheres, a alors vanté les « potentialités » de trois zones en déclin démographique : la Merced, le quartier de Guerrero et les pourtours de l'avenue Pino Suárez. Selon lui, il suffisait de convaincre les propriétaires pour qu'ils acceptent de passer au régime de propriété en condominium avec l'argument suivant : « qu'ils gardent les locaux commerciaux au rez-de-chaussée, généralement plus rentables, et qu'ils revendent les appartements aux étages supérieurs où l'on peut même envisager des *lofts* ». D'après Kuri, il y avait là quelques 5 000 immeubles abandonnés qu'il serait possible de réhabiliter pour recevoir 50 000 nouveaux habitants.

La presse n'a pas tardé à déformer les propos du promoteur en prenant ses estimations pour des faits,¹⁶¹ provoquant de vives préoccupations parmi les organisations de demandeurs de logement. Comment n'étaient-elles pas au courant d'un tel mégaprojet immobilier ? S'agirait-il de logement sociaux ou de logements de standing ? En réalité, il s'agissait d'une prévision enthousiaste de la part du promoteur qui n'imaginait pas les réactions qu'il allait susciter.¹⁶²

Enfin, malgré les promesses escomptées à cette occasion, une veille informatique sur le site promu par la coalition AMPI-ACH nous indique que l'offre n'a pas vraiment augmenté en deux ans. Au mois d'avril 2013, on dénombrait 72 offres de location et 50 offres de ventes, dont 29 appartements du Condominio Iturbide et 2 appartements en revente dans l'emblématique Puerta Alameda. En effet, le site a certainement permis de faciliter la comparaison des prix mais il n'aura pas réussi à mobiliser l'ensemble des acteurs du logement présents dans le Centre Historique, parfois discrets mais non moins actifs dans la transformation des lieux.

Il faut finalement souligner qu'au-delà de résidences de standing qui prolifèrent dans une zone spécifique, le maintien démographique du périmètre B s'explique par la construction de nombreux ensembles sociaux. Le plus remarquable de ces nouveaux ensembles est sans doute le projet de reconversion de l'ancienne chocolaterie mené par l'INVI dans le quartier Morelos de la délégation Venustiano Carranza (clichés 28.1). Avec 213 logements inaugurés entre 2005 et 2007, cet ensemble a contribué au repeuplement du Centre Historique à hauteur de 626 habitants. Un autre développement de caractère social qui semble avoir pesé sur la démographie est l'Ensemble Clavijero, dans le quartier Esperanza. Celui-ci a été construit par l'entreprise Demet et ses clients ont été des travailleurs formels affiliés à l'INFONAVIT.

En outre, des dizaines d'ensembles ont vu le jour dans les quartiers populaires péricentraux. Assez pauvres en termes architecturaux, ces ensembles d'habitation ont été construits vers les marges du Centre Historique, peu fréquentées par les touristes et déjà caractérisées par l'architecture rationaliste de la période post-sismique.

¹⁶⁰ Lidia ARISTA, « Las 3 zonas para rentar depa en el Centro Histórico », 19 février 2011, *El Universal*.

¹⁶¹ Laura GÓMEZ, « Se construirán 50 mil nuevas casas de interés social en el Centro Histórico », 18 février 2011, *La Jornada*.

¹⁶² Mariana SUÁREZ, « Inaccesible para pobres, el plan de repoblar el Centro Histórico », 28 mars 2011, *La Jornada*.

Clichés 28. L'envers du décor : nouveaux ensembles sociaux



Ancienne chocolaterie →



2 La Viga 13, à bâtir. Derrière : l'Esemble Clavijero



3 Guerrero 164

↓ Orozco y Berra 22



4 Pedro Moreno 173



5 Chimalpopoca 273



6 Pedro Moreno 106

Le logement social est en réalité un accès à la propriété financé soit par INFONAVIT (4, 5, 6), dans le cas des salariés qui cotisent dans cette caisse nationale, soit par l'INVI (1, 2, 3), qui soutient les populations vulnérables du DF. Ces ensembles s'assimilent aux immeubles dressés après le séisme et s'intègrent au paysage des quartiers péricentraux.

Conclusion : une ville a trois vitesses ?

La croissance démographique observée les dix dernières années dans le Centre Historique paraît insignifiante au vu des transformations d'une métropole qui évolue à plusieurs vitesses, pour reprendre l'expression de J. Donzelot.¹⁶³ À l'échelle métropolitaine, l'étalement urbain se poursuit de façon spectaculaire, non plus sur la modalité de l'auto-construction qui a caractérisé la seconde moitié du XX^e siècle mais désormais sous l'auspice d'une industrie pavillonnaire insoucieuse, stimulée par une politique fédérale irresponsable qui commence à peine à se réformer. Entre temps, les travailleurs précaires ont trouvé des alternatives de logement dans les nouveaux ensembles horizontaux de l'État de Mexico, en des territoires isolés qui poseront sans doute de graves problèmes sociaux dans l'avenir.

Dans la ville centrale, nous assistons à un formidable recyclage urbain qui respecte les anciennes divisions sociales de l'espace et qui renforce la polarisation est-ouest de la ville ancienne. L'offre immobilière destinée aux classes aisées s'est particulièrement développée dans les délégations de Benito Juárez et Miguel Hidalgo, qui ont historiquement accueilli les beaux quartiers. Depuis 2001, cette offre s'est élargie au sud de l'Alameda qui, comme nous l'avons souligné au chapitre V, a été jalousement préservée par l'aristocratie coloniale avant de devenir l'axe d'articulation entre la ville ancienne et le nouveau corridor financier de Reforma. Cependant, les regains les plus spectaculaires de population ont eu lieu dans les quartiers péri-centraux, notamment à l'est du Centre Historique, sous l'effet des nombreux ensembles sociaux destinée aux groupes les plus vulnérables qui dépendent de l'INVI.

Bien que la croissance démographique observée dans le Centre Historique paraît insignifiante par rapport aux évolutions de la métropole, l'importance symbolique et médiatique de ce petit bout de territoire est incalculable. En redevenant attractif aux yeux des promoteurs immobiliers, des touristes et des nouveaux habitants, ce haut lieu patrimonial se retrouve à la croisée des chemins et nul ne sait encore quelle sera sa vocation dans les années à venir, s'il se maintiendra comme un espace mixte et globalement populaire ou si l'élite nationale et internationale finira par s'imposer.

En tout cas, il apparaît difficile d'imaginer ce qu'aurait pu signifier un programme de revalorisation sans la participation de Carlos Slim. Malgré les allégations des autorités publiques, l'homme qui fait trembler la Bourse Mexicaine a semble-t-il déterminé le déclenchement d'une transformation urbaine qui n'avait jamais réussi à dépasser le stade des bonnes intentions du gouvernement. Dans l'actualité, l'espace patrimonial fait l'objet d'une double logique, philanthropique et commerciale, typiquement associée aux réalisations de ce « Dieu dual du capitalisme dysfonctionnel » qui « enlève d'une main ce qu'il procure de l'autre », selon les termes de l'économiste D. Dresser.¹⁶⁴

Cela dit, les décisions et les actions réalisées à partir de l'installation du Comité Consultatif (2001) ne peuvent pas se réduire à la seule figure de Carlos Slim dès lors qu'elles répondent à des intérêts corporatifs complexes. En effet, nous aborderons dans la partie suivante la question du réseau d'acteurs qui ont accompagné le magnat dans cette aventure, autrement dit, la sociologie des « pionniers » qui se sont associés directement ou indirectement au programme de « revitalisation » impulsé par le Groupe Carso.

¹⁶³ Jacques DONZELOT, « La ville à trois vitesses : relégation, périurbanisation, gentrification », *Esprit*, 303, 2004, p. 14-39.

¹⁶⁴ Denise DRESSER, « Las dos caras de Carlos Slim », 4 mars 2007, *Proceso*, n°1583, p. 11.

3^{ème} partie
RÉSISTANCES ET
PARTICIPATIONS

CHAPITRE VII

L'ARCHIPEL DES "PIONNIERS"



Comme dans l'ancien *Far West*, la frontière apparaît idyllique et dangereuse, romantique mais hors-la-loi.

Neil Smith, *The New Urban Frontier*, 1996

Les espaces conquis par le commerce de masse ou par l'État, sont généralement rejetés par les artistes. Cependant, cette antipathie n'est pas réciproque et les espaces occupés par les artistes, souvent des lieux hautement symboliques, représentent un potentiel économique pour le secteur entrepreneurial.

David Ley, « Artists, aestheticisation and the field of gentrification », 2003

Quand vous vous retrouvez au milieu de cette classe haut de gamme et cultivée, vous ne pouvez pas savoir si vous vivez dans un monde de *hippies* ou d'actionnaires. En réalité, vous êtes entrés dans un monde hybride où chacun est un peu des deux à la fois.

David Brooks, *Les Bobos*, 2000

Photographie : Une fresque cache le dernier bâtiment en ruine du corridor culturel Regina.

Introduction

Le projet de “revitalisation” du Centre Historique tire sa légitimité du fait qu’une génération entière d’habitants de la capitale n’a jamais connu le noyau originel : les distances à parcourir sont tellement importantes que la jeunesse se tourne vers des centralités infra-urbaines ou se replie dans les nouveaux espaces privés de consommation. Or, d’après les autorités publiques, une jeunesse sans racines est une jeunesse sans repères. La requalification des rues du Centre Historique, comprises comme « l’espace public par excellence »,¹ constitue en effet la clé de voûte d’un projet qui prétend faire société à partir d’un seul et même référentiel urbain.

Le discours officiel prend pour acquis que la proximité des différentes couches sociales dans un espace réduit favorise le mélange et donc, l’unité du corps social. De la même manière, le repeuplement est censé produire –automatiquement– une certaine mixité sociale. Pourtant, à moins que l’on balaye d’un trait les acquis de la sociologie, l’illusion est monumentale, car les nouveaux habitants n’emménagent pas sans leur bagage culturel, leurs habitudes et leurs comportements de classe :

« Si l’habitat contribue à faire l’*habitus*, l’*habitus* contribue aussi à faire l’habitat, à travers les usages sociaux, plus ou moins adéquats, qu’il incline à en faire. On est ainsi conduit à mettre en doute la croyance que le rapprochement spatial d’agents très éloignés dans l’espace social peut, par soi, avoir un effet de rapprochement social : en fait, rien n’est plus intolérable que la proximité physique (vécue comme promiscuité) de gens socialement éloignés. »²

Le postulat établi par P. Bourdieu nous amène à considérer la possibilité d’un univers de nouveaux habitants déconnectés des espaces de socialisation préexistants à leur installation, formant un archipel de “pionniers” dans un océan d’inconnus. L’image n’est pas que métaphorique. Elle se traduit dans l’espace physique par la constitution de nouveaux lieux de socialisation imperméables aux habitants préexistants. En ce sens, l’anthropologue A. Leal a mis en évidence l’existence de barrières aussi physiques que mentales, en s’intéressant à la « négociation des frontières » produites par l’installation de nouveaux habitants le long du corridor culturel Regina.³ Cependant, en laissant de côté les relations entretenues par les nouveaux groupes sociaux et les autorités publiques, l’analyse du front pionnier et des mécanismes qui garantissent la permanence de ces groupes apparaît incomplète.

Ce chapitre est consacré à l’étude des lieux et des liens qui permettent aux nouveaux arrivants de se maintenir dans un territoire *a priori* hostile, qui leur impose dans tous les cas un mode de vie différent de celui qu’ils menaient ailleurs. En plus de décrire les choix résidentiels et les comportements sociaux des “pionniers”, l’analyse des nouvelles territorialités du Centre Historique devrait nous conduire vers la discussion engagée par D. Ley quant aux attentes urbaines des classes moyennes et leurs modalités d’incidence sur la politique publique.⁴ Comment ces habitants font-ils valoir leurs intérêts, en particulier leurs besoins de sécurité et de confort, dans un contexte d’informalité et d’inégalités sociales ? Étant eux-mêmes le résultat d’une politique publique, quels sont leurs relations avec les autorités et les groupes de pouvoir économique ?

¹ J. BORJA, « La ciudad es la calle »..., *op. cit.*

² P. BOURDIEU, « Effets de lieu »..., *op. cit.*, p. 259.

³ A. LEAL MARTÍNEZ, « Peligro, proximidad y diferencia »..., *op. cit.*

⁴ David LEY, « Gentrification and the politics of the new middle class », *Environment and Planning D: Society and Space*, 12-1, 1994, p. 53-74.

1. Liens et lieux des nouveaux habitants

Les individus qui nous intéressent ici constituent une communauté d'artistes, d'intellectuels et de professionnels qui se rencontrent dans les milieux de la nuit, les événements culturels et les réunions privées. Leur appellation privilégiée est celle de « nouveaux habitants » (*nuevos vecinos*), moins agressive que celle de « pionniers », mobilisée par les intéressés de façon sporadique pour signifier un certain droit d'ancienneté dans la zone : les « vrais pionniers » seraient arrivés au début du processus. Il convient également de préciser l'utilisation de la notion de communauté, qui paraît adéquate pour deux raisons. D'abord, ces individus développent des réseaux de solidarité et font face au même type de problèmes, principalement l'encombrement de l'espace public, le bruit ou le manque de place pour stationner leurs véhicules. Ensuite, même si le Centre Historique est très étendu, il est possible –aussi bien au chercheur qu'à l'habitant– d'avoir une lecture d'ensemble et de repérer les acteurs clés du processus. En effet, ces individus s'identifient au sein d'un collectif plus ou moins formel de « nouveaux », comme l'explique une de nos enquêtées :

« Les nouveaux ne sont pas très nombreux, on se connaît relativement bien. Je suis déjà allée dans plusieurs immeubles qui ne me plaisent pas beaucoup. Surtout ceux de la Fondation du Centre Historique, j'ai l'impression qu'ils sont trop *fresas* (chics). »⁵

Malgré les différences exprimées vis-à-vis des habitants des immeubles réhabilités par l'agence immobilière de Carlos Slim –naturellement confondue avec la Fondation du Centre Historique– cette habitante s'identifie comme faisant partie des « nouveaux », elle connaît « les gens », repère « les lieux », elle échange informations et contacts avec ses voisins. À son image, on peut dire que les nouveaux habitants développent rapidement un sentiment d'appartenance qui passe par des formes spécifiques de socialisation leur permettant de s'approprier symboliquement du territoire tout en se distinguant des anciens habitants. Autrement dit, la construction du chez soi implique le développement d'un entre soi protecteur qui s'exprime en certains lieux : bars, galeries d'art et plusieurs immeubles-refuges. Ainsi, la combinaison offerte par le Centre Historique entre une ambiance branchée et des loyers économiques attire une population d'artistes et d'intellectuels qui forment des communautés bohèmes relativement disséminées sur le territoire (encadré 7, p. 265).

Une forteresse bohème au milieu du chaos

Commençons par explorer les trois différentes modalités d'installation possibles –la location, l'accès à la propriété et l'héritage– en restant au plus près des motivations qui ont poussé nos interlocuteurs à s'installer dans le Centre Historique. Certains sont arrivés en ayant recours à des amitiés préalablement installées, d'autres l'ont simplement parcouru en quête d'annonces immobilières. Nirvana, photographe célibataire originaire des périphéries populaires de Mexico, a connu les deux situations avant de trouver sa place :

« Je n'avais jamais habité en ville, j'ignorais ce qu'était d'aller à l'épicerie du coin à pied, pour moi c'était toujours la voiture ou le transport public. Quand je me suis installée dans la colonia Del Valle, ce nouveau rythme de vie m'a enthousiasmée. Mais alors je voulais quelque chose de plus radical, le centre du bordel, le cœur de la ville. Il y avait ici tous les musées et surtout les magasins avec les choses que j'aime et dont j'ai besoin pour mon mé-

⁵ Nirvana, photographe originaire d'Iztapalapa, 33 ans, installée en 2007. Entretien réalisé le 28 janvier 2012.

tier. [...] J'ai beaucoup marché en quête d'un entrepôt, j'avais le rêve newyorkais ou la fantaisie de réhabiliter un entrepôt avec les trois sous que j'avais dans la poche. »

Faute de courage et d'argent, Nirvana n'a jamais réalisé son rêve américain d'aménager un entrepôt du type *loft* postindustriel. Elle a cependant trouvé un appartement agréable dans une rue qui était faite à sa mesure : República de Brasil, qui concentre les marchands d'équipements photographiques. Une fois installée, elle s'est entourée d'amitiés dans le milieu culturel et artistique du Centre Historique, d'où lui est parvenue, deux ans plus tard, une invitation pour aménager au 120 rue d'Uruguay, dans un immeuble plus « *fresa* » (chic), selon ses propres termes. C'est à travers l'amitié nouée avec cette photographe que nous avons eu l'occasion d'enquêter auprès des habitants.

La nouvelle demeure de Nirvana est située entre l'ancienne Merced et le corridor culturel Regina. Bien que son environnement immédiat soit bruyant et encombré par la présence de centaines de commerçants ambulants, son architecture moderne postrévolutionnaire a attiré l'attention de l'architecte trentenaire Ana Álvarez, fondatrice de Citámbulos, un collectif international d'artistes, d'urbanistes et d'ethnographes consacré à l'étude des secrets de Mexico.⁶ Ana et son collectif se sont installés en 2002 dans un appartement qui donne sur l'arrière-cour de l'immeuble, enclenchant la gentrification de toute cette partie du bâtiment.

Les travaux de réhabilitation entrepris par Citámbulos furent du goût de Madame Cogordán, qui décida de refaire l'intégralité de l'immeuble à l'image de l'appartement en question. Au fur et à mesure que les appartements se libéraient de leurs anciens occupants, les membres de Citámbulos se sont chargés de faire circuler les offres de location, moins pour faire plaisir à la propriétaire que pour rendre service à leur propres amis et construire un entre-soi agréable, dans un secteur encore malfamé du Centre Historique.

Parmi les locataires de cette première vague de gentrification nous retrouvons Rocío, une sérigraphe trentenaire originaire d'un quartier aisé du sud de Mexico. Elle dispose d'un appartement de cent cinquante mètres carrés, qu'elle occupe également en tant qu'atelier de production. Comme Nirvana, Rocío met en avant la richesse du Centre Historique en termes symboliques et pratiques, puisqu'elle y trouve les fournitures nécessaires à son métier :

—Je visitais souvent la rue El Salvador pour acheter des plastiques et je me demandais : dans quel immeuble pourrais-je bien habiter ? J'ai vu l'annonce à l'entrée de l'immeuble, qui d'ailleurs vu de l'extérieur ne me plaisait pas beaucoup. Mais quand je suis passée dans l'arrière-cour, je me suis sentie comme dans une oasis, j'étais émerveillée.

—Quelle serait ta principale raison pour avoir emménagé dans le centre ?

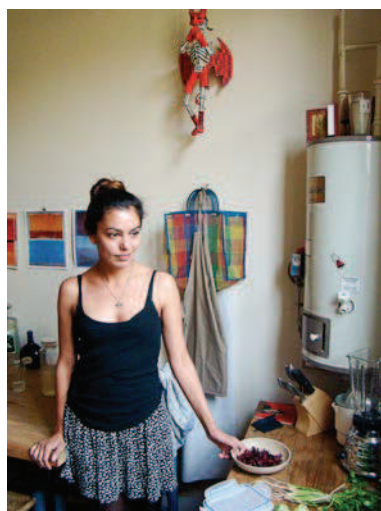
—La raison la plus pratique serait que j'y trouve tous les matériaux dont j'ai besoin mais aussi parce que l'immeuble m'a attrapé et que le centre me paraît magique. Je rêve de vivre ici depuis que j'ai 18 ans... c'était comme un caprice. »⁷

Contrairement à la plupart des locataires, davantage mobiles, Rocío s'est enracinée dans la zone depuis 2005. Formée à l'Académie de San Carlos (1991-1992), l'école d'arts de l'UNAM située derrière le Palais National, elle a longuement raisonné son choix résidentiel :

⁶ Les travaux de Citámbulos mêlent l'image, la cartographie et l'ethnographie dans un style postmoderne. La page d'accueil de leur site (www.citambulos.net) explique l'influence du milieu urbain dans leur processus créatif : « C'est en 2002, à quelques rues du "nombril de la lune", qu'a eu lieu l'heureuse rencontre entre nous qui –arrivant de différents contextes géographiques et professionnels– partageons l'intérêt d'explorer la ville que nous habitons. Convaincus du fait que Mexico est rempli de secrets qui passent inaperçus dans le devenir du quotidien, nous avons décidé de sortir dans la rue pour écouter ses voix et explorer ses moindres recoins ».

⁷ Rocío, sérigraphe originaire de San Jerónimo, 39 ans, installée en 2005. Entretien réalisé le 6 février 2012.

Clichés 29. L'Édifice Cogordán



« Chaque fois que je sors dans la rue j'ai l'impression d'être en vacances »

« Je suis là avec mon bossa nova à fumer une cigarette, mais quand je sors de l'immeuble c'est le choc. La nuit, par contre, je peux sortir tranquille dans les bars et sur les terrasses. Le jour je fais mes courses et je reviens, je me range »

« Nous avons fait une communauté, comme une famille d'artistes et d'intellectuels. L'immeuble était quasiment abandonné. Ceux qui arrivent aujourd'hui n'ont pas ce sentiment de pionniers que nous avons »

« J’ai étudié cet immeuble pendant un an et demi. Chaque fois que je venais acheter du matériel je passais le voir. Il était vide, il n’y avait qu’Ana. J’avais remarqué l’appartement qu’habite maintenant Sandra, alors qu’il n’était pas encore subdivisé. C’était mon rêve. Je venais tous les mois sans jamais me décider. Un jour je suis arrivé et me suis aperçue qu’un appartement avait déjà été subdivisé. Ce fut le signal d’alarme, ils allaient commencer à tout découper ! »

Son discours se caractérise par l’omission des premiers occupants et par un certain refus du mode de vie familial préexistant. En signalant qu’il était « vide », elle veut dire qu’il n’y avait pas de gens comme elle. Pourtant, le 120 d’Uruguay était bien peuplé et, en allant plus loin dans l’entretien, Rocío explique qu’il a fallu déloger les anciens occupants de son appartement avant qu’elle puisse s’y installer et que ces personnes se sont regroupées avec des parents à l’autre bout de la cour. Cette polarisation sociale de l’immeuble a toutefois rendu possible de nouvelles formes de convivialité dans la section gentrifiée :

« Ce qui est *cool* dans cette partie de l’immeuble c’est qu’il n’y a plus de familles. Les nouveaux arrivants sont surtout des couples, il y a une bonne ambiance gay ».

La nécessité de créer un entre soi agréable et protecteur passe effectivement par la construction d’un noyau de voisins qui exclut le modèle de la famille nucléaire pour privilégier les relations entre semblables (célibataires, homosexuels, artistes libéraux), créant une sorte de “famille réflexive”, si l’on admet la paraphrase avec le concept de *solidarité réflexive*.⁸ Cet entre soi permet également de renforcer la sécurité des habitants qui se sentent parfois menacés par la circulation commerciale qui se vit jusque dans la cour, où sont installés deux magasins de couture. Malgré l’ouverture diurne de ses portes d’entrée au public, l’image d’une forteresse bohème n’est pas fortuite : les locataires payent un service de sécurité privée qui contrôle les nombreuses entrées et sorties du bâtiment.

Sans la présence de cet agent de sécurité, Sandra –de retour au Mexique après plusieurs années vécues à Rochester, États-Unis– n’aurait probablement pas emménagé :

« Ici je me sens en sécurité. Avec le type de gens qui habitent ici, on ne voit jamais des personnes bizarres entrer dans le bâtiment, que des gens tranquilles. En plus nous sommes bien connectés entre nous. Si j’ai un problème je sais que je peux compter sur Nirvana, Rocío et surtout sur le policier. Le flic est un plus appréciable. »⁹

Que ce soit à travers l’agence immobilière qui gère le patrimoine de Madame Cogordán ou à travers le bouche-à-oreille pratiqué par les nouveaux habitants, l’arrière-cour s’est ainsi transformée en une communauté de semblables. Même s’il existe des différences économiques et nationales significatives entre, par exemple, le patron espagnol d’une nouvelle boîte de nuit dans le Centre Historique (le Marrakech) et la photographe précaire originaire des banlieues de Mexico, les nouveaux locataires partagent des goûts et des préférences, parfois subtiles, qui leur permettent de s’identifier et de se distinguer des anciens habitants. Nous avons pu relever l’importance des critères esthétiques dans la construction d’une identité commune au cours d’un entretien groupé avec Nirvana et Sandra.

—Sandra : L’architecture me plaît énormément, la dynamique interne aussi. Je me fous de savoir si les gens qui habitent ici sont artistes ou pas, ce qui compte pour moi c’est qu’ils

⁸ François ASCHER et Francis GODARD, « Vers une troisième solidarité », *Esprit*, 258, 1999, p. 168-189.

⁹ Photographe originaire de Xalapa (Veracruz), 29 ans, installée en 2011. Entretien réalisé le 28 janvier 2012.

aiment tous avoir des plantes, avoir une ambiance tranquille, que personne n'embête personne, que tout le monde soit amical...

—Nirvana : ... et qu'ils soient affectueux. La meilleure description de tous les locataires serait de dire qu'ils aiment ce lieu. Peut-être qu'ils seraient pareils n'importe où, en tout cas ils aiment avoir un chez soi mignon, soigné, qu'il y ait des plantes et des abreuvoirs pour que les oiseaux viennent ici, en plein centre ! Moi je trouve ça candide, c'est trop mignon.

—Sandra : Oui, franchement il n'y a que des gens propres. Tu ne verras jamais des ordures dans les espaces communs, l'ascenseur est toujours propre, tout est bien soigné.

—Nirvana : C'est pour ça qu'on a les réunions de voisinage, il y a une intention à tout ça, c'est de prendre soin de l'intérieur de l'immeuble.

Les réunions de voisinage ont été lancées en 2006 de façon informelle à l'initiative du premier couple homosexuel installé dans l'immeuble. Même si des efforts ont été réalisés pour incorporer l'ensemble des locataires, les anciens habitants n'ont jamais pris part aux discussions qui avaient lieu dans les appartements des pionniers. À présent, les nouveaux habitants continuent à se réunir deux ou trois fois par an sur la terrasse de l'immeuble, où Rocío a aménagé un « jardin secret ». Les sujets abordés concernent l'administration (sécurité, espaces communs, état du bâtiment) et les règles internes, fixées indépendamment de l'agence immobilière. Nirvana, devenue représentante officielle des habitants, offre un exemple des accords trouvés à travers ces réunions.

« Notre règlement était assez strict mais depuis que je suis la représentante nous l'avons un peu assoupli. Avant tu ne pouvais pas faire de fête après minuit et tu ne pouvais pas faire de crémaillère. Depuis la dernière réunion nous avons accordé qu'on pouvait désormais passer minuit, toujours dans le respect d'un certain sens commun. Une réunion entre amis c'est autre chose. Nous avons convenu que dans ce cas il fallait garder les portes et les fenêtres fermées... tant pis pour ceux qui fument. »

Bien qu'elle ne repose sur aucun fondement légal,¹⁰ l'association des locataires a non seulement établi des règles internes mais elle a aussi réussi à négocier des améliorations sur le bâtiment (changement des citernes, du câblage électrique, introduction d'un garage à vélo, etc.) et même à freiner l'installation d'une menuiserie au rez-de-chaussée. Promptement agacés par le bruit matinal qu'elle produisait, les locataires rédigèrent une lettre adressée à la propriétaire qui, par l'intermédiaire de l'agence immobilière, décida de se plier aux exigences du groupe. Le zonage en vigueur n'interdit pourtant pas la mixité fonctionnelle du bâtiment, qui d'ailleurs comprend six magasins tournés vers la rue Uruguay, deux ateliers de couture à l'intérieur de la cour et un troisième atelier à l'étage, dans la partie moins gentrifiée. Nous exposons notre étonnement à Nirvana :

—Tu dis que l'initiative des réunions de voisinage vient des jeunes, et pourtant vous avez des exigences de paix et de tranquillité. Comment expliques-tu cela ?

—Nirvana : Je ne pense pas que ce soit une affaire d'âge, c'est plutôt des demandes bourgeoises, hors de contexte. Tu décides de vivre dans le Centre Historique parce que l'immeuble est très beau, parce que c'est folklorique, ou parce qu'il y a des caractéristiques que tu trouveras trois fois plus chères dans La Roma ou La Condesa mais tu ne veux pas les problèmes du Centre Historique. Personne n'en veut, d'accord, mais il y a des choses qu'il faut assumer, en tout cas il vaut mieux s'inclure dans la réalité pour pouvoir inférer sur elle, que de vouloir tout changer d'un coup juste parce qu'on juge ça moche.

¹⁰ La loi de 2010 qui régle le condominium du DF oblige les propriétaires à établir un règlement interne. Dans le cas d'une propriété indivise, les locataires n'ont aucune obligation de ce type.

L'autocritique formulée par la représentante officielle des locataires concerne la volonté d'une partie du groupe de faire pression sur les autorités afin d'expulser les commerçants ambulants d'une ruelle adjacente à l'immeuble. Pourtant, cette volonté d'agir sur l'environnement extérieur, en particulier à cause du bruit provoqué par les *toreros* (vendeurs à la sauvette), n'a pas encore abouti à un accord chez les nouveaux habitants. Même s'il s'agit d'un thème de plus en plus récurrent, ceux-ci ne se sont pas encore préparés pour franchir les limites de leur enceinte : "ce sont des *toreros*, si nous allons les dénoncer aux autorités, on nous dira qu'il n'y en a plus !", prévoit-elle. Cette vision fataliste des choses est associée à l'impossibilité des locataires d'accéder à la propriété, non pas parce qu'ils ne le souhaitent pas mais parce que la propriétaire n'a jamais accédé à leur demande : faute de légitimité face aux pouvoirs publics habitués à traiter avec des propriétaires, les habitants du Cogordán finissent par limiter leur participation aux affaires internes.

Des petits propriétaires pour le Centre Historique

Les "pionniers" qui accèdent à la propriété dans le Centre Historique partagent à plusieurs égards les goûts et les pratiques de leurs homologues locataires. Comme eux, même s'ils n'ont eu aucun rapport préalable avec le territoire, sauf de rares visites d'enfance, ils ont rapidement développé un affect envers les lieux qu'ils se sont appropriés tout aussi physiquement que symboliquement. Les propos de Ramón sont à ce titre révélateurs. Originaire d'Iztapalapa, ce cadre de 34 ans s'est installé dans le secteur de Regina en 2004.

« Je suis tombé complètement amoureux du centre. Je ne le connaissais pas. Je sortais avec mon copain, qui lui le connaissait bien, et je disais "woaou ! Où sommes nous ?" : car je voyais des immeubles magnifiques partout, c'étais comme dans un rêve. J'ai passé trois ou quatre mois à le découvrir, j'allais partout, à La Merced, dans les bars, les restaurants, partout, jour et nuit, du lundi au dimanche. C'est ainsi que je l'ai découvert et que j'ai appris à l'estimer. Je l'aime vraiment. »¹¹

Malgré les sentiments développés au fil de l'expérience urbaine, le choix résidentiel des nouveaux propriétaires constitue souvent un choix par défaut. En effet, le Centre Historique apparaît comme une alternative bon marché par rapport au quartier huppé de Condesa, qui constitue le référentiel spatial privilégié par la jeunesse dorée de Mexico. Faisant preuve d'un certain opportunisme, Ramón explique en détail les raisons qui l'ont amené à acquérir un appartement dans une ancienne *vecindad* rue Isabel la Católica.

« Je travaillais à TV Azteca. En 2000 je me suis inscrit à un système d'autofinancement. J'ai grandi avec l'idée d'avoir un patrimoine : je n'ai jamais voulu louer un logement car je n'ai pas vu cet exemple chez moi. Bref, j'avais un peu d'argent et je pouvais utiliser un crédit. [...] A cette époque, vers 2004, ils avaient déjà terminé les travaux lancés par López Obrador dans le secteur financier : Cinco de Mayo, Madero, Tacuba. Le Centre était en train de se réveiller, de renaître. Moi, franchement, je ne connaissais que les quartiers classiques : la Condesa, la Roma, Polanco, mais tout y était trop cher. C'était impossible. Les seuls logements accessibles étaient en ruines. J'ai commencé à sortir avec un copain qui habitait près de la place d'Ernesto Pugibet et c'est là que j'ai réalisé que le centre était très beau. [...] Au bout du troisième jour de mes recherches j'ai trouvé sur Internet une annonce intéressante. J'ai toujours voulu un appartement avec des hauts plafonds, des grandes portes et des balcons. Celui-ci avait des balcons ! Oh, les balcons ! J'ai appelé pour demander si les balcons faisaient partie de l'appartement et ils m'ont répondu que oui, qu'il en avait deux ! Quand

¹¹ Ramón, entretien réalisé le 5 juillet 2012.

je suis venu le voir, il était complètement foutu, les murs étaient gris et fissurés, le sol était horrible, les balcons n'ouvraient plus, il y avait un vieillard avec son grill tout cramé, un vieux matelas, plein de sacs noirs, des fuites partout, une porte en fer toute moche, c'était comme une maison d'arrêt. Tu n'aurais pas donné un clou. La *vecindad* était comme tu la vois, pareille... mais ça m'a plu : la hauteur des plafonds, les balcons, il fallait juste arranger tout ça. Ensuite ma mère et mes sœurs sont venues, elles n'y croyaient pas, t'imagines ? À cette époque la rue était encore obscure et dangereuse. »

Ramón est un pionnier relativement indépendant qui désire s'installer dans un milieu « de rêve » en même temps qu'il poursuit un projet patrimonial personnel cohérent avec son raisonnement économique. Il fait partie des nouveaux habitants aisés qui ont décidé d'acheter un logement malgré les risques que cela pouvait représenter au début des années 2000. Contrairement à ceux qui ont accédé à la propriété dans des ensembles sécurisés –considérés un peu plus loin– Ramón s'est immergé dans une *vecindad* populaire pour négocier directement avec l'ancien propriétaire. Il a effectivement anticipé le processus de transformation urbaine le plus spectaculaire du Centre Historique, celui du corridor culturel Regina, en gagnant par la même occasion une plus-value significative sur la valeur de sa propriété. Notre interlocuteur poursuit de manière ininterrompue l'explication de son choix résidentiel.

« En plus d'avoir connu ce copain, il y a une autre raison importante, peut-être la principale : je lisais un jour le journal quand je suis tombé sur le titre “Slim rachète plein d'immeubles dans le centre et investit 600 millions de pesos”... ou de dollars. “Le centre va renaître”. L'article disait précisément que les rues Regina et San Jerónimo allaient devenir des corridors culturels avec des cafés et des galeries. Quand j'ai vu que cet appartement était juste sur ce corridor je me suis dit que c'était parfait. En plus, Slim disait qu'il fallait acheter tant que les prix étaient bas. Un facteur important dans la décision d'acheter cet appartement fut définitivement Carlos Slim : il a montré l'exemple et je l'ai suivi. »

L'investissement réalisé par ce type d'acteurs fourmis est donc lié à la présence d'un acteur économique majeur qui va assurer un flux constant de capitaux à l'échelle du quartier, créant un climat de confiance chez les petits propriétaires. D'ailleurs, comme il sera détaillé dans la section suivante, ce climat favorable à l'investissement dans le secteur Regina-San Jerónimo sera redoublé par la présence policière et les opérations publiques d'aménagement.

En tant que membre de l'équipe d'urbanistes responsables du réaménagement de Regina, notre deuxième petit propriétaire disposait d'informations privilégiées sur l'avenir du secteur. Adrián a grandi à Ciudad Satélite, une banlieue de classe moyenne construite dans les années soixante selon le modèle fonctionnaliste.

« Pour moi le centre c'était le lieu où venait mon grand-père pour acheter plein de choses, un lieu fatigant, ensoleillé, toujours plein de monde. C'est en travaillant ici que je suis tombé amoureux du territoire. En fait, le projet de Regina devait inclure la place Vizcaínas, l'élargissement des trottoirs et le retrait des voitures. Il s'agissait de créer un axe articulateur entre Eje Central et Veinte de Noviembre. Je me suis dit que cette partie allait être aussi splendide que celle de Regina. »¹²

Adrián ne cherchait pas à accéder à la propriété. Il a surtout saisi l'opportunité lorsqu'un ami de la rue de Vizcaínas l'a informé de la mise en vente d'un appartement sur son palier. Les anciens propriétaires l'avaient obtenu grâce aux expropriations dérivées du tremblement de terre de 1985 et réclamaient un prix raisonnable.

¹² Adrián Orozco, architecte, entretien réalisé le 29 juillet 2012.

« Les anciens propriétaires étaient des personnes âgées. Ils préparaient des repas pour les travailleurs du secteur mais ils avaient de plus en plus de mal à monter et descendre les escaliers avec leurs plateaux. Lui était chauffeur de taxi mais il avait perdu son taxi. Bref, ils avaient des problèmes économiques. Deux de leurs fils habitaient ici avec leur familles respectives. Les propriétaires voulaient vendre pour acheter une maison plus petite. Maintenant ils vivent à Cuautitlán Izcalli [dans la banlieue nord de Mexico] dans leur petite maison, leurs fils ont dû partir je ne sais pas où. »

Ce jeune urbaniste au service du gouvernement de la ville a entièrement réhabilité les lieux grâce à un crédit familial. Il dispose désormais d'un appartement de deux cent mètres carrés, trois chambres, un salon, une cuisine et une salle de bain. Cependant, ses calculs sur l'avenir de la rue Vizcaínas se sont heurtés à une coupure budgétaire qui freine jusqu'à présent la poursuite des travaux au-delà de Regina, qu'il a d'ailleurs contribué à transformer. Adrián est confiant, il espère qu'un jour « l'environnement anarchique » de la rue Vizcaínas fera l'objet d'une intervention publique.

L'héritier

Parmi les producteurs de logements, ceux qui travaillent dans la réhabilitation se retrouvent devant un gigantesque chantier d'expérimentation. C'est le cas de Juan Carlos Laborde qui s'est non seulement installé dans le Centre Historique mais qui a aussi entrepris la réhabilitation intégrale de l'immeuble situé au 23 rue Bolívar, entre le Zócalo et l'Alameda. À peine diplômé, ce jeune ingénieur civil s'est donné pour objectif de convaincre les différents héritiers de cette propriété –lui-même et d'autres membres de sa famille élargie– pour en faire « le premier et l'unique immeuble écologique du Centre Historique », selon ses propres termes.¹³

La famille Laborde a initialement été contactée par René Coulomb, ancien directeur du FCH, qui les a incités à rénover l'immeuble. Cependant, vers le début des années 2000, Juan Carlos n'avait aucune certitude quant à l'avenir de la zone :

« Il n'y avait pas de stratégie très claire de revitalisation. J'ai été rassuré pour investir lorsque Slim est arrivé et qu'ils ont réhabilité les rues avec un projet intégral. »

En 2003, donc, le jeune périurbain a eu « l'opportunité de commencer à jouer », mettant toutes ses énergies au service d'un projet immobilier couronné de succès. En plus des 300 mètres carrés de locaux commerciaux, Laborde a réhabilité 28 appartements de standing dans les étages supérieurs ayant longtemps abrité des bureaux et des familles modestes. « Par chance, quelqu'un de ma famille s'était déjà occupé d'expulser les gens qui habitaient toujours sous le régime des loyers bloqués », soupire-t-il. Suite aux démarches d'expulsion, il a fallu obtenir les autorisations pour réhabiliter un immeuble du début du XX^e siècle classé par l'INBA. Grâce au soutien logistique du FCH, Laborde a pu avancer assez vite dans la partie administrative pour se consacrer à l'adéquation écologique du bâtiment : traitement des eaux usées, recyclage des eaux pluviales, matériaux de construction recyclés (transformation des vieilles poutres en mobilier), éclairage intelligent, etc.

Une fois l'ouvrage terminé, s'est posée la question de savoir s'il fallait mieux vendre ou mettre en location les appartements. Selon le jeune entrepreneur, la mise en location offrait plusieurs avantages : elle était adaptée au profil des nouveaux habitants et elle faciliterait la gestion dans un contexte d'irrégularités foncières, garantissant ainsi la pérennité du projet que notre promoteur qualifie de « social ».

¹³ Juan Carlos Laborde, entretien réalisé le 3 août 2012.



Cliché 30. Bolivar 23 : réhabilitation de standing

« Habiter dans le centre n'est pas toujours facile. Le produit doit correspondre au profil des gens motivés qui viennent s'installer : ils n'ont pas de voiture, pas d'enfant. C'est une population mobile, des jeunes mariés par exemple, des célibataires, même des personnes âgées qui ne veulent pas acheter. En plus, la vente n'est pas une bonne solution, d'une certaine manière tu transfères le problème à quelqu'un d'autre. Peut-être qu'il sera content les premières années mais il sera ensuite embarrassé soit parce que l'espace devient insuffisant, soit parce qu'il n'a pas de place pour sa voiture ou simplement parce qu'il s'en va vivre ailleurs. Surtout, ces immeubles où nous essayons de stimuler le logement ne devraient pas être sous le régime du condominium. Étant donné qu'il n'y a pas encore un véritable marché du logement, tout l'effort pour développer un bon projet peut s'écrouler en cinq minutes. Un appartement peut vite devenir un entrepôt, affectant le reste de l'immeuble. Nous avons donc décidé de ne rien vendre car ceci est un projet 100% social. Si tu veux faire du *business* dans l'immobilier, tu te trompes d'endroit. Pour cela il y a Polanco ou La Condesa où les gens paient cher pour des bâtiments dont le coût de production est moins important qu'ici, où en plus tu as tous les problèmes d'irrégularité foncière. »¹⁴

Le 23 de Bolivar a donc été transformé grâce à la détermination d'un jeune héritier qui travaille aujourd'hui dans d'autres chantiers de réhabilitation voisins. Il est aussi le résultat des encouragements fiscaux (réduction de l'impôt local sur la propriété), considérés par notre interlocuteur comme un « véhicule très puissant pour valoriser l'investissement », et de l'effet entraînant des entreprises de Carlos Slim implantées dans ce secteur du Centre Historique. Interrogé quant à la possibilité de travailler pour le compte du milliardaire, Laborde répond, réaliste : « il a ses propres entreprises de construction ».

¹⁴ Juan Carlos Laborde, entretien réalisé le 3 août 2012.

Encadré 8. Les “pionniers” dans la presse officielle (mensuel *Km.Cero*)

Paradis et cauchemars. Amaranta Sánchez (1974) est artiste plastique, réalisatrice vidéo et photographe. Elle est venue habiter sur Donceles en 2000 pour se ressourcer et prendre du recul par rapport à la vie culturelle du sud [de Mexico]. Ici les créateurs construisent leurs espaces. « Même s’il y a toujours eu beaucoup d’artistes dans le centre, avant on ne les voyait pas, personne ne savait qu’ils étaient là car ils n’avaient pas de lieux de rencontre ». Elle a d’abord vécu rue Donceles, dans un immeuble qu’elle partageait avec des prostituées, des ambulants et des ouvriers. Elle a ensuite déménagé au 120 rue Uruguay où la plupart de ses voisins sont des artistes. Avant, pour se retrouver entre artistes ils devaient aller dans des bars. Maintenant ils le font à Casa Vecina ou en des lieux tels que le Mumedi, le Zinco et les cafés qui fourmillent un peu partout. « On se voyait uniquement au café El Popular ou dans des bars, maintenant nous avons plein d’options et des galeries comme El Patio de mi Casa ».

L’œuvre d’Amaranta est aussi indescriptible que le Centre Historique. Elle crée des univers de cauchemar ou de rêve suivant un thème récurrent : échapper au monde urbain. « J’habite le Centre mais je recherche son contraire dans mon œuvre : des espaces où l’on ne perçoit pas la ville ». Elle a déjà songé à quitter le centre de peur qu’il ne devienne ce qu’elle a fui dans le passé, mais elle cède devant le charme des logements, les amitiés et l’architecture. Depuis sa maison-studio —un imposant appartement *art déco* où elle peut s’enfermer et travailler confortablement— elle se demande avec une certaine ironie pourquoi les autorités n’offrent pas un immeuble aux artistes comme elles l’ont fait pour les ambulants. Sa vision d’avenir n’est pas optimiste : elle considère que le centre peut « devenir un lieu de mode, genre La Condesa ». Elle espère que les réseaux artistiques se défendront pour grandir et participer à l’identité du secteur.

Soupe primitive. Le voisin d’Amaranta est Juan Carlos Bautista (1964), un poète installé dans le centre depuis plus d’une décennie, avant la migration des artistes les plus jeunes. Pour lui, habiter cet espace représente un impératif créatif inscrit dans la tradition littéraire : « beaucoup de poètes ont habité ici : Efraín Huerta, Octavio Paz, Salvador Novo ». Bautista est d’abord arrivé à San Ildefonso séduit par « la dynamique qui se vit ici » mais il a fui cette rue à cause de la violence associée au *boom* du commerce ambulant pendant les années quatre vingt dix. Dans ses livres de poèmes *Langues en érection*, *Chant de Marrakech* et *Bestial*, trois pièces importantes de sa production, on lit des versets « qui n’auraient pu voir le jour ailleurs qu’ici ». Son *Chant* est dédié à une taverne qui existait derrière le Palais des Beaux Arts, où l’on trouvait « toute la faune du centre : prostituées, cireurs de chaussures, mariachis, ambulants, flics, soldats... Une taverne de perdition comme celles qui subsistent en certains recoins ». [...] Bautista décrit « le Mexique profond, le plus vain, celui qu’on ne peut voir qu’ici. Résumé du pays, soupe primitive de la patrie peuplée de gens de toutes parts. La ville indigène, les deux pays, celui de l’Alameda et celui de la Merced. La ville bureaucratique, la culturelle, la riche et la pauvre ». Pour l’avenir Bautista désire « que la dégradation du centre s’arrête. Qu’il existe un équilibre entre le commerce, le logement et les entrepôts. Une vie citoyenne, pas seulement une vie pour les touristes ». Pendant l’entretien une bagarre a éclaté dans la rue ; il a levé ses bras en disant : « On s’ennuie jamais dans le centre ».

Espace pour danser. Dans l’immeuble d’en face, un danseur qui a travaillé avec de célèbres chorégraphes du Mexique et du monde, vient d’emménager. Joaquín Hernández (1968) a choisi le centre car il contient « la magie du pays ». Le fait d’habiter ici lui offre beaucoup d’avantages, un espace confortable qui lui permet d’avoir un studio de danse chez lui, ce qu’il ne pourrait trouver ailleurs à ce prix-là. Le chaos, le mouvement des gens du coin et la mystérieuse harmonie du non-équilibre qu’il vit ici ont influencé son travail. En tant que chorégraphe de la compagnie Théâtre Projet 21, il explore actuellement le mouvement des foules qu’il reprend dans ses œuvres. Jamais dans sa carrière, ni à New York, ni en Europe, ni au Venezuela, il n’avait vu un centre comme celui-ci, « avec un caléidoscope de personnages aussi variés ». Contrairement aux autres quartiers de Mexico, il pense que le centre ne va pas perdre son caractère : « La Merced, Tepito, La Guerrero et La Doctores, tout ce qui nous entoure, ça ne va pas changer aussi facilement puisqu’il y a une tradition ancienne ;

les *vecindades*, les ambulants, la violence, les mafias, la prostitution, ça fait très longtemps que c'est ici ». [...] Il considère qu'il faudrait promouvoir des politiques pour attirer davantage d'artistes.

Qu'il ne devienne pas une scénographie. À quelques rues de là, sur Luis Moya, habite Iker Vicente (1975), un plasticien qui a grandi rue Donceles avant de s'en aller vers La Del Valle et de revenir en 2005 grâce au soutien de la Fondation du Centre Historique dans le montage de son studio. Il est de plus en plus influencé par son environnement « à commencer par les ressources dont je dispose ici ». À travers son activité multidisciplinaire — théâtre, publications pour enfants, dessins et interventions sur l'espace public — il souhaite « transformer l'œuvre, tout comme l'espace que j'habite ». Par exemple, les sculptures mobiles présentées à l'Université du Cloître de Sor Juana, permettaient au spectateur d'allumer une ampoule en pédalant sur un vélo, ce qui activait un théâtre d'ombres. À Casa Vecina, il a exposé une roue de vélo qui activait une animation en papier. Iker regrette les choses du passé telles que les herbes de la Pharmacie Paris, les vendeurs de *tamales*, les artisans et autres ambulants. Pour lui, « la transformation actuelle est quelque part artificielle, scénographique, comme une pièce de musée. Je crains qu'il n'arrive ce qui est arrivé au centre de Prague, où les Tchèques ne ressentent plus l'espace comme quelque chose à eux mais comme un espace pour touristes ». Il désire une dynamique où « l'on puisse vivre en société, avec toutes les contradictions que cela implique ».

Nouveaux esthètes. Iker a emménagé avec Jacqueline Serafín (1976), directrice et artiste de théâtre, qui a eu du mal à s'adapter aux environs mais qui est vite tombée amoureuse de la possibilité d'entrer en contact « avec autant de personnages, d'ambiances et de contextes ». Pour elle « le centre évoque constamment quelque chose ». Parmi ses travaux les plus récents, elle a dirigé un défilé de mode avec des prostituées brésiliennes, transformant le défilé *carioca* en un événement 100% *chilango*. « Ici j'ai trouvé le style du pas, l'attitude, les objets anciens, toute une construction qui produit de nouveaux faits esthétiques ». Serafín est convaincue qu'à l'avenir « le centre ne va pas devenir une sorte de Condesa ». Elle craint qu'il continue à se détériorer, que les autorités ne sachent pas faire un équilibre entre le patrimoine culturel et architectural. Elle critique l'éviction des herboristes ambulants, des vendeurs de *tamales*, des vendeuses de *tlacoyos* et des artisans qui faisaient partie de l'identité culinaire de la zone.

Au cœur du cyclone. Rodrigo Téllez (1974), notre dernier enquêté, est un artiste visuel qui prétend offrir aux créateurs un format original pour publier leurs travaux. Il s'est installé dans le centre quatre mois auparavant mais il avait toujours eu l'intention de le faire. [...] Pour lui, habiter le centre c'est comme être au cœur du cyclone. Sa maison d'édition, Tigre Editions, fabrique des *books* en plusieurs formats, des documents qui reflètent des processus créatifs particuliers. Rodrigo se fait déjà connaître dans le milieu et a du travail sur la planche. Les alliances interdisciplinaires comme celle-ci deviennent communes car il existe plus d'espaces pour l'échange entre les artistes.

Le Centre Historique s'érige comme l'un des foyers d'émergence artistique de la capitale. Il n'est plus étonnant de voir une nouvelle galerie (Dormitorio de Monjas, Gran Angular, Piel Café, Galera 51, Espacio de Arte Contemporáneo, Casa Vecina, La Refaccionaria), des forums-concert (Hotel Virreyes, Hotel Señorial, Marrakech), des nouveaux corridors consacrés à l'art, comme celui de Regina, ou de nouveaux ateliers d'artistes, comme ceux que nous venons de présenter. Les nuits qui enregistrent plusieurs inaugurations d'expositions en même temps, sont de plus en plus courantes et le terrain devient une zone attractive pour ceux qui vivent par et pour l'art. Les créatifs qui habitent ici, certains sans le savoir, assument cette double mission de continuité et d'innovation dans un espace qui n'a jamais su rester tranquille.

Source : J. MENDOZA, « Crear en el Centro », août 2008, *Km.Cero*, n° 2

Regina : l'art comme instrument de pénétration urbaine

La rue Regina, véritable laboratoire urbain en matière de “régénération urbaine”, est désormais un produit fini. Avec ses façades d'immeubles repeintes aux couleurs pastel et ses lampadaires style 1900, on a l'impression de se promener dans un parc à thème, dans une sorte de reproduction idyllique du Mexique prérévolutionnaire. La scène contraste avec le reste du quartier : ici les gens se promènent à vélo ; les enfants jouent dans la rue ; quelqu'un se promène d'un immeuble à l'autre avec son Mac Book à la main, rassuré par la présence policière tous les cent mètres ; les chiens sont tenus en laisse. Amaranta Medina, qui a consacré un travail de recherche à la gentrification de l'habitat le long de cette artère, décrit dans son introduction les émotions qui l'ont traversée la première fois qu'elle s'y est aventurée.

« La première fois que j'ai parcouru Regina, pour aller rendre visite à un ami, ce fut un samedi d'octobre 2008 à onze heures du soir. J'ai constaté que la rue était ouverte dans ses entrailles : sans asphalte, obscure, avec les tuyauteries à moitié installées. Je dois avouer que même en étant accompagnée, je n'étais pas très rassurée. À l'entrée d'une *vecindad* il y avait des femmes, des jeunes et des enfants qui nous suivaient du regard d'un air fâché, mal-à-l'aise. Nous avons continué notre marche. En traversant Cinco de Febrero, la rue était déjà mieux illuminée. J'étais rassurée. Cependant, nous croisions d'autres habitants avec leurs familles qui nous observaient toujours en attitude d'alerte. Nous avons alors compris qu'ils marquaient leur territoire face aux inconnus qui circulaient par là. [...] Dans les bars il y avait des gens de peau blanche, cheveux blonds ou châains, habillés à la mode. Ils buvaient des bières et du mezcal, mangeaient du fromage et des pâtes, parlaient bruyamment sur fond de *world music*. L'apparence de ces jeunes contrastait fortement avec celle des gens qui nous observaient quelques mètres en arrière. Maintenant je comprends qu'à cette époque l'appropriation de cette rue piétonne commençait à se dessiner. »¹⁵

La plupart des observateurs s'accordent à dire que Regina constitue l'élément le plus visible de la “revitalisation”, notamment depuis sa piétonnisation en 2008. Avec ses nouvelles galeries d'art, ses restaurants et ses bars branchés, cette rue sans attributs particuliers hormis l'église de Regina Coelli, fonctionne désormais comme l'axe d'articulation et de rencontre des nouveaux habitants. Elle attire chaque jour des milliers de visiteurs locaux et étrangers, en même temps qu'elle se présente comme un terrain ludique d'expérimentation.

Une étudiante en arts à l'Université du Cloître de Sor Juana (UCSJ), installée ici depuis quelques mois, nous confie par exemple qu'elle transforme des déchets ménagers en œuvres d'art. « Et il y a des gens qui achètent ça, tu peux le croire ? ». Ses œuvres, elle les vend sur les sentiers de l'Alameda. Déjà sensibilisé au concept de gentrification, un autre artiste nous raconte sa participation à l'inauguration de la résidence d'artistes El Señorial, un des projets phare de la Fondation du Centre Historique. Les artistes étaient censés réaliser une œuvre dans chacune des 30 pièces de l'ancien hôtel transformé en résidence d'artistes. La ruse d'Eduardo a été d'aller récupérer des déchets produits par les autres artistes pour les revendre à la fin de la journée, enveloppés dans des pochettes transparentes. Son intervention s'est appelée *Artistes en vente*, car il entendait dénoncer leur participation à un projet qui bénéficie aux entreprises de Carlos Slim.

À l'autre extrémité de la rue, au croisement avec Cajejón de Mesones, la Fondation a acquis en 2003 une ancienne maison coloniale pour la transformer en un centre culturel appelé Casa Vecina. Cette galerie d'art a initialement disposé d'un bar-restaurant appelé La Bota.

¹⁵ Amaranta MEDINA MÉNDEZ, *Regina, el espacio público que confina. Espacialidades y habitar en un contexto de gentrificación*, Tesis de Licenciatura, UAM-Xochimilco, 2012, p. 12-13.

Avant de déménager vers la rue parallèle de San Jerónimo en 2011, La Bota est apparu comme un des seuls points de rencontre entre les nouveaux habitants, comme une île de paix dans un océan d'adversités. Avec un coût de vingt cinq pesos la bière, alors que le prix moyen dans les tavernes du centre-ville ne dépassait pas les douze pesos, les riverains traditionnels se sont rarement approchés de ce « lieu de paix et de respect », comme il était indiqué à l'entrée.

Casa Vecina fonctionne à présent comme un centre communautaire offrant des ateliers divers aux enfants, des formations ouvertes et des expositions variées. Cependant, le témoignage accordé par Israel Cortés, l'ancien coordinateur des activités de Casa Vecina au magazine *Mambo* –financé par Casa Talavera, l'antenne de l'UACM installée dans La Merced– révèle les limites du projet de la Fondation.

—J'ai l'impression que la Fondation veut s'approprier de la vie culturelle du Centre Historique. Il suffit d'un exemple, celui de Clínica Regina. Il s'agit d'un immeuble d'habitation qui a servi de clinique et qui a par la suite été converti en centre culturel par un des neveux du propriétaire. Andrés Mendoza est un artiste plasticien qui travaille depuis plus d'une décennie sur des projets complètement autonomes pour créer une communauté artistique. Cet espace est compris dans le périmètre du corridor culturel proposé par la Fondation, qui a cherché à intégrer ce type de projets. En même temps, l'agence immobilière rénove les immeubles pour les offrir intentionnellement aux créateurs et artistes qu'elle choisit en fonction de leur profil. Ces derniers ont bientôt commencé à générer des événements culturels. Casa Vecina dispose de l'infrastructure nécessaire mais pas du consensus des riverains. D'une part, ils reconnaissent la possibilité offerte à leurs enfants d'accéder à des formations humanistes, mais quand le projet commence à exiger des frais d'inscription au-dessus des possibilités des gens, alors on se retrouve avec des ateliers de deux participants. L'année dernière j'ai développé une politique de financement : je travaillais avec trente ou quarante élèves boursiers, en coordination avec Faro de Oriente et Casa Talavera. L'idée était de leur offrir une formation artistique réelle et de façon gratuite. Casa Vecina a décidé d'exiger des frais de façon arbitraire et ils m'ont viré. Ni la Fondation ni Casa Vecina disposent d'une véritable politique culturelle.

—On pourrait penser que les projets de la Fondation ne sont pas désintéressés...

—Cela est évident si tu regardes sa politique immobilière. Elle n'a aucun scrupule à déloger des gens. Autour de Casa Vecina un vendeur de jus et une *pulquería* ont été déplacés. Un atelier de machines à coudre qui tient depuis des décennies est menacé. Que va-t-il se passer quand il n'y aura plus les tailleurs, les couturières, les imprimeurs, qui ne pourront plus payer les loyers exigés par les agences ? Nous avons aussi l'exemple de cette supposée "galerie d'art" qui, en fin de compte, est offerte à celui qui a les possibilités de payer le loyer, sans considérer la qualité artistique.¹⁶

Si pour certains artistes la dépendance créée autour du célèbre mécène provoque de l'émotion, pour d'autres –en particulier ceux qui dirigent actuellement les projets culturels de la Fondation– le mécénat est une pratique aussi ancienne que la Renaissance italienne. Du point de vue de Iván Edeza, responsable de la programmation artistique de Casa Vecina, il serait même « naïf de penser que l'art n'est pas lié au capital ».¹⁷ On pourrait ainsi énumérer les contradictions des artistes qui se prêtent au jeu de la gentrification, mais tel n'est pas notre objectif. Il s'agit surtout de comprendre pourquoi ils sont là, dans une rue qui à peine cinq ans auparavant était considérée comme un espace criminel.

¹⁶ Oyuki MARTÍNEZ, « Las dos caras de la fundación de Slim », *Cuadernos de Mambo*, 1, 2006, p. 9-11.

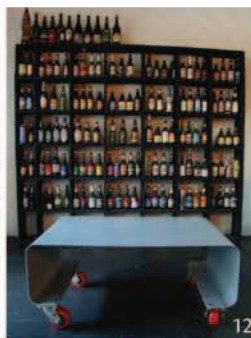
¹⁷ Propos tenus au journal télévisé « El Rotativo », accessible sur http://youtu.be/JIU_gmkpzrc (mars 2012).



Clichés 31. Portrait d'une rue en pleine mutation. Casa Vecina (1-2), La Bota (3) et Clínica Regina (4) ont devancé la piétonnisation et le boom touristique du secteur. À partir de ces nœuds de rencontre, les artistes ont mené des centaines d'interventions sur l'espace public (5). L'offre commerciale et de services s'adaptent à la nouvelle clientèle : de nouveaux restaurants proposent des plats divers en terrasse, les magasins de tatouages s'installent sous le signe de la croix catholique (6) tandis qu'un sexshop ouvre ses portes dans un ancien édifice colonial (8).



11



12



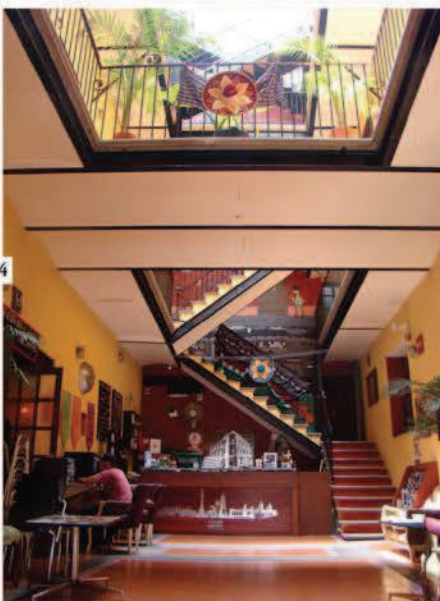
13

Chaque week-end Regina devient le scénario de la vie nocturne (12-13) au regret des riverains. La scène contraste avec les mendiants (11).



14

L'hostal Regina, inauguré en 2012, dispose de 121 lits (14).



En 1886, l'hôpital Concepción Béistegui prit une section du couvent de Regina Coeli. En 1987 il devint une maison de retraite (15).



15

L'Université du Cloître de Sor Juana étendit son campus vers Regina en 2003 pour accueillir des étudiants en arts et en gastronomie (16).



16

Le temple Regina Coeli : dernier témoignage du couvent exproprié en 1863 dans le cadre des réformes libérales (17). Sa communauté paroissiale figure cependant parmi les plus actives.



17



Carte 24. Le corridor culturel Regina

ÉLÉMENTS TRADITIONNELS

Habitat et infrastructure

- |||| Ensembles d'habitation reconstruits après le séisme (RHP)
- ↑ Maison de retraite
- † Temple de Regina Coeli
- ⬡ Collège privé Vizcainas
- Ⓟ Parking Ⓜ Station du métro

Commerce

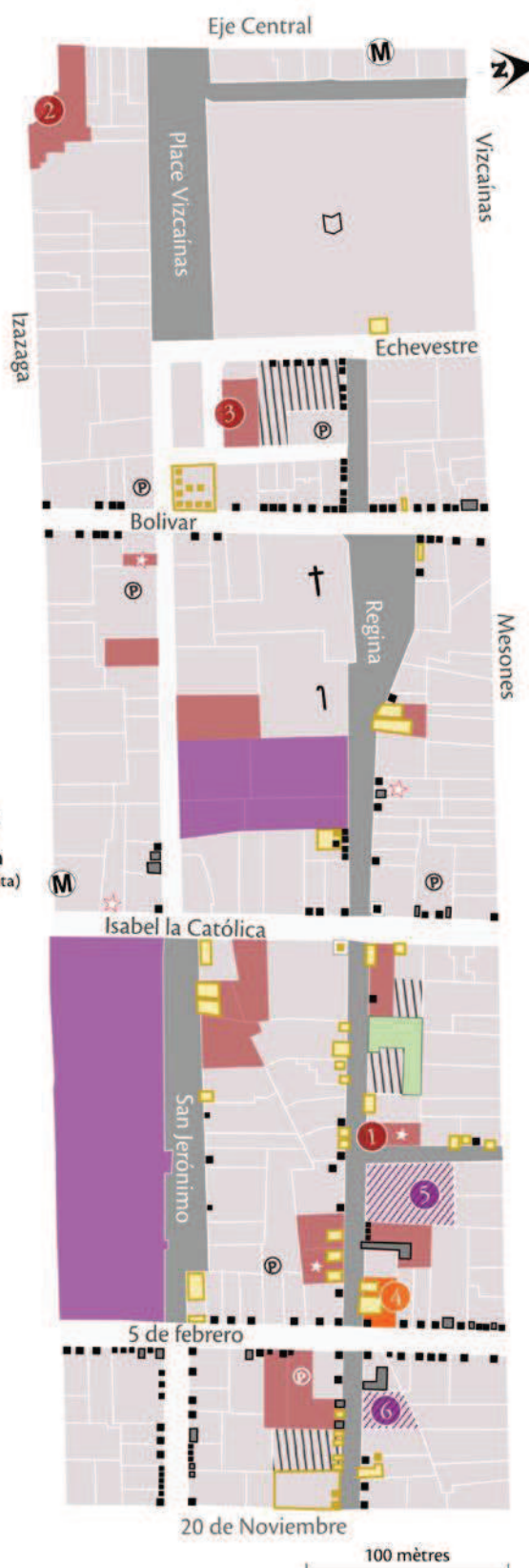
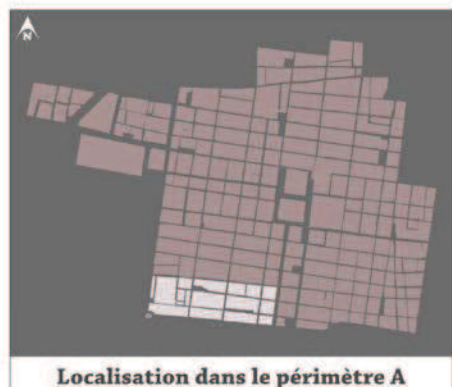
- Grand magasin (tissus)
- Articles musicaux, machines à coudre, imprimeries, réparations, épicerie
- Restauration populaire (fondas, tacos, tortas)

ÉLÉMENTS DE LA "REVITALISATION"

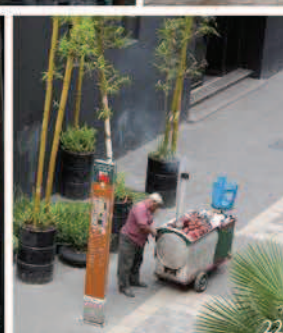
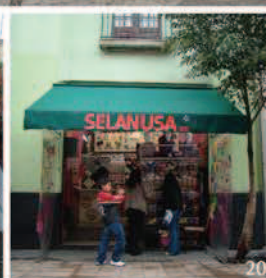
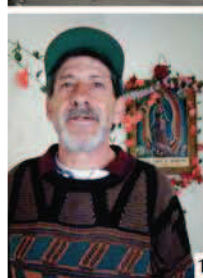
- Propriétés acquises par CHCM SA de CV
 - ☆ Galeries d'art
 - Université du Cloître de Sor Juana (UCSJ)
 - ▨ Nouvelle infrastructure culturelle publique
 - Nouveau jardin, air de jeux pour enfants
 - Rues piétonnisées
- 1 Casa Vecina
 - 2 Hostal Virreyes
 - 3 El Señorial
 - 4 Hostal Regina
 - 5 Théâtre Regina (INBA)
 - 6 Musée de la Répression (Casa de la Memoria Indómita)

Commerce

- Supermarché
- Sexshop, piercing, tatouages, tissus, local commercial
- Nouvelle plaza commerce populaire
- Restaurants, cafés et bars "branchés"



Réalisation : J. Díaz



Les habitants des anciennes vecindades tirent parfois profit du boom touristique en ouvrant des petits commerces (18) tandis que d'autres sont tentés de vendre leurs biens (24). Pour les anciens locataires, la menace de l'expulsion est d'autant plus importante qu'ils habitent des immeubles intéressants en termes architecturaux (19). De leur côté, les marchands de tissus ont su s'adapter aux transformations en ouvrant de nouveaux magasins (20). Dans la rue, certaines activités populaires se maintiennent, comme la vente de patates douces (22) ou la récupération de vieilles ferrailles (23).



L'anthropologue A. Leal –qui s'est intéressée aux réflexes sécuritaires des gentrificateurs du corridor culturel– affirme que derrière la convergence des artistes vers cette zone de la ville il y a surtout des enjeux liés à la reconnaissance sociale et à l'inscription des artistes débutants dans des réseaux d'avant-garde.¹⁸ Pourtant son analyse, comme celle de A. Medina, perd de vue la stratégie des acteurs impliqués, laissant penser que le *boom* de Regina est un phénomène spontané ou naturel. D'ailleurs, l'explication apportée par Adrián Orozco, architecte adjoint au projet de piétonnisation dirigé par Alejandro Martínez, n'est pas meilleure :

—Pourquoi avez-vous choisi de piétonniser Regina et non pas une autre rue ?

—Nous avons réalisé des parcours dans le Centre Historique. Regina allait être réhabilitée comme les autres rues. Avec Alejandro, on passait jour et nuit dans les rues et nous avons constaté qu'il y avait du mouvement autour des galeries d'art, de l'Université [UCSJ], de Casa Vecina, La Bota, bref, qu'il y avait une tendance vers un corridor culturel.¹⁹

En réalité, cette « tendance » répond à une stratégie à la fois entrepreneuriale et philanthropique impulsée depuis 2003 par Carlos Slim, à travers CHCM SA de CV et la Fondation du Centre Historique,²⁰ dans le but de transformer cette zone en une sorte de « Soho mexicain ». ²¹ Le premier pas en ce sens a été engagé en 2001 par l'université privée du Cloître de Sor Juana (UCSJ), qui a élargi son campus sur une parcelle de la rue Regina pour offrir des formations dans le domaine des lettres et des arts à davantage d'étudiants. À partir de 2003, l'agence immobilière de Carlos Slim s'est occupée de racheter et de réhabiliter des immeubles pour offrir aux étudiants de l'UCSJ des logements adaptés à leurs budgets. De la même façon, l'ancien hôtel El Señorial a été transformé en résidence d'artistes, avec des loyers défiant toute concurrence, établis en 2006 à 1 352 pesos (75€). Des artistes plus âgés et fortunés se sont installés dans les bâtiments réhabilités par CHCM SA de CV, notamment au 51 rue Regina (clichés 31.6, p. 269), où des nouveaux locataires ont ouvert une galerie d'art « alternative ». En même temps, les agents de C. Slim se sont occupés de consolider l'offre culturelle à partir du projet nodal de la Fondation : Casa Vecina. D'après Ramón, celle-ci a effectivement constitué une « ancre importante » pour les nouveaux habitants et son ouverture « a déclenché l'arrivée de plus de gens dans le corridor culturel ». ²²

En 2012, le profil de la rue Regina n'est plus le même. L'ambiance urbaine a radicalement changé avec l'apparition de dizaines de boutiques et de restaurants destinés à une nouvelle clientèle. Avec ou sans l'appui de la Fondation du Centre Historique, les galeries d'art ont proliféré : Laboratorio de Arte Contemporáneo, El Barandal, Celda Contemporánea, pour citer les plus connues. La galerie d'Andrés Mendoza, Clínica Regina, qui a ouvert ses portes dans une ancienne clinique médicale que le jeune artiste a reçu en héritage, est désormais entourée par des bars prisés par la jeunesse de Mexico, comme Regina 18, installé dans l'une des propriétés de CHCM SA de CV (clichés 22.13). Au numéro 51, également propriété de l'agence de C. Slim, le Bar Celona, Regina et Peces offrent des repas et boissons en terrasse, tout comme Al Andar (au numéro 27), La Gula (43), Los Canallas (58) ou La Sirenita (61), irrigués par l'augmentation du nombre de visiteurs. L'Hostal Regina, inauguré en 2012, dispose de 121 lits dans un bâtiment rénové dans le style *retro-art kitsch*, selon son site Internet.

¹⁸ A. LEAL MARTÍNEZ, « Peligro, proximidad y diferencia »..., *op. cit.*

¹⁹ Adrián Orozco, architecte, entretien réalisé le 29 juillet 2012.

²⁰ *Vid.* chap. VI p. 196-203.

²¹ Mariano ANDRADE BUTZONITCH, « Sin plan de gobierno claro, no habrá rescate que funcione », *Cuadernos de Mambo*, 1, 2006, p. 12-16.

²² Ramón, nouveau propriétaire installé en 2004 dans ce secteur, entretien réalisé le 5 juillet 2012.

Cela dit, les magasins spécialisés dans la vente et réparation de machines à coudre, l'imprimerie ou les instruments de musique –historiquement implantés dans ce secteur– se sont maintenus. De la même façon, des dizaines de boutiques continuent à offrir des services de réparations diverses –notamment autour d'une *vecindad* reconstruite par le RHP après le séisme²³ et certains habitants ont su profiter du *boom* touristique en développant des petits commerces alimentaires.

Enfin, à l'image du Señorial où les loyers sont passés à 2 340 pesos (une augmentation de 57% par rapport à 2006), les prix du logement se sont envolés et l'on commence à observer l'installation d'un nouveau type de gentrificateurs : des retraités étrangers. En plus des pressions exercées sur les anciens habitants, la raréfaction de logements bon marché promet d'attirer des secteurs de plus en plus aisés vers cette zone "pacifiée" par l'activité culturelle et la forte présence policière : d'après Inti Muñoz, directeur du Fidéicomis du Centre Historique, si en 2007 on y recensait deux ou trois vols par semaine, aujourd'hui on compte deux ou trois vols par semestre.²⁴

Des rapports sociaux difficiles

Comme nous l'avons souligné auparavant, les autorités publiques prennent pour acquis que la proximité spatiale favorise le mélange entre « Tyriens et Troyens » –pour reprendre l'expression d'Alejandra Moreno Toscano– et donc l'unité du corps social. En réalité, reprenant P. Bourdieu, « rien n'est plus intolérable que la proximité physique (vécue comme promiscuité) de gens socialement éloignés ».²⁵ Nous allons maintenant illustrer ce postulat à partir des cas de Regina et du nouveau ensemble Puerta Alameda qui, comme nous l'avons souligné dans la partie précédente, constitue le plus grand condominium de standing jamais élevé dans le Centre Historique (clichés 27, p. 246).

Pour l'anthropologue Claudia Zamorano, qui a réussi à s'introduire dans l'enceinte pour observer le mode de vie des habitants, ce condominium représente l'importation dans le centre-ville du modèle défensif observé dans les *gated communities* périphériques.²⁶ La résidence offre des aménités telles qu'un gymnase, un circuit de jogging, une piscine, un centre d'affaires, une salle à usages multiples, une aire de jeux pour enfants, un *roof garden* et même une salle de cinéma. Elle dispose aussi d'un système de vidéosurveillance redoublée par la présence de dix-huit gardiens armés de matraques et de radios, qui sillonnent 24 heures sur 24 les entrées et les couloirs de l'enceinte. Le condominium compte sur un règlement interne rédigé par l'agence immobilière et approuvé par l'assemblée des propriétaires. D'après C. Zamorano, le document régule tous les aspects de la collectivité : les horaires d'utilisation des espaces communs, la tenue de piscine, la couleur des rideaux, la taille des animaux de compagnie, les réunions et les fêtes privées, les conditions du séjour des invités et plusieurs recommandations en matière de "bonnes habitudes".

Au cours de l'assemblée extraordinaire du mois de mars 2009, qui avait pour but d'élire un nouveau comité d'administration, les 150 assistants ont approuvé la mise en place d'un circuit de vidéosurveillance interne ainsi que l'acquisition d'un système de cartes électro-

²³ Sur le programme de *Rénovation de l'Habitat Populaire* (RHP), *vid.* chap. V, p. 149.

²⁴ I. MUÑOZ, « El Centro Histórico de México hoy »..., *op. cit.*

²⁵ P. BOURDIEU, « Effets de lieu »..., *op. cit.*, p. 259.

²⁶ Claudia ZAMORANO VILLARREAL, « Gentrificación, inseguridad y eficacia de fronteras urbanas en el centro histórico de la Ciudad de México », in Carlos ALBA et Pascal LABAZÉE (dir.), *Metropolización, transformaciones mercantiles y gobernanza en los países emergentes. Las grandes ciudades en las mutaciones del comercio mundial*, Colegio de México, IRD, à paraître.

niques pour contrôler les entrées et sorties du bâtiment. Selon C. Zamorano, la paranoïa était alimentée par le sentiment d'avoir "l'ennemi" à l'intérieur. Pour cause, une puissante dirigeante du commerce ambulant, Alejandra Barrios, venait de racheter plusieurs appartements. Avec son entourage, elle organisait des soirées "insolentes" sous le regard ahuri des cadres et des professionnels qui se croyaient déjà plus près de Manhattan que du centre traditionnel et populaire de Mexico. Les "pionniers" de l'Alameda se sont effectivement retrouvés sur un territoire partiellement "conquis" –pour reprendre la phraséologie des promoteurs immobiliers–, découvrant avec émoi une toute autre bourgeoisie issue des bas-fonds de l'informalité. L'exemple montre encore une fois la fragile limite qui sépare les nouveaux habitants des anciens maîtres du territoire en question.

Concernant le cas de Regina, les relations de voisinages apparaissent encore difficiles. Revenons brièvement avec un de nos nouveaux propriétaires installés dans ce secteur. Pour Ramón, même si la valeur de sa propriété a d'ores et déjà augmenté, son environnement immédiat constitue un frein à ses aspirations. Immiscé dans une ancienne *vecindad* expropriée à une famille espagnole suite au séisme de 1985, il s'est proposé d'embellir les lieux en devenant l'administrateur de la copropriété en 2009. Cependant, son investissement personnel lui a valu une certaine frustration liée à la difficulté des relations sociales dans la *vecindad*.

« C'est compliqué de vivre ici. Le fait que les voisins jettent leurs poubelles dans la rue au lieu d'attendre le ramassage des ordures, ou qu'ils ne paient pas les frais d'entretien montre qu'ils ne souhaitent pas améliorer l'immeuble. D'accord, il ne s'écroule pas, mais il manque un coup de peinture, des plantes, une citerne et des choses qui puissent lui donner de la valeur. Mais ces gens sont apathiques, ils ne veulent pas participer, ils n'ont pas confiance, ils croient que je vais les arnaquer, car les administrateurs précédents les ont arnaqués. »²⁷

En effet, c'est surtout grâce à ses relations à l'extérieur de l'immeuble que Ramón a réussi à s'enraciner. Issu d'une famille d'artistes amateurs, il a aménagé une galerie d'art dans son propre salon pour exposer les peintures de ses proches ainsi que ses propres projets audiovisuels, s'incorporant ainsi à l'émergente communauté d'artistes qui circulent entre les galeries du corridor culturel. Cependant, « quand la galerie a commencé à bien tourner, les voisins n'ont pas arrêté de me critiquer derrière mon dos ». Dans son témoignage, il va très loin dans l'analyse des « frictions » qui persistent entre les nouveaux et les anciens habitants.

« Imagine le choc des voisins quand je suis arrivé avec ma voiture et mon costume cravate pour acheter un appartement. En plus il y avait des nouveaux arrivants dans tout le secteur. Les gens qui ont fait leur vie ici –et je pense surtout aux jeunes de mon âge, pas aux gens qui habitent ici depuis cinquante ans– étaient habitués à traîner dans un centre abandonné depuis le tremblement de terre. Ils ont grandi avec l'idée que le centre leur appartenait, et qu'il resterait toujours comme un lieu de racaille où l'on pourrait braquer et intimider les passants, comme si les gens n'avaient le droit d'y passer que pendant la journée. La nuit c'était leur territoire. Alors quand nous sommes arrivés –avant que le gouvernement n'arrange les rues– il y avait toujours cette tension de dire "putain ! on m'a braqué". Dieu merci, cela ne m'est jamais arrivé mais j'ai entendu parler de plusieurs braquages sur Regina et ma voiture a subi des dégradations. [...] Alors, quand le centre a commencé à changer, le choc a été dur pour ces gens-là, car ils ne voulaient pas de nous par ici. Ils nous voyaient –non sans raison– comme des intrus, des infiltrés ou des étrangers. Bien sûr, il y avait un contraste de niveaux culturels, sans parler du contraste économique ! Ils nous re-

²⁷ Ramón, entretien réalisé le 5 juillet 2012.

gardaient de travers, on les regardait de travers. Personnellement je n'avais pas peur, car j'ai grandi entouré de mecs de ce type. Je te parle du sentiment du groupe de personnes qui commencent à arriver. Tant pis, on devait commencer à coexister car nous n'allions pas partir et eux non plus n'allaient pas partir. [...]

Dans cette difficile période d'accouplement nous avons appris à nous connaître. Avec certains il existe un respect mutuel, avec d'autres il n'y a aucune communication mais, au moins, ils ne nous regardent plus de travers. Le centre a changé, les gens ne sont plus les mêmes, Regina n'est plus la même. Maintenant il y a des policiers et des caméras de surveillance, ce n'est plus aussi facile pour ces mecs de faire n'importe quoi. Le centre n'a plus rien à voir avec ce qu'il était en 2004. Les intellectuels se sont installés, des gens bizarres et différents de ce qu'ils étaient habitués à voir depuis plus de vingt ans. Le choc social persiste, non plus dans le rapport physique mais bien dans le rapport aux habitudes, dans les projets et styles de vie différents. Je vais te donner un exemple : les gens d'ici n'aiment pas que je sois célibataire et que j'invite des amis chez moi. Pour moi c'est tout aussi étrange qu'ils habitent à sept dans un appartement de soixante dix mètres carrés, avec une seule pièce. Voilà. Il y a toujours cette différence culturelle qui produit des frictions. Quoi qu'en disent les autorités, nous avons toujours du mal à nous retrouver et à bien nous entendre entre riverains. »

Ce type de malheureuses interactions entre anciens et nouveaux habitants montre à quel point le discours de l'intégration sociale qui légitime l'action des autorités publiques est illusoire. D'ailleurs, les cas de pénétration aussi intimes dans l'univers des *vecindades* sont rares. La plupart des nouveaux habitants qui partagent les modes de vie et les habitudes de classe de Ramón, ont tendance à s'installer dans des immeubles neufs ou rénovés, où ils ne sont pas obligés de coexister avec la réalité des anciens habitants du Centre Historique. Ils sont alors libres d'imaginer et de donner du sens à l'espace qu'ils habitent, sans se soucier de la misère des autres, à moins que celle-ci ne devienne une menace à leur sécurité.

2. Les activistes de la “revitalisation”

Il ne suffit pas d'observer les lieux et les liens des nouveaux habitants, de mesurer leur population ni de décrire leurs habitudes pour appréhender la gentrification. Il faut aussi s'intéresser à la formation de leur identité collective. En suivant P. Bourdieu :

« Les classes sociales que l'on peut découper dans l'espace social [...] n'existent pas en tant que groupes réels bien qu'elles expliquent la probabilité de se constituer en groupes pratiques, familles, clubs, associations et même “mouvements” syndicaux ou politiques. »²⁸

Pour le sociologue, les classes sociales résultent des conditions objectives mais deviennent conscientes d'elles-mêmes uniquement à travers la *praxis* politique. C'est en ce sens qu'il convient d'aborder ce que C. Bidou-Zachariassen et J-F. Poltorak appellent le « travail de gentrification », ²⁹ autrement dit, leurs activités associatives et leurs différentes formes d'engagement politique. Nous avons déjà souligné qu'il existe chez plusieurs “pionniers” une volonté d'agir localement, à l'échelle de l'immeuble ou de la *vecindad*, à travers des assemblées de voisinage –dans les cas du Cogordán et Puerta Alameda– ou en devenant comme Ramón administrateur d'une copropriété en difficulté. Il s'agit maintenant d'évaluer

²⁸ Pierre BOURDIEU, « Espace social et genèse des “classes” », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 52-53, 1984, p. 3-14.

²⁹ Catherine BIDOU-ZACHARIASEN et Jean François POLTORAK, « Le “travail” de gentrification : Les Transformations sociologiques d'un quartier parisien populaire », *Espaces et sociétés*, n°132-133, 2008, p. 107-124.

l'engagement politique d'un certain nombre d'entre eux à une plus vaste échelle, celle du périmètre de conservation, à travers l'étude de l'association Unis pour le Centre Historique (UCH). L'exposition des parcours de Víctor Zavala, Leonardo de la Sierra et Alejandra Ezeta, tous les trois promoteurs de l'association, va nous permettre de comprendre le rapport existant entre les représentants des nouveaux habitants et la Fondation du Centre Historique.

Nous aborderons finalement le système de valeurs des sympathisants de l'UCH à partir d'une analyse des contenus du forum Internet créé et maintenu depuis 2011 par l'association. Nous montrerons qu'un certain nombre de nouveaux habitants se trouvent confrontés à la réalité d'un terrain conflictuel où il n'est pas toujours évident de faire respecter l'ordre public. Nous verrons aussi que le groupe d'internautes exerce une véritable pression sur le gouvernement et, qu'en effet, il ne s'agit pas d'un groupe marginal ni d'une expérience anecdotique. De la capacité de ces nouveaux acteurs à créer des alliances avec le secteur entrepreneurial, à intégrer les nouveaux arrivants et à renouveler leurs modalités d'incidences sur l'espace public, dépend l'avenir du projet urbain. Peut-on les associer, comme ils le prétendent, à la classe moyenne ? Ne font-ils pas le jeu de la bourgeoisie ?

Unis pour le Centre Historique : l'association des cobayes

Comme nous l'avons vu auparavant, la stratégie engagée par l'agence immobilière de Carlos Slim s'est d'abord focalisée sur des étudiants pour avancer progressivement vers une offre haut de gamme : « nous avons commencé par El Señorial, maintenant nous avons Marconi », nous a confié le directeur de la Fondation du Centre Historique.³⁰ Les *youth hostel* El Señorial et Virreyes ont effectivement privilégié des étudiants tandis que des réhabilitations menées à Regina 51, Cinco de Febrero 36 ou Bolívar 26 –de type *loft* et avec *roof garden*– ont été destinées à des professionnels, des intellectuels opulents, ou des étrangers en voyage d'études ; enfin, CHCM SA de CV a rénové l'Édifice Marconi, où l'ancien premier ministre espagnol Felipe González aurait acquis un appartement. S'il est certain que l'agence a déterminé au cas par cas le profil des locataires qu'elle souhaitait avoir dans ses propriétés, l'idée avancée par C. Paquette selon laquelle ils auraient été introduits contre leur propre gré nous paraît infondée :

« Les logements qui appartiennent au groupe de Carlos Slim hébergent un certain nombre d'employés des différentes entreprises appartenant à l'homme d'affaire. Pionniers presque malgré eux, leur employeur impose à un certain nombre de ses salariés de résider dans le Centre Historique. »³¹

Les entretiens menés auprès des habitants de plusieurs immeubles appartenant à l'agence du milliardaire indiquent qu'il n'a pas été difficile de séduire la nouvelle clientèle et qu'au contraire, les premiers qui s'y sont installés se sont assumés comme des agents du processus de reconquête : « Nous sommes les cobayes du repeuplement ». L'expression est de Víctor Zavala, un cinéaste originaire du quartier huppé de Polanco qui s'est installé en 2003 dans un immeuble de CHCM SA de CV qui fait l'angle entre Motolinia et Cinco de Mayo :

—Pourquoi dis-tu que tu es un “cobaye” ? As-tu été invité par la Fondation ?

—Oui. J'étais en train de faire une production multimédia pour la tétralogie de Wagner à Bellas Artes. Je mangeais par ici tous les midis et c'est alors que j'ai rencontré un des petits-fils de Slim qui travaillait à la réhabilitation de cet immeuble. Il m'a fait faire le tour, c'était génial : des hauts plafonds, une architecture art déco splendide, un bâtiment réalisé par le

³⁰ Adrián Pandal, entretien réalisé le 12 juillet 2012.

³¹ C. PAQUETTE, « Des habitants pour le centre historique ? », *op. cit.*, p. 121.

même architecte qui a fait le Monument à la Révolution. En plus les loyers étaient très accessibles. Je lui ai demandé comment il voyait le centre pour y habiter. “Il va mieux, il y a de plus en plus de sécurité” —m’a-t-il répondu. S’il habitait lui-même dans l’immeuble, il ne pouvait pas mentir. Je me suis installé.³²

À son tour, V. Zavala a commencé à inviter ses propres connaissances pour occuper ce bâtiment exceptionnel. Leonardo de la Sierra, également issu du milieu de la production cinématographique, s’est installé dans un immeuble voisin avant de devenir locataire de l’agence de C. Slim. Originaire « depuis cinq générations » du quartier de Mixcoac, un village colonial absorbé par la ville au début du XX^e siècle, Leonardo a vite développé un attachement envers le cœur historique de la capitale.

« Je suis arrivé de façon indépendante. J’étais en train de produire du cinéma en 2002, avec le tournage de *Batalla en el Cielo*. J’ai été saisi par la transformation des lieux en réalisant le *scooting* pour trouver les lieux du film puis pendant les trois semaines du tournage. Quand j’étais petit, le centre était chaotique : des ambulants partout, des stands désordonnés, impossible de passer en voiture. Mais il n’y avait rien de tout ça. Tu pouvais te promener et voir les immeubles. Impressionné, je me suis dit “c’est maintenant ou jamais”. J’ai trouvé un appartement dans un des immeubles les plus beaux du secteur financier : l’Édifice Santa Clara, en face de l’ancien couvent des bethlémites, aujourd’hui Musée Interactif d’Économie (MIDE). L’immeuble s’appelle Santa Clara car il abritait jadis le couvent des sœurs clarisses. J’ai loué un magnifique appartement de 190 mètres carrés. Je n’avais pas d’argent, pas de meuble ni rien. Juste un matelas et un petit frigo. »³³

Il a emménagé avec son épouse mais le plaisir n’a pas duré longtemps. La propriétaire de l’appartement « a décidé que le Centre Historique était devenu très mignon et qu’elle allait revenir pour y habiter ». Divorcé, il s’est finalement retranché dans l’immeuble de son ami d’enfance, Víctor Zavala, avec lequel il venait d’ouvrir un nouveau bar sur la rue Madero : le Bar Alfonso. Pendant deux ans, Leonardo a ainsi supporté un loyer de 18 000 pesos, car il avait obtenu la promesse de pouvoir accéder à la propriété.

« Ils ont commencé à augmenter les loyers sans nous donner l’option d’acheter. Pour Carlos Slim, c’est toujours moi, moi, moi. Ils n’ont pas tenu leur parole et ça m’a énervé. Je me suis dit que je n’allais plus jamais habiter dans un de leurs immeubles même si, qu’on le veuille ou pas, on va toujours enrichir ce monsieur : on va boire un café au Sanborns ou acheter quelque chose au Mixup. Je suis sorti de là dégoûté pour m’installer dans un secteur encore moins *nice* du Centre Historique, au croisement de Cuba et Allende. »

Malgré sa rupture symbolique avec Carlos Slim, Leonardo s’est maintenu en rapport avec les cadres de la Fondation du Centre Historique en s’associant à la création d’un nouveau centre nocturne dans un des bâtiments acquis par Inmobiliaria Inbursa (Motolinia 33). Réhabilité par les soins de Rodrigo et Ricardo Pandal, frères du directeur de la Fondation, l’immeuble colonial accueille désormais le Pasagüero, où sont offerts les meilleurs concerts de la scène alternative. En effet, la Fondation a non seulement favorisé l’éclosion d’un mouvement artistique le long de Regina mais aussi le long de l’ancienne rue piétonne de Motolinia, où le bar El Zinco, considéré comme le meilleur endroit au Mexique pour écouter des concerts de jazz, est venu renforcer l’offre culturelle. Dès le départ, Ernesto Zeivy, propriétaire d’El Zinco, a succombé face à l’invitation d’occuper la cave de l’ancienne banque Somex

³² Víctor Zavala, entretien réalisé le 1^{er} février 2012.

³³ Leonardo de la Sierra, entretien réalisé le 15 février 2012.

(Cinco de Mayo 35), désormais propriété de CHCM SA de CV : « Lorsque j'y suis rentré je me suis dit : c'est le cliché d'un club de jazz newyorkais dans la cave d'un immeuble art déco, c'est parfait ! »³⁴ En effet, la découverte de l'architecture baroque et moderne n'alla pas sans provoquer une certaine fierté nationale chez ces heureux gagnants de la globalisation, comme l'explique V. Zavala :

« J'ai compris qu'on était plusieurs nouveaux voisins à venir d'autres secteurs de la ville et surtout des gens qui revenaient de l'étranger après avoir fait des maîtrises ou des doctorats. Ces gens-là étaient habitués à utiliser les transports publics, à profiter des espaces publics, à marcher dans les rues, à découvrir. J'ai commencé à rencontrer mes voisins, la plupart avaient un amour profond pour le Mexique. Ils valorisaient le Centre Historique car ils étaient partis à l'étranger. On n'aperçoit ce qu'on a qu'une fois qu'on l'a perdu. »

Les “pionniers” du secteur touristique ont rapidement développé des réseaux d'interconnaissance. Soucieux de récupérer le patrimoine perdu, Víctor Zavala fut parmi les principaux instigateurs de ce rapprochement. Selon lui, « les nouveaux se sentent plus rassurés s'ils sont adoptés par d'autres voisins » et, en effet, il a commencé à organiser des soirées privées en faisant du porte à porte dans les immeubles de CHCM SA de CV, permettant à plusieurs habitants de mieux s'intégrer dans ce territoire fascinant et méconnu.

Pour Alejandra Ezeta, par exemple, ce contact s'est révélé déterminant :

« J'avais grandi dans le quartier suburbain de Las Aguilas et j'avais fait mes études à El Pedregal. Ici tout était trop urbain, trop cru. »³⁵

Revenue dans sa ville natale après cinq années d'études à l'étranger, en France et aux États-Unis, cette historienne de 35 ans a simplement suivi son mari –un jeune diplomate mexicain– qui voulait habiter à proximité du nouveau siège du ministère des Affaires Étrangères. Installée en 2005 dans un immeuble résidentiel de l'agence CHCM SA de CV, à l'angle de Marconi et Donceles (clichés 15.2, p. 197), elle s'ennuyait terriblement et devait « faire quelque chose pour ne pas devenir folle ». Par chance, elle a eu l'occasion de rencontrer Zavala et de s'impliquer dans sa bataille en faveur des nouveaux habitants, en devenant porte-parole de l'association Unis pour le Centre Historique (UCH), présidée par ce dernier :

« J'ai commencé à m'impliquer dans l'association et je suis devenue très forte dans l'organisation de conférences de presse. Nous avons de bonnes relations avec les médias, y compris avec *La Jornada* et *Reforma*, ainsi qu'avec les propriétaires des restaurants. En 2006, quand [les sympathisants de López Obrador] ont installé le *plantón*,³⁶ les restaurateurs ont amèrement rouspété. Ce n'était pas une affaire politique. Mohamed –propriétaire de El Andaluz– et les Klein –propriétaires du Majestic– venaient par exemple de s'associer pour ouvrir ici le Mesón Andaluz. Ils venaient à peine d'ouvrir lorsque le *plantón* leur est tombé dessus. [...] C'était le drame. Nous avons donc constitué un groupe de restaurateurs désespérés, avec le soutien de Luis Felipe Sigüenza, qui habitait ici et qui travaillait au secrétariat au Tourisme. Les réunions de travail avaient lieu dans la Tour Latino-américaine, avec le gérant de Los Girasoles, Leonardo de la Sierra, et les gens du *Pasagüero*. Moi, j'étais en quelque sorte leur chef de communication. »

³⁴ Patricia RUVALCABA, « El Centro suena », juin 2013, *Km.Cero*, n° 59.

³⁵ Alejandra Ezeta, entretien réalisé le 18 juin 2012.

³⁶ Installer un *plantón* signifie littéralement “planter sa tente”. Il s'agit d'une modalité d'action collective et se réfère, dans ce cas précis, aux protestations contre la fraude électorale de 2006, lorsque les sympathisants de López Obrador ont occupé pendant plusieurs mois l'avenue Reforma, pour exiger un nouveau dépouillement des bulletins de vote. *Vid.* p. 299-300.

Clichés 32. Unis pour le Centre Historique : de l'intimité à l'action



« Quand tu es à l'étranger toutes les odeurs, les sons, tout est nouveau. C'est un peu le sentiment ici dans le Centre Historique. Tu découvres des choses chaque jour. Moi j'habitais à Polanco, ici c'est un autre *chip*, c'est comme habiter dans une ville de province ou dans une capitale européenne. »

« J'achète un *apart* de 1 600 dollars au mètre carré mais ma rue ressemble aux rues d'Iztapalapa ! Je pense qu'avec les impôts qu'on paye ici, on peut réclamer de meilleurs services. »



Une réunion entre des fonctionnaires du GDF et des membres du forum Habite le Centre, créé sur Facebook par l'UCH. Séance du 27 février 2012 au restaurant-galerie Tintíco (Cuba 43).

Quels ont été les objectifs et les actions de cette nouvelle association de riverains ? Comment s'est-elle constituée ? Quels types d'intérêts a-t-elle représenté ? L'UCH est née en 2004 à l'initiative des personnages évoqués ci-dessus : Víctor Zavala, Leonardo de la Sierra, les frères Pandal et Juan Carlos Laborde, responsable de la réhabilitation de Bolívar 23. Parmi les membres fondateurs de l'association, se trouvent également Petra Fischer, artiste allemande, Alicia Haddad, coordinatrice de la Fondation du Centre Historique, Luis Felipe Sigüenza, fonctionnaire au secrétariat au Tourisme, une panoplie de personnalités telles que la journaliste Ángeles González Gamio ou l'architecte Jorge Legorreta, et d'importants entrepreneurs comme Mohamed Hussein ou Pedro Boker.

Malgré sa composition élitiste, l'association tire sa légitimité d'un discours qui entend placer l'habitat au cœur des préoccupations gouvernementales. En effet, d'après Víctor Zavala, président de l'association, l'UCH répond à la nécessité de faire entendre la voix des habitants par dessus les intérêts économiques et politiques :

« Dans le Centre Historique tout le monde est important : tu as la Cours Suprême, le Sénat, la Chambre des Députés, le Palais du Gouvernement, la Cathédrale... et toi, tu es simplement un enfant du quartier. Tu es donc le plus vulnérable. Comment obtenir une certaine représentativité ? Comment interagir directement avec les autorités ? Comment te faire écouter ? Il faut s'unir ! Nous avons effectivement regroupé des gens qui disposaient d'une certaine expérience dans le centre. Il y a parmi nous Pedro Boker, membre de la Chambre de Commerce de la Ville de Mexico, propriétaire d'un immeuble important ; Isaac Olechnowicz, distributeur de pierres précieuses auprès des bijoutiers ; des propriétaires de restaurants et d'autres acteurs clés du centre. Il y a aussi de nombreux riverains qui avaient perdu tout espoir dans le Centre Historique. On leur avait promis plein de choses et ils se retrouvaient toujours face à un centre envahi, sale et dangereux. »

Cependant, l'UCH n'a jamais poursuivi l'idée de s'élargir pour représenter les intérêts de tous les habitants. Au contraire, les préoccupations des adhérents se sont rapidement confondues avec celles de l'ancienne bourgeoisie du locale, formant une « coalition de croissance »³⁷ capable de faire pression sur les autorités. D'après Adrián Pandal, à la fois directeur de la Fondation du Centre Historique et trésorier de l'UCH :

« Il y avait déjà une association de riverains mais c'étaient des riverains plus "traditionnels". Si je me souviens bien, ils étaient liés au PRD et voyaient des questions plutôt politiques au lieu de veiller aux intérêts des riverains. »³⁸

Pandal se réfère à l'Union des Riverains et Commerçants du Polygone du Centre Historique (UVCPC), dirigée par Teresa González, qui s'est souvent immiscée dans la défense des contrevenants à la *Loi de culture civique* (prostituées, ambulants, etc.). À l'inverse, les demandes de l'UCH se sont focalisées sur des questions d'ordre public telles que la régulation de l'ambulantage ou les problèmes de circulation, comme l'explique le trésorier :

« Il y avait beaucoup de plaintes. Par exemple, le règlement concernant les heures de stationnement : à partir de 20 heures tu pouvais te garer dans la rue mais au matin tu découvrais que la police avait emmené ta voiture au poste ! Après, tu avais les concerts. Toi, tu arrives avec tes courses et la police t'interdit de passer chez toi. Ils veulent repeupler mais tu ne peux pas faire six rues à pied avec tes bagages. Il y avait beaucoup de choses : le ramassage irrégulier des ordures, etc. Alors on s'est dit qu'il fallait faire un groupe capable

³⁷ M. ROUSSEAU, « Gouverner la gentrification »..., *op. cit.*

³⁸ Adrián Pandal, entretien réalisé le 12 juillet 2012.

d'être un interlocuteur avec le gouvernement pour pouvoir lui dire s'il y a des indigents, et des nécessités très ponctuelles exprimées par les nouveaux voisins. Tout le monde se plaignait, mais on ne savait pas à qui adresser les plaintes. On s'est dit qu'il fallait les organiser pour nous faire écouter. »

La posture assumée par l'UCH devant les autorités publiques s'est caractérisée par une volonté de coopérer, écartant la confrontation comme une modalité d'action. Selon V. Zavala :

« Il y a toujours deux façons d'aborder un problème : tu peux devenir l'éternel ennemi du gouvernement et utiliser les médias pour faire pression, ou tu peux favoriser un rapprochement pour trouver des solutions. Nous avons privilégié la deuxième option : on s'est rapproché du gouvernement et ils nous ont écoutés. Même si nous n'étions pas nombreux, nous avons compris qu'il existe un intérêt de la part du gouvernement pour faire prospérer les lieux, pour que le centre devienne un espace habitable et qu'il y ait de nouveaux habitants. Nous avons trouvé un bon dialogue et des possibilités d'échange. Ils nous ont souvent consultés avant de lancer des programmes : "écoutez, nous voulons faire ceci ou cela, qu'en pensez-vous?". Nous avons donc travaillé ensemble pour faire face aux problèmes et nous avons même proposé des solutions. »

Enfin, la principale initiative portée par l'UCH a consisté en la mise en circulation d'une carte d'identité destinée à faciliter l'accès au Centre Historique en cas de fermeture du périmètre, chose assez fréquente lors des manifestations politiques et culturelles. Afin de ratifier la volonté du gouvernement d'encourager l'implication des nouveaux habitants dans la politique publique, l'Autorité du Centre Historique a donné son feu vert. En effet, l'UCH s'est chargée, à partir de 2010, d'imprimer et de distribuer les cartes à un prix de 200 pesos, absorbés –selon ses promoteurs– grâce aux bénéfices du système adopté : équipée d'un code barre individualisé, la carte donne accès à des réductions dans des dizaines d'établissements commerciaux, des chaînes de restauration et d'hôtels dans tous le pays.

Malgré les efforts et alliances réussies avec le secteur entrepreneurial, le projet phare de l'UCH s'est traduit par un échec douloureux. D'une part, le dispositif a impliqué une logistique difficile, puisqu'il a constamment fallu établir un rapport avec des chefs de police changeants et des agents qui ne disposaient pas toujours du matériel nécessaire pour lire les cartes. Incrédule, la police a souvent obligé les membres du club à continuer leur route à pied, comme tout le monde. D'autre part, loin des 4 000 abonnés initialement escomptés par le président de l'association, seules 350 personnes se sont inscrites à ce programme, notamment les sympathisants de l'UCH.

La gentrification par la toile

Malgré l'impopularité du projet et les difficultés rencontrées, l'UCH a persévéré dans sa lutte pour rendre habitable le Centre Historique. Retranchés dans leurs enceintes de paix, les activistes de la "revitalisation" ont trouvé un mécanisme efficace de communication interne qui leur a bientôt permis de redoubler la pression sur les autorités : Facebook.

Créé en septembre 2011 à l'initiative du président de l'UCH, le groupe baptisé Vive en el Centro (Habite le Centre) a initialement fonctionné comme un forum permettant aux nouveaux habitants d'échanger des informations utiles et d'organiser des soirées. Cependant, avec l'incorporation de plusieurs fonctionnaires et la fermeture du groupe,³⁹ l'outil s'est transformé en une véritable plateforme de dialogue entre les habitants et les autorités.

³⁹ Facebook permet aux utilisateurs de créer des groupes ouverts, fermés et secrets. Dans le premier cas, n'importe qui peut lire et poster des informations. Dans le deuxième cas, qui correspond à celui du groupe en

En tant que membre du groupe depuis ses origines, j'ai eu accès à l'ensemble des discussions virtuelles ainsi qu'aux réunions entre les fonctionnaires et les citoyens les plus actifs. Voyons d'abord l'évolution du discours porté sur la toile par les "pionniers".

À ses débuts, les membres du forum cherchaient à renforcer leurs liens de confiance, en organisant par ce biais des repas dans les *roof garden* ou en échangeant des informations utiles (où trouver une blanchisserie, que faire d'un chien égaré, les événements culturels de la semaine, les offres de location, etc.). Le discours des nouveaux habitants se caractérisait par un certain communautarisme, comme l'atteste le message laissé par une habitante de Regina :

« J'adore l'idée d'avoir un forum aussi proche où on peut savoir tout ce qui se passe dans nos rues et mieux reconnaître nos voisins pour construire une meilleure communauté. »

Un autre usager du site a par exemple publié un message qui évoque l'importance de ce nouveau réseau qui représente, pour beaucoup d'habitants, l'opportunité de briser l'isolement vécu au quotidien :

« C'est génial, j'apprends que j'ai des voisins. Cela fait quatre ans que j'habite rue Márquez Sterling sans parler à personne. En réalité, parfois je dis "bonsoir" à la dame d'en-bas. »

Dans ce généreux mouvement de reconnaissance mutuelle, les usagers célébraient les charmes des lieux, se prêtant parfois à de surprenantes déclarations dans lesquelles on véhiculait le registre de l'aventure et la conquête :

« Habiter le centre c'est comme être dans une *corrida* : il faut prendre le taureau par les cornes. Sauvage, surprenant, chaotique ; en même temps fascinant, sublime, indéchiffrable. Quartier *funky*. Rempli d'histoires et de mirages, il invite à des conquêtes quotidiennes. »

Pour un autre "poète", le Centre Historique était « magique, affolant, déroutant, mystérieux et surprenant ». Quelle grande aventure ! —s'exclamait-il à la fin de son message en prose. Pourtant, tout n'était pas idyllique pour les nouveaux habitants.

À partir du mois de décembre, les messages publiés traduisent une certaine exaspération par rapport à l'ambulantage, qui devient particulièrement aigu en cette période de l'année :

« Il est clair que les autorités locales ne se préoccupent pas de contrôler et de tenir leurs engagements. Ils disent qu'il n'y aura plus d'ambulants dans le Centre Historique et je retrouve dix stands devant El Zinco. Normalement quelqu'un doit les dénoncer. Mais que se passe-t-il ? Ces gens-là deviennent agressifs. Ce n'est pas une hypothèse mais une anecdote qui m'est arrivée il y a quelques minutes. Le plus ironique dans tout cela c'est qu'il y avait au moins six policiers à côté. Ils n'avaient pas l'intention de faire respecter la loi. Que peut-on faire ? »

—Il ne faut pas se taire. Je suis à côté du policier sur Madero et Motolinia, je rédige un document sur mon portable pour le présenter demain matin aux autorités. Aucun accord possible ! Pour une politique de tolérance zéro ! Nous avons aussi des droits en tant qu'habitants mais nous les exerçons rarement. De nous dépend que les autorités fassent leur boulot.

Habiter dans le Centre Historique impliquait effectivement une série d'inconvénients et de difficultés que certains désiraient prendre en main. Ils savaient cependant que leur légitimité et leur pouvoir résidaient dans l'application de la loi à travers les forces de l'ordre.

question, il faut l'autorisation de l'administrateur pour pouvoir accéder aux contenus. Enfin, les groupes secrets sont invisibles au public.

Certains n'hésitaient plus à interpeller les fonctionnaires en leur adressant des écrits et en les publiant sur la toile, d'autres s'assumaient simplement en victimes :

« C'est un désordre complet. Ils veulent que nous peuplions le Centre Historique mais ils n'arrivent pas à se mettre d'accord. Où résident nos droits ? »

Pour les plus aguerris, en revanche, les différentes expressions de l'informalité faisaient partie de l'aventure et il fallait apprendre à accepter le Centre Historique tel qu'il est. Bien que minoritaire, ce type de postures a souvent provoqué des débats houleux. La publication suivante, par exemple, a reçu trente-cinq commentaires.

« Le centre n'est pas fait pour les peaux sensibles. C'est un lieu édifié sur des os et du sang. On n'est pas nombreux à pouvoir vivre ici sans devenir fou. »

—D'accord, mais cela n'implique pas que les choses se maintiennent ainsi. J'ai quitté Die-ciséis de Septembre pour les causes que tout le monde expose ici : le bruit, les fournisseurs insoucieux du Oxxo, les gens qui passent en gueulant comme des bêtes, les musiciens en permanence dans la rue. Bref, repeupler le centre signifie aussi le rendre intelligent, cultivé, aimable et beau.

—Je pense que le Centre est fait pour les braves mais cela ne veut pas dire qu'on accepte d'être conformistes. Le centre s'est beaucoup amélioré grâce à tous ceux qui font quelque chose pour lui. On peut s'habituer au chaos mais il ne faut jamais s'habituer à l'illégalité, la violence et l'insalubrité.

Les deux commentaires retenus illustrent le passage du registre de l'aventure sauvage à celui de la mission civilisatrice. Ils recèlent la posture d'un certain nombre de "pionniers" qui s'identifient à l'élite culturelle du pays et qui considèrent qu'ils peuvent apporter du bien à l'espace patrimonial en dénonçant toute sortes d'irrégularités.

Afin de mieux analyser les préoccupations des internautes, nous avons constitué une base de données avec les 1 000 premières publications du groupe, étalées sur onze mois, entre le 5 septembre 2011 et le 14 juillet 2012. Malgré les difficultés pour classer des publications parfois excentriques –telles que les extraits poétiques repris plus haut– les résultats de cet exercice permettent de mieux comprendre les inquiétudes et les priorités des nouveaux habitants.

Plus d'un tiers des publications (34,6%) concerne des usages nettement publicitaires du réseau social : petites annonces, promotion d'événements culturels, petites annonces immobilières, recommandations touristiques, invitations aux promenades en vélo organisées par la ville, voire même la promotion d'une campagne de stérilisation des chiens et des chats. Ensuite, si l'on additionne les publications associées aux dégradations, à la mobilité, au bruit, à l'ambulantage, à la propreté des lieux, à la sécurité publique, à l'indigence et aux manifestations, nous trouvons que la plupart (36,4%) concernent l'ordre public. Un troisième type de publication se focalise sur des sujets sensibles tels que la mémoire des lieux (publication d'images anciennes) ou le patrimoine bâti (4%), des questions relatives à l'art urbain (3%) ou encore les risques naturels (3%). Sur ce point, par exemple, il est étonnant de voir comment, à chaque événement sismique, le réseau fonctionne comme un premier niveau d'évaluation des dégâts. Nous retrouvons Ramón, le petit propriétaire installé rue Regina : « Il y a des fentes sur nos murs. Je n'arrive pas à joindre le numéro d'urgence. Pouvez-vous envoyer quelqu'un ? », à quoi le directeur du Fidécómmis répond : « une patrouille de la Protection Civile est en chemin ». Enfin, 12% des communications permettent aux usagers de planifier des réunions ou d'échanger simplement des messages personnels entre internautes.

Tableau 7. Typologie des publications parues dans Facebook

Type	Sujet	Publications	%
Usages publicitaires	Petites annonces	146	13,5
	Événements	141	13,1
	Tourisme	43	4
	Offre immobilière	43	4
		373	34,6
Ordre public	Dégradations	76	7
	Mobilité	76	7
	Bruit	68	6,3
	Ambulants	62	5,8
	Propreté	53	4,9
	Sécurité	45	4,2
	Indigence	6	0,6
	Manifestations	6	0,6
		392	36,4
Sujets sensibles	Mémoire	46	4,3
	Risques naturels	36	3,3
	Art	34	3,1
		116	10,7
Socialisation	Messages personnels	66	6,1
	Réunions	60	5,6
		126	11,7
	Autres	73	6,8
		1,080	100

Source : enquête sur Facebook. Nous n'avons pas toujours été en mesure d'assigner une seule catégorie par publication, ce qui explique un total cumulé de 1 080 entrées. La classification exclut les commentaires des internautes qui peuvent parfois modifier le sens et la portée d'une publication.

Tableau 8. Participation des citoyens et des fonctionnaires

	Publications		Commentaires	
	Citoyens	Fonctionnaires	Citoyens	Fonctionnaires
Plaintes	251	0	1607	73
Célébrations	94	6	254	7
Autres	568	81	2163	54
	913	87	4024	134

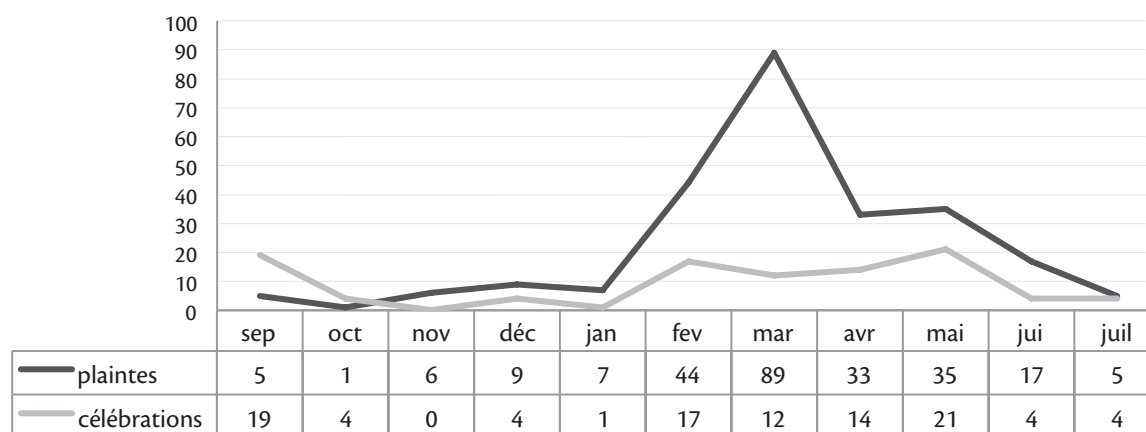


Figure 8. Connotation des publications selon leur date de parution

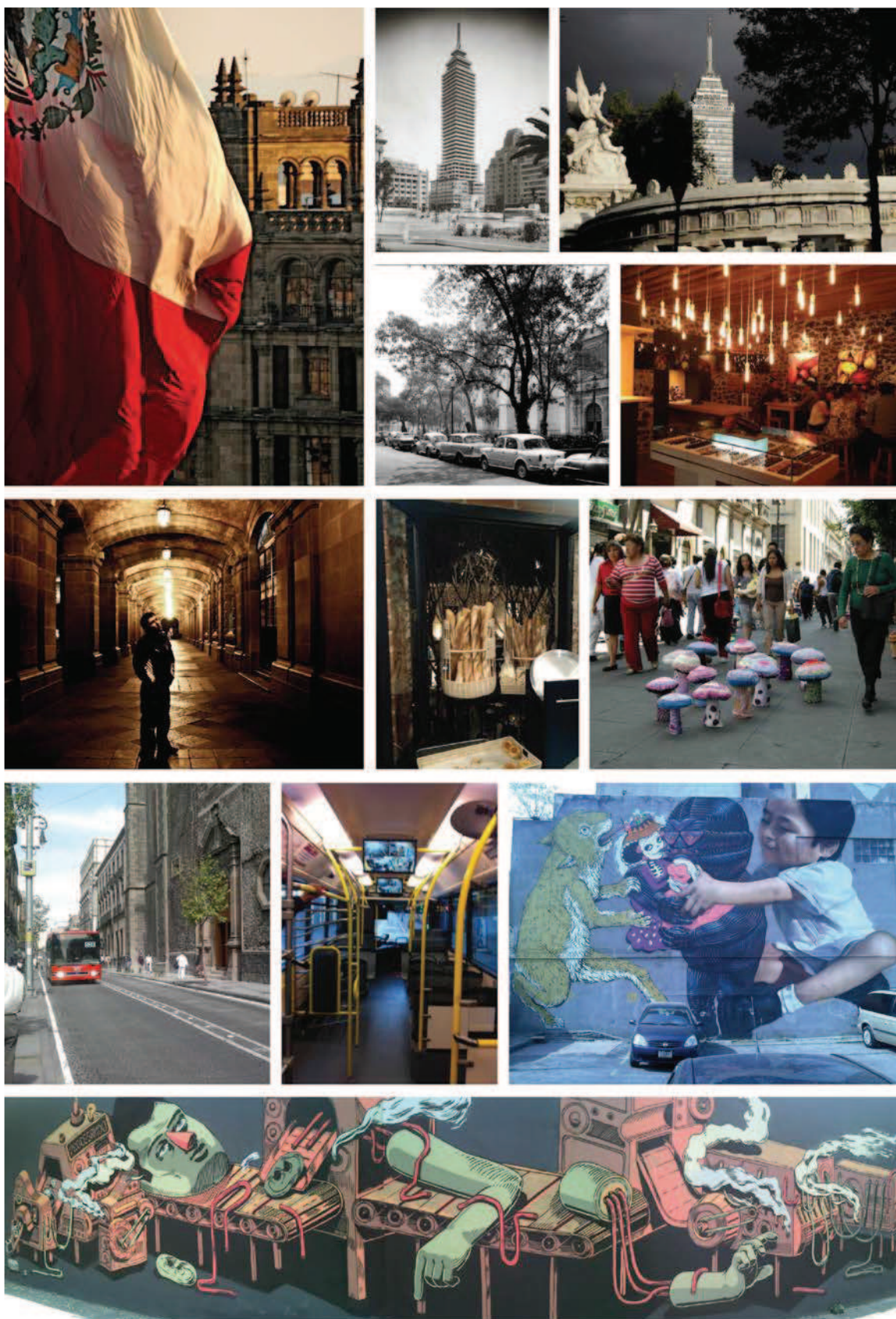
Un deuxième niveau de classification permettant de dégager le système de valeurs des internautes consiste à distinguer deux catégories exclusives : les publications qui relèvent du registre de la célébration (10%) et celles que l'on pourrait associer à des plaintes (25%), écartant les publications neutres ou à caractère informatif. À titre d'exemple, la publication suivante a été classée dans la catégorie "propreté" et dans le registre de la célébration.

« Hier soir je me suis couché dans le Centre Historique et je me suis réveillé, à trois heures du matin, en Europe ! Le bruit des moteurs m'a réveillé, j'ai regardé Cinco de Mayo par la fenêtre, c'était le camion citerne qui nettoyait les trottoirs. Bravo !! Ça valait le coup de supporter le bruit. Au lendemain, les trottoirs étaient enfin propres, du moins pour quelques heures. »

Outre le contenu textuel, les images qui accompagnent parfois les publications nous ont permis de mieux définir les catégories et d'élaborer une synthèse visuelle du paysage perçu par les usagers du forum. La galerie photographique ci-après reprend quelques publications destinées à célébrer toute sorte de choses : des monuments historiques et religieux, le paysage nocturne, des actions publiques telles que l'installation du Métrobus, des actions de maintenance du mobilier urbain, la piétonnisation des rues, l'ouverture de nouveaux commerces ou encore les créations artistiques qui prolifèrent dans le secteur de Regina. La galerie intègre également des images publiées pour justifier des plaintes concernant l'ambulantage, la dégradation du paysage patrimonial associée aux incivilités, les problèmes de mobilité, le manque de propreté et l'accumulation des graisses sur les trottoirs, les irrégularités de la voirie et les risques que cela représente pour les piétons, les problèmes d'inondation –y compris dans les espaces requalifiés tels que la rue Regina–, les erreurs de signalétique, l'affichage sauvage, le bruit excessif et l'inefficacité gouvernementale dans la gestion des déchets.

L'intention des plaignants peut varier de l'observation d'un phénomène folklorique –les chaussures sur les fils électriques ou le camion des poubelles rempli à ras-bord– jusqu'à la dénonciation de la corruption, de l'impunité systématique des commerces alimentaires qui déversent leurs graisses dans les égouts, voire même la disparition de biens patrimoniaux, comme l'indique le texte qui accompagne une photographie du temple Jesús de Nazareno : « si quelque chose caractérisait la coupole de la tour du temple c'était bien la figurine du sa-breur. Je découvre que depuis la restauration du temple, l'emblématique figure brille par son absence. Où est-elle ? ».

Clichés 33. Le Centre Historique vu par les nouveaux habitants



Les aspects positifs : exemples de publications dans le registre de la célébration



Les aspects négatifs : exemples de publications dans le registre de la plainte

Source : images prises par les internautes, publiées dans le groupe Facebook

Le groupe Facebook s'érige en effet en gardien du patrimoine et de l'ordre public. A-t-il pour autant une réelle incidence sur la gestion de l'espace patrimonial ? En définitive, l'action conjuguée des différents acteurs réunis dans cet espace virtuel pousse les autorités publiques à agir pour deux raisons. D'abord, parce que les demandes des internautes arrivent directement aux fonctionnaires : le profil institutionnel du FCH fait partie du groupe, également le directeur lui-même, Inti Muñoz, qui s'est intégré à titre personnel, entraînant derrière lui Ricardo Bautista (directeur de promotion du FCH). L'architecte Ricardo Jaral a lui aussi créé un compte pour se mettre à l'écoute des nouveaux habitants au nom de l'Intendance du Centre Historique.⁴⁰ Ensemble, ces fonctionnaires s'occupent principalement de répondre aux plaintes des habitants, comme l'indique le tableau 8 (p. 285).

Ensuite, parce que les compétences et les réseaux communicationnels d'un bon nombre de citoyens peuvent sérieusement menacer l'image du gouvernement de la capitale. En effet, les fonctionnaires ont tout intérêt à répondre aussitôt aux plaintes et accusations amorcées dans ce groupe –désormais fermé au public– avant qu'elles ne prennent de l'ampleur. D'après le président de l'UCH, le rapport de force s'établi ainsi :

« Dans le groupe nous avons cinq *pros* de Twitter. Ils ont plusieurs médias dans leur réseau, le maire de Mexico et des personnes clés qui, au moment où elles apprennent quelque chose, sont capables de mettre au courant la moitié pays. On est un petit groupe de 300, mais quelle force ! Les fonctionnaires reconnaissent cela : en tant que citoyen tu peux avoir beaucoup plus de force que tu ne l'imagines, surtout si tu disposes de médias. »⁴¹

L'arrivée de l'outil informatique a en tout cas permis de relancer les réunions entre les nouveaux habitants de l'UCH et le gouvernement, qui s'étaient estompés depuis la mise en place du programme des cartes d'accès au Centre Historique. La première réunion, tenue le 24 janvier 2012, a d'ailleurs été convoquée à l'initiative d'Inti Muñoz par l'intermédiaire de Facebook. Nous avons eu l'opportunité d'assister aux rendez-vous suivants, les 7, 21, 27 et 31 du mois de février, qui se sont tenus dans des établissements privés : Pasagüero (Motolinia 33), Non Solo (Motolinia 37), Tintico (Cuba 43) et l'hôtel Ritz (Madero 30). Ces réunions ont non seulement provoqué une augmentation sensible des plaintes, comme on peut l'apprécier dans la figure 3 (p. 286), mais elles ont aussi été l'occasion de vérifier les préoccupations des habitants et d'analyser leurs relations avec les fonctionnaires. Les propos tenus dans le cadre de ces réunions, brièvement repris ci-dessous, ont été relevés par nos soins.

Gérer les demandes des classes moyennes

Durant la réunion du 7 février 2012, les habitants ont pu exprimer leurs plaintes face au chef de la brigade anti-ambulantage de la délégation Cuauhtémoc, invité par le directeur du Fidéicomis du Centre Historique. Les dirigeants de l'association de riverains ont profité de l'occasion pour signaler un certain nombre de "points chauds" du Centre Historique et, concernant l'ambulantage, on a même recommandé au chef de police de faire lire la *Loi de culture civique* à ses subalternes.⁴² La réponse de l'agent a été aussi claire que peu rassurante pour les représentants de l'UCH : « en vérité, nous ne pouvons pas appliquer la tolérance zéro ». S'il existait selon lui un « travail d'intelligence » pour combattre les réseaux mafieux et punir près de 1 300 infracteurs à la *Loi de culture civique* par mois –notamment les ambulants et les gardiens de voiture (*franeleros*)–, le travail de la police était biaisé par la « po-

⁴⁰ L'Intendance est une composante de l'Autorité du Centre Historique. *Vid.* chap. VI, p. 224.

⁴¹ Víctor Zavala, entretien réalisé le 1^{er} février 2012.

⁴² Sur la portée de cette loi, *vid.* chap. VI, p. 203-204.

litisation » du phénomène. En outre, « les ambulants s'adaptent aux dispositifs de répression en utilisant des mineurs ». Pour le chef Orus, il y avait aussi le « problème » des droits de l'homme qui compliquent l'action policière, soulignant finalement que les *franeleros* étaient « aussi des habitants du centre ».

Rattrapant quelque part les propos réalistes du responsable de la brigade anti-ambulantage, les fonctionnaires du Fidéicomis ont rappelé aux assistants, une quinzaine de membres du groupe Facebook, l'importance de dénoncer les abus dans l'espace public. « La plainte citoyenne c'est comme de l'or pour nous » —a affirmé Ricardo Bautista. Conciliants, les citoyens ont accordé au chef Orus qu'il fallait « remonter le moral des agents de police » en reconnaissant l'importance de leur travail au lieu de continuer à les dénigrer.

La réunion du 21 février s'est déroulée dans une ambiance plus détendue, mieux arrosée, en présence cette fois-ci du responsable de l'image urbaine à la délégation Cuauhtémoc et d'un représentant de la Commission Fédérale d'Électricité (CFE), l'entreprise chargée de la rénovation du réseau électrique du Centre Historique. Au-delà des dégradations infligées aux rues requalifiées durant la période de López Obrador, ce qui préoccupait les nouveaux habitants c'était surtout les interminables travaux et les nuisances sonores. Cependant, l'interlocuteur de la CFE s'est contenté de rappeler l'importance des travaux et de dire qu'ils seraient bientôt terminés.

Visiblement perturbés par le caractère élitiste de la réunion, les fonctionnaires de la délégation se sont contentés d'écouter la discussion engagée par un des nouveaux habitants de Regina, qui considérait qu'à force de limiter les niveaux sonores dans les bars on allait « mettre les musiciens au chômage ». La voix dissidente —celle d'un batteur— contrastait pourtant avec l'opinion de l'assistance, sensiblement agacée par les excès de la « revitalisation ». Les fonctionnaires du FCH ont donc profité du moment pour expliquer le fonctionnement du nouvel Institut de Vérification Administrative (INVEA) chargé de contrôler le respect des normes dans tous les établissements commerciaux du DF.⁴³ D'après le FCH, une vingtaine de vérifications avaient eu lieu dans les locaux du Centre Historique, avec treize cas de fermeture de commerce. L'annonce a mis légèrement mal à l'aise les activistes de la « revitalisation », eux-mêmes propriétaires d'établissements commerciaux ou promoteurs d'initiatives culturelles parfois bruyantes. Cela dit, on s'est globalement félicité de la fermeté du gouvernement central en matière de régulation urbaine.

La réunion du 27 février s'est tenue à l'extrémité nord du périmètre A, dans l'un des nouveaux restaurants de la rue Cuba. À cette occasion, le nombre d'institutions gouvernementales a presque doublé avec la présence d'un architecte des services urbains de la délégation Cuauhtémoc, le directeur de la commission de cinéma du secrétariat à la Culture, un commandant de police, le sous-secrétaire de participation citoyenne du secrétariat à la Sécurité Publique et le directeur de l'Intendance du Centre Historique, l'architecte Ricardo Jaral. Ricardo Baustista, du FCH, et Víctor Zavala, en tant que représentant des citoyens, se sont occupés de conduire la discussion.

⁴³ L'Institut de Vérification Administrative (INVEA) a été créé en mars 2010 afin de sanctionner les constructions illégales, les bars, les commerces et tous les établissements qui ne respectent pas les normes. Sa particularité réside dans le fait qu'il ne dépend plus des délégations politiques mais de l'administration centrale, ce qui permet d'éviter les réseaux de corruption. Cependant, les opérations-surprise conduites par l'INVEA se déroulent en partenariat avec les délégations et les différents organismes concernés, en l'occurrence, avec le FCH dans le cas des opérations menées dans le Centre Historique.

D'abord, la question de l'insécurité s'est posée de façon aigüe. La propriétaire du Tintíco, où se tenait la réunion, venait de subir une agression dans les environs du restaurant : « leur *modus operandi* c'est d'attaquer en scooter. Ce sont des gamins entre 14 et 17 ans ». Elle recevait déjà des visites régulières de la police du secteur, dans le cadre d'un programme d'accompagnement des victimes. Juste après son explication, une habitante de Motolinia a éclaté en sanglot : les ambulants d'Alejandra Barrios l'avait menacée à l'arme à feu juste devant l'entrée de son bâtiment. L'assemblée frémit. Certains recommandèrent aux victimes d'appeler le Conseil Citoyen de Sécurité Publique, une association civile chargée depuis 2009 d'accompagner les plaintes citoyennes.

Les problèmes moins urgents ont ensuite été abordés par V. Zavala, notamment les plaintes exprimées dans le forum vis-à-vis de la gestion des déchets. Le représentant de la délégation a alors rappelé aux habitants que la quasi-totalité du périmètre A se trouvait désormais sous la responsabilité de l'Intendance du Centre Historique (qui délègue les services de maintenance à des entreprises privées à travers un *Programme de prestation de services*). Bautista répondit que des internautes avaient pourtant photographié un employé de la délégation en train de déverser des graisses dans les égouts et que les camions des ordures, en stationnant pendant des heures en des points spécifiques, finissaient par salir la voirie. La réunion conclut sans formaliser aucun accord entre les parties, ce n'était pas le lieu ni le moment adéquats. Il s'agissait simplement d'évaluer collectivement les problématiques de l'espace patrimonial tout en permettant aux nouveaux habitants de mieux comprendre qui fait quoi au sein du gouvernement pour mieux cibler leurs demandes.

Finalement, la réunion du 31 février 2012 s'est tenue dans une salle du prestigieux hôtel Ritz, grâce aux relations entretenues par V. Zavala et le gérant des lieux, également présent à cette occasion. Celui-ci a d'ailleurs commencé par réclamer aux autorités, cette fois-ci représentées par sept fonctionnaires du FCH et Ricardo Jaral de l'ACH, les abus sonores des nouvelles discothèques établies le long de la rue piétonne de Madero. Malgré les « quarantes plaintes téléphoniques » déposées par le gérant, le volume des établissements nocturnes n'avait fait qu'augmenter. En effet, le Ritz a dû investir dans l'installation d'un double vitrage dans toutes les chambres de l'hôtel ! Ensemble, les citoyens commencèrent à dresser une liste des infracteurs : « Madero 20, l'Oroboro et le Mamadero ont été fermés mais d'autres se sont mis à leur place », « le Baruyo, qui avait été interdit, vient de rouvrir à San Jerónimo ». D'après Leonardo de la Sierra, lui-même restaurateur, il y avait quatre boîtes de nuit dans la rue Cuba quand il s'y est installé, maintenant il en comptait vingt-deux.

Ricardo Bautista a alors remis les choses à leur place : le FCH n'a pas les attributions pour fermer un établissement irrégulier ; l'INVEA, en revanche, vient d'établir de nouvelles sanctions sur trois établissements du Centre Historique, —affirma-t-il pour donner de l'espoir aux plaignants. Les différents problèmes relatifs à l'ordre public revenaient sans cesse et l'on évoqua à nouveau le cas d'Alejandra Barrios sans jamais percer les mystères de son omnipotence dans les rues du centre. En tout cas, R. Bautista promit une « attaque intégrale » sur l'ambulantage —protégé selon lui par le PRI— à travers la piétonnisation du secteur oriental du Centre Historique. Finalement, après un mois de réunions avec les habitants du cyberspace, le Fidéicomis a présenté son nouveau modèle de « participation citoyenne et actions interinstitutionnelles pour la soutenabilité de l'espace public », qui n'était autre chose qu'une synthèse du *Plan de gestion du Centre Historique*.⁴⁴

⁴⁴ ACH, *Plan de Manejo del Centro Histórico (2011-2016)*..., op. cit.

Ainsi a abouti le cycle de rapprochement entre les fonctionnaires du Centre Historique et les nouveaux habitants, comme si les uns et les autres s'étaient fatigués de répéter tour à tour les mêmes choses sans jamais aboutir à des résultats définitifs. Pour certains participants, comme Alejandra Ezeta, les plaintes exprimées dans le « mur des lamentations » (en référence au forum) se sont simplement transposées dans d'interminables réunions avec les autorités, ce qui ne l'a pas pourtant pas empêchée de continuer à s'acharner sur le « trou de la honte » (une chape d'égouts qu'elle a maintes fois photographié et publié sur Facebook) jusqu'à ce qu'il fut réparé.

« Je vais continuer à assister aux réunions et à me plaindre comme je l'ai fait durant les sept dernières années. J'ai réussi à ce que l'on bouche ce trou. Cependant, je vais te dire ce qui me paraît lamentable. Ils ne l'ont pas bouché pour une question officielle –il devrait y avoir quelqu'un chargé de vérifier l'état des voiries et de les réparer automatiquement. Dans ce cas, ils l'ont bouché parce que j'ai une relation privilégiée avec [Ricardo] Jaral. Nous ne sommes pas des amis mais on se connaît. C'est facile de connaître tes autorités quand tu habites dans un village mais ici tu ne peux pas connaître tout le monde. Or ce n'est pas possible de devoir être amie du délégué, du responsable de l'image urbaine, d'Inti [Muñoz] ou de Ricardo [Bautista], pour que les choses se fassent. Les canaux institutionnels devraient fonctionner de façon naturelle mais c'est tellement compliqué. En fin de compte, tout passe par des canaux informels. Inti me dit de l'appeler. D'accord. Mais s'il n'est pas là, je dois alors contacter la *Doctora* Toscano ? Marcelo Ebrard ? »⁴⁵

Voilà qui résume les contradictions d'un exercice participatif à la fois original et hors normes qui a permis aux habitants connectés à Internet d'identifier les acteurs institutionnels du gouvernement. Ils ont ainsi appris à mieux cibler leurs plaintes et à mieux connaître leur territoire d'accueil dans toute sa complexité.

Conclusion : le Manhattan Guadelupéen ?

Dans la première partie de ce chapitre, nous avons vu que les choix résidentiels des nouveaux habitants étaient influencés par l'attractivité culturelle des lieux et qu'ils répondaient à des stratégies économiques tels que la quête de loyers modérés ou le placement financier à travers l'acquisition d'une propriété. Qu'il s'agisse d'un investissement économique raisonné, d'une aspiration à s'inscrire dans un univers social spécifique, notamment dans le milieu de l'art contemporain, ou d'un simple coup de cœur, il faut dire que les « pionniers » ont généralement eu le privilège du choix.

Nous avons aussi compris que la présence de Carlos Slim rassurait les petits et les grands investisseurs. Quoi que l'affirmation déplaie à certains fonctionnaires, cette présence a largement déterminé la réalisation du projet urbain, non seulement parce qu'elle a exercé une influence sur les différents acteurs de l'immobilier, mais aussi parce qu'elle a directement dynamisé l'ambiance culturelle. Devenu en une dizaine d'années un référentiel touristique de premier ordre, le corridor culturel Regina a d'abord fonctionné comme un foyer d'individus « créatifs » plus ou moins dépendants de la Fondation du Centre Historique.

À présent, l'emprise des « pionniers » sur le territoire d'accueil est partielle et réticulaire. Elle s'organise à partir d'un petit nombre d'espaces nodulaires tels que Regina et en des lieux privés comme le 120 rue d'Uruguay ou l'emblématique Puerta Alameda. La présence des anciens habitants et des *vecindades* traditionnelles, presque infranchissables, a initialement

⁴⁵ Alejandra Ezeta, entretien réalisé le 18 juin 2012.

procuré une certaine dose d'adrénaline et d'authenticité à l'aventure résidentielle de ces nouveaux habitants, qui sont souvent confrontés à des rapports difficiles avec les jeunes locales. Cependant, avec le passage du temps, la méfiance mutuelle s'est transformée en indifférence, et l'indifférence en une sorte de paix consensuelle.

D'une certaine façon, les problèmes qui se posent actuellement relèvent davantage des excès de la "revitalisation" : la musique des nouveaux bars branchés et les foules enivrées, attirées par les événements publics. Ceux qui observent le mouvement de loin, déplorent les excès nocturnes de cette jeunesse dorée ou, au contraire, se moquent de ces individus enthousiastes aux élans émancipateurs. Selon Víctor Cisneros, un des principaux dirigeants du commerce établi, le Centre Historique est une sorte de « Manhattan Guadalupéen » aux racines culturelles imperturbables :

« Que Dieu me pardonne, mais c'est exactement ça. Ils arrivent ici en croyant qu'ils vont découvrir la panacée, quand la réalité du Centre Historique est très différente à celle de Polanco, Condesa, Roma ou San Angel ».⁴⁶

Cisneros imagine ces "pionniers" complètement dérouterés, perdus dans un univers populaire qui les méprise. Cependant, il n'aperçoit pas qu'en habitant les lieux, ils les transforment aussi à leur image. En ce sens, nous avons essayé de montrer dans la deuxième partie de ce chapitre que la permanence de cette population –généralement mobile et prête à quitter les lieux à n'importe quel instant– s'explique par la capacité des dirigeants de la classe moyenne à agglutiner les semblables et à légitimer une certaine vision du Centre Historique. Nous avons ainsi identifié ce que d'autres auteurs ont qualifié de « nouvelle société civile » qui « défend les valeurs complexes du quartier et revendique le droit citoyen au centre historique ».⁴⁷

Pourtant, on ne peut pas encore prétendre à une analyse globale de la participation citoyenne dans le Centre Historique de Mexico. D'une part, il existe parmi les habitants que nous venons d'étudier différentes formes d'implication dans les quartiers d'accueil : tandis que la plupart se retrouvent en situation de confrontation permanente avec l'extérieur, certains s'introduisent aisément dans le voisinage. D'autre part, il reste à évaluer les modalités de la participation des groupes sociaux défavorisés, agglutinés en des organisations urbaines-populaires beaucoup plus massives et anciennes que les petites associations émergentes de nouveaux habitants. Leur taille détermine-t-elle leur capacité d'incidence sur la politique publique ? Le MUP est-il encore capable de renouveler son répertoire d'actions collectives pour défendre les intérêts des opprimés ? A-t-il au moins identifié les acteurs de la "renaissance urbaine" et, dans un tel scénario, existe-t-il un terrain d'entente et de négociation possible pour avancer vers un projet de ville pluriel et inclusif ?

⁴⁶ Víctor Cisneros, entretien réalisé le 27 février 2012.

⁴⁷ A. COLLIN-DELAUVAUD, J.-C. HERSCHON et L. ORELLANA, « Nouvelles formes d'intervention dans la gestion du territoire patrimonial urbain »..., *op. cit.*, p. 7.

CHAPITRE VIII

RÉSISTANCES POPULAIRES



La fierté nous renverse mais le cœur nous relève, comme les grands boxeurs. Car nous sommes braves et résistants. Nous sommes la résistance.

Ernesto, ferblantier de Tepito. Entretien

Comme à Polanco, ils vont mettre des belles femmes, des gens qui savent parler plusieurs langues. Alors les gens qui ne savent parler que leur propre langue –et ce à moitié– que va t-on devenir ? La vérité est que nous allons finir par nettoyer leur parquet.

Don Lino, épicier de La Merced. Entretien

Photographie : Les “bases” du mouvement urbain-populaire. Image captée à l’intérieur d’un immeuble occupé par l’Assemblée des Quartiers (Academia 9).

Introduction

La thèse récemment soutenue par M. Giroud montre l'importance des formes de résistance quotidienne, parfois implicite, qu'exercent les habitants des quartiers populaires en voie de revalorisation.¹ Cette approche a le mérite de sortir des sentiers battus par la sociologie urbaine mais elle néglige un ensemble d'acteurs collectifs qui se proposent ouvertement de faire face à l'inertie du capitalisme et qui cherchent à négocier leur permanence dans un contexte de gentrification. Suivant une approche qui relève davantage de la sociologie de l'action, on se propose ici d'analyser deux catégories d'acteurs contestataires, leurs méthodes d'organisation ainsi que leur capacité à identifier des adversaires et des alliés pour se maintenir dans le Centre Historique.

Nous allons d'abord nous intéresser aux organisations qui composent le mouvement urbain-populaire (MUP), déjà esquissé aux chapitres précédents mais pas encore suffisamment exploré. Nous allons revenir sur la formation du MUP, les caractéristiques de ses organes de direction et, bien sûr, sur les habitants démunis qui constituent sa base. Quelles sont leurs motivations et leurs attentes ? Quels bénéfices peuvent-ils espérer en s'incorporant aux organisations du MUP ?

Dans un deuxième temps, nous allons diriger notre attention vers l'ancien faubourg indigène de Tepito, où d'importants conflits ont souvent opposé les autorités aux habitants et commerçants du *barrio*. Situé aux limites septentrionales du périmètre B, ce territoire à la fois fascinant et stigmatisé, s'est historiquement caractérisé par sa capacité à réagir devant les projets urbains portés par l'État. En février 2007, le GDF a décidé de l'expropriation et la démolition d'un ensemble social jugé « cancérogène », entraînant des mobilisations collectives qui ont mis en évidence l'attachement et la volonté des *tepiteños* de défendre leur territoire. Avant d'aborder cet épisode contestataire, nous allons brièvement revenir sur l'histoire et l'identité du *barrio* à partir des témoignages de deux activistes locaux qui participent depuis plusieurs décennies à ce qu'ils appellent la « résistance culturelle » de Tepito.

En somme, ce chapitre aborde les aspects organisationnels et territoriaux des résistances populaires qui se dessinent depuis longtemps dans l'espace patrimonial mais qui acquièrent un nouveau souffle dans le contexte actuel. Comment ces acteurs contestataires appréhendent-ils la patrimonialisation ? Les conflits sociaux ne révèlent-ils pas aussi une identité culturelle et un attachement particulier au site ? Quelles sont leurs capacités réelles à intervenir dans l'évolution du projet urbain porté par la gauche au pouvoir ?

¹ Matthieu GIROUD, *Résister en habitant ?...*, *op. cit.* L'hypothèse de l'auteur est la suivante : « Les continuités populaires sont le résultat de résistances, non pas en termes de luttes collectives, mais produites à l'échelle de l'individu. Ces résistances s'appuieraient sur l'habiter des individus, c'est-à-dire sur leurs pratiques ordinaires, réalisées au cours de parcours biographiques et de cheminements quotidiens, ainsi que sur leurs représentations », p. 3.

1. Permanence et mutations du MUP

Le MUP est avant tout un processus et non pas un objet social délimité. Il s'agit d'un concept générique pour qualifier une diversité de collectifs et d'associations qui partagent une tradition de lutte. Son histoire est aussi fascinante que complexe dès lors qu'elle est liée aux évolutions du Mexique de l'après 68 : guérillas urbaines, organisations de masses, théologie de la libération, exode rural, production de la ville, auto-construction, transition démocratique. Aujourd'hui, cependant, le MUP a pratiquement disparu de la scène académique. Pire, les quelques publications qui lui sont consacrées questionnent la perversion d'un mouvement qui s'était proposé de transformer la vie politique du pays mais qui, en accédant au pouvoir avec le PRD, est devenu un rouage dans la gestion clientéliste de la demande sociale. D'après A. López Monjardín, les « coulisses du pouvoir » ont fini par détruire l'autonomie et le sens d'un « mouvement de longue haleine » sans lequel « il serait impossible de comprendre l'histoire de Mexico, son paysage urbain et l'organisation sociale du territoire ».² Pour de nombreux observateurs, le MUP opère depuis 1997 comme une « société anonyme », comme une grande famille d'organisations, estimées à plus de 600, qui se disputent les subsides alloués par l'Institut du Logement (INVI), devenu le « fief » du mouvement.³ Loin de vouloir l'achever par la critique, il s'agit d'analyser sa composition actuelle et de comprendre ses modalités d'incidence sur le Centre Historique, un territoire qui l'identifie et qu'il n'a jamais quitté depuis la catastrophe sismique de 1985.

La partie qui suit est le produit d'une recherche active conduite au sein d'une des principales coalitions d'organisations urbaines-populaires à l'échelle nationale, le MUP de la Convention Nationale Démocratique (MUP-CND), qui s'est formée dans le contexte de la crise post-electorale de 2006. En plus d'avoir suivi ses réunions hebdomadaires entre les mois d'avril et septembre 2011, nous avons eu l'opportunité d'assister et de participer à des dizaines d'événements de nature variée, aussi bien à des réunions avec le gouvernement qu'à l'inauguration de nouveaux ensembles d'habitation dans les périphéries du DF. Cet engagement nous a facilité des rencontres avec les groupes « de base », des familles pauvres en proie à l'expulsion qui se tournent vers le MUP pour tenter de se maintenir dans le Centre Historique. Avant d'en venir aux études de cas, il s'avère nécessaire de fournir une caractérisation des organisations urbaines-populaires à partir de deux organisations jumelles nées en 1987, l'une forgée dans les périphéries, l'autre issue du mouvement des sinistrés du séisme.

Qu'est-ce qu'une organisation urbaine-populaire ?

Les organisations urbaines-populaires sont le socle et l'unité de base du MUP. En plus de compter sur un ou plusieurs dirigeants, elles sont généralement identifiées par une batterie d'éléments symboliques : un drapeau, un logotype ou encore un héros masqué, comme l'emblématique Super Barrio qui incarne la lutte de l'Assemblée des Quartiers (AB).⁴ Nous avons eu l'occasion de demander à Marco Rascón –auteur intellectuel de Super Barrio, ancien député fédéral et ancien membre du Conseil National du PRD– de définir ce qu'est une organisation urbaine-populaire :

² Adriana LÓPEZ MONJARDÍN, « MUP S.A. La clase política contra el tejido social urbano », *Rebeldía*, 10, 2003, p. 44-52.

³ C. PUEBLA, « Los programas de vivienda »..., *op. cit.*

⁴ R. SÁNCHEZ ESTÉVEZ, *Los símbolos en los movimientos sociales...*, *op. cit.*

« Les organisations émanent de demandes concrètes et cherchent à collectiviser les problèmes ainsi que leurs solutions. Au fur et à mesure de leur développement, elles tendent à se politiser en se repérant dans le domaine strictement politique, autrement dit, il est presque impossible qu’une organisation s’exclue d’elle-même de l’échiquier politique. On a souvent voulu leur accorder un traitement péjoratif : “consacrez-vous à vos demandes concrètes, on vous appellera quand on aura besoin de vous”. Elles sont toujours à la limite entre la structure politique et la structure sociale. Une des conditions pour le développement d’une organisation ou d’un mouvement social, c’est de défendre son indépendance dans la prise de décision, en faisant en sorte que ses demandes dépassent le discours politique généré dans l’abstrait. Avec tout l’héritage du PRI, le risque pour une organisation est de se faire dévorer par le schéma corporatiste : “je te protège, je t’ouvre les portes pour la gestion mais tu m’appartiens en termes d’idéologie politique et de subordination”. Je pense que les mouvements, au moment de naître, arrivent avec une force et une dynamique propres. Au fil du temps, cependant, avec leur maturation et le contact entretenu avec le reste de la réalité politique, ils commencent à être vus comme des sujets qui doivent s’aligner derrière un certain référent, notamment un parti politique. »⁵

La plupart des organisations comptent sur une ou plusieurs figures juridiques qui leur permet de gérer les ressources allouées par l’État : il s’agit d’associations civiles régie par le *Code civil fédéral*. Afin d’accomplir leur objectifs –la construction de logements sociaux ou l’amélioration des services urbains–, elles divisent les tâches et les responsabilités de leurs membres en commissions *ad hoc* ou permanentes. Les organisations traditionnelles comptent généralement sur une commission politique qui opère les alliances et les négociations avec les partis politiques ou avec d’autres organisations. La plupart des dirigeants qui intègrent ces commissions proviennent d’organisations politiques comme l’ACNR, l’OIR-LM et l’ORPC,⁶ qui sont sorties de la clandestinité durant la période dite de normalisation démocratique : entre 1979 –avec l’amnistie des mouvements armés et la reconnaissance du Parti Communiste du Mexique– et 1997 –avec l’arrivée du PRD au GDF. Ils sont ainsi devenus législateurs, fonctionnaires ou dirigeants politiques, comme l’illustre le cas des dirigeants de l’AB et de l’UPREZ (encadrés 8 et 9).

Le(s) MUP(s) aujourd’hui

Le MUP du XXI^e siècle est à plusieurs égards l’héritier d’une tradition de lutte qui refuse d’abandonner le marxisme-léninisme comme méthode d’interprétation de la réalité. D’après R. Rico, « cette matrice idéologique se diversifie, fait scission, se divise et s’unifie selon les conjonctures sociales, toujours dans la perspective d’une identité qui ne se résume pas à l’action collective mais qui s’enrichit par la pratique ».⁷ Il est donc compliqué de décrire un mouvement qui se recompose en permanence sans jamais atteindre l’unité nationale réussie par la Coordination Nationale du Mouvement Urbain Populaire (CONAMUP).⁸

En ce sens, le MUP-CND constitue un des derniers efforts en date pour rassembler les organisations populaires du pays en un front unique. Cette coalition est née au lendemain de la “fraude électorale” de 2006 qui a écarté López Obrador du pouvoir. Les mobilisations contre l’imposition du droitiste Felipe Calderón –qui ont atteint jusqu’à deux millions de personnes

⁵ Marco Rascón, entretien réalisé le 28 juin 2011.

⁶ Les origines des organisations Alianza Cívica Nacional Revolucionaria, Organización de Izquierda Revolucionaria-Línea de Masas et Organización Revolucionaria Punto Crítico, sont détaillées chap. V, p. 145.

⁷ R. RICO RAMÍREZ, *El Retorno. La Unión de Colonias Populares del Valle de México...*, op. cit., p. 20.

⁸ *Vid.* chap. V, p. 145.

convoquées sur la place du Zócalo— ont été suivies par la formation d’une Convention Nationale Démocratique (CND) qui a rassemblé une partie de la société civile mexicaine avec l’objectif de défendre le recomptage des voix et, à terme, d’installer une assemblée constituante. C’est dans ce contexte que les principales organisations de la capitale ont convoqué à une rencontre nationale les 18 et 19 juillet 2008 afin de constituer le Mouvement Urbain Populaire de la Convention Nationale Démocratique (MUP-CND).⁹

En vain, les efforts des partisans de López Obrador se sont soldés par la crispation des forces politiques du pays. Considéré comme le seul “président légitime” par un pan entier de la société, López Obrador s’est donné pour mission d’agglomérer ses partisans autour du Mouvement de Régénération Nationale (MORENA), une structure politique parallèle aux deux partis d’opposition, le PRD et le PT, en vue de défendre le vote des citoyens à l’horizon des présidentielles de 2012. Le MUP-CND est bientôt devenu le moteur de MORENA.

Cependant, la concentration des fonctions de direction du mouvement populaire en la personne de López Obrador n’est pas allée sans provoquer de l’émoi chez les organisations politiques et sociales de la gauche. D’une part, celles qui s’étaient séparées du PRD au moment de la rupture du mouvement zapatiste avec le *lopezobradorisme*, ont souvent hésité à intégrer le MUP-CND. D’autre part, le *lopezobradorisme* a gardé des opposants au sein du parti du soleil aztèque. Sans attaquer directement la figure charismatique du *leader*, le courant d’opinion dominant, appelé Nouvelle Gauche (NI), s’est souvent manifesté dans le sens d’une rénovation des figures nationales du PRD.¹⁰ En effet, en l’espace de deux ans, le MUP-CND s’est à nouveau fracturé pour devenir un “réfèrent” parmi d’autres, pour reprendre la lexicologie véhiculée dans le milieu. Avant d’en venir à la composition actuelle du MUP-CND, seul “réfèrent” ou “expression” du MUP à maintenir une véritable unité organique, examinons les événements qui ont conduit à la formation des fronts alternatifs.

- 1) FNAMEUP : en avril 2009, le Front National du Mouvement Urbain Populaire a fait son apparition en réunissant 63 organisations du pays à l’initiative du Conseil Coordinateur Ouvrier Populaire (COCOPO), héritier du Comité de Défense Populaire de Durango. Ce front s’est manifesté contre la privatisation de l’INFONAVIT et en solidarité avec les familles endettées qui allaient devoir essuyer les effets de la crise économique de 2007. Les résolutions du congrès constitutif ont par ailleurs émis un vœu de solidarité avec l’EZLN, victime d’une politique de paramilitarisation des territoires récupérés en 1994. Le MUP-CND a figuré parmi les animateurs du congrès mais il s’est bientôt éclipsé devant les organisations indépendantes du PRD. Les principaux promoteurs du FNAMEUP au DF sont le CGAB et l’UPREZ-Benito Juárez, dirigée par Diego García.

⁹ Appel fait par : Patria Nueva, UPREZ, Unión Popular Valle Gómez, El Barzón, Comité de Lucha Popular (CLP), ABCM, UCP, CCAT-UCAI, Frente de Lucha Inquilinaria Ricardo Flores Magón, Azcatl AC, CENVI AC, COPEVI, FPFV, CUT, UCISC 11 de Noviembre, Movimiento de Lucha Popular (MLP), ARCTZA AC, Unión Popular Telistlahuaca, Movimiento Vecino AC, Unión de Organizaciones Sociales (UNOS), Unión Popular Benita Galeana, UCISV-Veracruz et Unión Popular Democrática de Quintana Roo.

¹⁰ Durant la période législative 2006-2009, NI détient un tiers des députés fédéraux du PRD (46 sur 126) et plus de la moitié des sénateurs (16 sur 29). À Mexico, 21 des 37 députés du PRD à l’ALDF appartiennent également à ce groupe. NI contrôle par ailleurs le secrétariat général du parti et son comité national exécutif. La figure principale du courant est une personnalité de la gauche modérée, Jesús Ortega, ancien dirigeant du Parti Socialiste des Travailleurs (PST). Le courant compte sur des figures de la gauche radicale des années quatre-vingt, notamment Jesús Zambrano, ancien combattant de la Ligue Communiste 23 Septembre, dont les membres furent amnistiés en 1977. Zambrano préside le parti depuis 2011. Voir : R. BOLÍVAR MEZA, « El Partido de la Revolución Democrática »..., *op. cit.*

Encadré 9. L'Assemblée des Quartiers : de l'omniprésence à l'atomisation

L'Assemblée des Quartiers (*Asamblea de Barrios*: AB) est née suite au séisme de 1985. Regroupant les familles sinistrées mais également les victimes de la crise économique, l'AB a rassemblé 10 000 familles et construit presque autant de logements entre 1987 et 1994¹¹. Elle s'est initialement constituée comme un front d'associations locales qui a cherché à orienter la politique publique urbaine, faisant pression sur les autorités à travers des manifestations tumultueuses. Avant d'imploser en de multiples AB, l'organisation a acquis une structure interne complexe, faite de sept commissions permanentes et deux organes exécutifs : 1) l'Assemblée Générale, siégeant de façon hebdomadaire avec la participation volontaire des membres de "la base" ; et 2) le Conseil Général, intégrant les représentants des différentes organisations et les responsables des commissions.¹²

En 1988, la commission politique –composée par les frères Mario et Francisco Saucedo et Javier Hidalgo, militants de l'Alliance Civique Nationale Révolutionnaire (ACNR), et par les militants de Punto Crítico (ORPC) Marco Rascón, Francisco Alvarado et Antonio García– a déterminé de décliner la candidature symbolique de Super Barrio en faveur de Cuauhtémoc Cárdenas, soldant les destins de l'AB et du PRD. En effet, les anciens cadres de l'ACNR sont devenus d'importantes figures de la gauche partisane en créant un courant d'opinion¹³ connu comme Les Civiques, qui leur a permis de devenir députés, sénateurs et secrétaires généraux du parti. H. Combes a retracé le parcours de ces « dirigeants multi-positionnés » tout en s'intéressant aux relations qu'ils ont maintenues du haut de leur positions avec leurs groupes de base :

« Les réunions de l'Assemblée des Barrios de Javier Hidalgo se déroulent dans un théâtre en plein air. L'estrade et le micro établissent la différenciation très nette entre le locuteur et les auditeurs. La réunion, en plus des informations des commissions, repose principalement sur la prestation de Javier Hidalgo qui arrive à captiver pendant plusieurs dizaines de minutes l'attention des militants. La prise de parole du « public » n'est pas aisée. [...] Le registre de la langue du député s'adapte et cherche à établir une communication plus facile avec les milieux populaires. Les réunions de l'AB dans ce quartier réunissent 150 à 200 personnes, principalement des femmes de milieux populaires. »¹⁴

Les allers-retours entre le mouvement populaire et la fonction publique ont renforcé l'AB mais ils ont aussi participé à son atomisation. L'AB de J. Hidalgo a pris le nom de Patrie Nouvelle pour se distinguer des autres groupes. Le député Rodolfo Pichardo (1997-2000) a quant à lui créé sa propre AB, appelée Avant-garde Citoyenne. Au milieu des années quatre-vingt-dix, l'AB a effectivement imploré. Étant trop occupés par les activités partisans, les dirigeants ont délaissé la commission politique.¹⁵ En outre, les différences exprimées par rapport à la politique nationale du logement ont alimenté des querelles personnelles associées à la lutte interne pour le pouvoir.

¹¹ D'après les propos de Marco Rascón. Entretien réalisé le 28 juin 2011.

¹² Les commissions étaient les suivantes : 1) la commission de coordination, chargée des actions spécifiques ; 2) la commission de gouvernement, responsable du contenu et du suivi des assemblées ; 3) la commission de logement, chargée d'accompagner les projets en cours et de former les dirigeants locaux sur les aspects juridiques et de gestion ; 4) la commission territoriale, relative aux demandes de services urbains ; 5) la commission des femmes, intégrant la perspective de genre ; 6) la commission juridique, tenant la lourde tâche de défendre les membres de l'AB en cas d'éviction mais aussi en matière pénale ; 7) la commission politique. Voir : Silvia BOLOS, *La constitución de actores sociales y la política*, Universidad Iberoamericana, 1999, p. 188.

¹³ Le PRD est divisé en courants d'opinion transparents qui font la richesse du débat interne. Dans le discours médiatique, ils sont souvent assimilés à des « tribus ». Le courant des civiques en est un des plus anciens : Mario Saucedo a été secrétaire général du PRD entre 1993 et 1994 avant de devenir président du conseil national du parti entre 1996 et 1999 et sénateur (1997-2000). Javier Hidalgo a été député local à deux occasions et a également présidé le conseil national du parti (2002-). Il est actuellement directeur de l'Institut de la Jeunesse du District Fédéral. Francisco Alvarado est quant-à-lui devenu vice maire de Cuauhtémoc (1997-2000). Avant de diriger l'INVI (2000-2006), David Cervantes est devenu le premier député de l'AB à l'ALDF (1991-1994).

¹⁴ H. COMBES, *Faire parti...*, *op. cit.*, p. 184.

¹⁵ Sur les dix députés du PRD à l'ALDF 1994-1997, cinq appartenaient au MUP (AB, UPREZ et UPNT). Voir : H. COMBES, « Des leaders sociaux devenus députés »..., *op. cit.*

Prenons l'exemple de Raymundo Hernández, ancien représentant de la faculté d'Économie au CEU (1987), militant de l'ORPC et dirigeant d'un groupe de base de l'AB appelé Apaches. En 1996, Hernández et Rosa Vargas –représentante du CEU pour la faculté de Lettres– ont marqué leur distance avec le reste de l'AB en créant le Collectif de Groupes de l'AB (CGAB). Pour Hernández, les principales figures de l'AB n'ont jamais compris les implications du projet néolibéral, en particulier les risques du PROSAVI en 1995¹⁶ et de la *Loi de la Société Hypothécaire Fédérale* de 2001 :¹⁷

« Zedillo a préparé le chemin pour que le logement devienne un secteur privilégié du capitalisme. Nous avons invité les dirigeants des organisations, y compris le Front Populaire Francisco Villa (FPFV), mais personne n'a voulu nous écouter. Nous avons averti les représentants du Congrès de l'Union des dangers de cette initiative et pourtant les députés du PRI, du PAN et du PRD l'ont voté ! Seules les députés du PT ont voté contre (...). Nous avons passé un an et demi à analyser la loi dans toutes les assemblées des Apaches. Imagine le boulot : comment expliques-tu à doña Juana, une de nos dirigeantes qui est mère au foyer, que cette loi représente l'offensive du capital financier sur le MUP. Nous avons analysé la loi, mot par mot, pendant un an et demi. Pour quoi faire ? Pour avoir un groupe doté de clarté, avec une analyse d'en bas, avec les gens. Les dirigeants d'autres organisations ne voulaient pas voir cette offensive. Le Collectif de Groupes de l'AB –non son dirigeant mais bien l'ensemble des participants– est alors rentré en désaccord avec deux dirigeants de l'AB, Javier Hidalgo et Francisco Saucedo. ACNR n'a pas compris cette discussion. »¹⁸

La division des dirigeants de l'AB s'est accentuée avec l'arrivée du PRD au pouvoir, en particulier sous l'administration de López Obrador (2000-2006), dès lors que la direction de l'INVI a été cédée à David Cervantes, membre de l'AB-Patrie Nouvelle. Cette nomination a provoqué des conflits d'intérêts et des réactions de la part d'organisations populaires qui se sont estimées lésées par l'inégale répartition des ressources de l'État¹⁹.

Par ailleurs, en 2005, quand tout indiquait qu'Obrador allait être le candidat d'unité de la gauche, l'appel de l'EZLN à construire une alternative au capitalisme sans passer par les structures corrompues de l'État, est venu raviver l'ancienne opposition entre ceux qui voulaient prendre part au jeu électoral et ceux qui considéraient que les élections étaient irrémédiablement manipulées. Des centaines d'organisations populaires, ouvrières, indigènes et paysannes ont alors adhéré à la Sixième Déclaration de la Forêt Lacandone, un texte élaboré par l'État Major de l'EZLN (le Comité Clandestin Révolutionnaire Indigène) qui appelait la société civile à s'organiser en marge des partis politiques²⁰. En effet, des organisations telles que le CGAB ont publiquement abandonné les files du PRD avant les élections présidentielles, considérant que le parti était en « phase de décomposition »²¹. Enfin, même si les autres groupes n'ont jamais rompu avec le PRD, ils ont tous été tiraillés par les courants d'opinion du parti, et les efforts des dirigeants pour se faire une place au soleil aztèque ont fini par fragmenter l'organisation. Aujourd'hui, l'Assemblée des Quartiers n'existe plus en tant qu'unité politique, seul Super Barrio persiste comme un symbole de lutte.

¹⁶ Le *Programme spécial de crédits et subsides au logement* (PROSAVI) a été mis en place par le gouvernement d'Ernesto Zedillo, comme une tentative pour introduire les créanciers privés dans la production de logement social. Il a été substitué en 1998 par le Programme d'Épargne et Subside au Logement Progressif.

¹⁷ *Ley Orgánica de Sociedad Hipotecaria Federal*, 11 octobre 2001, DOF. La Société Hypothécaire Fédérale est venue remplacer le Fonds pour le Logement (FOVI).

¹⁸ Raymundo Hernández, entretien réalisé le 8 juillet 2011.

¹⁹ Carina GARCÍA, « Protestan perredistas ante GDF por falta de vivienda », 2 juillet 2005, *La Crónica*.

²⁰ EZLN, « Sixième Déclaration de la Forêt Lacandone », juin 2005 (accessible : enlacezapatista.ezln.org.mx). « La Sexta » a donné naissance à l'Autre Campagne : une caravane politique initiée en septembre 2006, qui s'est proposée de parcourir « tous les recoins oubliés de la patrie », comme Tepito et La Merced dans le Centre Historique.

²¹ Le CGAB, en tant qu'organisation sociale, ne faisait pas partie du PRD. En revanche, la Brigade Emiliano Zapata, en tant qu'organisation politique, a décidé de quitter le parti pour rejoindre l'Autre Campagne en notifiant la décision par écrit au président du PRD.

- 2) CPSyC : le Congrès Populaire, Social et Citoyen s'est constitué en août 2010 à l'appel des organisations ennemies de Marcelo Ebrard et des victimes de ses "mégaprojets". Le CPSyC s'opposa particulièrement au projet de *Loi de développement urbain du District Fédéral* qui, selon ses détracteurs, écartait les comités citoyens de la prise de décision et donnait davantage de pouvoir aux entreprises en matière d'aménagement. L'originalité de ce front réside en ce qu'il a réussi à intégrer des mouvements sociaux variés : les opposants à l'autoroute urbaine reliant le quartier d'affaires de Santa Fe au sud de la métropole ; les défenseurs du parc Reforma Social, menacé par les développements immobiliers de standing ; les opposants à la construction d'un forum-stadium dans la délégation d'Azcapotzalco ; ou encore les étudiants de l'Université Autonome de la Ville de Mexico (UACM) dans leur effort pour destituer un recteur favorable à l'élitisation de l'institution. Par ailleurs, le CPSyC a rassemblé des organisations urbaines-populaires traditionnelles comme l'AB de Gilberto Ramos, le CGAB, le Front du Peuple,²² la Coordination des Chambres de Bonne (CCAT), ainsi que les organisations regroupées autour du redondant MUP-FNAMUP de Diego García : UPREZ-Benito Juárez, UPREZ-Centro, la Prepa Popular Tacuba et une organisation indigène de longue halène, le Mouvement Unifié de la Lutte Triqui (MULT). Le porte-parole du front est Víctor Manzanares, dirigeant de la Coordination Métropolitaine de Mouvements Populaires (COMOPO) qui étend son influence jusque dans les organisations du MUP-CND.
- 3) Il existe enfin dans cette nébuleuse d'organisations politiques et sociales des acteurs qui participent à la dynamique collective sans se subsumer à aucun "réfèrent". Ainsi, le Front Populaire Francisco Villa (FPFV), initialement associé au MUP-CND, n'a jamais participé aux assemblées hebdomadaires. Le FPFV est dirigé par Alejandro López Villanueva, député local pour le PRD (2009-2012) et membre de la Commission de Développement et Infrastructure Urbaine à l'ALDF. De la même façon, l'Organisation Nationale du Pouvoir Populaire (ONPP), qui s'est surtout rapprochée du FNAMUP, apparaît comme un élément inclassable dans le concert des courants de la gauche. Certains parlent du MUP du Pouvoir Populaire.²³ À l'ALDF, l'ONPP compte sur le député Ana Estela Aguirre (PT), présidente de la Commission pour le Logement (2009-2012). Enfin, il faut souligner l'existence d'organisations qui circulent d'un réfèrent à l'autre comme l'Union Populaire Benita Galeana, fondée en 1988 par Clara Brugada, l'AB-VC de Rodolfo Pichardo, l'Union Populaire Valle Gómez, dirigée par Ernesto Jiménez, ou encore l'Union d'Organisations Sociales (UNOS), qui regroupe des organisations de la gauche anarchiste comme le Front Populaire Francisco Villa Indépendant (FPFVI).

En somme, quand nous avons commencé notre travail d'observation participante, le MUP était divisé en plusieurs "référents" capables de converger en des manifestations publiques pour s'opposer, par exemple, à la répression d'une organisation, mais incapables de s'asseoir à la même table des négociations avec le gouvernement. Car au-delà des différences idéologiques, chaque coalition négocie d'importantes ressources financières pour le développement de logements sociaux destinés aux membres-clients des organisations.

²² Le Front du Peuple a été créé en 1990 par Camacho Solís pour contrer les aspirations hégémoniques de l'AB sur les secteurs populaires du centre-ville. Cependant, à l'image du reste des organisations de demandeurs de logement, il a subi d'importantes divisions et reconfigurations au cours de son histoire.

²³ L'ONPP a fusionné en 2004 des organisations syndicales et populaires de onze états. En 2010, la première assemblée du Mouvement National du Pouvoir Populaire s'est prononcée pour une V^e Internationale Socialiste. À l'échelle continentale, le MNPP s'inscrit dans le mouvement bolivarien (épicerie vénézuélien).

Une saison auprès du MUP-CND

Depuis la création du MUP-CND en 2008, tous les mercredis après-midi, une vingtaine de représentants d'organisations liées à Andrés Manuel López Obrador se donnent rendez-vous dans un petit local du Centre Historique occupé par la Société Organisée en Lutte (SOL). La CCAT et l'Union Populaires Valle Gómez se sont déjà éloignées du collectif et nous avons assisté au départ inexpliqué de l'AB d'Azcapotzalco. La taille des organisations qui convergent ici est variable : nous trouvons des petites associations d'immeuble telle que Habitants de Justo Sierra 27, des organisations moyennes comme SOL, avec moins de cent familles, ou des mastodontes de la taille d'UPREZ.

La liste des organisations qui composent le MUP-CND (tableau 9, p. 308) est le résultat du forum interne de discussion baptisé *Bases pour l'unité*, où l'on m'a assigné la fonction de rapporteur. Le tableau reprend les propos et les informations versées par chaque représentant.

La première colonne renvoie aux origines des organisations et nous ramène à l'histoire du MUP que nous avons vue au cinquième chapitre. Il est intéressant de constater que même les jeunes dirigeants, comme Erika Díaz de l'AB-Nouvelle Patrie, reconnaissent l'influence des organisations politiques originelles telles que l'ACNR, l'OIR-LM et le Mouvement Révolutionnaire du Peuple (MRP), ainsi que l'importance des organisations sociales mères comme l'UCP, l'AB et la CONAMUP. D'autres reconnaissent leurs origines au sein des partis politiques comme le défunt Parti Socialiste des Travailleurs (PST) ou le Parti du Travail (PT) qui maintient d'étroites relations avec trois organisations : Coordination d'Organisations Sociales (COS), Front Uni d'Organisations Sociales et Citoyennes (FUOSyC) et Projets Populaires AC. En certains cas, comme celui de SOL et Barzón, les dirigeants se maintiennent en contact avec des groupes comme *Corriente Socialista*, constitué à la fin des années soixante-dix par des guérilleros démobilisés. Enfin, les représentants du marché public de Jamaquita et du principal centre d'approvisionnement de la capitale, la Central de Abastos, absents à cette occasion, sont associés au Mouvement Prolétaire Indépendant (MPI), une organisation de tendance anarchosyndicaliste surgie au début des années quatre-vingt.²⁴

La deuxième colonne du tableau renvoie aux alliances tenues avec les partis politiques et les différents fronts sociaux. Bien entendu, la plupart des organisations se reconnaissent dans le Mouvement de Régénération Nationale (MORENA), qui intègre des bases partisans du PT et du PRD mais aussi un large secteur social extérieur aux partis politiques. On notera que plusieurs organisations gardent un pied dans d'autres "référénts" du MUP, notamment dans la Coordination Métropolitaine de Mouvements Populaires (COMOPO) ou dans le Mouvement National du Pouvoir Populaire (MNPP). Par ailleurs, au moins quatre organisations reconnaissent l'alliance avec Martí Batres, qui s'est séparé de son mentor politique, René Bejarano, pour créer son propre courant d'opinion au sein du PRD : Gauche Social (IS).²⁵ Les organisations qui se reconnaissent dans ce courant sont Patrie Nouvelle, l'Union Populaire Benita Galeana, le Mouvement de Colons Démocratiques et Barzón. Enfin, l'UPREZ maintient d'étroites relations avec ce courant mais d'après Jaime Rello, il n'y a plus d'alliances avec ce parti : « même si l'on a toujours des candidats qui se présentent avec le PRD, on ne fait plus d'accords avec lui et on n'appartient à aucun courant —a-t-il affirmé à l'occasion du forum— on est notre propre référent ».

²⁴ José María ARANDA SÁNCHEZ, *Un Movimiento Obrero-Popular Independiente en México*, UAEM, 2001.

²⁵ Sur Martí Batres, *vid.* chap. V, p. 164 et chap. IX, p. 385-387.

Encadré 10. Les domaines rouges de l'UPREZ

L'Union Populaire Révolutionnaire Emiliano Zapata est née le 1^{er} février 1987 sous l'auspice de l'Organisation de Gauche Révolutionnaire-Ligne de Masses (OIR-LM), en fusionnant 21 associations d'habitants d'Iztapalapa et de l'État de Mexico (Nezahualcóyotl, Chalco et Chimalhuacán), recouvrant ainsi le secteur correspondant à ce que M. Davis a qualifié de « plus grand bidonville du monde ».²⁶ Les brigades de l'OIR-LM s'étaient initialement proposées de travailler auprès des migrants ruraux pour transformer les périphéries urbaines en des « domaines rouges », suivant une politique d'immersion dans des *colonias* populaires comme San Miguel Teotongo, Cananea ou Cabeza de Juárez, toutes les trois dans la délégation d'Iztapalapa. D'après Pedro Moctezuma, historien et membre fondateur de l'UPREZ, l'OIR-LM a effectivement constitué une pièce fondamentale dans la formation des « coordinations de masses »²⁷ qui ont arraché des milliers de personnes au PRI :

« L'OIR-LM a opéré selon le modèle frontiste durant la période 1982-1990, s'identifiant avec le paradigme révolutionnaire international et les échos populaires mexicains. La mystique de la nouvelle organisation politique reposait sur l'option de subordonner le processus partisan à la construction d'organisations sociales de tendance autonome. Sa pratique de démocratie centralisée donnait un pouvoir de décision réel à l'assemblée nationale des délégués et suscitait la participation des bases à travers la rotation des fonctions de direction. Le fait d'être née comme le résultat de l'ascension des coordinations de masses a placé l'organisation au centre des luttes sociales de l'époque avec une présence dans plusieurs secteurs et régions, synthétisant les meilleures expériences de lutte. »²⁸

Le séisme de 1985 a provoqué des mobilisations sociales inespérées, au cœur de la ville, où les classes populaires étaient les plus fidèles au régime. L'éclosion de l'Assemblée des Quartiers (AB) a éclipsé le travail des militants de l'UPREZ dans les périphéries ; cependant, les deux organisations ont souvent convergé en d'importantes mobilisations, notamment en 1987, dans le cadre de l'Année Internationale des Sans-abri : le Forum National des Sans-abri ; la création du Front Continental d'Organisations Communales à Managua, ou encore la Caravane Latino-américaine des Sans-abri jusqu'au siège de l'ONU à New York. Dans tous ces événements, l'UPREZ a joué un rôle moteur en s'articulant avec la section mexicaine de la Coalition Internationale de l'Habitat (HIC).²⁹

Cinq ans plus tard, l'UPREZ, l'AB et l'Union des Quartiers Populaires (UCP) participèrent au « Conseil Mexicain 500 ans de Résistance » pour inscrire leur lutte au sein des mouvements d'émancipation portés par les populations indigènes et afro-descendantes du continent. À présent, l'UPREZ constitue la seule organisation intégrant des groupes de base exclusivement indigènes, en particulier les Mazahuas du Centre Historique.³⁰

Au début des années quatre-vingt-dix, l'UPREZ apparaît comme un géant endormi qui étend son influence vers les États de Tlaxcala et Oaxaca en 1993, puis Morelos, Querétaro, Hidalgo, Puebla, Tabasco, Veracruz, San Luis Potosí, Chiapas et Guerrero, chaque état étant représenté dans la

²⁶ Mike DAVIS, *Le pire des mondes possibles: de l'explosion urbaine au bidonville global*, Paris, La Découverte, 2007, p. 31.

²⁷ Les trois principales « coordinations de masses » –Coordinadora Nacional de Trabajadores de la Educación, Coordinadora Nacional Plan de Ayala et Coordinadora Nacional del Movimiento Urbano Popular– sont venues concurrencer les centrales ouvrières, paysannes et populaires du PRI. *Vid.* chap. V, p. 145.

²⁸ Pedro MOCTEZUMA BARRAGÁN, *Despertares: comunidad y organización urbano popular en México 1970-1994*, Universidad Iberoamericana, 1999, p. 96.

²⁹ Le HIC est un réseau d'organisations sociales urbaines qui est né à l'occasion de la 1^{ère} Conférence Internationale sur l'Habitat Humain, tenue à Vancouver en 1976. En 2001, le HIC a créé un Bureau de Coordination Régionale pour l'Amérique Latine qui siège dans le Centre Historique de Mexico (Tacuba 53). Le HIC-AL est présidé par l'ancien directeur de FONHAPO, Enrique Ortiz, qui s'est toujours montré sensible aux demandes du MUP.

³⁰ Joël AUDEFROY, « Estrategias de apropiación del espacio por los indígenas en el centro de la Ciudad de México », in Pablo YANES, Virginia MOLINA et Oscar GONZÁLEZ (éd.), *Ciudad, pueblos indígenas y etnicidad*, México DF, UACM, 2004, p. 251.

commission politique de l'organisation. Cependant, l'UPREZ ne dispose pas de règlements ni de statut juridique. Ce sont ses composantes locales qui lui permettent d'agir par le biais d'associations civiles.³¹ S'il existe des commissions nationales autour de certains « axes de luttes » (commerce, droits humains, éducation, jeunesse, genre, santé et logement), l'autonomie accordée à chaque composante produit des formes d'organisation variées ainsi que des demandes spécifiques. Par exemple, l'UPREZ de Ciudad Nezahualcóyotl a focalisé son action sur le développement du système scolaire, créant une vingtaine d'établissements primaires et secondaires, sans compter le projet, encore balbutiant, de l'Université Emiliano Zapata. Ailleurs, la demande s'organise autour de la régularisation foncière, de la construction de logements sociaux, de la défense du droit au travail des ambulants, de l'installation d'une laiterie, de l'éclairage public ou encore du revêtement des rues. Enfin, chaque UPREZ étant responsable de ses actes, se sont les assemblées de chaque état qui déterminent les alliances politiques.

Depuis ses origines, la question de la participation aux processus électoraux a provoqué de vives polémiques. Lors de la création du Parti du Travail (PT) en 1990 par les militants du Comité de Défense Populaire (CDP) –la principale organisation urbaine-populaire du Nord du pays– l'OIR-LM s'est divisée, la Coordination Nationale du Mouvement (CONAMUP) a cessé d'exister et une partie de l'UPREZ s'en est allée grossir les files du nouveau parti.³²

Le destin de l'UPREZ était alors incertain. Avec la création en 1988 du *Programme national de solidarité* (PONASOL) l'État a investi d'importantes ressources pour consolider les périphéries populaires en privilégiant les organisations fidèles au PRI, en premier lieu desquelles se trouve *Antorcha Campesina*. Celle-ci s'est bientôt constituée comme un groupe de choc dans les domaines de l'UPREZ,³³ qui a dû en effet adopter une stratégie légaliste : elle a cessé toute tentative d'invasion de terrains afin de protéger l'intégrité de ses membres. D'autre part, elle a consolidé l'alliance avec le PRD en obtenant des résultats probants. Dans les municipalités de l'État de Mexico, elle a contribué au renversement du PRI en 1996, en particulier à Texcoco, Atenco, la Paz et Nezahualcóyotl.³⁴ Dans le DF, en plus d'avoir pesé dans le basculement de 1997, l'UPREZ a obtenu des postes à l'ALDF et une députation fédérale en la figure de Clara Brugada, une ancienne brigadiste de l'OIR-LM.

Il convient de souligner que les différences qui ont opposé le PRD et le PT durant les années quatre-vingt-dix ont fini par s'estomper avec la multiplication des coalitions électorales, en particulier lors des élections présidentielles de 2000. Cependant, les migrations partisans des uns et des autres ont fini par brouiller l'échiquier politique et l'UPREZ s'est parfois rapproché du PT pour détrôner... le PRD ! Ainsi, au cours de l'élection légendaire de 2009 pour la mairie d'Iztapalapa (1,8 millions d'habitants), Clara Brugada remporta la bataille devant son propre parti, le PRD, en utilisant le PT comme tremplin électoral.³⁵ Ce tour de passe-passe a non seulement mis en évidence l'épuisement du parti-mouvement du soleil aztèque mais il a surtout semé les bases de l'alliance entre l'UPREZ et le Mouvement de Régénération Nationale (MORENA), qui s'est légalement constitué en tant que parti politique en 2013 sous la direction de López Obrador et Martí Batres.

³¹ S. BOLOS, *La constitución de actores sociales y la política...*, op. cit., p. 219.

³² Selon certains observateurs, la formation du Parti du Travail fut planifiée depuis les plus hautes sphères du pouvoir afin d'affaiblir le Parti de la Révolution Démocratique (PRD) et de consolider l'hégémonie du président Carlos Salinas de Gortari. *Vid.* chap. V, p. 154.

³³ Alberto NÁJAR, « La oscuridad de Antorcha », 27 septembre 1998, *La Jornada*.

³⁴ Sa rupture avec le PRD dans cette municipalité a déterminé le retour du PRI en 2009. Voir : Jaime ORTEGA REYNA, « La derrota electoral del PRD en Ciudad Nezahualcóyotl », *El Cotidiano*, 161, 2010, p. 85-93.

³⁵ La candidate officielle du PRD à Iztapalapa était Clara Brugada. Cependant, une semaine avant les suffrages, le Tribunal Electoral de la Fédération a investi Silvia Oliva, qui avait contesté les élections internes. Étant donné que les bulletins de vote avaient déjà été imprimés, les partisans de Brugada –soutenue par Obrador– ont demandé à l'improbable candidat du PT, « Juanito », de prêter son nom et de céder la mairie à la dirigeante de l'UPREZ aussitôt après sa victoire. En effet, il a fallu expliquer à plusieurs milliers d'électeurs, en l'espace d'une semaine, que pour élire Brugada il fallait cocher la case du candidat du PT et non pas celle où figurait le portrait de la candidate ! À la surprise du courant interne du PRD, Nouvelle Gauche (NI), qui avait fait d'Iztapalapa son principal fief, Brugada a réussi à remonter le score malgré la confusion.

De par son expérience au sein de la CONAMUP et son intégrité morale, Jaime Rello incarne tacitement la direction du MUP-CND. Il n'hésite pas à souligner les problèmes de corruption interne ni à remettre en question les objectifs de la lutte urbaine-populaire :

« Avant nous savions très clairement quel était notre rôle dans le processus historique. Avec la crise du socialisme, nos concepts se sont écroulés. Comment réinterpréter les secteurs populaires urbains en restant dans une perspective marxiste ? »

Avec Rello, plusieurs dirigeants reconnaissent que le MUP est perçu comme un organisme chargé de la gestion de logements sociaux et qu'il serait nécessaire de renforcer la formation politique des cadres des organisations.

À l'issue de cette journée de réflexion interne, les dirigeants ont élaboré la définition de la coalition, reprise ci-dessous, qui nous rapproche de l'image que le MUP-CND se fait de lui-même. Le mouvement prétend avoir une « attitude autonome et indépendante » vis-à-vis du pouvoir, ce qui se vérifie en certaines occasions mais s'avère inexact compte tenu du rapport entretenu avec les représentants politiques et les fonctionnaires du GDF qui appartiennent à ces organisations sociales.

« Le MUP-CND est un front d'organisations sociales de gauche, ayant une attitude autonome et indépendante de l'État, des partis et du pouvoir. Nos racines se trouvent dans le développement de la gauche au Mexique qui s'est donné pour objectif la construction du socialisme par divers moyens. Même si nous portons cette étiquette, le mouvement a une conformation plurielle. La plupart des organisations qui convergent ici appartiennent à une expression, un courant ou un parti politique, et il existe une relation avec le mouvement que dirige Andrés Manuel López Obrador, aujourd'hui sous la forme du MORENA. Si le logement est un axe central dans notre travail, nous développons aussi un rapport avec les territoires, faisant du MUP un mouvement trans-secteurs : commerce, logement, victimes, etc. L'agenda social que nous poursuivons est relié aux Droits Humains. Nous nous sommes proposés d'avoir une incidence sur les politiques publiques mais nous avons dépassé cet objectif en optant pour le développement d'un projet de ville à partir de la vision conceptuelle du Droit à la Ville, et sa transformation par le mouvement social. »

Quelles sont donc, concrètement, les activités de la coalition et quelles sont ses modalités d'incidence sur la politique publique ? D'abord, il faut souligner que le MUP-CND tient une vision très pragmatique du Droit à la Ville. Contrairement à la conception utopique de Henri Lefebvre, la coalition s'est proposée d'élaborer une *Charte de Mexico pour le Droit à la Ville* en partenariat avec le HIC-AL.³⁶ Cette charte se présente comme un projet programmatique visant à établir les bases d'une future Constitution du District Fédéral. En devenant signataire le 13 juillet 2010 à travers la figure de Marcelo Ebrard, le GDF a acquis le compromis de légiférer et d'agir en fonction des attributs fondamentaux de la ville : démocratie, capacité d'inclusion, durabilité, production, éducation, habitabilité, sécurité, santé, convivialité et diversité culturelle. La Charte reconnaît la fonction sociale de la terre et de la propriété et insiste sur la gestion durable et démocratique de la ville. Même s'il s'agit d'une déclaration de bonnes intentions, voire d'une excellente synthèse des droits déjà reconnus par la législation nationale, le MUP-CND s'est donné pour mission de faire signer ce document par les seize délégués du DF. La question de l'état d'avancement des signatures –une responsabilité attribuée aux différentes organisations en fonction de leur présence dans les différentes délégations– est à l'ordre du jour chaque mercredi.

³⁶ HIC-AL et MUP-CND, « Carta de la Ciudad de México por el Derecho a la Ciudad », 2010.

Tableau 9. Profil des organisations qui composent le MUP-CND (juillet 2011)

Organisation	Origine	Caractère	Axes	Alliances	Commentaires	Emprise
1. AB Sta. Ma. la Ribera	1991 ACNR, AB	Groupe social, culturel et territorial AC*	Culture et logement	PRD : Les Civiques	Le MUP est nécessaire pour la transformation de la ville et du pays. Mais il n'y a plus de formation de cadres, beaucoup sont devenus des professionnels du logement et ont perdu leurs convictions politiques	Cuahtémoc : Santa María la Ribera, Guerrero, Buenavista, (-) Doctores
2. Barzón Ciudad de México	2007 Corriente Socialista, AB	OSP* AC	Commerce, logement	PRD : IS-MORENA MNPP	La convergence des expressions du pouvoir populaire permet d'avoir une incidence sur les politiques publiques. Le MUP permet de concevoir la stratégie de transformation sociale et le monde que nous voulons	Iztapalapa, Cuauhtémoc, (-) Tláhuac. Hors DF : Guerrero, Morelos, Edomex, Veracruz, Querétaro
3. Central de Abastos	MPI	-	Commerce	-	-	Iztapalapa
4. Central Unitaria de Trabajadores (CUT)	1993	OP*	Multisectorielle	Sans alliance électorale	-	Cuaht., Iztapalapa, A. Obregón. Hors DF : Chiapas, Campeche, Yucatán, Edomex
5. Comité de Lucha Popular (CLP)	2006 MRP	Mov. AC	Flexible	MORENA COMOPO	Problèmes de dispersion, de division et de perception : on est uniquement associé à la question du logement social	Carranza, (-) Coyoacán
6. Coordinadora de Organizaciones Sociales (COS)	2000 OIR-LM	OSP AC	Logement, politique	PT MORENA COMOPO	Le MUP renforce les organisations face au gouvernement. Besoin de formation idéologique avant d'adhérer. Sur le plan personnel, ça implique un surmenage, un sacrifice.	GAM, (-) Cuauhtémoc, M. Hidalgo, B. Juárez, Iztacalco Hors DF : Guerrero, Morelos, Puebla, Querétaro, Hidalgo
7. Frente Unido de Organizaciones Sociales y Ciudadanas (FUOSyC)	1993 OIR-LM	OSP Plusieurs AC	Commerce, transport, santé, sport et logement	Dépend de la direction du PT MORENA	L'union nous permet d'améliorer notre travail, nous partageons la même vision para rapport à AMLO et par rapport au Droit à la Ville.	Cuaht., GAM, Azcapo., B. Juárez, (-) V. Carranza, Iztac., A. Obregón.
8. Jamaiquita	MPI	-	Commerce	-	-	Cuahtémoc
9. Movimiento de Colonos Democráticos (MCD)	1989 PST, UCP, UCIC		Logement et commerce	PRD : CID, IDN, puis IS-MORENA	L'union fait la force. Or trop de protagonistes mettent leurs intérêts privés avant l'intérêt commun.	Iztapalapa, Tláhuac, Xochimilco
10. Movimiento de Lucha Popular (MLP)	ACNR, El Machete	Equipe de travail	Logement, droits humains	Fronts : MUSOJC et MNPP	On fait trop de gestion mais pas assez de formation politique	-
11. Patria Nueva	1994 ACNR, AB	OSP AC	Logement, communauté	PRD : IS-MORENA	Les gens n'ont plus une idée très claire de ce que nous sommes. Nous n'arrivons plus à faire le contrepois au GDF	Iztapalapa, Tlalpan, Tláhuac, V. Carranza, GAM Hors DF : Guerrero, Chiapas, Querétaro
12. Proyectos Populares	2001 OIR-LM, PT	AC	Logement, santé, éducation	PT MORENA	-	GAM

13. Pedregal de Carranzco	-	-	-	-	-	Liée à un conflit localisé	Coyoacán
14. Sociedad Organizada en Lucha (SOL)	2000 Corriente Socialista	Groupe social et politique	Formation, logement, lutte contre les addictions	MORENA ANAA		Le MUP permet de connaître la situation des délégations et d'avoir plus de force pour faire un contrepoids face au GDF	Carranza, Cuauhtémoc Avec Corriente Socialista : Durango, Zacatecas, Torreón, Cd. Juárez
15. Unión Popular Benita Galeana	1997 PRS, CEU, UPNT	AC	Logement, commerce, santé	PRD : IS-MORENA		Nous avons des possibilités de développement car nous remplissons un vide de l'État	B. Juárez, Coyoacán, Tlalpan, A. Obregón
16. Unión Popular Revolucionaria Emiliano Zapata (UPREZ)	1987 OIR-LM, CONAMUP	OS*	Travail par secteurs d'activité et par territoires	MORENA		Avant nous savions quel était notre rôle dans le processus historique. Avec la crise du socialisme nos concepts se sont écroulés. Il faut réaliser une révolution sociale et culturelle et dépasser les problèmes de corruption à l'intérieur des organisations.	Intégralité de la ZMVM Hors ZMVM: Morelos, Querétaro, Hidalgo, Puebla, Tabasco, Oaxaca, Veracruz, SL Potosí, Chiapas, Guerrero
17. Vecinos de Justo Sierra	-	-	Logement	-	-	Liée à un conflit localisé	Cuauhtémoc

*AC : Association civile, OP : organisation politique, OS : organisation sociale

Au-delà du Droit à la Ville, qui apparaît comme un vœu abstrait et lointain, les dirigeants sont surtout concernés par le Droit au Logement des milliers de familles qui ont placé leur confiance et leur petites cotisations dans le MUP. Afin de peser dans les négociations avec le gouvernement, les organisations fidèles au “président légitime” mènent ensemble la gestion de leurs projets de logement : elles font collectivement pression sur le GDF pour débloquer les crédits nécessaires à la construction des ensembles sociaux. Rien que pour la période 2010-2011, nous avons pu recenser 50 projets menés auprès de l'INVI –15 en cours de construction et 35 en attente d'un accord– ainsi que 11 propriétés à inclure dans le *Programme d'immeubles en risque structurel*, pratiquement arrêté depuis le début de l'administration de Marcelo Ebrard.³⁷ Ainsi, les réunions ordinaires du MUP-CND permettent de faire un suivi systématique de l'état des négociations avec le gouvernement et de fixer la stratégie du groupe avant le prochain rendez-vous avec les autorités.

La plupart des réunions avec le gouvernement se font en présence des fonctionnaires du ministère de l'Intérieur du DF et du directeur de l'Institut du Logement, José Antonio Revha Lacouture, qui contrairement à son prédécesseur, l'activiste David Cervantes, est issu du milieu entrepreneurial. Les réunions sont longues et tendues. Les membres du MUP-CND ne manquent pas de dénoncer les promesses non-tenues et les fonctionnaires répliquent, souvent d'un ton énervé, que le GDF traverse des limitations budgétaires. Pourtant, la plupart des projets immobiliers portés par les organisations attendent depuis plusieurs années, voire des décennies, ce qui implique un épuisement des dirigeants sociaux, par ailleurs menacés du discrédit des familles qui attendent d'emménager et qui sont, elles aussi, surmenées par les manifestations à répétition et les obligations imposées par chaque organisation (cotisations, présence aux manifestations, participation à des ateliers divers, etc.).

Une négociation réussie signifie davantage de pouvoir et de légitimité pour le dirigeant, qui se voit ainsi renforcé dans ces capacités à incliner le vote des membres de son organisation pour un candidat ou pour un autre, si ce n'est pour lui-même. Le sous-secrétaire de

³⁷ Vid. chap. VI, p. 210.

l'Intérieur, Juan José García Ochoa, le sait parfaitement et, à l'occasion d'une réunion, dans un moment d'intimité, il lâche un pénible commentaire à l'intention de Jaime Rello : « alors, comment va Martí Batres ? », en référence au dirigeant de MORENA.

Arrêtons-nous un instant sur ce type d'échanges futiles pour analyser l'engrenage qui fait tenir « la structure politique et la structure sociale » évoquée par M. Rascón. Nous sommes à l'approche des élections de 2012 et Marcelo Ebrard se profile comme l'unique personnalité de la gauche capable d'arracher à López Obrador la candidature du PRD aux présidentielles et d'imposer son propre candidat, Miguel Ángel Mancera, à la mairie de Mexico. De son côté, fort du soutien d'Obrador, Martí Batres –secrétaire aux Affaires Sociales jusqu'en septembre 2011, lorsqu'il fut déchu de ses fonctions pour avoir critiqué M. Ebrard–³⁸ aspire à gouverner la capitale en avançant la pureté de son engagement militant : il serait le premier gouverneur du PRD à n'avoir jamais milité au sein du PRI !

Les boutades du sous-secrétaire vont donc dans le sens d'un avertissement : si le MUP-CND n'est pas avec Ebrard et son candidat au DF, il aura plus de mal à obtenir ce qui le maintient en vie, en l'occurrence des logements sociaux. L'équilibre est fragile et le sous-secrétaire joue sur un terrain dangereux, car si les membres-clients des organisations se retournent contre leurs dirigeants, ils risquent aussi de se retourner contre le parti et d'offrir leurs voix aux candidats du PRI ou du PAN. En outre, à cette date, un accord entre Ebrard et Obrador n'est pas à exclure.³⁹ Enfin, s'il est vrai qu'il peut éroder le MUP, le sous-secrétaire défend aussi sa propre carrière politique. Il sait qu'il occupe le même poste qu'Ebrard vingt ans plus tôt (encadré 3, p. 161) et qu'il a intérêt à se faire des amis au sein du mouvement.

La pause est tendue, Jaime Rello ne répond pas à la question, il rit. Juan José García efface son sourire et les négociations reprennent. À la fin, les parties trouveront un accord autour du démarrage de certains projets, laissant une série de problèmes en suspens qui seront abordés dans les semaines et les mois suivants.

La gestion des projets de logements sociaux occupe une place prépondérante dans l'agenda du MUP-CND. Il serait cependant réducteur d'envisager cette coalition comme une simple plateforme destinée à assurer le Droit au Logement des secteurs appauvris et vulnérables de la capitale, dès lors que les dirigeants consacrent une bonne partie de leur énergie à l'activisme politique, social et environnemental. Par exemple, durant la période d'observation, un puissant mouvement d'envergure nationale visant à démilitariser le pays et à rendre justice aux milliers de familles victimes de la « guerre contre le narcotrafic », a interpellé le MUP-CND. L'UPREZ a délégué onze représentants pour se joindre à la Caravane pour la Paix et le dirigeant de SOL a personnellement participé à la mobilisation.⁴⁰

³⁸ Après cinq ans de relations publiques nulles entre les gouverneurs du PRD et le président de la République, M. Ebrard a « osé » serrer la main de Felipe Calderón dans le cadre d'un événement protocolaire. Son message était clair : il serait un président conciliant. Cependant, cet acte en apparence anodin a pris des dimensions ahurissantes lorsque Martí Batres, qui venait d'annoncer sa candidature à la mairie de Mexico deux jours auparavant, a exprimé ses regrets quand à l'attitude collaborationniste de son chef. M. Ebrard a répondu par la destitution du secrétaire aux Affaires Sociales, créant un fossé abyssal entre les courants internes du PRD, jusqu'à la rupture totale de MORENA, présidé par M. Batres depuis 2013.

³⁹ Six mois plus tard, M. Ebrard obtiendra le contrôle de la capitale en échange du soutien à la candidature nationale de López Obrador.

⁴⁰ La Caravane pour la Paix lancée à l'initiative du poète Javier Sicilia, a parcouru le pays pour atteindre la ville de Ciudad Juárez, la plus meurtrière depuis le début de la guerre en 2006. Lorsque le poète a menacé de boycotter les suffrages de 2012, les débats au sein de la coalition ont fait rage. Le dirigeant du Comité de Lutte Populaire n'a pas manqué de souligner que le MUP-CND était né, précisément, de la nécessité d'encourager la candidature de López Obrador et qu'il serait donc absurde de soutenir le boycott.

Clichés 34. Multitudes urbaines-populaires

Une mobilisation du MUP contre les méga-projets urbains et la politique entrepreneuriale du GDF. Plusieurs "référents" participent à l'appel du Congrès Populaire, Social et Citoyen (CPSyC).

On apprécie les symboles de l'AB de San Pablo Xalpa, de l'Union Nationale Anahuac (UNA), l'étoile rouge sur fond vert de la Coordination Métropolitaine de Mouvements Populaires (COMOPO) et la figure de Zapata chère à l'UPREZ.

21 juillet 2011



Manifestation de solidarité avec l'AB dirigée par Rodolfo Pichardo (AB-Avantgarde Citoyenne), suite à un affrontement violent entre les militants de cette organisation et la police du DF. Comme d'habitude, Super Barrio accompagne le cortège.

La banderole portée par l'UPREZ-Centro résume le message du MUP: « S'ils en frappent un seul, ils nous frappent tous »

9 août 2011





Journée nationale de lutte contre la politique économique de Calderón. La mobilisation se tient à l'appel du Syndicat des Électriciens (SME) qui se battent contre la privatisation de Luz y Fuerza del Centro. Les organisations du MUP (ici la CUT, la COSyP et l'ONPP) se font présentes pour montrer l'union du mouvement urbain et ouvrier.

31 janvier 2012



Le Zócalo est saisi pour la réalisation du II^e Congrès Populaire, Social et Citoyen, auquel participent des organisations hostiles à l'aile sociale-démocrate du PRD incarnée par la figure de Marcelo Ebrard.

13 août 2011

Les activités du MUP-CND : de la pression sociale à la table des négociations

Ci-contre, installation d'un campement sur le Zócalo. À droite, le dirigeant Jaime Rello s'adresse aux "bases".
19 août 2011



Ci-contre, une manifestation vers l'ALDF passe devant un immeuble tenu par la coalition.
28 avril 2011



Une négociation entre le MUP-CND, l'INVI et le GDF, tenue au Palais du Gouvernement.
2 mai 2011



À droite, participation du MUP-CND au colloque *Crise climatique: de Cancun à Durban*, au Musée de la Ville de Mexico.
20 juin 2011

Groupes rémanents de l'AB : alliés de poids

Une des multiples AB fidèles à Marcelo Ebrard l'accompagne vers l'ALDF, où il doit rendre son 5^e compte rendu annuel.
20 septembre 2011



En 2011, le MUP-CND s'est par ailleurs engagé à la défense du vote pour le PRD-PT dans l'État de México, le plus peuplé de la République (15 millions d'habitants), alors gouverné par le *priiste* Enrique Peña Nieto. Les organisations de la coalition ont quadrillé les quarante districts électoraux pour observer le processus électoral et dénoncer toute tentative de fraude. Malgré leurs efforts, le PRI s'est encore imposé. En tout cas, l'exemple nous montre cet aspect essentiel du mouvement urbain-populaire qui consiste en la mobilisation des "bases" au moment des conjonctures électorales. S'il est vrai que cette démarche s'apparente aux méthodes corporatistes de l'ancien régime, il faut souligner que les membres-clients des organisations du MUP-CND ont ici été convoqués pour observer l'exercice citoyen et garantir une certaine concurrence démocratique.

Enfin, entre avril et septembre 2011, les dirigeants des organisations du MUP-CND se sont engagés dans la révision de quatre projets de loi concernant le District Fédéral : la *Loi du logement*, la *Loi de développement urbain*, la *Loi des eaux* (modifiée en juin 2011), la *Loi de développement social* (modifiée en novembre 2011), défendant tour à tour l'intérêt public face aux tentatives de privatisation. Dans le cas du nouveau projet de *Loi du logement* –qui régle l'INVI depuis 2000– le MUP-CND a élaboré un contre-projet et il s'est investi pour éviter que l'Institut ne devienne l'instrument des grandes entreprises immobilières.

Face à l'opposition, le conseiller de l'INVI qui était à l'origine du texte de loi, Víctor Ramírez, s'est rendu le 20 avril 2011 dans les locaux de la coalition pour convaincre l'assemblée des vertus de la nouvelle loi, en particulier la possibilité pour l'INVI d'accéder aux crédits de la Banque mondiale. Mais ses efforts ont été vains. Trois jours après, le MUP-CND adressa une lettre aux députés de l'ALDF exigeant qu'ils ne votent pas la loi. Quelques semaines après, nous avons reçu la visite de la députée Ana Estela Aguirre (PT), membre de l'ONPP et présidente de la Commission pour le Logement de l'ALDF. Comme la plupart des organisations et des ONG-Habitat,⁴¹ la députée Aguirre partageait l'analyse du MUP-CND. En effet, le projet de loi n'a pas prospéré, laissant en vigueur la loi de 2000.

Les capacités d'incidence du MUP sur la politique publique sont donc considérables. Rappelons que l'INVI a été dirigé par un membre de l'AB-Patrie Nouvelle et que les programmes les plus innovants de l'Institut, notamment le *Programme d'amélioration de l'habitat*, ont été développés et dirigés par des architectes-militants proches ou directement associés aux organisations urbaines-populaires (encadré 5, p. 206). À n'en pas douter, le MUP constitue encore et pour longtemps un acteur fragmenté mais non moins puissant, capable d'infléchir le tournant entrepreneurial de la politique urbaine, en particulier en ce qui concerne la revalorisation du Centre Historique où il maintient une forte présence.

Une inscription particulière dans le Centre Historique

Le Centre Historique concentre la mémoire des luttes sociales les plus importantes du XX^e siècle : la grève des loyers de 1922, le mouvement de 1968 et d'innombrables manifestations. Depuis l'entrée des troupes d'Emiliano Zapata à Mexico en 1914, jusqu'aux manifestations de 2011 pour arrêter la "guerre contre la drogue", les multitudes ont emprunté les mêmes parcours –pénétrant au Zócalo par Francisco Madero ou Cinco de Mayo–, elles ont porté les mêmes étandards –la Vierge de Guadalupe faisant foi des troupes zapatistes de 1914, de celles de 1994, et aussi du Syndicat Mexicain des Électriciens en 2010–, elles ont reproduit ou réinterprété les mêmes mots d'ordre. D'une certaine manière, le répertoire d'actions collectives

⁴¹ CASA Y CIUDAD AC, *La propuesta de Ley de Vivienda del INVI... ¿Una legislación en contra del Derecho a la Vivienda Adecuada?*, México DF, 2011.

développé au fil du temps constitue une dimension du patrimoine immatériel du Centre Historique, dans lequel le MUP a aussi forgé son histoire. Aujourd'hui encore, les manifestations convergent sur le Zócalo ; l'Assemblée Législative, rue Donceles, fait l'objet des pressions urbaines-populaires ; le Centre Historique accueille les sièges opératoires des différents "référents" du MUP (carte 25, p. 317).

Outre cette dimension symbolique de l'espace public, l'analyse de l'implantation des organisations urbaines-populaires dans le Centre Historique s'est avérée cruciale dans le cadre de nos recherches, pour comprendre le maintien des populations défavorisées sur un territoire en pleine mutation. Nous avons ainsi essayé de cartographier les propriétés occupées en croisant trois types d'informations :

- 1) D'abord, nous avons utilisé la liste des 98 propriétés intégrées entre 2003 et 2004 au *Programme d'immeubles en risque structurel* fournie par V. Delgadillo.⁴² Malgré l'absence d'informations dans 34 cas, cette liste nous a permis de localiser 62 propriétés affectées à des groupes spécifiques. Dans plusieurs cas, les procédures d'expropriation ont échoué. Cependant, les organisations maintiennent leur présence et continuent à faire pression sur le GDF pour relancer le programme.
- 2) Nous avons également utilisé des documents publiés par l'INVI en 2011 relatifs à la dette des bénéficiaires du *Programme d'ensembles sociaux*.⁴³ Sur les 350 immeubles inscrits dans la liste noire de l'Institut (parfois à cause d'un seul débiteur), nous avons repéré 24 développements conduits par neuf organisations dans le Centre Historique. Bien entendu, cela ne représente qu'une partie des ensembles sociaux gérés par le MUP mais, compte tenu de l'hermétisme qui caractérise l'INVI, il s'agit là d'informations précieuses.
- 3) Enfin, les données collectées par ces deux biais ont été confrontées à nos enquêtes de terrain : nous avons sillonné toutes les rues pour identifier les immeubles squattés ou affiliés à des organisations du MUP, en intégrant dans un système d'information géographique les indices de présence (clichés 35) et les renseignements issus d'entretiens.

Le résultat obtenu révèle l'importance des organisations du MUP dans le périmètre A du Centre Historique, en particulier au nord de la rue Cuba et à l'est de Correo Mayor. En revanche, le secteur touristique, compris entre le Zócalo et l'Alameda, ne présente aucun signe d'occupation. Par ailleurs, la carte ci-après renferme des dynamiques de territorialisation complexes. D'une part, elle intègre non seulement des immeubles d'habitation mais aussi des propriétés abandonnées, une cuisine populaire (Argentina 53, tenue par l'UPREZ) et des centres de réunion comme ceux du MUP-CND et du CPSyC. D'autre part, elle combine des situations relativement stables –par exemple, des nouveaux ensembles sociaux homogènes en termes d'affiliation politiques et du niveau socio-économique des habitants– et des situations inextricables où convergent différentes organisations qui se disputent les clientèles et les logements. C'est notamment le cas dans les immeubles les plus détériorés, où la situation juridique de la propriété apparaît confuse. En effet, la section suivante s'attèle à l'étude d'une série de cas spécifiques, à partir d'entretiens conduits auprès des habitants.

⁴² V. DELGADILLO, *Centros históricos de América Latina...*, op. cit.

⁴³ INVI, « Morosidad Vivienda en Conjunto. Corte al mes de octubre del 2011 », www.invi.df.gob.mx (consulté en novembre 2011). Les 19 documents publiés par l'INVI, un pour chaque organisation redevante, fournissent les détails des personnes endettées, leur adresse exacte et les montants dus.

Clichés 35. Marqueurs territoriaux : immeubles “protégés” par le MUP



Quelques exemples des phrases affichées

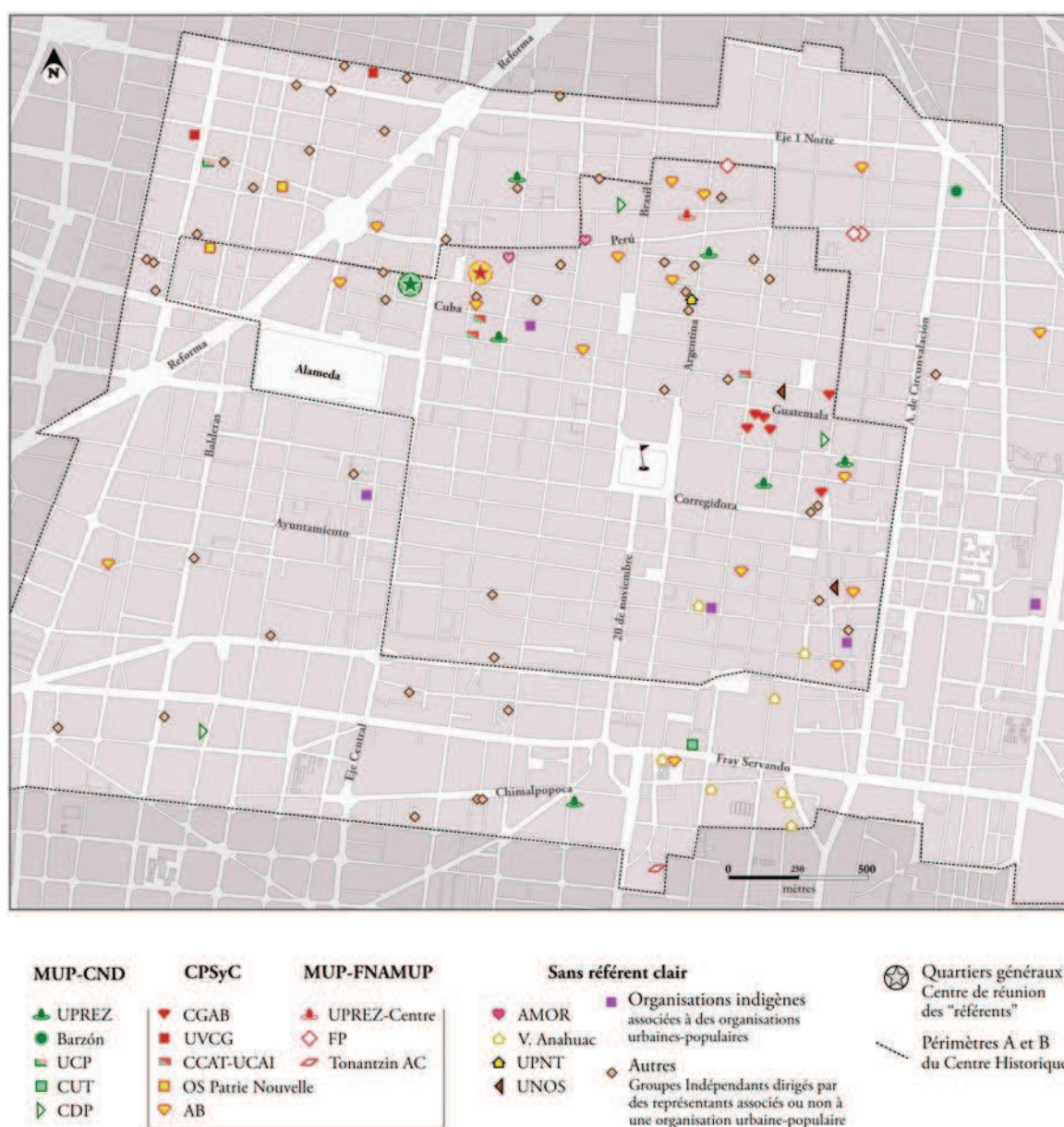
↑
Ci-dessus : “Propriété gérée par UNOS en vue de son expropriation au bénéfice des occupants originels”

←
Ci-contre : “Immeuble protégé par l’AB et par toutes les organisations auxquelles elle appartient”

↙
Ci-contre : “Propriété protégée par l’AB. À cause des abus et des terribles conditions de l’immeuble nous avons lancé la procédure d’expropriation”

↓
Ci-dessous : “As-tu besoin d’un logement ? Tu ne veux plus être locataire ? Nous pouvons t’aider à conquérir un patrimoine digne pour toi et ta famille !”. Propriété occupée par l’AB

Carte 25. Les organisations urbaines-populaires dans le Centre Historique



Réalisation : J. Díaz

La distribution des organisations dans l'espace révèle certains rapports de proximité : les trois immeubles occupés par le Front du Peuple (FP) s'établissent au sud de Tepito ; le Collectif de Groupe de l'Assemblée des Quartiers (CGAB) se concentre sur l'îlot délimité par Correo Mayor, Academia, Guatemala et Emiliano Zapara ; l'Union de Lutte des Riverains de la Vallée de l'Anahuac (V. Anahuac) tient plusieurs projets de logements sociaux sur un rayon de 500 mètres autour du quartier Esperanza ; enfin, comme son nom l'indique, l'Union des Riverains du Quartier Guerrero (UVCG) focalise son action au nord de l'Alameda.

D'autre part, des organisations comme l'Assemblée des Quartiers et ses différentes composantes (AB) occupent l'ensemble du périmètre patrimonial. De la même façon, l'UPREZ est au moins présente dans cinq propriétés éloignées les unes des autres, sans compter la propriété défendue rue Nicaragua par l'UPREZ-Centre, qui s'est récemment scindée de l'union pour se rapprocher des organisations pro-zapatistes du Front National du MUP (MUP-FNAMUP).

2. Témoignages de “la base”

En dehors du milieu rural, où persiste un attachement envers la propriété collective (*ejidos* et *comunidades*), la société mexicaine est profondément attachée à la propriété privée, moins conçue comme une marchandise que comme un facteur de sécurité ou une garantie minimale dans un contexte de chômage et de retrait de l'État social. Valeur suprême, donc, l'atteinte à la propriété privée à travers l'occupation illégale –on parle souvent des “envahisseurs”– est globalement condamnée, y compris au sein des classes populaires. Dans le Centre Historique, cependant, l'incertitude juridique généralisée et l'ancienneté des occupants, qui ont parfois été des locataires pendant plusieurs décennies, compliquent le discernement et transforment la question de la légitimité de l'occupation en un véritable enjeu de résistance. En effet, les occupants informels produisent des mécanismes de défense qui passent par une légitimation juridique, historique, culturelle ou sociale visant à justifier leur présence. Nous verrons que les éléments de cette légitimation sont parfois construits collectivement au sein des organisations et que, le cas échéant, les habitants isolés se retrouvent en situation d'incertitude et de vulnérabilité devant les menaces d'expulsion.

Les trois premiers cas d'étude concernent des militants malgré eux. Il s'agit de personnes ou de petits collectifs unis par des liens familiaux qui se sont rapprochés des organisations du MUP comme un dernier recours avant des expulsions imminentes. À travers ces exemples, nous verrons en quoi le mouvement représente une figure protectrice –comme il est souvent affiché devant les propriétés en dispute– sans laisser de côté ses aspects les plus pervers, notamment la cooptation des familles en détresse et les attitudes prédatrices de certains dirigeants, qui utilisent ces familles pour accaparer des propriétés ou pour accumuler un capital politique-électoral leur permettant de gravir les échelons du parti au pouvoir.

Le rapprochement de la famille Moreno à l'UPREZ

Au cours d'une réunion entre le MUP-CND et le gouvernement du District Fédéral (GDF), dans le Palais du Gouvernement, nous avons fait la connaissance de Leticia Moreno, une habitante du Centre Historique invitée par le dirigeant de l'UPREZ à exposer sa situation devant les autorités. En moins d'une minute, pressée par la volonté des fonctionnaires de conclure les négociations, Leticia a essayé de placer son cas dans l'agenda de l'INVI. Elle venait à peine de signaler l'état ruineux de l'immeuble qu'elle habite depuis sa naissance que l'agitation a gagné l'assemblée avant qu'elle ne s'éparpille. Nous l'avons interceptée pour lui demander un entretien.

Quelques jours plus tard, nous avons rendez-vous chez elle, au 32 rue Donceles, pour constater les dégâts : le toit d'un appartement inhabité s'est effondré sous l'effet des dernières pluies ! Leticia nous conduit d'abord chez une vendeuse ambulante de fleurs où les murs sont tenus par des poutres provisoires. Nous sommes ensuite invités vers l'habitation minuscule d'une dame célibataire qui se précipite pour nous montrer les fentes causées, selon elle, par le dernier séisme de 2011. Nous continuons à monter les escaliers de ce bâtiment construit à la fin du XIX^e siècle, classé par l'INAH et l'INBA, pour aller à la rencontre de monsieur Álvaro Moreno, le père de Leticia et le plus ancien habitant des lieux. Au passage, nous croisons d'autres habitants ainsi que trois appartements clôturés par des murs de briques. L'immeuble compte vingt-six appartements et dix locaux commerciaux.

Nous arrivons sur les toits. En cinquante ans, monsieur Moreno a transformé une chambre de bonne en un véritable *penthouse* populaire. Âgé de quatre-vingt-trois ans, cet ancien souffleur de théâtre nous accorde un entretien passionnant dans lequel il retrace

l'évolution culturelle du Centre Historique qu'il connaît à merveille. Álvaro Moreno ne peut s'empêcher d'avancer les détails de sa vie professionnelle et ses multiples aventures avec des célébrités de la carrure de Jaime Fernández, López Arce, Eric del Castillo, Julio Alemán, Benny Ibarra ou Jorge Falcón. Il a commencé sa carrière de technicien dans le milieu du spectacle à l'âge de dix-huit ans, dans un des théâtres de l'Institut Mexicain de la Sécurité Sociale (IMSS), pour s'intégrer par la suite à la "famille Televisa" et accompagner les artistes du géant télévisuel dans les meilleures scènes nationales (théâtres San Rafael, Blanquita, Palais des Beaux Arts). Entre temps, il est devenu dirigeant syndical —« naturellement *prioste* »— au sein du SITATYR⁴⁴ et de la Fédération du Théâtre. Monsieur Moreno parcourt avec nostalgie ses photographies avec les célébrités. Il sait que l'âge d'or du théâtre est révolu.

« Les patrons du théâtre ne sont plus ces bohèmes qui montaient des œuvres pour la beauté de l'art. Maintenant ils le font simplement pour le négoce ou pour frauder le fisc. Par exemple, Slim et Morris Huiler contrôlent huit théâtres mais ils n'ont plus de préoccupations artistiques. Actuellement ils font tourner Mary Popins avec une compagnie nord-américaine. Le siège vaut 1 500 pesos. Dites-moi quel public populaire, de nous, du peuple, va pouvoir voir cette œuvre ? [...] Avant ça coûtait 90 pesos et l'on faisait jusqu'à quinze présentations par semaines, les théâtres étaient remplis. Aujourd'hui, les gens n'y assistent plus car c'est devenu trop cher : avec le transport, l'entrée et les *tacos* qu'on va manger après le spectacle il faut compter 1 000 pesos. C'est ce qu'on gagne en une semaine de travail ! [...] Slim fait de l'évasion fiscale avec ses théâtres Telmex, toujours vides, qui tournent à perte. Il a le théâtre Hidalgo, le théâtre Jorge Negrete, le Tepeyac, les deux *tele-viteatros*, tout. Petit à petit, il a éliminé le personnel. »⁴⁵

Monsieur Moreno ne sait pas encore que l'agence immobilière de Carlos Slim s'intéresse aussi à son immeuble, aujourd'hui inscrit dans la liste des propriétés en vente.⁴⁶ La fiche descriptive spécifie qu'il existe encore des locataires réticents à payer le loyer, comme pour prévenir les potentiels acquéreurs de la présence des "envahisseurs". Álvaro Moreno et trois de ses filles, qui vivent avec leur famille respective dans des appartements d'en-bas, font partie des habitants hostiles à l'élévation des loyers. Ils ont cessé de payer leurs redevances au début des années 2000, depuis que l'ancien propriétaire est décédé. Il s'agissait d'un espagnol issu de la puissante famille López Dies, avec qui monsieur Moreno entretenait une profonde relation d'amitié. « Don David était une âme de Dieu » —souple-t-il en caressant la figurine de la Sainte Mort qui pend à son cou.

« C'est lui qui m'a laissé mettre des plantes et arranger la terrasse. Chaque année nous fêtons Noël ici, nous mettons la musique et nous passons de bons moments, je ne peux pas me plaindre. Bien sûr, j'ai toujours peur d'être délogé. D'autres voisins ont reçu de l'argent pour qu'ils s'en aillent, moi je n'ai jamais accepté. J'ai ma maison, en-bas il y a mes filles. Je me suis étendu petit à petit. Juste à côté j'ai occupé un appartement pour installer une autre fille, nous n'avons pas pris les autres appartements car ils étaient clôturés, ç'aurait été un délit. Étant donné que celui-là ne l'était pas, nous l'avons pris. »

Notre interlocuteur reconnaît que la situation est pour le moins favorable. Il aimerait pouvoir acquérir ces appartements ou payer un loyer « comme tout le monde ». Cependant, la première agence immobilière qui s'est occupée de l'héritage des López Dies, laissé légale-

⁴⁴ Sindicato Industrial de Trabajadores y Artistas de Televisión y Radio de la República Mexicana.

⁴⁵ Entretien réalisé le 28 janvier 2012.

⁴⁶ www.bienesraicesdelcentro.com.mx (consulté en décembre 2012).

ment sans maître, a voulu augmenter les loyers de 300 à 3 000 pesos. « Je peux à peine manger avec ma petite retraite, comment voulez-vous que je paye la somme exigée par l'agence ? », —assure-t-il.

Les occupants de Donceles 32 ont déjà reçu un avis d'expulsion. Cependant, d'après Moreno, il s'agit d'une « recommandation » émise par un juge et non pas d'une décision définitive. En plus, il compte sur des reçus écrits de la main du propriétaire défunt, ce qui lui permettrait en cas de litige de prouver son ancienneté. En tous cas, cette situation l'a déjà conduit à songer au *traspaso* —une transaction informelle qui lui permettrait de vendre son appartement— mais il est trop attaché au Centre Historique : « ça serait trop douloureux ». En effet, avec sa fille Leticia, ils ont commencé à se rapprocher du mouvement urbain-populaire afin de tenter la voie de l'expropriation à travers l'INVI.⁴⁷

Un mois après l'entretien, la famille Moreno assiste à une assemblée ordinaire du MUP-CND pour mieux connaître le fonctionnement de son éventuel sauveur. Monsieur Moreno présente le cas de Donceles 32 devant les dirigeants sociaux qui l'écoutent avec attention. Il vient de recevoir un courrier du Système des Eaux dans lequel on demande à Don David, le propriétaire décédé une décennie plus tôt, de se présenter. L'anecdote provoque le rire dans la salle. Plus détendu, il affirme avoir reçu un traitement privilégié à l'INVI lorsqu'il a dit qu'il appartenait à l'UPREZ. Jaime Rello acquiesce d'un mouvement de tête pour signifier que son organisation défendra l'inclusion de Donceles 32 à l'agenda du gouvernement, augurant un affrontement direct entre l'agence du milliardaire et le MUP.

Quand les organisations posent problème

L'immeuble de Justo Sierra 27, situé dans le même îlot que le Templo Mayor, fait partie des propriétés défendues par le MUP-CND en ce sens qu'il dispose d'une représentante active au sein de la coalition. Il s'agit d'un bâtiment construit entre le XIX^e et le XX^e siècle, classé par l'INAH et l'INBA, qui connaît un état de délabrement avancé. En 2004, il est passé aux mains de l'Institut du Logement qui l'a exproprié dans le cadre du *Programme d'immeubles en risque structurel*. Nous avons voulu savoir pourquoi l'INVI n'avait toujours pas engagé la réhabilitation en nous adressant à la représentante qui assistait couramment aux réunions du MUP-CND. Cependant, nous savions que celle-ci n'habitait pas les lieux et que sa légitimité était de plus en plus questionnée au sein de la coalition. Nous avons effectivement établi un dialogue direct avec Raymundo, un vendeur de chaussettes et de bonbons installé à l'entrée de l'immeuble, qui nous a accordé un entretien personnel.

Cet homme âgé d'une quarantaine d'années offre une vision complexe, voire conflictuelle, des intérêts qui gravitent autour de la propriété qu'il habite depuis 1989. Raymundo est originaire d'un quartier populaire de la délégation Venustiano Carranza : Agrícola Oriental. Il s'est consacré au commerce de longue distance en parcourant pendant des années les États de Guerrero et Michoacán, avant de devenir commerçant ambulant dans le Centre Historique. Frappé par une violente arthrose qui l'empêche de travailler dans la rue, il tient désormais ce petit stand à l'abri des rafles anti-ambulantage.⁴⁸ Il s'occupe du foyer et élève, avec sa femme, les enfants de sa fille célibataire qui se consacre, elle, à la vente informelle.

Comme dans la plupart des cas étudiés, la situation juridique de la propriété apparaît confuse et il s'avère difficile de reconstruire les évolutions qui ont conduit à cet état des choses. La version de Raymundo est la suivante.

⁴⁷ Vid. chap. VI, p. 210.

⁴⁸ Vid. chap. VI, p. 215-222.

Clichés 36. Des occupants en proie à l'expulsion



Monsieur et madame Moreno sur les toits de Donceles 32



Raymundo pose devant un appartement cloturé par l'INVI, une réhabilitation qui tarde à venir : Justo Sierra 27

En 1985, l'immeuble a été affecté par le séisme et les habitants ont obtenu des logements neufs dans le cadre du programme de reconstruction. Quelques années plus tard, voyant que l'immeuble "tenait debout", des individus auraient commencé à repeupler les appartements. C'est à ce moment là que Raymundo et sa femme ont emménagé en achetant un appartement de façon informelle auprès d'une ancienne occupante. À ce premier contrat de parole avec une locataire qui bénéficiait d'un loyer bloqué, s'est ajouté un second contrat informel avec le propriétaire de l'immeuble :

« Le propriétaire était très vieux. Il est venu une fois pour voir l'état des lieux et il a dit "comment est-ce possible que les gens habitent dans ces conditions ?". Alors il a décidé de nous céder l'immeuble pour que nous l'arrangions nous-mêmes, sauf qu'il n'y a jamais eu de contrat ou d'enregistrement de ça. Moi j'ai demandé à la concierge de dire au propriétaire qu'il nous fallait cette offre par écrit mais elle a répondu que c'était un homme d'antan, un homme de parole. Au final, nous n'avons pas eu de papiers et nous avons dû commencer à nous approcher des organisations sociales. »⁴⁹

L'absence de titre de propriété a empêché toute possibilité de crédit pour la réhabilitation. En 2004, compte tenu du risque imminent d'effondrement, les habitants ont obtenu l'expropriation par l'intermédiaire de l'Union de Femmes–Société Meilleure, une petite association qui comptait quelques membres établis dans l'immeuble. L'INVI a alors demandé d'évacuer les lieux en offrant aux habitants une aide à la location, valable un an, le temps des travaux. Cependant, en parlant avec l'architecte désigné par l'Institut du Logement, Raymundo a compris que les possibilités d'une réhabilitation intégrale étaient lointaines :

« Il nous a dit que l'INVI allait seulement lui verser 30% de l'argent nécessaire et qu'avec ça il pourrait uniquement démanteler l'immeuble. Il a suggéré de tenir jusqu'en 2015 pour trouver un moyen viable de financement et il a insisté sur le fait que toutes nos tractations avec l'INVI devraient se faire en présence d'un notaire. »

Les paroles de l'architecte ont pesé sur la décision de Raymundo. Étant donné que l'INVI ne s'est jamais engagé à leur donner une date de retour, lui et les siens sont restés dans l'immeuble. La relation avec les dirigeants s'est alors envenimée :

« Ici il y a trois associations. Le problème est que les représentantes veulent garder toutes les parts du gâteau. Nous sommes d'accord pour qu'elles gardent leur espace, mais elles veulent tout. J'ai la preuve qu'une dirigeante a déjà transféré des appartements à d'autres personnes. [...] Ces trois dirigeantes elles ont leur maison, elles s'en foutent de nous, elles veulent simplement s'enrichir avec cette opération en nous laissant à la dérive. »

La crainte exprimée par Raymundo met en évidence une des principales dérives du logement social à Mexico : s'agissant en réalité d'une aide pour accéder à la propriété, le gouvernement n'a aucun contrôle sur la marchandisation des logements qu'il contribue à produire. En effet, malgré la vocation sociale des programmes de l'INVI et le travail honnête mené par la plupart des dirigeants, les cas de corruption sont nombreux (revente des logements, usage électoral des crédits, concurrence tronquée entre les entreprises du bâtiment) et l'on assiste paradoxalement à des expulsions promues par des organisations rivales. C'est le cas de Justo Sierra 27, où une des trois organisations a demandé à l'Institut d'expulser les "envahisseurs". Raymundo et les six familles restantes –certaines ayant bénéficié de l'aide au relogement mais s'étant réinstallé après un an d'immobilisme– se sont alors constitués

⁴⁹ Entretien réalisé le 30 août 2012.

comme un groupe indépendant et ont réussi à persuader l'INVI qu'ils étaient des occupants légitimes, freinant la procédure d'expulsion engagée en 2010.

Nous sommes interrompus par l'arrivée d'une commerçante en pleine cavale. Elle trouve refuge dans la cour tandis que dans la rue, d'autres ambulants s'enfuient avec les sacs de marchandises sur le dos. Il s'agit d'une habitante qui gagne sa vie en vendant des peluches sur la voie publique. Après avoir repris son souffle, elle nous ramène un café et nous laisse poursuivre l'entretien pour regagner la rue. « Nous sommes à la dérive, on ne sait pas ce qui arrivera le lendemain », —souponne Raymundo, qui ne fait plus confiance aux organisations sociales ni aux partis politiques.

« Marcelo Ebrard est venu ici et nous a promis que l'immeuble serait arrangé en six mois. Six ans après on est toujours pareil. Des gens du PRI sont venus, ils nous ont promis la lune et nous ne les avons plus jamais revus. [...] Une fois qu'ils ont obtenu le vote ils s'en foutent de nous. En réalité, ils nous voient comme un foyer d'infection. Mais nous ne faisons du mal à personne en habitant ici. Au contraire, nous peuplons le Centre Historique, c'est ce que veut Ebrard, n'est-ce pas, que le centre soit comme avant. »

L'absence de perspective se reflète d'une certaine façon dans la dégradation du bâti. Malgré les efforts de Raymundo, qui balaie tous les jours la cour et l'entrée de l'immeuble (son espace de vente), les habitants sont de moins en moins enclins à participer à l'entretien des espaces communs. Lassé par cette situation, il se dit prêt à abandonner son immeuble en échange d'un prix raisonnable qui lui permette de refaire sa vie dans les périphéries et de laisser un héritage solide à sa fille et ses petits enfants.

—Vous dites que vous êtes prêt à quitter le Centre Historique mais aussi que vous l'aimez.
—Oui, c'est le nombril de Mexico. Qui n'aimerait pas habiter ici ? On voit passer les touristes ; dans les écoles on nous demande d'amener les enfants aux musées, ils sont tous à côté ! Si tu t'en vas dans les périphéries, il faut prendre les transports, payer les billets, alors qu'ici nous avons tout à portée de main. C'est pour ça que j'aime le Centre Historique. Mais si le gouvernement vient pour nous virer, nous allons devoir trouver notre place dans les périphéries. Les gens ne vont plus vouloir venir voir le Centre Historique car il n'y aura plus que du commerce. La nuit ils ne verront que des magasins fermés. Ce qui est beau c'est de voir les habitants sortir de chez eux, des immeubles anciens.

L'avenir des derniers habitants de Justo Sierra 27 apparaît incertain. D'une part, ayant coupé leur lien avec les organisations sociales, elles-mêmes en conflit, ils s'aperçoivent qu'ils n'ont plus d'interlocuteurs à l'INVI et qu'ils devront apprendre à mener directement les négociations auprès de l'Institut. D'autre part, même s'ils sont disposés à payer un juste prix pour garder leurs appartements, la plupart d'entre eux subviennent à peine à leurs besoins grâce au commerce ambulant —une activité de plus en plus réprimée— et ne peuvent en effet compter que sur les programmes de l'INVI pour rester. Comme dans d'autres cas, peut-être des milliers dans le centre-ville, le désarroi, le risque d'effondrement et la peur de l'expulsion sont le pain quotidien de ces anciens habitants du Centre Historique.

Les déplacés de La Aguilita

La place de La Aguilita est située au cœur de l'ancien quartier de La Merced. D'après la légende locale, elle est ce lieu emblématique dans lequel Huitzilopochtli, incarné sous la forme d'un aigle, déterminait l'emplacement de la cité des Mexicas. Pourtant, la place fut longtemps abandonnée à son sort dans un des secteurs les plus densément peuplés du périmètre A, ceci jusqu'en 2009, quand elle fut rénovée pour s'intégrer au corridor culturel Alhóndiga.

Le 26 février 2010, la presse fit état d'une violente expulsion au numéro 7 de la rue Misioneros, juste en face de la place. Environ vingt-cinq familles avaient été délogées, laissant six blessés et sept personnes arrêtées.⁵⁰ Nous avons eu l'opportunité de rencontrer les familles et de recueillir leur témoignage dans un entretien organisé par Zaira, la jeune représentante des déplacés qui se sont constitués en tant que groupe de demandeurs de logements.

—Zaira : D'après nos informations, cet immeuble était sans maître. Quand ils sont venus nous déloger ils n'avaient aucun document. Ils sont arrivés, comment dire...

—Dame : Ils sont arrivés avec beaucoup de violence. Là-haut il n'y avait que des femmes et seulement quatre hommes, n'est-ce pas ?

—Homme : Oui, ils nous ont tous agressés. Mon fils a même observé comment ils me battaient. T'imagines le traumatisme ?

—Zaira : Ils avaient des chemises rouges avec le logo de la délégation Cuauhtémoc. Ils ont commencé à nous insulter et à nous menacer. Nous leurs disions "attendez, nous allons sortir, il y a des enfants". Quand je suis montée pour récupérer mon enfant, il y avait un de ces types en train de l'habiller. J'ai crié "ne le touchez pas" et il m'a balancé ses chaussures à la figure. J'étais remplie de rage. En plus c'était complètement disproportionné : quinze personnes pour déloger chaque appartement !⁵¹

Notre entretien a lieu à l'intérieur du campement provisoire tenu depuis sept mois sur la place de La Aguilita. Nous sommes à la veille des fêtes nationales du 15 septembre : des enfants galopent avec leurs drapeaux mexicains autour du salon à ciel ouvert ; dans les logements provisoires faits de bâches et de tôles, des hommes et des femmes confectionnent des décorations vert-blanc-rouge pour être vendues dans les rues du Centre Historique. La plupart d'entre eux sont nés et ont grandi dans l'immeuble qui surplombe le campement et qui est désormais occupé par une papeterie. L'homme qui nous accompagne est âgé d'une trentaine d'années et se consacre à la réhabilitation d'immeubles historiques. Sa frustration est d'autant plus grande qu'il considère avoir investi beaucoup d'énergie dans l'entretien de l'immeuble qu'il a été forcé de quitter avec sa femme et ses quatre enfants :

« Quand nous sommes arrivés nous étions encore des enfants. Nous avons vu nos parents se battre pour virer les voleurs qui occupaient les lieux. Plus d'une fois nous avons dû dialoguer avec des gens qui voulaient utiliser les toits pour se droguer, au risque de subir des agressions. Nous avons travaillé pour entretenir l'immeuble et avoir un logement digne. Maintenant un pseudo-propiétaire arrive de nulle part et nous vire. Ce n'est pas juste. Si nous n'avions pas été ici toutes ces années, Dieu sait ce que serait devenu ce bâtiment. »

Les occupants ont cessé de payer leur loyer depuis le séisme de 1985. D'après certains riverains, leurs parents auraient alors obtenu des logements dans le cadre du RHP et il s'agirait, en effet, d'un cas classique de "dédoublage" des familles, c'est-à-dire d'occupation intentionnelle de plusieurs logements pour obtenir davantage de prestations. Les déplacés reconnaissent qu'ils étaient en situation irrégulière mais regrettent l'impossibilité de négocier les termes de l'expulsion. Toujours d'après le jeune ouvrier de la restauration : « le propriétaire est décédé, c'est son fils qui s'est battu pour récupérer la propriété. Sauf qu'on ne le connaît pas, il ne s'est jamais montré, il n'a jamais proposé une négociation ».

Contrairement à l'élan de solidarité qui s'est répandu au lendemain du séisme de 1985, les sans-abri ont fait l'objet d'agressions de la part des riverains et se sont confrontés à des autori-

⁵⁰ LA JORNADA, « Desalojan edificio en la calle de Misioneros », 27 février 2010, *La Jornada*.

⁵¹ Entretien collectif réalisé le 13 septembre 2012.

tés locales insouciantes. Zaira remémore ainsi la visite du maire de la délégation Cuauthémoc lors de l'inauguration de la place :

—Zaira : Agustín Torres est venu sur la place en disant que personne n'avait le droit de privatiser les espaces publics, qu'on gâchait le paysage. Alors les gens ont aussi commencé à nous agresser et à dire que ce n'était pas bien, qu'il fallait nous virer...

—Dame : Ils venaient même pisser autour du campement. Toute la pestilence de la pisse... ce n'est pas juste.

—Zaira : D'accord, peut-être que nous gâchons le paysage mais moi je dis à ces personnes qu'elles devraient remercier Dieu d'avoir un logement. Malheureusement, nous n'en avons plus. C'est pour ça que nous faisons notre vie ici.

Quelques mois après notre visite, les déplacés ont fini par se rapprocher d'une organisation issue de la crise post-sismique : l'Union de Lutte des Riverains de la Vallée de l'Anahuac, dirigée par Armando Contreras. Presque deux ans plus tard, ils ont été relogés dans des ensembles sociaux de l'INVI gérés par cette organisation qui, malgré son nombre important d'affiliés, ne participe à aucun acte unitaire du MUP. En réalité, cette organisation permet à son dirigeant de graver les échelons du PRD, en faisant valoir le poids de sa base électorale.

Collectiviser la lutte : le cas du CGAB

Malgré ses contradictions et ses difficultés, le Collectif de Groupes de l'Assemblée des Quartiers (CGAB) constitue un exemple saisissant d'unité et de résistance collective face aux menaces d'expulsion. L'identité et le fonctionnement du CGAB ont fait l'objet d'une récente étude réalisée par M. Védie, qui s'est intéressée à l'inscription géographique de cette organisation située au contact entre l'ancien quartier de La Merced et le front de "revitalisation" qui gagne les contours du Palais National.⁵²

D'après M. Védie, le CGAB s'est directement confronté aux intérêts du groupe de Carlos Slim en au moins deux occasions. D'abord, pour limiter l'expansion du Musée José Luis Cueva –financé par la fondation du milliardaire– sur une propriété gérée par le CGAB (Academia 9). Ensuite, pour se maintenir au 10 rue Correo Mayor, dans une propriété que la belle-famille de Slim réclame aujourd'hui. Loin d'apporter des éléments juridiques qui permettraient de clarifier la situation, nous allons encore une fois traiter la question à partir des témoignages des habitants. Le premier cas abordé est celui de Cristina López qui tient la gestion auprès de l'INVI de l'immeuble situé au 9 rue Academia. Cette propriété est la première dans l'ordre des priorités du collectif en raison de l'ancienneté de la lutte engagée par cette mère célibataire. Nous verrons à partir d'un second cas, celui des commerçants de Guatemala 73, que cet ordre de priorité est respecté par l'ensemble des demandeurs de logement, distribués dans cinq immeubles du Centre Historique (carte 25, p. 317).

Academia 9

La semaine commence au 9 rue Academia. Madame Cristina López se prépare pour une nouvelle réunion à l'Institut du Logement. Après plus de quarante années dans ce bâtiment classé par l'INAH, elle assure désormais la gestion du processus d'expropriation-réhabilitation au nom du collectif. Ses fils arrangent le local commercial situé au rez-de-chaussée, entre vingt-six autres locaux de tissus. Les rideaux métalliques s'enroulent, le bruit strident accompagne le départ des enfants vers l'école. Le couloir est tapissé de propagande révolutionnaire,

⁵² Marie VÉDIE, *S'approprier le Centre Historique de Mexico. Processus de gentrification et continuités populaires*, Mémoire de Master, EHESS, Paris, 2013, p. 118.

il s'emplit progressivement d'activité marchande. Bien que tous les commerçants n'habitent pas les lieux, ils partagent la volonté de s'y maintenir et de continuer à exercer leur activité. En effet, ils ont pour la plupart adhéré au CGAB.

Cristina nous accorde un entretien. Nous empruntons avec elle ce qui reste des escaliers de l'immeuble pour nous installer dans son petit appartement de deux pièces, entre les lits superposés, la gazinière et l'autel à la "Sainte Mort". Ce n'est pas la première fois qu'elle parle devant un magnétophone mais elle est toujours émue lorsqu'elle raconte son histoire de vie.

Elle est née dans la campagne de l'État de Mexico pour émigrer à l'âge de huit ans vers le District Fédéral en suivant sa grand-mère, une indienne mazahua. À ses douze ans, sans avoir fini ses études secondaires et en sachant à peine s'exprimer en espagnol, elle a commencé à vendre des fruits et légumes sur les rues Guatemala, Jesús María, Academia et dans les alentours de l'ancienne Merced. « Quand je suis arrivée à Mexico je ne parlais que mazahua. J'avais du mal à me faire comprendre et je passais des heures dans les magasins avant d'être servie, jusqu'à ce que je signale les choses avec mon doigt —raconte-t-elle pendant que les souvenirs lui brisent la voix— ce fut une enfance assez triste ». ⁵³

À cette époque, le commerce ambulancier était déjà surveillé. C'étaient les temps d'Ernesto Uruchurtu ⁵⁴ et pour la jeune Cristina il valait mieux chercher un emploi que de s'exposer aux brutalités policières.

« J'ai commencé à travailler dans les magasins de tissu, c'est pour ça que je m'y connais. Pourtant, là aussi j'ai eu des problèmes car mes patrons ont essayé de me violer. J'ai fait trois magasins et dans les trois ils ont voulu abuser de moi. »

Elle a enfin trouvé un emploi dans un snack qui était situé dans son actuelle *vecindad*. Sa patronne serait aussi sa nouvelle bailleuse : madame la concierge.

« J'écoutais qu'ils disaient "nous allons expulser telle ou telle personne qui n'a pas encore payé le loyer", et ils commençaient à la menacer. La dame avait un fils qui travaillait dans la police. Il venait habillé en tenue de travail pour intimider les habitants. Je me rappelle que les filles qui habitaient ici devenaient ses amantes. Il abusait d'elles pour ensuite en dire du mal. Une d'entre elles a été violée avant d'être expulsée. »

Entre 1977 et 1985, malgré ce contexte difficile, Cristina a connu une relative stabilité maritale, donnant naissance à trois filles et trois garçons.

Notre interlocutrice s'interrompt pour signaler une fente qui traverse le plafond. Il s'agit d'une séquelle du séisme de 1985. L'armée est alors venue pour leur demander de quitter les lieux à cause du danger, « on leur a répondu : où voulez-vous qu'on aille ? ». Devant cette situation, elle et quelques voisins décidèrent de s'adresser à un interlocuteur naturel : « à cette époque là, c'était seulement le PRI » —explique-t-elle, gênée. Mais la rencontre avec le parti officiel provoqua plus de désillusion que d'espoir :

« La dame du PRI, au lieu de nous aider, nous a annoncé qu'elle avait réussi à repousser de six mois l'expulsion. Mais nous n'étions pas là pour qu'on nous aide à partir ! Nous n'avons plus rien voulu savoir du PRI et avons commencé à chercher ailleurs ».

C'est ainsi que Cristina s'est rapprochée de la Centrale Unitaire des Sinistrés (CUD), devenue ultérieurement l'AB, qui a obtenu l'expropriation et la reconstruction de plusieurs milliers de logements dans la ville centrale (carte 11, p. 150).

⁵³ Cristina López, entretien réalisé le 6 août 2011.

⁵⁴ *Vid.* chap. V, p. 130.

Clichés 37. Cristina López et les membres du CGAB d'Academia 9





Cependant, l'immeuble qui nous occupe n'a pas fait partie du lot d'expropriations survenues en octobre 1985. Pire, la concierge, chargée par un propriétaire inconnu de lever les loyers, est bientôt réapparue en annonçant aux occupants ses intentions de reprendre l'immeuble, sans procédure ni jugement adéquat.

Cristina interrompt à nouveau la conversation, elle se dirige vers la salle d'à côté pour récupérer des papiers. Elle revient et étend devant nous son dossier avec des dizaines de lettres, d'avis officiels, de quittances de loyer et de notes journalistiques.

« La première chose que j'ai faite avant de lancer ma défense, ce fut d'aller au Registre Public de la Propriété. J'ai payé une recherche pour aller cinquante ans en arrière et savoir qui était le vrai propriétaire. »

C'est ainsi qu'elle a découvert que le concierge n'avait rien à voir avec le propriétaire –par ailleurs défunt– et qu'il ne disposait d'aucune lettre de procuration. Forte de cet argument, elle a décidé de se barricader dans son logement jusqu'à ce que la situation s'éclaircisse.

« Ce que je vais vous dire est horrible mais c'est la vérité. J'ai préparé un bac rempli d'urine et de merde pour leur jeter dessus la prochaine fois qu'ils viendraient m'expulser. J'avais de l'eau chaude avec du savon et du chlore, j'avais de l'ammoniac, de l'essence et j'avais branché un câble électrique à la balustrade pour le connecter au courant s'ils venaient m'embêter. C'est ainsi qu'on a assuré notre défense. »

Ce n'est qu'en 1992 que le concierge a décidé de laisser la famille de Cristina en paix pour s'attaquer à d'autres occupants. Cependant, les conditions d'isolement et d'indifférence avaient déjà cédé la place à la solidarité entre les locataires, qui ont commencé à faire face aux menaces de façon collective. En 1994, suite à des négociations, ils ont signé un contrat. Un an plus tard, les loyers ayant été augmentés de façon unilatérale : « nous n'avons plus voulu payer et nous nous sommes à nouveau rebellés ».

Ayant obtenu l'identité et l'adresse de l'héritière légitime, les occupants ont voulu racheter les logements à travers le programme du FICAPRO.⁵⁵ Cependant, les divisions internes et l'absence de clarté juridique sur la propriété ont anéanti l'initiative. Ainsi, au moment où les choses paraissaient s'arranger, la situation a commencé à se dégrader. D'une part, la destruction intentionnelle des tuyauteries a obligé les habitants à s'approvisionner en eau potable à travers un système précaire de poulies permettant d'acheminer le liquide aux étages (situation qui se maintient jusqu'à ce jour). D'autre part, l'escalade de violence s'est traduite par des intimidations variées : actes de vandalisme, confrontations directes, un incendie prémédité.

En 1996, celle qui se profilait déjà comme la dirigeante du groupe, fut séquestrée par des inconnus qui l'ont menacée pendant une journée entière avant de la dépouiller de sa camionnette. Un an plus tard, son partenaire commercial fut assassiné : « nous l'avons retrouvé sans vie mais nous n'avons jamais su qui étaient les responsables. Là non plus, nous n'avons pas eu de justice ». La même année, elle s'est faite attaquer par trois hommes. Elle était enceinte de huit mois, elle a perdu le bébé.

Dans ce contexte, grâce au contact préalable opéré par Cristina auprès des dirigeants du mouvement populaire, la plupart des occupants (estimés à quatre-vingt) s'est incorporée au CGAB, alors en phase d'autonomisation de l'Assemblée des Quartiers (encadré 8, p. 301).

⁵⁵ Fideicomiso Casa Propia. Ce fidéicomis s'inscrit dans la continuité du programme d'urgence RHP et permet jusqu'à présent de financer la politique fédérale du logement social destinée aux travailleurs informels.

Suivant ce nouveau schéma d'organisation, la lutte pour la défense des logements s'étendit vers plusieurs immeubles de la zone :

« Il y avait beaucoup de propriétés incorporées à l'organisation (AB), alors c'était plus facile de réagir face aux expulsions. Quand quelqu'un était menacé, on invitait les gens pour venir nous soutenir. Quand eux avaient des problèmes, c'était à nous d'intervenir. »

Vers la fin des années quatre-vingt-dix, Cristina est devenue une dirigeante aussi solidaire qu'indispensable. Son expérience personnelle lui avait valu de précieuses compétences dans le domaine juridique et elle avait acquis le courage nécessaire pour affronter des autorités publiques corrompues et toute sorte d'usurpateurs. Forte d'une volonté et d'une ténacité exceptionnelles,⁵⁶ elle empêcha une dizaine d'expulsions dans le Centre Historique.

—Après avoir vécu sous la peur, j'ai appris à dénuder les gens, les avocats et ceux qui prétendent être les propriétaires.

—Vous les dénudez... littéralement ?

—Oui. Je déchire leur costume ou leur chemise, après le pantalon. Après les camarades se mettent en file pour leur mettre des fessés. Mes dirigeants du CGAB ne m'ont jamais vue dans cet état. Je me transforme pour pouvoir défendre les personnes, je ne veux pas qu'elles subissent ce que j'ai moi-même subi.

Les réseaux de solidarité et la détermination de Cristina se sont révélés cruciaux en deux occasions. La première fois ce fut en 2001, quand le concierge –en alliance avec un habitant ennemi de la cause du CGAB– a porté plainte contre tous les occupants. « Ils nous ont envoyé six cent policiers anti-émeutes. Mon fils qui était alors mineur, a été expulsé à coup de matraques, même sur la tête ». La mémoire affleure lorsque notre interlocutrice prend entre ses mains la photographie dans laquelle le jeune Pedro apparaît ensanglanté :

« L'ennemi interne a donné le signal pour qu'ils pénètrent dans l'immeuble. Les policiers ont envahi les lieux en passant par l'immeuble adjacent (Correo Mayor 10) car nous avions fermé notre porte avec une chaîne. Ceux qui protégeaient l'entrée ont été surpris car ils sont arrivés par les toits. Pedro était mineur. On l'a pourtant tabassé. Ma nièce a aussi été conduite au poste de police. Ils sont rentrés dans certains appartements pour détruire nos biens, ils venaient me chercher, mais j'étais en bas. »

L'opération s'est soldée par des dizaines de blessés, y compris dans les rangs de la police, et par la détention d'un mineur. Sa famille a alors porté plainte contre les policiers auprès de la Commission des Droits de l'Homme sans que justice soit faite.

En novembre 2002, l'expulsion de Rogelio –qui occupe un local pour la vente de tissus au rez-de-chaussée– a été contenue. Tout indiquait qu'une nouvelle escalade de violence allait se déclencher, quand un événement inespéré est venu changer la donne : en décembre 2002, dans le cadre du *Programme d'immeubles en risque structurel*, le GDF décida l'expropriation de plusieurs dizaines de propriétés, parmi lesquelles Academia 9.

⁵⁶ D'après les observations de la sociologue Reyna Sánchez : « Cristina a développé une relation très particulière avec les groupes de pouvoir qui se maintiennent dans la zone qu'elle habite : les dirigeants, la police, les autorités. Son attitude est guerrière, elle ne montre aucune peur et peu importe la qualité de la personne qu'elle a en face pour négocier, parler, s'affronter. Qu'il s'agisse d'arrêter une expulsion, de discuter avec un Ministère Public ou pour se défendre d'une opération policière, son attitude est la même : résistance ». Reyna SÁNCHEZ ESTÉVEZ, « Resistencia y carrera de obstáculos en la Ciudad de México », *Rebeldía*, 23, 2004, p. 44-51.

Clichés 38. Tentatives d'expulsion à Academia 9



À gauche, la détention de Pedro en 2001 parue dans un quotidien local (*El Sol de México*). À droite, la tentative d'expulsion de Rogelio, en novembre 2002. Source : archive de Cristina López.

Cristina n'arrive pas à contenir sa joie lorsqu'elle évoque la date exacte de la publication du décret d'expropriation dans le journal officiel du DF. Elle soupire et remercie Andrés Manuel López Obrador d'avoir eu le courage de lancer ce programme.

« C'est lui qui a exproprié. J'ai moi-même parlé avec lui pour qu'il nous aide. Nous sommes reconnaissants mais nous sommes aussi contrariés par ce qu'il a fait : il a offert le Centre Historique à Carlos Slim et il a donné quatre concessions à des entreprises privées pour profiter de la gestion de l'eau à Mexico. »

Malgré le soulagement, de nombreux problèmes restent à résoudre. D'abord, le GDF doit indemniser le propriétaire et, comme dans beaucoup de cas, l'identification des vrais héritiers complique les choses. Ensuite, les causes d'utilité publique qui ont justifié l'expropriation –à savoir le risque d'effondrement du bâtiment– sont toujours présents. En effet, l'INVI doit continuer à assurer son soutien aux populations exclues du logement social conventionnel en les aidant à réhabiliter ce bâtiment, car si les membres du CGAB sont disposés à payer une partie des travaux, les montants requis sont largement supérieurs à leurs possibilités. Enfin, vingt-huit ans de division et de conflit ont rendu impossible la cohabitation entre la famille alliée à l'ancien concierge et le CGAB : « Ce qu'on demande à l'INVI c'est de ne pas nous mettre ici l'ennemi car nous n'allons jamais réussir à vivre en paix ».

Encore en 2007, suite à une escarmouche entre un employé de « l'ennemi » et le gendre de Cristina, la police judiciaire a arrêté plusieurs membres de sa famille.

« La police judiciaire est rentrée, ils ont appelé des renforts et ils ont capturé mon fils, mon *compadre* et son associé, tous consacrés au commerce ambulancier. Quand ils sont rentrés, l'ennemi les a guidés en signalant les personnes à arrêter. Nous étions sur le point de partir à la délégation pour essayer d'arranger le problème quand je me suis rappelée que je m'étais bagarrée avec un policier et qu'il valait mieux rester. Ma fille et une voisine sont donc allées à la délégation et, en arrivant, la fille de l'ennemi les a signalées. On a dit qu'elles avaient volé des choses à la police judiciaire et elles se sont fait arrêter ! Elles sont restées en prison pendant sept mois, sans avoir commis aucune faute. Oui, nous nous sommes battus. Nous les avons autant frappés qu'ils nous ont frappés, ce fut mutuel. »

Sa voix se brise à nouveau. Cet épisode fait ressurgir toute une vie d'injustices, de discrimination et de lutte pour se maintenir dans son logement. Elle conclut :

« Je veux que mes enfants soient du centre, car ils sont nés ici. En tant que femme indigène, en tant que Mexicaine, je pense que nous avons le droit d'avoir une place ici dans le

centre ou dans la Ville de Mexico. Pourquoi seulement les riches ? Pourquoi on privilégie toujours les riches au lieu des pauvres ? J'espère qu'ils auront le courage de nous accorder cette place. J'espère que le gouvernement comprendra que nous, les pauvres, nous avons aussi besoin d'un espace pour vivre dans la dignité. (...) Je sais qu'il existe des personnes généreuses qui me soutiennent. Moi aussi j'ai appris à défendre les autres. Je remercie les gens qui me regardent et qui m'estiment, car j'ai toujours cru que j'étais une personne détestée, j'ai connu le mépris, la discrimination et les mauvais traitements. Comment vais-je remercier ces gens ? Et bien je vais continuer dans la lutte jusqu'à mon dernier jour. »

Il se fait tard. Comme tous les lundis depuis l'émergence du CGAB, l'assemblée générale de l'organisation va se tenir dans un petit local du Centre Historique. Cette fois-ci, Cristina López ne pourra pas y assister mais Rogelio –qui a failli perdre sa principale source de revenus en 2002– prendra la relève. Il fermera son local plus tôt que d'habitude pour être ponctuel et participer aux discussions politiques que dirige Raymundo Hernández autour des problèmes plus vastes : la financiarisation du logement, le capitalisme, la globalisation et la violence qui s'est abattue ces dernières années sur l'ensemble du pays.

L'incorporation des commerçants de Guatemala 73

Nous avons rendez-vous avec des gens du Collectif de Groupes de l'Assemblée des Quartiers (CGAB) installés au 73 rue Guatemala, dans un bâtiment du XVIII^e siècle classé par l'INAH. Agustín, le représentant désigné par l'assemblée des locataires, nous reçoit et nous invite à faire le tour du rez-de-chaussée, où près de cinquante commerçants affiliés à l'organisation exposent leurs marchandises. L'espace se divise en deux sections. Une partie est consacrée à la vente de fils à tisser, de décorations d'intérieurs et de figurines religieuses ; les couloirs sont saturés de couleurs grінçantes ; pas un seul local n'est à l'abandon. L'autre partie est consacrée à la vente de chutes de tissu. Pour y accéder, il faut traverser un couloir étroit qui conduit vers une cour intérieure ensoleillée, emplies d'amas multiformes aux couleurs pastel. Encore plus loin, l'atmosphère devient oppressante : des tonnes de tissu jaillissent des caves à peine éclairées, suffocantes, où travaillent des dizaines de personnes.

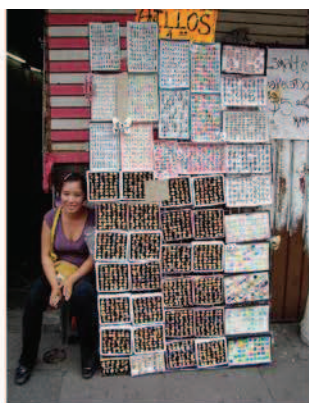
Le regard souriant des commerçants, qui donnent l'impression de flotter au-dessus de leurs marchandises, apaise le visiteur et fait oublier le risque permanent d'incendie. Nous prenons place au fond du bâtiment pour un entretien avec le président de l'association (informelle) de locataires, Agustín, et le secrétaire, monsieur Lorenzo. Cet homme âgé d'une soixantaine d'années, est originaire de Chimalhuacán, dans l'État de Mexico, où il habite toujours. Son grand-père a été le premier à s'installer ici dans les années quarante :

« On s'est consacré à ce négoce car là-bas la lagune a été asséchée. Le peuple de Chimalhuacán étant spécialisé dans la pêche, tout le monde a commencé à émigrer. Mon grand-père s'est alors tourné vers le tissu. Il allait dans les usines pour acheter en gros ou pour récupérer les chutes. On s'est toujours débrouillé (...). Mes enfants ne travaillent pas ici car je leur ai apporté une autre vision, nous ne pouvons pas tous faire la même chose. Avec ce négoce j'ai quand même réussi à leur offrir de meilleures perspectives. »⁵⁷

De la même façon, Agustín considère que le rapprochement avec le CGAB s'inscrit dans la continuité d'une lutte pour pouvoir subvenir aux besoins de sa famille. Originaire lui aussi de Chimalhuacán, il s'est installé à Guatemala 73 en 1990 et se consacre depuis cette date à la vente de tissu. Il nous explique la situation de l'immeuble.

⁵⁷ Entretien avec Lorenzo et Agustín réalisé le 4 août 2011.

Clichés 39. Les commerçants de Guatemala 73





Pendant des décennies, les locataires ont dûment payé leurs loyers. Ce n'est qu'après le décès de l'administratrice, survenu au début des années 2000, que l'on a découvert qu'elle n'était pas propriétaire des lieux et que le vrai propriétaire –un bourgeois de la ville de Puebla– était décédé depuis plus longtemps sans laisser de testament. La lutte pour la succession s'est alors engagée entre le gérant d'un hôtel installé à l'étage supérieur –monsieur Portela, qui prétend s'étendre vers le rez-de-chaussée– et les commerçants. Les différentes tentatives de négociation pour établir un nouveau contrat de location n'ont jamais abouti car une partie des commerçants ne voulaient pas reconnaître la légitimité de monsieur Portela et, d'autre part, parce que les loyers exigés dépassaient les possibilités des marchands de tissu.

En 2009, la proximité géographique et familiale des commerçants avec les habitants de Guatemala 71, qui avaient réussi l'expropriation de l'immeuble grâce au soutien du CGAB, a fini par convaincre Lorenzo et Agustín de venir vers les dirigeants de l'organisation.

« Nous leur avons dit qu'on avait besoin d'être défendus car on risquait l'expulsion. Ils nous avaient déjà dit de nous rapprocher mais comme on payait des loyers on ne se sentait pas concernés. Cependant, quand nous avons senti la pression du type d'en haut, qui se croyait déjà le nouveau propriétaire, nous avons compris qu'il nous fallait du soutien. Raymundo s'est quand même fâché : "maintenant que vous êtes dans l'urgence vous venez nous voir ?". Oui, malheureusement, c'était comme ça. »

Depuis cette date, les commerçants mènent une grève de loyer illimitée, jusqu'à ce que la situation juridique soit éclaircie et, mieux, que l'immeuble soit exproprié par l'INVI en faveur des occupants. Bien que ces nouveaux militants du CGAB caressent la possibilité d'obtenir des logements à l'étage, leur lutte vise essentiellement à obtenir les locaux commerciaux qu'ils occupent depuis des décennies. Ils sont conscients du fait qu'il va falloir déboursier une somme importante pour accéder à la propriété, c'est pourquoi ils disposent déjà d'un compte en banque collectif administré par un trésorier tournant.

Jusqu'à présent, leur incorporation à l'organisation est considérée comme positive : « nous avons évité l'expulsion ; dès que nous avons un problème, il y a Rosa, Alejandro Meave et Raymundo qui connaissent des gens du gouvernement » —affirme Agustín, qui exprime toute sa confiance envers les dirigeants du collectif— « Ici, on ne nous demande pas d'adhérer à un parti politique, on est libre ». Les seules conditions pour avoir le soutien des dirigeants du CGAB sont :

- 1) Participer aux assemblées hebdomadaires, qui visent à promouvoir l'éducation politique des bases.⁵⁸
- 2) Envoyer des représentants aux multiples rencontres de la gauche contestataire, en particulier aux réunions du Congrès Populaire (CPSyC) et du Front National du MUP (FNAMUP).
- 3) Assister aux manifestations considérées légitimes.

Bien que les militants du Collectif de Groupes de l'Assemblée des Quartiers participent de façon inégale aux mobilisations, puisque seulement la moitié des occupants de Guatemala 73 est considérée véritablement active, nous les avons retrouvés en de nombreux rendez-vous protestataires de la société civile : soutien aux électriciens du SME, participation à Occupy GDF en réponse aux indignés de New York ou encore l'accompagnement du mouvement

⁵⁸ Pour une description des assemblées, voir : M. VÉDIE, *S'approprier le Centre Historique...*, op. cit., p. 114.

étudiant #YoSoy132 contre l'investiture d'Enrique Peña Nieto. D'ailleurs, pour Lorenzo, la participation aux manifestations est loin d'être vécue comme une obligation :

« On sent une situation différente quand on défile, par exemple, à côté de l'Alameda. On a l'impression, ne serait-ce que pour quelques instants, d'être les maîtres de la ville : je passe par là sans que la police m'embête, j'arrête les voitures. [...] Dans cette situation protestataire on se sent très différent, comme un révolutionnaire qui rentre dans la ville, comme Zapata et Villa qui ont pris le Zócalo. [...] Il faut se souvenir de l'Histoire. Il faut que les camarades comprennent que –même si nous ne payons plus de loyer– cette lutte n'est pas gratuite. Rien n'est gratuit. Le Mexique ne nous a pas été offert, nous avons eu une Indépendance, une Révolution et tellement de morts. »

Finalement, la solidarité entre les occupants des immeubles défendus par le CGAB est essentielle pour faire le poids lors des négociations avec le gouvernement. Pour l'instant, la priorité de l'organisation est de réussir à débloquent des crédits de l'INVI pour initier la réhabilitation à Academia 9, qui détient un droit d'ancienneté. Nos interlocuteurs en sont conscients et considèrent qu'une victoire du groupe dirigé par Cristina López est une victoire pour l'ensemble de l'organisation. La taille du défi est cependant proportionnelle à l'incertitude vécue au quotidien par les commerçants : avec l'incursion de Carlos Slim dans le projet de revalorisation du Centre Historique, l'enchérissement de la propriété qu'ils occupent apparaît menaçant. En reprenant les informations d'un article de presse concernant le projet de repeuplement de la partie occidentale du Centre Historique,⁵⁹ Lorenzo conclut :

« Nous avons vu venir cette transformation depuis dix ans. Tu sais bien que de ce côté du Centre Historique nous allons mal. Parfois c'est aussi à cause des gens qui attendent toujours des solutions de la part du gouvernement. [Avec le CGAB] nous avons appris que le gouvernement ne va pas tout faire pour nous et qu'il faut travailler conjointement pour arranger la situation. Récemment, nous avons vu dans les journaux qu'ils veulent faire des logements dans le Centre Historique, des logements "pour tous", mais ce n'est pas vrai car c'est l'initiative privée qui va produire tout ça. Ce sont eux qui vont investir mais eux aussi vont récupérer l'argent des ventes. »

Agustín réclame : « Carlos Slim et Marcelo Ebrard veulent tout s'approprier. Si le Mexique appartient aussi à tous les pauvres, pourquoi devrions-nous laisser le Centre Historique aux riches ? »

Sur le front de Cuba : le MUP face au grand capital

Le dernier cas d'étude correspond à trois immeubles acquis par l'agence immobilière de Carlos Slim, CHCM SA de CV, dans un secteur en pleine mutation : la rue de Cuba, qui traverse le nord du périmètre A et qui a longtemps été exclue des programmes de requalification. Sa route goudronnée, en mauvais état, marque une frontière paysagère avec le secteur repavé durant l'administration de López Obrador. Cependant, étant donnée la récente installation de nombreux bars et boîtes de nuits qui attirent particulièrement la communauté homosexuelle, Cuba apparaît comme un espace attractif aux yeux des classes moyennes.

Cela s'explique par la proximité avec un ancien foyer de divertissement, la place Garibaldi, reconnue à l'échelle internationale grâce aux dizaines de groupes de mariachi qui offrent leurs services sur l'espace public. D'autre part, le *boom* immobilier du secteur répond aux investis-

⁵⁹ Laura GÓMEZ, « Se construirán 50 mil nuevas casas de interés social en el Centro Histórico », 18 février 2011, *La Jornada*. Sur ce point, *vid.* encadré 7, p. 248.

sements stratégiques réalisés par le groupe de Carlos Slim. Comme nous l'avons vu précédemment, c'est là –à l'angle de Cuba et Callejón del Cincuenta y Siete– que la Fondation du Centre Historique a promu l'installation d'un poste de police spécialisé dans la vidéosurveillance du secteur touristique. D'après Adrián Pandal, directeur de la Fondation du milliardaire, ce centre d'opérations a été gracieusement hébergé par le Groupe Carso à cet endroit précis, « car il s'agit de la frontière entre la zone plus rude et la zone moins rude ».

L'installation du Groupe Carso n'a pourtant pas été facile, on peut même dire qu'il a essuyé une défaite face aux organisations du MUP, qui ont fini par obtenir des promesses d'expropriation au 1 rue Callejón del Cincuenta y Siete et au 23 de Cuba, appartenant au groupe de Carlos Slim. Bien qu'il soit encore une fois difficile de retracer l'histoire du conflit et de déterminer la légitimité juridique des différents acteurs, ce cas est intéressant dès lors qu'il est devenu, selon les termes d'Inti Muñoz, « un problème spécifique, très compliqué en termes de gouvernance » et qu'il a donc fallu « asseoir tout le monde autour de la table, y compris l'agence, pour essayer de construire un accord ».⁶⁰

Adrián Pandal fournit sa version des faits. Le directeur de la Fondation a été chargé en 2009 de résoudre les problèmes de CHCM SA de CV, ce qui indique d'emblée l'interpénétration existante entre les entreprises et les fondations du Groupe Carso. Pour ce jeune administrateur d'entreprises –ancien trésorier d'Unis pour le Centre Historique–⁶¹ la prise des immeubles en question par des « envahisseurs professionnels » a été l'occasion de découvrir, avec effroi, la puissance politique des organisations urbaines-populaires :

« Quand nous avons acquis ces trois immeubles, qui ont une trentaine d'appartements chacun, il y avait entre douze et quinze appartements envahis dans chaque immeuble. [...] Moi je leur ai dit "je vais respecter les loyers de ceux qui sont déjà ici, mais je vous demande de passer à l'immeuble de Cuba 23". Ils payaient 1 000 pesos, nous leur avons dit qu'on garderait ce loyer. Ces appartements ont été conçus pour les sénateurs, ils ont trois pièces, du parquet, des plafonds élevés. Bien évidemment, ils sont en mauvais état puisque personne n'a rien investi en trente ans. C'est ainsi que nous avons commencé les négociations, sauf qu'après ils étaient dix sept –car la sœur d'un tel s'était incrustée–, après ils étaient dix neuf, puis vingt et ainsi de suite. Et puis ils nous disent un jour que l'INVI va exproprier les immeubles. On t'exproprie sous prétexte que les immeubles sont fragiles mais évidemment ces gens appartiennent à des groupements. Nous avons dû négocier sous l'auspice du gouvernement car, en fait, ce sont des dirigeants qui contrôlent des centaines de personnes. Autrement dit, nous n'avons pas affaire à Juan Pérez mais à des gens qui ont des alliances avec le PRD. Bref, l'INVI leur a dit "d'accord, je vous achète l'immeuble". Sauf qu'ils ont continué à grossir et c'est devenu n'importe quoi. [...] En réalité, ces gens ont abusé du pouvoir. Moi je leur ai expliqué que je ne voulais pas expulser qui que ce soit du centre. Cela n'a jamais été notre intention, au contraire, nous voulions reloger les premiers dans l'immeuble voisin pour pouvoir amener plus de gens. »⁶²

La stratégie de l'agence immobilière visait à ramener les occupants de Callejón del Cincuenta y Siete 1 –un magnifique exemplaire de l'architecture néocoloniale du XX^e siècle, classé par l'INBA– vers un bâtiment adjacent sans attributs particuliers. Bien qu'un certain nombre d'habitants aient été transférés, la situation s'est complexifiée avec l'intervention de plusieurs organisations urbaines-populaires.

⁶⁰ Inti Muñoz, directeur du Fidéicomis du Centre Historique. Entretien réalisé le 16 février 2012.

⁶¹ *Vid.* chap. VI, p. 201 et chap. VII, p. 227

⁶² Adrián Pandal, directeur de la Fondation du Centre Historique. Entretien réalisé le 12 juillet 2012.

D'après la version d'un habitant qui a tenu à rester dans l'anonymat, la première organisation a s'être implantée au milieu des années quatre-vingt-dix fut la Coordination des Chambres de Bonnes (CCAT), née à Tlatelolco juste avant le séisme de 1985 (ce qui a favorisé son extension vers le Centre Historique). En effet, toujours selon notre informateur, l'organisation gérait des dizaines de chambres sur les toits de l'immeuble, tout en bénéficiant des loyers informels qu'elle faisait payer aux habitants. Aux étages, la plupart des appartements étaient occupés par des familles qui ne payaient plus de loyer depuis le décès du propriétaire dans les années soixante-dix. Dans ce magma de sous-locataires et d'occupants, notre interlocuteur et un groupe d'amis ont réussi à obtenir un logement en 2004. Le groupe utilisait l'appartement pour faciliter les réunions variées sans rester étrangers à la dynamique interne : ils ont commencé à assister aux assemblées hebdomadaires de la CCAT sans pour autant cotiser les 50 pesos mensuels (3€) exigés par l'organisation sous prétexte de mener la gestion des affaires légales. C'est ainsi qu'ils ont appris que l'agence du milliardaire avait acquis l'immeuble et qu'ils seraient obligés de quitter les lieux.

La CCAT et la Centrale Unitaire des Travailleurs (CUT) —qui avait pris pied en installant quelques familles dans des appartements inhabités— ont convenu une procédure d'expropriation à travers l'INVI et l'on a bientôt suspendu une banderole du MUP-CND sur la façade de l'immeuble, au sein duquel convergeait les deux organisations. Dépassée par la situation, l'agence a fait appel au FCH qui s'est proposé de faciliter les négociations entre l'agence, les organisations et le ministère de l'Intérieur du DF. Cependant, quand les choses semblaient s'arranger dans le sens du transfert voulu par CHCM SA de CV, un groupe de onze occupants dissidents fit savoir qu'il ne quitterait pas l'immeuble. Notre interlocuteur fait partie de ce qu'il appelle le « G11 » et fournit des détails que le directeur de la Fondation et celui du Fidéicomis ont laissés de côté lors de nos entretiens.

« Quand nous avons compris que les assemblées [de CCAT] étaient en réalité des réunions pour pacter la signature de l'accord, nous avons cessé d'y assister. Vers la fin de 2009, 11 appartements sur 33 étaient avec nous. Nous avons réalisé une réunion avec la CCAT dans laquelle nous leur avons fait savoir que nous n'étions pas d'accord, qu'ils étaient en train de voler les gens, que c'était un contrat aveugle car personne n'avait encore eu accès au document. C'était des choses élémentaires. Ils ont répondu "faites comme vous voulez, de toute façon nous allons vous virer". Alors nous avons commencé à élaborer notre stratégie : zéro négociation, zéro pacte, nous allons nous rapprocher du MUP-CND à travers la CUT. »⁶³

À cette époque-là, pour des raisons que nous ignorons, la CCAT venait de quitter la coalition et les membres du G11 se croyaient à l'abri en restant auprès de la CUT et du MUP-CND. En outre, grâce aux relations de certains habitants avec du personnel du Registre Public de la Propriété, ils avaient obtenus des informations privilégiées : l'immeuble était resté sans maître et l'agence disposait, au mieux, d'un certificat notarial pour défendre sa propriété. D'après notre interlocuteur, avec cela, le G11 pourraient facilement battre l'agence.

Les divisions internes étaient donc importantes lorsqu'est arrivée le 20 novembre 2010 une première tentative d'expulsion ciblée, commanditée non pas par l'agence mais par la CCAT. C'est du moins ce que pense les membres du G11. La résistance a été rude. Certains se sont retranchés dans leurs appartements tandis que d'autres traînaient des bouteilles de gaz en menaçant les policiers anti-émeutes de tout faire sauter :

⁶³ Entretien réalisé le 27 janvier 2012.

—Ils venaient chercher [l’habitant d’un appartement] qui avait reçu un avis d’expulsion auquel il n’avait jamais répondu. Sauf que l’avis était émis au nom de sa mère, décédée deux ans plus tôt. La police disait que sa mère l’avait signé. Leur argument s’est cassé la figure quand on leur a montré l’acte de décès.

—Comment une organisation peut-elle commanditer une opération de cette envergure ? C’est la CCAT qui a formulé la demande ?

—Il n’y a jamais eu de demande. En réalité le dirigeant de CCAT a beaucoup de pouvoir, il appartient au PT. Nous avons conclu qu’il a demandé à ses contacts à la police de mener l’action mais ils ont dû faire marche arrière quand leurs supérieurs l’ont appris. »

La version officielle, celle du directeur du Fidéicomis, omet ce chapitre turbulent des négociations pour privilégier les aspects positifs de l’accord trouvé par le GDF : le processus d’expropriation sera lancé dans les cas de Cuba 23 et Callejón del Cincuenta y Siete 1, en sachant que ça peut prendre plusieurs années. Entre temps, d’après Inti Muñoz, les locataires vont continuer à payer 1 000 pesos à l’agence de Slim, qui a retiré ses demandes d’expulsion pour offrir un contrat et une sécurité juridique aux habitants.

L’opération policière aurait-elle donc été faite à la demande de l’agence ? Nous l’ignorons. En tout cas, le bilan tiré par le directeur de la Fondation est moins optimiste :

« C’est dommage car on va leur offrir un immeuble qui ne correspond pas à leur profil en sachant qu’ils ne pourront pas investir dans son amélioration. Il va continuer à se dégrader et demain, va savoir s’il ne s’écroulera pas à cause d’un tremblement de terre. C’est une mauvaise décision, et je l’ai fait savoir à l’INVI : “donne-leur des logements, mais pourquoi ici, ce sont des appartements de trois pièces”. Je comprends qu’il faut une politique du logement, c’est normal, c’est juste, et c’est pour cela que nous avons un gouvernement. Mais ne leur donne pas un appartement de sénateur ! Donne leur un logement social, peut-être pas ici, cinq rues plus loin s’il le faut. (...) En fait, comme ils ne vont pas pouvoir investir plus d’argent, nous allons perdre de la plus-value dans toute la zone... à moins qu’un jour quelqu’un puisse négocier avec tous et racheter l’ensemble, mais cela me paraît impossible. Je ne comprends pas. »⁶⁴

En somme, il apparaît difficile de distinguer dans ce conflit qui est David et qui est Goliath. Si l’agence disposait du capital et du « pouvoir notarial » –comme l’a défini notre informateur anonyme–, les habitants comptaient aussi sur de puissantes organisations capables de faire infléchir le sacrosaint régime de propriété privée qui régit la société mexicaine. Pourtant, si l’on s’achemine aujourd’hui vers une régularisation des “envahisseurs”, la question de savoir qui a commandité l’expulsion persiste. Grâce aux relations du groupe de dissidents avec d’autres organisations externes au conflit, le G11 a mis en évidence les irrégularités existantes autour des propriétés de l’agence et l’on a même prévu de passer de la défense (à travers la figure de l’*amparo*) à l’attaque juridique, en menaçant d’amener CHCM SA de CV en jugement de prescription positive. Notre interlocuteur résume ainsi la démarche : « Slim, c’est ton immeuble ? Alors démontre-le ». Dans quelle mesure cette menace a-t-elle pu influencer les négociations ? En tous cas, la résistance chaotique et divisée des habitants a pour l’instant porté ses fruits, laissant l’agence immobilière avec le seul immeuble de Callejón del Cincuenta y Siete 15. Reste à savoir, comme l’indique A. Pandal, si les occupants seront en mesure d’entretenir leur immeuble.

⁶⁴ Adrián Pandal, entretien réalisé le 12 juillet 2012.

3. Le *barrio bravo* de Tepito : ultime frontière

Dans le dictionnaire *L'aventure des mots de la ville*, E. Aréchiga offre une définition de la notion de *barrio* telle qu'elle s'est développée au Mexique depuis que les colons ibériques l'ont utilisée pour désigner les *campan* (quartiers) de Tenochtitlán :

« L'association entre le mot *barrio*, le populaire et la pauvreté est habituelle. Elle remonte à l'époque coloniale, lorsqu'ont été dessinées les trames en damier de la ville espagnole. Les *barrios de indios*, sans tracé urbain régulier, furent alors repoussés à la périphérie. [...] À Mexico, ils furent regroupés dans des ensembles administratifs plus vastes, les *parcialidades*, où les autochtones n'étaient pas régis par le droit commun de l'ordre espagnol. [...] Qu'il soit ou non reconnu officiellement ou indiqué sur les cartes, le *barrio* est un espace identifié et vécu par les habitants de la ville où seraient privilégiés les rapports de voisinage. »⁶⁵

Le *barrio* se distingue de la *colonia* (quartier) et du *fraccionamiento* (lotissement) en ce qu'il maintient une certaine cohésion sociale autour des activités paroissiales, qu'il conserve une architecture le différenciant de la ville moderne et qu'il reproduit des fonctions spécifiques. Le terme provoque des émotions partagées. Il est perçu comme « un espace où vivent des gens peu fréquentables », en même temps que son unité sociale fascine les observateurs : « dans le regard de l'étranger, le *barrio bravo* est à la fois un quartier dangereux et un quartier qui s'organise courageusement pour lutter contre les intrusions extérieures ». ⁶⁶

Tepito apparaît comme un exemple paradigmatique du *barrio*. D'abord, il compte sur une organisation paroissiale et son identité, presque hermétique, fait la fascination des chercheurs tels que G. Couffignal,⁶⁷ qui a vu dans la multiplicité des associations une stratégie délibérée pour empêcher toute cooptation de la part du pouvoir, argument que l'on retrouve chez F. Tomas.⁶⁸ Par ailleurs, Tepito est une construction symbolique, un territoire d'appartenance auquel on s'identifie ou que l'on évite de mentionner, par exemple, au cours d'un entretien d'embauche. Dans son étude sur les représentations de Mexico, J. Monnet affirme que « Tepito est un quartier dont l'identité est bien définie et dont l'appartenance au Centre Historique n'est pas évidente ». ⁶⁹ S'intégrant partiellement au périmètre B, les habitants de l'ancien faubourg se rapprochent du Centre Historique ou s'en distinguent en fonction des intérêts qu'il s'agit de défendre. Enfin, Tepito est un quartier hyperspécialisé. Véritable marché à ciel ouvert, il a la réputation d'offrir aux habitants de la métropole tous les produits possibles et imaginables, originels ou piratés.

S'il est la cible des médias et des grands syndicats patronaux qui lui reprochent constamment d'être à l'origine de leurs pertes, le *barrio bravo* a pourtant du mal à porter le stigmate du ghetto en raison de sa formidable concentration de richesses, certes, mal distribuées. Sa situation géographique privilégiée –la Chapelle de Saint François d'Assise se trouve à moins de deux kilomètres du Zócalo– lui permet de se maintenir comme une plaque tournante du commerce international. En effet, d'après M. Rascón, Tepito constitue, avec le quartier d'affaire de Santa Fe, l'expression la plus visible de l'inscription de la métropole dans le nouveau système économique mondial :

⁶⁵ E. ARÉCHIGA, « Barrio », in Christian TOPALOV *et. al.* (dir.), *L'aventure des mots de la ville...*, *op. cit.*, p. 98.

⁶⁶ *Ibid.*, p. 100.

⁶⁷ Georges COUFFIGNAL, « Misterioso Tepito », *Trace*, 11, 1987, p. 35-41. L'article fut d'abord publié en français dans la revue *Autrement* (n° 18, 1986), sous le pseudonyme de Philippe Lacalmette.

⁶⁸ François TOMAS, « Tepiteños », *Trace*, 17, 1990, p. 25-29.

⁶⁹ J. MONNET, *La ville et son double. Images et usages du centre : la parabole de Mexico...*, *op. cit.*, p. 60.

« Dans l'ancien modèle économique de substitution des importations et de protectionnisme douanier, l'économie nationale et métropolitaine était soutenue par l'activité des corridors industriels Vallejo, Iztacalco et Iztapalapa. Depuis la fin des années quatre vingt, nous assistons à une reconversion de l'espace productif avec l'émergence du couloir Santa Fe-Tepito, devenu le nouvel axe commercial et économique de la ville. En même temps, le District Fédéral s'est disloqué, donnant lieu à une ville marquée par la ségrégation et la destruction de l'espace public. Dans ce processus, Tepito devient une île, un port, une frontière qui sert désormais comme un centre d'approvisionnement des marchandises étrangères connecté à Los Angeles, Séoul, Houston, New York, Shanghai, et au quartier d'affaires de Santa Fe. La marchandise arrive à Tepito et dans le nord du Centre Historique, devenu un entrepôt géant et un lieu d'hébergement pour des milliers de familles de vendeurs ambulants originaires de Mexico et du reste du pays. Les produits offerts dans le *barrio bravo* se vendent à El Salvador, Panama, Bogotá, Lima, Santiago, Rio de Janeiro ou Buenos Aires, des villes qui, en accord avec le modèle global, ont leur propre Tepito. »⁷⁰

En ce début de XXI^e siècle, le *barrio* apparaît à la fois comme un obstacle à la revalorisation du Centre Historique et comme un terrain d'opportunités aux yeux des principaux groupes entrepreneuriaux du pays.⁷¹ Dans l'esprit des autorités publiques, sa "pacification" passe par des opérations majeures telles que l'expropriation et la démolition d'un ensemble d'habitation contruit au lendemain du tremblement de terre au 40 rue Tenochtitlán. Avant d'aborder le conflit qui s'en est suivi, nous allons brièvement revenir sur l'histoire et l'identité du *barrio* à partir des témoignages de deux activistes et *leader* d'opinion locaux.

Histoire et identité des lieux

Le premier témoignage est celui de Mario Ahuatl, un commerçant qui tient un stand de sacs à dos sur les trottoirs de Eje Uno Norte. Il a participé en 2006 à l'organisation de la visite du sous-commandant Marcos à Tepito, dans le cadre de l'Autre Campagne,⁷² et s'est fortement investi dans la formation du Forum Ouvert Tepito (Foro Abierto Tepito : FAT), qui a permis entre 2007 et 2009 de coordonner les actions protestataires à l'encontre de la politique répressive de Marcelo Ebrard. Le second témoignage est celui de Luis Arévalo, un artisan cordonnier qui s'est engagé depuis son plus jeune âge dans l'activisme local. Luis Arévalo est le principal promoteur du *Programme d'amélioration du quartier* (encadré 5, p. 206) mis en œuvre à partir de 2009 grâce au soutien du secrétariat aux Affaires Sociales.

⁷⁰ Marco RASCÓN, « Tepito Global », 27 février 2007, *La Jornada*.

⁷¹ Ángel BOLANOS, « Slim y Martí, interesados en establecer empresas en Tepito », 15 mars 2007, *La Jornada*.

⁷² Dans le cadre du processus électoral de 2006, une commission de l'EZLN s'est proposée de parcourir le pays pour écouter la voix des plus démunis, les appelant à s'organiser sans passer par les partis politiques et les structures corrompues de l'État. Juste après son passage à Mexico, l'Autre Campagne s'est interrompue à cause d'un événement marquant. Le 3 mai 2006, la police de Texcoco, aux mains du PRD, a expulsé des fleuristes du marché traditionnel. Le Front du Peuple en Défense de la Terre, constitué en 2003 à l'appel des habitants d'Atenco pour s'opposer à la construction d'un aéroport, a aussitôt réagi à la provocation et, de son côté, le gouvernement *priiste* de l'Etat de Mexico –aux mains de l'actuel président Enrique Peña Nieto– a envoyé des renforts. Suivant la consigne unitaire de l'Autre Campagne –qui venait de passer par Atenco deux jours auparavant– les militants zapatistes ont afflué vers la municipalité d'Atenco, où s'étaient repliés les protestataires. Au lendemain, les forces de la police fédérale sont intervenues dans un des plus sanglants épisodes de répression : la police a abattu deux jeunes, la Commissions des Droits de l'Homme a accusé des violations systématiques (24 cas documentés) et plus de 150 manifestants ont été incarcérés, avec des peines de 67 ans de prison pour les principaux dirigeants du FPDT. Quatre ans plus tard, le dirigeant social Ignacio del Valle a été libéré grâce à la pression ininterrompue des sympathisants de l'EZLN.

Nous allons commencer par analyser la parole de Mario Ahuatl qui, lors de l'entretien, s'est lancé dans une description chronologique détaillée et pratiquement ininterrompue de l'histoire du *barrio*.⁷³

« Mon nom est Mario Ahuatl, j'ai 49 ans. Je suis né dans la rue Peralvillo au numéro 53, à côté d'une école primaire qui s'appelle Luis León, qui date du XIX^e siècle et qui sert toujours d'école. Je suis fier d'appartenir à ce *barrio*. Je voudrais dire que Tepito n'est autre chose qu'un Mexique en taille réduite. C'est un lieu de migrants où il n'y a pas une mais plusieurs identités. Il y a des gens venus du Nord et du Sud de la République et son histoire est grande. Il s'agissait d'un quartier de la cité jumelle de la Grande Tenochtitlán : la ville de Tlatelolco. Nous sommes un quartier *tlatelolca*, nous vivons et comprenons l'histoire ainsi. Il faut rappeler qu'entre les Mexicas il y eut la guerre pour le pouvoir politique et économique, et que Tlatelolco était un grand marché tenu par les *pochtecas* : les commerçants. C'est de là que vient le mot *tianguis*, qui veut dire "marché". Les rues étaient occupées par les *pochtecas* qui offraient des choses amenées de tout l'empire mexica. Comme le dit Sahagún dans ses chroniques, le *tianguis* était très propre et bien défini, ce qui causa l'étonnement des Espagnols.

Une des grandes batailles entre les Mexicas et les Espagnols se déroula dans le *tianguis* de Tepito. On pense que cette bataille a eu lieu vers l'avenue Reforma, qui est finalement la frontière entre Tepito, Tlatelolco et le Centre Historique. Ce lieu forme une sorte de Y que pratiquement aucun historien n'a observé. Cuauhtémoc a été fait prisonnier à Tepito, entre Constanza et Jesus Carranza. Là, il y a un temple qui s'appelle la Concepción Tequihuaca, qui signifie « où commence l'esclavage » car c'est là que le Grand *Tlatoani* Cuauhtémoc s'est rendu aux Espagnols. Sans ce recul historique il serait impossible de comprendre l'identité du *Tepiteño*. [...]

Plus tard, à l'époque de Juárez, Tepito va être parcellisé alors qu'il est encore un *barrio* nahuatl. Je vais faire référence à un grand historien, Ernesto Aréchiga, qui fournit les données historiques suivantes. L'autre façon d'appeler le quartier est le *barrio bravo* : le gouvernement mexicain avait déjà signé la paix avec le gouvernement étasunien mais un curé de la paroisse de Santa Catarina –à l'angle de Nicaragua et Brasil– fit l'accueil des armes et il rassembla les gens les plus pauvres de la ville, ceux de sa périphérie, pour aller entraver le ravitaillement de l'armée *gringa*. Quand le général Scott a rendu son rapport de guerre à son président il a dit : « nous avons déjà accordé la paix mais le *barrio bravo* de Tepito était toujours en armes ». C'est là qu'est née l'expression *barrio bravo*. En un mot, être *Tepiteño* c'est ne pas se laisser-faire.

C'est ainsi que nous entrons dans la modernité. Tepito arrive sur la scène internationale durant l'âge d'or du ciné mexicain. Les grands réalisateurs se tournent vers le processus d'urbanisation et tirent leurs histoires des entrailles du peuple d'en bas. Ce sont les *vecindades* du Centre Historique et de Tepito qui font le *boom* du *barrio*. Tin Tan, parmi d'autres, utilise ses rues dans *Las correadas de Peralvillo* et l'on commence à faire des films avec des références explicites au *barrio*. On distingue notamment *Campeón sin corona*, qui raconte la vie d'un boxeur frustré qui va faire briller la boxe mexicaine. Même s'il ne sera jamais champion, il sera idolâtré par tout le monde. En 1959 le Ratón Macías, originaire de la rue Granaditas, donne le premier titre mondial de boxe au Mexique. À partir de là, toute une génération de boxeurs va émerger du *barrio*. Ils ne sont pas tous de grands sportifs mais ils se battent pour survivre. Ils le font de façon décente, en s'exerçant dans les gymnases et en donnant le tout pour le tout. [...]

⁷³ Entretien réalisé le 11 septembre 2009 dans le cadre du projet radiophonique *Mapa al Aire*.

Après les boxeurs arrive un mouvement qui va transformer la ville de Mexico : il s'agit du tournant historique porté par le mouvement étudiant. [...] En 1968, les manifestations sont parties de l'Est de la ville –de l'École normale et du Casco de Santo Tomas– vers le centre. Elles sont aussi parties de La Ciudadela [à l'ouest]. Il y avait un lycée professionnel à la place de l'actuel hôpital public, à Tlatelolco. C'est précisément sur la place des Trois Cultures qu'eut lieu un des massacres les plus inhumains qu'ait connu le Mexique : le Massacre du 2 Octobre. Tepito prêta ses *vecinades*, ses foyers, pour que beaucoup d'étudiants échappent à la répression de Díaz Ordaz. Nous avons vécu cette étape historique, celui qui vous parle avait huit ans. Une balle a frôlé mon frère qui se trouvait sur un toit dans la rue de Peralvillo. Les gendarmes étaient concentrés sur Reforma et nous avons vu comment des corps inanimés étaient transportés dans des camions éboueurs. Je mets l'accent là-dessus car le 14 février 2007 s'est répétée une situation similaire. Même s'ils n'apportaient pas des corps, ils emmenaient dans des camions éboueurs les biens des *Tepiteños* délogés ce jour-là de Tenochtitlán 40. Le fait de revoir une histoire qui se répète m'a ému et m'a déterminé à participer aux côtés de nombreux camarades dans la défense du *barrio*. »

Le discours de Mario Ahuatl est structuré par des parallélismes historiques qui visent à légitimer son action en tant que militant et en tant que commerçant de rue. Ainsi, lorsqu'il parle du marché préhispanique de Tlatelolco, le *tianguis*, il précise que les *pochtecas* étendaient déjà leurs produits sur les rues. S'assimilant aux commerçants préhispaniques, il efface son étiquette d'ambulant pour se distinguer en tant qu'héritier d'une culture ancienne. Par ailleurs, il établit une relation entre la répression meurtrière de 1968 et l'expulsion des familles de Tenochtitlán 40 en février 2007. La comparaison est exagérée mais elle permet de souligner l'importance géographique de l'avenue Reforma, considérée comme un champ de bataille au moment de l'invasion ibérique et comme un terrain de répression en 1968.

Notre interlocuteur poursuit la description des transformations du *barrio* indien, devenu au fil du temps un quartier populaire dans la métropole.

« Nous entrons dans la décennie 1970. [Le président] Luis Echeverría dit qu'il va améliorer l'espace urbain de Tepito. Avec Plan Tepito, ils font une expropriation massive des *vecindades* qu'ils considèrent "à risque", au sens social, et construisent des immeubles modernes.⁷⁴ La dernière étape de ce Plan Tepito est connue comme Manzana 29, c'est l'ensemble qui se trouve à Peñón et Toltecas. Ce fut un échec total. Les gens furent exilés vers d'autres parties de la ville pour découvrir avec horreur El Rosario, les ensembles de Pantitlán ou d'Iztapalapa. Les logements neufs de Tepito, au lieu d'héberger des *Tepiteños*, ont été vendus sans scrupules à des gens de l'extérieur, avec des fraudes scandaleuses.

Après, dans les années quatre-vingt, alors que le *barrio* sortait d'une longue période d'inanition économique, la mafia a commencé à se positionner. Il faut signaler que le commerce ambulant avait été satanisé et interdit depuis les années cinquante et que, vers la fin des années soixante, un nouveau type de commerce avait vu le jour : la *fayuca*, qui n'est autre chose que de la contrebande fourmi. Les gens partaient vers le Nord du pays pour échanger des produits à la frontière, traversant parfois le Rio Bravo et ramenant illégalement des marchandises. Grâce à ça, le *barrio* a connu un *boom* commercial qui a apporté du confort aux *Tepiteños*, leur donnant accès à des quantités d'argent qu'ils n'avaient jamais connu. La boxe est alors devenue une rêverie chimérique puisque plus personne n'en faisait, on ne faisait plus que *fayuquear*. En effet, les projecteurs se sont à nouveau tournés sur le *barrio* dans des films qui montraient comment les gens usaient et abusaient de leur nouvelle condition sociale.

⁷⁴ Sur le Plan Tepito, *vid.* chap. V, p. 139.

Clichés 40. Expressions différenciées de la résistance culturelle



↑ Fresque réalisée en février 2007. On apprécie un boxeur orné d'une coiffe aztèque, prêt à défendre le *barrio* : « puisque nous sommes une race guerrière, nous mourrons au combat ». En arrière plan, un paysage urbain se divise en deux périodes : l'une placée sous le signe du peso, l'autre sous le signe du dollar. Le paysage à gauche, « l'actuel », se caractérise par le commerce de rue. À droite, on envisage des trottoirs aseptisés, rehaussés par des cocotiers, et des hélicoptères de police protégeant de somptueuses villas.

Source : archive de Mario Ahuatl

➤ À droite, le sous-commandant Marcos de l'EZLN au passage de l'Autre Campagne par Tepito (haut, avec Mario Ahuatl) et La Merced (en bas). Discours de Marcos à Tepito, 3 mai 2006 :

« Nous savons qu'il existe une campagne de dénigrement du *barrio*, non seulement à Tepito, mais contre tout le Mexique d'en bas. Ils ont peur de ne pas réussir à soumettre La Merced, ni les gens de Tepito, alors ils préparent des autoroutes par dessus nous. Car ils ne veulent pas nous voir, car ils savent que nos petits commerces vendent plus et moins cher. Ils veulent que les gens consomment uniquement dans leurs centres commerciaux. [...] Avez-vous déjà vu une opération policière dans un centre commercial ? Jamais. Les opérations vont toujours contre les petits commerçants, contre les *barrios*. Que veulent-ils ? Veulent-ils punir la vente des marchandises illégales ? Faux. Ils veulent simplement supprimer toute concurrence. [...] Avant s'était le PRI, maintenant le PRD, le PAN, peu importe l'étiquette du prochain. Pour nous c'est pareil. Alors faisons un mouvement à chaque recoin du pays. Que personne ne prenne la parole à notre place, à la place de Tepito, à la place des petits commerçants. »

Source (images et texte) : enlacezapatista.ezln.org.mx



Le comité du Programme d'Amélioration (PCMB) tient une réunion dans l'ensemble Los Palomares. En arrière plan, les bâtiments ont été repeints et utilisés comme support à de nouveaux murs qui rendent hommage à Daniel Manrique, promoteur du mouvement Tepito Arte Acá, décédé en 2010. L'initiative s'inscrit dans le Réseau d'Espaces Culturels de Tepito, portée localement par Luis Arévalo et financé par le secrétariat aux Affaires Sociales (SDS).

Source : Bazzaco et Sepúlveda (2010).

Enfin, au début des années quatre-vingt, la police et l'État s'aperçoivent qu'ici c'est un bon lieu pour vendre tout ce qui ne peut pas s'écouler ailleurs de façon légale. Le premier grand parrain a été le Negro Durazo.⁷⁵ Lui ont succédé toutes sortes de polices qui ont contribué à faire du *barrio* ce qu'il est aujourd'hui : une véritable porcherie sociale. Malgré ça –et malgré les représentations diffusées par des groupes pseudo-culturels qui ont abusé de cette condition du *Tepiteño* et qui continuent à s'enrichir en présentant le *barrio* comme un synonyme de délinquance dans un langage que nous ne comprenons pas toujours–, il y avait des gens qui s'opposaient à ce qu'on les traite ainsi. D'ici sont sortis beaucoup de gens qui participent à toutes les activités du pays : universitaires, commerçants, sportifs. »

La perspective historique de Mario Ahuatl, enrichie par des références littéraires solides et rodée par des années de discussion politique au sein des collectifs locaux, correspond relativement bien aux versions diffusées dans les années quatre-vingt par les principales figures du mouvement culturel Tepito Arte Acá⁷⁶ qui, selon F. Tomas, « voulait convertir les taudis en œuvre d'art afin que personne n'ose les détruire ». ⁷⁷ En sublimant le langage et la culture populaire à travers le muralisme et la littérature, des personnages comme Daniel Manrique, décédé en 2010, ou le chroniqueur Alfonso Hernández –directeur du Centre d'Etudes Tepiteños (CETEPIS)– ont largement contribué à la construction d'une narration collective fondée sur l'exaltation des particularismes locaux : la façon de parler, de se conduire, de s'insulter pour communiquer normalement.

Sur ce point, cependant, le vendeur de sacs à dos se présente en rupture totale et préfère décrire la réalité dans toute sa cruauté plutôt que de la tourner en dérision. Pour lui, Tepito est devenu une « véritable porcherie sociale ». Sans les nommer directement, il reproche aux figures du mouvement Tepito Arte Acá d'avoir caricaturé la misère des habitants. D'ailleurs, loin de vouloir réduire l'importance du travail d'Alfonso Hernández, il faut souligner que le CETEPIS propose, par exemple, un atelier de jeux de mots vulgaires ainsi qu'un « Safari culturel à Tepito, réserve historique de Mexico ». ⁷⁸ Or, comment s'accommoder de l'autodérision quand la dignité représente un objet central dans le discours de Mario Ahuatl ? « La dignité du *barrio* a été sauvegardée dans la rue », « la dignité n'a aucun prix et ne connaît pas l'amitié » ; « ce qui a permis au *barrio* de tenir debout c'est la dignité, avant même l'arrivée des Espagnols ».

La lecture historique de monsieur Ahuatl nous conduit finalement jusqu'au début du XXI^e siècle, quand l'avenir du *barrio* s'est vu sérieusement menacé par l'arrivée de Rudolph Giuliani à Mexico, considéré comme un « être pervers » par notre interlocuteur. Pour ce *leader* d'opinion, il n'y a aucun doute : le projet urbain du PRD s'inscrit dans la continuité du programme établi depuis la fin des années quatre-vingt :

« Le nouveau siècle nous prend par surprise, toujours avec cette vision entretenue par les groupes qui contrôlent la "culture" et l'argent, les groupes qui persistent à faire de nous ce qu'il y a de pire dans la société mexicaine. Nous sommes pris par surprise territorialement car, considérant la proximité avec le Centre Historique, les grands entrepreneurs se tournent vers nous. Il y a deux visions : l'officielle et l'entrepreneuriale. Celle-ci est portée par

⁷⁵ Chef de la Police du District Fédéral entre 1976 et 1982. Durazo a été emprisonné pour ses multiples fraudes. La réplique du Parthénon qu'il s'est fait construire dans une de ses maisons secondaires à Acapulco représente le comble de la corruption dans l'imaginaire collectif des Mexicains.

⁷⁶ D. MANRIQUE, *Tepito Arte Acá...*, op. cit.

⁷⁷ F. TOMAS, *Les temporalités des villes...*, op. cit., p. 201.

⁷⁸ www.barriodetepito.com.mx (accédé le 14 février 2011).

Giuliani, un être pervers qui fut maire de New York, qui a vendu ses idées au gouvernement –avec l’argent du contribuable– pour venir instaurer un système de sécurité qui s’est cassé la figure. Une fois ce monsieur parti, ses idées sont restées et le gouvernement les a revendues au groupe entrepreneurial le plus puissant, la Chambre Nationale du Commerce (CANACO), lui assurant que Tepito allait disparaître et qu’à sa place pouvaient émerger des entreprises qui profiteraient à la ville et aux entrepreneurs.⁷⁹ Cela a produit une énorme vague de mobilisations que l’on sentait déjà venir. Il y a une sorte d’instinct chez les *Tepiteños* qui nous disait que quelque chose était en train de se préparer. Les dirigeants du *barrio* –ils se disent dirigeants mais ils me rappellent surtout la mafia de Chicago où “tu es avec moi ou tu es contre moi”– contrôlaient le *barrio*. Ils étaient arrivés à des accords verbaux et parfois écrits pour permettre l’incursion du gouvernement. »

En effet, sur les 64 organisations de commerçants présentes sur le territoire, 28 ont signé un accord avec l’administration de M. Ebrard pour permettre l’entrée de la police et la mise en marche d’un programme de réaménagement de l’ambulantage.⁸⁰ Pour le commerçant de sac à dos cela représente une trahison ; pour d’autres, cependant, il s’agit là d’une mesure urgente destinée à contenir une activité qui empêche le développement culturel des habitants.

Laissons Mario Ahuatl un moment pour venir à la rencontre de Luis Arévalo, qui organise depuis plusieurs années des ateliers culturels dans l’espoir d’améliorer la qualité de vie des habitants de son *barrio* natal. Nous l’avons retrouvé sur un de ses lieux de travail, à la sortie du métro Tepito, où il développe un des multiples projets du Réseau d’Espaces Culturels de Tepito financé par le secrétariat aux Affaires Sociales (SDS).

Luis Arévalo a participé au mouvement des locataires depuis les années soixante-dix. S’il est un personnage reconnu, c’est grâce à son engagement dans la récupération du savoir-faire des cordonniers, qui ont par ailleurs contribué au miracle économique du *barrio* avant que la *fayuca* puis le libre commerce n’engloutissent les derniers ateliers de production. En 1995, il a participé en tant qu’observateur de la société civile aux dialogues de paix entre l’EZLN et le gouvernement, ce qui lui permet de comparer la résistance armée des zapatistes à la résistance culturelle des *Tepiteños*.⁸¹

« Mon nom est Luis Arévalo Venegas. Je suis né dans le *barrio* de Tepito il y a 69 ans. Le destin m’a fait venir et grandir dans une rue très difficile : Rivero. Depuis mon plus jeune âge j’ai eu cette inquiétude de savoir comment je pouvais contribuer à transformer le *barrio*. Pour vous donner un exemple des difficultés, mon père me disait d’accompagner ma mère pour faire les courses : “tu l’accompagnes et tu ne la lâches pas de la main, je ne veux pas qu’on la confonde avec une pute”. [...] Même si j’étais très jeune, j’avais une profonde envie de transformer mon *barrio*, mais je ne savais pas comment. J’ai alors connu des gens plus âgés qui avaient formé la « Commission 40 ». Dans la rue la rue Tenochtitlán, il y avait une *vecindad* très grande [Tenochtitlán 40], c’est là que les personnes âgées se réunissaient pour discuter sur l’avenir du *barrio*. Ils ont commencé à visiter les *vecindades* pour inviter les gens à s’unir à la solution des problèmes avec les jeunes et à la question du logement. À cette époque-là les grands propriétaires créaient des problèmes avec les locataires : ils méconnaissaient les baux, ils augmentaient les loyers de façon illégale. [...]

⁷⁹ Bertha RAMIREZ et Erika DUARTE, « Invita Ebrard a empresarios a instalarse en el barrio de Tepito », 13 mars 2007, *La Jornada* ; Eduardo MARTÍNEZ CANTERO, « Asegura la Canaco que sí hay interés empresarial por invertir en Tepito », 17 mars 2007, *La Jornada*.

⁸⁰ Josefina QUINTERO et Ángel BOLAÑOS, « Acusan a líderes de haber vendido a organizaciones », 16 mars 2007, *La Jornada*.

⁸¹ Entretien réalisé le 8 septembre 2009 dans le cadre du projet radiophonique Mapa al Aire.

J'ai commencé à me réunir avec eux et l'on m'a assigné le rôle de secrétaire de l'extérieur. Je ne savais même pas ce que ça voulait dire, ils m'ont expliqué que mon travail consistait à former des comités dans les *vecindades*. La Commission s'est ensuite transformée en l'Association des Locataires de Tepito qui forma enfin un Conseil des Représentants du Barrio.⁸² C'est là que j'ai compris que les problèmes étaient très graves.

Avec [Daniel] Manrique et beaucoup d'autres personnes nous avons commencé à dire que le commerce, loin de nous bénéficier, allait finir par nous causer davantage de problèmes. En tant que cordonnier, j'ai vu comment mon métier commençait à disparaître et comment les jeunes n'avaient plus aucun métier, même plus la boxe. Beaucoup de groupes se sont formés à cette époque-là : la Peña Morelos, Amanecer del Barrio, Tepito Arte Acá. En travaillant sur la question du logement, j'ai observé comment les dirigeants du logement étaient absorbés par l'argent du commerce, par la corruption, d'où le débordement que l'on a aujourd'hui. J'ai donc décidé de quitter tout ce magma pour développer une école appelée Atelier Libre de Tepito dans l'Art de la Chaussure. J'espérais ainsi sauvegarder mon métier et intégrer des jeunes au travail productif. Cette expérience m'a conduit très loin : j'ai été invité par l'EZLN aux négociations de paix et je continue toujours à travailler dans ça. Je viens de réaliser douze ateliers de formation dans la zone du conflit. »

La lutte de ce sexagénaire se focalise désormais dans la récupération de l'espace public du *barrio*, qu'il considère comme l'endroit idéal pour rapprocher les habitants à la culture, car « l'art humanise les gens ». En 2009, avec le soutien du SDS, Luis Arévalo participa à la mise en place d'un projet appelé Réseau d'Espaces Culturels. Selon lui, les espaces confinés tels que le centre culturel Lagunilla Tepito, la Maison de la Culture Enrique Ramírez y Ramírez, ou encore la Galerie María Velasco, n'était pas adaptés au profil local :

« Franchement, nos gens ne vont jamais dans ces lieux. Aux expositions assistent des gens d'ailleurs et, en effet, nous avons vu la nécessité de faire sortir l'art, la culture et l'éducation dans les rues. Nous savions que les gens n'y allaient pas car ils ne trouvaient pas ce qu'ils aiment. Alors nous avons commencé à libérer les espaces publics de toute la crasse : cette place a ainsi ressurgi il y a cinq ans pour créer les Mardis de l'Art.

Le *barrio* est très grand, il est composé de 84 îlots. Vous pouvez imaginer toutes les difficultés : il y a par exemple des jeunes de dix et douze ans fixés dans la cocaïne. Les opérations policières ne sont pas un remède. Nous sommes convaincus que la culture, l'éducation et les formations peuvent nous aider. Nous avons effectivement créé cet espace et puis celui d'en face, Alameda Tepito, où tous les dimanches nous avons des ateliers pour enfants et des tournois d'échecs. Moi je suis là avec mon atelier de cordonnerie. J'invite également des gens de mon âge pour donner des ateliers de menuiserie, de tapisserie. Certains ne tiennent pas la route mais d'autres arrivent pour prendre la relève. Mon travail c'est ça : convoquer constamment les gens. Nous avons aussi développé un atelier de Guignol pour les enfants de l'ensemble Los Palomares. Je connais bien la zone, c'est le cœur du *barrio*, ça fait partie de l'ensemble Plan Tepito. [...]

Maintenant nous avons un projet qui s'appelle Réseau d'Espaces Culturels qui est né grâce au soutien du gouvernement de la ville et son *Programme d'amélioration des quartiers*. J'ai initialement été invité par la faculté d'Architecture de l'Université [UNAM] pour faire une conférence sur les enjeux de la dégradation de l'espace urbain. J'ai ainsi rencontré des architectes qui m'ont parlé du programme et je les ai invités dans mon *barrio* pour développer ensemble le projet. Nous avons commencé par Los Palomares. Si vous faites un tour vous verrez que l'image a radicalement changé. Je suis certain que ces transformations vont changer l'attitude des personnes adultes : il s'agit de plusieurs fresques sur les sept bâti-

⁸² Sur la constitution du dit conseil, *vid.* chap. V, p. 139.

ments, du pavage des sols, d'un dôme et d'une scène, car c'est injuste que les travailleurs culturels fassent leurs missions dans la crasse. [...] Notre travail c'est la culture et j'oserai dire que nous faisons de la résistance culturelle. C'est ça mon boulot : apprendre, former. Et quand je parle de former les gens du *barrio* la tristesse m'envahit. Car mon *barrio* a toujours accueilli des personnes créatives, des artisans, mais il s'est converti en une rue d'enfer, une rue de malfaiteurs. C'est ainsi que l'État l'a voulu. »

Mario Ahuatl et Luis Arévalo partagent à plusieurs égards la vision qui fait de l'État le principal responsable de la dégradation du tissu social. Ils ont en commun cette volonté d'améliorer les conditions du *barrio* et ils sont capables de mobiliser leur entourage. Enfin, ils s'avouent partisans de la cause de l'EZLN, avec lequel ils ont tissé des liens de solidarité à des moments différents. Cependant, si le premier s'est investi dans la construction d'un projet autonome et anticapitaliste en s'affiliant en 2006 à l'Autre Campagne (clichés 40, p. 344), le second, en revanche, a fait le choix de coopérer avec les autorités de la capitale pour développer son action culturelle à Tepito. Ce clivage s'est révélé important au moment de l'expropriation de Tenochtitlán 40, où Luis Arévalo s'était précisément initié en tant qu'activiste social. Tandis que celui-ci justifia l'expropriation, M. Ahuatl s'attela à contredire la version du gouvernement, selon lequel il s'agissait d'attaquer la mafia.

L'expropriation de Tenochtitlán 40

« Ils arrivent la nuit, comme les délinquants. Ils ramènent leurs policiers anti-émeutes, ils prennent le 40 comme si c'était une forteresse et qu'il n'y avait que des gens abominables. Ils le prennent, nous essayons de manifester qu'ils sont en train de violer les droits humains et les libertés individuelles. Mais ils nous ignorent, ils ne veulent pas nous écouter, ils nous frappent et nous repoussent. Ils cassent et brûlent les stands. Ils ont commis plein d'abus ces enfoirés, et ils n'ont jamais voulu nous comprendre. C'était eux ou nous. »

Ernesto, ferblantier de Tepito⁸³

Le décret d'expropriation de la *vecindad* située entre les rues Jesús Carranza et Tenochtitlán, est paru le 14 février 2007 dans l'organe officiel de communication du gouvernement (*Gaceta Oficial del Distrito Federal*). Les habitants apprirent la nouvelle au petit matin, lorsqu'une opération conduite par 556 policiers des forces spéciales du secrétariat à la Sécurité Publique (SSP) est venue les déloger. Face à la pression des riverains et de la Commission des Droits de l'Homme du District Fédéral (CDHDF), l'évacuation s'étendit sur une semaine pendant laquelle le *barrio* s'enflamma.

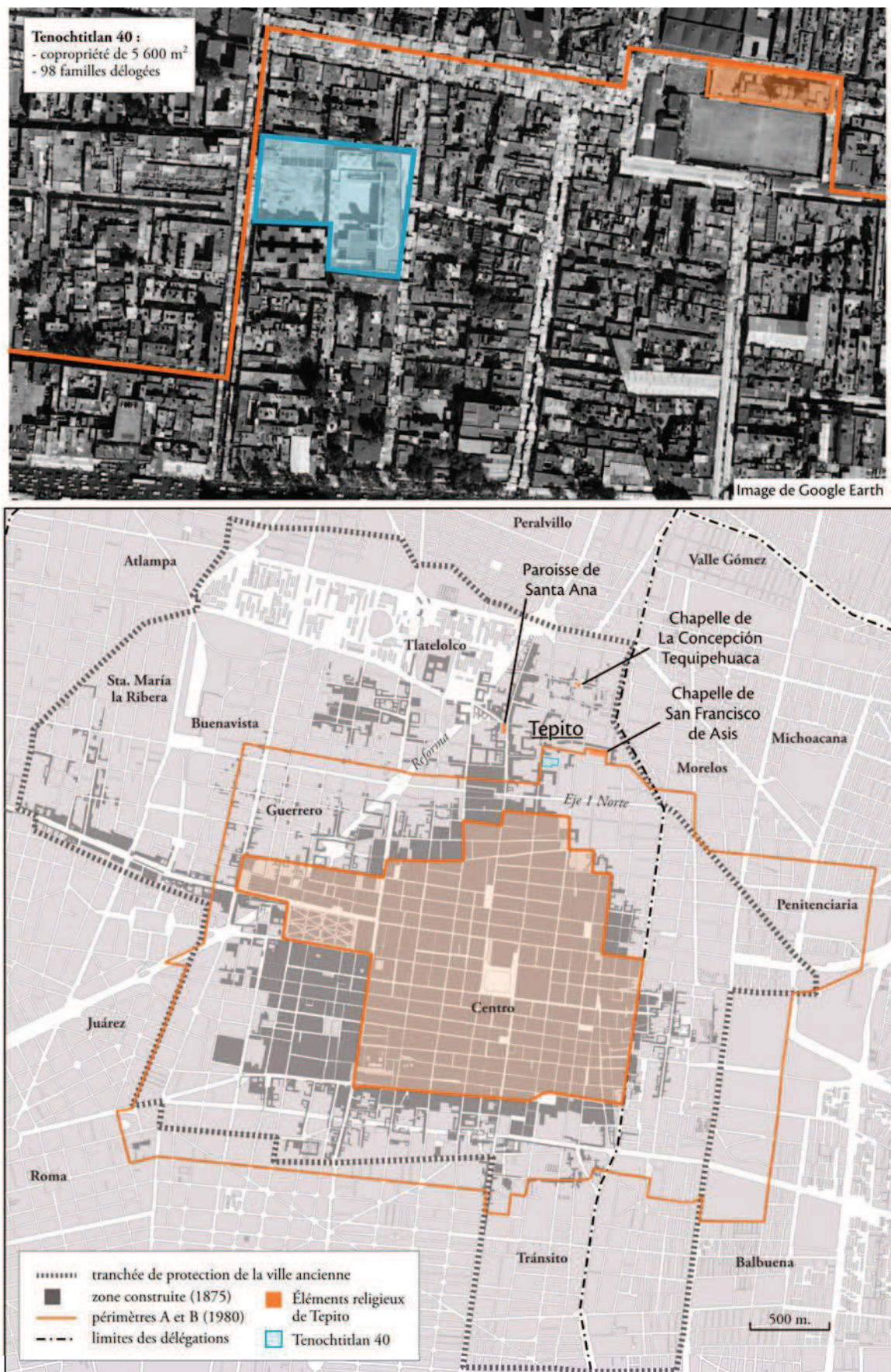
Selon les déclarations de Joel Ortega, secrétaire à la Sécurité Publique, l'action visait à « assainir » la zone en s'attaquant à ce « foyer de délinquants » qu'était devenu le 40 de Tenochtitlán, à la place duquel un centre communautaire allait être construit.⁸⁴ Cependant, les justifications du gouvernement ont produit des réactions contradictoires dans les plus hautes sphères du pouvoir. Du côté des instances favorables à l'action, étant donné que la lutte contre le trafic de drogue relève d'une compétence fédérale, les pouvoirs judiciaire et législatif du DF ont dû jongler avec les termes de la loi pour soutenir la décision du maire.⁸⁵

⁸³ Entretien réalisé le 8 septembre 2009 dans le cadre du projet radiophonique *Mapa al Aire*.

⁸⁴ Ángel BOLAÑOS, « Expropiación de predios de la colonia Morelos », 15 février 2007, *La Jornada*.

⁸⁵ Ángel BOLAÑOS, « La expropiación, útil para combatir el delito: TSJDF », 17 février 2007 ; Gabriela ROMERO et Raúl LLANOS, « Respaldan la ALDF acciones oficiales en el barrio bravo », 22 février 2007, *La Jornada*.

Carte 26. Tepito dans le centre ancien et la *vecindad* de Tenochtitlán 40



Sources: numérisation du *Plano General de la Ciudad de México* de V. Debray (1875)

Réalisation : J. Díaz

En revanche, la CDHDF a mis en doute le dossier du GDF, en particulier les causes qui justifiaient « l'intérêt public » de l'expropriation.⁸⁶ De son côté, le secteur entrepreneurial s'est également montré divisé : la mesure provoqua l'indignation de la droite conservatrice contraire à toute intervention de l'État⁸⁷ mais elle obtint l'approbation des représentants de l'industrie filmique, de plusieurs chambres de commerce, du directeur de l'Institut pour la Protection de la Propriété Intellectuelle et du président de l'Alliance contre la piraterie.⁸⁸

En somme, avec l'effervescence médiatique et le lynchage du *barrio* –attisé par les déclarations du chef de la police de Mexico⁸⁹–, le destin des habitants déplacés est souvent passé au second plan. Les acteurs interrogés dans le cadre de nos recherches apparaissent divisés quant à la qualité morale des habitants du 40. Pour Luis Arévalo, il est vrai que le « désordre » régnait à l'intérieur de cette *vecindad* depuis l'avènement de l'économie de contrebande, la *fayuca*, qui avait englouti une partie des logements :

« Ceux qui se sont enrichis ont commencé à racheter les habitations. Les gens ont vendu par nécessité ou par l'envie de quitter les lieux. Sur 130 logements 90 sont restés aux mains d'un puissant... du pouvoir, 20 autres sont restés aux mains de particuliers qui se livraient aussi à des pratiques tordues et 10 autres se sont maintenus avec des gens honnêtes. Avec la corruption et l'abus des dirigeants, la *vecindad* s'est transformée en une tumeur qui n'a fait que grandir au point de devenir cancéreuse. Moi je pense qu'ils ont voulu mettre le *barrio* à l'épreuve : "si on réussit à détruire le 40 de Tenochtitlán nous allons pouvoir détruire tout le *barrio*". C'est là que les médias ont commencé à faire le jeu du gouvernement. »⁹⁰

Les déclarations concernant le nombre des déplacés et leurs liens criminels divergent. D'après les premiers rapports de la police, sur les 144 logements qui composaient cette *vecindad*, uniquement 73 logements étaient occupés tandis que le reste servait d'entrepôt de marchandises illicites. Cela dit, les preuves publiées par les médias sont apparues assez légères par rapport aux accusations initiales : une arme à feu, des figurines de San Judas Tadeo et de la Sainte Mort, un mural aztéquisant dans un appartement qui était simplement trop "chic" pour être là.⁹¹ Après une longue semaine de conflits pour déloger les habitants les plus tenaces, le gouvernement finit par présenter un rapport faisant état du matériel confisqué aux "criminels" : deux kilogrammes de marihuana, autant de cocaïne, cent doses d'amphétamines, des « traces » d'un laboratoire de piratage, plus de trois mille vidéos pornographiques pirates et une dizaine de cartouches calibre .22.⁹²

Aucun habitant n'a pourtant été poursuivi par la police. Au contraire, ils ont tous été canalisés vers l'INVI pour étudier la possibilité d'accéder à un logement, à condition de pouvoir justifier leurs propriétés. Les témoignages recueillis par le quotidien *La Jornada* auprès des habitants du 40 soulève en effet l'incapacité du gouvernement à mener une action ciblée sur les délinquants : « si le gouvernement sait quels sont les logements tordus, pourquoi il n'agit pas directement contre eux ? ». Un autre habitant déplacé a déclaré : « si le prétexte c'est la

⁸⁶ Agustín SALGADO, « Duda CDHDF de la legalidad del acto expropiatorio », 23 février 2007, *La Jornada*.

⁸⁷ Laura GÓMEZ, « El gobierno no respetó propiedad privada: Coparmex », 16 février 2007, *La Jornada*.

⁸⁸ « Respaldan empresarios acción oficial en predios en poder de delincuentes », Rosío GONZÁLEZ et Laura GÓMEZ, 21 février 2007, *La Jornada*.

⁸⁹ Erika DUARTE, « Tepito, principal distribuidor de droga al medio mayoreo en la ciudad: Ortega », 21 février 2007, *La Jornada*.

⁹⁰ Entretien réalisé le 8 septembre 2009 dans le cadre du projet radiophonique Mapa al Aire.

⁹¹ Erika DUARTE, « Las viviendas de Tenoch 40, de "lujo" y a prueba de ladrones », 23 février 2007, *La Jornada*.

⁹² Ángel BOLAÑOS, Erika DUARTE et Agustín SALGADO, « Bajo control del GDF, los predios expropiados », 22 février 2007, *La Jornada*.

drogue, qu'ils agissent contre les *dealers*, pas contre les locataires ». ⁹³ La situation des délogés était d'autant plus grave que, comme dans de nombreuses *vecindades* construites dans l'urgence post-sismique, la majorité des habitants n'avait pas de titres de propriétés. Ainsi, quatre mois après l'expulsion 98 familles avaient partiellement réussi à démontrer la propriété ou l'occupation légitime ; aucune n'avait fait l'objet d'une procédure judiciaire ; elles bénéficiaient toutes d'une aide mensuelle de 2 500 pesos alloués pendant un an par l'INVI, et seulement quatre d'entre elles avaient été relogées dans des appartements gérés par l'Institut du Logement, loin du centre-ville. Au total, 17 allaient être indemnisées, non pas en espèce mais avec un appartement de l'INVI, tandis que le reste serait finalement abandonné par les pouvoirs publics. ⁹⁴ En outre, même les familles reconnues par le gouvernement allaient devoir traverser le calvaire des demandeurs de logement, en subissant des fraudes successives avant de pouvoir s'installer dans le quartier Esperanza, au sud du périmètre B. ⁹⁵

Plus largement, ce qui a énervé les commerçants et dirigeants du *barrio*, c'est l'image médiatique que le gouvernement s'est attelé à projeter sur tous les habitants, comme se remémore Constantino Nava, vendeurs informel de produits sportifs et dirigeant local du Front du Peuple :

« Ils parlaient au pluriel. Ils disaient "les habitants du *barrio* de Tepito sont tous une bande de délinquants et d'homicides", ce sont les déclarations textuelles de Joel Ortega. Il disait devant les médias "nous avons réalisé une frappe chirurgicale dans le *barrio* de Tepito". Merde ! Vous avez fait une frappe chirurgicale mais au lieu de prendre le bistouri pour atteindre l'objectif vous y êtes allés à la machette ! Ces enfoirés ne se sont même pas demandés s'il y avait des gens honnêtes là-dedans. » ⁹⁶

L'exaspération est partagée par Teresa González, dirigeante de l'UVCPC, que nous avons rencontré à plusieurs reprises dans son appartement-bureau rue Mesones. Teresa a grandi dans le *barrio bravo* et reconnaît que la situation sociale s'était dégradée. Cependant :

« Il y avait une femme qui vendait des bonbons depuis que j'étais toute petite. Et bien ils ont même emmené les bonbons ! Le processus n'a pas été juste. Je suis d'accord pour que les délinquants s'en aillent. Mais de là à dire que tous les habitants d'un quartier de 3 000 personnes étaient des délinquants, il y a de l'abus. » ⁹⁷

Durant le reste du mois de février, la criminalisation du *barrio* par les médias a convenablement accompagné des opérations policières musclées, *vecindad* par *vecindad*, grâce auxquelles des tonnes de marchandises de contrefaçon ont été confisquées. ⁹⁸ Dans le feu de l'action, le maire de Mexico a même profité pour annoncer qu'il allait proposer une *Loi d'extinction de domaine* permettant au GDF de récupérer les biens de la mafia. ⁹⁹ Contrairement à la figure juridique de l'expropriation, cette initiative calquée sur le modèle de Palerme permettrait à partir de décembre 2008 de saisir les biens des mafieux sans avoir à offrir de

⁹³ Agustín SALGADO, « Si el pretexto es la droga, que actúen contra ellos: vecinos », 17 février 2007, *La Jornada*.

⁹⁴ Josefina QUINTERO, Ángel BOLANOS et Alejandro CRUZ, « Largo peregrinar de desalojados, entre conseguir vivienda o indemnización », 9 juin 2007, *La Jornada*.

⁹⁵ Alejandro CRUZ, « Advierten fraude en entrega de casas a afectados de Tenoch 40 », 16 août 2007, *La Jornada*.

⁹⁶ Constantino Nava, entretien réalisé le 11 septembre 2009. Sur le Front du Peuple, *vid.* p. 303.

⁹⁷ Teresa González, entretien réalisé le 10 septembre 2009.

⁹⁸ Erika DUARTE, « Casi un mes de acción en el barrio », 12 mars 2007, *La Jornada*.

⁹⁹ Ángel BOLANOS, Gabriela ROMERO, Raúl LLANOS et Erika DUARTE, « Propondrá Ebrard legislación sobre "extinción de dominio" », 16 février 2007, *La Jornada*.

réparations. Bien qu'elle ait permis de désarticuler des réseaux de proxénétisme –notamment dans le secteur de La Merced– l'initiative causa de l'émoi parmi les commerçants de Tepito, dès lors que le maire a voulu élever la piraterie au rang des crimes punissables d'extinction de domaine, au même niveau que le narcotrafic ou que la traite des femmes. Pour Constantino Nava, dirigeant local du Front du Peuple, l'amalgame était aussi outrageux qu'inadmissible :

« Marcelo introduit une initiative de *Loi d'extinction de domaine* qui fut acceptée par l'assemblée. Cependant, les législateurs lui ont rendu un projet moins agressif, car lui il voulait que la piraterie soit également considérée comme une activité criminelle justifiant l'extinction du domaine. Nous savons qu'à Tepito il y a beaucoup de gens consacrés à la piraterie et qu'il y a beaucoup d'entrepôt de produits piratés. Que voulait-il ? "Si on m'accepte mon projet de loi, j'en ai enfin fini avec le *barrio*". »¹⁰⁰

Signalant à plusieurs reprises que la piraterie constituait une « concurrence déloyale », les grands lobbies industriels ont soutenu les actions répressives dans le *barrio*. Sauf que, comme le signale à juste titre le ferblantier, ils n'ont jamais voulu comprendre que les vendeurs de marchandises apocryphes ne s'inscrivent pas dans une logique d'accaparement des marchés :

« Pour eux c'est illégal, pour nous c'est notre pain de chaque jour. Les jeunes ne se demandent pas si c'est piraté ou non. Ils veulent simplement avoir quelque chose sous la dent. Monsieur Carlos Slim, il a tout l'argent du monde. Nous, nous n'avons que notre misère et nos taudis, et pourtant, nous les chérissons. »¹⁰¹

Les mobilisations : des barricades à l'action pacifique

Malgré les divisions internes, les *Tepiteños* font corps avec leur quartier dans les moments difficiles. « Par mes veines circule du sang *tepiteño*. La fierté nous renverse mais le cœur nous relève, comme les grands boxeurs » —confesse le ferblantier d'un ton énervé, interrogé à propos des émeutes de février 2007.

En effet, le *barrio* n'a pas manqué de braves gens pour aller affronter les forces de l'ordre. Dans un premier temps, des blocages sur Eje 1 Norte ont paralysé la circulation afin d'empêcher la pénétration de la police. Le 15 février, l'action s'est répétée, cette fois-ci en suivant le schéma traditionnel : pendant que les manifestants mettaient la pression dans la rue, leurs dirigeants s'asseyaient à la table de discussion dans le Palais du Gouvernement. Les premières négociations ont été conduites par María Rosete, pourtant proche du PRD (figure 6, p. 217), à la tête de vingt-huit organisations de commerçants qui composent le Front Métropolitain d'Organisations Populaires (FREMOP).¹⁰² Plutôt que de freiner l'expropriation de Tenochtitlán 40, il s'agissait d'empêcher la généralisation des expropriations dans le *barrio* et d'engager la discussion avec les autorités afin de protéger les intérêts des commerçants. Cependant, malgré les accusations des médias proches du PRI —qui ont cru que Rosete tenait le *barrio* dans sa main—¹⁰³ celle-ci s'est vite éclipsée devant le climat de violence.

Dès le 16 février, des contingents de jeunes des quartiers voisins sont venus accompagner les premières manifestations vers le Zócalo et certains sont restés pour renforcer des barricades spontanées. La nuit du mardi 20, un violent affrontement entre les protestataires et 700

¹⁰⁰ Consantino Nava, entretien réalisé le 11 septembre 2009.

¹⁰¹ Ernesto, entretien réalisé le 8 septembre 2009.

¹⁰² Alejandro MEDELLÍN et Alejandra MARTÍNEZ, « Expropia el GDF "La Fortaleza" de Tepito », 15 février 2007, *El Universal*.

¹⁰³ Alejandro CEDILLO, « Comerciantes afirman que María Rosete, dirigente de ambulantes, encabeza protestas contra GDF en Tepito ; a la lideresa la protege la PGJDF », 28 février 2007, *La Crónica*.

éléments de la police du DF a fini par éclater sur Eje 1 Norte, provoquant la détention de sept personnes pour cause de « résistance de particulier et dommages à la propriété d'autrui ». ¹⁰⁴ Les accusés ont été associés à un réseau de *dealers* opérant sous les ordres du « Gus », capturé aux cours d'une opération policière dans la nuit du premier mars. ¹⁰⁵

Pendant les trois semaines qui ont suivi l'expropriation du 40, des incursions ciblées, surveillées par les hélicoptères de la SSP, ont eu lieu dans plusieurs *vecindades* reconstruites en 1985, où la police n'avait « pas mis les pieds depuis des années ». ¹⁰⁶ La tension était déjà à son comble quand un clip de rap appelant l'ensemble des *barrios* de la capitale à se soulever contre le gouvernement a été posté sur la toile : « La guerre a commencé, c'est inévitable, ma famille est humiliée », « Ils ont perpétré nos cœurs, notre culture saigne encore, il me prenne pour un drogué, pour eux je ne suis qu'un délinquant ». « Ils veulent m'enlever le privilège d'habiter où je suis né, ils se disent de gauche mais ils virent le peuple entier », « la résistance se prépare, la guérilla est prête ».

Celles-ci sont quelques unes des phrases lancées par les rappeurs anonymes sur fond d'images de la répression policière conduite à partir du 14 février. Le message aurait pu passer inaperçu mais la virulence du contenu a sensiblement irrité le maire de la capitale, directement menacé par les rappeurs :

« Ecoute Marcelo Erbrad, tes chiens peuvent aboyer, ils vont même essayer de nous mordre mais ils vont nous lécher. Au diable le PRI, le PAN et le PRD. Bientôt le *barrio* entier va se soulever. (...) Si tu parles de délinquance, tu devrais avoir des remords de conscience : tu voles notre travail, nos assiettes et nos logements. Voleur ! Tu demanderas notre compassion avant ton exécution. » ¹⁰⁷

En réaction, le GDF a lancé des opérations dans les *vecindades* mentionnées dans le clip et la SSP s'est dite prête à initier des procédures judiciaires contre les auteurs pour cause d'incitation à la violence. De son côté, M. Ebrard a déclaré, confiant, qu'il s'agissait d'une « réaction prévisible » des criminels et que les efforts du GDF pour en finir avec les narcotrafiquants n'allait pas s'arrêter là. ¹⁰⁸ D'ailleurs, les déclarations futures du maire sont allées dans le sens d'un élargissement des mesures d'expropriation. ¹⁰⁹

Les conditions étaient donc réunies pour lancer une opération définitive contre les « délinquants », quand les différents acteurs du *barrio* ont enfin réussi à se mettre d'accord pour créer un front commun visant à éviter la multiplication des expropriations et, d'autre part, à rétablir l'image et la dignité du *barrio*. D'après Mario Ahuatl, figure la plus visible du mouvement, environ 300 riverains organisèrent une assemblée avec une seule condition : qu'aucun dirigeant n'y participe. En réalité, sans négliger l'importante participation des habitants ordinaires, la sociologue D. Silva estime que le Forum Ouvert Tepito (FAT), produit de ces réunions, était traversé depuis ses origines par quatre grands blocs de dirigeants. ¹¹⁰

¹⁰⁴ Ángel BOLAÑOS, « Bajo control del GDF, los predios expropiados », *op. cit.*

¹⁰⁵ Erika DUARTE, « Incursión policiaca en Tepito; incautan droga y desmantelan *laboratorios* », 2 mars 2007, *La Jornada*.

¹⁰⁶ Agustín SALGADO, « Operativo de presencia de SSP en otros seis predios », 23 février 2007, *La Jornada*.

¹⁰⁷ « Desmadre en Tepito », publiée le 24 février 2007 sur Youtube (accessible : <http://youtu.be/Ag1IhvFwbCg>).

¹⁰⁸ Ángel BOLAÑOS et Erika DUARTE, « Reacción previsible, los videos acusatorios de Tepito: Ebrard », 1^{er} mars 2007, *La Jornada*.

¹⁰⁹ Bertha RAMÍREZ, « Las expropiaciones continuarán indefinidamente, advierte Ebrard », 27 mars 2007 ; Rocío GONZÁLEZ, « Temor entre vecinos de Tepito ante nuevas expropiaciones », 14 avril 2007, *La Jornada*.

¹¹⁰ D. SILVA LONDOÑO, *Negociando la (in)-formalidad...*, *op. cit.*, p. 239.



Figure 9. Le journal *Informativo Tepito*

“Luttes préliminaires” : le journal local *Informativo Tepito* (n°1, juillet 2007) invite les habitants à soutenir le catcheur Mr. Tepito contre Chuky Bob Marcel (parodie de Marcelo Ebrard) au nom du « droit au travail, au logement et au *barrio* ». Le combat aura lieu sur la place du Zócalo à l’initiative du Mouvement Uni du Barrio de Tepito (MUBT) et du Front du Peuple (FP).

Quoi qu’il en soit, le FAT a réussi à canaliser la mobilisation sociale vers des actions intelligentes telles que l’appel fait à l’ONU pour signifier l’impuissance de l’État mexicain à garantir le respect des droits fondamentaux.¹¹¹ Par ailleurs, le FAT a conduit des manifestations pacifiques dans les événements publics auxquels assistait le maire ;¹¹² il a organisé des manifestations à vélo et des dizaines d’événements culturels afin

d’introduire la discussion sur l’avenir du *barrio* dans un cadre plus convivial. À travers le FAT, les *Tepiteños* ont aussi créé leur propre journal, *Informativo Tepito*, car « si le gouvernement n’informe pas les gens sur ses projets, nous devons le faire nous-mêmes » —nous a expliqué Constantino Nava.

De façon générale, les *Tepiteños* ont su réinventer leur répertoire d’action collective. En amenant la parodie à son extrême, ils ont ridiculisé les actions médiatiques de M. Ebrard, à commencer par le grand bal de *quinceañeras* (les filles qui fêtent leurs 15 ans), organisé en avril 2007 sur le Zócalo : deux semaines plus tard, le FAT organisa un « bal pour la dignité », au même endroit, avec la participation de plus de 200 jeunes *tepiteñas* d’entre 15 et 17 ans. Le 24 avril, ils osèrent installer leur propre *tepiplaya* au milieu de la rue Aztecas, une parodie des plages artificielles mises en place par le GDF, pour réclamer l’accélération des travaux de repavage engagés, selon les plaignants, pour pouvoir déplacer les ambulants.¹¹³ D’après M. Ahuatl, ces actions ont permis de rétablir la perception médiatique du *barrio* :

« La méthode de lutte que nous avons adoptée en assemblée, en reprenant Gandhi, consistait en une stratégie de non-violence et d’accords consensuels entre riverains. Un des résultats fut que Marcelo Ebrard, après avoir dit et répété que Tepito était une école de criminels et d’assassins, a dû se désavouer. Nous avons gagné à travers la Commission des Droits de l’Homme, une institution plus ou moins autonome qui a fini par reconnaître qu’il y avait une violation à notre dignité. On leur a montré qu’à Tepito nous ne parlons pas tous en argot et qu’on n’est pas des racailles. Nous avons réussi à sauver notre *barrio* des mains du capital privé et étranger même si, à vrai dire, le capital chinois est très implanté ici grâce à la complicité des dirigeants. [...] Dans une lettre du FAT, nous avons dit

¹¹¹ Alejandro CRUZ et Agustín SALGADO, « Residentes de Tepito denuncian en la ONU violaciones a derechos », 4 avril 2007, *La Jornada*.

¹¹² Bertha RAMÍREZ, « Increpan tepiteños a Ebrard en acto oficial, por expropiaciones », 26 février 2007, *La Jornada*.

¹¹³ Josefina QUINTERO, « Quinceañeras tepiteñas bailaron en el Zócalo el “vals de la dignidad” », 28 avril 2007, *La Jornada* ; Claudia BOLAÑOS, « Construyen “Tepiplaya” para protestar obras inconclusas », 25 avril 2007, *El Universal*.

au président de CANACO “vous ne serez jamais les bienvenus à Tepito car vous représentez la face déloyale du commerce”. Je pense que nous avons pesé dans leurs décisions. »

Réaliste, monsieur Ahuatl comprend que les projets du gouvernement ont également été freinés par la crise qui a commencé à sévir dans les finances publiques à partir de 2007. La pénurie budgétaire a d'ailleurs empêché pendant trois ans l'avancement des travaux du centre communautaire que les autorités avaient promis d'installer à la place de la *vecindad* détruite, elle, en moins d'un mois. Finalement, le Centre de Développement Communautaire Cuauhtémoc a été personnellement inauguré par Marcelo Ebrard en septembre 2011, au milieu d'une foule divisée et toujours indignée du lynchage médiatique subi en 2007.¹¹⁴ Il dispose d'une capacité d'accueil de 10 000 personnes par mois et de nombreux services médicaux, sociaux, d'apprentissage, sportifs et récréatifs. Son accès est toujours rendu difficile par la présence irrémédiable de centaines de stands qui offrent des produits variés, piratés ou non, et bloquent toute circulation motorisée dans la rue Tenochtitlán.

Conclusion : les raisons de la résistance

La diversité des situations exposées nous permet finalement de revenir sur la complexité du mouvement urbain populaire, en appuyant l'idée qu'il s'agit d'un ensemble social éclaté aussi bien à sa base qu'au sommet de sa hiérarchie. Après une période d'apogée au tournant des années quatre-vingt, quand on a vu un ralliement généralisé des masses, le MUP a pris sa place au sein du gouvernement de la capitale. Bien qu'il ait subi d'importantes reconfigurations au cours de son histoire, il n'a jamais cessé d'exister et il semblerait qu'il reprenne un nouveau souffle, comme l'a indiqué le représentant de l'Union Populaire Benita Galeana au cours de la journée de débat interne du MUP-CND :

« Nous avons des possibilités de développement car nous remplissons un vide de l'État. Si le gouvernement faisait bien son travail, nous n'aurions pas besoin d'exister. Malheureusement, il ne le fait pas. »

Cette affirmation va dans le sens de la critique adressée par D. Mathieu qui a vu dans les dirigeants du MUP des « cadres alternatifs en voie de professionnalisation », dans un contexte de réforme néolibérale de l'État.¹¹⁵ En effet, l'activité requiert des réseaux et des habiletés particulières qui sont souvent rémunérées à travers les cotisations des militants ou bien, lorsqu'un projet immobilier aboutit, à travers la possibilité de revente des logements sociaux.

Il serait cependant réducteur d'analyser les motivations des dirigeants en termes d'enrichissement personnel. Nous avons vu, avec le dirigeant du CGAB, que leur engagement politique se traduit aussi par des pertes économiques (contributions à l'organisation) et qu'ils disposent souvent d'activités salariées qui leur permettent de subvenir à leurs besoins. En des cas extrêmes, comme celui de Jaime Rello, ils ont fait des vœux d'humilité qui leurs interdisent toute attitude ostentatoire qui les mettraient au-dessus des masses. C'est d'ailleurs ce qui fait le prestige et la puissance du dirigeant de l'UPREZ, identifié par son éternel vieux pull marron, ses bottes d'ouvrier et à sa longue barbe grise. On ne saurait par ailleurs évacuer la dimension idéologique de l'engagement des dirigeants qui restent pour la plupart d'entre eux attachés à la construction d'une société nouvelle, socialiste, et qui participent à la diffu-

¹¹⁴ Agustín SALGADO, « Divide opiniones entre tepiteños nuevo centro de desarrollo comunitario », 1^{er} octobre 2011, *La Jornada*.

¹¹⁵ Dominique MATHIEU, « Penser le mouvement urbain populaire », *Trace*, 29, 1996, p. 19-26.

sion des valeurs démocratiques en créant les conditions nécessaires à la mobilisation des opprimés. Pour H. Combes, l'apport du MUP à la démocratisation de la société mexicaine ne fait aucun doute :

« De nombreuses organisations sociales ont été à la tête de la lutte pour la défense d'une citoyenneté à part entière. Même si elles conservent parfois les formes de mobilisation proche du corporatisme, caudillisme, etc., leur lutte pour la revendication d'une citoyenneté a eu des répercussions sur le fonctionnement interne des organisations. Ceux qui n'étaient auparavant que des membres de base passifs et obéissants (et le sont toujours dans le cas des organisations sociales du PRI) sont devenus des militants vigilants et revendicatifs qui n'hésitent pas à réaffirmer leurs droits quand ils pensent qu'ils sont bafoués. »¹¹⁶

Quelles sont les raisons qui poussent les habitants du Centre Historique à adhérer à ces organisations ? Dans une société qui ne reconnaît aucune forme de propriété urbaine sociale ou collective –comme les coopératives de logements uruguayennes ou encore l'habitat social en France– les motivations des militants de base se résument souvent en une exigence concrète : cesser d'être identifiés à des "envahisseurs" pour devenir des propriétaires à part entière. Nous sommes ici très loin des caractéristiques des squats européens associés au mouvement anarchiste qui refuse de croire en la propriété privée et, en des cas malencontreux, à des situations d'extrême marginalité. Dans le Centre Historique, la plupart des squatteurs sont en réalité des familles de travailleurs pauvres ou déclassés, installés parfois depuis plusieurs générations. Les "bases" du MUP ne revendiquent pas la mort du capitalisme ou la fin de l'héritage qui reproduit les injustices sociales. Au contraire, il s'agit de défendre la légitimité historique d'habiter et de posséder un logement en toute légalité. Pour certains, il s'agit aussi de défendre un espace de travail occupé depuis des décennies. Pour d'autres, la défense de l'espace de vie quotidien se combine avec des formes variées de résistance visant à maintenir l'identité et le caractère du quartier.

Dans le *barrio* de Tepito, face à l'effritement de la légitimité des dirigeants sociaux, il semblerait même que les solidarités territoriales reprennent le pas sur les solidarités organiques qui ont caractérisé la lutte des classes populaires durant la période post-sismique. En ce sens, les premières réactions désespérées des habitants devant l'expropriation du 40 traduisent l'incapacité du gouvernement démocratique à produire un horizon d'expectatives pour les catégories subalternes de la capitale. Prises dans le nouveau modèle économique mondial du libre-échange, parties prenantes d'une économie populaire qui échappe aux mailles de l'État, ces populations s'en remettent à l'identité combative d'un ancien faubourg indien qui n'a jamais su s'accommoder du stigmate. Dans ce contexte, l'identité et la mémoire des lieux cultivées par de nombreux acteurs associatifs locaux resurgissent. Par chance, les phases consécutives aux émeutes de 2007 montrent la volonté de certains acteurs d'amener la résistance sur un terrain non-violent de revendications identitaires, afin de permettre aux *tepiteños* de profiter de la rente commerciale inhérente à l'espace central de la ville.

Le Centre Historique et ses différents *barrios* sont encore et pour longtemps sujets à des conflits pour l'appropriation des espaces publics et privés. Reste à savoir si les acteurs qui ont développé leurs répertoires d'action collective aux temps de la gouvernance hiérarchique du PRI sauront s'adapter aux exercices de démocratie participative que prétendent impulser les secteurs libéraux du PRD, prenant le site patrimonial comme un terrain d'expérimentation.

¹¹⁶ H. COMBES, « Des leaders sociaux devenus députés »..., *op. cit.*, p. 34.

CHAPITRE IX

LES NOUVEAUX CHEMINS DE LA PARTICIPATION



L'apport des études urbaines consiste notamment à éclairer les effets de contexte, le poids des outils et les effets performatifs des démarches participatives dans la production urbaine.

Marie-Hélène Bacqué et Mario Gauthier,
« Participation, urbanisme et études urbaines », 2011

Le citoyen mexicain de la fin du XX^e siècle n'est qu'à moitié citoyen. Nous avons grandi dans une culture très déficiente en matière de participation. Maintenant, il est nécessaire de nous former à la participation et de faire en sorte que les nouvelles générations adoptent une autre vision, la nôtre est le produit d'une culture sous laquelle la participation était manipulée.

Ernesto Alvarado, créateur de l'EFCyCP. Entretien

Ernesto Alvarado est un interlocuteur du gouvernement qui sert de thermomètre. Il leur dit si les actions publiques sont correctes ou si elles sont mal reçues par les habitants. Son opinion compte pour le gouvernement. Il se construit certainement une carrière politique, ce qui me paraît légitime.

Don Jorge, participant de l'EFCyCP. Entretien

Photographie : Dans le cadre de la commémoration annuelle du Massacre de Tlatelolco (2 octobre 1968), les étudiants réalisent des activités dans le Centre Historique. Le lâché de petites montgolfières symbolise le refus à l'oubli et la nécessité d'engager de nouvelles formes d'action collective.

Introduction

Le 16 août 2011, dans le cadre d'un événement protocolaire présidé par Marcelo Ebrard, le *Plan de gestion du Centre Historique* exigé par l'UNESCO est dévoilé au grand public. Le patio du Palais des Mines rassemble une diversité d'acteurs sociaux et culturels que la maîtresse de cérémonie, Alejandra Moreno Toscano, énumère dans le moindre détail. Parmi les orateurs on retrouve Nuria Sanz, représentante de l'UNESCO pour l'Amérique latine, ainsi que des personnalités distinguées de la société mexicaine comme Carlos Slim, le présentateur du journal télévisé Jacobo Zabludovsky, l'archevêque Norberto Rivera et l'érudit Guillermo Tovar, tous membres du Conseil Consultatif créé dix ans plus tôt.

Loin des projecteurs, on retrouve un petit groupe de citoyens ordinaires, aisément repérables au milieu de l'élite entrepreneuriale et des hauts fonctionnaires. Il s'agit des membres de l'École de Formation Citoyenne et Conservation du Patrimoine (EFCyCP), un dispositif mis en place en 2009 par le Fidéicomis du Centre Historique. Ils ont été introduits dans l'enceinte par les soins d'Ernesto Alvarado, le promoteur de l'initiative politico-pédagogique en question. Bien que les lignes directrices du *Plan de gestion* aient été discutées à l'École, la présentation officielle prend de court les participants qui préparaient une Première Rencontre Citoyenne du Centre Historique destinée à apporter des éléments au nouveau schéma de gestion du site. Déçus par la publication anticipée du Plan mais ravis de pouvoir assister à sa présentation officielle, ils se font discrets.

La participation des personnalités distinguées va permettre de placer l'événement dans tous les quotidiens nationaux mais, sur le moment, elle oblige le GDF à opérer en toute discrétion. Pour cause, le projet d'introduire une ligne de Métrobus¹ tient le Centre Historique dans une ambiance électrique. Malgré les précautions adoptées, les opposants du Métrobus finissent par arriver jusqu'aux portes du palais où se tient l'événement et pendant qu'ils scandent des consignes contre le « tyran » Marcelo Ebrard, à peine audibles dans l'enceinte, la représentante de l'UNESCO vante les vertus du nouveau système de transport, faisant la sourde oreille aux profanes réclamations.

Cette anecdote nous permet de soulever la problématique de la participation des habitants du Centre Historique aux opérations d'aménagement. Étant devenue un mot d'ordre des schémas de conservation, la participation se limite-t-elle aux notables et aux experts du patrimoine ? Quelle est la place des citoyens ordinaires dans le système décisionnel et plus particulièrement dans l'élaboration du *Plan de gestion* ? Au fond, peut-on concevoir un processus de patrimonialisation qui écarte les opposants et qui exclut le gros des usagers d'un espace patrimonial donné ?

Ce chapitre se focalise sur un dispositif encore peu connu des spécialistes du patrimoine et pourtant si nécessaire à la gouvernance d'un territoire en pleine mutation. Afin d'analyser l'EFCyCP, nous allons reprendre les interrogations soulevées par M. Rahnema : qui génère les objectifs des exercices de participation ? À quels intérêts répondent ces objectifs ? Quelle est la relation du groupe avec les « centres de pouvoir » concernés par les décisions et les actions éventuellement adoptées à l'issue de l'exercice ?² En somme, l'EFCyCP opère-t-elle dans le sens d'une manipulation de l'opinion publique plutôt que dans la formation de véritables contre-pouvoirs citoyens ?

¹ Le Métrobus est un bus en site propre. *Vid.* chap. VI, p. 229-331.

² M. RAHNEMA, « Participation »..., *op. cit.*

1. EFCyCP : de retour à l'école

L'École de Formation Citoyenne et Conservation du Patrimoine est née en 2009 à partir de la nécessité de dissiper les hostilités survenues à l'égard de l'opération urbaine de Regina.³ En l'espace de trois ans, cependant, ce dispositif politico-pédagogique est devenu un mécanisme important de dialogue avec les habitants qui, se prêtant au jeu de l'École, ont appris à se faire écouter du gouvernement par l'intermédiaire de l'équipe d'Ernesto Alvarado, responsable de la politique de participation citoyenne du Fidécimmis du Centre Historique (FCH).

Bénéficiant d'une popularité croissante parmi les réseaux de petits acteurs locaux, ce dispositif a atteint une masse cumulée de 186 participants vers la fin de son cinquième cycle (mars-septembre 2011), offrant un total de 144 sessions de travail, soit 443 heures de formation.⁴ Conscient du succès de son initiative, Ernesto Alvarado avoue qu'il n'a pas été simple de persuader l'ensemble des fonctionnaires de l'utilité du dispositif :

« Quand j'ai présenté mon projet d'EFCyCP à mes collègues du gouvernement, certains l'on vu comme une idée loufoque. Nous n'avons pas tous le même profil, certains proviennent du milieu académique, d'extraction plutôt bourgeoise. On l'a vu comme un truc pittoresque ou folklorique : "ça paraît amusant, sympathique, ça vaut peut-être le coup", disait-on. Mais ça ne peut pas "valoir le coup", c'est une nécessité politique ! Au début, l'EFCyCP était vue comme le caprice d'un intellectuel mais quand ils ont vu qu'elle pouvait rapporter des bénéfices politiques, c'est-à-dire des éléments pour rendre plus efficace l'action gouvernementale, on a commencé à lui donner plus d'importance. »⁵

Ce positionnement par rapport à la structure interne du gouvernement révèle les contradictions et les différentes visions de la participation qui traversent les institutions chargées de la "révitalisation". En effet, nous sommes amenés à nous demander s'il s'agit là d'un élément marginal du gouvernement ou si, au contraire, Ernesto Alvarado a un rôle spécifique à jouer dans ce processus. Comment savoir si l'EFCyCP est le résultat d'une politique publique ou si elle est le produit inattendu d'un électron libre de la fonction publique ? Après l'avoir suivi dans l'EFCyCP, nous avons eu l'occasion de mener un entretien en profondeur. Il s'en dégage l'importance d'une carrière politique bâtie sur le sentier de la participation et, d'autre part, l'inscription spécifique du fonctionnaire au sein du PRD.

Ernesto Alvarado, entre le parti et la société

La restitution partielle de cet entretien permet de mieux saisir la vision de la participation que véhicule ce fonctionnaire, qui tient les « compétences professionnelles en matière de facilitation, négociation et communication » nécessaires à l'aménagement collaboratif,⁶ qui s'identifie volontiers à la classe politique mexicaine et qui vit l'histoire de la démocratisation du District Fédéral à la première personne.

Ernesto Alvarado est diplômé en psychologie sociale à l'UNAM. Depuis son passage à l'Université, il essaye de comprendre « comment on peut acquérir une condition réelle de citoyenneté : que doit-il se passer pour que l'être humain abandonne la posture du *statu quo*

³ Alfonso FLORES, « Abre escuela de Formación Ciudadana », février 2009, *Km.Cero*, n°7. Sur l'aménagement de la rue Regina *vid.* chap. VII, p. 267-274.

⁴ ACH, *Plan de Manejo del Centro Histórico (2011-2016)*..., *op. cit.*, p. 111. Il faut relativiser ces chiffres en tenant compte de la qualité des participations parfois sporadiques et parfois engagées au long des cinq cycles.

⁵ Ernesto Alvarado, entretien réalisé le 3 novembre 2011.

⁶ M.-H. BACQUÉ et M. GAUTHIER, « Participation, urbanisme et études urbaines »..., *op. cit.*, p. 46.

et qu'il en adopte une davantage critique, engagée, solidaire et généreuse ».⁷ Mu par cette volonté transformatrice, il s'engagea en 1985 auprès des victimes du tremblement de terre en créant le PROTAZAS (*Programme de travail académique dans les zones affectées par les séismes*), ce qui lui permit de côtoyer les dirigeants du MUP et de découvrir la fragile limite entre les mouvements armés et l'appareil d'État :

« Le séisme m'a pris au milieu de mon parcours universitaire, alors que j'étais conseiller universitaire dans ma faculté. J'habitais dans l'ancienne fabrique de chaussures de mon père, à Tepito, et j'ai donc vécu de très près la catastrophe. Je me suis impliqué dans les travaux de secours et de participation dans le centre-ville où j'ai rencontré d'autres universitaires qui allaient devenir de véritables camarades. Je pense à Imanol Ordorica et Carlos Imaz, qui travaillaient dans leurs propres brigades étudiantes. Moi j'étais avec un groupe de la faculté de psychologie. Il s'agissait d'une faculté très apathique, avec des noyaux radicaux historiquement incrustés, à partir desquels plusieurs militants s'en allèrent rejoindre l'EPR.⁸ [...] On avait une idée de leurs activités, plusieurs d'entre eux étaient infiltrés depuis le ministère de l'Intérieur, c'était la façon d'opérer du régime *priiste*. »

Contraire au système autoritaire imposé par PRI, le créateur de l'EFCyCP laisse entendre la possibilité d'une « participation radicalisée », en référence aux mouvements armés survenus à partir des années soixante-dix. S'il disqualifie cette forme d'opposition, il ne la condamne pourtant pas dès lors que ses activités dans le centre-ville l'amènèrent à côtoyer des dirigeants proches des organisations clandestines :

« C'est là que j'ai connu les dirigeants du mouvement [urbain-populaire] : Marco Rascón, René Bejarano, Toño García de Tlatelolco, Alejandro Varas de la Roma, Armando Palomo de la Guerrero, Paco et Mario Saucedo, qui maintenant dirige l'Institut de la Jeunesse, Javier Hidalgo et beaucoup de personnes qui se sont mobilisées. »

Pris par la dynamique contestataire qui se vit à partir de 1986, il s'incorpora au Conseil Universitaire Étudiant (CEU), l'organe de direction d'un mouvement étudiant :

« Ce fut un passage logique d'aller de l'activisme urbain à l'activisme universitaire, d'autant plus que j'étais conseiller dans ma faculté. Mes relations avec Imanol Ordorica de la faculté des Sciences, Carlos Imaz de Sciences politiques et Toño Santos de Philosophie, se sont renforcées dans ce contexte. On s'est opposé aux réformes universitaires le 10 septembre en déclenchant le mouvement. Le CEU s'est constitué le 30 octobre, il y a 25 ans. Nous avons déclaré la grève en janvier 1987 et nous avons finalement obtenu l'abrogation des réformes. On commençait à peine à organiser le Congrès Universitaire –tenu jusqu'en 1990– quand est survenue la rupture de Cuauhtémoc Cárdenas et sa *Corriente democrática* à l'intérieur du PRI. Je me suis naturellement impliqué dans cette dynamique. »

Sa carrière politique est effectivement marquée par une suite d'épisodes contestataires qui est mieux décrite par H. Combes :

« De la concomitance des mobilisations découle l'établissement d'un pont entre le MUP et le CEU. Quand, en 1988, C. Cárdenas annonce sa candidature, les dirigeants les plus importants du CEU (Carlos Imaz, Imanol Ordorica, Antonio Santos) ainsi qu'une armée d'anonymes se rallient à sa cause. Le CEU marque l'entrée d'une nouvelle génération dans la politique contestataire. »⁹

⁷ Entretien réalisé le 3 novembre 2011.

⁸ L'Armée Populaire Révolutionnaire (EPR) apparaît en 1996.

⁹ H. COMBES, *Faire parti...*, op. cit., p. 99.

Alvarado serait-il un de ces soldats « anonymes » ? Quoi qu'il n'ait jamais figuré parmi les personnalités de la gauche, il a participé en mai 1989 à l'organisation des assemblées constitutives du PRD. Paradoxalement, il intégra la fonction publique dans le cadre de PRONASOL, fer de lance du "libéralisme social" du gouvernement de Carlos Salinas (1988-1994).¹⁰ Devenu sous-directeur d'un des vingt programmes du PRONASOL, il assura avec l'équipe du PROTAZAS la formation de 2 000 groupes de femmes à travers le pays. « L'accord passé avec le gouvernement était que nous, le groupe de psychologues, nous serions responsables du programme et travaillerions en toute liberté » —se justifie-t-il.

En 1994, tandis que de nombreux militants du CEU, dont Inti Muñoz (encadré 6, p. 226), s'en allèrent au Chiapas soutenir les zapatistes, lui resta cloué à la lutte électorale qui se déroulait la même année :

« J'ai été chargé de coordonner les comités citoyens à l'échelle nationale, c'est ainsi qu'on appelait ce secteur qui soutenait Cuauhtémoc sans appartenir au PRD. [...] Nous reconnaissons qu'il y avait un secteur social très large qui ne voulait pas participer de façon organique dans un parti mais qui voulait participer avec le camarade Cuauhtémoc. »

Malgré la défaite, le PRD gagna du terrain au Congrès de l'Union, où Alvarado fut invité à travailler en tant que secrétaire technique de la Commission pour l'Habitat Humain. En 1997, suite à un bref passage par la commission parlementaire de participation citoyenne, il fut nommé à la direction générale de Participation Citoyenne de la coordination générale de Participation et Gestion Sociale (CGPCGS) sous l'auspice Carlos Imaz.¹¹

Le destin d'Alvarado est étroitement lié à celui de la gouvernante intérimaire de Mexico, Rosario Robles. En 2002, il l'accompagna dans sa course à la présidence nationale du PRD en dirigeant sa campagne dans l'État de Tabasco. Lorsque Robles tint la présidence nationale du parti, Carlos Imaz réussit l'exploit à Mexico ! Ainsi encadré par les deux piliers du PRD, il décida de quitter la fonction publique pour se consacrer aux activités partisans :

« Nous avons proposé à Rosario de réaliser des activités supplémentaires aux activités traditionnelles d'un parti. Elle a donc créé la coordination de Projets Spéciaux dirigée par Carlos Imaz et moi-même. C'est à partir de là que nous avons impulsé une Consultation des Priorités Nationales. Ce fut un exercice national très intéressant à travers lequel nous avons voulu montrer que dans ce pays les priorités étaient à l'envers : deux millions de personnes ont donné leur opinion par rapport aux problèmes à résoudre de façon prioritaire. Ce fut le premier exercice dans son genre au sein du PRD. »

En 2004, la progression de son courant politique au sein du PRD fut brutalement interrompue par une affaire de corruption qui obligea R. Robles et C. Imaz (alors à la mairie de Tlalpan) à quitter le parti.¹² Ernesto Alvarado perdit alors sa direction aux Affaires Sociales de Tlalpan mais il fut cependant récupéré par la secrétaire à l'Environnement, Claudia Scheinbaum, épouse de C. Imaz, qui l'invita à la mise en place du Métrobus pour s'occuper des enquêtes auprès des usagers, c'est-à-dire, encore une fois, de la participation citoyenne :

« Les premières réunions d'ajustement du système se focalisaient sur l'avis des spécialistes, des ingénieurs, des logisticiens et tout cela. Un jour j'ai eu l'idée de dire : pourquoi on ne fait pas une enquête pour connaître l'avis des voyageurs ? [...] Les réunions quotidiennes

¹⁰ *Vid* chap. V, p. 154.

¹¹ *Vid.* p. 165-166.

¹² La chef de file du PRD est suspectée d'avoir mis en relation des cadres du PRD avec l'entrepreneur Carlos Ahumada qui, en échange de futurs contrats, prétendait financer les campagnes électorales de 2006.

ont alors commencé à changer. Les enquêtes que j'ai promues sont passées au premier point dans l'ordre du jour. Au lieu de commencer par l'avis des techniciens, on partait de ce que disaient les usagers : la demoiselle dit qu'elle perd ses talons dans la grille ; les mames se plaignent d'être entourées de jeunes hommes, alors tu décides de diviser les wagons. Ce fut un exercice intéressant. »

Finalement, en 2008 il fut appelé au FCH pour présenter son diagnostic sur la situation de la participation dans le Centre Historique : « quand je suis arrivé au Fidéicommis, le rapport avec les architectes et les urbanistes m'est apparu comme celui des ingénieurs et logisticiens du Métrobus, sauf qu'il s'agissait désormais d'immeubles ». À ce moment-là, il réussit à convaincre son camarade Inti Muñoz de la nécessité d'élaborer une nouvelle stratégie de participation, obtenant une sous-direction créée à sa mesure, le département de Promotion (figure 11, p. 398), où il pourrait enfin réaliser le projet qui lui tenait à cœur depuis plusieurs années : une école de formation citoyenne.

Objectif affiché : développer des compétences civiques

Le Centre Historique est malade et la cure risque d'être douloureuse ou du moins perçue comme telle par les habitants. Dans ce contexte, la première mission assignée au directeur du département de Promotion du FCH consiste en la création d'un climat favorable à la piétonnisation de Regina. Face à une population de plus en plus hostile –alors que les travaux sont lancés et qu'ils produisent de nombreuses nuisances– Ernesto Alvarado doit concevoir une stratégie alternative de dialogue avec les riverains :

« C'est là que j'ai mené la première expérience avec les assemblées de riverains. J'avais observé que les réunions avec eux étaient insuffisantes, qu'il fallait un autre type d'espace pour analyser les défis et les problèmes, un cadre plus détendu, plus systématique, plutôt que les assemblées classiques. Celles-ci sont caractérisées par une ambiance effusive et sont fugaces : le moment passe puis il faut tout reprendre dans une prochaine assemblée. J'ai donc décidé d'élaborer le programme pilote d'une École de Formation en partant d'un groupe de treize habitants de Regina. »¹³

En janvier 2009, grâce à ses relations avec la doyenne de l'Université du Cloître de Sor Juana, il obtient une salle de cours pour y développer son projet avec un nombre limité de notables locaux. Le caractère exclusif de ce qu'il est désormais convenu d'appeler la « première génération » de l'EFCyCP, est justifié de la manière suivante :

« Le Centre Historique est très particulier : on y trouve des grands vides en matière de représentation en même temps que d'énormes intérêts mobilisés en plusieurs directions. Si tu as recours aux mécanismes traditionnels de représentation, tu peux commettre de graves erreurs car tu laisses de côté le citoyen commun, celui qui dort ici et qui amène ses enfants à l'école. Tu peux aussi faire appel aux organisations de commerçants, qui réclameront une certaine légitimité à partir de leurs corporations. Cependant ils obéissent à des intérêts particuliers et l'intérêt populaire, celui de l'habitant, n'est pas représenté. Nous avons donc décidé d'avoir recours aux représentants du *Programme d'amélioration des façades* car ils étaient les seuls à même de nous garantir, du moins à ce moment-là, une représentation légitime des aspirations de beaucoup de gens qui font leur vie quotidienne ici. »

L'initiative du psychologue social compte sur le soutien d'Inti Muñoz, directeur du Fidéicommis, qui dans son discours d'inauguration de l'EFCyCP souhaite que le dispositif

¹³ Entretien réalisé le 3 novembre 2011.

devienne « un espace citoyen, horizontal, de participation de tous, de dialogue permanent et de prise de décisions, dans lequel on puisse découvrir de nouvelles formes de sociabilité ». Inti Muñoz plaça les objectifs de l'École au plus haut, en ajoutant :

« Nous voulons qu'elle soit un lieu où l'on puisse générer un pacte par écrit qui établisse les règles de convivialité dans le moindre détail : comment gérer les déchets, les obligations du gouvernement en termes de sécurité publique ou le fonctionnement des interventions culturelles et artistiques dans l'espace commun. »¹⁴

Ainsi, qu'il s'agisse d'obtenir le consentement de la population ou de construire les bases d'un aménagement participatif –et d'inclure, à terme, les propositions citoyennes au *Plan de gestión*–, l'EFCyCP se présente comme un dispositif hybride à la frontière entre la concertation et la formation politique. Pour E. Alvarado, il s'agit en premier lieu d'une « formation à la participation » permettant de développer des compétences civiques chez les habitants pour qu'ils soient capables d'affronter sereinement les transformations urbaines qui sont en cours :

« On doit promouvoir des attitudes plus tolérantes et doter les citoyens en capacités à construire des consensus. Mais on oublie trop souvent cette question fondamentale : comment construire un consensus ? Ce qui pour toi est important ne l'est peut-être pas pour moi, ni pour le voisin d'en face. Quelle préoccupation est plus légitime, la tienne, la mienne ou la sienne ? Toutes, bien sûr ! L'enjeu est donc d'apprendre à les mesurer les unes aux autres et de trouver un consensus autour d'un élément central. Ce qui me dérange dans les schémas classiques de participation citoyenne c'est qu'on laisse de côté la dotation d'éléments conceptuels et instrumentaux nécessaires à l'élaboration de consensus. »

Contrairement aux assemblées sporadiques, considérées inaptes à l'échange pédagogique, le premier cycle de formation de l'EFCyCP va s'étaler sur une vingtaine de séances hebdomadaires articulées autour de quatre axes thématiques : 1) Les habitants du DF vers une condition de citoyens, 2) Le cadre juridique dans la Ville de Mexico : avant-garde nationale, 3) Les droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux, 4) L'aménagement participatif : principes et pratique.

En août 2009, le second cycle de formation –adressé aux participants du premier cycle ainsi qu'aux habitants des différents secteurs en cours de requalification– intègre les thématiques suivantes : 1) Diagnostic de la réalité et des priorités, 2) Les tendances récentes du Centre Historique, 3) La gouvernance du Centre Historique, 4) Culture de légalité et sécurité publique, 5) Sauvegarde du patrimoine historique et 6) Le *Plan de gestión*.¹⁵ La formation est ponctuée par une rencontre avec une délégation de l'UNESCO en visite à Mexico et par un cours magistral d'Alejandra Moreno, Autorité du Centre Historique, qui propose au passage de remplacer EFCyPB (*Planificación Barrial*) par son acronyme définitif EFCyCP (*Conservación del Patrimonio*). L'absence de diffusion va à nouveau assurer un certain contrôle sur le profil des quarante participants, invités à développer des projets par équipes ou à titre individuel, présentés en décembre 2009 dans un événement public tenu à l'Académie de San Carlos. L'événement sera ainsi relayé par *Km. Cero*, l'organe de communication du FCH :

« Trois avant-projets se sont référés à l'environnement. Ana López Estévez, riveraine de Correo Mayor, a assuré que l'on pouvait « convertir le Centre Historique en une option intégrale de haute qualité environnementale » à travers la création de terrasses végétalisées, de

¹⁴ Les propos de Muñoz sont issus de : A. FLORES, « Abre escuela de Formación Ciudadana », *op. cit.*

¹⁵ A. FLORES, « Abre escuela de Formación Ciudadana », *op. cit.*

jardins verticaux, de pépinières, de vergers familiaux et l'adoption d'un arbre par chaque riverain conscient. Afin de « résoudre le problème des déchets », Yadira Torres et l'équipe de la rue Arandas ont plaidé pour une meilleure réutilisation des déchets ménagers, en passant par des ateliers, des conférences et des brochures d'information. L'équipe propose l'organisation de brigades de nettoyage et l'établissement d'un centre de recyclage en coordination avec les autorités. Concernant le réaménagement du commerce sur la voie publique, Clara Franco, dirigeante de Plaza Revolución, a proposé la création d'un organe citoyen de coordination avec les autorités afin d'éviter le retour des commerçants dans les rues. Juliana Ibarra, de El Carmen, a proposé la formation de coopératives commerciales qui, grâce au crédit et conseil du GDF, permettent aux habitants à faibles revenus de s'incorporer à l'économie formelle du Centre Historique.

Concernant les aspects culturels et les loisirs, Luz María Vilchis et Irma Ortiz Gómez ont proposé d'élargir les activités des centres communautaires, tels que le centre culturel Laguna Peralvillo Tepito, rue Bocanegra, et d'introduire des services médicaux, des cours de différentes disciplines artistiques, une salle informatique, des ateliers d'apprentissage et des tournois sportifs. Pour Luisa Cortés, habitante de la rue Talavera, la communication est une nécessité dans le *barrio* de La Merced. En effet, elle propose la création d'un journal mensuel élaboré par les riverains ; cette publication aurait un sens humaniste et de sauvegarde de la mémoire du *barrio*. Dans son projet, Miguel Hernández a signalé la nécessité de mieux connaître le Centre Historique pour mieux l'apprécier. Il propose la formation de promoteurs capables de diffuser certains aspects de la vie quotidienne de la zone. « Les citoyens doivent être conscients que le Centre Historique constitue une réalité intégrale vivante » qui conserve « des biens matériels et immatériels considérés patrimoine mondial de l'humanité ». Enfin, « la démocratisation du Centre Historique » avancée par les riverains de Leandro Valle –Francisco Zavala, Arturo Reyes, Yadira Torres et Lucía Cabrera–, comprend la création d'une délégation du Centre afin de garantir la participation des habitants dans la prise de décision, à travers des représentants de voisins dans chaque rue. »¹⁶

La connivence entre les projets des participants et les objectifs du GDF est surprenante. Elle s'explique par l'élaboration d'un corpus d'idées consensuelles concernant le développement durable, la dimension sociale du patrimoine et même le redécoupage administratif du territoire. Autant dire qu'il s'agit d'une liste de bonnes intentions, parfois de simples réponses formelles aux exigences de l'École. C'est le cas du projet de formation de promoteurs du patrimoine présenté par don Miguel qui, de fait, ne fait que répliquer les objectifs de l'EFCyCP. En revanche, les projets les plus concrets, tels que l'élargissement des activités de la maison de quartier de Peralvillo, sont le produit d'un travail associatif de longue haleine qui trouve dans l'EFCyCP un terrain favorable d'expression.

Le 6 février 2012 une deuxième journée de présentation –à laquelle nous avons pu assister– s'est tenue à huis-clos dans l'enceinte du FCH, face à une délégation internationale d'Oxfam en visite à Mexico. Tout comme la rencontre de 2009 avec des représentants de l'UNESCO, il s'agissait de rapprocher les participants de l'EFCyCP des instances supranationales, moins pour obtenir des ressources financières que pour renforcer la formation civique des élèves et vérifier leur capacité à formuler des projets devant un public d'experts. En adoptant un discours de plus en plus cohérent avec les objectifs de la conservation, les participants ont fait preuve de leur capacité à manier les concepts clés des réseaux de la coopération internationale. Ainsi, par exemple, la dirigeante commerciale Clara Franco a défendu la multiplication des *plazas* afin de « garantir la conservation du patrimoine » :

¹⁶ Alfonso FLORES, « El Centro que quieren sus habitantes », février 2010, *Km.Cero*, n°19.

« Le commerce fait partie de notre identité depuis des temps immémoriaux. Le commerce informel constitue une source de revenu pour des milliers de gens mais nous sommes conscients des dégâts patrimoniaux qu'il provoque depuis des décennies. [...] D'après de récentes études, l'ambulantage ne fera que s'aggraver en raison de la crise économique, d'où l'importance de l'ordonner à travers des solutions réelles, en laissant derrière les pratiques déloyales afin de garantir la conservation du patrimoine du Centre Historique. »

L'exposé de Juliana Adaya a pour sa part évoqué la nécessité d'encourager l'émergence de coopératives commerciales et la réhabilitation de son *barrio*, El Carmen de la façon suivante :

« L'EFCyCP a ouvert des espaces de participation citoyenne sur laquelle nous travaillons depuis le séisme de 1985. Notre association s'appelle Résilience Citoyenne et Mobilité Durable dans le Centre Historique, car nous avons lutté pour peupler, habiter et pour nous maintenir dans ce territoire malgré la catastrophe. Notre travail consiste à développer des mécanismes institutionnels pour garantir l'exigibilité des droits sociaux, économiques et politiques au sein de la communauté. Nous promouvons la conservation du patrimoine matériel et immatériel afin d'améliorer la qualité de vie des habitants. »

En plus de ces reformulations de projets, trois nouvelles initiatives ont vu le jour.

- 1) María Arias, à travers son association *Cuidadoras*, a défendu la possibilité d'améliorer la qualité de vie des personnes âgées du Centre Historique en faisant collaborer les habitants et les professionnels de la santé qui travaillent dans la zone.
- 2) Luisa Cárdenas a présenté la radio citoyenne VVC (*Voces Vivas del Centro*) –abordée plus loin– qui prétend devenir l'instrument de communication de l'ensemble des initiatives citoyennes.
- 3) Enfin, l'exposé intitulé *Ne me défend pas, compadre* a soulevé l'incapacité des autorités à affronter l'indigence, repoussant constamment le problème vers les marges du secteur revitalisé. Plutôt qu'un projet en soi, la nécessité d'évacuer les jeunes sans-abri de la rue Humboldt est apparue comme le reflet d'une préoccupation des habitants du secteur de l'Alameda. Don Jorge, sur lequel nous reviendrons, a également dénoncé la multiplication d'associations humanitaires qui protègent cette jeunesse sans pour autant apporter des solutions sur le long terme (encadré 11, p. 368).

Tableau 10. Les projets présentés par les participants de l'EFCyCP

2009	2012
* Végétalisation du Centre Historique	-
* Brigades de nettoyage, quartier de San Juan	-
Un arrondissement du Centre Historique	-
Réorganisation du commerce ambulant	Multiplication des places commerciales (<i>plazas</i>)
Formation de coopératives commerciales	Coopératives commerciales et habitat
Activités du Centre Laguna Peralvillo Tepito	Réaménagement de la rue Peralvillo
* Périodique citoyen pour La Merced	Exposition photographique sur La Merced
* Formation de promoteurs sociaux	* Centre de formation de promoteurs sociaux
-	* Création d'une radio citoyenne (VVC)
-	Éviction des sans-abri sur la voix publique
-	Association pour les soins aux personnes âgées

* Projets intégralement élaborés au sein de l'EFCyCP

Clichés 41. Les activités de l'EFCyCP



1. Réunion du 6 février 2012. Outre la découverte des projets, les représentants d'Oxfam ont voulu connaître l'opinion des participants quant à la démocratie au Mexique. Conchita a ainsi exprimé sa satisfaction par rapport aux apprentissages tirés de l'EFCyCP :

« J'ai toujours été une citoyenne passive et critique envers le gouvernement. Cependant, l'EFCyCP m'a permis de comprendre la problématique des fonctionnaires : ce sont des gens comme nous, avec des faiblesses morales et des aspirations au progrès. J'ai compris l'importance d'encourager la continuité des projets citoyens. Peu importe la couleur du gouvernement, de toute façon ils vont jamais se mettre d'accord. Les citoyens eux-mêmes doivent assurer cette continuité. »



2. Réunion extra-scolaire des participants dans des locaux prêtés par le FCH au 66 rue Regina. Les assistants explorent la possibilité d'avoir une radio destinée aux habitants du Centre Historique. À cette occasion, ils évaluent la pertinence de créer une association civile.



3. Réunion du comité d'organisation de la Première Rencontre Citoyenne du Centre Historique, réalisée le 9 et 10 septembre 2011. Ernesto Alvarado va réussir à attirer de nombreux habitants autour de cette initiative, abordée plus loin, qui exigea de nombreuses réunions nocturnes de préparation.



4. Cérémonie de remise des diplômes de l'EFCyCP, le 17 juin 2011. Madame Nieves, ancienne commerçante ambulante désormais établie dans la plaza La Paja, reçoit une reconnaissance pour le travail accompli depuis le mois de janvier 2009 de la main d'Ernesto Alvarado.

Encadré 11. L'éviction des jeunes en situation de rue

La problématique des jeunes et des enfants sans-abri est particulièrement importante à Mexico où –selon les seules données fiables qui datent de 1996– on dénombre 13 373 enfants « en situation de rue », dont 1 850 enfants « de la rue » (né dans la rue).¹⁷ Rassemblés en des centaines de groupes, ces populations occupent des espaces interstitiels de la ville et survivent en mobilisant plusieurs ressources : l'usage de drogues (notamment des solvants), le travail informel (ambulantage, tâches ménagères, prostitution) ainsi que le recours aux institutions d'assistances publiques et privées, notamment l'Institut d'Assistance et Intégration Sociale (IASIS) qui dispose de 10 auberges et intervient auprès de 3 000 jeunes. Pourtant, d'après R. Pérez, ce sont surtout les jeunes eux-mêmes qui assurent leur « insertion sociale par la marge », dès lors que les interventions publiques et privées oscillent entre la protection, l'accompagnement et la dispersion.¹⁸

Les jeunes installés dans la rue Humboldt ont connu toutes les situations. Retirés par la police de leurs lieux habituels –Garibaldi, le monument de Francisco Zarco et les environs de l'horloge de Bucareli– les quelques 60 jeunes déplacés se sont retrouvés à l'entrée du métro Juárez.¹⁹ En 2004, face à l'hostilité du personnel du métro, ils ont installé leur campement juste derrière la station de métro, entre un parking public et le chantier d'un condominium de standing.

Bien qu'ils ne constituent pas une menace réelle, leur présence a vite dérangé les commerçants et les riverains, représentés par Don Jorge à partir de 2008 dans le cadre d'une commission *ad hoc* avec le IASIS, les polices préventive et judiciaire, la délégation Cuauhtémoc, la Commission des Droits de l'Homme (CDHDF) et quatre ONG.

La situation a finalement dérapé en 2009, quand la police a décidé de les évacuer. L'association El Caracol a adressé à la CDHDF une *Demande d'investigation sur une opération de nettoyage social envers les populations de la rue dans le Centre Historique*, en signalant qu'ils étaient emmenés sans leur consentement à l'auberge Les Élus de Dieu, où ils étaient soumis à des conditions d'exploitation.²⁰ « On était sur le point de les éradiquer quand les recommandations de la CDHDF nous sont tombées dessus », assure Don Jorge. Afin de calmer l'affaire, le maire a destitué le chef de police du secteur Alameda et les jeunes ont repris leur place.

Le décès d'une jeune mère à qui ont été refusés les soins médicaux au moment de son accouchement venait d'attirer la compassion des journaux.²¹ Malgré leur visibilité médiatique, les raids ont repris en 2011 et la CDHDF a de nouveau constaté la violation des droits à la liberté personnelle, à l'intégrité de la personne, à l'égalité et à la non discrimination.²²

Finalement, la nuit du 30 août 2012, dans une opération coordonnée par plusieurs instances, le groupe a été définitivement déplacé sous la pression des riverains mais également de l'agence immobilière qui venait de finir son chantier : un immeuble d'habitation destiné à une clientèle aisée.²³ Le lieu est désormais occupé par une station du système de vélos en libre service Ecobici.

¹⁷ Ruth PÉREZ LÓPEZ, *Vivre et survivre à Mexico: enfants et jeunes de la rue*, Paris, Karthala, 2009, p. 69.

¹⁸ *Ibid.*, p. 299.

¹⁹ SÁNCHEZ Tania et CRUZ Alejandro, « Jóvenes de Artículo 123, todo un reto para autoridades capitalinas », 5 juin 2012, *La Jornada*.

²⁰ Agustín SALGADO, « El GDF sabía hace 6 meses de Los Elegidos de Dios », 4 décembre 2009 ; « En estos sitios sólo nos denigran más, afirma ex interna de un grupo de ayuda », 5 décembre 2009, *La Jornada*.

²¹ Agustín SALGADO, « Piden al GDF garantizar el derecho de la población callejera a la atención médica », 1^{er} septembre 2010 ; Christian REA, « Maternidad en la calle: entre el abuso y el olvido », 3 juin 2010, *La Jornada*.

²² Mariana SUÁREZ, « Debe GDF salvaguardar a poblaciones callejeras », 10 janvier 2012, *La Jornada*.

²³ Tania SÁNCHEZ, « Desalojan a personas en situación de calle que vivían en Artículo 123 », 1^{er} septembre 2012, *La Jornada*.

En somme, l'EFCyCP n'est pas qu'une « pépinière de projets », comme affirme E. Alvarado. L'ouverture offerte par ce dispositif implique un mélange des genres dans lequel les demandes sociales des associations de commerçants et des riverains, souvent éloignées des objectifs immédiats de la conservation patrimoniale, finissent par se fondre dans le discours de la conservation. Cette « profanation » du patrimoine (au sens d'ouverture aux débats aux agents profanes) permet en effet de placer un certain nombre de préoccupations citoyennes dans l'agenda de la « revitalisation », leur accordant un voile de légitimité.

Vers une patrimonialisation participative ?

À l'issue du second cycle de formation, plusieurs participants décidèrent d'intégrer le troisième cycle (janvier-juin 2010) pour participer aux Ateliers de Planification pour la Conservation des Biens Patrimoniaux. Fort de la légitimité offerte par la venue des représentants de l'UNESCO et de l'ACH, Ernesto Alvarado n'éprouva aucune difficulté à se faire suivre dans cette initiative parallèle à l'EFCyCP. Mis à part un article paru dans *Km.Cero*²⁴ et malgré les promesses d'intégrer ses résultats au *Plan de gestion*, cette expérience n'a pas encore fait l'objet de publications, d'où l'importance d'en fournir une brève description.

Les modalités d'intervention préconisées par l'organisme international et reproduites par l'équipe du FCH, sont décrites par C. Caraballo à partir des expériences menées à Panama, Carthagène (Colombie), Coro (Venezuela), Machu Picchu (Pérou), Oaxaca et El Tajín (Mexique).²⁵ L'objectif étant de récupérer « les valeurs collectives que les membres d'un quartier de la ville portent sur la totalité du site classé », il faut d'abord se donner les moyens de constituer un groupe d'une cinquantaine de participants issus de « différentes origines sociales et éducatives mais qui cohabitent, agissent ou travaillent dans ce secteur de la ville ». Ils sont sélectionnés en amont grâce à un travail auprès des organisations locales, « en essayant d'identifier ceux qui disposent d'un certain *leadership*, qu'ils connaissent ou pas les thématiques culturelles ou patrimoniales ». C. Caraballo recommande de les « inviter à titre individuel à travers une lettre qui les informe sur les objectifs de l'atelier ».²⁶ Une fois l'échantillon constitué, l'atelier se déroule en cinq temps :

- 1) Chaque participant dresse une liste de dix biens matériels ou immatériels sans lui imposer les concepts ni les catégories patrimoniales développées au sein de l'UNESCO.
- 2) Les listes sont ensuite mises en commun par petits groupes de huit à dix personnes au sein desquels sont relevés les cinq biens les plus récurrents.
- 3) Les groupes engagent une discussion interne afin d'identifier les acteurs ou institutions concernées par la conservation des biens retenus, pour ensuite réfléchir aux actions de conservation envisageables à l'échelle de la communauté.
- 4) Une discussion plénière est engagée afin de mettre en commun les résultats. Le responsable de l'atelier s'occupe d'identifier les biens les plus récurrents puis de redistribuer à chaque groupe la tâche d'élaborer une synthèse des valeurs, des attributs, des menaces et des possibilités de sauvegarde envisageables pour un bien particulier.

²⁴ Patricia RUVALCABA, « Inventario patrimonial hecho en casa », juillet 2010, *Km.Cero*, n°24.

²⁵ Hormis les travaux de C. Perichi (2008), nous n'avons pas trouvé de manuels détaillant la méthodologie empruntée par le FCH. Le site de l'UNESCO-Mexique fait mention des « ateliers d'identification participative des valeurs patrimoniales dans des sites du Patrimoine Mondial » menés au Mexique (Campus UNAM, Casa Luis Barragán, Centre Historique et Palenque) mais n'offre aucun détail (consulté en décembre 2012).

²⁶ C. CARABALLO PERICHI, « El patrimonio cultural y los nuevos criterios de intervención. La participación de los actores sociales »..., *op. cit.*, p. 46. Sur les enjeux de la patrimonialisation participative, *vid.* chap. III, p. 79.

- 5) Enfin, les groupes exposent leur cas devant l'assemblée qui peut alors relancer le débat. En ce sens, d'après C. Caraballo, « le résultat est assumé par la totalité du groupe comme quelque chose que “chacun a travaillé”, ce qui produit confiance et estime de soi, en plus d'importantes connaissances partagées ».

L'expérience entreprise par le FCH a apporté deux innovations méthodologiques : elle s'est déployée à une échelle jamais encore testée et elle a impliqué l'élaboration d'une nouvelle carte des *barrios* du Centre Historique. Pour cause, la nomenclature officielle imposait une première difficulté : en agrégeant les anciens *barrios* au sein des quartiers Centre et Morelos, elle réduisait la diversité des lieux et imposait des frontières qui n'étaient pas toujours reconnues par les habitants. L'équipe du FCH a donc déterminé une trentaine de *barrios* qui composaient *a priori* le Centre Historique et, à l'aide des participants de la troisième génération de l'EFCyCP, une enquête a été appliquée sur l'ensemble du territoire (300 points d'enquête établis sur l'espace public) pour vérifier la pertinence de cette division.²⁷ La population ciblée concerne les habitants et les usagers (travailleurs ou visiteurs réguliers), laissant de côté les touristes. Au total, 3 257 questionnaires ont été levés auprès de 1 750 travailleurs, 927 habitants et 580 usagers. Faute de pouvoir accéder aux données statistiques, nous ne pouvons que reprendre les résultats du FCH, qui entend avoir délimité 24 *barrios*, trouvant leur appellation (sauf pour le *barrio* 24) ainsi que 16 « épicentres ».²⁸

Cette première phase a par ailleurs permis de recruter sur place les personnes intéressées par la dynamique du quartier, les attirants vers les ateliers en question. Ceux-ci ont débuté en avril 2010 à l'aide de la troisième génération de l'EFCyCP, quartier par quartier, suivant la méthodologie proposée par l'UNESCO. Dans le cadre de l'atelier réalisé dans le quartier de Guerrero, par exemple, les participants se sont accordés sur l'importance des fêtes traditionnelles du Jour des Anges (2 août), de l'école publique Belisario Domínguez (qui contient des muraux de Diego Rivera) et du Café Coatepec (qui attire des célébrités), ainsi que d'autres biens situés à l'extérieur des périmètres de conservation tels que la maison d'une célèbre écrivaine (Antonieta Rivas Mercado) ou le marché du Chopo. L'atelier de La Ciudadela, à l'ouest du périmètre B, a quant à lui permis d'identifier des immeubles emblématiques tels que la Bibliothèque José Vasconcelos, l'horloge chinoise de Bucareli, ainsi que des activités socialement valorisées comme les bals de *danzón* hebdomadaires, la vente de livres sur l'avenue Balderas ou le marché d'artisanat.²⁹

Enfin, les ateliers n'ont pas échappé à la conjoncture et aux conflits d'intérêts. Par exemple, d'après l'organe officiel du FCH, les participants de La Ciudadela ont attiré l'attention des autorités sur la nécessité d'octroyer une sécurité juridique aux travailleurs du marché d'artisanat. Pour cause, les commerçants étaient en conflit avec les autorités fédérales qui prétendaient privatiser les lieux.³⁰

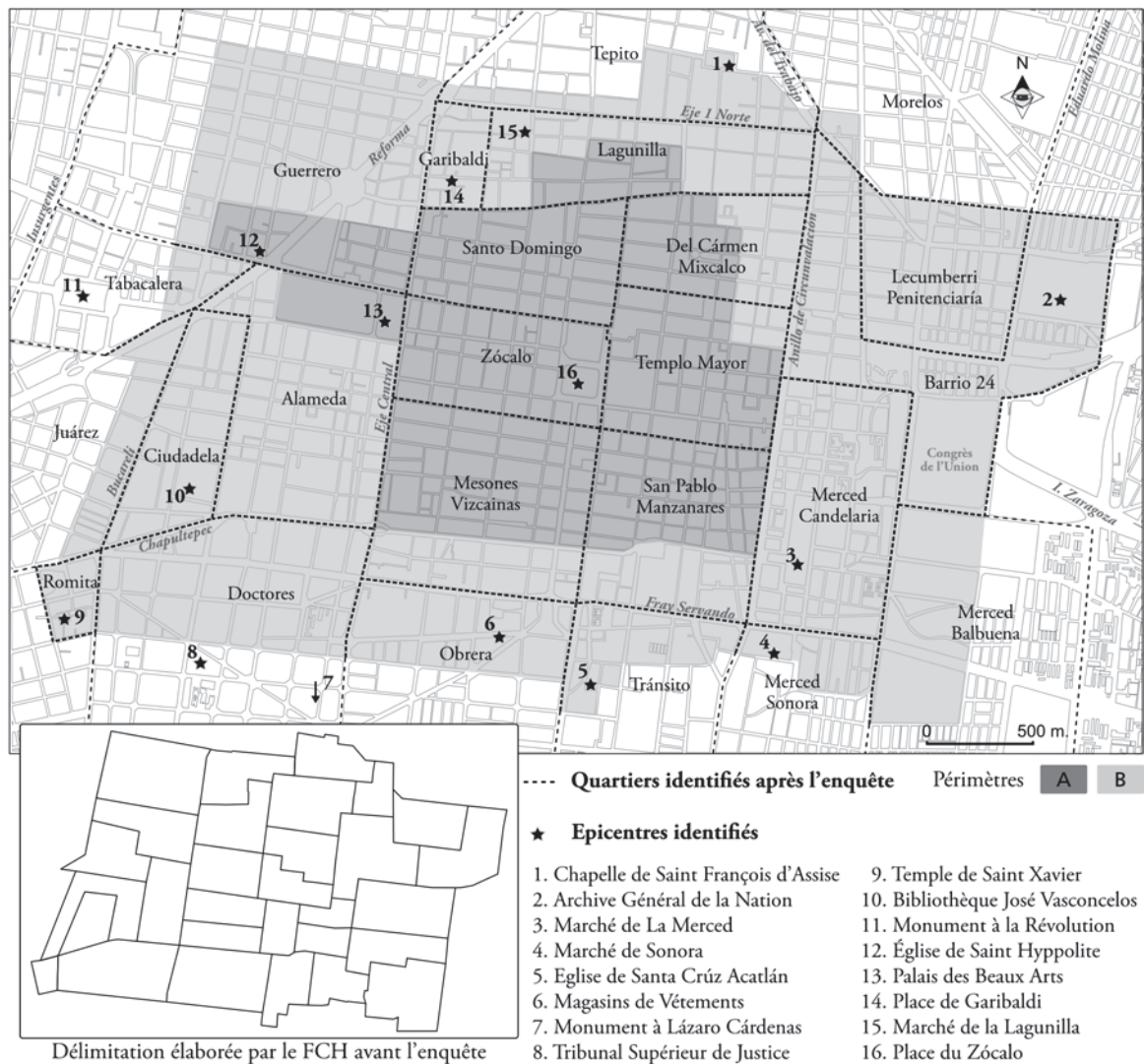
²⁷ Le questionnaire comprend quatre aspects : 1) Sachant que nous sommes dans le Centre Historique, pouvez-vous nous dire comment on appelle ce quartier en particulier ? Pourriez-vous définir les frontières ou limites de ce quartier ? 3) Pourriez-vous mentionner quel est le lieu le plus significatif de ce quartier ? 4) Connaissez-vous quelqu'un qui voudrait participer avec nous dans un atelier sur des thématiques associées à ce quartier ?

²⁸ En plus d'avoir assisté à une réplique des ateliers dans le cadre du 5^{ème} cycle de l'EFCyCP, nous avons eu accès à la présentation réalisée le 9 septembre 2011 par Ernesto Alvarado au cours de la Première Rencontre Citoyenne du Centre Historique. Les résultats que nous publions sont issus de cette aimable contribution.

²⁹ P. RUVALCABA, « Inventario patrimonial hecho en casa », *op cit.*

³⁰ En 2007, le Sénat a annoncé sa volonté de « désincorporer » cette propriété du domaine public fédéral (Rosío GONZÁLEZ, « Peligra el mercado de artesanías de La Ciudadela », 15 mai 2007, *La Jornada*). En 2012, le GDF a acquis l'immeuble afin de garantir la perpétuité d'un « lieu historique qui a toujours été un haut lieu ».

Carte 27. Les quartiers vécus du Centre Historique



Source : Fidécimmis du Centre Historique

Réalisation : J. Díaz

La diversité des biens identifiés tout au long des ateliers est surprenante. Elle atteint un univers de 815 biens matériels et immatériels. Cependant, il en ressort que les dix premiers biens identifiés par les participants (271 personnes), correspondent aux représentations touristiques traditionnelles : la Cathédrale (16,28%), le Palais des Beaux Arts (13,29%), le Zócalo (9,97%), la gastronomie mexicaine (9,63%), l'Alameda (9,3%), le Palais National (8,97%), la place Garibaldi (8,97%), la place de Santo Domingo (8,64%), les immeubles anciens et historiques (7,64%) et le Templo Mayor (7,31%).

La synthèse réalisée par le FCH à l'occasion de la présentation des résultats préliminaires récupère partiellement la richesse des dix huit ateliers qui s'étaient tenus jusqu'à ce jour. Afin de pallier l'absence de données sur les six quartiers qui n'ont pas connu l'expérience, cinq grandes zones ont été arbitrairement définies, ce qui permet d'avoir une lecture plus fine des résultats. À cette échelle, on retrouve l'importance accordée par les participants à d'autres éléments constitutifs du patrimoine du Centre Historique.

d'exposition et de vente d'artisanat, peut-être le plus important de la ville », selon les propos du maire (Laura GÓMEZ, « Ebrard: prepara GDF rescate de La Ciudadela », 24 mai 2012, *La Jornada*).

- Zone nord : la place Garibaldi (31,76%), les marchés de La Lagunilla (24,71%), les mariachis de Garibaldi (22,35%), le marché de San Camilito (12,94%) et le *barrio* de Tepito (8,24%).
- Zone orientale : le marché de La Merced (29,17%), le Congrès de l'Union (20,83%), l'église de La Soledad (20,83%), les fêtes du 2 février à La Candelaria (16,67%) et l'Archive Générale de la Nation (12,50%).
- Zone sud : les parcs et jardins (69,57%), la *pulquería* La Hija de los Apaches (13,04%), les musiciens ambulants (8,7%), le quartier La Romita (4,35%) et le Musée de l'Indianilla (4,35%).
- Zone occidentale : le Palais des Beaux-Arts (36,04%), l'Alameda (25,23%), le marché d'artisanat La Ciudadela (13,51%), le Musée-Cimetière de San Fernando (13,51%) et la place La Ciudadela (11,71%).
- Zone centrale : la Cathédrale (30,43%), le Zócalo (18,63%), la gastronomie mexicaine (18,01%), le Palais National (16,77%) et la place de Santo Domingo (16,14%).
- En dehors des périmètres de conservation les participants aux ateliers ont également identifié : le Monument à la Révolution (58,62%), l'Ange de l'Indépendance (20,69%), le parc de Chapultepec (6,9%) et son château (6,9%), et l'ancienne station de train de San Lázaro (6,9%) considérée comme un patrimoine perdu.

Finalement, reprennant à notre compte les conclusions de C. Caraballo, nous pouvons dire qu'en dehors des vertus pédagogiques de ce type d'expérience, les résultats des ateliers ont rarement été traduits en politiques de sauvegarde et de mise en valeur du patrimoine identifié par les habitants. Pour l'instant, il est simplement question de réitérer la démarche tous les deux ans afin de mesurer l'évolution des préférences patrimoniales des sociétés concernées, ce qui réduit considérablement les attentes de la participation. D'une certaine façon, les profanes ont trouvé un moyen de faire entendre leurs voix mais ils n'ont toujours pas de vote en la matière, car il est impossible, du jour au lendemain, d'inverser les schémas traditionnels de conservation lourdement institutionnalisés depuis des décennies.

Certes, les ateliers conduits par le FCH ont constitué des moments d'échange pédagogique qui ont permis aux participants de redécouvrir l'importance de leur environnement immédiat et de tisser des liens sociaux dans un cadre de convivialité. Ils représentent une opportunité pour revaloriser des activités et des lieux, légitimant certaines pratiques à travers la dimension patrimoniale, comme dans le cas du marché d'artisanat de La Ciudadela. Cependant, les résultats obtenus à l'échelle du Centre Historique nous parlent d'un rapprochement entre les critères culturels des habitants et usagers et ceux des agences touristiques qui privilégient les hauts-lieux du patrimoine : la Cathédrale, le Zócalo, le Palais des Beaux Arts, etc. Cette tendance avait déjà été observée par A. Rosas grâce à une enquête moins laborieuse.³¹ En outre, la promesse d'intégrer les résultats au *Plan de gestion* a été tenue dans sa plus mince expression, puisque celui-ci ne fait que vaguement allusion aux « 815 biens identifiés ».³² On peut en effet interroger la pertinence de l'intitulé de l'exercice qui invite non pas à « l'identification » mais bien à la « planification pour la conservation ».

³¹ Ana Rosas MANTECÓN, « Por vivir en quinto patio. Políticas públicas y representaciones del patrimonio arquitectónico del Centro Histórico de la Ciudad de México », in Miguel AGUILAR, César CISNEROS, Eduardo NIVÓN (coord.), *Diversidad, aproximaciones a la cultura en la metrópoli*, México DF, Plaza y Valdés, 1999, p. 61-70.

³² ACH, *Plan de Manejo del Centro Histórico...*, op. cit., p. 114.

Profils et aspirations des participants

Il est maintenant nécessaire de nous plonger dans l'intimité (mesurée) des participants afin de comprendre leur motivations et intérêts. Ceux-ci varient d'un individu à l'autre, d'autant plus qu'avec l'ouverture de l'EFCyCP au public en général, les origines des participants se sont diversifiées. En effet, l'enjeu consiste à savoir s'ils ont finalement quelque chose en commun. Quelles sont leurs origines et leurs activités en dehors de l'EFCyCP ? De quel type de légitimité politique disposent-ils ? Sont-ils représentatifs des intérêts et aspirations d'une classe sociale spécifique ?

Loin de prétendre à l'élaboration d'une typologie de l'ensemble des participants, nous avons tenu à connaître quelques itinéraires de vie³³ en utilisant la méthode d'enquête déployée par M. Giroud.³⁴ Celle-ci consiste en des entretiens semi-structurés qui permettent de revenir successivement sur la vie des enquêtés et de dégager une chronologie des parcours résidentiels en considérant l'évolution des situations socio-professionnelles et les événements majeurs qui déterminent ces itinéraires (annexe). En intégrant à ces enquêtes les différents moments d'engagement politique, il se dégage que les participants disposent d'une expérience politique préalable et que leur engagement citoyen s'exprime aussi bien dans le domaine des associations commerciales que dans celui de la participation formelle au sein des comités citoyens élus dans les quartiers (encadré 13, p. 383). Dans une moindre mesure d'implication, ils sont administrateurs de leurs immeubles, présidents d'associations de parents d'élèves ou responsables de projets dans leurs quartiers. La restitution de ces histoires personnelles reste fidèle aux relations de causes à effets identifiées par nos enquêtés.

Don Miguel

À l'EFCyCP on l'appelle don Miguel par politesse. Ce sexagénaire au discours mesuré, souvent conciliateur, préside l'Union des Mécanographes et Typographes de Santo Domingo, un métier qui s'hérîte de père en fils et qui caractérise le paysage de la place Santo Domingo depuis des lustres.³⁵ Bien qu'il ne bénéficie d'aucune couverture sociale et qu'il exerce son métier sur l'espace public, don Miguel se distingue des ambulants et se considère lui-même comme un « prestataire de services ». Il est père de deux filles et habite un logement d'intérêt social à peine à l'extérieur du périmètre B, dont il est le propriétaire depuis mai 1985 : par chance il a quitté le secteur de l'Alameda juste avant la catastrophe sismique.

Don Miguel a pris connaissance de l'EFCyCP au cours d'une réunion convoquée par le FCH pour traiter des questions logistiques relatives à la réhabilitation du portail de Santo Domingo. Il s'est intégré depuis le second cycle et s'est investi jusqu'au dernier moment. Durant la cérémonie de remise des diplômes, le 17 juin 2011, il a ainsi exposé ses motifs :

« Quand nous avons reçu l'invitation à participer à l'École, j'ai été attiré par la possibilité d'acquérir des connaissances sur l'espace que nous occupons et qui est si important dans l'histoire nationale. J'ai passé la moitié de ma vie dans cette place où l'on accueille encore les

³³ La notion de « parcours de vie » réduit l'expérience individuelle à une trajectoire prédéterminée tandis que la notion « d'itinéraire de vie » comprend la part d'imprévisibilité inhérente à l'existence humaine. Sur cette distinction voir : C. ZAMORANO VILLARREAL, « Los hijos de la modernidad »..., *op. cit.*

³⁴ *Résister en habitant ?...*, *op. cit.* À la grille d'entretien proposée par l'auteur nous avons rajouté une colonne précisant les activités politiques afin de comprendre le processus de politisation de chacun (annexe).

³⁵ Dans un pays marqué par l'analphabétisme jusqu'à une période récente, ces hommes de métier ont joué un rôle important en tant qu'intermédiaires auprès de l'administration publique. Il s'agit en effet d'un métier culturellement valorisé, souvent associé à l'image romantique des écrivains-poètes (*escribanos*) qui aidaient leurs clients à retravailler des lettres d'amour.

usagers des anciens métiers ainsi que de nombreux touristes et visiteurs. L'EFCyCP s'est présentée comme une occasion pour apprendre à mieux interagir avec mes concitoyens afin d'améliorer l'image que l'on projette à l'intérieur du pays comme à l'international. L'intervention du FCH dans le portail de Santo Domingo a été une réussite, tout comme la formation que nous avons reçue. »

Don Miguel reste fidèle à ses propos au cours d'un entretien personnel, dans lequel il dresse un bilan positif de l'EFCyCP :

« Nous avons vu qu'il existe un bon nombre de concitoyens qui sont intéressés par la même chose : élever la qualité de vie dans le Centre Historique. Et peu importe l'idéologie. Quand tu penses à l'intérêt commun, les valeurs particulières s'évanouissent. À l'EFCyCP nous avons établi des relations qui se maintiennent au-delà du cadre de l'École. Il s'agit de très belles relations humaines qui nous permettent d'élargir nos horizons. On n'est plus étrangers les uns aux autres. »³⁶

María Arias

Madame Arias dispose d'une expérience participative au sein de la communauté paroissiale du quartier Morelos (Tepito, même si elle insiste à dire que celui-ci se situe encore plus au nord), qu'elle habite depuis son plus jeune âge. Sa vision de la participation est cependant déterminée par une histoire de militances variées dans l'univers des partis politiques. Issue d'une famille pauvre de quatre enfants, dont le père n'a jamais été présent, elle s'identifie aux classes laborieuses qui ont réussi à trouver un certain statut :

« Ma mère a commencé avec un stand de *tamales*³⁷ sur Vidal Alcocer et Costa Rica. Avec le temps elle a pu louer un local et augmenter la production. La famille a toujours contribué au processus de production. [...] Grâce à ça, on pouvait faire des séjours à Salvatierra, Guanajuato, d'où ma mère était originaire, pour échapper au stress de la ville. »³⁸

Effrayée par l'agitation sociale, sa mère l'a retirée du lycée public en 1968 pour l'inscrire à une formation professionnelle qui lui a permis de trouver un emploi dans une banque privée (Banamex). Agée de 19 ans, manifestant un certain goût pour la politique, elle est devenue militante du droitiste Parti d'Action Nationale (PAN) pour ensuite changer de camp : devenue « employée de confiance » à l'Institut Mexicain de la Sécurité Sociale (IMSS), elle a développé des affinités envers le parti au pouvoir, le PRI, jugé « moins mou » que le PAN. Le président Luis Echeverría (1970-1976) est alors devenu son « idole ».

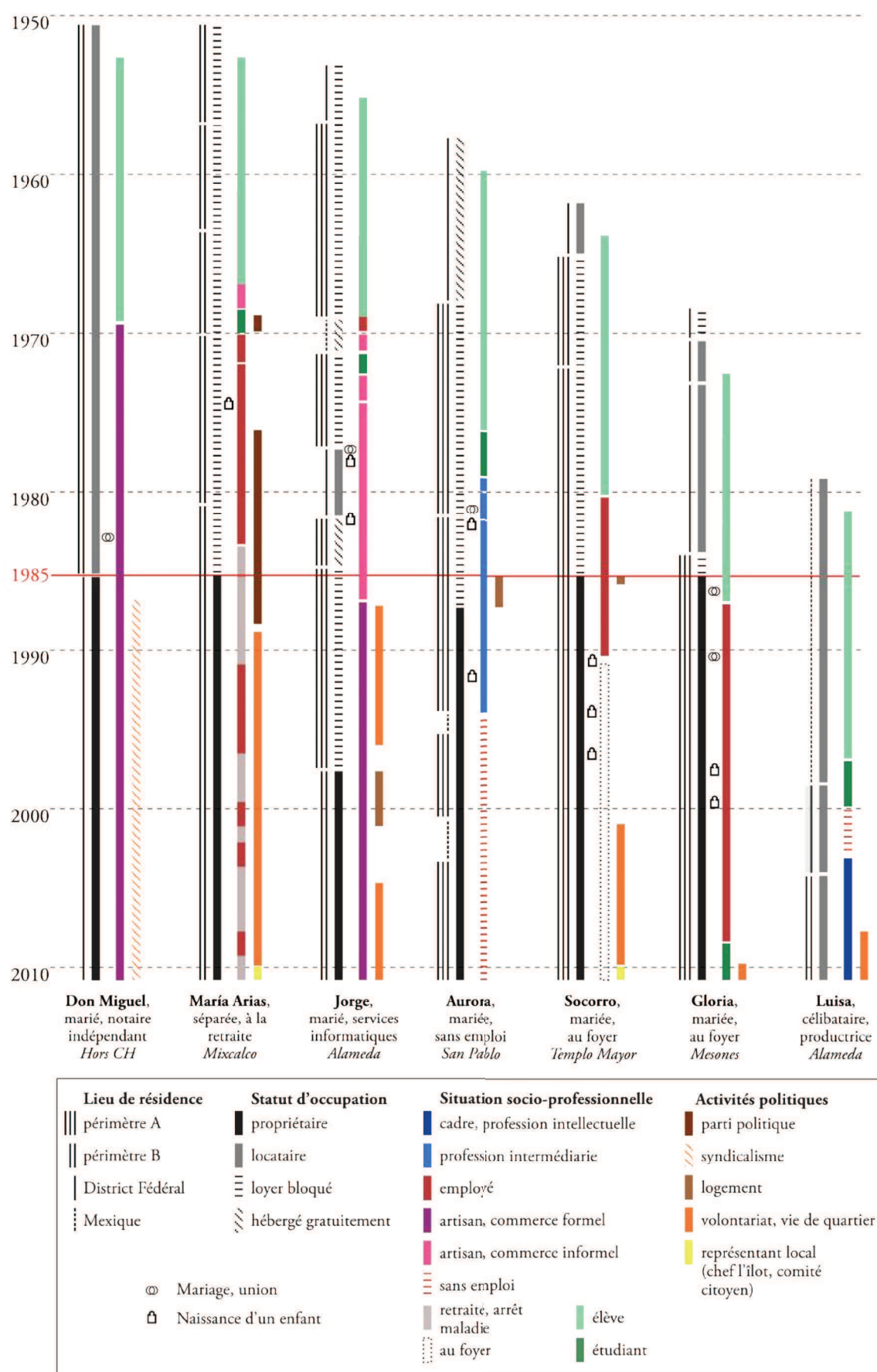
En 1982, tandis que le pays semblait dans une des crises les plus spectaculaires de son histoire, madame Arias traversait elle aussi ses moments les plus durs : un accident l'empêcha de travailler pendant trois ans. Malgré ses problèmes de santé, sa pension lui a permis d'occuper ses temps libres à militer au sein du PRI, mue par une volonté de changement social : « J'étais déçue de voir le Mexique en crise. Moi j'avais connu la prospérité, j'avais ma pension, mais les gens ne pouvaient même plus manger avec leurs salaires ».

³⁶ Don Miguel, entretien réalisé le 12 septembre 2012.

³⁷ Un *tamal* est un aliment préparé à base de maïs, enroulé sur une feuille de *totomoxle* (feuille de maïs) qui facilite à la fois sa cuisson avec d'autres aliments et son transport. Issu de la tradition culinaire préhispanique, il constitue un des petits déjeunés privilégiés par les travailleurs de Mexico et s'insère progressivement parmi les élites nationales. Au début de l'ère indépendante, « il était acceptable de manger des aliments tels que les piments farcis, le *mole*, et même des *enchiladas* ou des *tamales*, mais il était de très mauvais goût d'offrir ces aliments lors des grands repas ». Jeffrey PILCHER, *¡Qué vivan los tamales! La comida y la construcción de la identidad nacional*, Ediciones de la Reina, CIESAS, Conaculta, 2001, p. 208.

³⁸ María Arias, entretien réalisé le 20 août 2011.

Figure 10. Synthèse des itinéraires de vie de sept participants à l'EFCyCP



Clichés 42. Quelques participants à l'EFCyCP



L'École de Formation Citoyenne et Conservation du Patrimoine a vu le jour en 2009 à l'initiative du Fidéicomis du Centre Historique. En deux ans d'activités, l'EFCyCP a réuni 186 participants issus de milieux sociaux variés. La plupart partage la volonté de traiter les problématiques urbaines et participent à plusieurs niveaux dans la vie politique du Centre Historique. En haut, Don Miguel en tenue de travail devant le portail de Santo Domingo; Luisa Cárdenas devant l'antenne de Telmex; Aurora, *fan* de Frida Khalo. En bas : Jorge et sa femme; María Eugénia et sa fille; Socorro Horta, représentante au comité citoyen Centro VII.

À la crise économique s'est ajouté le séisme de 1985, qui a cependant représenté l'opportunité pour des milliers de familles de devenir propriétaires de leur logement. María Arias a alors emprunté les réseaux corporatifs du PRI pour accéder aux crédits de FONHAPO. Les six appartements de sa *vecindad* –qui n'avait pourtant pas été affectée par le séisme– sont ainsi passés sous le régime de la copropriété. De par ses qualités professionnelles, elle en est devenue l'administratrice en 1991, fonction qu'elle n'a jamais quitter car :

« La plupart des gens ne savent pas être propriétaires. Ils pensent qu'il y aura toujours quelqu'un pour s'occuper de la maintenance ; ils me prennent pour leur maman. »

Ayant retrouvé une certaine santé physique, elle a repris un travail dans l'administration de la paroisse de Regina Coeli (1991-1996) puis au collège de Vizcainas (1996-2000). En 2000, s'étant éloignée du PRI depuis dix ans et manifestant un certain vide existentiel, elle décida de s'incorporer à l'Institut Électoral (IFE) au moment des élections fédérales :

« C'était comme un grain de sable, une modeste contribution pour qu'il y ait un changement sans déversement de sang. Le vote est très important pour moi, c'est l'instrument dont on dispose pour pouvoir influencer le choix d'un bon gouvernement. »

L'arrivée du PAN au pouvoir lui a ramené des réminiscences de jeunesse. Elle a voulu croire au changement mais elle s'est vite estimée « trahie » par le président Vicente Fox et sa politique néolibérale. Elle poursuit son activité au sein de l'Institut Electoral du DF jusqu'en 2009. Cependant, déçue par la politique, elle consacrait plus de temps aux activités de son quartier, ce qui lui a valu d'être élue au comité citoyen Centro II à partir de 2010 (carte 28, p. 384). Afin de multiplier ses compétences civiques, désireuse de mieux servir sa communauté, elle décida finalement de s'intégrer à l'EFCyCP par l'intermédiaire de Juliana Adaya, militante au PRD et activiste communautaire du quartier voisin.

Jorge

Âgé de 59 ans, Jorge n'a jamais milité dans une organisation politique. S'il a pu participer de loin aux manifestations de 1968, il était pourtant trop occupé à travailler dans le secteur informel pour améliorer les conditions de vie de sa famille et payer les soins de sa grand-mère malade. Aux côtés de son père, il a vendu des gélamines dans les marchés et les transports publics avant d'accumuler un petit capital pour se lancer dans la manufacture de pantalons avec d'autres associés de Tepito. Devenu papa à 21 ans, il a épousé une immigrée de l'État du Guerrero, avec laquelle ils se sont installés dans un appartement au quartier Cuauhtémoc, jusqu'à l'arrivée d'un deuxième enfant. Fautes de moyens, ils sont retournés chez les parents de Jorge pour ensuite trouver un logement à loyer bloqué rue de Bolivia. Suite au séisme de 1985, qui a annulé l'entreprise familiale, monsieur Jorge devint fournisseur de matériel informatique tout en se consacrant à l'éducation de ses enfants : sa femme ayant obtenu un emploi chez une compagnie d'assurances, elle n'avait plus le temps de s'occuper du foyer.

Ce retournement de situation l'amena à s'investir dans le milieu associatif : « je suis devenu le président de l'association des parents d'élèves pendant cinq ans. C'est là que j'ai appris à négocier avec les autorités ». En 1988, quand l'UNAM a voulu récupérer le bâtiment du collège n°6 où était inscrite sa fille aînée,³⁹ il s'est même retrouvé en face à face avec le chef du DDF, Manuel Camacho :

³⁹ Le collège n°6, exclusivement féminine, était installé sur une section du couvent de Santa Teresa la Antigua, derrière le Templo Mayor. Suite à la Guerre de la réforme (1857-1861), l'immeuble fut exproprié par l'État et

« Je l'ai affronté car l'école était excellente et ils voulaient simplement la faire disparaître. [...] Camacho répondit : "d'accord, cherchez un terrain". Comme nous avions anticipé le boulot, nous lui avons proposé deux possibilités : un parking qui se trouvait à côté de l'école ou un autre qui se situait un peu plus loin. En sept mois ils nous ont construit l'école ! [...] Ce qui nous a aidé c'est qu'à cette période là le gouvernement s'appropriait à exproprier toute une série d'immeubles. Pour eux c'était politiquement intéressant d'offrir une nouvelle école aux survivants du séisme, ça parlait bien d'eux. »⁴⁰

En 1997 le couple réussit à débloquer un crédit pour acheter un petit appartement d'occasion au sud de l'Alameda. Leurs enfants avaient déjà pris leur indépendance. Jorge se maintenait difficilement dans l'activité commerciale mais la retraite de sa femme leur offrait une certaine stabilité. Dans ce contexte, il a pu commencer à s'occuper de l'administration de son immeuble, s'intéressant de plus en plus aux problèmes d'insécurité qui affectaient son nouveau quartier. En 2006, il s'intégra aux réunions périodiques tenues par un représentant du GDF qui s'occupait de faire remonter les préoccupations des riverains jusqu'à Marcelo Ebrard (encadré 11, p. 368). En 2010, ayant créé des liens dans le milieu associatif, il se lança comme candidat au comité citoyen de sa circonscription, Centro VIII, mais sa liste arriva loin derrière le groupe présidé par Gloria Molina, suspectée d'avoir acheté des voix par l'intermédiaire d'Alejandra Barrios.⁴¹ Sans décourager, Jorge arriva en 2009 à l'EFCyCP par l'intermédiaire de Luisa Cárdenas, où il a enfin découvert un univers de petits acteurs sociaux qui partagent de nombreuses préoccupations :

« Je pense que les personnes qui sont arrivées à l'EFCyCP ont un point commun. Nous avons tous une procédure en cours ou une problématique non résolue et nous cherchons les outils nécessaires pour aboutir aux meilleures solutions possibles. Je considère qu'il s'agit de personnes assez mûres... voire trop mûres ! Il serait important d'attirer des jeunes qui n'aient pas de courant politique prédéfini pour les préparer à assumer de véritables responsabilités citoyennes. Les temps qui viennent seront difficiles : nous avons le narcotrafic au-dessus de nos têtes et il va essayer d'influencer les élections [présidentielles de 2012]. Les prochains dirigeants politiques devront se plier à leurs décisions. »

Aurora

Cette dame de 55 ans a connu une enfance moins laborieuse que celle de Jorge ou María. Ayant grandi dans les beaux quartiers du sud de Mexico, elle arriva dans le centre-ville en 1968 pour intégrer une des dernières écoles féminines : le collège n° 6. Installée chez ses tantes dans un immeuble à loyers bloqués rue San Jerónimo, elle réussit à maintenir le contact avec son père, un évaluateur d'œuvres d'arts qui travaillait au Mont de Piété et se rendait régulièrement dans le centre. À l'issue de ses études secondaires elle s'inscrit au lycée de Vizcaínas. Passionnée d'art et d'histoire, elle se lança dans une licence en anthropologie mais déchantait très vite face à l'ambiance « gauchiste » qui caractérisait l'École Nationale d'Anthropologie et d'Histoire (ENAH). Elle se tourna alors vers la licence en Lettres hispaniques de l'UNAM, ce qui lui permit en 1979 de devenir enseignante dans un lycée privé. Puis elle rencontra Federico, cadre de la fonction publique, avec qui elle eut un premier enfant en 1982. La famille s'installa dans le même immeuble rue San Jerónimo.

connut de multiples usages jusqu'en 1910, quand il fut cédé à l'Université Nationale du Mexique, devenue plus tard l'UNAM. En 1991 il fut réhabilité et en 2004 l'enceinte fut rebaptisée Palais de l'Autonomie.

⁴⁰ Don Jorge, entretien réalisé le 11 février 2012.

⁴¹ Sur l'influence de cette dirigeante du commerce ambulant sur la politique locale *vid.* chap. VI, p. 215-222.

L'année 1985 marqua un tournant décisif. Suite à la catastrophe, de peur d'être exproprié, le propriétaire de l'immeuble (classé par l'INBA) aliéna les appartements. Tout allait donc pour le mieux jusqu'en 1995, quand une nouvelle crise financière ruina le pays : Federico perdit son travail en même temps qu'Aurora, qui était devenue enseignante spécialisée au sein du ministère de l'Agriculture. Face aux difficultés, la famille s'en alla dans l'État du Veracruz mais les promesses d'emploi faites à son mari ne se concrétisèrent jamais. Aurora décida de vendre son appartement à un prix dérisoire avant de s'installer quelque temps dans l'État du Morelos, chez sa mère. Finalement, suite au décès de sa tante, la famille revint dans le Centre Historique à partir de 2003 pour occuper le logement qui a vu grandir Aurora.

Malgré le chômage, le couple compte désormais sur un petit héritage immobilier qui lui permet de tirer une rente régulière. Ils comptent aussi sur les résidus du système de protection sociale : Federico complète sa pension de 2 000 pesos mensuels (110 euros) en offrant des thérapies de façon informelle, leurs enfants mènent des études à l'université publique. Enfin, malgré le déclassement qu'elle a subi au fil de sa vie, Aurora profite des activités culturelles qui lui sont offertes. Elle appréhende l'EFCyCP comme un espace d'échange convivial tout en essayant d'y trouver des solutions pour pallier l'insécurité qui se vit dans le *barrio* de San Pablo. En plus de la prostitution, qui caractérise la zone depuis des décennies, les habitants observent impuissants le développement du narcotrafic.

Ermelinda

Bien qu'elle ait pu exercer son métier d'agent comptable dans plusieurs entreprises multinationales, Ermelinda n'a jamais éprouvé l'envie de déménager. Même après le séisme de 1985 —qui d'après elle fut l'occasion pour que les « gens de la périphérie s'incrument dans le Centre Historique »—, elle s'attache aux lieux qui l'ont vu grandir.⁴² Comme la plupart des participants de l'EFCyCP, elle s'est formée à l'école publique et dans le milieu catholique. Cependant, ces deux aspects vont plus fortement caractériser son engagement dans les affaires locales. En tant qu'ancienne élève du collège César A. Ruiz, Ermelinda va intervenir en 2011 dans le conflit associé à la réhabilitation du prestigieux bâtiment. Craignant une tentative de spoliation de la part du gouvernement, elle va fonder une association d'anciens élèves pour épauler le mouvement de résistance entrepris par les parents d'élèves (encadré 12). Elle projette actuellement d'écrire un ouvrage sur l'histoire des lieux.

Née dans un immeuble de la rue Regina, elle participe également aux activités de la paroisse de Regina Coelli qu'elle se veut prête à défendre : « si le gouvernement autorise ses propres groupes à faire des manifestations, pourquoi devraient-ils nous empêcher de poursuivre nos traditions ? » —se demande-t-elle en référence aux processions de Pâques, de plus en plus régulées par les autorités.

Pour Ermelinda, la « revitalisation » signifie le début d'une étrange politisation qui va à contrecœur de son idéologie : « je déteste la politique mais je ne vais pas laisser qu'ils nous marchent dessus », explique-t-elle afin de justifier son engagement en tant que représentante locale au *Programme de réhabilitation des façades*. Poussée par ses voisins —qui comprennent l'intérêt d'être représentés par une experte comptable— elle a effectivement intégré en 2007 le comité de façades de la rue Mesones qui a administré les ressources allouées par le GDF (peinture et petites restaurations). Cependant, elle ne donne aucun crédit aux activités du FCH. Selon elle, la participation des habitants s'intègre dans une stratégie gouvernementale

⁴² Ermelinda, entretien réalisé le 9 juillet 2011.

pour mettre la main sur des immeubles en situation irrégulière : d'une part, le programme en question leur exigeait la présentation des titres de propriété et le respect du zonage établi en 2000 ; d'autre part, le contrat obligeait les bénéficiaires à entretenir les façades en cas de dégradation. Elle même s'est battue pour obtenir le retrait de cette condition imposée aux propriétaires de la rue Mesones afin d'éviter des sanctions et « l'expropriation sous n'importe quel prétexte » de leurs biens. Enfin, nous pouvons affirmer que sa participation à l'EFCyCP s'insère dans une logique qui relève de l'opposition : il s'agit moins d'aller s'informer que de surveiller de plus près les mouvements du gouvernement.

Encadré 12. Le collège César A. Ruiz : un conflit de classes

Le collège n° 1 porte le nom du responsable d'une commission spéciale chargée de produire le modèle d'éducation du Mexique postrévolutionnaire. Le bâtiment de l'ancien couvent de San Camilo de Lelis (Regina 111) abrite depuis 1926 le premier collège public du pays, fondée sur les principes de laïcité, universalité, égalité et mérite personnel. Durant de nombreuses années, l'école a été un creuset social et multiethnique, comme l'atteste le célèbre Jacobo Zabludovsky : « ici j'ai appris que des gens issues de différents niveaux économiques, de toute couleur de peau et aux différentes appartenances religieuses peuvent coexister et même s'entendre très bien ». ⁴³ Cependant, avec le dépeuplement et la paupérisation du secteur, l'école a perdu les élèves issus des classes aisées. Ainsi, à la veille des travaux de réhabilitation, le collège ne comptait plus que 300 élèves issus à 70% du petit commerce local, ⁴⁴ notamment de nombreux enfants mazahuas dont les familles exercent un rôle actif au sein de l'association des parents d'élèves.

Le 24 février 2009, suite à la propagation d'une rumeur sur la fermeture de l'établissement, dans un contexte de conflit entre les parents d'élève et la directrice, les élèves ont pris l'avenue Pino Suárez pour exiger le maintien de l'école et le départ de la directrice. Le conflit est monté en puissance en octobre, lorsque qu'une section du Syndicat des Travailleurs de l'Éducation s'est saisi du dossier, annonçant dans une lettre ouverte son « opposition à l'exclusion des plus démunis du projet de réhabilitation du Centre Historique ». D'après la section X de la CNTE, les autorités du ministère de l'Éducation prétendaient « déloger les élèves sous prétexte de réhabiliter cet immeuble historique ». Le directeur du FCH a ainsi répondu aux inquiétudes des syndicalistes : « les travaux de réhabilitation seront menés par le gouvernement de la capitale qui prétend dignifier le premier collège du pays au bénéfice des actuels et futurs élèves ». ⁴⁵

La multiplication des réunions de présentation du projet, auxquels nous avons pu assister à la demande de certains parents, n'a pas suffi à désamorcer les craintes. Leur posture était simple : ils demandaient à ce que les travaux se fassent sans avoir à déplacer les activités pédagogiques, ce qui du point de vue du gouvernement était impossible. Finalement, un accord a été conclu le 1^{er} mars 2010 entre l'association des parents d'élève, le ministère de l'Éducation et le FCH. Celui-ci prévoyait par écrit le retour des élèves à la rentrée 2012. Aujourd'hui l'école accueille 450 élèves et se présente comme l'avant-garde nationale dans d'application du modèle d'éducation du XXI^e siècle. Bien entendu, le FCH fait souvent valoir cette expérience comme un gage de confiance auprès des populations réticentes aux opérations d'aménagements.

⁴³ Gabriela ROMERO, « Entrega Ebrard restauración de la secundaria número 1 », 30 août 2011, *La Jornada*. Voir également les propos de l'ex-procureur de justice du District Fédéral et plusieurs fois député fédéral Bernardo BÁTIZ, « La secundaria uno », 26 novembre 2001, *La Jornada*.

⁴⁴ Regina ZAMORANO, « Secundaria 1: modelo educativo del siglo XXI », novembre 2011, *Km. Cero*, n°40.

⁴⁵ Voir la lettre ouverte « En defensa de la Escuela Secundaria Diurna No. 1 », faite par la section X de la *Coordinadora Nacional de los Trabajadores de la Educación* (CNTE) le 5 octobre 2011, parue dans le courrier des lecteurs de *La Jornada*. La réponse du directeur du FCH, Inti Muñoz, s'est faite par ce même biais : « El GDF hará mejoras a la secundaria 1 », 6 octobre 2011, courrier des lecteurs de *La Jornada*.

Gloria

Cette forme de résistance menée au sein des dispositifs de participation établis par le gouvernement, caractérise également l'attitude de Gloria. Issue d'une famille nombreuse, cette dame de 46 ans a connu une enfance difficile, passée dans les environs de la Basilique de Guadalupe à travailler dans l'ambulantage. Allant d'emploi en emploi précaire, elle trouva son métier dans une chaîne de pharmacies, dont elle est devenue salariée pendant vingt ans. En 1984, sa mère s'installa dans un logement spacieux à loyer bloqué, rue Mesones, avant de devenir copropriétaire en 1985 grâce au programme FICAPRO. Ayant rencontré son deuxième mari, avec lequel elle aura deux filles, Gloria s'installa dans l'appartement familial. Ce petit patrimoine permit au jeune couple d'affronter la crise de 1995 qui laissa son mari au chômage : l'agent comptable est alors devenu chauffeur privé par la force des choses.

À l'image d'Ermelinda, Gloria n'a jamais ressenti le goût pour la politique, à vrai dire, elle était trop occupée à gagner sa vie. En 2005, cependant, elle abandonna son métier pour se consacrer à l'éducation de ses filles et décida de reprendre ses études dans la toute récente Université Autonome de la Ville de Mexico (UACM). Inscrite en formation continue dans une licence de Promotion de la santé, elle mena des missions ponctuelles dans le cadre d'un programme d'aide aux seniors (60-68 ans) de la délégation Cuauhtémoc. Par ailleurs, elle réussit à dégager le temps nécessaire pour participer à un groupe féministe appelé *Corazón seguro* et elle s'investit dans l'association des parents d'élèves du collège César A. Ruiz, où étaient inscrites ses deux filles. C'est précisément en suivant Ermelinda dans sa bataille pour empêcher l'éviction des enfants, qu'elle incorpora finalement l'EFCyCP.

Gloria se passionne par l'activité politique du Centre Historique, elle s'intéresse aux conflits avec les ambulants, elle assiste aux rencontres de tout genre, elle participe aux activités culturelles et elle est même allée jusqu'à demander à Inti Muñoz de parrainer sa fille lors du bal des *quinceañeras*, célébré chaque année sur le Zócalo. Cependant, elle est tiraillée par les rumeurs qui se développent à l'encontre de la "revitalisation" et dispose d'un certain nombre d'éléments qui renforcent son scepticisme :

« À partir de la rénovation du centre, disons depuis les cinq dernières années, les taxes d'habitation, l'eau et l'électricité ne font qu'augmenter. Beaucoup de gens hésitent à vendre leur appartement car cela devient très cher d'habiter ici. Nous disposons heureusement de La Merced, mais tous les petits commerces bon marché sont en train de disparaître. [...] Moi je pense que le Centre Historique devient de plus en plus sélectif. »⁴⁶

Toujours méfiante vis-à-vis du gouvernement, elle finira par quitter l'EFCyCP suite à une discussion pour le moins houleuse avec Ernesto Alvarado.

Socorro Horta

En effet, l'École de Formation Citoyenne et Conservation du Patrimoine n'est pas qu'un lieu de débat et de conciliation. D'ailleurs, parmi les 186 participants présumés, beaucoup ne font qu'assister à quelques séances afin de se donner une idée du dispositif. C'est le cas de Socorro Horta, que nous avons voulu rencontrer pour mieux comprendre les causes de son désintérêt.

Née dans un quartier populaire de la délégation d'Iztacalco, la Agrícola Oriental, elle est arrivée dans le centre-ville en 1964, dans un immeuble à loyers bloqués rue Margil, qui fut sévèrement endommagé par le séisme. Sa famille s'est alors installée juste en face de

⁴⁶ Gloria, entretien réalisé le 27 mai 2011.

l'immeuble en ruines, dans un campement provisoire qui dura trois ans, avec 37 autres familles affectées. C'est notamment grâce à la détermination de son père que ce groupe de sinistrés a réussi à intégrer le *Programme de rénovation de l'habitat populaire* (RHP).⁴⁷

Madame Horta hérite du *leadership* de son père mais aussi des problèmes de régularisation du condominium. Faute de titres, cette *vecindad* moderne qui commence à vieillir se trouve marginalisée des programmes d'amélioration de l'habitat promus par le gouvernement de la ville : ni la PROSOC,⁴⁸ ni l'INVI n'ont accepté pour le moment de les prendre en charge. En revanche, les habitants de Margil 14 comptent sur le soutien de la délégation Cuauhtémoc qui intervient notamment à travers des aides à l'imperméabilisation des toits, la peinture des façades et le remplacement des citernes d'amiante par des citernes en plastique.

En 2010, cette proximité avec les autorités locales a amené Socorro Horta à se présenter aux élections du comité citoyen Centro VII, une vaste circonscription composée de 52 îlots. Repérée par les fonctionnaires de la délégation, elle a initialement reçu un appel de la sous-déléguee au secteur Centre Historique, Leticia Díaz, qui l'invita à former une équipe de citoyens intéressés par le bien-être de la communauté. Bien que sa liste est arrivée en deuxième position, les règles de proportionnalité établies par la *Loi de participation citoyenne* lui ont permis d'intégrer le comité (encadré 13).

La pluralité n'a pourtant jamais été un gage d'efficacité. Au contraire, dans le cas des comités citoyens, les élus ont souvent été amenés à travailler avec des groupes antagonistes : « c'est difficile de travailler en équipe parce qu'il y a des gens qui ont leur propres intérêts » —affirme Socorro Horta en référence au groupe majoritaire que dirige Ángel Contreras, parent du dirigeant *perrediste* Armando Contreras, dit El Negro, qui “protège” des centaines de familles de demandeurs de logement dans toute la ville à travers l'Union de Lutte des Riverains Vallée de l'Anahuac, particulièrement bien implantée dans ce secteur (carte 25, p. 317). En effet, la représentante locale considère que le travail fourni par l'équipe du comité est finalement utilisé pour promouvoir les intérêts du Negro Contreras. De la même façon, elle s'estime relativement abusée par les autorités :

« Ceux qui sont présents auprès des citoyens ce sont les membres des comités et non pas les fonctionnaires. Moi j'ai toujours dit qu'on faisait leur boulot gratuitement ». ⁴⁹

Madame Horta reconnaît cependant les aspects positifs de son engagement politique au sein du comité citoyen :

« Grâce à ça je connais mieux les nécessités et les carences de mes voisins ; j'apprends à canaliser les aides sociales. [...] Par ailleurs, j'ai rencontré beaucoup de monde à travers les formations qui nous sont offertes. Elles sont très bien mais on nous les donne au compte-gouttes, comme s'ils avaient peur que les citoyens apprennent. Ici il y a beaucoup de personnes qui ne savent pas lire, cependant, on aime tous apprendre. Nous sommes prêts à continuer jusqu'à ce qu'on nous arrête franchement. »

⁴⁷ *Vid.* chap. V, p. 149-153.

⁴⁸ La Procuraduría Social s'occupe, entre autre chose, d'intervenir dans les copropriétés “difficiles” où s'accumulent les problèmes de délinquance et où les habitants sont jugés incapables d'entretenir les espaces communs. Dans le Centre Historique, deux ensembles sont pris en charge par la PROSOC : Chile 73, au nord du périmètre A, et l'ensemble situé sur Santa Veracruz 53, à cent mètres au nord de l'Alameda.

⁴⁹ Entretien réalisé le 19 janvier 2012.

Encadré 13. La régulation des comités citoyens du District Fédéral

Les comités citoyens sont les organes de représentation de chaque quartier. Depuis l'entrée en vigueur de la dernière *Loi de participation citoyenne du District Fédéral* (27 mai 2010), ils sont régulés par 37 articles qui spécifient leur composition et leurs attributions. Les élections sont assurées par l'Institut Électoral local (IEDF) et se déroulent de la façon suivante : les candidats doivent former des listes de cinq personnes, dont un président et un secrétaire. Elles sont indépendantes des partis politiques (interdiction de recevoir des ressources financières ou de faire allusion à un parti pendant les campagnes). La liste gagnante obtient cinq places au comité, deux autres sont attribuées à la seconde liste (président et secrétaire), la troisième et la quatrième liste ont droit à une place pour leurs présidents respectifs. Le travail de représentation assumé par les neuf membres du comité ainsi constitué est honorifique, pour une durée de trois ans, sans possibilité de réélection. Parmi ses attributions, chaque comité doit tenir trois assemblées de quartiers par an, élaborer un plan de travail, collaborer avec les autorités pour l'exécution des programmes et des travaux publics, établir des accords avec les comités limitrophes, établir des commissions permanentes et *ad hoc* pour satisfaire les objectifs du plan de travail.

Suite aux premières élections du 24 octobre 2010, 1 734 comités citoyens et conseils de villages ont ainsi été constitués sur l'ensemble du DF, soit un total de 14 937 représentants.⁵⁰ Ces personnes reçoivent des formations de l'IEDF, de l'École d'Administration Publique du GDF ou d'autres institutions. Ils assurent la diffusion et le bon déroulement des exercices de participation citoyenne prévus par la loi (le plébiscite, le référendum, l'initiative populaire et la consultation citoyenne)⁵¹ ainsi que l'exercice du budget participatif (3% du budget de la délégation) introduit depuis l'administration de López Obrador. Les élus sont par ailleurs conviés à des conférences dans les enceintes législatives et participent à des réunions avec différentes instances du gouvernement, notamment avec les responsables de police de chaque secteur.

Étant donné que chaque comité représente plusieurs milliers de personnes, la loi prévoit deux mécanismes de participation supplémentaires. À l'échelle inférieure, ils s'appuient sur un représentant dans chaque d'îlot (*jefe de manzana*). Il est parfois difficile de trouver des candidats à ce poste, en effet, les représentants d'îlot sont arbitrairement désignés par l'assemblée de quartier, sans passer par l'IEDF. À l'échelle supérieure, le coordinateur du comité (président de la liste gagnante) participe au conseil citoyen de sa délégation (*consejo ciudadano delegacional*). Ce conseil a un caractère consultatif et doit siéger une fois par trimestre. Les organisations citoyennes inscrites à l'IEDF selon les termes de la nouvelle loi (art. 77 et 78) peuvent assister aux réunions du conseil.

Les comités citoyens du Centre Historique se retrouvent divisées entre les délégations Cuauhtémoc et V. Carranza. Au total, trente trois comités citoyens sont concernés par la normativité de l'espace patrimonial et neuf occupent le périmètre A. D'après le site de l'institut électoral, on dénombre dix sept organisations citoyennes dans la délégation Cuauhtémoc (décembre 2012).

⁵⁰ Le nombre des représentants correspond à une liste actualisée au 7 décembre 2012, publiée dans le site de l'IEDF (www.iedf.org.mx consulté en janvier 2013). Le nombre des comités est issu de : IEDF, « Diagnóstico sobre el seguimiento y desempeño de los comités ciudadanos y consejos de los pueblos ». Les conseils de village (*consejos de los pueblos*) correspondent aux 40 villages « originels » (préhispaniques) reconnus par cette loi. Bien que les attributions des élus dans ces anciens foyers de peuplement soient les mêmes que dans le reste de la ville, la loi reconnaît le rôle consultatif des autorités traditionnelles.

⁵¹ Les consultations citoyennes sont généralement lancées à l'initiative du gouvernement, cependant il existe des cas isolés dans lesquels la loi de 2010 a été instrumentalisée dans le cadre d'une mobilisation sociale. Dans la délégation Cuauhtémoc, une seule consultation citoyenne a été réalisée pour le moment : confronté à une opposition grandissante au sein des comités, le maire de la délégation a accepté la tenue d'une consultation sur la mise en place de parcomètres dans les quartiers résidentiels Roma et Condesa. Bien que les résultats ne seraient pas juridiquement contraignants, 10 357 riverains se sont prêtés à l'exercice. Finalement, l'opposition a remporté les élections mais les parcomètres ont tout de même été installés dans certaines rues. « Vota 58% de vecinos en la consulta sobre instalación de parquímetros », Laura Gómez, 21 janvier 2013, *La Jornada*.

Carte 28. Les comités citoyens dans le Centre Historique (2010)



Malgré les conditions de précarité, un mari au chômage qui vend des pizzas à l'entrée de l'ensemble d'habitation et trois enfants scolarisés, Horta s'investit à tous les niveaux : elle organise chaque année les *posadas* traditionnelles (fêtes de Noël), la fête des mères, des tournois de football et, depuis qu'elle est représentante des riverains, elle mène le recensement du mobilier urbain pour justifier l'intervention des pouvoirs publics, lointains et hermétiques :

« Ils devraient venir la nuit pour voir à quoi ressemble le manque d'éclairage. Peut-être qu'ils comprendront que les lampadaires sont en panne une fois qu'ils auront subi un vol. Nous avons mené le recensement de tous les lampadaires pour démontrer qu'ils sont toujours grillés par manque de maintenance. [...] C'est très difficile de se faire écouter. Ils nous disent qu'il faut aller voir telle ou telle instance. Mais dites moi pour de bon à qui dois-je adresser ma demande ! Nous avons recensé tous les arbres : 240. Plusieurs sont en train de soulever les trottoirs et d'autres ont besoin d'un élagage pour éviter des accidents. Au Fidécimmis, ils m'ont envoyé un spécialiste que j'attends toujours. »

D'une certaine façon, l'exaspération des habitants les plus actifs est proportionnelle à leur volonté d'apprendre à se saisir du pouvoir public et des ressources qui en découlent. En ce sens, les comités citoyens permettent une meilleure circulation de l'information, parfois opaque, qui amène de nombreux élus à faire le tour des différentes instances gouvernementales et leurs dispositifs de participation. Ainsi, Socorro Horta n'est pas désintéressée par les possibilités de participer à l'amélioration des conditions de vie dans son quartier, elle a simplement choisi d'investir plus de temps sur d'autres créneaux de participation que l'EFCyCP.

Luisa Cárdenas

Sur l'ensemble des participants assidus de l'EFCyCP, cette jeune professionnelle est la seule représentante des nouveaux habitants aisés du Centre Historique. Paradoxalement, elle est aussi l'une des rares locataires parmi cette assemblée de petits propriétaires. Originnaire de l'État du Sonora, Luisa est arrivée à Mexico en 1997 et s'est installée au sud de l'Alameda en 2004. En plus de cuisiner, raison pour laquelle elle voulait habiter à proximité du célèbre marché de San Juan, elle se consacre à l'organisation d'événements dans le milieu publicitaire.

En 2007, après avoir vécu trois ans de repli dans les milieux branchés du Centre Historique, elle a subi un cambriolage qui l'a amené à sortir de son « univers snob » :

« La chose publique est venue, elle s'est immiscée chez moi pour m'en sortir. C'était comme une baffe, une douche d'eau froide. [...] J'ai compris qu'ici les gens te connaissent même si toi tu ne les connais pas : tout le monde sait qui tu es, on t'observe. J'ai compris qu'il faut créer des liens dans l'espace que tu habites, car si tu n'as pas une participation communautaire, tu n'auras jamais le soutien que t'offre la communauté. Sinon, tu restes comme un étranger, personne ne t'apprécie vraiment. »⁵²

Convaincue que les voleurs étaient des jeunes du quartier, désireuse de mieux se faire connaître, elle s'est rapprochée des réunions hebdomadaires conduites à cette époque-là par une représentante du GDF, autour des questions associées à l'insécurité. C'est là qu'elle a rencontré monsieur Jorge et d'autres riverains qui l'ont invité à s'intégrer à un projet d'amélioration de la place de San Juan de Aranda, financé dans le cadre du *Programme communautaire d'amélioration de quartier* (encadrés 5, p. 206), qui impliquait la piétonnisation des rues Buen Tono et Aranda. Dans l'élan, elle a généreusement accepté de participer au comité d'administration du projet, sans s'imaginer que son investissement allait à nouveau la faire « tomber du nuage » :

« Je pensais naïvement pouvoir faire quelque chose de bien. Quand j'y pense, vouloir faire “quelque chose” et “de bien” me paraît ridicule, c'est flou, c'est vaste et c'est très relatif, car ce qui est bien pour moi peut s'avérer néfaste pour quelqu'un d'autre ».

À partir de 2009, le réaménagement de la place San Jaun de Aranda a suivi son cours sans la participation de Luisa, qui décida de se rallier aux détracteurs ! Ayant identifié une série d'anomalies dans la gestion des ressources, elle n'entendait pas se rendre complice de ce qu'elle considère comme une malversation clientéliste visant à servir les intérêts électoraux du PRD. Par ailleurs, elle commençait à exprimer de plus en plus de sympathie envers les commerçants, les volaillers et les *franeleros*⁵³ qui s'opposaient à la fermeture de la rue.

La situation a alors dérapé : avant-même avoir reçu les permis nécessaires pour démarrer la seconde phase des travaux, soit la piétonnisation d'Aranda, le secrétariat aux Affaires Sociales, alors dirigé par Martí Batres, a envoyé les bulldozers à l'assaut du quartier, en plein milieu de la nuit. L'alerte étant lancée, Luisa s'est retrouvée en première ligne d'un groupe d'opposants et s'est faite arrêter par la police avec son ami *franelero*. Au petit matin, des dizaines de riverains se sont effectivement mobilisés jusqu'au poste de police où elle a finalement été libérée grâce au soutien d'Inti Muñoz, directeur du FCH –rival historique de Martí Batres au sein du PRD–,⁵⁴ que Luisa connaissait personnellement.

⁵² Entretien réalisé le 2 mars 2012.

⁵³ Les *franeleros* s'occupent de garder et de laver les voitures. Malgré l'interdiction de cette pratique par la nouvelle *Loi de culture civique* (2004), ils sont des milliers à vivre de cette activité dans la ville centrale. *Vid.* p. 204.

⁵⁴ *Vid.* chap. V, p. 164-167.

Encadré 14. Le cas du PCBM de la place San Juan de Aranda

Le comité du *Programme d'amélioration du quartier* (PCBM) de San Juan, a été élu par une petite assemblée de 17 habitants. Trois personnes ont été chargées de l'administration et trois autres de la supervision de l'ouvrage (sur le fonctionnement général du programme, voir l'encadré 5). Contrairement à la "belle histoire" présentée dans le compte-rendu officiel,⁵⁵ des riverains nous livrent leur version du processus.

D'abord, le montage du projet s'est fait dans l'urgence, deux semaines avant la date limite du dépôt des candidatures, recyclant les travaux d'une équipe d'étudiants en urbanisme à l'UNAM. Malgré le fait qu'il n'était pas adapté à la normativité du Centre Historique, le projet a été reçu et il a obtenu le financement du secrétariat aux Affaires Sociales. Les divisions au sein du comité se sont alors creusées : pour certains, le projet devait être reformulé afin de respecter la normativité ; d'autres refusaient de déboursier 40 000 pesos (sur un budget d'un million) rien que pour améliorer le projet exécutif. À leurs yeux, l'argent devait aller directement à l'ouvrage : pavage de la place, installation d'équipements sportifs et de jeux d'enfants, piétonnisation des rues Buen Tono et Aranda. En effet, le comité finira par se séparer et le conseiller technique (le PCBM impose le choix d'un architecte diplômé) sera trois fois remplacé, compliquant la cohérence de l'ouvrage.

Les opposants du projet dénoncent les irrégularités suivantes :

1) Dans la première phase de l'ouvrage un petit bar récemment ouvert par un couple de gentrificateurs aurait été attaqué par les travaux, puisqu'on a délibérément rejeté les débris jusqu'à sa porte pour bien signifier qu'il n'était pas le bienvenu dans le quartier. Le bar a fermé un mois plus tard.

2) Le maître d'œuvre faisait partie du comité de supervision et sa femme présidait le comité d'administration.

3) Un soleil identique à celui d'une œuvre de Gaudí à Barcelone a été incrusté au milieu de la place. Au-delà du plagiat, celui-ci n'était pas prévu dans le budget. En effet, l'utilisation arbitraire des ressources allouées par le GDF fait craindre à de nombreux riverains des malversations de fonds.

Sur le plan politique, l'opération révèle la complexité du jeu d'acteurs institutionnels. Afin de financer le projet exécutif et d'obtenir les permis de l'INAH, la personne chargée de l'administration a décidé de faire recours au Fidéicomis du Centre Historique, l'organe responsable de faciliter ce type d'action dans le Centre Historique. Cependant, Alberto Martínez, directeur général du PCBM, s'est montré réticent à la participation du FCH dès lors que son directeur, Inti Muñoz, était considéré comme un adversaire politique à l'intérieur du PRD : A. Martínez et Martí Batres, alors secrétaire aux Affaires Sociales, appartenaient au courant Gauche Sociale (IS) tandis qu'Inti Muñoz participait au Mouvement Démocratique (encadré 6, p. 226), un courant fait d'anciens militants universitaires qui ont souvent dénoncé les pratiques clientélistes du premier.

Finalement, compte tenu des difficultés, le projet n'a été qu'à moitié réalisé, avec le réaménagement la place San Juan de Aranda et l'installation d'équipements sportifs, mais sans la piétonnisation de la rue Aranda.

En plus d'avoir contribué à freiner définitivement la piétonnisation d'Aranda, Luisa a ainsi compris qu'en participant, ne serait-ce qu'à un niveau élémentaire, on pouvait facilement devenir la cible des opérations policières et qu'il vallait mieux compter sur des alliés à l'intérieur de l'appareil gouvernemental. En même temps, loin de se décourager, elle a involontairement obtenu ce qu'elle recherchait depuis le début : la reconnaissance du quartier.

« Aujourd'hui, ce qui me protège et qui me permet de me maintenir ici c'est que beaucoup on vu cette lutte ne serait-ce que de loin. J'y ai bien gagné un certain respect. Ce bordel m'a permis de rentrer dans la subjectivité des gens comme quelqu'un qui lutte, qui s'oppose aux affaires tordues, hors de contrôle. J'ai ainsi appris à traiter avec la subjectivité

⁵⁵ PUEC, *Programa Comunitario de Mejoramiento Barrial* 2008, México DF, PUEC-UNAM, 2008, p. 86-87.

des gens avec lesquelles je m'associe. S'il m'est impossible de m'associer avec d'autres c'est justement parce qu'il n'y a pas moyen de dialoguer avec leur subjectivité : il y a un ressentiment social très fort. Par exemple, certains détestaient le second architecte proposé par le comité d'amélioration de la place juste parce qu'il avait les yeux bleus. Ils n'aimaient pas d'autres voisins juste parce qu'ils avaient de l'argent. »

Forte de cette légitimité, Luisa s'est finalement présentée comme candidate aux élections du comité citoyen de la circonscription Centro VIII. Tout comme Jorge, qui participa dans une autre liste, la liste de Luisa et des opposants à la piétonnisation de Buen Tono arriva loin derrière celle de Gloria Molina et du groupe allié à la dirigeante commerciale Alejandra Barrios. Cependant, étant donné qu'elle s'était présentée « pour faire plaisir » à son nouveau groupe d'amis, la défaite n'a pas affecté cette curieuse « pionnière » qui venait par ailleurs de trouver dans l'EFCyCP un espace de participation fait à sa mesure. Depuis la seconde génération (août-décembre 2009) elle en est devenue une figure de proue en invitant de nombreux riverains à s'intégrer à l'École ainsi qu'au projet de la VVC, abordé un peu plus loin.

Présence du commerce populaire

Afin de compléter le portrait des participants de l'EFCyCP, il faut faire mention du rôle actif des représentants de l'ambulantage tels que Marco Antonio Ibarra, Elvira Pantoja ou Clara Franco. Cette dernière fait partie d'une génération de commerçantes à qui l'ouvrage *Femmes dirigeantes du commerce populaire dans le Centre Historique de Mexico* rend la parole.⁵⁶ Parmi les neuf témoignages, le sien est particulièrement saisissant.

Issue d'une famille de 20 enfants, Clara Franco s'est incorporée à l'ambulantage avant même d'avoir fini ses études primaires. Ce fut en travaillant aux côtés de sa mère qu'elle réussit à se frayer un chemin parmi les plus importantes dirigeantes du centre-ville réunies autour de Guillermina Rico.⁵⁷ Avec à la disparition de cette dernière en 1996, dans un contexte de transformations économiques et politiques majeures, la fragmentation de l'ambulantage était imminente : Clara Franco a alors érigé sa propre organisation avec les commerçants qui occupaient les trottoirs de l'avenue Anillo de Circunvalación (carte 18, p. 218). Actuellement, en plus de s'occuper de ses trois enfants, cette femme représente plus d'un millier de commerçants, dont à peine une centaine ont pu bénéficier du *Programme de réaménagement du commerce sur la voie publique*. En 2007, elle a obtenu la *plaza* Revolución dans un secteur prisé par les ambulants : la rue Correo Mayor, derrière le Palais National (carte 19, p. 220).

Issu de cette même veine commerçante, Marco Antonio Ibarra s'est un temps rangé derrière les filles de Guillermina Rico. Il a pu quant à lui suivre des études lycéennes à l'Institut Polytechnique National mais, faute de débouchés dans sa profession de sellier, il travaille actuellement dans le commerce d'artisanat sous l'auspice d'une de la toute-puissante organisation d'Alejandra Barrios. Par ailleurs, s'étant imposé devant les listes de Luisa et Jorge, il est devenu représentant local au comité citoyen Centro VIII.

Dès sa première séance à l'EFCyCP, Marco Antonio a fait preuve d'enthousiasme et de franc parlé : il a passé en revue les problèmes du Centre Historique et il a critiqué la complicité entretenue par le secrétaire aux Affaires Sociales, Martí Batres, et une dirigeante du marché d'artisanat de San Juan... sans s'imaginer qu'elle était dans la salle. Sa maladresse n'a pas eu de conséquences majeures car la dirigeante en question, Elvira Pantoja, était habituée à ménager les rumeurs qui pèsent naturellement sur les figures publiques.

⁵⁶ Fabiola CEDILLO ESPÍN et Óscar TORRES ARROYO (éd.), *Trayectorias de vida...*, op. cit.

⁵⁷ Sur les enjeux de la succession de Guillermina Rico, *vid.* chap. V, p. 160 et 168.

Elvira Pantoja est effectivement à la tête d'une association de 173 locataires du marché, elle milite ouvertement au sein du PRD, aux côtés de Martí Batres, et elle fait parti du comité citoyen du quartier Alamos, dans la délégation Benito Juárez. En tout cas, l'anecdote permet de mettre en évidence la complexité de l'EFCyCP et la difficulté d'y créer un climat de convivialité sur un terrain miné de rivalités.

Caractéristiques communes

Malgré leur diversité, nous pouvons finalement essayer de dégager des caractéristiques communes à l'ensemble des participants. D'abord, il s'agit globalement d'une génération qui a connu le "miracle économique" des années soixante ainsi que les crises économiques successives de 1982 et 1995. Bien que certains connaissent une situation socio-économique relativement aisée, comme la comptable Ermelinda, il semblerait que nous ayons à faire aux résidus des classes moyennes qui ont fui le centre-ville avant qu'il ne devienne "historique" et surtout après la catastrophe de 1985. Autrement dit, les participants témoignent d'une ascension sociale brisée par la crise de la centralité urbaine.

Si le déclassement apparaît évident dans le cas d'Aurora, il est toutefois moins évident dans le cas de María Arias, Gloria, Socorro Horta ou Jorge, qui sont devenus propriétaires dans le cadre de la reconstruction post-sismique en même temps qu'ils dépassaient leur condition de travailleurs informels.

Une autre caractéristique relève précisément du terrain d'affinité existant envers une catégorie spécifique de populations, les ambulants, généralement stigmatisée par les médias et la classe moyenne de Mexico. Or ici l'origine sociale des participants et la présence de dirigeants commerciaux favorise une vision plus compréhensive du phénomène. En revanche, la situation des sans-abris attire moins la compassion des participants. Pour certains, ils sont une population indésirable, au même titre que l'accumulation des déchets dans les rues du centre.

La problématique réitérée du trafic et même du recyclage de l'argent des drogues dans le commerce et l'immobilier, constitue une préoccupation majeure qui renforce la cohésion du groupe autour de l'équipe chargée de la participation citoyenne au Fidéicomis, censée assurer le lien avec les forces de police.

Par ailleurs, le statut de propriétaire joue un rôle fondamental, parfois explicite, dans la formulation des objectifs communs des participants : il s'agit d'améliorer l'environnement urbain et, en effet, d'augmenter la valeur des propriétés. Il serait cependant réducteur d'en déduire que leur engagement tient à des motifs purement économiques. L'importance accordée à la défense des infrastructures scolaires est en ce sens exemplaire. Elle mobilise souvent pour la première fois des parents d'élève –ayant eux-mêmes étudié dans ces établissements publics– qui entendent défendre la possibilité de reproduire ou améliorer leur niveau social à travers l'école et qui s'attachent souvent à la sauvegarde d'un patrimoine constitutif de leur identité culturelle, au même titre qu'aux traditions du catholicisme baroques défendues par plusieurs participants.

Bien que l'EFCyCP constitue un espace de rencontres hétéroclites et parfois antagonistes, elle représente aussi l'opportunité de reconstituer un "tissu social" dégradé par des décennies d'abandon. Cette mosaïque d'acteurs devrait contribuer au renforcement des capacités des habitants à s'organiser en dehors du cadre de l'État afin d'améliorer durablement les conditions d'existence à l'échelle locale. Or l'importance prise par la figure des comités citoyens indique au contraire une tendance à la réification de l'ordre étatique et, en effet, à l'instrumentalisation des dispositifs de participation par les participants eux mêmes.

Finalement, c'est l'hypothèse de B. Jouve « d'un sacre des notables locaux rendu possible par l'exercice de la démocratie participative sur un registre institutionnalisé »⁵⁸ qui vient à l'esprit lorsque l'on découvre qu'une partie des participants s'est présentée aux élections locales des comités (Jorge, Luisa Cárdenas, Ermelinda Moreno) et qu'une autre les a même remportées (Luz Vilchis, Elvira Pantoja, Marco Antonio Ibarra, María Arias, Socorro Horta, Concepción Ruiz). Forts d'une préparation politique à l'EFCyCP et d'un réseau social élargi, ces nouveaux représentants citoyens s'introduisent dans le champ du pouvoir et en ses lieux physiques (événement au Palais des Mines, formations au Congrès de l'Union, réunions avec l'UNESCO, Oxfam, etc.), dans un terrain déjà bien quadrillé par les partis politiques. Ces élus ne sont pas des fonctionnaires à proprement parler mais ils disposent d'une écoute privilégiée auprès des autorités.

D'une certaine façon, la possibilité d'engager un processus démocratique d'aménagement urbain qui prenne en compte les habitants de la capitale dépend désormais de ces nouveaux intermédiaires entre l'État et la société. Sauront-ils assurer le lien avec les populations qu'ils sont censés représenter ?

2. Une participation dépendante

Nous avons exposé dans la première partie de la thèse les théories qui guident l'analyse des dispositifs de participation, révisant tour à tour l'échelle de S. Arnstein,⁵⁹ les critiques apportées par M. Rahnema,⁶⁰ ainsi que la synthèse élaborée par A. Fung et E. Wright. En intégrant le niveau d'implication des participants et leur degré d'autonomie par rapport aux pouvoirs constitués, ces derniers suggèrent qu'une « gouvernance démocratique » doit privilégier le consensus au suffrage majoritaire et que l'enjeu consiste en la formation de contre-pouvoirs qui soient « capables d'affaiblir, voire de neutraliser, le pouvoir et les prérogatives politiques des acteurs sociaux normalement dominants ».⁶¹ À leurs yeux, l'État constitue un agent régulateur capable de faire interagir les différents groupes d'intérêts ou, au contraire, de favoriser des situations de domination.

Reprenant les catégories établies par M. Rahnema (tableau 3, p. 72), on peut dire que l'EFCyCP n'est pas forcément l'expression d'une *participation manipulée*, puisque les participants se saisissent du dispositif par différents moyens et qu'ils l'utilisent parfois pour élargir leurs propres réseaux, suivant la volonté d'orienter l'opinion des riverains et des autorités. Cela dit, il n'est pas non plus l'expression d'une *participation libre et spontanée* puisqu'il répond globalement aux objectifs fixés par le gouvernement.

Afin de compléter l'analyse, nous allons aborder une série d'expériences concrètes menées dans le cadre de l'EFCyCP, en interrogeant la notion de *participation dépendante* qui peut se définir de la façon suivante : les acteurs de la société civile s'engagent volontairement mais les objectifs et les moyens de leur participation dépendent d'une direction et d'un accompagnement gouvernemental. Lorsque cette relation s'estompe, l'initiative citoyenne se dissipe faute de repères et de ressources.

⁵⁸ B. JOUVE, « La démocratie en métropoles »..., *op. cit.*, p. 326.

⁵⁹ S. ARNSTEIN, « A ladder of citizen participation »..., *op. cit.*

⁶⁰ M. RAHNEMA, « Participation »..., *op. cit.*

⁶¹ A. FUNG et E.O. WRIGHT, « Le contre-pouvoir dans la démocratie participative »..., *op. cit.*, p. 50.

La VVC : entre autonomie et dépendance

Voces Vivas del Centro (litt. Voix Vivantes du Centre) constitue la principale vitrine des réussites de l'EFCyCP. Le projet de la VVC, comme il est convenu de l'appeler en référence à la BBC britannique, a consisté en la création d'une radio communautaire ouverte à toutes les expressions politiques et culturelles inscrites dans l'espace patrimonial. Au Mexique, la réalisation d'un tel projet demeure cependant difficile dès lors que les concessions du spectre électromagnétique sont retenues par les géants des télécommunications : Televisa et TV Azteca. Autant dire que la VVC représente une aspiration lointaine, voire un rêve d'enfance auquel s'attache profondément Luisa Cárdenas, porteuse de l'initiative. Au demeurant, le soutien apporté par Ernesto Alvarado et son collaborateur Edgar Castelán va permettre aux membres de la VVC de développer jusqu'à un certain point leur démarche.

Ce soutien s'est d'abord manifesté par le prêt d'une propriété du GDF située au 66 rue Regina, dans une ancienne caserne de pompiers qui était alors en phase de devenir un musée contre la répression (*Casa de la Memoria Indómita*).⁶² En l'attente des travaux, E. Alvarado a mis les lieux à disposition de la VVC et à partir du mois d'avril 2011, le 66 de Regina est en quelque sorte devenu le quartier général d'un petit groupe de participants de l'EFCyCP. C'est à ce moment là que nous avons été invités à collaborer avec l'équipe en acceptant d'élaborer le site Internet de la VVC et de participer aux activités de la "radio" dans l'idée de mieux comprendre les objectifs des participants. Ainsi, nous avons pris part à des activités variées, parfois éloignées des objectifs d'un média communautaire.

Pendant les mois avril-mai 2011, un participant de l'EFCyCP a demandé à l'équipe de la VVC (alors composée par six personnes) de mettre à disposition le 66 de Regina pour faire un « atelier de participation citoyenne et développement durable ». Jesús Ortiz, promoteur de l'atelier, appartient à l'association Universidad de la Sustentabilidad AC, spécialisée dans l'éducation à l'environnement. Il souhaitait partager les débats et enjeux de la crise écologique à travers des séances hebdomadaires organisées tard le soir afin d'attirer le plus grand nombre, entre 18 et 25 personnes à chaque séance. Grâce à la solidarité des riverains, les assistants ont disposé d'un rétroprojecteur et du mobilier nécessaire. Quant au personnel du Fidéicommis, il s'est délibérément absenté afin d'encourager l'autogestion du groupe. Un mois plus tard, la VVC a fait venir une association appelée Participando por México AC. Ses représentants ont expliqué en deux séances les fondements théoriques de la démocratie et de l'action sociale, autrement dit, comment constituer une association civile au Mexique.

Les petites formations et les réunions du groupe se sont multipliées sans jamais perdre de vue l'objectif de créer une radio communautaire. Les membres de la VVC ont par exemple été invités à faire des enregistrements dans un studio professionnel appartenant au frère d'Ernesto Alvarado. Il s'agissait d'une expérience nouvelle pour certains membres de l'équipe : Elvira Pantoja, présidente de l'association de commerçants du marché de San Juan ; don Miguel, à la tête des mécanographes de Santo Domingo ; et Nieves, qui vend des cas-

⁶² Le Comité Eureka a reçu les lieux en avril 2012 à travers la figure du *comodato* qui permet l'usufruit d'un bâtiment public pour une période donnée (à terme renouvelable) en échange d'une maintenance sur fonds propres et sans buts lucratifs (Víctor BALLINAS et Andrea BECERRIL, « Recibe Ibarra inmueble que albergará el museo de la desaparición y la represión », 19 avril 2012, *La Jornada*). Cette association est présidée par Rosario Ibarra, mère d'un étudiant communiste disparu durant les années 1970, candidate du PRT aux élections présidentielles de 1988 et sénatrice pour le PRD de 2006 à 2012. La *Casa de la Memoria Indómita* tire de l'oubli ce qu'il est convenu d'appeler la "sale guerre", qui correspond à la lutte anti-subversive menée par l'armée mexicaine à travers des méthodes de torture et causant la disparition forcée de centaines d'étudiants contestataires et de *guerrilleros*. Sur cette période voir : L. CASTELLANOS, *México armado, 1943-1981...*, *op. cit.*

quettes dans la *plaza* La Paja. En revanche, les jeunes du groupe disposaient déjà d'importantes compétences techniques : Ana Yvett, graphiste confirmée qui a mis ses compétences au service de la VVC ; Alberto, étudiant en économie fraîchement installé dans un appartement rue Regina ; et Luisa, qui gérait l'agenda des activités en mobilisant ses compétences managériales. La diversité générationnelle et la mixité professionnelle faisaient effectivement la force de ce groupe à géométrie variable qui disposait d'un noyau dur convaincu de la faisabilité du projet.

Dès le mois d'avril 2011, la VVC s'est proposée de réaliser une série d'émissions pilotes diffusées à travers des enceintes posées sur la rue piétonne de Regina, reliée à une cabine précaire de transmission (une table de mixage et deux microphones) dans la cour du bâtiment. Les passants étaient invités à rentrer pour déguster des plats cuisinés par l'équipe et prendre part aux débats sonorisés. Une fois par mois, donc, Regina 66 étaient transformé en un café-bar alternatif où les gens pouvaient s'exprimer autour d'un thème : la diversité sexuelle, la violence, le commerce populaire ou encore la mobilité dans le Centre Historique.

Les *tertulias* (soirées bohèmes) ont permis au groupe de développer une certaine expérience dans la gestion de l'antenne mais aussi de lever des fonds pour acquérir du matériel professionnel. Au bout de huit mois, la VVC a enfin acquis un ordinateur et des magnétophones pour faire des entretiens et éditer les programmes diffusés sur le site Internet. Les *tertulias* ont connu un certain succès pendant un an, regroupant jusqu'à 90 personnes lors du débat sur la violence au Mexique. Entre temps, plus de personnes ont adhéré à la VVC. Par exemple, l'apport de Kristalito Condor –un maître maçon au service du FCH qui utilisait le 66 de Regina comme entrepôt de matériaux– s'est avéré crucial puisqu'il a mis à disposition son propre *sound system* (enceintes, micros, etc.) utilisé lors des grands bals organisés dans les périphéries de Mexico. Ainsi, les *tertulias* ont fini par offrir des projections de documentaires, des débats et des bals ! Saisi par cette dynamique, certains passants occasionnels sont devenus des assistants réguliers et, tandis que plusieurs membres de l'EFCyCP s'ajoutaient au projet, d'autres ont commencé à voir l'expérience d'un mauvais œil : pourquoi la VVC recevrait-elle plus de soutien que les autres projets ?

Le soutien n'a pourtant pas été éternel. À l'ouverture du musée, la VVC a été contrainte de quitter les lieux qu'elle espérait pouvoir garder pour y installer une véritable cabine de transmission. Le groupe a alors été invité par Clara Franco, dirigeante du commerce populaire, pour s'installer dans une pièce de la *plaza* Revolución. Les réunions hebdomadaires de la VVC s'y sont poursuivies et l'ordinateur y a été déposé. Cependant, loin des passants de la rue piétonne de Regina, les *tertulias* ont été interrompues. Sans l'appui d'Ernesto Alvarado, qui essaya pourtant de négocier avec le Comité Eureka un espace au 66 de Regina, l'objectif d'avoir une radio communautaire du Centre Historique apparaît plus lointain que jamais.

En somme, le projet de la VVC n'aurait pas pu voir le jour sans l'existence de l'EFCyCP. D'une part, l'École a permis l'union invraisemblable d'individus de tout âges, socialement divers. D'autre part, le Fidécómmis a su offrir à la porteuse du projet un soutien logistique déterminant, tout en mesurant sa distance par rapport à l'autonomie du groupe qui s'est proposé d'occuper l'espace public au double sens du terme : la rue et l'opinion publique. Bien qu'elle soit virtuellement désarticulée aujourd'hui, avec un noyau dur qui persiste à croire au projet, la VVC a le mérite d'avoir pratiqué une communication populaire relativement indépendante et critique du gouvernement.

Clichés 43. Le Métrobus : pomme de la discorde



(1) Malgré la prédominance des affiches anti-Métrobus, quelques groupes ont manifesté leur soutien au projet du GDF. En revanche, alors que les travaux avançaient sur Juan Cuamatzin (2), les opposants ont réalisé un forum public le 12 juillet 2011 pour dénoncer l'imposition du Métrobus (3). La nuit du 3 octobre, les machines sont arrivées jusqu'à la place de Santo Domingo (4), où une cinquantaine de riverains, certains armés de pierres (5), attendaient la police anti-émeutes. Le lendemain, suite à une conférence de presse dans laquelle elle présenta les blessures infligées à son fils durant les affrontements (8), Teresa González réalisa une crucifixion symbolique devant le Palais du Gouvernement (7) pour exiger le départ des forces de l'ordre stationnées rue Belisario Dominguez. Sans succès, la police s'y est maintenue pendant toute la période des travaux.

Désamorcer le conflit du Métrobus à travers l'EFCyCP

Suite à l'échec du projet du tramway du Centre Historique, abandonné en 2008 sous la pression de l'ALDF, le GDF a envisagé en 2010 la possibilité moins onéreuse d'ouvrir une quatrième ligne de Métrobus en plein cœur de la capitale (carte 20, p. 229). Cependant, le projet s'est retrouvé devant une opposition composite. Dans un premier temps, les commerçants des rues qui allaient être fermées à la circulation automobile ont réagi en installant des pancartes contre le Métrobus devant des centaines d'établissements des rues Belisario Domínguez, Venezuela, Ayuntamiento, El Salvador et Juan Cuamatzin. Afin de calmer l'opposition sociale, le directeur général du Métrobus a été invité à l'EFCyCP, alors installée à l'Université du Cloître de Sor Juana, pour présenter à grands traits les vertus du nouveau système de transport.

Faute de pouvoir informer la population des détails techniques du projet, la rumeur d'atteintes aux monuments s'est répandue comme une trainée de poudre. L'argument patrimonial –défendu par un secteur du syndicat des travailleurs de l'INAH mais récusé par l'institution fédérale ainsi que par l'ICOMOS Mexique– a commencé à être mobilisé par les commerçants et les propriétaires de parkings privés qui craignaient une diminution de leurs activités. Par ailleurs, la présidente de l'Union des Riverains et Commerçants du Polygone du Centre Historique (UVCPC), Teresa González, a soutenu que les immeubles anciens de la rue Belisario Domínguez risquaient de s'écrouler sur leurs habitants, ce qui n'était pas complètement faux au regard de la dégradation avancée de certains immeubles. Enfin, la députée locale du Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI) Alicia Téllez, ainsi que le candidat virtuel de ce parti à la délégation Cuauhtémoc, Luis Figueroa, ont profité de la situation pour monter au créneau.

Ensemble, ces acteurs ont réalisé un forum public le 12 juillet 2011 sur la place de Santo Domingo, où se tenait depuis plusieurs mois un campement permanent contre le Métrobus. À l'issue du forum, ils ont exigé la mise en place d'une consultation publique selon les termes établis par la *Loi de participation citoyenne* de 2010. Cependant, considérant que le conflit était alimenté par des intérêts partisans⁶³ et que de toutes façon « il s'agit d'un ouvrage d'intérêt général pour tous les habitants de la capitale et non seulement pour les riverains », selon les termes du secrétaire local des transports,⁶⁴ les autorités du GDF ont refusé la consultation, s'employant à gagner l'opinion publique par d'autres moyens.

Le 27 juillet 2011, alors que les travaux de la ligne 4 étaient imminents, le Fidéicomis a organisé une séance d'information sur le Métrobus dans l'enceinte provisoire de la VVC (Regina 66) avec la participation exceptionnelle d'Inti Muñoz, de l'architecte en chef du FCH et d'une délégation panaméenne venue s'inspirer de l'exemple mexicain de patrimonialisation. E. Alvarado et I. Muñoz étaient conscients du fait que l'opposition au Métrobus était en train de gagner du terrain jusque dans les files de l'EFCyCP. Les arguments avancés par Alvarado, qui connaissait parfaitement le dossier compte tenu de son passage par le secrétariat à l'environnement, puis par Inti Muñoz, qui livrait cette fois-ci les détails de la ligne 4, ont fini par convaincre l'assistance. À la joie des fonctionnaires, les interventions du public, principalement les membres de l'EFCyCP, sont allées dans le sens d'un soutien au gouvernement.

⁶³ Bertha RAMÍREZ et Laura GÓMEZ, « El PRI, atrás de opositores a la línea 4 del Metrobús en el Centro: Muñoz », 14 juillet 2011 ; « El PRI trata de hacer pininos en el DF al encabezar oposición al Metrobús: Ejecutivo », 18 juillet 2011, *La Jornada*.

⁶⁴ Gabriela ROMERO, « La línea 4 del Metrobús no está sujeta a consulta: Quintero », 7 juillet 2011, *La Jornada*.

—Arturo : Compadre Inti, ton explication sur le problème des d'embouteillages dans le Centre Historique est très explicite mais tu oublies la responsabilité des *franeleros* (gardiens de voitures) dans tout ça. En plus, la principale cause des embouteillages créés entre le Zócalo et Eje Central c'est les commerçants informels qui occupent la moitié de la rue. [...] Comment va-t-on résoudre les problèmes de circulation sans prendre en compte ces éléments ? Le Métrobus est très bien mais les rues adjacentes vont continuer à souffrir du même problème. [...] Je garde en mémoire de nombreux projets de transport qui n'ont pas fonctionnés. Quelles sont les garanties pour assurer la continuité du projet du Métrobus ?

—Ernesto Alvarado : Nous allons répondre en bloc à vos questions. Quelqu'un d'autre voudrez s'exprimer ? Clarita...

—Clara Franco : Je connaissais déjà le projet parce que je t'ai vu à la télé [Inti Muñoz]. Je voudrais savoir ce qui est prévu pour le croisement de San Pablo et Anillo de Circunvalación. Avez-vous prévu un arrêt ? Là il y a des commerçants [de mon association], vous comprenez, le destin des commerçants qui travaillent dans ce secteur me préoccupe. Par ailleurs, malgré la désinformation, moi je pense que le Métrobus est un bon projet. Les commerçants qui s'opposent ne voient pas les bénéfices économiques que cela va nous apporter. [...] Je vous garantis –et je vous assure que je n'appartiens pas au gouvernement– que les travaux sur El Salvador vont augmenter le *business* car les gens de l'État de Mexico vont pouvoir arriver jusqu'ici grâce à la connexion avec le nouveau train suburbain. [...] Nous sommes d'accord avec le Métrobus mais nous voulons avoir la garantie d'être écoutés. Vous ne pouvez pas négliger le travail des *franeleros* ou des commerçants populaires. Je pense que les ambulants peuvent coexister avec la revitalisation du Centre Historique, il faut simplement établir des règles.

—Concepción Ruiz : Il y a des gens qui donnent des mauvaises informations avec l'intention de freiner le projet et de créer un conflit. Du coup, la plupart des gens se disent "j'attaque le gouvernement car j'ignore ce qu'il prétend". Par contre, si je suis bien informée, je n'ai pas à attaquer qui que ce soit. Au contraire, je reconnais les efforts. [...] Si vous aviez mieux informé les citoyens dès le départ, nous n'aurions pas connu tous ces problèmes. Je vois des têtes nouvelles par ici. Nous, à l'EFCyCP et aux comités citoyens, on le savait déjà. Nous avons peut-être commis l'erreur de ne pas partager l'information avec les voisins mais nous ne connaissions pas les détails. Si vous aviez expliqué le projet dès le départ l'opinion publique n'aurait peut-être pas été aussi envenimée.⁶⁵

Les rapports de proximité établis entre les participants et les autorités publiques sont ici évidents : le directeur du Fidécimmis est le « compadre » des uns et la dirigeante du commerce populaire devient la « Clarita » des autres ; une participante de la première génération de l'EFCyCP se permet de donner des leçons de gouvernance aux autorités ; les gens se tutoient. Sur ce terrain de confiance, les intérêts contradictoires de la société civile émergent au grand jour, ce qui permet au gouvernement de révéler sa raison d'être : il est là pour régler les conflits d'intérêts de la société. Le Métrobus étant globalement accepté, le gouvernement doit désormais composer avec ceux qui réclament des mesures répressives contre les activités informelles et ceux qui défendent leur droit au travail. Au final, en apportant des réponses précises à chacune des préoccupations (la position officielle de l'INAH, le dialogue avec les différents groupes d'intérêts, l'établissement de nouvelles règles dans le futur *Plan de gestión*, etc.), Inti Muñoz réussit à désamorcer une partie du conflit qui se dessine à l'horizon. À l'EFCyCP, du moins, le temps n'est plus à l'opposition mais bien à la collaboration. Nous serions presque tenté d'y voir l'expression d'une démocratie délibérative où le principe

⁶⁵ Propos recueillis à l'occasion du débat sur le Métrobus convoqué par l'EFCyCP le 27 juillet 2011.

d'argumentation prévaut sur le rapport de force, sauf que l'exercice d'information (car il ne s'agit pas de concertation ni de consultation) n'engage pas tout les acteurs, notamment les plus fervents opposants du Métrobus.

L'ouvrage est lancé fin juillet. Les travaux s'étendent sur plusieurs mois en partant des deux terminus jusqu'au point de rencontre des équipes d'ouvriers. La nuit du 3 octobre 2011, les habitants de Belisario Domínguez sont finalement pris en tenailles par les machines. Nous sommes alertés par téléphone, il est minuit, une *intifada* se prépare. Suite aux premiers affrontements violents avec les forces de l'ordre, les habitants se retranchent sur la place de Santo Domingo. La tension est à son comble lorsqu'arrive le dirigeant du PRI, Luis Figueroa, pour inviter la population à calmer le jeu. L'ultime négociation de trottoir est menée par un représentant du ministère de l'Intérieur du DF (le Fidécimmis n'intervient pas en cas de conflits majeurs) qui propose la tenue d'une réunion... le lendemain. Entre temps, les lignes rangées de quelques 300 *granaderos* (police anti-émeutes) ouvrent le chemin aux machines. Le lendemain, en effet, une partie des opposants décide de boycotter la réunion avec les autorités et organise une conférence de presse pour dénoncer les abus policiers et la « trahison » de Luis Figueroa. Parmi les irréductibles se trouve Teresa González, sans doute la « bête noire » du gouvernement, qui convoque les médias pour faire part de son indignation :

« Hier nous avons été surpris par l'arrivée des *granaderos* et surtout par l'utilisation d'un groupe de choc, une technique digne du bataillon Olimpia [utilisé contre les manifestants en 1968]. Les journalistes qui étaient là sont témoins de l'arrivée d'un groupe de personnes armées de pierres et de bâtons alors que nous nous étions déjà calmés. Ils ont commencé à lancer des pierres et des bouteilles. Or si le chef du gouvernement prétend remastériser les techniques de l'Agence Fédérale de Sécurité, la situation est beaucoup plus grave qu'il n'y paraît. Non seulement il impose un projet sans consultation citoyenne [...] mais il lance des opérations de répression avec des flics déguisés en civils. [...] Si pour un Métrobus Marcelo Ebrard nous réprime ainsi, imaginez ce qu'il en sera s'il arrive à la présidence. Dieu nous épargne ! »⁶⁶

Un chercheur de l'INAH s'enflamme à son tour contre le maire de Mexico et contre ses supérieurs à l'Institut National d'Anthropologie et d'Histoire. Axayácatl s'adresse aux trois médias présents (nous n'avons pourtant recensé aucun article dans la presse) ainsi qu'aux dix ou quinze habitants venus accompagner la dirigeante :

« Ce n'est pas possible qu'un gouvernement qui se dit de gauche fasse ce type d'ouvrage sans tenir compte des habitants. [...] Ce qui est en jeu c'est le changement de l'usage du sol. Qu'est-ce qu'ils prétendent ? Ils souhaitent simplement virer les habitants pour mettre des commerces qui enrichissent les mêmes personnes que d'habitude. Car l'argent est toujours derrière l'argent : ils s'en foutent des gens et du patrimoine historique. Nous, les chercheurs de l'INAH, nous avons une mauvaise relation avec Ebrard depuis qu'il a démoli les 14 immeubles classés.⁶⁷ A chaque fois il a fait ce qu'il a voulu. »

Les propos de Joseph Portnoy, représentant de l'Union des Commerçants des rues d'Ayuntamiento et El Salvador, ne sont pas moins virulents :

⁶⁶ Propos recueillis à l'occasion de la conférence de presse du 4 octobre 2011.

⁶⁷ Axayácatl se réfère aux immeubles démolis en 2007 dans le cadre du programme de réaménagement du commerce informel. D'après Inti Muñoz, le GDF n'a pourtant démoli que 11 immeubles (l'un d'entre eux disposait de trois entrées) parmi lesquels, 3 étaient classés par l'INAH (communication personnelle). Le gouvernement a d'ailleurs reconnu son erreur, en particulier dans le cas de Regina 97. *Vid.* p. 225-226.

« Nous avons été invités par les autorités à donner notre opinion. Or ils ont déguisé ces réunions de consultation populaire. Maintenant ils disent “nous avons déjà fait la consultation car vous êtes ici sur la photo”. C’est un piège, un mensonge ! Ils arrivent en disant : “qu’est-ce qu’il vous faut pour pouvoir coexister avec le Métrobus ?”. On leur fait une série d’observations –horaires de charge et de décharge, sécurité, signalisations– mais le retour des autorités prend plus de quatre semaines : “attendez un peu, nous sommes en train de faire des études”. Et du jour au lendemain la table de discussion disparaît. “Maintenant vous allez devoir vous adresser au FCH et au ministère de l’Intérieur du DF”. Les deux mois de dialogues avec le secrétariat aux Transports, le directeur du Métrobus, le secrétariat aux Travaux Publics et le secrétariat à la Sécurité Publique... ça sert à quoi ? À nous faire attendre pendant que les travaux continuent. »

Nous pourrions ainsi multiplier les prises de parole qui mettent en évidence le mécontentement d’une partie non négligeable des acteurs sociaux du Centre Historique. Ce mécontentement s’explique dans une certaine mesure par le fait que l’opération d’aménagement n’a pas respecté le temps nécessaire à la négociation. Certes, le nouveau système représente une meilleure option de transport que le système antérieur, chaotique à plusieurs égards. Cependant, l’implantation brutale du Métrobus répond à l’urgence du départ de Marcelo Ebrard, qui se dispute alors la candidature du PRD aux élections présidentielles de 2012 avec López Obrador. Or, Ebrard doit achever ses promesses de campagne de 2006 : sur dix lignes promises, autant en accomplir une quatrième. En tous cas, l’opposition au projet a fini par abandonner ses arguments patrimoniaux, mal maîtrisés, pour faire du défaut démocratique son principal cheval de bataille. Ainsi, loin d’aboutir en un cas exemplaire d’aménagement collaboratif, le Métrobus représente un nouveau cas d’aménagement urbain rendu possible par l’usage de la violence d’État.

La Première Rencontre Citoyenne du Centre Historique

Nous allons finalement aborder une expérience significative des activités promues par le FCH : la Première Rencontre Citoyenne du Centre Historique, réalisée le 9 et 10 septembre 2011, qui constitue l’aboutissement de six mois de travail conjoint entre les participants de l’EFCyCP et l’équipe d’Ernesto Alvarado. Le point de départ a été donné le 7 avril 2011 lors d’un cours à l’EFCyCP sur les « temps politiques » et la « planification d’événements ». À cette occasion, E. Alvarado a souligné la nécessité de renforcer l’autonomie de la société civile pour assurer la continuité du programme de requalification en cas d’alternance politique. En ce sens, il a soutenu que les citoyens devaient être partie-prenante dans l’élaboration du *Plan de gestion du Centre Historique*, dont il a encore une fois expliqué les tenants (compromis avec l’UNESCO) et les aboutissants (asseoir les règles du vivre ensemble pour mieux préserver le patrimoine). Ainsi, la Rencontre Citoyenne s’est imposée à la fois comme un exercice scolaire et comme un objectif civique assumé par les participants.

Concernant l’organisation de l’événement, l’équipe d’E. Alvarado s’est réservée une partie de la programmation (notamment le choix des intervenants des séances plénières), tandis que les participants de l’EFCyCP ont mis à contribution leurs savoirs faire et leurs contacts : la recherche de sponsors locaux a été assumée par Marco Antonio Ibarra ; Luisa Cárdenas s’est occupée de la logistique ; Kristalito Condor a mis son *sound system* à disposition ; la VVC s’est occupée de préparer la retransmission en directe sur son site Internet ainsi que de la réalisation des affiches publicitaires ; une équipe de rapporteurs a été constituée et formée à la prise de note par les fonctionnaires du FCH.

La définition des thématiques de chaque atelier révèle cependant les premières limites de l'initiative "citoyenne", dès lors que les cinq axes thématiques qui guident le *Plan de gestion du Centre Historique* –alors en cours d'élaboration dans les bureaux du FCH et de l'ACH– ont fini par s'imposer sur les idées moyennement claires des membres de l'EFCyCP. De la même façon, les doyens de chaque atelier, chargés de réaliser une présentation introductive et de diriger le débat, ont été choisis par le Fidéicomis du Centre Historique :

- 1) Vicente Flores, architecte en chef du FCH, a été choisi pour conduire les débats concernant l'axe **Habitabilité**.
- 2) La séance concernant la **Gestion du territoire** a été attribuée à Iris Infante, directrice du département d'Études et Projets de l'ACH.
- 3) Oscar Vázquez, directeur du programme Changement climatique et Mécanismes de développement durable au secrétariat de l'Environnement, qui devait conduire l'axe **Mobilité**, a été remplacé au dernier moment par Edgard Castelán, du FCH.
- 4) Ricardo Rodríguez, expert en protection civile et conseiller du GDF en la matière, a été invité pour diriger la séance sur la **Gestion des risques**.
- 5) Enfin, la séance concernant la **Vie communautaire** a été prise en charge par Ernesto Alvarado.

Le 16 août 2011, trois semaines avant la rencontre, un événement est venu changer la donne, lorsqu'une vingtaine de participants fut convoquée par E. Alvarado au 66 de Regina. Nous ignorions alors les motifs de son appel. Une fois les troupes regroupées, celui-ci nous conduisit jusqu'au Palais des Mines où se tenait l'événement protocolaire évoqué en introduction de ce chapitre : la signature du *Plan de gestion* par le maire et une représentante de l'UNESCO. Pour des raisons de sécurité, notamment pour éviter que les opposants du Métrobus n'apprennent la nouvelle, les motifs de l'appel n'avaient pas été dévoilés.

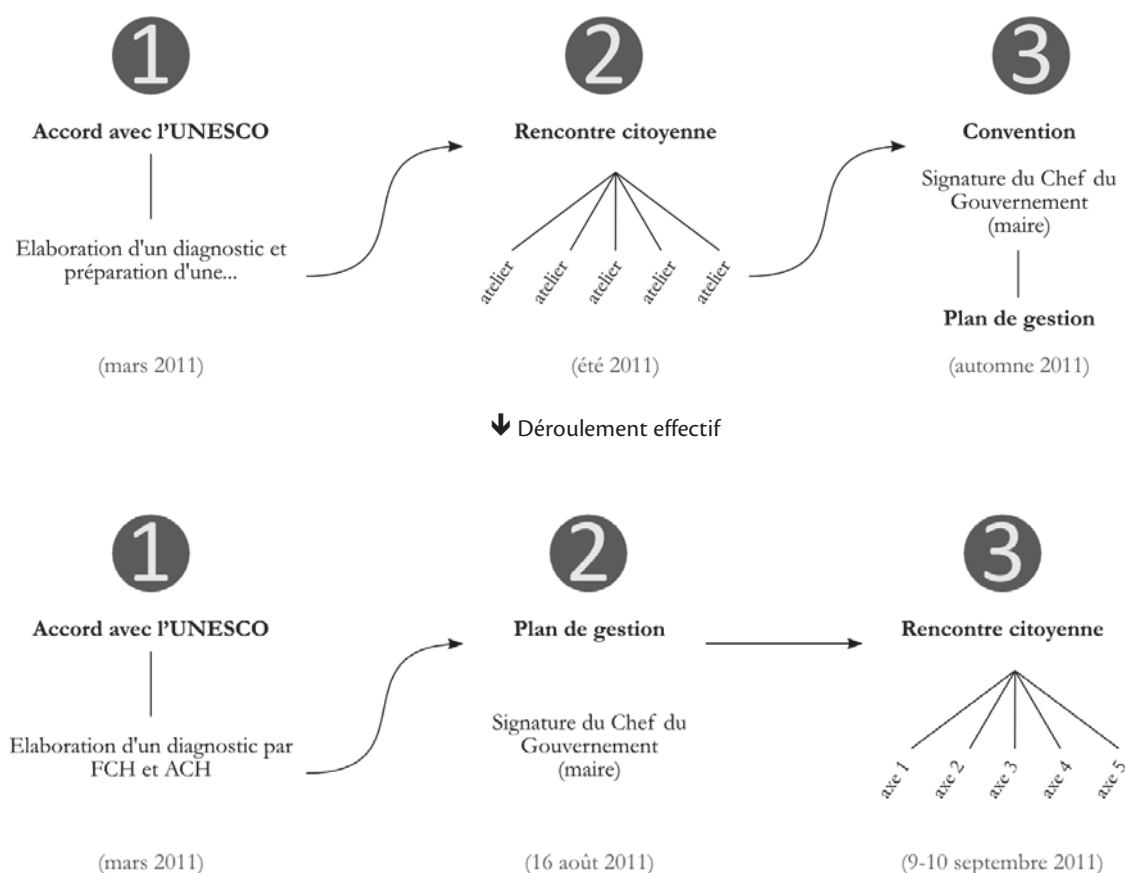
Les sentiments des participants étaient partagés : ils étaient ravis d'assister à une cérémonie de cette nature aux côtés des personnalités les plus distinguées du pays mais ils étaient aussi perturbés par le déroulement des événements. Ils croyaient que leur rencontre citoyenne allait marquer la direction du Plan qui circulait devant leurs yeux.

Malgré le désarroi, on ne peut pas dire qu'il y ait eu une intention délibérée de manipuler l'EFCyCP de la part d'Ernesto Alvarado, lui aussi pris de court par l'anticipation de la signature du Plan. « Le pauvre, il n'a même pas été nommé le jour de la cérémonie » —justifia María Arias. Le comité d'organisation s'est donc aussitôt ressaisi pour entamer sereinement la phase finale des préparatifs de la rencontre : il fallait faire imprimer les cartes postales, les affiches, les programmes et même une cinquantaine de *tee-shirts* pour le *staff*.

Or l'argent des sponsors n'était pas suffisant : il s'agissait de contributions parfois symboliques faites par des individus ou des petits commerçants. Pour cause, craignant une intrusion d'intérêts malveillants, E. Alvarado avait limité la tâche du responsable citoyen de cette collecte et s'était efforcé d'obtenir des fonds publics. C'est à travers l'association civile de son collaborateur Edgard Castelán –la compagnie de théâtre Teatro Fantasma AC– qu'il a finalement débloqué 350 000 pesos (22 100 €) du Fidéicomis, deux semaines avant la tenue de l'événement.⁶⁸

⁶⁸ La convention de collaboration signée avec l'association civile El Teatro Fantasma (31 août 2011) est accessible sur le site Internet de l'organe de transparence du GDF : www.transparencia.df.gob.mx

Figure 11. Objectifs assumés à l'EFCyCP et déroulement effectif des événements



Clichés 44. La présentation du Plan de gestion



Le *Plan de gestion du Centre Historique* (2011-2016) synthétise le cadre normatif qui s'applique au périmètre de conservation, le système d'acteurs institutionnels, ainsi que les six grandes « lignes stratégiques » à suivre jusqu'en 2016 : 1) revitalisation urbaine et économique, 2) habitabilité, 3) patrimoine, 4) mobilité, 5) prévention des risques et 6) citoyenneté. Les chapitres correspondants à chacune de ces lignes résument les opérations entreprises depuis 2001, de telle sorte que les futurs responsables de la politique patrimoniale disposent d'un document de référence. À cette occasion, les représentants de la société civile ont été l'ingénieur Carlos Slim (à droite avec le maire Marcelo Ebrard), le présentateur du journal Jacobo Zabloudovsky, l'historien Guillermo Tovar et l'archevêque Norberto Rivera.

Arrivé le 9 septembre 2011, la première journée se déroula comme prévue, avec une série de conférences dans le patio central de l'ancienne École de jurisprudence de l'UNAM, au 28 rue Justo Sierra. Les membres de l'EFCyCP se limitèrent ce jour-là à passer la parole aux intervenants choisis par E. Alvarado : Carlos Payán, fondateur du quotidien *La Jornada*, qui envoya un texte dans lequel il se remémore son enfance dans une *vecindad* du centre ; l'écrivain Armando Ramírez, originaire de Tepito, qui prit le podium pour exprimer son admiration envers la « capacité historique d'organisation citoyenne dans le Centre Historique » ; Alicia Zicardi, directrice du Programme Universitaire d'Études sur la Ville (PUEC) –un laboratoire rattaché à l'UNAM installé dans un des immeubles acquis par l'agence immobilière de Carlos Slim (Isabel la Católica 7)– qui retraça les différentes modalités de participation citoyenne à Mexico depuis 1928 jusqu'à nos jours ; le directeur général du Fidéicomis, Inti Muñoz, qui exposa sa vision d'avenir pour l'espace patrimonial ; et enfin, Ernesto Alvarado, qui occupa plus d'une heure pour présenter les résultats préliminaires des Ateliers de Planification pour la Conservation des Biens Patrimoniaux (carte 27, p. 371).

À la nuit tombée, le public fut invité à réagir et c'est Alfredo Hidalgo, riverain de Belisario Domínguez, fervent opposant du Métrobus, qui ouvrit le débat en essayant naturellement de déstabiliser le maître de cérémonie. À son avis, tous les habitants n'avaient pas été pris en compte dans l'exercice de patrimonialisation participative décrit un peu plus haut, notamment les personnes âgées et les « vrais » habitants du Centre Historique. Mais son argument ne pesa pas devant une assemblée saisie par l'initiative FCH-UNESCO. Une octogénaire appartenant au Conseil de l'expérience-encyclopédie humaine –une association consacrée à l'insertion sociale des personnes âgées– est même venue au secours du responsable de l'EFCyCP, encourageant le gouvernement à poursuivre ses efforts. Ainsi, les prises de parole favorables aux travaux du GDF se sont multipliées et la première journée s'est clôturée dans l'expectative des ateliers à venir.

Le 10 septembre, les citoyens ont enfin pu exprimer leurs idées et présenter leurs projets. La priorité a été donnée aux personnes ayant préalablement soumis leur exposé au comité d'organisation, qui s'est occupé de les distribuer dans les cinq ateliers de discussion.

Habitabilité

Durant la première heure et demi, l'architecte Vicente Flotes, qui était initialement chargé de conduire le débat, s'employa à décrire l'ensemble des actions promues par le FCH. Par la suite, les trois personnes inscrites dans la liste eurent un temps de parole de cinq minutes avant de céder le microphone au public.

Parmi ces trois présentations citoyennes, celle de Patricia Pérez est sans doute la plus intéressante. Au nom d'une organisation urbaine-populaire –la Centrale Unifiée des Travailleurs (CUT)– elle présenta un projet de logement social prévu sur un terrain vague au 260 avenue Fray Servando, dans le périmètre B : l'immeuble est conçu selon des critères écologiques (chaudières solaires, terrasse verte) ; il intègre 85 appartements, 60 locaux commerciaux et un parking public, dans un effort pour formaliser la situation d'un groupe de commerçants qui ont accepté de se ranger au *Programme de réaménagement du commerce sur la voie publique*. L'ouvrage devrait être financé par l'Institut du logement (INVI), avec lequel la CUT a signé une convention. En présentant ce projet, Patricia cherchait visibiliser l'opération afin d'éviter le désengagement du gouvernement, comme il arrive souvent dans les projets impulsés par les organisations sociales.

Gestion du territoire

Par manque de *quorum*, l'axe Gestion des risques a été fusionné avec celui de Gestion du territoire dans une salle qui réunit une cinquantaine de personnes. L'exposé des artistes de rue regroupés dans un collectif de "statues vivantes" brilla par son originalité : ils proposèrent la création d'un statut légal pour pouvoir exercer leur métier millénaire, remontant selon eux à la tradition des espions romains qui se mélangeaient ainsi dans le décor urbain. Les artistes contemporains dénoncèrent qu'ils étaient obligés de payer des pots de vin aux policiers et à la « mafia » d'Alejandra Barrios, affirmant qu'ils souhaitent « payer de vrais impôts ».

Les participations spontanées allèrent également dans le sens d'une meilleure régulation urbaine. D'après les habitants du secteur sud de l'Alameda, le gouvernement était le premier à briser les règles : « le Projet Alameda est mort-né parce que l'hôtel Sheraton et tous les nouveaux développements n'étaient pas inclus dans le *Programme partiel Centro-Alameda* » – a par exemple affirmé un habitant.⁶⁹ Une représentante du comité citoyen Centro VIII l'a d'ailleurs secondé en évoquant les problèmes associés à la croissance immobilière incontrôlée (manque de stationnement, dépassement des hauteurs de construction, etc.), avant d'inviter la doyenne de l'axe, par ailleurs représentante de l'ACH, à réaliser un parcours en compagnie du comité afin qu'elle prenne la mesure des enjeux.

Enfin, l'intervention de Ricardo Rodríguez, qui devait ouvrir le débat sur les risques, mit en évidence le déséquilibre existant entre les développements immobiliers destinés aux groupes aisés et ceux destinés aux classes populaires. R. Rodríguez, qui a travaillé à l'INVI durant la période des expropriations,⁷⁰ affirma que la Ville a délibérément perdu des dizaines de procès. L'ancien fonctionnaire prôna une politique d'intervention foncière et se félicita d'avoir tout de même « exproprié deux immeubles à la famille de Slim ».

Mobilité

Le format des ateliers permit de libérer la parole et d'aborder franchement les préoccupations citoyennes, en première ligne desquelles se trouvait le Métrobus. L'axe concernant la mobilité est effectivement devenu l'exutoire d'un petit groupe d'opposants au Métrobus, qui n'ont pourtant jamais brisé les règles du débat. Ainsi, le modérateur Edgard Castelán a pu ramener la discussion vers l'ensemble des problématiques qui affectent la mobilité.

Par la suite, les exposés de Luisa Cortés et Clara Franco, toutes deux membres de l'EFCyCP, se focalisèrent sur les problèmes associés aux transports doux. La première dénonça la répression exercée contre les *diablos* –des porteurs qui mettent leurs charriots au service des grossistes et des clients– depuis la publication en 2004 de la *Loi de culture civique*.⁷¹ D'après L. Cortés, ces gens exercent pourtant un métier aussi ancien que la Ville de Mexico et sont essentiels à la circulation de marchandises dans un contexte urbain aussi dense. Au lieu de les arrêter, proposa-t-elle, il conviendrait de formaliser leur activité. C. Franco accusa quant à elle l'absence de régulation des *pousse-pousses* pirates ainsi que les abus tarifaires des vélo-taxis officiels.⁷² Selon elle, l'enchérissement du service, aussi bien dans le domaine formel qu'informel, conduit les usagers à se tourner vers les taxis conventionnels.

⁶⁹ Sur la portée des *Programmes partiels de développement urbain* (PPDU), *vid.* chap. V, p.176-179.

⁷⁰ Sous l'administration de López Obrador (2000-2006) le GDF a exproprié 107 immeubles en risque d'effondrement, au bénéfice des occupants. *Vid.* chap. VI. p. 213

⁷¹ Voir « Los diablos del Centro », *Definformémonos*, publié en 2010 (vimeo.com/13771436)

⁷² La coopérative des vélo-taxis électriquement assistés a été mise en place en 2009 grâce à la participation financière du GDF.

Vie communautaire

Cet axe a recueilli une diversité d'exposés qu'il est difficile de mettre en cohérence. D'abord, José Alonso Suárez dénonça le clientélisme qui règne au sein des organisations du commerce ambulant. Cet ancien fonctionnaire de la délégation Cuauhtémoc considéra que cette situation était le produit d'une politique délibérée pour contrôler le vote des milliers de travailleurs informels et qu'il était temps de reconnaître leur droit au travail afin de briser la structure de corruption : au lieu de le réprimer, il faudrait appréhender l'ambulantage comme une pratique culturelle enracinée dans le passé. Pour ce participant, il est regrettable que l'ambulantage soit exclu du *Plan de gestion* (ce qui n'est pas complètement vrai) alors que de nouvelles réformes constitutionnelles autorisent des approches plus compréhensives du phénomène :

« Sans que la population s'en aperçoive, nous avons assisté à une révolution pacifique spectaculaire, la plus importante dans ce pays depuis deux-cent ans. Il s'agit de la réforme constitutionnelle de 2011 qui reconnaît les Droits de l'Homme comme une partie fondamentale de notre pacte social. Propulsée par l'action collective, cette réforme change complètement le panorama législatif. En effet, le commerce, dans toutes ses expressions, doit être réinséré dans le processus social. Il faut arrêter de soutenir cet *apartheid* social dont nous héritons depuis l'époque des Aztèques. S'il est vrai que le commerce est une activité culturelle qui provient des cultures mésoaméricaines, on ne peut pas oublier qu'il était restreint à la zone de Tlatelolco. Sur la base de ce nouveau paradigme constitutionnel, il faut mettre un terme au double langage qui interdit l'ambulantage pour générer de la corruption et des votes corporatifs. Le commerce doit être compris comme une activité intégrée à notre schéma culturel qui requiert de règles claires. »

L'exposé d'Esther Martha Chavarría, dirigeante historique des ambulants,⁷³ profita cette intervention pour revendiquer les vertus du programme de réaménagement entrepris par Marcelo Ebrard. À travers l'exemple de la *plaza* El Nuevo Volador –créée aux abords de l'avenue Pino Suárez– elle expliqua que l'installation de ses associées dans des locaux commerciaux a impliqué une « transformation de leur mentalité » et que désormais « le commerçant de trottoir est un micro-entrepreneur ».

Dans cet axe, on a par ailleurs abordé des problématiques variées telles que de la supposée privatisation du collège Cesar A. Ruiz (encadré 12, p. 380), la démolition d'immeubles classés perpétré par le GDF sur Regina 97, ou la nécessité de légaliser la prostitution, autant de questionnements qu'Ernesto Alvarado réussit à maîtriser. Enfin, dans ce foisonnement d'interventions disparates, l'association *Ciudadoras* trouva l'occasion de présenter son projet d'assistance à domicile aux personnes âgées du Centre Historique. Interrogée par la suite, le docteur Juanita, à l'origine de l'initiative, dressa un bilan globalement positif de la journée :

« Cette rencontre nous a profondément marqué, elle n'est pas anodine. Les autres instances et délégations du gouvernement ne se préoccupent pas des habitants. Je pense que la sauvegarde du Centre Historique, qui est le nombril de notre ville, passe par ce type d'événement, car ils nous permettent de nous faire écouter par les hommes politiques. Les tables de discussions ont été remarquables car elles ont reflété les préoccupations des citoyens, notamment l'habitabilité, les risques, la participation, la mobilité. Je suis satisfaite

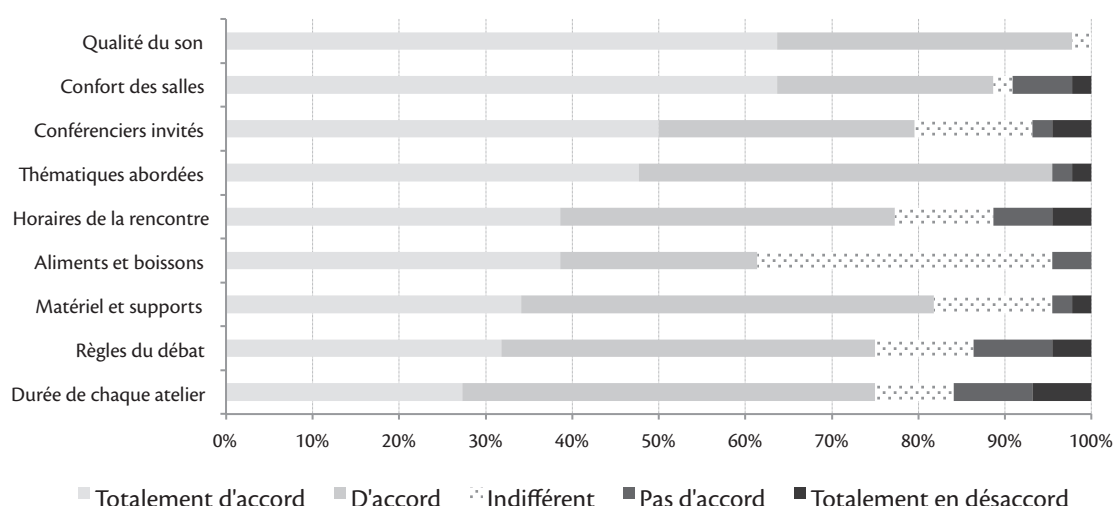
⁷³ Fabiola CEDILLO ESPÍN et Óscar TORRES ARROYO (éd.), *Trayectorias de vida...*, op. cit., p. 44-53.

des apports et questionnements réalisés par les citoyens ainsi que des réponses du gouvernement. Ces rencontres nous renseignent sur le chemin à suivre. »⁷⁴

La Première Rencontre Citoyenne a effectivement été l'occasion de revoir publiquement l'ensemble des opérations menées par le GDF dans le Centre Historique. Bien que le débat n'ait eu aucune incidence sur le *Plan de gestion*, ce qui constituait au départ sa raison d'être, l'événement a permis de catalyser les préoccupations citoyennes et de renforcer dans une certaine mesure la confiance des citoyens envers les fonctionnaires qui se sont prêtés à l'exercice du débat dans chaque axe.

Cependant, les enquêtes de satisfaction relevées par le FCH et traitées par nos soins, révèlent une certaine frustration par rapport au temps de parole accordé aux citoyens. Sur les trois heures prévues pour chaque atelier, près d'un tiers du temps fut monopolisé par les conférenciers invités, qui ont tour à tour défendu la vision gouvernementale. Dans les commentaires de l'enquête nous lisons par exemple : « évitez que les conférenciers soient tous du FCH » ; « présentations miroir » ; « très peu de temps pour les présentations citoyennes » ; « manque d'intégration entre les conférenciers et les citoyens ». Cela explique les mauvaises évaluations accordées aux règles du débat et à la durée de chaque atelier.

Figure 12. Évaluation de la Rencontre Citoyenne (44 réponses)



De retour à Regina 66, le comité d'organisation eut une dernière réunion pour faire le bilan de la rencontre. Les observations de Marco Antonio Ibarra allèrent dans le sens de la critique générale en considérant que « le GDF s'est approprié de l'événement, ce qui nous a affaibli en termes de crédibilité ». Cette volonté de capitaliser politiquement le travail des participants de l'EFCyCP était pourtant claire depuis l'annonce officielle de la rencontre. Marco poursuit : « J'ai été déçu de voir que les médias n'ont retenu que les propos d'Inti Muñoz et de *la doctora* Moreno Toscano. Nous devrions être une école souveraine, de pensée indépendante ». Encore une fois, la mise en garde de B. Jouve quand à l'instrumentalisation des exercices de démocratie participative apparaît pertinente au regard de cette expérience.

⁷⁴ Entretien réalisé le 10 septembre 2011.

Clichés 45. La Première Rencontre Citoyenne du Centre Historique



↑ Conférence de presse, 5 septembre 2011, sous le signe du GDF. A. Moreno (ACH) et I. Muñoz (FCH) annoncent la rencontre, entourés par des membres de l'EFCyCP. Source: ACH



↑ Campagne publicitaire: échantillon d'une collection de seize cartes postales réalisées par Ana Yvett Moreno-VVC



↑ Le comité d'organisation avant la séance d'ouverture. Au centre et au microphone : Ernesto Alvarado



↑ Prises de parole : don Miguel de la VVC à l'affut



↑ Les ateliers du samedi 10 septembre et la lecture des conclusions de chaque table de discussion

Conclusion : résister en participant ?

À travers l'étude des activités de l'EFCyCP, nous avons découvert un ensemble de dispositifs de participation citoyenne qui mettent en évidence la complexité du système d'acteurs concernés par la revalorisation du Centre Historique. Des Ateliers de Planification pour la Conservation des Biens Patrimoniaux jusqu'à la Première Rencontre Citoyenne, en passant par les comités citoyens et le *Programme d'amélioration des quartiers*, nous avons vu qu'il était impossible d'isoler un dispositif d'un autre dès lors qu'ils sont reliés par la circulation d'individus actifs et concernés par les évolutions du territoire. Plus particulièrement, l'étude des caractéristiques des participants de l'EFCyCP nous a permis de comprendre qu'il existe des formes de résistance subtiles et contradictoires mais bien délibérées, avec des représentants de différents groupes sociaux prêts à investir les moindres espaces d'ouverture démocratique.

Malheureusement, la Première Rencontre Citoyenne du Centre Historique, n'aura eu aucune répercussion sur le nouveau schéma de gestion du site. Peut-on pour autant conclure que l'EFCyCP opère davantage dans le sens d'une manipulation de l'opinion publique que dans la formation de véritables contre-pouvoirs citoyens ? Le bilan de ce dispositif est mitigé.

D'abord, rappelons que l'anticipation du *Plan de gestion* relève d'une décision de l'Autorité du Centre Historique –chargée de coordonner l'action des différentes institutions sur l'espace patrimonial–, plus proche du milieu entrepreneurial et académique que des réseaux citoyens formés autour du Fidécimmis. En effet, plutôt que de parler d'une manipulation délibérée, il convient de réinterroger la complexité de l'appareil administratif.

Ensuite, il est difficile de déterminer dans quelle mesure l'EFCyCP a pu contribuer à diminuer les conflits dérivés des transformations urbaines en cours, en particulier les conflits qui ont précédé l'introduction du Métrobus. En tout cas, il s'agit d'un espace de débat où les positions rencontrées ont pu dialoguer sans intermédiaires politiques et sans recours à la violence, où l'argument de la raison a prévalu sur celui de la force. Pour qu'un tel scénario se produise, il a fallu plus de deux ans de travail auprès des notables locaux et des habitants issus des catégories moyenne et populaire. En effet, dans un contexte de mutations urbaines et d'antagonismes exacerbés, ce dispositif est l'expression d'une gouvernance intelligente visant à désamorcer les rumeurs qui vont à l'encontre du projet "revitalisateur" du GDF tout en dotant les habitants d'un certain pouvoir d'information.

Considérant la capacité de chacun à s'engager sur plusieurs créneaux de participation, il n'est pas évident –comme suggère M. Rahnama– de polariser l'analyse en terme de société civile et gouvernement. En ce sens, le concept de multi-engagement élaboré par H. Combes⁷⁵ nous semble d'utilité non seulement pour comprendre les caractéristiques de l'organe promoteur mais aussi pour aborder les objectifs de ceux qui se prêtent à la participation. Suivant la conception graduelle de la participation proposée par S. Arnstein, on peut dire que l'EFCyCP constitue un dispositif d'information, au mieux de consultation, qui a néanmoins le mérite d'offrir une formation à la participation en vue d'atteindre (un jour ?) une implication citoyenne en termes de codécision.⁷⁶

Enfin, en paraphrasant l'expression *résister en habitant* de M. Giroud, nous pouvons résumer l'attitude des membres de l'EFCyCP à travers l'expression *résister en participant*. Car si

⁷⁵ H. COMBES, *Faire parti...*, op. cit., p. 14.

⁷⁶ S. ARNSTEIN, « A ladder of citizen participation »..., op. cit. L'échelle considère : 1. information, 2. consultation, 3. concertation et 4. Codécision.

« continuités populaires » il y a,⁷⁷ c'est grâce au multi-engagement d'individus actifs qui favorisent la circulation de l'information, disséminée sous la forme de la rumeur lorsqu'il s'agit par exemple de freiner une opération d'aménagement qui menace les intérêts des habitants. Au contraire, lorsqu'un terrain de coopération est trouvé avec les autorités, ce sont ces mêmes acteurs locaux qui facilitent la mise en œuvre des opérations menées par la délégation, l'ACH, le GDF ou encore le gouvernement fédéral. Autrement dit, on conçoit difficilement la mise en place d'un *Programme d'amélioration de quartier* ou la nécessaire régularisation foncière à venir sans l'existence de ces relais communautaires. Ainsi, il ne suffit pas d'habiter les lieux pour se maintenir face aux transformations urbaines. Pour les participants de l'EFCyCP, il faut également prendre part à la dynamique collective de façon consciente et volontaire.

⁷⁷ Rappelons l'hypothèse de M. Giroud : « les continuités populaires sont le résultat de résistances, non pas en termes de luttes collectives, mais produites à l'échelle de l'individu. Ces résistances s'appuieraient sur l'habiter des individus, c'est-à-dire sur leurs pratiques ordinaires, réalisées au cours de parcours biographiques et de cheminements quotidiens, ainsi que sur leurs représentations », *Résister en habitant ?...*, *op. cit.*, p. 3.

CONCLUSION

Quand nous avons commencé nos investigations, la question de la gentrification du Centre Historique paraissait marginale au regard des problèmes qui continuaient à sévir contre la qualité de vie de ses habitants, de moins en moins nombreux depuis les années soixante-dix. En trente cinq ans, en dépit des efforts de patrimonialisation et de définition d'un périmètre de conservation (1980), ce petit territoire de la métropole s'était vidé de 205 000 habitants à un rythme de 5 800 par an (1970-2005).

En effet, les études qui lui étaient consacrées traitaient surtout les aspects les plus dramatiques de la misère urbaine : la recrudescence et le fonctionnement de l'ambulantage, les représentations apocalyptiques de la ville, la pollution, les problèmes associés à la mobilité et à l'insécurité ou encore les effets physiques et politiques du séisme de 1985. De l'avis des observateurs, malgré les rumeurs qui courraient autour de l'implication financière de Carlos Slim, le centre ancien n'était pas prêt à sortir du cycle pervers de dégradation.

Notre questionnement s'est pourtant avéré pertinent, au moins pour trois raisons. D'abord, parce que l'étude de la gentrification implique non seulement les mouvements de retours en ville mais aussi –comme il a été exposé au chapitre V– les causes du dépeuplement et de tout ce qui permet *in fine* le recyclage des quartiers. Ensuite, parce que contrairement aux opérations de requalification qui se sont succédées durant les administrations du PRI, le programme urbain de "revitalisation" entrepris au moment de la transition démocratique, suite à l'arrivée du PRD au pouvoir, a fini par porter ses fruits : le repeuplement enregistré au recensement de 2010 apporte la preuve que les transformations de l'espace patrimonial n'ont pas été que superficielles. Enfin, devant ce formidable essor, la communauté scientifique et la société en général se demandent aujourd'hui quels ont été les acteurs et les moyens engagés dans ce processus.

Cela dit, les différents témoignages et informations versés dans cette thèse nous conduisent vers un bilan mitigé par rapport à notre idée de départ. Bien que nous n'ayons plus aucun doute quant à l'importance de la revalorisation économique et symbolique que traverse ce haut lieu, le remplacement des habitants défavorisés par de nouveaux habitants aisés apparaît plus complexe que nous ne l'avions imaginé. D'une part, nous avons constaté que l'offre immobilière dirigée vers les couches aisées s'était principalement développée dans des secteurs acquis par l'aristocratie coloniale puis par la bourgeoisie nationale, et que les producteurs de nouveaux ensembles de logements sociaux (en accès subsidié à la propriété) avaient également respecté d'anciens schémas de ségrégation. De la même façon, les actions publiques conduites durant les administrations du PRD, allant de l'amélioration du logement jusqu'au retrait de l'ambulantage, ont essayé de transformer l'espace urbain sans affecter les intérêts des bases électorales, en gardant les choses "à leur place". En effet, si "revitalisation" il y a, c'est aussi une revitalisation des frontières, toutes aussi historiques que le Centre.

Avant d'en venir au processus de gentrification et aux modalités de négociation du projet urbain, il convient de revenir sur les lieux qui polarisent l'espace patrimonial de par leur profil socio-économique et leur identité : le *barrio* de Tepito et les environs du jardin de l'Alameda. Au risque de simplifier sa complexité –mais peut-on être géographe sans créer des catégories d'espaces ?– nous pouvons, à travers ces deux cas, essayer de synthétiser les grandes lignes de partage qui font du Centre Historique un territoire singulier.

La Alameda : noyau civilisateur

La poussée immobilière observée dans le secteur sud de l'Alameda répond à plusieurs facteurs. D'un point de vue géopolitique, nous avons vu que la frange occidentale de la ville coloniale a longtemps constitué la seule voie d'issue terrestre en cas de révolte indienne-populaire. Les Conquistadors l'ont empruntée avec succès la nuit du 30 juin 1520 pour échapper au soulèvement des Aztèques et ils y ont par la suite élevé le Temple de Saint Hyppolite pour célébrer, trois siècles durant, l'anniversaire de la Conquête effective de Tenochtitlán, le 13 août 1521 (fête de la Saint Hyppolyte). Non loin de là, ils ont élevé l'église de la Sainte Veracruz en honneur à l'archiconfrérie du même nom, fondée par Cortés et ses soldats. En effet, depuis son inauguration au début du XVII^e siècle, l'Alameda constitue un référentiel spatial et stratégique pour l'élite au pouvoir.

Si l'approche par la longue durée permet de relativiser les transformations survenues ces derniers temps, on ne peut pas négliger les événements qui ont marqué le cours de l'Histoire, en particulier le séisme de 1985. Celui-ci a détruit les prestigieux hôtels et bâtiments aux alentours et, pendant plusieurs années, l'Alameda fut occupée par des centaines de sinistrés, déprimant une activité immobilière déjà inhibée par les coûts du déblayage.

La réactivation de la zone s'est opérée dans le cadre d'une normalisation post-sismique qui a duré plus de dix ans. Sous l'aval du *Programme partiel Centre-Alameda* approuvé en 2000, et étant donné la densité des immeubles classés dans le périmètre A, les promoteurs ont commencé à se tourner vers ce secteur du périmètre B qui, en l'espace de cinq ans, a connu un important regain d'altitude. Avec le grand projet urbain Plaza Juárez porté par la ville et par la fédération à partir de 2003, la zone a bientôt récupéré son prestige et son caractère.

En outre, la politique de redensification de la ville centrale entreprise durant l'administration d'Andrés Manuel López Obrador à travers le *Bando 2*, ainsi que les réformes apportées au régime de la propriété en condominium, ont favorisé l'émergence d'un marché hypothécaire autour du logement collectif. Dans le secteur sud de l'Alameda, cela s'est traduit par la multiplication des résidences de standing.

Enfin, avec la réhabilitation du jardin en 2012, l'expulsion des ambulants et celle de la foire de Noël qui s'installait chaque année le long de l'avenue Hidalgo, l'Alameda redevient un lieu d'épanouissement pour les classes dominantes qui l'avaient délaissée. À la place de l'église de la Sainte Veracruz, où se rassemblait l'envahisseur ibérique, se tient désormais le musée Franz Mayer d'Arts Décoratifs et de Design qui accueille l'élite culturelle de la capitale. Au-delà, le quartier de Guerrero s'étend vers le nord et apparaît toujours aussi impénétrable à l'élite mexicaine en raison de la multiplication des logements sociaux et l'existence de nombreuses *vecindades* "difficiles" reconstruites après le séisme.

Tepito : une identité à part

Le *barrio* de Tepito, situé à l'antipode de l'Alameda, est à la fois un fardeau et une composante essentielle du Centre Historique. S'il est à maints égards comparable au ghetto de Harlem (désormais gentrifié) ou encore aux favelas de Río de Janeiro, il s'en distingue par la profondeur des racines culturelles qui le soutiennent ainsi que par son inscription particulière dans l'idéologie nationale.

Tepito recèle l'identité d'un peuple vaincu et l'identité d'une Nation qui s'est forgée par opposition à l'impérialisme ibérique. Dernier refuge de la résistance aztèque avant la chute de Tenochtitlán, il est bientôt devenu un lieu d'assignation et d'acculturation des Indiens de la Nouvelle Espagne. Cependant, comme nous l'avons vu au chapitre IV, les élites autochtones

sont parvenues à maintenir une certaine marge d'autonomie par rapport à la ville espagnole en même temps que les croyances mésoaméricaines se mélangeaient au christianisme créole à travers la figure rédemptrice de Tonantzin-Guadalupe.

Trois siècles plus tard, avec le projet libéral contenu dans le mouvement d'Indépendance, les corporations religieuses et les terres collectives des Indiens ont fini par être subsumées à la dynamique de la ville, transformant le *barrio* indien en un faubourg populaire d'immigration et de misère. Dans ce mouvement de "désindianisation", Cuauhtémoc, entre autres dignitaires préhispaniques qui ont résisté à l'invasion espagnole, a paradoxalement accédé au rang des héros de la Patrie pour ensuite donner son nom à la délégation centrale de la capitale.

Outre son contenu symbolique, dont il a en quelque sorte été dépossédé par l'État moderne, Tepito garde des témoignages d'une architecture mineure relativement ancienne qui a survécu à des décennies de "rénovation-bulldozer". Nous avons vu au chapitre V que les années soixante ont été le scénario d'une gentrification d'État, avec le cas emblématique de l'ensemble de Nonoalco-Tlatelolco qui s'est proposé de remplacer les taudis (et leurs habitants) par des édifices destinés à la classe moyenne en formation.

Cette "refonctionnalisation" des quartiers péricentraux, accompagnée par l'ouverture de nombreux boulevards, s'est traduite par l'émergence d'un double mouvement de patrimonialisation. D'une part, l'élite culturelle et le naissant *lobby* de l'industrie touristique ont réussi à freiner les projets d'élargissement des rues de l'ancienne *traza* espagnole, en particulier l'emblématique rue Tacuba, préfigurant l'établissement d'un régime spécial de protection pour toute la zone de monuments historiques. D'autre part, dans un effort pour empêcher "l'exportation" des habitants des *barrios* vers les périphéries urbaines, des expériences artistiques telles que le mouvement *Tepito Arte Acá* ont tenté de sublimer la misère et d'affronter le mépris de la classe politique tout en s'arrachant ce stigmate social qui était à l'origine des destructions urbaines.

Dans l'actualité, cependant, la grille de lecture de la gentrification s'avère inopérante pour comprendre les dynamiques du *barrio bravo*. D'abord, nous n'avons recensé aucun indice d'installation ou d'intérêt chez les nouveaux habitants de classe moyenne qui peuplent le Centre Historique. Malgré l'importance des flux commerciaux, Tepito est encore et pour longtemps perçu comme un lieu de non-droit, dangereux et impénétrable la nuit tombée.

Au contraire, les nouveaux habitants du quartier sont généralement des familles à faibles revenus qui accèdent à des ensembles sociaux de l'Institut du Logement (INVI) ou, plus récemment, des commerçants d'origine sud-coréenne qui participent à l'intégration du *barrio* au marché mondial. Il serait en effet plus intéressant –et nécessaire– d'étudier les rapports interculturels et les parcours migratoires qui redessinent à partir de Tepito les liens et les circuits marchands autour de l'Océan Pacifique.

Par ailleurs, comme dans la plupart des quartiers populaires de la ville centrale, il faut tenir compte des effets du séisme de 1985 sur la structure de la propriété. Rappelons que grâce au mouvement des sinistrés, des milliers de locataires pauvres sont alors devenus des petits propriétaires de leur *vecindades* reconstruites, ce qui complique aujourd'hui la mise en place de grands projets de redéveloppement urbain. En définitive, la réaction des *tepiteños* face à l'expropriation et à l'expulsion des habitants de Tenochtitlán 40, en février 2007, a mis en évidence l'attachement des habitants et des commerçants à leur propriété, souvent conçue comme un facteur de sécurité et de bien-être, ainsi que le refus général de voir arriver les acteurs économiques majeurs à la "rescousse" de ce territoire difficile. Les phases consécutives aux émeutes ont aussi révélé la volonté d'un certain nombre d'acteurs associatifs d'amener

la résistance culturelle sur un terrain non-violent de revendications identitaires et économiques, afin de permettre aux *tepiteños* de profiter de la rente commerciale inhérente à l'espace central de la capitale. Le défi qui s'impose à présent consiste effectivement en la redistribution des bénéfices d'une activité commerciale qui a pratiquement enseveli l'habitat, sans exclure les petits commerçants et sans reproduire les schémas corporatifs qui ont fait la puissance des dirigeants locaux de l'ambulantage.

Les acteurs de la gentrification : pionniers ou cobayes ?

Bien que la question de l'ambulantage dépasse la dimension proprement résidentielle de la gentrification, il apparaît clairement que la volonté politique de "récupérer" l'espace public va de pair avec l'objectif d'attirer de nouveaux habitants, en particulier des jeunes professionnels cultivés que l'on espère capables d'apprécier la richesse patrimoniale. Le chapitre VII de cette thèse s'est précisément intéressé aux aspirations et aux modalités d'action des nouveaux habitants issus de classe moyenne, que la littérature scientifique qualifie de "pionniers".

Les individus et les groupes que nous avons étudiés forment une communauté d'artistes, d'intellectuels et de professionnels qui se rencontrent dans les milieux de la nuit, les événements culturels et les réunions privées, constituant ainsi un espace physique et social réticulaire et exclusif. En général, ils se sont établis autour des zones préalablement investies par les entreprises et les fondations du Groupe Carso, dirigé par Carlos Slim, notamment autour du corridor culturel Regina et dans l'axe Zócalo-Alameda. Certains se sont également aventurés dans des secteurs où l'ambulantage, entre autres désordres urbains, est loin d'être maîtrisé, en particulier aux abords de La Merced et au nord de la rue de Cuba. Ces avant-postes sont fragilement tenus par des locataires relativement indépendants qui menacent à tout moment d'abandonner le territoire.

D'un point de vue sociologique, l'arrivée de ces nouvelles populations ne va pas sans produire des rencontres inespérées entre des individus issus de différents milieux socioculturels. Cependant, bien qu'il existe des expériences marginales de compénétration des univers sociaux, la mixité attendue par les autorités est un songe. En réalité, nous avons constaté qu'il existe de nouvelles formations de classe capables d'agglutiner les nouveaux habitants autour d'une identité commune et que, loin de chercher à se fondre dans les quartiers d'accueil, les auto-désignés "nouveaux riverains" (*nuevos vecinos*) entendent transformer les lieux en faisant valoir différents types de capitaux accumulés.

D'abord, ceux-ci disposent de compétences civiques acquises au sein des classes dominantes de la société mexicaine (capital culturel), et développées dans le feu de l'action. Ensuite, leurs répertoires d'action collective, en particulier leur habilité à manier les nouveaux outils communicationnels, placent ces nouveaux groupes de pression dans une position avantageuse dans le contexte des sociétés de l'information (capital informationnel), en même temps qu'ils renforcent leurs liens sociaux et qu'ils en créent de nouveaux avec les responsables politiques du Centre Historique (capital social). Enfin, étant donné que certains d'entre eux sont investisseurs et habitants à la fois, leurs intérêts économiques arrivent à se confondre avec les intérêts politiques du gouvernement, à l'heure où celui-ci entend utiliser le Centre Historique comme une vitrine nationale de la gauche partisane (capital économique).

En ce sens, la pression exercée par des groupes tels que l'association Unis pour le Centre Historique, qui s'est développée en lien étroit avec les cadres du Groupe Carso, répond parfaitement aux objectifs du programme de "revitalisation" qui compte désormais sur le soutien de citoyens actifs, conscients de leurs droits et devoirs. Autrement dit, le gouvernement peut

désormais s'appuyer sur une "armée" de plaignants qui le légitiment et qui rendent possible son action, à commencer par l'éviction de l'ambulantage sur les territoires "récupérés" à l'ouest du périmètre A.

Finalement, malgré l'importance des acteurs fournis en tant qu'avant-gardes culturelles du retour en ville, nous avons constaté que la croissance démographique enregistrée en 2010 répond à l'émergence d'un marché résidentiel piloté à une plus vaste échelle et que le poids des petits investisseurs intrépides dans le repeuplement du Centre Historique n'est pas comparable à celui des promoteurs. Loin de contredire l'hypothèse de la gentrification, cela nous parle de la capacité des acteurs économiques majeurs à récupérer la rente foncière sur un espace en phase de revalorisation. En outre, reprenant les débats académiques qui ont longtemps tiraillé la définition du processus de gentrification, il apparaît clairement que les dits "pionniers" se sont en réalité introduits dans un terrain déjà entrouvert par les groupes économiques et politiques de pouvoir, et qu'en effet la figure du "cobaye" avancée par le président d'Unis pour le Centre Historique est davantage pertinente.

La négociation de l'espace patrimonial

L'influence des classes moyennes et des acteurs entrepreneuriaux qui les accompagnent dans leur aventure urbaine ne doit pas cacher la complexité du jeu d'acteurs qui caractérise les relations politiques, économiques et sociales dans le Centre Historique, tout en le dépassant. Nous avons souligné dans l'introduction que notre objectif était d'aller à la rencontre des acteurs qui participent et qui subissent la gentrification pour analyser les tensions inhérentes au processus ainsi que les modalités de gestion des conflits qui en découlent.

Au final, il a simplement été impossible d'interroger l'ensemble des acteurs impliqués et d'intégrer dans cette thèse tous les individus, les groupes et les associations que nous avons pu rencontrer. Cela dit, nous pensons avoir fourni les éléments nécessaires pour comprendre les enjeux associés à la gestion de ce territoire en pleine mutation, tout en approchant des expériences qui n'avaient pas encore fait l'objet de publications académiques. À partir du travail de terrain, il est possible de formuler une série de problématiques qui recroisent la gouvernance du site dans un contexte de revalorisation économique et symbolique avérée.

- 1) Le premier enjeu, largement abordé par la littérature spécialisée, concerne l'ambulantage et sa surprenante capacité à transcender les interdits.

Nous avons vu que les conflits associés à l'appropriation des espaces publics et à la concurrence intestine que se livrent les différentes organisations d'ambulants, peuvent être extrêmement violents. Cela s'explique par le "savoir-faire" hérité du régime corporatif et autoritaire instauré par le PRI mais aussi parce que la subsistance de milliers de familles dépend de l'activité en question.

D'emblée, il faut reconnaître que ni l'interdiction ni la tolérance ne représentent des solutions définitives. Il est d'ailleurs évident qu'aucune administration –depuis Ernesto Uruchurtu jusqu'à Marcelo Ebrard– n'a réussi à enrayer ce problème qui dérive des conditions d'inscription du Mexique dans l'économie globale et d'une urbanisation dépendante qui n'a jamais formellement intégré toute la force de travail. Face à ce problème structurel, les autorités du District Fédéral se trouvent en réalité assez démunies.

La question est d'autant plus complexe que derrière l'objectif affiché de "nettoyer" les rues du Centre Historique, les gouvernements issus de la transition démocratique ont surtout cherché à détruire l'hégémonie du PRI... pour la récupérer. Nous avons vu que le déclin de

la principale organisation du commerce ambulant, l'UCAAM de Guillermina Rico, a donné lieu à l'émergence d'une multitude d'organisations fidèles au PRD, et que leurs dirigeants ont bientôt décidé de franchir leurs positions d'intermédiaires pour devenir eux-mêmes fonctionnaires ou députés et favoriser ainsi leur base sociale. Dans ce mouvement, le courant libéral du PRD, composé d'universitaires souvent déconnectés des centrales populaires, s'est vu concurrencé par l'émergence d'un secteur populaire spécifique qui, malgré le fait de reproduire d'anciennes pratiques corporatives, permet au PRD de se maintenir au pouvoir.

Afin de tenir les ambulants à l'écart du secteur touristique, les administrations successives ont déployé le même schéma qui consiste à confiner les commerçants dans des marchés publics, d'abord, puis dans des *plazas* privées, sans jamais obtenir des résultats probants. À présent, certains fonctionnaires de la délégation Cuauhtémoc proposent de créer des corridors commerciaux sur les rues défendues par les travailleurs informels, ce à quoi les responsables des instances du GDF –en l'occurrence le Fidéicomis et l'Autorité du Centre Historique– répondent qu'il s'agirait d'une forme de privatisation de l'espace public. Certes. Pourtant, des rues comme República Dominicana et Haití ainsi que la place García Bravo sont occupées par des corridors et des marchés couverts installés aux frais des organisations d'ambulants depuis l'ultimatum du mois d'octobre 2007, sous l'aval des autorités. Pire, la dernière *plaza* en phase de construction (2014) se réalise sur une place publique normalement protégée par la PPDU : la petite place La Merced, dans l'ancien *barrio* homonyme.

Enfin, l'arrivée de commerçants ambulants furtifs (*toreros*) dans les rues récemment piétonnisées, en particulier sur Madero, reflète la porosité des frontières derrière lesquelles on a implicitement assigné l'activité en 2007. Malgré le désarroi des nouveaux habitants qui se rêvaient déjà dans une sorte de "Manhattan guadalupéen", l'ambulantage continuera certainement à s'exprimer en symbiose avec les lieux de circulation, dès lors que la "lutte contre l'ambulantage" représente un vœu médiatique assez éloigné de la réalité d'un terrain de négociations qui reste opaque et qui tend à reproduire d'anciens schémas de contrôle social des plus démunis.

- 2) Se pose ensuite la question de l'irrégularité foncière et des mécanismes qui permettront aux classes populaires de négocier leur permanence dans le Centre Historique.

Les mesures adoptées au lendemain de la catastrophe sismique de 1985 ont participé à la consolidation de l'habitat populaire dans l'axe Tepito-Merced, ainsi qu'en de nombreux ensembles d'habitation disséminés dans le périmètre A. Cet événement a défini une culture politique contestataire qui s'est cristallisée dans la figure du mouvement urbain-populaire, à travers lequel des milliers de logements ont été reconstruits dans le centre ancien. Cependant, l'épisode sismique a aussi multiplié l'incertitude juridique dans des milliers d'immeubles abandonnés par leurs propriétaires, ainsi que dans les nouvelles *vecindades* reconstruites dans l'urgence, où les titres de propriété n'ont pas toujours été délivrés.

Devant cette situation d'irrégularité foncière, on a souvent voulu éviter le conflit en laissant les choses telles quelles ou en trouvant des accords partiels afin de retarder le problème. Plus récemment, le sous-programme d'*Immeubles en risque structurel* s'est présenté comme un effort courageux de la part du gouvernement, puisqu'il a usé de ses facultés à exproprier les propriétaires insoucieux des conditions de leurs bâtiments, en offrant aux occupants la possibilité d'accéder à la propriété. L'existence de groupes organisés autour du MUP, à travers lequel s'est déployé le programme, s'est révélée cruciale pour le maintien des familles en difficulté qui, sans le soutien d'institutions publiques telles que l'INVI, auraient été évincées.

Pourtant, le manque de continuité du programme après les expropriations courageuses de 2003 et 2004, fait que de nombreuses familles sont toujours en proie à l'effondrement des bâtiments. En outre, l'incalculable univers d'immeubles traversés par des conflits associés à l'irrégularité de l'occupation, nous oblige à émettre quelques réserves vis-à-vis de l'action sociale du gouvernement dans le Centre Historique. Bien entendu, celle-ci est compliquée par l'existence d'intérêts multiples, tantôt honnêtes, tantôt mesquins, et l'on conçoit difficilement la mise en place d'une vaste politique de régularisation de la propriété qui n'implique pas le déplacement d'habitants malmenés par des individus ou des organisations rapaces disposant d'informations privilégiées.

Une façon de sortir de l'impasse serait, par exemple, la mise en place d'un nouveau statut d'occupation tel que la coopérative d'habitation, qui permettrait aux habitants de disposer des lieux et de bénéficier des programmes publics d'amélioration de l'habitat. Le cas échéant, le gouvernement pourrait acquérir ces propriétés et devenir lui-même bailleur des logements, assurant ainsi la fonction résidentielle et la vocation sociale des immeubles en situation irrégulière. Pour ce faire, cependant, il faudrait que le mouvement urbain-populaire atteigne un niveau de maturité exceptionnel, qu'il dispose d'un rapport de force favorable et qu'il réussisse à sortir du paradigme de la propriété individuelle.

Or, dans l'actualité, même s'il dispose d'un poids important au sein du gouvernement, le MUP ne dispose pas de l'unité ni des capacités nécessaires à réformer la ville et les relations de propriété. Pris dans des dynamiques qu'il a souvent critiquées, il risque même de devenir un simple rouage dans la gestion des masses et de perdre sa qualité de contre-pouvoir. Dans un contexte de territorialisation de l'action publique, alimenté par les ressources destinées à l'amélioration des conditions de vie dans les périphéries du DF, le MUP n'a pas encore formulé un contre-projet de revalorisation du Centre Historique : il se limite pour l'instant à la défense ponctuelle de ses membres-clients. Serait-il encore capable d'envisager des propositions sérieuses et indépendantes du parti au pouvoir –comme ce fut le cas de l'AB en 1989– concernant l'avenir de l'espace patrimonial ?

- 3) Le troisième enjeu relatif à la gouvernance de l'espace patrimonial réside dans la capacité à trouver un dialogue entre les différents acteurs du territoire.

Nous avons vu que cette volonté politiquement correcte est rarement mise en application et que, depuis la création du périmètre de conservation, toutes les administrations ont prétendu avoir favorisé la participation de la société. Le dernier conseil en date, créé en 2001 pour coordonner les actions publiques et privées, a d'ailleurs placé à sa tête une figure externe au gouvernement : l'entrepreneur Carlos Slim. Malgré ses prétentions citoyennes, ce conseil ne représente ni les habitants ni les usagers et il laisse de côté des acteurs aussi importants que les organisations d'ambulants, les petits commerçants établis ou les organisations du MUP.

Étant donné l'emprise de ces dernières sur le Centre Historique, leur absence à la discussion du projet patrimonial est inacceptable. Pourquoi continuer à les exclure quand on sait pertinemment qu'elles participent par d'autres biais aux décisions d'urbanisme qui affectent le territoire ? Malgré la désacralisation du patrimoine qui s'opère actuellement à travers la notion mobilisatrice de "revitalisation" –une métaphore qui invite la population à vivre le centre ancien non plus comme une pièce de musée mais comme un terrain d'aventure– les enjeux de la conservation sont toujours discutés au sein d'une élite culturelle et économique qui refuse de voir dans les classes populaires des sujets politiques capables d'apporter des propositions et même des solutions aux problèmes.

De leur côté, enfermés dans la question du logement social, repliés dans les institutions qu'ils ont contribué à produire, notamment l'INVI, les dirigeants des organisations urbaines-populaires ont du mal à identifier les acteurs institutionnels responsables de la politique patrimoniale. Carlos Slim est souvent pointé du doigt, mais la plupart des acteurs "d'en bas" méconnaissent les activités et parfois même l'existence du Fidéicomis et de l'Autorité du Centre Historique.

Créées pour combler les déficiences des autorités fédérales et l'incompétence de la délégation Cuauhtémoc, ces instances du GDF sont devenues de véritables leviers financiers pour les porteurs d'initiatives culturelles typiquement associées aux classes moyennes (festivals de *world music*, ciné-clubs, expositions, etc.), ce qui représente un bien pour la société mais qui révèle aussi des alliances de classe sous-jacentes : tandis que l'action du FCH et de l'ACH est pratiquement méconnue chez les agents du MUP, les nouvelles associations de "pionniers" s'appuient fortement sur ces institutions pour développer des projets et pour faire valoir leurs besoins de sécurité et de confort.

Peut-on pour autant affirmer que le FCH et l'ACH représentent des outils au service de l'élite économique et culturelle ? Le cas de l'École de Formation Citoyenne et Conservation du Patrimoine (EFCyCP) abordé au dernier chapitre, nous amène encore une fois à relativiser le propos. Conçue à l'intérieur du Fidéicomis comme un laboratoire pédagogique visant à renforcer les compétences civiques des habitants, l'EFCyCP constitue probablement la seule tentative sérieuse pour intégrer la mosaïque sociale du Centre Historique autour d'un espace de discussion. En ce sens, il faut reconnaître ses vertus et limites.

Bien qu'en apparence marginale, cette expérience a réussi à faire converger des individus et des acteurs associatifs qui menaient des luttes isolées sur des chantiers aussi variés que la défense des écoles publiques ou celle des processions religieuses, la production de nouvelles *plazas* commerciales pour les ambulants, la création de centres communautaires ou encore l'amélioration de la sécurité publique et des services urbains. Pour les participants de l'EFCyCP, les échanges prolongés au cours de deux ans de travail, dans des conditions de convivialité, ont certainement facilité la circulation d'informations privilégiées ainsi qu'une meilleure compréhension collective des acteurs et des enjeux de la revalorisation du site.

Suivant le schéma d'analyse établi par les théoriciens de la participation, on peut dire que l'EFCyCP a favorisé l'émergence de contre-pouvoirs citoyens capables d'envisager le dialogue avec les autorités au lieu de reproduire des rapports de rivalité virulents, comme on l'a vu avec l'opposition au Métrobus, en partie nourrie par des intérêts politiques et économiques particuliers et en partie provoquée par l'attitude autoritaire assumée par le GDF. En tous cas, l'existence de l'EFCyCP a permis de limiter la propagation des rumeurs allant à l'encontre du nouveau système de transport public, ce qui indique les potentialités du dispositif en terme de gouvernance mais aussi sa propension à l'instrumentalisation au service du pouvoir.

Cet outil de participation citoyenne spécifiquement destiné au Centre Historique rencontre en effet des limites. D'abord, il est rythmé par le calendrier électoral et ses objectifs sont déterminés par la nécessité d'assurer un lien de confiance entre les citoyens et l'administration en place. D'autre part, les participants sont surtout invités à suivre les pas d'un fonctionnaire de passage au FCH, créant des conditions de dépendance qui nous interdisent de penser les initiatives citoyennes sur un plus long terme. Enfin, il faut souligner que cette expérience se développe en marge des dispositifs institutionnels créés par la *Loi de participation citoyenne* (2010) pour doter les habitants des quartiers d'un certain pouvoir de décision à travers leurs comités citoyens.

Enfin, compte tenu de l'importante proportion des élus aux comités citoyens parmi les diplômés de l'EFCyCP, on est amené à se demander quel sera leur rôle dans la définition des politiques publiques destinées à l'espace patrimonial. Nous avons là un gigantesque chantier de recherche concernant non seulement le Centre Historique, mais également les évolutions de l'aménagement collaboratif dans l'ensemble du District Fédéral.

- 4) Cette question nous conduit vers les enjeux relatifs aux limites politico-administratives de l'espace patrimonial.

Sur ce point, les observations apportées par Collin-Delavaud, Herschon et Orellana pour l'ensemble des centres historiques d'Amérique latine s'adaptent au cas mexicain :

« Conscientes de leurs responsabilités, les Municipalités ont préparé des schémas directeurs. Pour devenir "Patrimoine Mondial", elles ont même dû bâtir des plans de gestion et d'usage du sol. Cette consécration décernée par l'UNESCO fournit à ces territoires leurs lettres de noblesse sans pour autant annuler les incohérences de ces lieux pourtant distingués. Il ne paraît pas toujours aisé d'imposer un point de vue international sur des territoires urbains que pas même une législation nationale pragmatique et opérationnelle ne régit. En dépit des évolutions, l'intervention en centre historique n'est toujours pas facile. Car le plus souvent cet espace central ne correspond à aucun territoire défini. Ni administrativement (et c'est là une belle incohérence) ni socialement, ni économiquement. La partie opérationnelle doit se faire sur un enchevêtrement d'espaces aux limites administratives héritées de l'histoire. Le plus souvent c'est la législation elle-même qui reste inadaptée. Les normes sont inaccessibles à la majorité des habitants. »¹

La gestion du Centre Historique de Mexico est profondément contradictoire. Dans l'idéal, le millefeuille administratif qui le traverse nécessite une coordination interinstitutionnelle qui existe dans les textes de loi et les plans de gestion. Dans la pratique, cependant, tout se passe comme si le caractère exceptionnel de l'espace patrimonial devait être traité de manière verticale par l'administration centrale, qui tend à écarter la délégation Cuauhtémoc des décisions d'urbanisme : on privatise la maintenance des espaces publics, on élabore des grands projets urbains dans les secrétariats du GDF, on contrôle directement les négociations avec les commerçants ambumants, etc.

En ce sens, l'appel à transformer le site en une dix-septième délégation politique synthétise le besoin ressenti par de nombreux acteurs de clarifier les fonctions et les échelles de compétence des différents pouvoirs concernés. Le GDF sera-t-il capable de redonner des responsabilités à des autorités locales démocratiquement élues ? Quel serait le redécoupage territorial pertinent au vu de la composition socio-économique de la ville centrale ? Une trop forte représentativité des quartiers populaires n'impliquerait-elle pas –comme c'est déjà le cas dans la délégation Cuauhtémoc– une montée en puissance des dirigeants de l'ambulantage ?

Nous sommes enclins à penser qu'une telle réingénierie territoriale est loin de voir le jour. En revanche, une redéfinition des limites des périmètres de conservation paraît moins lointaine, dès lors que les grandes opérations urbaines qui contribuent à la "reconquête" du Centre Historique se produisent déjà d'ouest en est, toujours en fonction de l'ancienne chaussée de Tlacopan (Tacuba). D'une certaine manière, les opérations conduites dans cet axe remettent en question les limites patrimoniales établies en 1980 dès lors qu'il s'agit

¹ A. COLLIN-DELAUUD, J.-C. HERSCHON et L. ORELLANA, « Nouvelles formes d'intervention dans la gestion du territoire patrimonial urbain »..., *op. cit.*, p. 7.

d'intégrer un corridor touristique reliant le Monument à la Révolution (à l'extérieur du périmètre B) jusqu'à la place du Zócalo, en passant bien entendu par l'Alameda.

La question de la pertinence des délimitations se pose chez les fonctionnaires du Centre Historique et il n'est pas exclu, à l'avenir, que les instances locales et nationales s'accordent sur une redéfinition des normes et des limites de l'espace patrimonial, voire qu'elles abandonnent cette vision conservationniste héritée du début du XX^e siècle pour embrasser le concept normatif de *paysage historique* préconisé par l'UNESCO. Quelle sera la place des *barrios* historiques, au nombre de vingt-quatre selon les dernières expériences de patrimonialisation participative, dans le nouveau schéma de conservation ?

BILBIOGRAPHIE

- ACH, *Plan de Manejo del Centro Histórico de la Ciudad de México (2011-2016)*, México DF, 2012.
- ACHIM Miruna, « Las llaves del Museo Nacional », in Pablo ESCALANTE GONZALBO (coord.), *La idea de nuestro patrimonio histórico y cultural*, México DF, Conaculta, 2011, p. 152-165.
- ALLEN Chris, « Gentrification “research” and the academic nobility: a different class? », *International Journal of Urban and Regional Research*, 32-1, 2008, p. 180-185.
- ÁLVAREZ MORA Alfonso, « Centro Histórico: fragilidad, prestigio y marginación », in *Ciudad, Territorio y Patrimonio. Materiales de investigación*, Puebla, Lupus Inquisitor, 2008, vol. 3/3, p. 13-32.
- ÁLVAREZ Salvador, « Patrimonio territorial y fronteras: la visión del Estado mexicano en el siglo XIX », in Carlos HERREJÓN PEREDO (coord.), *La formación geográfica de México*, México DF, Conaculta, 2011, p. 70-125.
- ANDERSON Benedict, *L'imaginaire national: Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme* (1983), Paris, La Découverte, 2002.
- ANDRADE BUTZONITCH Mariano, « Poder, patrimonio y democracia », *Andamios*, 6-12, 2009, p. 11-40.
- ANDRADE BUTZONITCH Mariano, « Sin plan de gobierno claro, no habrá rescate que funcione », *Cuadernos de Mambo*, 1, 2006, p. 12-16.
- ANNINO Antonio, « Prácticas criollas y liberalismo en la crisis del espacio urbano colonial. El 29 de noviembre de 1812 en la ciudad de México », *Secuencia. Revista de historia y ciencias sociales*, 24, 1992, p. 67-97.
- ARANDA SÁNCHEZ José María, *Un Movimiento Obrero-Popular Independiente en México*, UAEM, 2001.
- ARÉCHIGA Ernesto, *Tepito: del antiguo barrio de indios al arrabal. 1868-1929, historia de una urbanización inacabada*, México DF, Uníos, Frente del Pueblo, SNER AC, 2003.
- ARÉCHIGA Ernesto, « Barrio », in TOPALOV Christian, COUDROY Laurent, DEPAULE Jean-Charles et MARIN Brigitte (dir.), *L'aventure des mots de la ville*, Paris, R. Laffont, 2010, p. 91-102.
- ARNSTEIN Sherry, « A ladder of citizen participation », *Journal of the American Institute of Planners*, 35-4, 1969, p. 216-224.
- ASAMBLEA DE BARRIOS, *Asamblea de Barrios, ya nada nos detiene*, México DF, Carpeta Informativa, 1991, vol. 6/5.
- ASCHER François et GODARD Francis, « Vers une troisième solidarité », *Esprit*, 258, 1999, p. 168-189.
- ATKINSON Rowland, « Measuring gentrification and displacement in Greater London », *Urban Studies*, 37-1, 2000, p. 149-165.
- ATKINSON Rowland et BRIDGE Gary (éd.), *Gentrification in a Global Context: The New Urban Colonialism*, New York, Routledge, 2005.

- AUDEFROY Joël, « El Mejoramiento de la Vivienda Indígena en la Ciudad de México », *Revista INVI*, 20-53, 2005, p. 154-180.
- AUDEFROY Joël, « Estrategias de apropiación del espacio por los indígenas en el centro de la Ciudad de México », in Pablo YANES, Virginia MOLINA et Oscar GONZÁLEZ (éd.), *Ciudad, pueblos indígenas y etnicidad*, México DF, UACM, 2004, p. 249-286.
- AUDEFROY Joël, « Seis principios para la rehabilitación integral en los centros históricos », *L'ordinaire latino-américain*, 181, 2000, p. 23-28.
- BACQUÉ Marie-Hélène et GAUTHIER Mario, « Participation, urbanisme et études urbaines », *Participations*, 1-1, 2011, p. 36-66.
- BADCOCK Blair, « An Australian view of the rent gap hypothesis », *Annals of the Association of American Geographers*, 79-1, 1989, p. 125-145.
- BAGNERA Paola, « Buenos Aires y Montevideo: Paralelismo y desplazamiento en los centros históricos », *Andamios*, 6-12, 2009, p. 115-132.
- BARRERA Raúl, MARTÍNEZ Roberto, MORALES Rosío et VÁZQUEZ Lorena, « Espacios rituales frente al Templo Mayor de Tenochtitlan », *Arqueología Mexicana*, XIX-116, 2012, p. 18-23.
- BASSOLS Mario, « Regreso al futuro de la política local en el DF », *Ciudades*, 24, 1994, p. 17-24.
- BASSOLS Mario et DELGADO PEÑA Alfredo, « El declive político de la CNOP », *Ciudades*, 9, 1991, p. 45-50.
- BATRES Martí, BECERRA Ricardo, LARA Ulises, BELTRÁN Martín et HERNÁNDEZ Adriana, « La UNAM y su Reforma: las razones de un acuerdo », *El Cotidiano*, 35, 1990.
- BEAL Vicent et ROUSSEAU Max, « Néolibéraliser la ville fordiste. Politiques urbaines post-keynésiennes et re-développement économique au Royaume-Uni : une approche comparative. », *Métropoles*, 4, 2008.
- BEAUREGARD Robert, « The chaos and complexity of gentrification », in WILLIAMS (éd.), *Gentrification of the City*, Boston, Allen & Unwin London, 1986, p. 35-55.
- BECKER Anne et MÜLLER Markus-Michael, « The securitization of urban space and the “rescue” of downtown Mexico City: vision and practice », *Latin American Perspectives*, 40-2, 1 mars 2013, p. 77-94.
- BENÍTEZ José R., *Alonso García Bravo: Planeador de la ciudad de México y su primer Director de Obras Públicas*, Compañía de Fomento y Urbanización, 1933.
- BIDOU-ZACHARIASEN Catherine (éd.), *Retours en ville : des processus de « gentrification » urbaine aux politiques de « revitalisation » des centres*, Paris, Descartes & Cie, 2003.
- BIDOU-ZACHARIASEN Catherine et POLTORAK Jean François, « Le “travail” de gentrification : Les Transformations sociologiques d’un quartier parisien populaire », *Espaces et sociétés*, n°132-133, 2008, p. 107-124.
- BLONDIAUX Loïc, « L’idée de démocratie participative : enjeux, impensés et questions récurrentes », in Marie-Hélène BACQUÉ, Henri REY et Yves SINTOMER (éd.), *Gestion de proximité et démocratie participative : une perspective comparative*, Paris, La Découverte, 2005, p. 119-137.

- BOLÍVAR MEZA Rosendo, « El Partido de la Revolución Democrática: la difícil recomposición », *Polis: Investigación y análisis sociopolítico y psicosocial*, 4-2, 2008, p. 47-84.
- BOLOS Silvia, *La constitución de actores sociales y la política*, Universidad Iberoamericana, 1999.
- BORJA Jordi, « La ciudad es la calle. Espacio público y centros históricos como test de la ciudad democrática », in *Seminario permanente Centro Histórico de la Ciudad de México*, México DF, PUEC-UNAM, 2010, vol. 2/1, p. 7-16.
- BOURDIEU Pierre, « Effets de lieu », in *La misère du monde*, Paris, Seuil, 1993.
- BOURDIEU Pierre, « Esprits d'État », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 96-1, 1993, p. 49-62.
- BOURDIEU Pierre, « Espace social et genèse des "classes" », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 52-52-53, 1984, p. 3-14.
- BOURDIN Alain, « Gentrification : un "concept" à déconstruire », *Espaces et sociétés*, n°132-133-1, 2008, p. 23-37.
- BOURDIN Alain, *Le patrimoine réinventé*, Paris, PUF, 1984.
- BOURGOIS Philippe, *En quête de respect: le crack à New York*, Paris, Seuil, 2001.
- BRADING David, *Los orígenes del nacionalismo mexicano*, 2^e éd., México DF, Era, 1988.
- BRAUDEL Fernand, « Histoire et Sciences Sociales : La longue durée » (1958), *Réseaux*, 5-27, 1987, p. 7-37.
- BROMLEY Rosemary et MACKIE Peter, « Displacement and the new spaces for informal trade in the latin american city centre », *Urban Studies*, 46-7, 2009, p. 1485-1506.
- BROOKS David, *Les Bobos*, traduit par Marianne THIRIOUX et Agathe NABET, Paris, F. Mas-sot, 2000.
- BURMAN Peter, « The preservation of heritage in England, Wales and Scotland », in Yvette vanden BEMDEN (éd.), *Premières Rencontres du patrimoine Amérique latine-Europe : monuments, sites et documents historiques*, Presses Universitaires de Namur, 1996, p. 97-102.
- BUSQUET Grégory, CARRIOU Claire, FLAMAND Amélie et NEZ Héloïse, « La démocratie participative à Paris sous le premier mandat de Delanoë (2001-2008). Une nouvelle ère démocratique ? », in Marie-Hélène BACQUÉ et Yves SINTOMER (éd.), *La démocratie participative inachevée: genèse, adaptations et diffusions*, Yves Michel, 2010.
- CALNEK Edward, « The internal structure of Tenochtitlan », in Eric WOLF (éd.), *The Valley of Mexico. Studies in pre-hispanic ecology and society*, 1976, p. 287-302.
- CAMACHO SOLÍS Manuel, « El poder: estado o "feudos" políticos », *Foro Internacional*, 14-55, 1974, p. 331-351.
- CAPRON Guénola (éd.), *Quand la ville se ferme : quartiers résidentiels sécurisés*, France, Bréal, 2006.
- CAPRON Guénola, RONDA Stéphanie et SALIN Elodie, « Les politiques municipales du patrimoine en Amérique latine dans les années 1990 : rupture ou continuité ? », in Maria GRAVARI-BARBAS et Sylvie GUICHARD (éd.), *Regards croisés sur le patrimoine dans le monde à l'aube du XXI^e siècle*, Presse de l'Université de Paris-Sorbonne, 2003, p. 551-570.
- CARABALLO PERICHI Ciro, « El patrimonio cultural y los nuevos criterios de intervención. La participación de los actores sociales », *Palapa*, 3-1, 2008, p. 41-49.

- CÁRDENAS Cuauhtémoc, EIBENSCHUTZ Roberto, LAURELL Assa Cristina et TAIBO II Paco Ignacio, *Una ciudad para todos. Otra forma de gobierno*, México DF, PRD, 1997.
- CARRIÓN Fernando (éd.), *El financiamiento de los centros históricos de América Latina y el Caribe*, Flacso-Ecuador, 2007.
- CARRIÓN Fernando, « El centro histórico como objeto de deseo », in *Regeneración y revitalización urbana en las Américas : hacia un Estado estable*, Flacso-Ecuador, 2005, p. 35-58.
- CARRIÓN Fernando (éd.), *Desarrollo cultural y gestión en centros históricos*, Flacso-Ecuador, Empresa del Centro Histórico, 2000.
- CARRIÓN Fernando et HANLEY Lisa, « Renovación urbana y proyecto nacional », in *Regeneración y revitalización urbana en las Américas: hacia un Estado estable*, Quito, Flacso-Sede Ecuador, 2005, p. 13-30.
- CASA Y CIUDAD AC, *La propuesta de Ley de Vivienda del INVI... ¿Una legislación en contra del Derecho a la Vivienda Adecuada?*, México DF, Casa y Ciudad AC, 2011.
- CASA Y CIUDAD AC (éd.), *Programa de Mejoramiento de Vivienda. Una experiencia exitosa de producción social de vivienda*, México DF, Casa y Ciudad AC, 2009.
- CASTELLANOS Laura, *México armado, 1943-1981*, México DF, Era, 2007.
- CASTELLS Manuel, *La cuestión urbana*, Espagne, Siglo XXI, 1974.
- CASTELLS Manuel, « L'urbanisation dépendante en Amérique latine », *Espaces et sociétés*, 3, 1971, p. 5-23.
- CAULFIELD Jon, « "Gentrification" and desire », *Canadian Review of Sociology and Anthropology*, 26-4, 1989, p. 617-632.
- CEDILLO ESPÍN Fabiola et TORRES ARROYO Óscar (éd.), *Trayectorias de vida. Mujeres dirigentes del comercio popular en el Centro Histórico de la Ciudad de México*, México DF, PUEC-UNAM, 2010.
- CESARI Carlo, « L'impact des politiques européennes de conservation des centres historiques en Amérique latine », in Yvette vanden BEMDEN (éd.), *Premières Rencontres du patrimoine Amérique latine-Europe : monuments, sites et documents historiques*, Belgique, Presses Universitaires de Namur, coll.« Histoire, art & archéologie », n° 2, 1996, p. 259-262.
- CHAFÓN OLMOS Carlos, « El Centro Histórico de la Ciudad de México », in Gustavo GARZA (dir.), *Atlas de la ciudad de México*, Mexico, Colegio de México, DDF, 1987, p. 240-241.
- CHALLENGER Antony, *Utilización y conservación de los ecosistemas terrestres de México : pasado, presente y futuro*, México DF, Conabio, 1998.
- CHOAY Françoise, *Le patrimoine en questions*, Paris, Seuil, 2009.
- CHOAY Françoise (éd.), *La conférence d'Athènes sur la conservation artistique et historique des monuments (1931)*, Besançon, Imprimeur, 2002.
- CHOAY Françoise, *L'allégorie du patrimoine*, Paris, Seuil [1992], 1999.
- CLARK Eric, « The order and simplicity of gentrification : a political challenge », in Rowland ATKINSON et Gary BRIDGE (éd.), *Gentrification in a Global Context : The New Urban Colonialism*, New York, Routledge, 2005, p. 256-293.
- CLARK Eric, « The rent gap and transformation of the built environment: case studies in Malmö 1860-1985 », *Geografiska Annaler B*, 70-2, 1988, p. 241-254.

- CLAVAL Paul, « La géographie culturelle dans les pays anglophones », *Annales de géographie*, 2-3-660-661, 2008, p. 8-26.
- CLAVAL Paul, « Sens patrimoniaux dans le monde », in Maria GRAVARI-BARBAS et Sylvie GUICHARD (éd.), *Regards croisés sur le patrimoine dans le monde à l'aube du XXI^e siècle*, Presse de l'Université de Paris-Sorbonne, 2003, p. 45-58.
- CLERVAL Anne, *Paris sans le peuple*, Paris, La Découverte, 2013.
- COLLIN-DELAUVAUD Anne, HERSCHON Jean-Claude et ORELLANA Leo, « Dossier : nouvelles formes d'intervention dans la gestion du territoire patrimonial urbain », *L'Information géographique*, 70-2, 2006, p. 6-10.
- COMBES Hélène, *Faire parti. Trajectoires de gauche au Mexique*, Paris, Karthala, 2011.
- COMBES Hélène, « De la rue au Palais municipal, la gestion des conflits sociaux par le parti de la révolution démocratique (PRD) à Mexico (1997-1998) », *Cahiers des Amériques latines*, 33, 2000, p. 153-172.
- COMBES Hélène, « Des leaders sociaux devenus députés: quel impact sur la représentation politique? », *Trace*, 36, 1999, p. 26-36.
- CONCEJO METROPOLITANO DE QUITO, *Plan especial del Centro Histórico de Quito*, 2003.
- CONNOLLY Priscilla, « La política habitacional después de los sismos », *Estudios Demográficos y Urbanos*, 2-1, 1987, p. 4.
- CONSEJO DEL CENTRO HISTÓRICO DE LA CIUDAD DE MÉXICO, *Patrimonio cultural de la humanidad. El Centro Histórico de la Ciudad de México: acciones realizadas (1984-1988)*, México DF, 1988.
- CORTES Hernan, *La conquête du Mexique*, Paris, La Découverte, 2007.
- COSTES Laurence, *Henri Lefebvre, le droit à la ville*, Paris, Ellipses, coll.« Lire », 2009.
- COUFFIGNAL Georges, « Misterioso Tepito », *Trace*, 11, 1987, p. 35-41.
- COULOMB René, « Reduccionismo cultural y territorial del patrimonio urbano », *Centro-h, Revista de la Organización Latinoamericana y del Caribe de Centros Históricos*, 3, 2009, p. 79-93.
- COULOMB René, « La acción habitacional del Gobierno del Distrito Federal en el Centro Histórico de la ciudad de México, 1998-1999 », *L'ordinaire latino-américain*, 180, 2000, p. 79-87.
- COULOMB René, « Políticas urbanas en la ciudad central del área metropolitana en la Ciudad de México (1958-1983) », *Iztapalapa*, 9, 1983, p. 35-50.
- COULOMB René et SÁNCHEZ MEJORADA Cristina, *¿Todos propietarios? Vivienda de alquiler y sectores populares en la Ciudad de México*, México DF, CENVI, 1991.
- CRIEKENGEN Mathieu VAN, « Comment la gentrification est devenue, de phénomène marginal, un projet politique global », *Agone*, 38-39, 2008, p. 71-88.
- CRIEKENGEN Mathieu VAN, « Towards a geography of displacement. Moving out of Brussels' gentrifying neighbourhoods », *Journal of Housing and the Built Environment*, 23-3, 2008, p. 199-213.
- CROSSA Veronica, « Resisting the entrepreneurial city. Street vendors' struggle in Mexico City's Historic Center », *International Journal of Urban and Regional Research*, 33-1, 2009, p. 43-63.

- CROSS John, « El desalojo de los vendedores ambulantes: paralelismos históricos en la Ciudad de México », *Revista Mexicana de Sociología*, 59-2, 1996, p. 95-115.
- DAVIDSON Mark et LEES Loretta, « New-build “gentrification” and London’s riverside renaissance », *Environment and Planning A*, 37-7, 2005, p. 1165-1190.
- DAVIS Diane, « El factor Giuliani: delincuencia, la “cero tolerancia” en el trabajo policiaco y la transformación de la esfera pública en el centro de la ciudad de México », *Estudios Sociológicos*, 25-75, 2007, p. 639-681.
- DAVIS Diane, « Undermining the rule of law: Democratization and the dark side of police reform in Mexico », *Latin American Politics and Society*, 48-1, 2006, p. 55-86.
- DAVIS Diane, *El Leviatán urbano: la ciudad de México en el siglo XX*, México DF, Fondo de Cultura Económica, 1999.
- DAVIS Mike, *Le pire des mondes possibles: de l’explosion urbaine au bidonville global*, Paris, La Découverte, 2007.
- DEBRAY EDITOR, *Plano general de la Ciudad de México*, México DF, Debray, 1875.
- DELER Jean-Paul, « La cité-territoire, un chorotype colonial hispano-américain », *Mappe-monde*, 88-4, 1988, p. 9-13.
- DELGADILLO Víctor, « Centro Histórico: riqueza patrimonial y pobreza social », in *Seminario permanente Centro Histórico de la Ciudad de México*, México DF, PUEC-UNAM, 2012, vol. 2/2, p. 133-145.
- DELGADILLO Víctor, « Mejoramiento habitacional en las áreas urbanas centrales de América Latina. Del combate de tugurios a la rehabilitación habitacional progresiva », *Revista INVI*, 23-63, 2009.
- DELGADILLO Víctor, « Repoblamiento y recuperación del Centro Histórico de la Ciudad de México, una acción pública híbrida, 2001-2006 », *Economía, Sociedad y Territorio*, 8-28, 2008, p. 817-845.
- DELGADILLO Víctor, *Centros históricos de América Latina, riqueza patrimonial y pobreza social: la rehabilitación de vivienda en Buenos Aires, Ciudad de México y Quito, 1990-2003*, Tesis de doctorado, UNAM, 2005.
- DELLACIOPPA Kara Zugman, *This Bridge Called Zapatismo. Building Alternative Political Cultures in Mexico City, Los Angeles, and Beyond*, Plymouth UK, Lexington Books, 2009.
- DEMOULE Jean-Paul, « Loi sur la protection des monuments historiques », in *Encyclopædia Universalis*.
- DEVISME Laurent, « Projet urbain », in Jacques LÉVY et Michel LUSSAULT (éd.), *Dictionnaire de la géographie et de l’espace des sociétés*, Paris, Belin, 2003, p. 747-748.
- DIAMOND John, « Revitalisation urbaine et participation communautaire. Les leçons de l’expérience britannique », in Marie-Hélène BACQUÉ, Henri REY et Yves SINTOMER (éd.), *Gestion de proximité et démocratie participative : une perspective comparative*, Paris, La Découverte, 2005, p. 101-115.
- DÍAZ-BERRIO Salvador, « Ciudades históricas de México, estudio tipológico », *Anuario de estudios de arquitectura*, 1999, p. 33-45.
- DONOVAN Michael G., « Informal cities and the contestation of public space: The Case of Bogotá’s street vendors, 1988-2003 », *Urban Studies*, 45-1, 2008, p. 29-51.

- DONZELOT Jacques, « La ville à trois vitesses : relégation, périurbanisation, gentrification », *Esprit*, 303, 2004, p. 14-39.
- DUHAU Emilio, « Dilemas de los gobiernos locales de alternancia en México », *Ciudades*, 41, 1999, p. 9-15.
- DUHAU Emilio, « La formación de una política social: el caso del programa de Renovación Habitacional Popular en la Ciudad de México », *Estudios Demográficos y Urbanos*, 2-1, 1987.
- DURAND Jorge, « Huelga nacional de inquilinos: los antecedentes del movimiento urbano popular en México », *Estudios Sociológicos*, 7-19, 1989, p. 61-78.
- DUVERGER Christian, *El primer mestizaje: la clave para entender el pasado mesoamericano*, México DF, Conaculta, 2007.
- ESPINOSA Mario, « Historia y cultura política de la participación ciudadana en la Ciudad de México: entre los condicionamientos del sistema y el ensueño cívico », *Andamios*, 1, 2004, p. 9-50.
- FCH, *Plan estratégico para la regeneración y el desarrollo integral del Centro Histórico de la Ciudad de México*, México DF, 1998.
- FERNÁNDEZ CRHISTLIEB Federico, *Mexico, ville néoclassique. Les espaces et les idées d'aménagement urbain (1783-1911)*, Paris, L'Harmattan, 2002.
- FLORESCANO Enrique, *Atlas histórico de México*, México DF, Aguilar, 2008.
- FLORIDA Richard, *The Rise of the Creative Class and How it's Transforming Work, Leisure, Community and Everyday Life*, New York, Basic Books, 2002.
- POWERAKER Joe, « Movilización popular y cultura política en México », *Ciudades*, 26, 1995, p. 16-28.
- FRANCO Iván, *¿Quiénes lucran con el patrimonio cultural en México?*, Mérida, Unas Letras, 2011.
- FREEMAN Lance et BRACONI Frank, « Gentrification and Displacement: New York City in the 1990s », *Journal of the American Planning Association*, 70-1, 2004, p. 39-52.
- FUNG Archon et WRIGHT Erik Olin, « Le contre-pouvoir dans la démocratie participative et délibérative », in Marie-Hélène BACQUÉ, Henri REY et Yves SINTOMER (éd.), *Gestion de proximité et démocratie participative : une perspective comparative*, Paris, La Découverte, 2005, p. 49-80.
- GALÈS Patrick LE, *Le retour des villes européennes : sociétés urbaines, mondialisation, gouvernement et gouvernance*, Paris, Presses de Sciences Po, 2011.
- GARCÍA CRUZ Pedro, *Las instituciones de la política social del Distrito Federal 1997-2010*, México DF, EvalúaDF, 2010.
- GARCÍA CUBAS Antonio, *Atlas pintoresco e histórico de los Estados Unidos Mexicanos*, México DF, Debray, 1885.
- GARCÍA HERRERA Luz Marina, « Elitización: propuesta de un término en español para el término gentrificación », *Biblio 3W. Revista Bibliográfica de geografía y ciencias sociales*, VI-332, 2001.
- GARCÍA VÁZQUEZ María de Lourdes, « El programa de mejoramiento barrial: Historia, características y perspectivas », in *Barrio trabajando. Metodología de evaluación de la Parti-*

- cipación Ciudadana en proyectos de Mejoramiento Barrial*, México DF, Centro Cultural de España en México, 2010, p. 13-29.
- GARCÍA ZAMBRANO Ángel et BERNAL GARCÍA Elena, « El altepetl colonial y sus antecedentes prehispánicos: contexto teórico-historiográfico », in Ángel GARCÍA ZAMBRANO et Federico FERNÁNDEZ CHRISTLIEB (éd.), *Territorialidad y paisaje en el Altepetl del siglo XVI*, México DF, Instituto de Geografía (UNAM), Fondo de Cultura Económica, 2006, p. 31-113.
- GARZA Gustavo, *El proceso de industrialización en la ciudad de México, 1821-1970*, México DF, Colegio de México, 1985.
- GARZA Rosalba et PANDAL Adrián (éd.), *Centro Histórico. 10 años de revitalización*, México DF, Fundación Carlos Slim, 2011.
- GERVAIS-LAMBONY Philippe et DUFAUX Frédéric, « Justice... spatiale ! », *Annales de géographie*, 665-666-1, 2009, p. 3-15.
- GHERTNER Asher, « Gentrifying the state, gentrifying participation: elite governance programs in Delhi », *International Journal of Urban and Regional Research*, 35-3, 2011, p. 504-532.
- GIBSON Charles. *Los aztecas bajo el dominio español (1519-1810)*. México DF, Siglo XXI, 1967.
- GIDDENS Anthony, *Les Conséquences de la modernité*, Paris, L'Harmattan, 1994.
- GILLY Adolfo, *La Révolution mexicaine, 1910-1920. Une révolution interrompue, une guerre paysanne pour la terre et le pouvoir*, Paris, Syllepse, 1995.
- GIROUD Matthieu, *Résister en habitant ? Renouvellement urbain et continuités populaires en centre ancien (Berriat Saint-Bruno à Grenoble et Alcântara à Lisbonne)*, Thèse de doctorat, Université de Poitier, France, 2007.
- GLASS Ruth, *London: aspects of change*, MacGibbon & Kee, 1964.
- GONZALBO AIZPURU Pilar, « El nacimiento del miedo, 1692. Indios y españoles en la Ciudad de México », *Revista de Indias*, 68-244, 2008, p. 9-34.
- GONZÁLEZ APARICIO Luis, *Plano reconstructivo de la región de Tenochtitlan al comienzo de la conquista*, México DF, INAH, 1973.
- GONZÁLEZ ROMERO Daniel, OLIVARES Adriana et PÉREZ BOURZAC Teresa, « Un espacio más para las ideas. El Consejo Académico Iberoamericano », *L'ordinaire latino-américain*, 181, 2000, p. 29-43.
- GRANADOS Luis Fernando, *Cosmopolitan Indians and Mesoamerican Barrios in Bourbon Mexico City. Tribute, Community, Family and Work in 1800*, Ph.D, Georgetown University, Washington DC, 2008.
- GRAVARI-BARBAS Maria et VESCHAMBRE Vincent, « Patrimoine: derrière l'idée de consensus, les enjeux d'appropriation de l'espace et des conflits », in Patrice MELÉ, Corinne LARRUE et Muriel ROSEMBERG (éd.), *Conflits et territoires*, Presses universitaires François-Rabelais, 2004, p. 67-82.
- GRODECKO Louis, « Viollet-le-Duc Eugène Emmanuel (1814-1879) », in *Encyclopædia Universalis*.
- GRUET Brice, *La rue à Rome, miroir de la ville: entre l'émotion et la norme*, Presses de l'Université Paris-Sorbonne, 2006.

- GRUZINSKI Serge, « Guerre des images », in Laurent GERVEREAU (dir.), *Dictionnaire mondial des images*, Paris/Québec, Nouveau monde, Septentrion, 2006, p. 452-453.
- GRUZINSKI Serge, « Genèse des plèbes urbaines coloniales : Mexico aux XVI^e et XVII^e siècles », *Caravelle*, 85, 2005, p. 11-35.
- GRUZINSKI Serge, *Histoire de Mexico*, Paris, Fayard, 1996.
- GUBRY Patrick et LINH Lê Hô Phong, « Niveau de vie et déplacements dans les métropoles vietnamiennes : Hô Chi Minh ville et Hanoi », *Tiers-Monde*, 201-1, 2010, p. 107.
- GUERRIEN Marc, *L'enfance agitée d'une mégapole. Transition urbaine et fragmentation de l'espace dans la vallée de Mexico*, Thèse de doctorat, EHESS, 2004.
- HABER Paul, « La migración del Movimiento Urbano Popular a la política de partido en el México contemporáneo », *Revista Mexicana de Sociología*, 71-2, 2009, p. 213-245.
- HAERINGER Philippe, « Du saisissement de Moscou à la rage de Shanghai. Deux sorties contrastées de l'ordre urbain communiste », *Diogenes*, 194-2, 2001, p. 87.
- HAMMEL Daniel, « Gentrification and land rent: a historical view of the rent gap in Minneapolis », *Urban Geography*, 20-2, 1999, p. 116-145.
- HAMNETT Brian, *Histoire du Mexique*, Paris, Perrin, 2009.
- HAMNETT Chris, « The blind men and the elephant: the explanation of gentrification », *Transactions of the Institute of British Geographers*, 16-2, 1991, p. 173-189.
- HAMNETT Cris, « Gentrification and the middle-class remaking of inner London, 1961-2001 », *Urban Studies*, 40-12, 2003, p. 2401-2426.
- HARVEY David, *Le nouvel impérialisme*, Paris, Les Prairies ordinaires, 2010.
- HARVEY David, « From managerialism to entrepreneurialism: the transformation in urban governance in late capitalism », *Geografiska Annaler B*, 71-1, 1989, p. 3-17.
- HERNÁNDEZ Luis, « Las coordinadoras de masas, diez años de trincheras », *El Cotidiano*, 36, 1990, p. 34-46.
- HESS Remi, *Henri Lefebvre, vie, œuvres, concepts*, Paris, Ellipses, 2009.
- HIC-AL et MUP-CND, « Carta de la Ciudad de México por el Derecho a la Ciudad ».
- HILLENKAMP Isabelle, « L'approche latino-américaine de l'économie populaire, les inégalités et la pauvreté », *Revue de la régulation. Capitalisme, institutions, pouvoirs*, 6, 2009.
- HOBBSAWM Eric, *Primitive Rebels*, Manchester University Press, 1971.
- HOLM Andrej, « Urban renewal and the end of social housing. The roll out of neoliberalism in East Berlin's Prenzlauer Berg », *Social Justice*, 33-3 (105), 2006, p. 114-128.
- HOYT Homer, *One hundred years of land values in Chicago*, The University of Chicago Press, 1933.
- ICOMOS, *La liste du patrimoine mondial : combler les lacunes. Un plan d'action pour le futur*, 2004.
- ICOMOS, *Normas de Quito. Informe final de la reunión sobre conservación y utilización de monumentos y lugares de interés histórico y artístico*, 1967.
- ICOMOS, *Charte internationale sur la conservation et la restauration des monuments et des sites*, 1964.

- JACQUIN Céline et DUHAU Emilio, « Les ensembles de logement géants de Mexico », *Autrepart*, n° 47-3, 2008, p. 169-185.
- JAGER Michael, « Class definition and the aesthetics of gentrification: Victoriana in Melbourne », in WILLIAMS (éd.), *Gentrification of the City*, Boston, Allen and Unwin, 1986, p. 78-91.
- JANOSCHKA Michael, « El nuevo modelo de la ciudad latinoamericana: fragmentación y privatización », *EURE*, 28-85, 2002, p. 11-20.
- JOUBE Bernard, « La démocratie en métropoles : gouvernance, participation et citoyenneté », *Revue française de science politique*, 55, 2005, p. 317-337.
- JUÁREZ Leticia, « 1936-1985: pistas y paralelos entre las expropiaciones », *El Cotidiano*, 8, 1985.
- JUSIDMAN Clara, « Democracia y ciudadanía social en la Ciudad de México », in *Democracia y exclusión: caminos encontrados en la Ciudad de México*, México DF, Plaza y Valdés, 2006, p. 405-412.
- KANAI Miguel et ORTEGA-ALCÁZAR Iliana, « The prospects for progressive culture-led urban regeneration in Latin America: Cases from Mexico City and Buenos Aires », *International Journal of Urban and Regional Research*, 33-2, 2009, p. 483-501.
- KEOSEYÁN Susy et ABREU Patricia, *Estadísticas socio-demográficas del Centro Histórico de la Ciudad de México*, México DF, Autoridad del Centro Histórico, 2008.
- KEUCHEYAN Razmig, *Hémisphère gauche : une cartographie des nouvelles pensées critiques*, Paris, Zones, 2010.
- LEAL FERNÁNDEZ Felipe, « La creación de Ciudad Universitaria y su impacto urbano », in Juan Ramón DE LA FUENTE *et. al.* (coord.), *Un Destino compartido : 450 años de presencia de la Universidad en la Ciudad de México*, México, UNAM, 2004, p. 157-185.
- LEAL MARTÍNEZ Alejandra, « Peligro, proximidad y diferencia: negociar fronteras en el Centro Histórico de la Ciudad de México », *Alteridades*, 17-34, 2007, p. 27-38.
- LEAL Pablo Alejandro, « Participation : the ascendancy of a buzzword in the neo-liberal era », *Development in Practice*, 17-4, 2007, p. 539-548.
- LEES Loretta, « Gentrification and social mixing: towards an inclusive urban renaissance? », *Urban Studies*, 45-12, 2008, p. 2449-2470.
- LEES Loretta, SLATER Tom et WYLY Elvin, « Gentrification and displacement », in *The Gentrification Reader*, New York, Routledge, 2010, p. 315-323.
- LEES Loretta, WYLY Elvin et SLATER Tom, *Gentrification*, New York, Routledge, 2006.
- LEFEBVRE Henri, *La production de l'espace*, 4^e éd., Paris, Anthropos, 1974.
- LEFEBVRE Henri, *La révolution urbaine*, Paris, Gallimard, 1970.
- LEFÈVRE Christian et NÉGRIER Emmanuel, « La nouvelle critique urbaine », *Métropoles*, 7, 2010.
- LEJEUNE Jean-François, *Cruauté et utopie. Villes et paysage d'Amérique latine*, Bruxelles, Centre International pour la Ville, l'Architecture et le Paysage, 2003, p. 31-49.
- LEMPÉRIÈRE Annick, « La sécularisation de la capitale. De l'espace sacré à l'espace civique : Mexico au XIX^e siècle », in Jérôme MONNET (dir.), *Espace, temps et pouvoir dans le Nouveau Monde*, Paris, Anthropos, 1996, p. 71-100.

- LENIAUD Jean-Michel, « Patrimoine, art et archéologie », in *Encyclopædia Universalis*.
- LEÓN PORTILLA Miguel, *Independencia, reforma, revolución, ¿y los indios qué?*, México DF, UNAM, 2011.
- LEÓN-PORTILLA Miguel, *Visión de los vencidos: relaciones indígenas de la conquista*, 29^e éd., México DF, UNAM, 2007.
- LESBRE Patrick, « Fernando de Alva Ixtlilxochitl et son Histoire [de la nation] chichimèque », *Nouveaux mondes mondes nouveaux*, 28 mars 2010.
- LÉVY Jacques, *Le tournant géographique: penser l'espace pour lire le monde*, Paris, Belin, 1999.
- LÉVY Jacques et LUSSAULT Michel, « Espace », in *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, 2003, p. 325-333.
- LEY David, « Artists, aestheticisation and the field of gentrification », *Urban Studies*, 40-12, 2003, p. 2527-2544.
- LEY David, *The New Middle Class and the Remaking of the Central City*, Oxford University Press, 1996.
- LEY David, « Gentrification and the politics of the new middle class », *Environment and Planning D*, 12-1, 1994, p. 53-74.
- LEY David, « Liberal ideology and the postindustrial city », *Annals of the Association of American Geographers*, 70-2, 1980, p. 238-258.
- LIRA GONZÁLEZ Andrés, *Comunidades indígenas frente a la Ciudad de México: Tenochtitlan y Tlatelolco, sus pueblos y barrios, 1812-1919*, 2^e éd., México DF, Colegio de México, 1995.
- LLORENS Carmen, « La Coordinadora Unica de Damnificados vista a través de sus militantes », *El Cotidiano*, 11, 1986, p. 40-51.
- LOMBARDO DE RUIZ Sonia, « Ideas y proyectos urbanísticos de la ciudad de México, 1788-1850 », in Alejandra MORENO TOSCANO (éd.), *Ciudad de México, ensayo de construcción de una historia*, México DF, INAH, 1978, p. 169-188.
- LOMBARDO DE RUIZ Sonia, *El desarrollo urbano de México-Tenochtitlan según las fuentes históricas*, México DF, INAH, 1973.
- LÓPEZ CABALLERO Paula, « De cómo el pasado prehispánico se volvió el pasado de todos los mexicanos », in Pablo ESCALANTE GONZALBO (coord.), *La idea de nuestro patrimonio histórico y cultural*, México DF, Conaculta, 2011, p. 137-151.
- LÓPEZ DÍAZ Pedro, *La clase política mexicana: diccionario*, México DF, Jornada Ediciones, UNAM, 2006.
- LÓPEZ LEYVA Miguel, *La encrucijada: entre la protesta social y la participación electoral (1988)*, México DF, FLACSO, 2007.
- LÓPEZ MONJARDIN Adriana, « MUP S.A. La clase política contra el tejido social urbano », *Rebeldía*, 10, 2003, p. 44-52.
- LUSSAULT Michel, « Discours », in *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, 2003, p. 264-265.
- LYNCH John, *The Spanish American Revolutions, 1808-1826*, New York, Norton, 1986.
- MAECKELBERGH Marianne, « Mobilizing to stay put: Housing struggles in New York City », *International Journal of Urban and Regional Research*, 36-4, 2012, p. 655-673.
- MANRIQUE Daniel, *Tepito Arte Acá*, México DF, Grupo Cultural Ente, 1998.

- MANTECÓN Ana Rosas, « Por vivir en quinto patio. Políticas públicas y representaciones del patrimonio arquitectónico del Centro Histórico de la Ciudad de México », in Miguel AGUILAR, César CISNEROS, Eduardo NIVÓN (coord.), *Diversidad, aproximaciones a la cultura en la metrópoli*, México DF, Plaza y Valdés, 1999, p. 61-70.
- MARCUSE Peter, « Abandonment, gentrification, and displacement. The linkages in New York City », in Neil SMITH, Peter WILLIAMS (éd.), *Gentrification of The City*, Boston, Allen and Unwin, 1986, p. 153-177.
- MARQUINA Ignacio, *Templo Mayor de México*, México DF, INAH, 1964.
- MARTÍNEZ BARACS Rodrigo, « Recuperación del pensamiento indígena e idea de la antigua sabiduría », in Pablo ESCALANTE GONZALBO (coord.), *La idea de nuestro patrimonio histórico y cultural*, México DF, Conaculta, 2011, p. 166-181.
- MARTÍNEZ LÓPEZ Antonio, « Vivienda catalogada », in CASA Y CIUDAD AC (éd.), *Programa de Mejoramiento de Vivienda. Una experiencia exitosa de producción social de vivienda*, México DF, Casa y Ciudad AC, 2009, p. 58-59.
- MARTÍNEZ Oyuki, « Las dos caras de la fundación de Slim », *Mambo La Merced*, 1, 2006, p. 9-11, p. 9-11.
- MATEOS ESCOBAR David, *La gentrification du centre-ville de Marseille. Idées reçues et « zones d'ombre » dans l'étude des recompositions sociales des quartiers centraux phocéens*, Mémoire de Master, Aix-Marseille Université, 2012.
- MATHIEU Dominique, « Penser le mouvement urbain populaire », *Trace*, 29, 1996, p. 19-26.
- MATOS MOCTEZUMA Eduardo, « La Plaza Mayo o Zócalo en tiempos de Tenochtitlan », *Arqueología Mexicana*, XIX-116, 2012, p. 24-27.
- MATOS MOCTEZUMA Eduardo, « Tenochtitlan », *Arqueología Mexicana*, I-4, 1993, p. 18-23.
- MAZA Francisco DE LA, *El guadalupanismo mexicano*, México DF (1953), Fondo de Cultura Económica, SEP, 1984.
- MEDINA MÉNDEZ Amaranta, *Regina, el espacio público que confina. Espacialidades y habitar en un contexto de gentrificación*, Tesis de licenciatura, UAM-Xochimilco, México, 2012.
- MEJORADA Cristina, « Las ZEDEC y la participación de la sociedad civil », *Ciudades*, 20, 1993, p. 27-33.
- MELÉ Patrice, *La producción del patrimonio urbano*, México DF, CIESAS, 2006.
- MELE Patrice, « (Ré) investir les espaces centraux des villes mexicaines », in BIDOU-ZACHARIASEN Catherine (éd.), *Retours en ville : des processus de « gentrification » urbaine aux politiques de « revitalisation » des centres*, Paris, Descartes & Cie, 2003, p. 175-204.
- MELÉ Patrice, « Sacralizar el espacio urbano: el centro de las ciudades mexicanas como patrimonio mundial no renovable », *Alteridades*, 8-16, 1998, p. 11-26.
- MELLADO HERNÁNDEZ Roberto, « El marco jurídico y normativo de los programas parciales de desarrollo urbano del Distrito Federal », in Alicia ZICCARDI et Lucia ALVAREZ ENRÍQUEZ (éd.), *Planeación participativa en el espacio local : cinco programas parciales de desarrollo urbano en el Distrito Federal*, México DF, UNAM, 2003, p. 57-64.
- MENESES REYES Rodrigo, « La negociación jurídica del derecho a la ciudad: los ambulantes y el Centro Histórico de la Ciudad de México », in *Seminario permanente Centro Histórico de la Ciudad de México*, México DF, PUEC-UNAM, 2010, vol. 2/2, p. 9-34.

- MEYER Jean, *La christiade: l'Église, l'État et le peuple dans la révolution mexicaine, 1926-1929*, Paris, Payot, 1975.
- MIER Y TERÁN ROCHA Lucía, *La primera traza de la ciudad de México, 1524-1535*, México DF, UAM, Fondo de Cultura Económica, 2005.
- MIER Y TERÁN ROCHA María Martha et RABELL Celilia, « Ciudad de México: características socioeconómicas de los damnificados de los sismos de septiembre », in Gustavo GARZA (coord.), *Atlas de la Ciudad de México*, Colegio de México, DDF, 1987, p. 162-166.
- MILLON René, *Extensión y población de la ciudad de Teotihuacan en sus diferentes periodos: un cálculo provisional*, México DF, Sociedad Mexicana de la Antropología, 1967.
- MINISTERIO COORDINADOR DEL PATRIMONIO, *Introducción a la gestión del patrimonio cultural en ciudades del Ecuador*, 2010.
- MIRANDA PACHECO Sergio, « El legado colonial en el régimen político-institucional del Distrito Federal, 1824-1857 », in María Dolores MORALES et Rafael Mas HERNÁNDEZ (éd.), *Continuidades y rupturas urbanas en los siglos XVIII y XIX*, Consejo del Centro Histórico de la Ciudad de México, 2000, p. 401-417.
- MOCTEZUMA BARRAGÁN Pedro, *La Chispa: Orígenes del Movimiento Urbano Popular en el Valle de México*, México DF, Delegación Iztapalapa, Para Leer en Libertad AC, 2012.
- MOCTEZUMA BARRAGÁN Pedro, *Despertares: comunidad y organización urbano popular en México 1970-1994*, Universidad Iberoamericana, 1999.
- MOCTEZUMA BARRAGÁN Pedro et ANAYA Elizabeth, « Gestión social », in Roberto EIBENSCHUTZ HARTMAN (éd.), *Economía y sociedad en la metrópoli*, México DF, UNAM, 1997, p. 75-151.
- MONNET Jérôme, « Centro », in TOPALOV Christian, COUDROY Laurent, DEPAULE Jean-Charles et MARIN Brigitte (dir.), *L'aventure des mots de la ville*, Paris, R. Laffont, 2010, p. 255-261.
- MONNET Jérôme, « L'ambulantage : représentations du commerce ambulant ou informel et métropolisation », *Cybergeog : European Journal of Geography*, 355, 2006.
- MONNET Jérôme, « Mexcaltitan, territoire de l'identité mexicaine : la création d'un mythe d'origine », in P. Claval (dir.), *Ethnogéographies*, Paris, L'Harmattan, 1995.
- MONNET Jérôme, *Usos e imágenes del centro histórico de la ciudad de México*, México DF, DDF, 1995.
- MONNET Jérôme, *La ville et son double. Images et usages du centre : la parabole de Mexico*, Paris, Nathan, 1993.
- MONSIVÁIS Carlos, *No sin nosotros: los días del terremoto, 1985-2005*, México DF, Era, 2005.
- MORALES MARTÍNEZ María Dolores, « La desamortización y su influencia en la estructura de la propiedad. Ciudad de México 1848-1864 », in Ma. del Pilar LÓPEZ-CANO (éd.), *Iglesia, Estado y economía. Siglos XVI al XIX*, UNAM, Instituto Mora, 1995, p. 179-204.
- MORALES MARTÍNEZ María Dolores, *Ensayos urbanos: la Ciudad de México en el siglo XIX*, México DF, UAM, 2011.
- MORA VÁZQUEZ Teresa (éd.), *Los pueblos originarios de la Ciudad de México: atlas etnográfico*, GDF, INAH, 2007.

- MORENO TOSCANO Alejandra (éd.), *Ciudad de México, ensayo de construcción de una historia*, México DF, INAH, 1978.
- MUÑOZ Inti, « El Centro Histórico de México hoy. Avances en la implementación del Plan Integral de Manejo », in *Seminario permanente Centro Histórico de la ciudad de México*, México DF, PUEC-UNAM, à paraître.
- MUSACCHIO Humberto, *Ciudad quebrada*, México DF, Océano, 1985.
- MUSSET Alain, *Villes nomades du nouveau monde*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2002.
- NAIRN Tom, *Faces of Nationalism: Janus Revisited*, London, Verso, 1997.
- NEWMAN Kathe et WYLY Elvin, « The right to stay put, revisited: Gentrification and resistance to displacement in New York city », *Urban Studies*, 43-1, 2006, p. 23-57.
- NIEDERBERGER Christine, *Paléopaysages et archéologie pré-urbaine du Bassin de Mexico*, México DF, CEMCA, 1987, vol. 2/2.
- NIVÓN BOLÁN Eduardo, « Política cultural en el Distrito Federal ante el nuevo gobierno », *Revista Mexicana de Sociología*, 62-2, 1 avril 2000, p. 193-213.
- NOGUEZ Xavier, « Tira de la Peregrinación. La migración mexicana », *Arqueología Mexicana*, XIV-81, 2006, p. 48-53.
- O'GORMAN Edmundo, *Reflexiones sobre la distribución urbana colonial de la ciudad de México*, Editorial Cultura, 1938.
- OLVERA RAMOS Jorge, « El baratillo de la Plaza Mayor: la crítica ilustrada al comercio tradicional », in Sonia LOMBARDO DE RUIZ (éd.), *El impacto de las reformas borbónicas en la estructura de las ciudades un enfoque comparativo: memoria del I Simposio Internacional sobre Historia del Centro Histórico de la Ciudad de México*, 2000, p. 381-392.
- ORDÓÑEZ RUÍZ José Luis, *Las rentas congeladas y su descongelación*, México DF, Limusa Noriega Editores, 1993.
- ORELLANA Leo, « Programme SIRCHAL de revitalisation des centres historiques des villes d'Amérique latine et des Caraïbes », *L'ordinaire latino-américain*, 181, 2000, p. 45-48.
- ORMIUNDO DE AZEVEDO Paulo, « El Centro Histórico de Bahia revisitado », *Andamios*, 6-12, 2009, p. 95-113.
- ORTEGA REYNA Jaime, « La derrota electoral del PRD en Ciudad Nezahualcóyotl », *El Cotidiano*, 161, 2010, p. 85-93.
- ORTIZ DÍAZ Edith, « Caminos y rutas de intercambio prehispánico », *Arqueología Mexicana*, XIV-81, 2006, p. 37-42.
- O'SULLIVAN David, « Toward micro-scale spatial modeling of gentrification », *Journal of Geographical Systems*, 4-3, 2002, p. 251-274.
- OVPM, *Villes historiques en développement : des clés pour comprendre et agir*, UNESCO, 2012.
- PALERM Ángel, *Antropología y marxismo*, México DF, Nueva Imagen, 1980.
- PAQUETTE Catherine, « Des habitants pour le centre historique ? Mexico face à l'un des défis majeurs de la réhabilitation », in Hélène RIVIÈRE D'ARC (dir.), *Le pari urbain en Amérique latine. Vivre dans le centre des villes*, Paris, Armand Colin, 2006, p. 107-125.
- PARNREITER Christof, « Tendencias de desarrollo en las metrópolis latinoamericanas en la era de la globalización: los casos de Ciudad de México y Santiago de Chile », *Revista Eure*, XXXI-92, 2005, p. 5-28.

- PARNREITER Christof, « Mexico City: The making of a global city ? », in Saskia SASSEN (éd.), *Global Networks, Linked Cities*, New York, Routledge, 2002, p. 145-182.
- PÉREZ LÓPEZ Ruth, *Vivre et survivre à Mexico: enfants et jeunes de la rue*, Paris, Karthala, 2009.
- PÉREZ MONTFORT Ricardo, « La decena trágica en la ciudad de México (1913). Aproximaciones a la vida cotidiana », in *Juntos y medio revueltos*, México DF, Uníos, Frente del Pueblo, SNER AC, 2000, p. 81-109.
- PERLÓ Manuel et BONNAFÉ Juliette, « Análisis y evaluación de dos modelos para el financiamiento del Centro Histórico de la Ciudad de México », in Fernando CARRIÓN (éd.), *Financiamiento de los centros históricos de América Latina y El Caribe*, Flacso-Sede Ecuador, 2007, p. 113-149.
- PERRAUDIN Anna, « Les populations indiennes face aux transformations du centre historique », in Hélène RIVIÈRE D'ARC (dir.), *Centres de villes durables en Amérique latine*, Paris, IHEAL, 2009, p. 51-76.
- PIETSCHMANN Horst, « Revolución y contrarevolución en el México de las reformas borbónicas. Ideas protoliberales y liberales entre los burócratas ilustrados novohispanos (1780-1794) », *Caravelle*, 54, 1990, p. 21-35.
- PILCHER Jeffrey, *¡Qué vivan los tamales! La comida y la construcción de la identidad nacional*, Ediciones de la Reina, CIESAS, Conaculta, 2001, p. 208.
- PIÑA CHÁN Román, *Un modelo de evolución social y cultural del México precolombino*, México DF, INAH, 1976.
- PINSON Gilles, « La gouvernance des villes françaises », *Métropoles*, 7, 2010.
- PRÉTECEILLE Edmond et FIJALKOW Yankel, « Introduction. Gentrification : discours et politiques urbaines (France, Royaume-Uni, Canada) », *Sociétés contemporaines*, 3, 2006, p. 5-13.
- PRÉVÉLAKIS Georges, « Front », in Jacques LÉVY et Michel LUSSAULT (éd.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, 2003, p. 382-383.
- PRÉVOT SCHAPIRA Marie-France, « Villes et territoires en Amérique Latine: changement de perspective? », in Marie-France PRÉVOT SCHAPIRA et Hélène RIVIÈRE D'ARC (éd.), *Les territoires de l'État-nation en Amérique latine*, Paris, IHEAL, 2001, p. 21-34.
- PRÉVOT SCHAPIRA Marie-France, « Amérique Latine : la ville fragmentée », *Esprit*, 258, 1999, p. 128-144.
- PUEC, *Programa Comunitario de Mejoramiento Barrial 2007-2012*, México DF, PUEC-UNAM, 2012.
- PUEC, *Investigación sobre la calidad de los servicios turísticos en el Centro Histórico de la Ciudad de México*, Autoridad del Centro Histórico, 2010, vol. 3/3.
- PUEC, *Programa Comunitario de Mejoramiento Barrial 2008*, México DF, PUEC-UNAM, 2008.
- PUEBLA Claudia, « Los programas de vivienda », in Sergio TAMAYO (éd.), *Los desafíos del Bando 2: Evaluación multidimensional de las políticas habitacionales en el Distrito Federal 2000-2006*, México D.F., SEDUVI, INVI, UAM, CAM AC., 2007, p. 115-164.

- QUADRI Gabriel (éd.), *Ciudad de México: enfrentar la decadencia urbana*, México DF, Cespedes, 1998.
- RAHNEMA Majid, « Participation », in Victoria BAWTREE et Majid RAHNEMA (éd.), *The Development Dictionary : A Guide to Knowledge as Power*, New York, Zed Books, 2007.
- RAMÍREZ SAIZ Juan Manuel, « Los objetivos de la Ley General de Asentamientos Humanos (LGAH) », in Gustavo GARZA (éd.), *Una Década de planeación urbano-regional en México, 1978-1988*, México DF, Colegio de México, 1989, p. 27-53.
- RAUTENBERG Michel, « Le patrimoine dans les projets urbains, entre gentrification et revendications », in Nassima DRIS (éd.), *Patrimoines et développement durable : ressources, enjeux, lien social*, Presses Universitaires de Rennes, 2012, p. 35-43.
- RECOQUILLON Charlotte, *Conflits et résistances, une analyse géopolitique de la gentrification de Harlem, New York City*, Thèse de doctorat, Institut Français de Géopolitique, 2010.
- RETAILLÉ Denis, « Front pionnier », in Jacques LÉVY et Michel LUSSAULT (éd.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, 2003, p. 383.
- RICO RAMÍREZ Roberto, *El Retorno. La Unión de Colonias Populares del Valle de México: sus orígenes y sus organizaciones*, México DF, UCP, PRD-DF, Para leer en Libertad AC, 2011.
- RIVAS VIDAL Alejandro et SALINAS AMEZCUA Fernando, « La tragedia de los sismos de septiembre de 1985 en la ciudad de México: población afectada y daños infraestructurales », in Gustavo GARZA (coord.), *Atlas de la ciudad de México*, Colegio de México, DDF, 1987, p. 158-161.
- RIVIÈRE D'ARC Hélène, « Le retour et la circulation des énoncés hygiénistes comme médiateurs du projet urbain : de São Paulo à d'autres métropoles », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, 2010.
- RIVIÈRE D'ARC Hélène, « La géographie et les réseaux internationaux de villes et d'urbanistes. Une vision euro-latino-américaine », *Cahiers des Amériques latines*, 51-52, 2007, p. 63-75.
- RODARY Estienne, CASTELLANET Christian et ROSSI Georges (éd.), *Conservation de la nature et développement : l'intégration impossible ?*, Paris, Karthala, 2003.
- RODRÍGUEZ MORALES Leopoldo, « Los monumentos históricos rehabilitados por Renovación Habitacional Popular », *Boletín de Monumentos Históricos*, 11, 1990, p. 18-31.
- ROJAS MIX Miguel, « El urbanismo español como política de colonización en América Latina », in *La ville coloniale en Amérique espagnole au XVIII^e siècle*, Paris, Université de Paris-III, 1984, p. 347-359.
- ROMERO CASTILLO Laura Isabel, « Políticas públicas en la conformación del corredor urbano Centro Histórico de la Ciudad de México-Santa Fe », *arq.urb*, 6, 2011, p. 46-72.
- RONDA Stéphanie, « Estrategias de legitimaciones y discursos : la utilización de las políticas de rehabilitación de los centros históricos », in Fernando CARRIÓN (éd.), *Desarrollo cultural y gestión en centros históricos*, Quito, FLACSO-Empresa del Centro Histórico, 2000, p. 85-104.
- ROSE Damaris, « Rethinking gentrification. Beyond the uneven development of marxist urban theory », *Environment and Planning D*, 2-1, 1984, p. 47-74.
- ROSS Hassig, « Rutas y caminos de los mexicas », *Arqueología Mexicana*, XIV-81, 2006, p. 54-59.

- ROUSSEAU Max, « Gouverner la gentrification. Différentiel de loyer et coalitions de croissance dans la ville en déclin », *Métropoles*, 7, 2010.
- SABATIER Bruno, *La publicisation des espaces de consommation privés. Les complexes commerciaux récréatifs en France et au Mexique*, Thèse de doctorat, Université Toulouse-Le Mirail, 2006.
- SÁNCHEZ ESTÉVEZ Reyna, *Los símbolos en los movimientos sociales: el caso de Superbarrio*, México DF, UAM, 2004.
- SÁNCHEZ ESTÉVEZ Reyna, « Resistencia y carrera de obstáculos en la Ciudad de México », *Rebeldía*, 23, 2004, p. 44-51.
- SÁNCHEZ MEJORADA Cristina, « La participación ciudadana en el Distrito Federal. Reflexiones sobre la Ley y las elecciones vecinales », *El Cotidiano*, 16-99, 2000, p. 80-91.
- SANDOVAL Georgina, « Una política integrante e integradora de vivienda. A propósito de un grupo otomí », *Entrelazándonos*, 9, 2005.
- SANTA MARÍA Rodolfo, *Arquitectura del siglo XX en el Centro Histórico de la Ciudad de México*, México DF, UAM, 2005.
- SASSEN Saskia, *The Global City: New York, London, Tokio*, Princeton University Press, 1991.
- SCHTEINGART Martha, *Los productores del espacio habitable. Estado, empresa y sociedad en la Ciudad de México*, México DF, Colegio de México, 1989.
- SCHWARZ Mauricio-José, *Todos somos Superbarrio: La verdadera y asombrosa historia del luchador social más enigmático de México*, México DF, Planeta, 1994.
- SCOTT James, *Los dominados y el arte de la resistencia* (1990), México DF, Era, 2000.
- SHAW Kate, « Local limits to gentrification: implications for a new urban policy », in Rowland ATKINSON et Gary BRIDGE (éd.), *Gentrification in a Global Context: The New Urban Colonialism*, New York, Routledge, 2005, p. 168-184.
- SILVA LONDOÑO Diana, *Negociando la (in)-formalidad. Las contiendas por el desalojo del comercio ambulante en el Centro Histórico de la Ciudad de México (1990-2008)*, Tesis de Doctorado, Colegio de México, 2011.
- SLATER Tom, « The eviction of critical perspectives from gentrification research », *International Journal of Urban and Regional Research*, 30-4, 2006, p. 737-757.
- SMITH Michael E., « La fundación de las capitales de las ciudades-estado aztecas: la recreación ideológica de Tollan », in Ma. Josefa IGLESIAS, Rogelio VALENCIA et Andrés CIUDAD (éd.), *Nuevas ciudades, nuevas patrias. Fundación y relocalización de ciudades en mesoamérica y el mediterráneo*, Madrid, Sociedad Española de Estudios Mayas, 2006, p. 257-290.
- SMITH Neil, « On "The eviction of critical perspectives" », *International Journal of Urban and Regional Research*, 32-1, 2008, p. 195-197.
- SMITH Neil, *The New Urban Frontier: Gentrification and the Revanchist City*, New York, Routledge, 1996.
- SMITH Neil, « Toward a theory of gentrification: a back to the city movement by capital, not people », *Journal of the American Planning Association*, 45-4, 1979, p. 538-548.

- SPENER David, « Revisión del conflicto capital-trabajo : hacia una nueva perspectiva del encuentro entre marxismo y ciudadanía », in Sergio TAMAYO (éd.), *Sistemas urbanos : actores sociales y ciudadanías*, UAM-Azcapotzalco, 1998.
- STAMM Caroline, « Commerce de rue et politiques publiques dans les centres historiques. Expulsion, relocalisation et résistances à Mexico et Lima », *Autrepart*, 45, 2008, p. 91-104.
- SUMKA Howard, « Neighborhood revitalization and displacement. A review of the evidence », *Journal of the American Planning Association*, 45-4, 1979, p. 480-487.
- SWANSON Kate, « Revanchist urbanism heads south. The regulation of indigenous beggars and street vendors in Ecuador », *Antipode*, 39-4, 2007, p. 708-728.
- SÝKORA Luděk, « Gentrification in post-communist cities », in Rowland ATKINSON et Gary BRIDGE (éd.), *Gentrification in a Global Context : The New Urban Colonialism*, New York, Routledge, 2005, p. 90-105.
- TAIBO II Paco Ignacio, *Inquilinos del DF, a colgar la rojinegra*, México DF, Cenzontle, 2007.
- TAMAYO Sergio (éd.), *Los desafíos del Bando 2. Evaluación multidimensional de las políticas habitacionales en el Distrito Federal 2000-2006*, SEDUVI, INVI, UAM, UACM, CAM AC., 2007.
- THUILLIER Guy et LACARRIEU Mónica, « Une utopie de l'ordre et de la fermeture : "quartiers privés" et "countries" à Buenos Aires », *L'Espace géographique*, 33-2, 2004, p. 149-164.
- TIBÓN Gutierre, *Historia del nombre y de la fundación de México*, 2^e éd., México, Fondo de Cultura Económica, 1980.
- TOMAS François, *Les temporalités des villes*, Université de Saint-Etienne, 2003.
- TOMAS François, « Centros históricos de América Latina: emergencia de una nueva política urbana », *L'ordinaire latino-américain*, 181, 2000, p. 9-22.
- TOMAS François, « El centro de la ciudad de México: crisis y revalorización », *Trace*, 17, 1990, p. 11-19.
- TOMAS François, « Tepiteños », *Trace*, 17, 1990, p. 25-29.
- TOMAS François, « Quartiers centraux et stratégies socio-spatiales à Mexico », *Revue de géographie de Lyon*, 63-1, 1988, p. 55-68.
- TOMAS François, « Las estrategias socio-espaciales en los barrios céntricos de México: los decretos de expropiación de octubre de 1985 », *Trace*, 11, 1987, p. 7-25.
- TOPALOV Christian, COUDROY Laurent, DEPAULE Jean-Charles et MARIN Brigitte (dir.), *L'aventure des mots de la ville*, Paris, R. Laffont, 2010.
- TOURAINÉ Alain, *Production de la société*, Paris, Librairie générale française, 1993.
- TOVAR DE TERESA Guillermo, *La Ciudad de los Palacios: crónica de un patrimonio perdido*, México DF, Vuelta, 1992.
- TROUCHTCHENKO Olga, « Les bénéficiaires de la réhabilitation du centre historique de Moscou », *Sociétés contemporaines*, 11-12-3-4, 1992, p. 227-238.
- TSIOMIS Yannis, « Aventures et mésaventures de "la ville fonctionnelle" », *Revue Urbanisme*, 330, 2003, p. 37-41.
- UNESCO, *Actes de la Conférence générale. 36e session*, Paris, 2011.
- VALVERDE VALDÉS Ma. del Carmen, « Las Guerras de Castas. Península de Yucatán (1847-1901) », *Arqueología mexicana*, XIX-111, 2011, p. 54-59.

- VARLEY Ann et JONES Gareth, « The reconquest of the historic centre. Urban conservation and gentrification in Puebla, Mexico », *Environment and Planning A*, 31-9, 1999, p. 1547-1566.
- VÉDIE Marie, *S'approprier le Centre Historique de Mexico. Processus de gentrification et continuités populaires*, Mémoire de Master, EHESS, Paris, 2013.
- VERDIER Philippe, *Le projet urbain participatif. Apprendre à faire la ville avec ses habitants*, Paris, Adels, 2009.
- VESCHAMBRE Vincent, « Patrimoine : un objet révélateur des évolutions de la géographie et de sa place dans les sciences sociales », *Annales de géographie*, 656-4, 2007, p. 361-381.
- VILLAMIL Jenaro, *Sucesión pactada: la ingeniería política del salinismo*, México DF, Plaza y Valdés, 1993.
- VILLEGAS Víctor Manuel, *Un pleito tristemente célebre*, México, Biblioteca de Cooperación Universitaria, 1979.
- WACQUANT Loïc, « Relocating gentrification: the working class, science and the State in recent urban research », *International Journal of Urban and Regional Research*, 32-1, 2008, p. 198-205.
- WALLERSTEIN Immanuel, *The Modern World System. Capitalist Agriculture and the Origins of the European World Economy*, New York, Academic Press, 1974.
- WANG Jun et LAU Stephen Siu Yu, « Gentrification and Shanghai's new middle-class. Another reflection on the cultural consumption thesis », *Cities*, 26-2, 2009, p. 57-66.
- WANG Stephen Wei-Hsin, « Commercial gentrification and entrepreneurial governance in Shanghai. A case study of Taikang Road creative cluster », *Urban Policy and Research*, 29-4, 2011, p. 363-380.
- WATT Paul, « The only class in town? Gentrification and the middle-class colonization of the city and the urban imagination », *International Journal of Urban and Regional Research*, 32-1, 2008, p. 206-211.
- WOLF Eric, *Pueblos y culturas de Mesoamérica*, México DF, (1969) Era, 2009.
- WORLD BANK, *Vivienda. Un entorno propicio para el mercado habitacional*, Washington DC, 1994.
- WYLY Elvin et HAMMEL Daniel, « Commentary: Urban policy frontiers », *Urban Studies*, 45-12, 1 novembre 2008, p. 2643-2648.
- YOUNG Iris Marion, *Justice and the Politics of Difference*, Princeton University Press, 1990.
- ZAMORANO VILLARREAL Claudia, « Gentrificación, inseguridad y eficacia de fronteras urbanas en el centro histórico de la Ciudad de México », in Carlos ALBA et Pascal LABAZÉE (dir.), *Metropolización, transformaciones mercantiles y gobernanza en los países emergentes. Las grandes ciudades en las mutaciones del comercio mundial*, Colegio de México, IRD, à paraître.
- ZAMORANO VILLARREAL Claudia, « Los hijos de la modernidad: movilidad social, vivienda y producción del espacio en la Ciudad de México », *Alteridades*, 17-34, 2007, p. 75-91.
- ZAREMBERG Gisela, *¿Corporativismo informal? Organizaciones de ambulantes y partidos políticos a partir de la alternancia electoral en México, Distrito Federal (2000-2005)*, Buenos Aires, Clacso, 2011.

Artículos de presse

- ACOSTA CÓRDOVA Carlos, « Segundo lugar mundial en riqueza », 4 mars 2007, *Proceso*, n°1583.
- ANIMAL POLÍTICO, « GDF quiere peatonalizar el Zócalo del DF », 4 juin 2013, *Animal Político*.
- ARISTA Lidia, « Repunta población en el Centro Histórico: Ebrard », 11 mars 2011, *El Universal*.
- ARISTA Lidia, « Las 3 zonas para rentar depa en el Centro Histórico », 19 février 2011, *El Universal*.
- AVIGNOLO M. Laura, « Especulación inmobiliaria en París. Las compras secretas de edificios enteros desalojan a los parisinos de sus casas », 6 février 2005, *Clarín*.
- AVILES Karina, « El ex convento de Santo Domingo convertido en salón para fiestas », 12 mars 2007, *La Jornada*.
- BALLINAS Víctor et BECERRIL Andrea, « Recibe Ibarra inmueble que albergará el museo de la desaparición y la represión », 19 avril 2012, *La Jornada*.
- BALLINAS Víctor, URRITIA Alonso et CASTILLO Gustavo, « Con la muerte de Guillermina Rico terminaron cuatro décadas de liderazgo del comercio informal en la capital », 5 septembre 1996, *La Jornada*.
- BALTAZAR Elia, « Se invertirán 350 mdp este año en el corredor Reforma-Centro Histórico », 22 janvier 2003, *La Jornada*.
- BALTAZAR Elia, « Definitivo, el desalojo de ambulantes del Centro Histórico: López Obrador », 28 août 2002, *La Jornada*.
- BALTAZAR Elia, « No serán desplazados vecinos al construirse la plaza Juárez, asegura López Obrador », 25 août 2002, *La Jornada*.
- BÁTIZ Bernardo, « La secundaria uno », 26 novembre 2001, *La Jornada*.
- BELLINGHAUSEN Hermann, « Descalifica Marcos a los gobernantes criminales como el mandatario poblano », 16 février 2006, *La Jornada*.
- BERTÁN Antonio, « Buscan con restauración calidad de vida », 31 août 2001, *Reforma*.
- BERTÁN Antonio, « Vuelven rentables edificios históricos », 7 août 2001, *Reforma*.
- BOLAÑOS Ángel, « Slim y Martí, interesados en establecer empresas en Tepito », 15 mars 2007, *La Jornada*.
- BOLAÑOS Ángel et DUARTE Erika, « Reacción previsible, los videos acusatorios de Tepito: Ebrard », 1^{er} mars 2007, *La Jornada*.
- BOLAÑOS Ángel, DUARTE Erika et SALGADO Agustín, « Bajo control del GDF, los predios expropiados », 22 février 2007, *La Jornada*.
- BOLAÑOS Ángel, « La expropiación, útil para combatir el delito: TSJDF », 17 février 2007, *La Jornada*.
- BOLAÑOS Ángel, ROMERO Gabriela, LLANOS Raúl et DUARTE Erika, « Propondrá Ebrard legislación sobre “extinción de dominio” », 16 février 2007, *La Jornada*.
- BOLAÑOS Ángel, « Expropian dos predios de la colonia Morelos », 15 février 2007, *La Jornada*.

- BOLAÑOS Ángel, « En el Centro, mil 500 familias indígenas siguen en espera de vivienda digna », 6 mars 2005, *La Jornada*.
- BOLAÑOS Ángel et GÓMEZ Laura, « Abren Corregidora al paso de autos tras 20 años de permanecer cerrada », 7 avril 2004, *La Jornada*.
- BOLAÑOS Ángel, « Exige López Obrador a los bancos cumplir su función de dar créditos », 20 novembre 2003, *La Jornada*.
- BOLAÑOS Ángel, « En octubre, reubicación de vendedores informales », 20 août 2003, *La Jornada*.
- BOLAÑOS Claudia, « Construyen Tepiplaya para protestar obras inconclusas », 25 avril 2007, *El Universal*.
- CEBALLOS Ángel, « Tienen artistas noveles otra vitrina para su obra », 25 octobre 2006, *El Universal*.
- CEDILLO Alejandro, « Comerciantes afirman que María Rosete, dirigente de ambulantes, encabeza protestas contra GDF en Tepito ; à la lideresa la protege la PGJDF », 28 février 2007, *La Crónica*.
- CENTRO, « Cinco años del Plan de rescate del Centro Histórico », août 2006, *Centro, Guía para caminantes*, n°32, p. 66-91.
- CERTEZA, « Revitaliza la inversión al Centro Histórico: Carlos Slim », *Certeza: economía y negocios*, n°54.
- CRUZ Alejandro, « Paga \$53 millones Autoridad del Centro Histórico », 24 juillet 2011, *La Jornada*.
- CRUZ Alejandro, « Advierten fraude en entrega de casas a afectados de Tenoch 40 », 16 août 2007, *La Jornada*.
- CRUZ Alejandro et SALGADO Agustín, « Residentes de Tepito denuncian en la ONU violaciones a derechos », 4 avril 2007, *La Jornada*.
- DESPONDS Didier, « La mixité sociale, leurre français », 6 septembre 2005, *Libération*.
- DRESSER Denise, « Las dos caras de Carlos Slim », 4 mars 2007, *Proceso*, n°1583.
- DUARTE Erika, « Casi un mes de acción en el barrio », 12 mars 2007, *La Jornada*.
- DUARTE Erika, « Incursión policiaca en Tepito; incautan droga y dismantelan laboratorios », 2 mars 2007, *La Jornada*.
- DUARTE Erika, « Las viviendas de Tenoch 40, de “lujo” y a prueba de ladrones », 23 février 2007, *La Jornada*.
- DUARTE Erika, « Tepito, principal distribuidor de droga al medio mayoreo en la ciudad: Ortega », 21 février 2007, *La Jornada*.
- DURÁN Manuel, « Blindan a Ebrard para abrir plazas », 26 octobre 2007, *Reforma*.
- DURÁN Manuel et OSORIO Ernesto, « Proliferan “toreros” en calles del Centro », 7 octobre 2007, *Reforma*.
- ENRÍQUEZ Elio et BELLINGHAUSEN Hermann, « Inicia este martes el traslado de los integrantes de La Otra Campaña al DF », 27 mars 2007, *La Jornada*.
- FLORES Alfonso, « Hacia un vecindario cultural », février 2010, *Km.Cero*, n°19.
- FLORES Alfonso, « El Centro que quieren sus habitantes », février 2010, *Km.Cero*, n°19.

FLORES Alfonso, « Abre escuela de Formación Ciudadana », février 2009, *Km.Cero*, n°7.

FIMBRES Sergio, « Frenan ambulante », 13 octobre 2007, *Reforma*.

G. P. DE, « La “gentrification” de Shoreditch est engagée », 9 novembre 2000, *Les Échos*.

GALVÁN Enrique, « Triplican su valor edificios de Slim en el Centro Histórico », 16 octobre 2007, *La Jornada*.

GARCÍA Arturo, « En forma paulatina el Centro pierde su aire de cementerio », 14 mars 2005, *La Jornada*.

GARCÍA Carina, « Protestan perredistas ante GDF por falta de vivienda », 2 juillet 2005, *La Crónica*.

GARUÑO Roberto et ROJAS Rosa, « Aumentan las voces de protesta », 24 octobre 2004, *La Jornada*.

GIL OLMOS José, « El rector suspende 6 meses a Inti Muñoz, miembro del CEU », 19 juin 1997, *La Jornada*.

GÓMEZ Laura, « Ebrard: prepara GDF rescate de La Ciudadela », 24 mai 2012, *La Jornada*.

GÓMEZ Laura, « Se construirán 50 mil nuevas casas de interés social en el Centro Histórico », 18 février 2011, *La Jornada*.

GÓMEZ Laura, « Inmobiliaria de Slim convertirá el Hotel Bamer en desarrollo de lujo », 4 octobre 2010, *La Jornada*.

GÓMEZ Laura, « Desde Alemania frena Ebrard el tranvía del Centro Histórico », 1^{er} juin 2010, *La Jornada*.

GÓMEZ Laura, « Obligarán a dueños de negocios en el Centro a modificar anuncios en fachadas », 14 septembre 2009, *La Jornada*.

GÓMEZ Laura, « El gobierno no respetó propiedad privada: Coparmex », 16 février 2007, *La Jornada*.

GÓMEZ Laura, « Acusan vecinos a Slim y Arango de acaparar inmuebles en el Centro », 24 mai 2006, *La Jornada*.

GÓMEZ Laura, « Inauguran hoy plaza comercial para 340 ambulantes del Centro Histórico », 9 décembre 2004, *La Jornada*.

GÓMEZ Laura, BOLAÑOS Ángel et SERVÍN Mirna, « Proyectan 15 plazas comerciales para ambulantes reubicados », 23 août 2003, *La Jornada*.

GONZÁLEZ Rocío, « Otorgó Ebrard 230 espacios para explotación comercial en la ciudad », 20 mars 2013, *La Jornada*.

GONZÁLEZ Rocío, « Peligra el mercado de artesanías de La Ciudadela », 15 mai 2007, *La Jornada*.

GONZÁLEZ Rocío, « Temor entre vecinos de Tepito ante nuevas expropiaciones », 14 avril 2007, *La Jornada*.

GONZÁLEZ José, « En cámara lenta », 19 septembre 2005, *La Jornada*.

GONZÁLEZ Susana, « Aquirió empresa de Carlos Slim otros ocho inmuebles en el Centro Histórico », 21 octobre 2007, *La Jornada*.

GONZÁLEZ Susana, « Balacera entre ambulantes cerca de Tepito », 28 août 2002, *La Jornada*.

- GONZÁLEZ Susana, RAMÍREZ Bertha et SERVÍN Mirna, « Reporta la SSP 93 detenidos en el primer día de la *ley Marcelo* », 2 août 2004, *La Jornada*.
- GRAJEDA Ella, « Avanza Slim en el Centro », 22 décembre 2002, *El Universal*.
- GÜEMES César, « Ortiz Lajous: sin pacto político, inútil tratar de salvar el Centro Histórico », 22 mars 2002, *La Jornada*.
- HERRERA Óscar, « Se enfrentaron policías y ambulantes en el Eje Central », 11 janvier 2001, *El Universal*.
- HORSLEY Carter, « Revitalization held to be spotty », 1^{er} juin 1980, *The New York Times*.
- LA JORNADA, « Desalojan edificio en la calle de Misioneros », 27 février 2010, *La Jornada*.
- LEGORRETA Jorge, « Renovación urbana para erradicar la herradura de tugurios del Centro Histórico », 26 octobre 2001, *La Jornada*.
- LEVISALLE Natalie, « À Paris, les bourgeois sont à l'ouest, les bobos à l'est et les "prolos" dehors », rencontre avec Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon, 1^{er} janvier 2005, *Libération*.
- LLANOS Raúl, GONZÁLEZ Rocío et ROMERO Gabriela, « Recibe Zabloudovsky la Medalla al Mérito Ciudadano ; propone crear la delegación 17 », 20 août 2009, *La Jornada*.
- LLANOS Raúl, « Tequio mazahua en el Centro Histórico », 25 mai 2007, *La Jornada*.
- LLANOS Raúl, GONZÁLEZ Rocío et ROMERO Gabriela, « Amplia red de intereses, detrás del ambulante », 20 mars 2007, *La Jornada*.
- LLANOS Raúl, GONZÁLEZ Rocío et ROMERO Gabriela, « En calles del Centro: contrabando, mercancía robada y hasta *polleros* », 19 mars 2007, *La Jornada*.
- LLANOS Raúl, GÓMEZ Laura et GONZÁLEZ Susana, « Comerciantes en vía pública exigen derogar la Ley de Cultura Cívica », 15 septembre 2004, *La Jornada*.
- LLANOS Raúl et ROMERO Gabriela, « La colonia Centro, la más insegura: PGJDF », 27 mars 2003, *La Jornada*.
- LLANOS Raúl, « Ebrard : No hay para pagar a Giuliani », 31 octobre 2002, *La Jornada*.
- LÓPEZ José Fernando, « Slim Watch », 17 juillet 2007, *Poder y Negocios*.
- MACCANI R.J., « Movement for Justice in El Barrio », 2 mars 2008, *Leftturn*.
- MARISCAL Ángeles et BELLINGHAUSEN Hermann, « En 2006 lo único que se elegirá es quién nos meterá a la cárcel, quién nos robará: Marcos », 6 janvier 2006, *La Jornada*.
- MARTÍNEZ Fernando, « Crean frente contra expropiaciones », 27 juillet 2007, *El Universal*.
- MARTÍNEZ CANTERO Eduardo, « Asegura la Canaco que sí hay interés empresarial por invertir en Tepito », 17 mars 2007, *La Jornada*.
- MARTÍNEZ RENTERÍA Carlos, « Por una ciudad del futuro. Entrevista con Inti Muñoz », 2009, *Generación*, n°80.
- MEDELLÍN Alejandro et MARTÍNEZ Alejandra, « Expropia el GDF "La Fortaleza" de Tepito », 15 février 2007, *El Universal*.
- MENDOZA J., « Crear en el Centro », août 2008, *Km. Cero*, n° 2.
- MICHOT Alexandra, « La gamelle s'embourgeoise », 16 juin 2007, *Le Figaro*.
- MONGE Raúl, « La apropiación », 5 octobre 2003, *Proceso*.

- MONTAÑO Ericka, « Dialogar y trabajar con México es la vocación del Centro Cultural Español », 16 novembre 2002, *La Jornada*.
- MORÁN Gisselle, « Como Ave Fénix : Revitalización del Centro Histórico de la Ciudad de México », 2009, *Real Estate. Guía inmobiliaria de México*, n°57, p. 53.
- MUÑOZ Inti, « Acuérdate de ayer », 1^{er} janvier 2011, *Emeequis*
- NÁJAR Alberto, « La oscuridad de Antorcha », 27 septembre 1998, *La Jornada*.
- NÁJAR Alberto, « Expedientes negros. Los dueños de la calle », 29 mars 1998, *La Jornada*.
- NEGRETE CRUZ Michael, « IDEAL y CICSA: la dupla con la fuerza del acero y el peso del concreto », 2009, *Real Estate. Guía inmobiliaria de México*, n°57, p. 59.
- NEGRETE CRUZ Michael, « Ciudad Jardín Bicentenario: ejemplo mundial de sustentabilidad y responsabilidad social », 2009, *Real Estate. Guía inmobiliaria de México*, n°57.
- OLAYO Ricardo, « Comercializará el DDF 7 mil 800 locales en plazas para ambulantes », 19 juin 1998, *La Jornada*.
- ORTEGA Sandra, « Centro Histórico, patrimonio de todos », juillet 2008, *Km.Cero*, n° 1.
- OSORIO Ernesto, « Tolera GDF ambulante en Perímetro A », 31 octobre 2007, *Reforma*.
- OSORIO Ernesto, « Crece poder de líderes », 13 octobre 2007, *Reforma*.
- OSORIO Ernesto, « Disputan 12 puntos miles de ambulantes », 8 octobre 2007, *Reforma*.
- PADILLA COBOS Emilio, « ¿Adónde va el Centro Histórico », 20 janvier 2003, *La Jornada*.
- PANDAL Adrián, « Aclaración respecto de nota sobre el Centro Histórico », 25 mai 2006, *La Jornada*.
- PASTRANA Daniela, « La tragedia de la heredera. Ya no hay intocables », 4 avril 1999, *La Jornada*.
- PAUL Carlos, « GDF y fideicomiso comienzan cambios en infraestructura del Centro Histórico », 4 novembre 2002, *La Jornada*.
- PONIATOWSKA Elena, « Las memorias de una costurera: Evangelina Corona », 11 mai 2008, *La Jornada*.
- PROCESO, « Robles : por los caminos del maoísmo », 16 janvier 2002, *Proceso*.
- QUADRI Gabriel, « Nuestro Alcalde en el Centro Histórico », 19 août 2001, *Reforma*.
- QUINTERO Josefina, BOLAÑOS Ángel et CRUZ Alejandro, « Largo peregrinar de desalojados, entre conseguir vivienda o indemnización », 9 juin 2007, *La Jornada*.
- QUINTERO Josefina, « Quinceañeras tepiteñas bailaron en el Zócalo el “vals de la dignidad” », 28 avril 2007, *La Jornada*.
- QUINTERO Josefina et BOLAÑOS Ángel, « Acusan a líderes de haber vendido a organizaciones », 16 mars 2007, *La Jornada*.
- RADA Uwe, « Die latente Drohung des Bürgerkriegs », 18 août 1997, *Taz- die tageszeitung*.
- RAMÍREZ Bertha et GÓMEZ Laura, « El PRI trata de hacer pininos en el DF al encabezar oposición al Metrobús: Ejecutivo », 18 juillet 2011, *La Jornada*.
- RAMÍREZ Bertha et GÓMEZ Laura, « El PRI, atrás de opositores a la línea 4 del Metrobús en el Centro: Muñoz », 14 juillet 2011, *La Jornada*.
- RAMÍREZ Bertha, « Las expropiaciones continuarán indefinidamente, advierte Ebrard », 27 mars 2007, *La Jornada*.

- RAMÍREZ Bertha et DUARTE Erika, « Invita Ebrard a empresarios a instalarse en el barrio de Tepito », 13 mars 2007, *La Jornada*.
- RAMÍREZ Bertha, « Increpan tepiteños a Ebrard en acto oficial, por expropiaciones », 26 février 2007, *La Jornada*.
- RAMÍREZ Bertha, « Baján 40% delitos en el Centro Histórico: GDF », 6 juillet 2004, *La Jornada*.
- RASCÓN Marco, « Los ambulantes », 23 octubre 2007, *La Jornada*.
- RASCÓN Marco, « Tepito Global », 27 février 2007, *La Jornada*.
- REA Christian, « Maternidad en la calle: entre el abuso y el olvido », 3 juin 2010, *La Jornada*.
- ROMERO Gabriela, « Entrega Ebrard restauración de la secundaria número 1 », 30 août 2011, *La Jornada*.
- ROMERO Gabriela et GÓMEZ Laura, « La línea 4 del Metrobús no está sujeta a consulta: Quintero », 7 juillet 2011, *La Jornada*.
- ROMERO Gabriela et LLANOS Raúl, « Respalda la ALDF acciones oficiales en el barrio bravo », 22 février 2007, *La Jornada*.
- ROMERO Gabriela, « Piden ambulantes ser incluidos en el plan de renovación », 15 août 2001, *La Jornada*.
- ROSSITER James, « Dawnay, Day bets £250m on Harlem makeover », 26 mars 2007, *The Times*.
- ROUSSELOT Fabrice, « Ghetto Renaissance. À New York, Harlem prend de nouvelles couleurs », 6 septembre 2001, *Libération*.
- RUVALCABA Patricia, « El Centro suena », juin 2013, *Km.Cero*, n° 59.
- RUVALCABA Patricia, « La sinagoga histórica de Justo Sierra 71 muestra sus tesoros », août 2010, *Km.Cero*, n°25.
- RUVALCABA Patricia, « Inventario patrimonial hecho en casa », juillet 2010, *Km.Cero*, n°24.
- SALGADO Agustín, « Divide opiniones entre tepiteños nuevo centro de desarrollo comunitario », 1^{er} octubre 2011, *La Jornada*.
- SALGADO Agustín, « Piden al GDF garantizar el derecho de la población callejera a la atención médica », 1^{er} septembre 2010, *La Jornada*.
- SALGADO Agustín, « En estos sitios sólo nos denigran más, afirma ex interna de un grupo de ayuda », 5 décembre 2009, *La Jornada*.
- SALGADO Agustín, « El GDF sabía hace 6 meses de Los Elegidos de Dios », 4 décembre 2009, *La Jornada*.
- SALGADO Agustín, « Duda CDHDF de la legalidad del acto expropiatorio », 23 février 2007, *La Jornada*.
- SALGADO Agustín, « Operativo de presencia de SSP en otros seis predios », 23 février 2007, *La Jornada*.
- SALGADO Agustín, « Si el pretexto es la droga, que actúen contra ellos: vecinos », 17 février 2007, *La Jornada*.
- SALGADO Agustín, « Comerciantes exigen castigo para Alejandra Barrios », 22 août 2003, *La Jornada*.

- SÁNCHEZ Mayela, « Miles de familias, defraudadas por inmobiliarias en el Valle de México », 2012, *Contralínea*, n° 265.
- SÁNCHEZ Leticia, « El Atrio de San Francisco, 10 años de plaza artística », 20 juillet 2012, *Milenio*.
- SÁNCHEZ Tania, « Desalojan a personas en situación de calle que vivían en Artículo 123 », 1^{er} septembre 2012, *La Jornada*.
- SÁNCHEZ Tania et CRUZ Alejandro, « Jóvenes de Artículo 123, todo un reto para autoridades capitalinas », 5 juin 2012, *La Jornada*.
- SILVERSTEIN Jeff, « The Alameda Project: downtown rehab plan stirs controversy », *Business Mexico*, 2-5, 1992, p. 7-10.
- SMITH Neil, « Del Lower East Side al Raval », 8 décembre 2000, *La Vanguardia*.
- SUÁREZ Eduardo, « La Cineteca llega al Centro », avril 2013, *Km.Cero*, n°57.
- SUÁREZ Mariana, « Debe GDF salvaguardar a poblaciones callejeras », 10 janvier 2012, *La Jornada*.
- SUÁREZ Mariana, « Inaccesible para pobres, el plan de repoblar el Centro Histórico », 28 mars 2011, *La Jornada*.
- ZAMORANO Regina, « Secundaria 1: modelo educativo del siglo XXI », novembre 2011, *Km.Cero*, n°40.

Autres sources

Center For the Study of Political Graphics : www.politicalgraphics.org

David Rumsey Map Collection : www.davidrumsey.com

Encyclopædia Universalis : www.universalis.fr

Evalúa DF : www.evalua.df.gob.mx

Instituto Electoral del Distrito Federal : www.iedf.org.mx

Instituto Nacional de Estadística y Geografía : www.inegi.org.mx

Instituto de Vivienda del Distrito Federal : www.invi.df.gob.mx

Gaceta Oficial del Distrito Federal : www.consejeria.df.gob.mx

Gaceta Oficial del Estado de México : www.edomex.gob.mx

Oxford Dictionary of National Biography : www.oxforddnb.com

United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization : whc.unesco.org

Liste des sigles

en langue originale

AB	Asamblea de Barrios
ACH	Autoridad del Centro Histórico
ACNR	Alianza Cívica Nacional Revolucionaria
AEP	Autoridad del Espacio Público
AMOP	Alianza Mexicana de Organizaciones Productivas
ANAA	Asamblea Nacional de Afectados Ambientales
ANCMPPM	Asociación Nacional de Ciudades Mexicanas del Patrimonio Mundial
ALCC	Asociación Legítima Cívica Comercial
ALDF	Asamblea Legislativa del Distrito Federal
CANACO	Cámara Nacional de Comercio
CCAT	Coordinadora de Cuartos de Azotea de Tlatelolco
CBD	Central Business District
CDP	Comité de Defensa Popular
CEU	Consejo Estudiantil Universitario
CGAB	Colectivo de Grupos de la Asamblea de Barrios
CGPCGS	Coordinación General de Participación Ciudadana y Gestión Social
CHCM SA de CV	Centro Histórico de la Ciudad de México, sociedad anónima de capital variable
CID	Corriente de Izquierda Democrática
CNOP	Confederación Nacional de Organizaciones Populares
COMOPO	Coordinadora Metropolitana de Movimientos Populares
CONACULTA	Consejo Nacional para la Cultura y las Artes
CONAMUP	Coordinadora Nacional del Movimiento Urbano Popular
CPSyC	Congreso Popular, Social y Ciudadano
CUD	Central Unificada de Damnificados
CUT	Central Unitaria de Trabajadores
DF	Distrito Federal
DDF	Departamento del Distrito Federal
DOF	Diario Oficial de la Federación
EFCyCP	Escuela de Formación Ciudadana y Conservación del Patrimonio
EZLN	Ejército Zapatista de Liberación Nacional
FAT	Foro Abierto Tepito
FCH	Fideicomiso Centro Histórico
FICAPRO	Fideicomiso Casa Propia
FNAMUP	Frente Nacional del Movimiento Urbano Popular
FONHAPO	Fondo Nacional de Habitaciones Populares
FOVISSSTE	Instituto de Seguridad y Servicios Sociales para Trabajadores del Estado
GDF	Gobierno del Distrito Federal
GODF	Gaceta Oficial del Distrito Federal
HIC	Habitat International Coalition
ICOMOS	International Council on Monuments and Sites

IEDF	Instituto Electoral del Distrito Federal
INAH	Instituto Nacional de Antropología e Historia
INEGI	Instituto Nacional de Estadística y Geografía
INBA	Instituto Nacional de Bellas Artes
INFONAVIT	Instituto del Fondo Nacional de la Vivienda para los Trabajadores
INVEA	Instituto de Verificación Administrativa
INVI	Instituto de Vivienda del Distrito Federal
IS	Izquierda Social
MJB	Movement for Justice in El Barrio
MORENA	Movimiento de Regeneración Nacional
MPI	Movimiento Proletario Independiente
MRP	Movimiento Revolucionario del Pueblo
MNPP	Movimiento Nacional del Poder Popular
MULT	Movimiento Unificado de la Lucha Triqui
MUP	Movimiento Urbano Popular
MUP-CND	MUP de la Convención Nacional Democrática
OIR-LM	Organización de Izquierda Revolucionaria-Línea de Masas
ONPP	Organización Nacional del Poder Popular
ORPC	Organización Revolucionaria Punto Crítico
PAN	Partido Acción Nacional
PIT	Programa Integrado Territorial
PMBC	Programa de Mejoramiento Barrial Comunitario
PMCP	Programa de Mejoramiento del Comercio Popular
PPDU	Programa Parcial de Desarrollo Urbano
PRCVP	Programa de Reordenamiento del Comercio en Vía Pública
PRD	Partido de la Revolución Democrática
PRI	Partido Revolucionario Institucional
PROSOC	Procuraduría Social del Distrito Federal
PT	Partido del Trabajo
PUEC	Programa Universitario de Estudios sobre la Ciudad
RHP	Programa de Renovación Habitacional Popular
SDS	Secretaría de Desarrollo Social del Distrito Federal
SEDUVI	Secretaría de Desarrollo Urbano y Vivienda del Distrito Federal
SECOI	Sistema de Servicios Comunitarios Integrados
UCP	Unión de Colonias Populares
UCSJ	Universidad del Claustro de Sor Juana
UACM	Universidad Autónoma de la Ciudad de México
UCAAM	Unión de Comerciantes de la Antigua Merced
UNAM	Universidad Nacional Autónoma de México
UNESCO	United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization
UPNT	Unión Popular Nueva Tenochtitlán
UPREZ	Unión Popular Revolucionaria Emiliano Zapata
UCH	Unidos por el Centro Histórico
UVCPCH	Unión de Vecinos y Comerciantes de la Poligonal del Centro Histórico
ZEDEC	Zona Especial de Desarrollo Controlado
ZMVM	Zona Metropolitana del Valle de México

Petit glossaire de mexicanismes

BARRIO : section ou partie de la ville, généralement située dans les anciens faubourgs des agglomérations (*pueblos*). Le *barrio* se distingue de la *colonia* (quartier) et du *fraccionamiento* (lotissement) en ce qu'il maintient une certaine cohésion sociale autour des activités paroissiales et qu'il conserve une architecture le différenciant de la ville moderne. Exclu de la nomenclature officielle, il n'existe que dans l'imaginaire des habitants. Il est à la fois répulsif et fascinant, perçu comme dangereux et puissant de par son enracinement culturel. *Vid.* p. 340.

PLAZA : espace ouvert au public. Le terme *plaza* désigne à la fois la place publique et le centre commercial. Dans cette thèse, il est réservé à cette dernière acception, en particulier aux centres commerciaux populaires créés à partir des années quatre-vingt-dix pour maîtriser le phénomène de l'ambulantage. Les *plazas*, contrairement aux marchés fermés, sont gérées de façon privées par leurs copropriétaires.

TRAZA : cité coloniale espagnole conçue selon des canons géométriques et destinée à maintenir une séparation ethnique entre les habitants d'une agglomération. La *traza* constitue un objet urbain et une délimitation juridique entre la ville des colons et les périphéries indiennes. Autrement dit, elle est à la fois un modèle de société fondé sur le principe d'exclusion et le produit de ce modèle. *Vid.* p. 98.

VECINDAD : ensemble populaire d'habitation disposant d'une ou plusieurs cours communes (*patios*) et défini par l'existence d'intenses relations de voisinage. Étant en quelque sorte l'unité de base du *barrio*, la *vecindad* recèle dans l'imaginaire des mexicains les mêmes vertus (vie communautaire traditionnelle) et les mêmes stigmates (entassement des familles, violence et misère) que celui-ci. Le terme à longtemps désigné les anciennes maisons du centre-ville qui étaient sous-divisées en des dizaines de logis d'une seule pièce (*cuarto redondo*) et qui disposant d'installations sanitaires collectives. En 1985, après le séisme, certains habitants des *vecindades* effondrées ont obtenu le relogement sur place dans des édifices reconstituant le *patio* mais dans des logements modernes et indépendants. Dans la plupart des cas, les locataires sont devenus propriétaires. Par extension, ces ensembles sont habituellement appelés *vecindad*.

Annexe | Exemple de la grille d'entretien semi-structuré utilisée à vingt reprises

Jerónimo Díaz - Universidad de Toulouse-Le Mirail
Vivienda y cultura política en el Centro Histórico

Hola. Estoy realizando mi tesis de geografía sobre el tema de la vivienda y la cultura política en el Centro Histórico. ¿Dispone usted de 30 minutos para hacerle una entrevista y recoger su testimonio? Todos los datos que acepte brindarme serán tratados con discreción y se mantendrá el anonimato si así lo desea.

1. Entrevistado n° <u>10</u>	Día y hora <u>15/05/2011</u> hr. <u>13:50</u> hora final <u>16:00</u>
2. Dirección <u>[redacted]</u>	
3. Nombre (opcional) <u>[redacted]</u>	4. Contacto (opcional) <u>[redacted]</u> 5. Sexo <u>F</u> 6. Edad <u>?</u>
Condiciones de la entrevista: <u>en su casa, con su madre y su hija</u>	

A. Descripción del inmueble y la vivienda

<p>7. Tipo:</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="radio"/> Vecindad antigua <input type="radio"/> Vecindad moderna (posterior a 1985) <input type="radio"/> Casa sola <input checked="" type="radio"/> Edificio habitacional (<input type="checkbox"/> con elevador, <input checked="" type="checkbox"/> sin elevador) <input type="radio"/> Edificio reciclado, uso original: _____ <p>8. Uso:</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="radio"/> Habitacional <input type="radio"/> Habitacional y comercial <input type="radio"/> Habitacional y bodegas <input checked="" type="radio"/> Habitacional, comercial y bodegas <p>9. Época de construcción: <u>1939</u></p> <p>10. Viviendas (cantidad): <u>16</u></p> <p>11. Descripción de patios o espacios comunes:</p> <p><u>Corredores en buen estado, fachada en mal estado</u> <u>Asíntica con lavaderos comunes</u> <u>↳ habitada</u></p>	<p>12. Movimiento general en los últimos 10 años (especificar lo más posible):</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="radio"/> <u>5</u> salidas <input type="radio"/> Estable (sin movimientos) <input type="radio"/> <u>4</u> llegadas <p>13. Tenencia:</p> <p>a. Usted es: <input checked="" type="checkbox"/> dueño, <input type="checkbox"/> inquilino, <input type="checkbox"/> ocupante</p> <p>b. El edificio es de:</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="radio"/> Un solo dueño <input type="checkbox"/> habitante, <input type="checkbox"/> no habitante <input checked="" type="radio"/> Copropiedad (<u>sin escrituras</u>) <input type="radio"/> Condominio <input type="radio"/> Propiedad intestada <input type="radio"/> En proceso de expropiación <input type="radio"/> Expropiada (año _____) <input type="radio"/> Otra _____ <p>14. Vivienda en Riesgo <u>No</u></p> <p>15. Vivienda y bienes: nivel <u>4</u> de <u>4</u> m² (aprox.) <u>92</u></p> <p>cuartos <u>3</u> estancia <u>1</u> cocina <u>1</u> baños <u>1</u> cuarto de servicio _____ automóvil <u>no</u> Internet <u>si</u> computadora <u>2</u></p>
---	---

B. Características generales del entrevistado y su hogar

Situación familiar.

16. ☐ soltero/a, ☐ unión libre, ☒ casado/a, ☐ divorciado/a, ☐ viudo/a

17. ¿Cuántos hijos tiene 2 y a qué se dedican? 1 ing. en sistemas en la secretaría CT 2/ prope

18. ¿Cuántas personas radican en este hogar? (total) 5

* Familiares (especifique la relación) + su madre
* Otros (especifique la relación) _____

19. Alguna persona en su hogar es beneficiaria de alguno de estos programas de gobierno:

☐ Niños talento, ☐ Prepa sí, ☐ Bachillerato a distancia, ☐ Atención y prevención de la violencia familiar, ☐ Seguro de desempleo, ☒ Adultos mayores, ☐ Educación garantizada
☐ Becas escolares para madres solteras, ☐ Uniformes gratuitos, ☐ Útiles escolares gratuitos, ☐ Becas discapacitados, ☐ Unidades Habitacionales, ☐ Mejoramiento Barrial
Otro _____

Situación laboral.

20. ¿Qué actividad ejerce actualmente? Especificar posición laboral y medios de trabajo esposo pensionado (2000\$/mes), "casitas"

21. ¿Dónde se ubica su lugar de trabajo o actividad principal? (colonia, delegación/plantel) en el hogar

C. Itinerario de vida

22. ¿Cuál sería el principal motivo que lo llevó a instalarse aquí? morte de su padre, se queda con tías

23. ¿Considera usted que tuvo la oportunidad de elegir su vivienda? ☐ Sí ☐ No

24. ¿Cómo encontró su vivienda?

<input type="checkbox"/> anuncio (inmobiliaria, periódico)	<input type="checkbox"/> casualidad (recorriendo el barrio)	<input type="checkbox"/> programa de gobierno (especifique _____)
<input type="checkbox"/> corrió la voz, amigos le dijeron	<input type="checkbox"/> la vivienda es/era de amigos	<input type="checkbox"/> organización (especifique _____)
<input type="checkbox"/> redes sociales en Internet	<input checked="" type="checkbox"/> la vivienda es/era de familiares	<input type="checkbox"/> otro (especifique _____)

25. Si tuviera la oportunidad de mudarse buscaría:

<input type="checkbox"/> otro depto del mismo edificio	<input type="checkbox"/> otra zona de la ciudad	<input checked="" type="checkbox"/> al campo
<input type="checkbox"/> otro edificio en el centro	<input type="checkbox"/> otra ciudad	<input type="checkbox"/> no se mudaría

26. Año de nacimiento	Edad año	27 estudio	28 empleos	29 lugares	30 ocupación	31 motivos	32/33 actividad política
27. Fecha en que terminó sus estudios (grado más avanzado, lugar y plantel)	0	Secu 6					
28. Empleos/oficios ejercidos	1967	Prepa Vizcar- nas	cd. Educa- ción - (TAXQUEÑA)				
29. Lugares en los que ha vivido por más de 6 meses desde que nació (tipo de vivienda, colonia, ciudad, país)		ENAH (trunca) UNAH Leñas	Dpto. actual	Renta congelada		Se muda al Centro para estudiar en escuela de mujeres y vivir con tías	
30. Condiciones de ocupación de su vivienda (ocupación gratuita, propietario, inquilino, con rentas congeladas, conflicto por tenencia, etc.)	1970						
31. ¿Qué lo ha llevado a mudarse? (salida del hogar, nacimiento de un hijo, muerte de un familiar, separación)		→ Prof. de Literatura (1981-82)				Muerte de papá Unión con Federico	
32. Participación en organizaciones sociales, ONG, partidos políticos, procesos electorales	82		Dpto de frente	Renta 2000\$		Nace hijo	
33. Ocupación de cargos en dichas agrupaciones o puestos de elección popular	1985	Prof de Sec. de agri- - formación continua		Contrato de compra venta con LOMELIN		Temblor →	Trámites en SEDUE para adquirir la propiedad. "Juntar a los inquilinos"
				↓		Muerte de la Tía	
	1992		PROPIEDAD DE 2 OTROS ⓧ			Nace hija	
	95	Desempleo	Dpto actual				
			XALAPA	c/ amigos			
			Metepc	familia			
			Dpto. actual desde 2003				
							ⓧ venta del dpto. de enfrente para sacar adelante a la familia

34. ¿Cuál fue la última obra importante de mejoramiento del inmueble? 2008: cambio de piso (rellenado con fecontle) y nuevo baño + cocina
35. ¿A qué instancias, personas u organizaciones recurrieron para que se llevara a cabo? INVI apostó préstamo de 85 mil \$ (sobre 100 mil en tot.)
36. ¿Cuáles respondieron de manera eficaz y cuáles no? INBA "nunca llegó" hubo quejas de vecinas y una a "molestar" la delegación -
37. ¿Usted o sus vecinos han sufrido presiones o acosos para que abandonen o vendan sus viviendas? No
38. ¿A qué instancias, personas u organizaciones han recurrido para enfrentar dichas presiones? /
39. ¿A qué otro tipo de problemas se enfrentan en este vecindario? hacer menudito, robo, acoso, ruido en la noche por prostitución... costo de agua y luz.
40. ¿A qué instancias, personas u organizaciones han recurrido para solucionar dichos problemas? la patrulla nunca viene cuando le llama, mejor: - amigos de EFLYCP - Derechos Humanos - Silvia del FCH
41. En su opinión ¿qué tanto poder tienen para cambiar las cosas en el centro?
- Mucho (4), Algo (3), Poco (2), Nada (1), no sabe(0)
- | | | | |
|--|---|--|---|
| El Instituto Electoral del Distrito Federal | 0 | Los comerciantes | 2 |
| La Comisión de Derechos Humanos del Distrito Federal | 1 | Los grandes empresarios | 4 |
| El Instituto de Vivienda del Distrito Federal | 3 | La Autoridad del Centro Histórico | 4 |
| La Secretaría de Desarrollo Urbano | 3 | Las autoridades delegacionales | 0 |
| El Fideicomiso del Centro Histórico | 4 | Las instituciones académicas | 0 |
| La Asamblea Legislativa del Distrito Federal | 0 | El INAH | 1 |
| Los diputados locales | 0 | El INBA | 2 |
| Los Comités Vecinales | 2 | La ONU / UNESCO | 3 |
| Las asociaciones civiles | 0 | La iglesia | 4 |
| Las fundaciones | 0 | El Jefe de Gobierno del Distrito Federal | 4 |
| Las organizaciones sociales | 0 | El Presidente de la República | 4 |
| Los líderes del comercio ambulante | 4 | La policía | 4 |
| La gente común | 1 | Los medios de comunicación | 4 |
42. ¿Cómo hizo durante el último mes para estar informado de lo que acontecía en el centro?
- ☐ prensa cotidiana
- ☒ revistas locales Kim. Cero
- ☐ conectándose a Internet
- ☒ platicando con personal de gobierno EFLYCP
- ☐ por casualidad (recorriendo el barrio)
- ☒ juntas/asambleas con vecinos y/o con gobierno
- ☐ platicando con vecinos
- ☐ no busco información
- ☒ otro: carteles, metro y murales
43. ¿Cuál es la manera más efectiva para estar bien informado de lo que pasa en el centro? televisión
44. ¿A oído hablar del "rescate" o "revitalización" del centro histórico? Si, es lo del Fideicomiso
45. En su opinión, ¿cuáles son los lugares más representativos de dicho proceso? (usar mapa) La conchita, Museo de la Cd. de MX, catedral, Templo Mayor, Palacio Iturbide, Regina, Secu 1, Tlaxcoaque
46. * Si participó en la Escuela de Formación Ciudadana y Conservación del Patrimonio, ¿cómo se enteró de su existencia? ¿Qué rescata de ella y qué es lo que habría que mejorar?

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Cartes

Carte 1. Silhouettes du patrimoine : treize biens inscrits à la liste de l'UNESCO.....	40
Carte 2. Villes vivantes du patrimoine mondial selon les régions de l'UNESCO	42
Carte 3. Principales agglomérations et patrimoine urbain en Amérique latine	45
Carte 4. Le Bassin de Mexico au début du XVI ^e siècle	88
Carte 5. L'enceinte cérémoniale de Tenochtitlán.....	97
Carte 6. La Ville de Mexico à la fin de la période coloniale.....	105
Carte 7. La Zone Métropolitaine de Mexico.....	122
Carte 8. Entre rénovation et patrimonialisation.....	135
Carte 9. La ville centrale en 1970 : population et structure de la propriété	136
Carte 10. Immeubles classés et périmètres de conservation du patrimoine	142
Carte 11. 1985 : des expropriations à la reconstruction	150
Carte 12. Identifier l'ambulantage dans le périmètre A : priorité du gouvernement	170
Carte 13. Zonage en vigueur : trois programmes partiels pour un centre historique.....	178
Carte 14. Travaux publics, bénéfiques privés	197
Carte 15. Les divisions sociales du District Fédéral : échelle du quartier (2010).....	208
Carte 16. Les divisions sociales du centre-ville : échelle de l'îlot (2010)	209
Carte 17. Loger les pauvres : l'impact des programmes de l'INVI (2001-2011)	213
Carte 18. Les dirigeants de l'ambulantage dans le périmètre A en 2006	218
Carte 19. Des marchés publics aux <i>plazas</i> populaires privées.....	220
Carte 20. Le Métrobus et le réseau multimodal	229
Carte 21. Les ensembles urbains à l'assaut de l'État de Mexico	240
Carte 22. La Zone Métropolitaine et la ville centrale : 2000-2010.....	242
Carte 23. Population et peuplement du Centre Historique (2005-2010).....	244
Carte 24. Le corridor culturel Regina	271
Carte 25. Les organisations urbaines-populaires dans le Centre Historique.....	317
Carte 26. Tepito dans le centre ancien et la <i>vecindad</i> de Tenochtitlán 40	349
Carte 27. Les quartiers vécus du Centre Historique	371
Carte 28. Les comités citoyens dans le Centre Historique (2010)	384

Tableaux

Tableau 1. L'écart de la rente foncière selon les approches néoclassique et marxiste	59
Tableau 2. Cadre des relations sociétales majeures	60
Tableau 3. Approche dichotomique de la participation	72
Tableau 4. Quatre régimes de gouvernance	73
Tableau 5. Synthèse des projets présentés par le FCH	173
Tableau 6. Évolution de la population du Centre Historique	243
Tableau 7. Typologie des publications parues dans Facebook.....	285
Tableau 8. Participations des acteurs publics et privés sur Facebook	285
Tableau 9. Profil des organisations qui composent le MUP-CND (juillet 2011)	308
Tableau 10. Les projets présentés par les participants de l'EFCyCP	366

Encadrés

Encadré 1. Le pays des centres historiques	52
Encadré 2. L'aménagement participatif dans trois pays occidentaux	76
Encadré 3. Les jeunesses du PRI au PRD	161
Encadré 4. Carlos Slim : l'obsession du renouvellement urbain	194
Encadré 5. De l'amélioration du logement à l'amélioration des quartiers	206
Encadré 6. Inti Muñoz : du mouvement étudiant à la politique culturelle	226
Encadré 7. Le programme <i>Habiter le Centre</i> , ou comment libérer le marché locatif	248
Encadré 8. Les "pionniers" dans la presse officielle (mensuel <i>Km. Cero</i>)	265
Encadré 9. L'Assemblée des Quartiers : de l'omniprésence à l'atomisation	301
Encadré 10. Les domaines rouges de l'UPREZ	305
Encadré 11. L'éviction des jeunes en situation de rue	368
Encadré 12. Le collègue César A. Ruiz : un conflit de classes	380
Encadré 13. La régulation des comités citoyens du District Fédéral	383
Encadré 14. Le cas du PCBM de la place San Juan de Aranda	386

Figures

Figure 1. Chronologie du travail de terrain et matières premières	24
Figure 2. Chorotypes de la ville latino-américaine	49
Figure 3. De la vallée des valeurs foncière à l'écart de la rente	58
Figure 4. La gentrification dans la presse écrite	67
Figure 5. Caricature de Carlos Slim dans la presse nationale	193
Figure 6. María Rosete : la dirigeante de Tepito à la conquête du PRD	217
Figure 7. La structure du Fidéicomis du Centre Historique	225
Figure 8. Connotation des publications selon leur date de parution	286
Figure 9. Le journal <i>Informativo Tepito</i>	354
Figure 10. Synthèse des itinéraires de vie de sept participants à l'EFCyCP	375
Figure 11. Objectifs assumés à l'EFCyCP et déroulement effectif des événements	398
Figure 12. Évaluation de la Rencontre Citoyenne (44 réponses)	402

Clichés

Clichés 1. Le Palais des Beaux-Arts à Mexico : mélange des genres	46
Clichés 2. L'imaginaire de la gentrification en huit affiches (1973-2008)	68
Clichés 3. Sur les traces de Tenochtitlán	96
Clichés 4. Du baroque au néoclassique	107
Clichés 5. Omniprésence de la Vierge de Guadalupe dans le Centre Historique	110
Clichés 6. Héritages porfirien dans l'axe Zócalo-Alameda	115
Clichés 7. Les marchés : biens publics en voie d'extinction	132
Clichés 8. Les <i>vecinades</i> modernes	152
Clichés 9. Les places commerciales populaires (<i>plazas</i>) de M. Camacho	159
Clichés 10. Des rues devenues piétonnes par la force des choses	171
Clichés 11. Nicaragua 15 : une <i>vecindad</i> réhabilitée en 1998	175
Clichés 12. Immeubles réhabilités	188
Clichés 13. Coalition d'intérêts. Inauguration des travaux de Plaza Juárez	189

Clichés 14. Plaza Juárez et l'hôtel Hilton.....	190
Clichés 15. Quelques bâtiments aux mains des entreprises du Groupe Carso	198
Clichés 16. Territoire sous surveillance.....	203
Clichés 17. Un défis à la gravité.....	210
Clichés 18. Des réhabilitations menées par l'INVI	211
Clichés 19. Un ensemble social produit par l'INVI	212
Clichés 20. Le Mouvement Unifié de la Lutte Triqui dans le Centre Historique	214
Clichés 21. Nouvelles <i>plazas</i> : instrument de contrôle ?	221
Clichés 22. Les <i>toreros</i> : résistance à travers la mobilité.....	222
Clichés 23. Feu vert au Métrobus.....	230
Clichés 24. Place aux piétons.....	232
Clichés 25. La promotion des espaces publics.....	235
Clichés 26. La Mascota : électisme porfirien en proie à la gentrification.....	245
Clichés 27. Condominiums de standing sur le front de l'Alameda.....	246
Clichés 28. L'envers du décor : nouveaux ensembles sociaux	249
Clichés 29. L'Édifce Cogordán.....	258
Clichés 30. Bolivar 23 : réhabilitation de standing.....	264
Clichés 31. Regina: portrait d'une rue en pleine mutation	269
Clichés 32. Unis pour le Centre Historique : de l'intimité à l'action.....	280
Clichés 33. Le Centre Historique vu par les nouveaux habitants.....	287
Clichés 34. Multitudes urbaines-populaires	311
Clichés 35. Marqueurs territoriaux : immeubles "protégés" par le MUP.....	316
Clichés 36. Des occupants en proie à l'expulsion.....	321
Clichés 37. Cristina López et les membres du CGAB d'Academia 9	327
Clichés 38. Tentatives d'expulsion à Academia 9.....	331
Clichés 39. Les commerçants de Guatemala 73	333
Clichés 40. Expressions différenciées de la résistance culturelle.....	344
Clichés 41. Les activités de l'EFCyCP	367
Clichés 42. Quelques participants à l'EFCyCP	376
Clichés 43. Le Métrobus : pomme de la discorde	392
Clichés 44. La présentation du <i>Plan de gestion</i>	398
Clichés 45. La Première Rencontre Citoyenne du Centre Historique	403

TABLE DES MATIÈRES

Mode d'emploi	7
Introduction	11
Anciennes frontières et nouveaux fronts.....	14
Les acteurs de la gentrification	17
Questions de méthode.....	21
Recherche-action	22
Observation participante	23
Entretiens compréhensifs.....	25
La structure de la thèse	27
 1 ^{ère} partie	
VERS UN NOUVEL ORDRE URBAIN	
 Introduction à la première partie	31
 chapitre I Le patrimoine urbain.....	33
1. Une notion moderne	33
Substance de l'État-nation.....	35
Du monument au site.....	36
Le patrimoine comme une ressource.....	41
2. Le phénomène urbain en Amérique latine	43
Portrait d'ensemble	43
Réseaux de villes : la fabrique des paradigmes.....	50
Les gourous de la "revitalisation"	53
 chapitre II Théories et terrains de la gentrification	55
1. Élaborer un concept pour changer de paradigme	55
L'approche néoclassique devant la critique marxiste	56
Les "pionniers urbains"	60
La question des déplacements	62
2. Circulations paradoxales du néologisme	64
La gentrification dans la presse internationale	65
Circulations par le bas : le cas du MJB	69
 chapitre III L'aménagement participatif en question	71
1. Les degrés de la participation.....	71
2. Vers un urbanisme collaboratif.....	74
Décentralisation et nouvelles échelles du pouvoir	77
Participation et patrimoine : refaire le lien.....	79
 Pour une géographie politique de la gentrification en centre ancien	81

chapitre IV | La Nation dans la ville 85

Introduction

1. L'odyssée urbaine de Huitzilopochtli.....	89
Le Bassin de Mexico, carrefour mésoaméricain.....	89
Les premières pierres du Centre Historique.....	91
Vie et mort de l'Empire des eaux du milieu	92
2. Une cité, deux républiques	95
Fonctions et contradictions de la <i>traza</i> espagnole	98
L'unité dans la révolte : cinq cas d'étude.....	101
La ville néoclassique.....	103
3. En quête d'une identité propre	109
Tonantzin-Guadalupe : vecteur d'identité nationale	109
Une Indépendance fragile.....	112
Conclusion : une ville génétiquement ségréguée	117

chapitre V | Le centre-ville face à la modernité 119

Introduction

1. Gouverner l'urbanisation	124
Mexico sous la botte des généraux.....	124
Crise du logement et blocage des loyers.....	127
L'expansion métropolitaine.....	129
Le centre-ville entre rénovation et patrimonialisation.....	131
Vers un aménagement participatif ?.....	138
L'invention du Centre Historique	140
2. Le réveil de la société civile.....	144
Aux origines du mouvement urbain-populaire.....	145
Chronique d'une catastrophe	147
La consolidation des quartiers populaires	149
Une transition politique manquée : l'imposition néolibérale.....	153
Affronter la décadence du Centre Historique.....	155
La fin d'un monde, le cas de l'ambulantage	158
Vers une transition de velours	160
3. La gauche au pouvoir	163
Vers une nouvelle gouvernance ?	164
Diviser pour mieux régner	167
La revalorisation programmée de l'espace patrimonial	172
Régularisation et zonage.....	176
Conclusion : les causes du dépeuplement.....	180

chapitre VI | La reconquête du Centre Historique..... 183

Introduction

1. López-Slim : un partenariat contre-nature ?.....	186
L'installation du Conseil Consultatif : coup d'envoi.....	186
L'opinion publique partagée	191
Centre Historique de Mexico, société anonyme	196
La connexion newyorkaise : <i>business</i> et tolérance zéro	203

2. Les territoires de la politique sociale	205
Le Programme intégré territorial	207
L'action de l'INVI dans le Centre Historique	210
Présences indigènes.....	213
3. La lutte des places : confiner l'ambulantage.....	215
"Revitaliser" sans les ambulants ?	215
L'ultimatum du 12 octobre 2007.....	217
4. La consolidation du projet urbain.....	223
Administrer l'espace patrimonial	223
Des opérations urbaines sous l'aval de l'UNESCO.....	228
Les ouvrages du Bicentenaire	231
Les responsables politiques face à la gentrification.....	236
5. Retours en ville : un bilan contrasté	239
Recyclage de la ville centrale et périurbanisation	241
L'inégal repeuplement du Centre Historique.....	243
Les nouveaux ensembles d'habitation : une offre variée.....	247
Conclusion : une ville a trois vitesses ?.....	250

3^{ème} partie

RÉSISTANCES ET PARTICIPATIONS

chapitre VII | L'archipel des "pionniers" 253

Introduction

1. Liens et lieux des nouveaux habitants.....	256
Une forteresse bohème au milieu du chaos.....	256
Des petits propriétaires pour le Centre Historique	261
L'héritier	263
Regina : l'art comme instrument de pénétration urbaine.....	267
Des rapports sociaux difficiles	274
2. Les activistes de la "revitalisation"	276
Unis pour le Centre Historique : l'association des cobayes	277
La gentrification par la toile.....	282
Gérer les demandes des classes moyennes.....	289
Conclusion : le Manhattan Guadelupéen ?.....	292

chapitre VIII | Résistances populaires..... 295

Introduction

1. Permanence et mutations du MUP.....	298
Qu'est-ce qu'une organisation urbaine-populaire ?.....	298
Le(s) MUP(s) aujourd'hui	299
Une saison auprès du MUP-CND.....	304
Une inscription particulière dans le Centre Historique	314
2. Témoignages de "la base"	318
Le rapprochement de la famille Moreno à l'UPREZ	318
Quand les organisations posent problème.....	320
Les déplacés de La Aguilita.....	323
Collectiviser la lutte : le cas du CGAB	325
L'incorporation des commerçants de Guatemala 73	332
Sur le front de Cuba : le MUP face au grand capital.....	336

3. Le <i>barrio bravo</i> de Tepito : ultime frontière	340
Histoire et identité des lieux	341
L'expropriation de Tenochtitlán 40	348
Les mobilisations : des barricades à l'action pacifique	352
Conclusion : les raisons de la résistance	355
chapitre IX Les nouveaux chemins de la participation	357
Introduction	
1. EFCyCP : de retour à l'école	360
Ernesto Alvarado, entre le parti et la société	360
Objectif affiché : développer des compétences civiques	363
Vers une patrimonialisation participative ?	369
Profils et aspirations des participants	373
Caractéristiques communes	388
2. Une participation dépendante	389
La VVC : entre autonomie et dépendance	390
Désamorcer le conflit du Métrobus à travers l'EFCyCP	393
La Première Rencontre Citoyenne du Centre Historique	396
Conclusion : résister en participant ?	404
 Conclusion	 407
La Alameda : noyau civilisateur	408
Tepito : une identité à part	408
Les acteurs de la gentrification : pionniers ou cobayes ?	410
La négociation de l'espace patrimonial	411
 Bibliographie	 417
Articles de presse	436
Autres sources	442
 Liste des sigles en langue originale	 443
Petit glossaire de mexicanismes	445
Annexe	446
Table des illustrations	449

Anciennes frontières et nouveaux fronts dans le Centre Historique de Mexico

— Limite de délégation (arrondissement)
 Quarters (colonies)
 A : Périmètres A et B du Centre Historique
 A : établis en 1980

2000-2012

- Rues et façades réhabilitées
- Nouvelle rue piétonne
- Rue piétonne préexistante
- Parks et places réhabilités
- Parks et places sans végétalisation

1. 3 de Mayo
2. Manuel Cordero
3. Alonso García Bravo
4. Carlos Pacheco
5. Ciudadela
6. Concepción Cuapaxtlan
7. De la Concepción
8. R. López Velarde
9. De la Concepción
10. De la Concepción
11. De la Concepción
12. De la Concepción
13. De la Concepción
14. De la Concepción
15. Francisco I. Madero
16. C. Torres Quintero
17. C. Torres Quintero
18. A. Aguilar
19. A. Aguilar
20. A. Aguilar
21. Orozco
22. Manuel Cordero
23. Manuel Cordero
24. Manuel Cordero
25. Manuel Cordero
26. Manuel Cordero
27. Manuel Cordero
28. Manuel Cordero
29. Manuel Cordero
30. Manuel Cordero
31. Manuel Cordero
32. Manuel Cordero
33. Manuel Cordero
34. Manuel Cordero
35. Manuel Cordero
36. Manuel Cordero
37. Manuel Cordero
38. Manuel Cordero
39. Manuel Cordero
40. Manuel Cordero
41. Manuel Cordero
42. Manuel Cordero

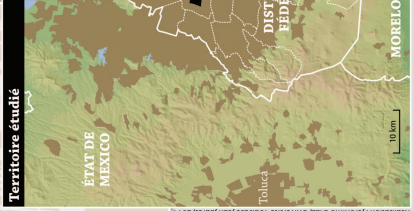
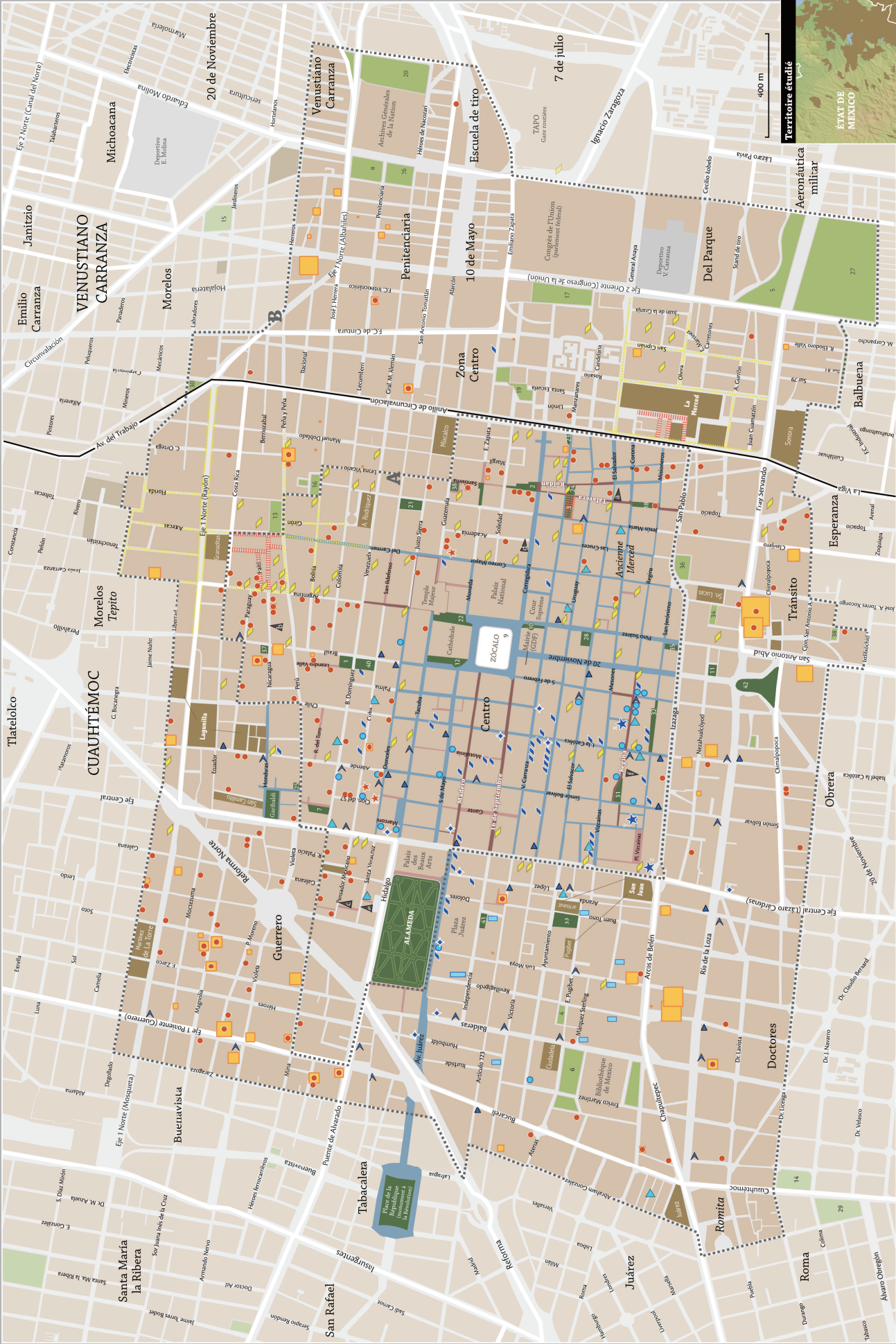
Continuités populaires

- Présence d'organisations urbaines populaires
- Propriété en conflit avec le Groupe Carso
- Aggrégats construits par l'Institut du Logement (INVI)
- San Antonio Abad 29 (113)
- San Antonio Abad 29 (113)
- Brail 44 (6)
- Marché public
- Marché commerciale populaire
- Commerce informel intense (ambulancier)
- Marché permanent sur la voie publique

Certification

- Nouvel ensemble de standing
- Communauté de "pionniers" indépendants
- hameau d'habitation acquis et réhabilité par une entreprise du Groupe Carso
- Bureaux et locaux commerciaux acquis par une entreprise du Groupe Carso
- Négociations Sanborns
- Projet culturel phase de la Fondation
- Casa vecina
- El Virreyes
- Franchise de commerce de proximité
- Oxox
- 7eleven
- autres projets culturels en quartier populaire
- Central del Pueblo
- La Banca, fabrica de creación
- Museo de Arte Popular
- Museo de Arte Popular
- Université du Centre de San Juan

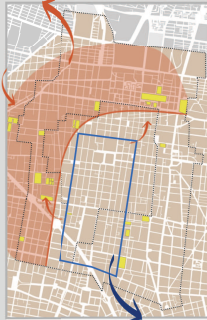
* Le Groupe Carso (acronyme de Carlos et Soamya) est un consortium d'entreprises liées à Carlos Slim



Le programme de "certification" entreprise en 2001 a favorisé le retour d'une certaine élite vers le Centre Historique, en particulier dans l'axe Zócalo-Alameda qui bénéficie d'importants investissements privés. Ces nouveaux ensembles sociaux construits dans les quartiers de Guerrero, Morelos et Transito. La zone de La Merced, en revanche, a continué à se dépeupler. La frontière qui sépare les deux peut la répliquer en suivant les conflits associés à la propriété privée et à l'utilisation des espaces publics : elle est surtout vécue et négociée au quotidien par les différents acteurs sociaux.



La XG^e siècle fut un moment d'effacement entre innovation et particularismes. Des grands ensembles s'élevèrent dans les anciens faubourgs, des boulevards traversèrent les barres et des marchés publics destinés à confiner les ambulants, par ailleurs interdits dans le périmètre du Primer Cuadro (en bleu), furent construits. Le déplacement de milliers d'habitants, les quartiers périphériques ont continué à accueillir les migrants, tandis que le Primer Cuadro a commencé à dénigrer une fute d'habitants partir de 1970.



La cité espagnole de Tenochtitlan, fondée en 1325, devint la capitale de la Nouvelle Espagne suite à la Conquête (1521). Intégrée à la main d'œuvre autochtone et aux éléments de l'urbanisme préhispanique, la cité coloniale (la rrazn, en bleu) institua le principe d'exclusion entre les Européens et les Indiens, qui furent regroupés dans les barrios de San Juan, San Pedro, San Pablo et Santiago. Là, les Indiens, elle-mêmes divisées en barrios, furent le projet ségrégationniste s'est révélé impossible à mettre en œuvre, il a toutefois marqué la division sociale de l'espace urbain.

